Staats- und
Universitätsbibliothek
Bremen

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

DFG-Projekt "Digitale Sammlung Deutscher Kolonialismus"

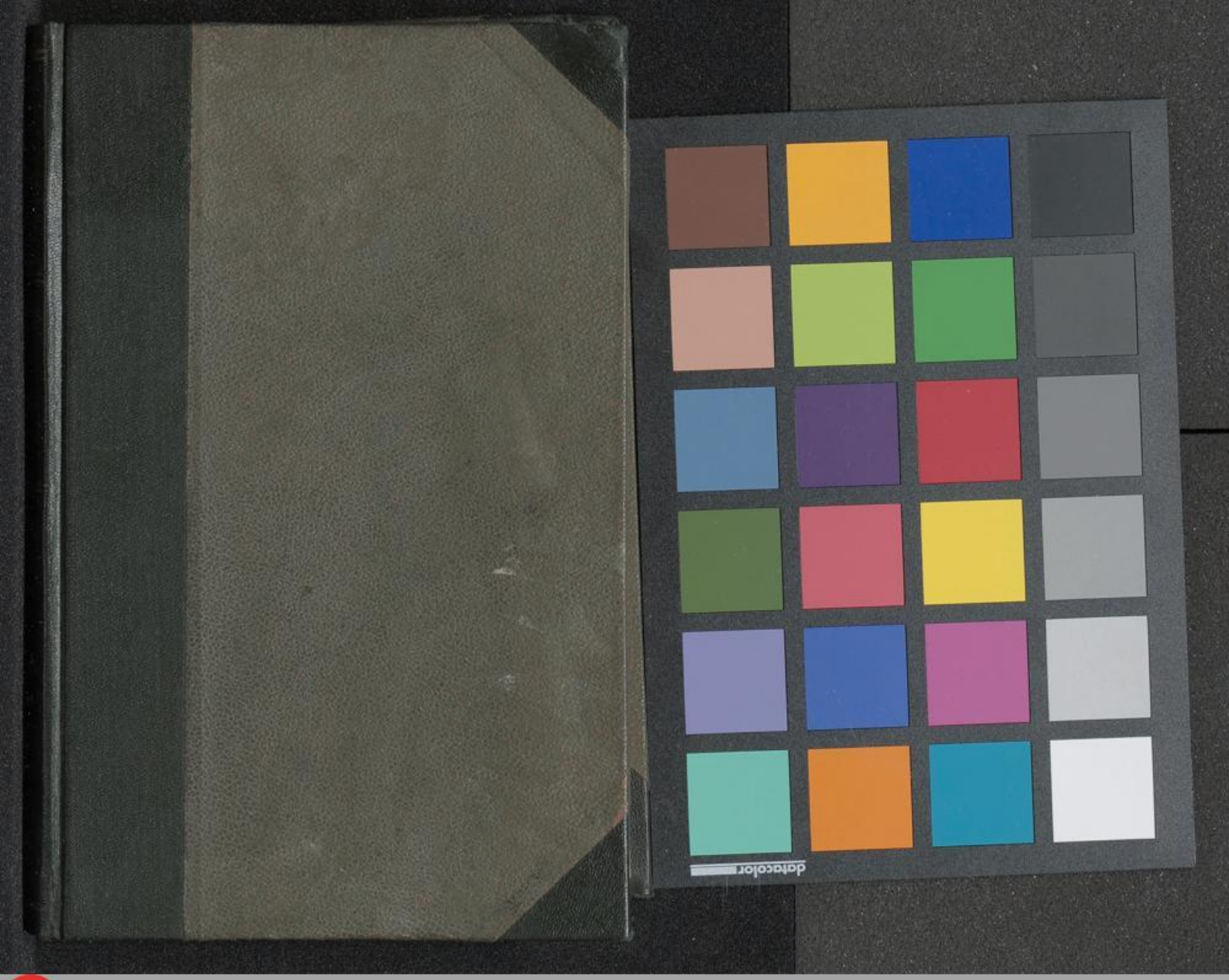
Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles des origines à 1815

Mancini, Jules

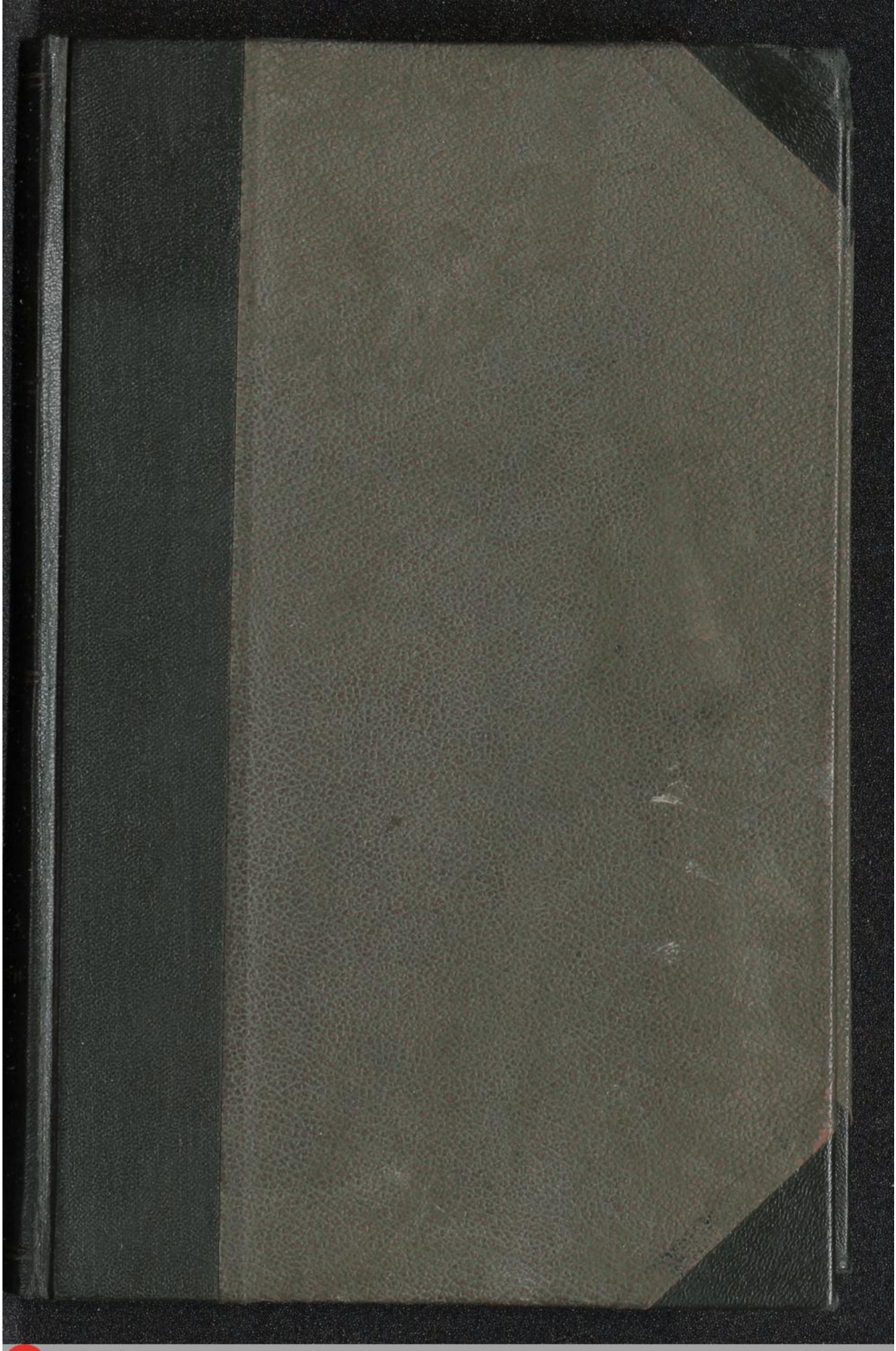
Paris, 1912

urn:nbn:de:gbv:46:1-13595

Visual Library



Staats- und
Universitätsbibliothek Bremen
DFG


Staats- und
Universitätsbibliothek Bremen
DFG

Der
Stadtbibliothek zu Bremen
geschenkt von
Der Finanzminister
Geheimes Staatsarchiv in Berlin

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen
DFG

IX e - 3752

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

JULES MANCINI

BOLIVAR

ET

L'ÉMANCIPATION DES COLONIES ESPAGNOLES

DES ORIGINES A 1815

AVEC UN PORTRAIT EN HÉLIOGRAVURE ET UNE CARTE

DEUXIÈME ÉDITION.

Librairie académique PERRIN et Cie.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

BOLIVAR

ET

L'ÉMANCIPATION DES COLONIES ESPAGNOLES

A la Biblioteca de la
ciudad de
Bremen

Copyright by Perrin et Cie 1912.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

Il a été imprimé :

30 exemplaires numérotés sur papier de Hollande

Van Gelder.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG



HÉLIOG. FILLON

PERRIN & Cie Editeurs

BOLIVAR EN 1810.

d'après le portrait de Ch. Gill.

(Collection de l'Auteur)

JULES MANCINI

BOLIVAR

ET

L'ÉMANCIPATION DES COLONIES ESPAGNOLES

DES ORIGINES A 1815

AVEC UN PORTRAIT EN HÉLIOGRAVURE ET UNE CARTE

STADT-BIBLIOTHEK BREMEN
IX.c.3752

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1912

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen
DFG

AVANT-PROPOS

Par ses effets sur la vie politique et sociale des peuples, l'Emancipation des Colonies espagnoles est un événement d'une importance aussi considérable que la découverte du continent où elles furent établies.

La lutte engagée par les créoles contre l'Espagne, au lendemain de la Révolution française et poursuivie, plus d'un quart de siècle, avec un acharnement de part et d'autre égal, fut le prolongement sur un nouveau théâtre du conflit séculaire entre les deux idées dont les succès et les défaites alternatives dominent l'Histoire : le Traditionnalisme et la Liberté. C'est, en effet, aux résultats de l'Indépendance sud-américaine que le grand mouvement de 1789, prêt à céder à la poussée restauratrice de 1815, dut de se ranimer en Europe et de triompher en 1830. Les peuples s'éveillèrent à la vie et à la conscience nationales. Le monde moderne évolua vers l'idéal républicain.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Cet idéal, Bolivar en est pour l'Amérique le symbole immortel. Si jamais un homme a pu résumer en soi les éléments, les tendances d'une époque et personnifier une idée, c'est bien véritablement celui que ses compatriotes saluent du titre insigne de *Libertador*. La vie de Bolivar sert de cadre à la Révolution dont il est le principal protagoniste. Son nom est inséparable de l'œuvre qu'il a soutenue de sa merveilleuse ardeur.

Le champ d'action qu'il se donna fut immense : c'était l'Amérique espagnole du Mexique à la Terre de Feu. Bien que son vaste génie ne cessât point de l'embrasser en son entier, des initiatives isolées, groupant leur effort autour du sien, furent nécessaires. Une pléïade de héros seconda le Libertador. Et parmi ses collaborateurs, le grand argentin San Martin, durant la phase décisive de la guerre, partage avec lui le mérite éminent d'avoir fondé l'Indépendance.

San Martin se retira toutefois, abandonnant à son compétiteur la gloire de parfaire l'œuvre entreprise et l'amertume d'en constater les déceptions inévitables.

L'effort du Libertador cependant ne fut pas perdu. Si lente qu'ait été leur maturation, les fruits de son énergie et de sa volonté n'en paraissent que plus éclatants. Le spectacle que présente aujourd'hui l'Amérique du Sud où vingt Républiques grandissent sous les regards enfin séduits de l'univers, a des splendeurs d'apothéose.

L'avenir semble plus prestigieux encore. Après

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

avoir assuré la victoire de la démocratie et de la nationalité dans le monde, l'Amérique latine tient sans doute en réserve la solution des problèmes issus du nouvel ordre social dont elle a déterminé l'avènement.

C'est l'épopée d'où procéderont ces suites lointaines et magnifiques que nous nous sommes proposé de retracer [1].

1. Indépendamment des ouvrages publiés jusqu'à ce jour sur l'Emancipation des Colonies espagnoles, nous nous sommes fait un devoir de consulter les archives des principaux États sud-américains, celles de Londres, de Paris et d'Espagne. Les sources officielles citées dans notre travail sont ainsi presque toutes inédites.

Nous avons eu en outre à notre disposition des archives de famille dont l'étude nous a permis de compléter la documentation du présent ouvrage.

Nous avons enfin parcouru ou visité les pays où s'est déroulée cette histoire et tenté d'en reconstituer les événements dans leur cadre original.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

BOLIVAR

ET

L'ÉMANCIPATION DES COLONIES ESPAGNOLES

LIVRE PREMIER

ORIGINES DE LA RÉVOLUTION SUD-AMÉRICAINE

CHAPITRE PREMIER

LES INDES OCCIDENTALES

I

Les dernières années du quinzième siècle et les premières années du seizième marquèrent l'apogée de la grandeur de l'Espagne. Une lutte épique, soutenue pendant huit cents ans sur quatre mille champs de bataille, avait consacré l'unité définitive de la Péninsule et justifié le renom d'héroïsme du peuple espagnol devenu la nation militaire par excellence. Ses armées avaient contraint le Turc à reculer, conquis l'Italie et le Portugal, fait un roi de France, un pape prisonniers, humilié l'Angleterre, soumis les corsaires de Barberousse en Afrique, assuré la fondation d'établissements prospères

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

jusqu'en Asie. Le *Despacho Universal* de Madrid enserrait toutes les cours dans d'inéluctables trames; sa politique irrésistible allait s'emparer de la Couronne de Charlemagne. La Renaissance qui devait, croyait-on, ramener l'Age d'or, semblait trouver, dans l'Ibérie reconquise, une autre terre d'élection : nulle part la récente invention de Gutenberg, dont on pouvait entrevoir déjà les merveilleuses conséquences, n'était mieux accueillie que dans les universités nombreuses et florissantes de Castille. Les lettres, les sciences, les arts, les mœurs, partout puisaient aux sources du génie espagnol. Et la Fortune elle-même, en faisant surgir un nouveau monde des abîmes de l'Océan, paraissait asservie à la gloire des rois d'Espagne qui mesurèrent dès lors aux pas du soleil la prodigieuse étendue de leurs domaines.

Les souverains, qui se succédaient d'Isabelle à Philippe II, capables, avisés, et fidèles à l'esprit des premiers rois d'Aragon que le peuple s'était jadis si fièrement donnés, personnifiaient cette grandeur même et cet éclat. Leur pouvoir, tempéré par les prérogatives étendues des Cortès, s'exerçait avec rectitude et témoignait d'un libéralisme dont aucun des gouvernements de l'époque n'offrait l'exemple [1].

Mais les sécurités que la nation trouvait sous ce régime la portèrent insensiblement à négliger l'institution cependant la mieux ordonnée pour sauvegarder ses franchises. Leurs privilèges se trouvant maintenus et leurs droits respectés, les villes cessèrent peu à peu d'envoyer leurs députés aux Cortès. Et le roi, investi de plus de confiance, en vint à supporter impatiemment les entraves que l'Assemblée restait pourtant maîtresse d'opposer à ses volontés. Rien ailleurs n'en fixait les limites, et, quand la prescription lui permit de frapper les Cortès d'incapacité perpétuelle, il saisit avec empressement ce prétexte [2]. Le despotisme, d'abord bienveillant et paternel qui l'avait invoqué, prit, avec les

1. V. Chateaubriand, *Congrès de Vérone*, ch. III.
2. V. A. Thierry, *Dix ans d'études historiques*, liv. XX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

souverains qui suivirent, la forme d'un dangereux absolutisme.

L'ascendant traditionnel du clergé sur la pieuse nation espagnole s'était imposé, d'autre part, à la royauté comme un excellent moyen de gouvernement et de domination[1]. Elle avait donc employé ses efforts à le gagner. Le clergé ne tarda pas à siéger en première place dans les Conseils où la noblesse, attendant tout du roi, subordonnait de plus en plus les intérêts publics au seul souci de ses propres intérêts. Le Tribunal du Saint-Office, institué à l'origine pour ramener par la persuasion les dissidents aux « saines croyances », aggrava bientôt les attributions de ses inquisiteurs et recourut au terrorisme qui l'a depuis caractérisé. L'Inquisition devint une institution d'Etat[2]; l'Église acquit en Espagne une influence formidable. La cour elle-même devint un cloître, les couvents multipliés se peuplèrent. L'extrême indigence intellectuelle du bas clergé faisant le vide autour d'elle, atrophia les cerveaux, étouffa toute initiative. Le fanatisme, l'intolérance, la dureté de cœur, développés déjà dans la lutte séculaire contre les hérétiques maîtres du territoire, applaudirent aux hécatombes que, sous prétexte d'unification des croyances religieuses, l'Inquisition mettait en honneur. Le Saint-Office déprava l'Espagne en même temps qu'il la terrorisait[3]; l'hypocrisie, la délation s'insinuèrent partout et devinrent autant de vertus. Un voile sanglant et ténébreux s'étendit sur ce pays qu'un mauvais génie sembla désormais précipiter à la ruine.

Tout vint y concourir. Les Maures, qui comptaient pour un quart dans l'ensemble de la population, dis-

1. « L'autorité des religieux n'était pas uniquement fondée sur la foi des peuples et avait encore une source politique. Dès l'an 852, les martyrs de Cordoue, Aurelius, Jean-Félix, Georges, Martial, Roger, frappés du glaive ou jetés dans le Bétus se sacrifièrent autant à la liberté nationale qu'au triomphe de la religion chrétienne. Les moines avaient combattu avec le Cid et étaient entrés avec Ferdinand dans Grenade ». CHATEAUBRIAND, *Congrès de Vérone*, ch. II, t. XII des *Œuvres complètes*.

2. V. GUIZOT, *Civilisation en Europe*, leçon XI.

3. P. de SAINT-VICTOR, *Hommes et Dieux. La Cour d'Espagne sous Charles II.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

persés, anéantis, virent périr avec eux l'industrie et l'agriculture restées leur apanage et dont ils avaient assuré la prospérité. Les juifs pourchassés s'exilèrent en masse[1], emportant la presque totalité des capitaux où s'alimentait le commerce. La dépopulation s'accéléra par le monachisme et les pertes d'hommes qu'entraînaient les guerres, l'émigration, l'entretien d'importantes garnisons en Italie, dans les Pays-Bas, en Afrique et dans les Indes. A partir de Philippe III, une série de souverains dégénérés acheva la décadence de l'Espagne, décadence aussi surprenante que l'avait été sa grandeur et qui s'accentua jusqu'à devenir le thème favori des savants et des moralistes dissertant sur l'incertitude des choses humaines[2].

La pauvreté qui sévissait depuis longtemps sur l'Espagne et que Charles-Quint lui-même avait, dit-on, personnellement connue, prit, avec ses successeurs, d'incroyables proportions dans toutes les classes sociales. Les charges auxquelles la cour ne parvenait pourtant pas à faire face, engloutissaient à elles seules les impôts qu'un régime fiscal effrayant arrachait aux provinces. Celles-ci connurent un épuisement tel qu'en Castille on en était revenu, comme dans l'enfance des sociétés, aux échanges en nature[3]. Il y eut des années de disette où le peuple n'eut d'autre parti à prendre que de se faire bandit ou mendiant. La noblesse, dont la « gueuserie » devenait proverbiale, pressurait inutilement les campagnes ou venait grossir, auprès du roi, la foule avide des courtisans solliciteurs. *Pauvre* était l'épithète qu'appelait infailliblement le nom d'espagnol et les longs jeûnes du *Chevalier de la Triste Figure* ou les hardes rapées de Lazarillo de Tormes sont plus symboliques que romanesques.

Cette misère n'était d'ailleurs pas, au début de la période historique dite des Temps Modernes, particu-

1. 800.000 sortirent d'Espagne. Duruy, *Histoire générale*. Paris, 1891.
2. V. Buckle, *Histoire de la Civilisation en Angleterre*, t. IV, ch. XV. Voir aussi Lafuente, *Historia General de España*, t. X à XIV.
3. V. Sainte-Beuve, *Mémoires de la Cour d'Espagne par le Maréchal de Villars. Nouveaux lundis*, t. II, p. 46.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lière à l'Espagne. Elle se manifestait davantage sans doute en ce pays avec le caractère sombre et farouche qu'il devait à sa constitution et à la nature de ses peuples. Mais leur dénuement était celui de tous les autres. L'Ancien Monde traversait, comme on dirait aujourd'hui, une crise économique qui semblait insoluble au moment où les caravelles de Christophe Colomb, obtenues du reste à grand'peine, cinglaient obscurément vers leurs immenses destinées. La Méditerranée, carrefour des grandes routes commerciales, se fermait de plus en plus à mesure que les Turcs, les Maures et les Arabes en occupaient les rivages en Afrique, en Asie, et même en Europe : la prise de Constantinople, en livrant la clef de l'Orient aux pires ennemis de la civilisation, remettait en question l'avenir du commerce occidental et devenait une infranchissable barrière sur la seule route pratiquée vers cet *Eldorado* oriental que, depuis l'antiquité la plus reculée, l'humanité tout entière avait essayé d'atteindre [1]. La Ligue hanséatique s'étiolait, le trafic incertain que les mers étroites du Nord avaient longtemps permis, n'offrait plus d'espérances et l'Océan semblait une frontière éternelle.

Au milieu de ces menaces, de cet isolement, les Indes Occidentales, dont les *Descubridores*, les Découvreurs, achevaient, vers le milieu du seizième siècle, la première reconnaissance, apparurent comme l'expédient providentiel et suprême. L'Atlantique devenait un immense chemin ouvert à toutes les entreprises que sollicitait cette fois un magnifique et certain *Eldorado*. Le fameux *Thesaurus*, dont Michelet [2] raconte la recherche à travers les âges, semblait enfin trouvé et réveillé pour toujours. Les éblouissantes promesses d'un nouveau continent s'offraient aux regards de l'Europe. *L'Or*, à la poursuite duquel rois et peuples s'épuisaient et que les alchimistes même désespéraient de produire, s'y rencontrait à profusion. Il n'avait pas été nécessaire que Colomb, tourmenté du

1. Octave Noel, *Histoire du Commerce du Monde*, t. I, p. 306.
2. *Histoire de France. Le Moyen Age.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

désir de compléter son œuvre, célébrât, à son retour, les avantages de la « chose excellente avec laquelle on forme des trésors, on obtient tout ce qu'on désire en ce monde, on fait même arriver les âmes en paradis[1] », pour qu'un élan d'unanime enthousiasme ralliât, sous la bannière du Gênois et de ses successeurs, les convoitises si longtemps affamées.

L'Église, après avoir taxé d'impiété ceux qui prétendaient parvenir à ce continent dont elle proclamait l'existence contraire aux dogmes, découvrait soudain, dans un plus attentif examen des Écritures, de formelles raisons d'en encourager la conquête. Les Rois Catholiques n'avaient plus éprouvé de scrupules à favoriser avec éclat les projets de leur Grand Amiral puisque la chrétienté devait en bénéficier à son tour par la conversion des habitants du Nouveau Monde. Le peuple espagnol enfin, plus aventureux que tout autre et plus éprouvé dans l'universelle misère, s'ébranla, comptant pour rien les déconfortantes angoisses d'une entreprise que tant de bonheurs allait sans doute récompenser.

Des gardeurs de pourceaux comme Pizarre, des enfants trouvés comme Almagro, des moines guerriers comme Fernand de Luque, Balboa, Orellana, gentilshommes déconsidérés, Bastidas, greffier dans un pauvre faubourg de Séville, Quesada, avocat famélique, Fernand Cortez et Bernal Diaz, Heredia et Colmenares les seuls, ou peu s'en faut, dont les blasons fussent illustres, toute la cohue de ces aventuriers déguenillés et sublimes que l'histoire immortalisa sous le nom magnifique de *Conquistadores*, se rua la première, avide de combats et d'estocades, de toisons d'or à conquérir et de croisades à prêcher. Les récits que les survivants revenus faisaient de contrées fabuleuses où, parmi les forêts chantantes et parfumées, les ruisseaux de lait pur et de miel, s'élevaient les palais resplendissants du *Roi Doré* et les jardins renouvelés d'Hespéride, berçaient les rêves enchantés du peuple d'Espagne, exal-

1. Cité par MICHELET, *ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tant la fièvre qui l'emportait, chaque fois plus enivré de gloire et de fortune, vers les Iles Nouvelles[1].

La Geste des Conquistadors est l'épopée sans exemple de l'énergie humaine. Aucun poème ne saurait l'exalter à sa mesure, aucune description n'en saurait rendre l'héroïsme. Il faut connaître les montagnes démesurées, les déserts infinis, les forêts exubérantes, les côtes dangereuses et les climats meurtriers de ce monde où tout est formidable, pour comprendre, « aux obstacles d'*aujourd'hui*, ce qu'accomplirent *alors*, les Conquérants »[2]. Une âme de fer comme leur armure les animait. Indifférents aux périls toujours renaissants, aux terrifiantes surprises de la nature tropicale, escaladant les Andes inaccessibles et prenant possession des Océans avec une égale sérénité, ils avançaient toujours.

Trois grands empires, peuplés et relativement avancés en civilisation, se rendirent à cette poignée d'hommes. D'atroces ingratitudes payèrent la faiblesse apeurée et confiante des indigènes; la valeur guerrière des intraitables fut réduite à chercher un asile dans les forêts.

Jamais l'ardeur des pionniers ne désarma devant la misère, les fatigues, la faim, les maladies ou la mort. Soutenus par le fanatisme, la convoitise et le courage que l'époque, dont il faut voir en eux les représentants, avait portés au paroxysme, les Espagnols du quinzième et du seizième siècles imprimèrent de la sorte à la conquête de l'Amérique, le sceau de leurs vertus et de leurs vices[3].

En moins de quinze ans, leur œuvre, à la fois dévastatrice et féconde, se trouvait achevée et le plus admirable empire colonial, dont jamais peuple ait pu s'enorgueillir, s'ajoutait aux domaines de la couronne

1. V. la description de l'Eldorado dans *Candide* de VOLTAIRE inspirée des *Chroniques* D'ORELLANA, les pages étincelantes de J.-M. de HEREDIA commentant BERNAL DIAZ DEL CASTILLO, etc., etc.

2. J.-M. SAMPER, *Ensayo sobre las Revoluciones politicas y la condicion social de las Republicas Colombianas*, chap. I.

3. Cf. SAMPER, *op. cit., ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'Espagne. Elle ne devait pas cependant profiter du splendide exploit des Conquistadors. Les conditions dans lesquelles s'était effectuée la conquête facilitèrent, en effet, l'extension de la décadence qui minait la métropole, jusqu'aux pays lointains soumis à son régime. Dans la vaste transformation économique qui devait résulter pour le monde chrétien de cette nouvelle croisade, et surtout dans les avantages qu'il en recueillit, l'Espagne ne trouva qu'une quote-part précaire dont la grandeur factice ne lui servit qu'à déplorer davantage l'étendue de ses malheurs.

II

Les contours de l'Amérique furent, dès la première moitié du seizième siècle, à peu près complètement visités. A ce moment, la géographie du Nouveau Monde avait été déterminée aussi avec assez d'exactitude, mais la notion qu'on en avait en Europe resta fort imprécise jusqu'aux célèbres voyages de Humboldt, à la fin du dix-huitième siècle.

On savait, sans doute, que ce territoire s'étendait depuis le 74° du pôle arctique jusqu'au 56° du pôle antarctique, formant le tiers du globe habitable. Les explorateurs avaient mentionné la fertilité du sol et la variété des climats. Ils avaient comparé le système montagneux du continent à une sorte d'énorme « épine dorsale » dont la mer Pacifique baigne à l'ouest les fondements sur une longueur de quinze mille milles, parlé des rameaux que projette à l'est la chaîne et dont quelques-uns ne s'arrêtent qu'à l'Atlantique. Les navigateurs s'étaient montrés déconcertés par le volume démesuré des fleuves qu'alimentent d'innombrables torrents sortis de la Cordillère et qui traversent des solitudes immenses et de vastes plaines couvertes de forêts et de pâturages. Il s'en fallait de beaucoup cependant que les nouveaux maîtres de ce prodigieux do-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

maine en imaginassent avec justesse les particularités physiques.

Des chiffres et des nomenclatures, de pittoresques descriptions, ne suffisaient pas à rendre la réalité. Il eût fallu multiplier dix fois les Alpes par les Pyrénées et les Apennins pour concevoir à peu près les Andes; supposer la Méditerranée solide, traversée par des cours d'eau larges comme le canal de Gibraltar, battue par d'inexprimables ouragans, couverte à l'infini de graminées, de forêts de bambous, de palmiers et de plantes géantes pour se représenter les *pampas* de La Plata ou les *llanos* de l'Orénoque; imaginer le Vésuve et l'Etna décuplés, sur un piédestal de glaciers deux ou trois fois plus élevé que le mont Blanc pour évaluer le Chimborazo, le Cotopaxi, l'Antisana, les *Nevados* et les volcans d'Amérique. Les sierras de Guadarrama, la Nevada et la Morena d'Espagne sont de petits groupes de collines, comparées aux Cordillères. Et tout, dans ce monde bouillonnant de forces et de vie, atteint de pareilles proportions... La terre fermente nuit et jour avec une telle puissance créatrice qu'on semble percevoir les halètements de son souffle et les pulsations de sa fièvre. On n'y peut, pour ainsi dire, avancer, que la trace du dernier pas ne soit effacée déjà sous une végétation luxuriante, qui naît, grandit et meurt pour renaître encore centuplée dans un perpétuel frémissement de véhémence et d'amour. Ouvrez un chemin, et demain, si vous tentez d'y repasser, vous ne trouverez à sa place que la forêt inextricable. Bâtissez une maison dans la plaine, et si vous ne luttez, heure par heure, contre les vitalités grouillantes du sol et de l'espace, vous serez chassé bientôt d'un asile que vous croyiez sûr. Construisez un port, une digue, un pont, confiant dans l'apparente placidité des eaux, et quelques jours plus tard, si vous n'avez formidablement défendu votre ouvrage, le torrent devenu rivière, la cascade changée en cataracte et le fleuve en une mer soudaine, le feront disparaître en un instant [1].

1. D'après J.-M. Samper, *op. cit.*, ch. I.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Les notions du Vieux Monde en matière de colonisation étaient, à l'époque de la Conquête, d'une nature à la fois trop simpliste et trop absolue pour s'adapter utilement aux nécessités infiniment complexes de la mise en valeur d'un tel territoire. Un seul des grands empires que les Espagnols y avaient rencontrés aurait fourni un champ déjà trop vaste à celle des nations européennes, dont l'esprit répugnait le plus aux scrupules et aux longues patiences que la colonisation, tout rudimentaires qu'en fussent alors les préceptes, exigeait cependant. Ces préceptes, l'Espagne ne s'avisa donc pas de les modifier. Elle dota rigoureusement l'ensemble toujours accru de son *domaine*, de l'organisation la moins propre à le rendre prospère.

C'était un *domaine*, en effet, au sens le plus absolu du terme, que s'étaient acquis les rois de Castille et Léon. C'est « au nom du Roi notre Seigneur et pardevant notaire » — comme le constatent les *Noticias Historiales* — que Découvreurs et Conquistadors « avaient pris possession de celles que nous dénommons Occidentales Indes »[1]. Le pape, dispensateur suprême de tous biens terrestres, avait confirmé ce principe, dès le second voyage de Colomb, en « conférant à la Couronne de Castille la pleine propriété des pays habités par les païens d'Occident », en même temps qu'il reconnaissait aux Portugais « la seigneurie de toutes les terres de l'Est en deçà des Açores et du Cap Vert »[2].

On n'a pu médire du système colonial tel que le comprirent et l'appliquèrent les souverains d'Espagne qu'en perdant de vue cette donnée essentielle : il n'est pas douteux que d'odieux abus, des maux sans nombre en soient résultés, mais il est indispensable

1. Voir la formule consacrée de prise de possession des terres découvertes, dans Antonio de Herrera, *Historia General de los Hechos de los Castellanos en las Islas y Tierra Firme del Mar Oceano*. Madrid, 1601, décade I, liv. VII, ch. XIV. V. aussi Fr. Bartolome de las Casas, *Historia de las Indias*, liv. I. Fr. Pedro Simon, *Noticias historiales de la Conquista de Tierra Firme*, *passim*., etc.

2. Bulle délivrée à Rome par Alexandre VI, le 4 mai 1493, reproduite dans Solorzano, *Politica Indiana*, 1565, liv. I, ch. X, f^os 45-48.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

aussi de retenir qu'on envisageait à ce moment, dans toute l'Europe, les colonies, comme les dépendances de l'État que l'État se devait d'exploiter à son unique avantage en en tirant la plus grande somme de revenus possibles[1].

Le gouvernement des nouvelles provinces de la Monarchie dans les Indes Occidentales allait donc être, comme en Espagne, dévolu, dans son ensemble, aux membres de l'aristocratie et du clergé, soutiens traditionnels de la Couronne. Il était naturel aussi que le roi recherchât les mesures propres à pallier les abus de pouvoir inévitables de l'administration si lointaine de sa noblesse et de l'Église. De là, les complications du système de contrôle qu'il institua pour atténuer les inconvénients d'une collaboration redoutable et les privilèges excessifs qu'il dut lui consentir en outre, afin de s'assurer la part qu'il estimait avoir le droit de réserver à sa personne.

Le peuple espagnol était représenté dans les Indes par les Conquistadors, chez qui l'élévation, presque générale, au rang de seigneurs féodaux, avait encore exalté l'avidité, la cruauté et l'esprit chevaleresque; les petits fonctionnaires besogneux et les prêtres et moines de tout ordre vinrent ensuite en Amérique former le complément de la société espagnole qui s'y transporta de la sorte, tout entière, avec les qualités et les défauts inhérents à chacun de ses éléments.

Ceux-ci subirent dans le Nouveau Monde, au cours des trois siècles que dura la Domination, une évolution exactement parallèle à celle qui les caractérisait dans la Péninsule. Les Colonies dépérirent dans la mesure même où dépérissait la métropole. En même temps, une société, proprement américaine, se constituait, dont la nature, les passions et les besoins accusaient à leur tour un génie propre et profondément opposé à celui des classes espagnoles. Par sa formation ethnolo-

1. V. P. Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation chez les peuples modernes.* Préface de la 1re édition. — V. aussi Seeley, *l'Expansion de l'Angleterre.* Première série, lecture IV et Seignobos, *Histoire de la Civilisation,* ch. II.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

gique, ses conditions d'existence et les aspirations dont elle se sentait capable, cette société nouvelle s'adapta de moins en moins, à mesure qu'elle se développait, aux cadres surannés où la *mère patrie* épuisait d'inutiles efforts à vouloir la maintenir. Cet état de fait prépara la ruine du système colonial appliqué par l'Espagne et dont il nous faut maintenant esquisser l'ensemble et la constitution.

La Nouvelle-Espagne — le Mexique actuel — et le Pérou passaient pour les plus riches contrées de l'Amérique. Les Aztèques, les Incas y avaient fondé de grands empires, dont le degré de civilisation avait surpris les Conquistadors et fait le sujet de mémorables chroniques[1]. On avait, en Espagne, conservé le souvenir des trésors envoyés ou rapportés par Fernand Cortez et ses compagnons. On supputait la valeur des mines de Tásco, de Canánjas, de Guanajuato; la découverte du filon principal de cette dernière, la *veta madre*, en 1560, enflammait les imaginations[2]. Quant au royaume d'Atahuallpa, si grandes étaient les richesses qu'il était réputé contenir, que dès la fin du seizième siècle, « pour exprimer qu'un homme possède une très grande quantité d'or et d'argent, — écrit un contemporain[3] — on dit proverbialement qu'*il a un Pérou* ».

Mexico et Lima, dont Pizarre avait jeté les fondements, furent donc tout d'abord assignées comme résidences aux deux *Vice-Rois*, auxquels le roi d'Espagne déléguait son autorité sur les terres nouvelles. Si l'on considère que, pendant plus de deux siècles, la juridiction de Mexico s'étendit à toute la partie septentrionale du Nouveau Monde, de la mer Vermeille à la Floride et de la Nouvelle Navarre à Panama, et celle de Lima au continent méridional tout entier, il sera loisible d'imaginer ce que pouvait être la puissance de ces

1. La plus célèbre est celle de Bernal Diaz del Castillo, *Histoire véridique de la Conquête de la Nouvelle Espagne*, dont l'admirable traduction de J.-M. de Heredia a fait un chef-d'œuvre.
2. Alexandre de Humboldt, *Essai sur la Nouvelle Espagne*.
3. Le P. Anello Oliva, *Histoire du Pérou*, publiée en 1631, traduite sur le ms. original par M. Terneaux-Compans, Paris-Jannet, 1857.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vice-rois, véritables satrapes, jouissant d'énormes traitements et de revenus illicites encore plus considérables, entourés de gardes du corps, de pages, d'une cour nombreuse, investis des pouvoirs civils, militaires et même judiciaires les plus étendus. Les *Audiencias*, instituées sur le modèle des tribunaux d'Espagne, furent toutefois chargées d'administrer la justice, en même temps qu'elles constituaient l'une des entraves suscitées par la métropole aux excès de pouvoir de ses représentants. La Nouvelle-Grenade et la Plata furent plus tard érigées en vice-royaumes lorsque les inconvénients résultant des trop vastes juridictions primitives devinrent intolérables et, en ce qui concerne Buenos-Ayres, dans un sentiment aussi de méfiance à l'égard du Portugal dont on craignait de voir s'étendre les établissements du Brésil. Mais les nouveaux emplois ainsi créés en faveur de la noblesse, n'en restaient pas moins lucratifs. A Guatemala, puis au Chili, à Caracas, beaucoup plus tard à Quito et à Charcas, les *Capitaines Généraux* et les *Présidents* relevaient directement du roi d'Espagne et n'étaient placés qu'en temps de guerre sous l'autorité immédiate des vice-rois.

Pour administrer les provinces secondaires, le souverain nommait des *Gouverneurs*, des *Corregidors*, préfets aux fonctions d'ailleurs mal déterminées et soumis à la direction vice-royale. Les municipalités, *Cabildos*, élisaient des *Alcades*, dont les fonctions s'exerçaient pendant une année.

Le *Suprême Conseil des Indes* enfin, institué dès 1511, recruté en majeure partie parmi les hauts fonctionnaires d'Amérique, égal en honneurs et pouvoirs au Conseil de Castille, siégeait à Madrid. Il connaissait en dernier ressort des sentences des *Audiencias* avec lesquelles il correspondait directement et promulguait des *Lois et Règlements* en matière civile, militaire et religieuse, que le roi sanctionnait au titre d'Empereur des Indes et qui régissaient spécialement les Colonies. Celles-ci restaient, d'ailleurs, soumises en principe à la législation en vigueur dans la métropole. L'autorité du *Conseil* primait celle de tous

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les représentants de la Couronne dans les provinces d'outre-mer et complétait l'ensemble du système colonial [1].

Le mandat des hauts fonctionnaires dans le Nouveau Monde durait quatre et cinq ans, à l'expiration desquels presque tous rentraient en Espagne après fortune faite.

Le courant d'émigration de la métropole, relativement peu considérable durant le siècle qui suivit la découverte de l'Amérique, finit cependant par s'accroître en dépit des prescriptions qui le contrarièrent toujours plus ou moins. Les Indes ne servirent donc pas uniquement d'asile à des aventuriers ou à des employés sans scrupules sur les moyens de s'enrichir. Les meilleurs d'entre les andalous enthousiastes et curieux, les aragonais tenaces, les castillans spirituels et réfléchis, les catalans, les basques, les galiciens laborieux et calculateurs, partirent en grand nombre. Ils devaient former l'élément le plus sain de la société coloniale, contribuer puissamment à lui léguer les qualités précieuses de la race espagnole et lui transmettre, dans sa pureté presque intégrale, la langue que l'Amérique latine leur doit d'avoir conservée.

Les premiers émigrants se recrutèrent toutefois parmi les gens d'épée et les membres de la noblesse pauvre. Ceux d'entre eux qui n'étaient pas les agents directs de la Couronne durent s'engager cependant à lui assurer les revenus qu'elle attendait de ses nouveaux territoires. Elle leur en distribua les lots, divisés en *encomiendas* ou commanderies, à titre de concessions momentanées. En fait, les titulaires de ces *encomiendas* les considérèrent presque toujours comme leur bien propre. Il était, d'ailleurs, plus facile d'accorder gra-

1. A propos du *Suprême Conseil*, Seeley, à l'appui de la thèse d'après laquelle les États Européens possédant des colonies séparées d'eux par la mer, les considéraient comme parties inhérentes de leur territoire, estime « qu'il serait possible de prouver que le Conseil espagnol des Indes fut guidé à l'époque de sa création, par les précédents que fournissait la République de Venise dans ses rapports avec Candie et avec ses dépendances dans l'Adriatique ». *Expansion de l'Angleterre*, *op. cit.*, p. 79.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tuitement ou de céder à bas prix, comme Philippe II l'imagina plus tard, des terres aux cadets de famille désargentés que de les décider à en tirer parti. La carrière lente et pénible de l'agriculture ne tentait guère des hommes que l'espoir d'une fortune rapide attirait surtout au delà de l'Océan.

Les historiographes de la Conquête avaient d'autre part décrit les régions minières du Nouveau Monde avec une si parfaite exactitude [1] et le Conseil des Indes en réglementait l'exploitation avec tant de prédilection, qu'il fallait bien les tenir pour la seule occupation estimable et possible. Aussi les mines, et principalement les mines d'or, d'argent, de sel gemme ou d'émeraude furent-elles, au début, l'unique industrie recherchée par les colons. Des impôts élevés en détournaient, il est vrai, la majeure partie des bénéfices, mais ceux-ci restaient malgré tout considérables. Les cultures étaient sévèrement restreintes. L'imprévoyante avidité de la métropole n'admettait pas que ses sujets s'employassent à des exploitations d'un ordre moins rémunérateur pour le Trésor. On ne s'avisa qu'à la fin du dix-septième siècle, des ressources que pouvait offrir l'agriculture.

III

Ce furent les indigènes qui fournirent, au début, le contingent des travailleurs. De leurs aïeux, les fiers *Aztèques*, les nobles *Incas*, les *Chibchas* [2] industrieux et sages, les *indios*, les indiens — comme on les appela depuis, sans autre distinction d'origine — n'avaient gardé que l'égoïsme, la nonchalance et la ruse, trans-

1. V. notamment dans les *Noticias Historiales* de Fr. Pedro Simon (1620) la nomenclature et l'évaluation minutieuse de presque toutes les mines d'or ou d'argent du Nouveau Royaume de Grenade.

2. Les *Chibchas* occupaient les plateaux élevés de la Nouvelle-Grenade. Après les habitants du Mexique et ceux du Pérou, ils constituaient la plus importante et la plus avancée des races aborigènes.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

mises au fond d'un sang que de terribles hécatombes appauvrirent de plus en plus. Aux massacres systématiques des premiers temps de la conquête avait succédé un asservissement encore plus meurtrier. Le système du *tributo* ou de la *mita*[1], en contraignant les indiens au surmenage d'un travail incessant dans les mines, les épidémies qui en résultèrent, les tortures, la déportation aux Antilles, où ces malheureux étaient vendus comme esclaves, avaient fini par provoquer une effroyable dépopulation. En moins d'un siècle, les quinze à vingt millions d'autochtones que comptait le Nouveau Monde se trouvaient réduits au tiers[2]. A la suite des protestations généreuses du célèbre dominicain Las Casas[3], le Conseil des Indes, qui, dès la première moitié du seizième siècle, s'était ému des conséquences de la disparition possible des anciens habitants de l'Amérique espagnole, prit en leur faveur des mesures de protection. Mais les *Statuts*, ainsi promulgués, n'apportèrent guère d'amélioration à leur régime.

Parqués dans ce qu'on désigna sous le nom de *resguardos* (défenses), sortes de communautés agraires où ils jouissaient d'un semblant d'administration autonome, les redevances multiples auxquelles ils demeuraient cependant soumis et le mépris dont ils étaient l'objet, condamnaient les indiens à une servitude aussi dégradante que la première. Quelques tribus irréductibles s'enfuirent dans les llanos. Les autres sombrèrent peu à peu dans l'ignorance et l'abjection, animées toutefois d'une résignation haineuse à l'égard de leurs

1. C'était le nom donné au Mexique au travail forcé des mines.

2. L. José Acosta, *Historia natural y moral de los Indios*. Sevilla, 1596. 1 vol. in-4°.

3. Las Casas (Bartolomé de), né à Séville en 1474, mort à Madrid en 1566. Se rendit en 1502 à Saint-Domingue, où il fut ordonné prêtre en 1510. A partir de 1515, il fit plusieurs voyages en Europe pour prendre la défense des Indiens. Évêque de Chiapas en 1544, il résigna en 1550. Dès l'année 1547, il était retourné en Espagne pour n'en plus sortir.

Ses deux principaux ouvrages sont : l'*Historia de las Indias* qui s'étend de 1492 à 1520, et qui a été publiée seulement en 1875-1876 et l'*Historia Apologetica de Las Indias*, restée inédite pour la plus grande partie.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

oppresseurs. L'insurrection dite de Tupac-Amaru, dont nous aurons plus loin à déterminer les origines et qui rallia sous la bannière d'un inca métissé, les débris irrésolus des peuples péruviens, fut le suprême effort d'une race parvenue au dernier terme de son rôle historique, qui devait définitivement s'effacer et se fondre dans le grand moule de celle qui lui succéderait sur la terre natale.

Lorsque le dépeuplement se fut accentué jusqu'à laisser entrevoir la ruine imminente des travaux engagés, les Espagnols recoururent de plus en plus à l'importation des noirs de la côte dahoméenne, qu'avaient pratiquée déjà les premiers colons. Les Portugais, les Français, les Anglais se firent tour à tour, par la suite, les pourvoyeurs des nouveaux esclaves qu'exigeaient les mines et les cultures.

Les *criollos*, créoles, c'est-à-dire les Espagnols établis en Amérique sans esprit de retour, formèrent ainsi la seule race supérieure dominant les deux autres et se les assimilant peu à peu.

D'autant plus fiers de leur origine qu'ils demeuraient les maîtres incontestés d'humanités serviles, les créoles restèrent cependant longtemps jaloux de la pureté de leur sang au point d'en regarder comme infamant le mélange avec celui de l'une quelconque des races établies auprès d'eux. La fusion ne s'effectua donc que lentement, et si de nos jours même, elle n'est pas complètement achevée encore, on peut constater, dès le milieu du dix-huitième siècle, l'existence, sur le continent américain, d'une nouvelle race qu'indépendamment des croisements, les influences climatériques et régionales commençaient à constituer [1].

1. La théorie de la formation des races humaines sous l'influence du sol, du climat et de la pression atmosphérique, devenue l'un des lieux communs de l'ethnologie et de la philosophie contemporaines fut énoncée pour la première fois en 1808 à Santa-Fé, par l'admirable savant sud-américain Francisco Joséf de Cáldas. Sans doute en avait-il trouvé les éléments dans Montesquieu, Cabanis, Condillac, Helvetius et Destutt de Tracy, mais il sut, bien avant Stendhal ou Taine, en extraire la synthèse définitive et lumineuse. V. José Maria Vergara y Vergara, *Historia de la Literatura en Nueva Grenada*, 1867. 1re partie, p. 393.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Ses éléments ethnologiques sont d'une diversité presque infinie. Les peuples aborigènes avaient été formés d'essences finnoises, mongoles, malaises, et même islandaises et scandinaves[1], et lorsque les blancs d'Europe et les nègres africains s'installèrent en Amérique, on put dire, à juste titre, que le Nouveau Monde était « la Vallée de Josaphat des vivants[2] ». Toutes les races du globe s'y donnaient, en effet, rendez-vous, et c'est seulement pour les besoins de la synthèse historique, qu'on a réduit aux trois grandes familles *indigène, blanche et noire*, l'ensemble des facteurs ethniques de la race sud-américaine.

A côté des indiens proprement dits, en voie de disparaître, et des nègres, dont les particularités résisteront davantage à l'assimilation, on peut donc, dès 1750, considérer l'ensemble de la population des Colonies espagnoles comme formant un groupe homogène où s'élabore avec certitude la conscience d'un commun avenir. Les créoles représentent l'aristocratie du corps social, les métis, aux nuances innombrables, issus du mélange des trois races, et enfin les noirs et les indiens en composent les couches inférieures et différenciées.

Il nous reste à déterminer encore les caractères distinctifs de chacune de ces classes. Leur examen est nécessaire pour l'intelligence du développement et des effets de la révolution à laquelle elles s'acheminent.

Les facilités que les créoles, surtout au début de la Conquête, avaient de s'enrichir, l'absence de contrôle effectif, l'abondance de toutes choses, généralisèrent en eux le goût du luxe et des plaisirs, la prodigalité, le courage, facultés inhérentes au caractère espagnol auxquelles l'ambiance américaine imprima plus de morbidesse ou d'acuité. A la Plata et au Chili, où les fortunes étaient beaucoup moins considérables par suite de l'absence d'exploitations minières et des restrictions imposées à l'agriculture, l'aristocratie colo-

1. V. Gobineau, *Essai sur l'Inégalité des Races Humaines*, t. IV, ch. VII.
2. Samper, *op. cit.*, ch. V, p. 78.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

niale accusa toutefois, dès le principe, des tendances plus utilitaires et plus ordonnées[1].

Le mulâtre est, de toutes les classes hispano-américaines, la plus intéressante et la plus caractéristique par ses défauts et ses qualités. Il tient du nègre l'aptitude aux travaux pénibles et la fidélité : il a l'orgueil pointilleux et la gentilhommerie du castillan, il est vantard, expansif et sentimental, sensuel et, comme l'indien, obséquieux et beau parleur[2]. La classe des métis, écrit Robertson[3] en 1778[4], « possède une constitution très forte et très vigoureuse, elle exerce tous les arts mécaniques et tous les emplois de la société qui demandent de l'activité mais que les citoyens des classes supérieures dédaignent de remplir par paresse et par orgueil ».

Ces classes supérieures finirent pourtant par se consacrer aux métiers ainsi méprisés à mesure qu'elles se voyaient écartées des emplois publics par les *chapetones*, comme on appelait presque partout en Amérique, les Espagnols venus de la Péninsule et qui s'en retournaient sitôt leur mission terminée : la métropole réservait tout naturellement ses faveurs à ceux de ses sujets dont les véritables intérêts restaient en Europe.

La vivacité, le don d'assimilation rapide que les créoles apportèrent à leur tour à l'agriculture, au commerce et aux industries, étaient, au demeurant, des qualités communes à tous les Américains. Il y faut ajouter les enthousiasmes versatiles, un certain défaut dans l'initiative en même temps qu'un talent inné pour l'éloquence parfois déclamatoire. Cette « manie de discourir et de pérorer[5] » avait possédé leurs ancêtres indigènes que caractérisait aussi l'esprit d'indépendance

1. Vicente J. Quesada, *La sociedad hispano-americana bajo la dominacion española*. Madrid, 1893, p. 7.
2. V. Samper, *op. cit.*, ch. V.
3. Robertson (William), historien anglais, né en Écosse en 1721, mort en 1793. Ses principaux ouvrages sont *History of Scotland during the reigns of Mary and of King James VI*, 1759; *History of Charles V*, 1769 et *History of America*, 1777, 2 vol. in-4°.
4. *Histoire de l'Amérique*, 1re édition française, t. II, liv. VIII.
5. Gobineau, *op. cit.*, p. 273.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et le « républicanisme extrême » propres à toutes les races très mélangées [1]. Ces traits se marquèrent d'autant plus dans la nouvelle société sud-américaine. Le caractère individuel de ses représentants se nuançait encore, suivant les régions, des contrastes qu'offre la nature physique. Les habitants des hauts-plateaux se distinguaient par une aménité plus raffinée, du sang-froid, de la réserve, l'inclination au scepticisme et aussi à la superstition ; en *terre tempérée*, sur les versants occidentaux des Andes, la douceur, l'indolence se signalaient davantage ; dans les vallées basses et sur les côtes, la prédominance des noirs avait donné aux tempéraments des ardeurs plus impulsives et passionnées. Certaines régions enfin, où les croisements étaient plus complexes et les conditions d'existence très spéciales, produisirent des populations aux facultés singulières : les *llaneros* des plaines du Vénézuéla, cavaliers impétueux, chassant le tigre et le caïman à la lance, ignorant la peur, au point que le mot n'en existe pas dans leur vocabulaire, ingouvernables et féroces, chansonniers facétieux et conteurs de légendes, les *chólos* des montagnes péruviennes, insensibles aux plus dures fatigues, les *gaüchos* des pampas argentines, les *rótos* du Chili, rois du lasso, indisciplinés et braves jusqu'à l'extravagance, véritables centaures qu'on a comparés aux arabes et aux cosaques dont ils possèdent, en effet, le fatalisme et le courage.

Ces diversités de caractère n'étaient, à y regarder d'un peu près, que les nuances dans l'expression, d'intérêts et d'instincts partout semblables en leur principe ou ne différant essentiellement qu'à de très grandes distances géographiques [2]. Elles suffisaient ce pendant à faire naître entre les américains des oppositions d'autant plus vives que la métropole s'appliquait continuellement à les entretenir. La discorde que l'Espagne attisait de la sorte était l'une des bases de son système administratif. L'éloignement de ses

1. GOBINEAU, *op. cit.*, p. 273.
2. V. Docteur JOURDANNET, *le Mexique et l'Amérique tropicale*, ch. Ier.

provinces d'outre-mer, les difficultés qu'elle avait éprouvées dès le premier instant, à y faire prévaloir son autorité, lui semblaient justifier, plus que partout ailleurs, l'application du « divide ut imperes », envisagé par les gouvernements européens comme la maxime primordiale de toute bonne politique. La subdivision minutieuse des métis en castes plus ou moins méprisées suivant leur couleur, les différences de traitements adoptées par l'administration coloniale à l'égard des mulâtres proprement dits, des *tercerons*, des *quarterons*, des *zámbos* [1], avaient créé des jalousies violentes auxquelles participaient les créoles par le dédain irréductible qu'ils manifestaient pour toutes les autres catégories sociales. Chacun enviait la caste supérieure à la sienne et toutes se haïssaient entre elles. Les origines régionales même étaient devenues prétextes à querelles. L'habitant des hauts-plateaux, donnant à celui des côtes son épithète de *costeño*, la prononçait avec une insolence aussi dédaigneuse que le *costeño,* précisément, qualifiant l'autre de *montañés*.

Rien ne pouvait mieux se prêter que cet état d'esprit à la soumission absolue que la Couronne souhaitait d'imposer à ses sujets d'Amérique et dans laquelle le clergé s'efforçait de les maintenir. On avait considéré dès le début, que le meilleur moyen d'assurer l'obéissance des indigènes était d'en faire des chrétiens. Une fois convertis — et ce fut trop souvent avec une affreuse désinvolture que certains d'entre les moines de la Conquête envoyèrent en paradis leurs ouailles récalcitrantes [2] — il importait que les survivants, et plus tard leurs descendants, restassent pénétrés de la « divinité du pouvoir royal » [3] et ne fussent point tentés d'approfondir leur condition de sujets soumis à des lois indiscutables. L'entretien systématique de l'ignorance ré-

1. Nés d'indien et de nègre.

2. Les moines baptisaient en masse les indigènes qu'on massacrait ou brûlait ensuite en toute sérénité. V. les récits de Garcilaso de la Vega, de Bernal Diaz del Castillo, etc.

3. J. M. Restrepo, *Revolucion de la Republica de Colombia*. Introduction, p. XXXIV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sultait de cette politique. Les prêtres s'y employèrent avec d'autant plus de ferveur qu'elle favorisait leur intérêt personnel en même temps que celui de la métropole.

Il serait cependant injuste de condamner sans recours le rôle du clergé dans la colonisation espagnole. Les premiers missionnaires protégèrent maintes fois les indiens contre les abus et les massacres. L'abolition de la *mita* fut en grande partie leur œuvre et les nobles dévouements des Sahagun[1] et des Acosta[2] suffisent à pallier bien des fautes et bien des faiblesses. On sait aussi quel apôtre averti fut l'admirable Las Casas dont les idées inspirèrent les jésuites pour l'établissement de leurs fameuses *Réductions* du Paraguay, de Californie et de Nouvelle-Grenade. Il y eut, dans ce dernier pays un essai social qui mériterait à lui seul une longue étude. Sur un territoire égal en étendue à la moitié de la France, quelques religieux, d'esprit singulièrement indépendant, fondèrent une sorte d'Etat communiste, essentiellement agricole, qui prospéra durant deux siècles. Ils appliquèrent à sa constitution les doctrines du socialisme le plus avancé et fondèrent une république idéale et fortunée[3].

Mais quel que fût le bonheur, d'ailleurs très négatif, dont jouissaient les populations ainsi administrées par eux, les jésuites, aussi bien que les carmes, les

1. Sahagun (Bernardino de), moine franciscain né en Espagne, mort à Mexico en 1590. Partit comme missionnaire pour le Mexique en 1529. Il devint professeur au collège de Santa Cruz à Mexico, apprit la langue des Indiens et fut toujours leur défenseur. On a de lui, entre autres ouvrages *Historia General de las cósas de Nueva-España*, Mexico, 1829, 1830. 3 vol. in-4°.

2. Acosta (José d'), jésuite espagnol, né vers 1539, mort à Salamanque en 1600. Second provincial de l'ordre des Jésuites au Pérou, il travailla avec ardeur à la conversion des Indiens et revint en Espagne en 1588. Il a publié *Historia Natural y Moral de las Indias*, Séville 1590.

3. V. P. d'Espagnat, *Souvenirs de la Nouvelle-Grenade*. — V. aussi Cassani, *Historia de la provincia de Santa-Fe, de la Compañia de Jesus y vida de sus varones ilustres*. 1 vol. in-4°. Madrid, 1741. — J. M. Rivas Groot, *Historia eclesiastica y civil de Nueva Granada*, t. II, ch. XXVII. — Juan Rivero, *Historia de las Misiones de los Llanos de Casanare*, Bogotá, Silvestre y C^ie^, 1884.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dominicains ou les franciscains, se préoccupèrent en définitive, dans le Nouveau Monde, beaucoup plus du temporel que du spirituel. Ils travaillaient avant tout au bénéfice de la Couronne et n'oubliaient pas assez les pratiques de la charité bien ordonnée. La constitution de l'église américaine lui conférait, au reste, une indépendance beaucoup plus étendue que dans la Péninsule. Le pape, qui restait en Europe le chef absolu du clergé, n'avait sur celui du Nouveau Monde qu'un pouvoir nominal. Les prérogatives concédées par le Saint-Siège aux monarques espagnols faisaient d'eux dans les Indes de véritables chefs d'église nationale. Leur patronage était illimité. Ils disposaient de tous les bénéfices et emplois; aucune bulle n'était reçue sans l'examen et l'approbation du Conseil des Indes. Cependant, l'administration ecclésiastique, autant que l'administration civile, échappait au contrôle des souverains, et malgré l'appareil compliqué de surveillance mutuelle qu'ils avaient institué dans leur domaine colonial, ils étaient continuellement circonvenus et trompés par des agents toujours infidèles.

Les évêques arrivaient d'Espagne accompagnés d'un nombreux cortège de parents, d'alliés, de filleuls, auxquels ils distribuaient, en violation des prescriptions royales, les emplois les mieux rémunérés, les cures les plus productives. Les jésuites souscrivaient, il est vrai, le droit de redevance d'une piastre par tête de catéchumène, mais ils réservaient à la Compagnie le produit presque entier du travail des néophytes[1]. Ils tenaient, d'ailleurs, soigneusement cachés les détails de leur gestion. Ils dépeignaient la Californie par exemple, où leur puissance était devenue plus considérable encore qu'au Paraguay, comme un pays si malsain et si stérile que le seul zèle de la conversion des indiens avait pu déterminer leurs missionnaires à s'y établir[2] et les Réductions du bassin de la Plata étaient entourées d'un système de fossés et de défenses dont personne,

1. V. J. Crétineau-Joly, *Histoire religieuse et politique de la Compagnie de Jésus*. Paris, 1851, t. III.
2. V. Venegas, *Histoire de la Californie*. 2 vol. in-8°, t. I, ch. XXVI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et pas même les gouverneurs et les évêques, n'approchait sans autorisation [1]. Enfin malgré les dîmes élevées que la Couronne autorisait le clergé séculier ou régulier à prélever sans cesse, celui-ci sollicitait encore des donations en nature et en argent de tous les fidèles. Il avait fini par les convaincre qu'on cessait d'être un bon chrétien si l'on ne prenait soin d'assurer par testament quelque bien aux églises. Une part importante de la richesse publique passait de la sorte aux mains des congrégations qui pullulèrent au Mexique, au Pérou et dans la Nouvelle-Grenade [2].

L'Inquisition veillait, de son côté, à ce que les idées « subversives » ne pénétrassent nulle part en Amérique. Les livres étaient soumis, au départ de Séville et à l'arrivée aux Indes, à une censure implacable. Des perquisitions avaient lieu tous les ans dans les librairies et les bibliothèques privées, et l'on n'encourageait que la lecture d'ouvrages tels que *l'An chrétien* ou *les Pratiques quotidiennes* [3].

Les créoles, désireux de s'instruire, étaient rares aux premiers temps de la domination espagnole : ils se fussent accommodés sans grand'peine à ces interdictions, dont ils ne souffrirent que plus tard ; le reste de la population ne s'en apercevait guère. Mais les entraves que le régime commercial et industriel de la colonisation opposait au développement économique du Nouveau Monde, étaient, pour toutes les classes de la société, beaucoup moins facilement supportables.

Les impôts, oppressifs à l'extrême et perçus avec une impitoyable rigueur, rendaient l'agriculture aussi

1. Cf. Deberle, *Histoire de l'Amérique du Sud*, Paris, 1876, ch. III. — Schoell, *Cours d'histoire des États Européens*, t. XXXIX. — De Moussy, *Mémoire historique sur la décadence et la ruine des Missions des Jésuites dans le bassin de la Plata*. Paris, 1864.

2. Philippe III se plaignait vainement en 1620, dans une lettre au vice-roi de Lima, de ce que les couvents couvrissent dans cette ville plus de terrain que le reste de la cité, et le cabildo de Mexico, en 1644, adressait au roi une pétition pour demander qu'il ne se fondât plus de nouveaux monastères et que leurs revenus fussent restreints « de peur que les congrégations existantes ne deviennent bientôt propriétaires de toute la contrée ». Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 22.

3. Restrepo, *op. cit.*, t. Ier, introduction.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

peu rémunératrice que possible et la condamnaient à dépérir. Des ordonnances, dont il faut chercher l'origine presque autant dans les intrigues des colons se jalousant entre eux que dans les néfastes tendances de la métropole à fomenter ces rivalités, allaient même jusqu'à réglementer les cultures en contradiction avec les besoins réels ou les facultés productrices des diverses colonies[1]. Les conditions de l'industrie étaient aussi mal comprises et prescrites. On tolérait tout au plus la fabrication de quelques étoffes grossières. Les provinces d'Espagne où les arts mécaniques étaient en honneur, n'eussent pas admis sur ce point de concurrence : tous les objets d'utilité et de luxe devaient provenir d'elles. « L'inertie et la pauvreté semblaient commandées à la terre, comme aux habitants, la soumission et l'ignorance[2]. »

Les transactions avec les pays étrangers étaient sévèrement défendues. Les Colonies ne pouvaient non plus commercer entre elles. La *Casa de Contratación* de Séville surveillait le trafic avec l'Amérique. Cette autorité administrative et judiciaire, instituée dès le quinzième siècle puis incorporée au Conseil des Indes, réglait le départ des navires portant les expéditions de la Péninsule. Ils s'en allaient, deux fois l'an, escortés par les escadres, pour relâcher, les uns à Vera-Cruz — c'était la *flotte*, — les autres — les *galions* — à Porto-Belo. Le commerce espagnol avec l'ensemble du continent américain n'avait que ces deux uniques portes d'entrée et de sortie. Séville fut, à l'origine, son seul point de départ et ne partagea ce privilège avec Cadix qu'en 1720.

Les plus déplorables conséquences résultèrent de ce système, aussi bien pour la métropole qui dut compter, en dépit d'une surveillance aussi malaisée que coûteuse,

1. C'est ainsi que la vigne, autorisée au Pérou, était prohibée à Quito. Au Chili, les magnifiques résultats qu'elle devait atteindre plus tard et dont on reconnaissait déjà la possibilité, ne recevaient que des encouragements mesurés et volontairement insuffisants. V. Robertson, *op. cit.*, liv. VIII.

2. Robertson, *op. cit.*, liv. VIII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

avec la contrebande effrénée des nations étrangères, que pour les colons, astreints à payer parfois jusqu'à cinq ou six cents fois la valeur des produits [1] que leur apportaient péniblement les caravanes traversant d'immenses et dangereux territoires. La répression qu'encouraient les Américains, naturellement portés à transgresser des mesures aussi restrictives, était rigoureusement appliquée. Le code colonial prévoyait communément, à cet égard, la confiscation et même la mort.

IV

Les prohibitions et les sévérités du régime commercial, l'autorité soupçonneuse qui s'étendait de l'alcade aux Audiencias et du commandeur au vice-roi, l'esclavage et la crédulité, entretenus par le clergé dans une population dont les autres délégués de la Couronne avaient assumé la tâche d'exciter les jalousies et les haines, ne parvinrent cependant pas à neutraliser ni même à détruire en Amérique l'esprit de liberté et d'indépendance.

Cet instinct primordial et dominant du caractère sud-américain se serait avivé du seul fait qu'un joug insupportable s'efforçait d'en contenir les aspirations les plus normales. Il y eut pour l'exciter encore et le porter, si l'on peut dire, au paroxysme, un stimulant d'autant plus incoercible qu'il résultait de l'ambiance même de la terre natale.

Sous ce soleil qui magnifie toutes choses, les passions s'exaltent, bouillonnent dans un vertige pareil à celui dont frémit la nature. La contagion seule en avait démesuré les fureurs de la Conquête. On eût attendu sans doute des antécédents de ses protagonistes, les forfaits habituels à l'époque la plus forcenée de l'histoire. Mais on n'eût jamais supposé qu'une frénésie, jusqu'alors insoupçonnée dans le crime, ou les

1. V. G. Juan et Antonio de Ulloa, *Voyage historique de l'Amérique méridionale*. 2 vol. in-4°, 1752, t. I, liv. V., ch. VII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

nécessités effroyables des privations qu'ils endurèrent, porteraient les Conquistadors à s'entr'égorger, à se souiller même parfois de brutalités innommables [1]. La destinée tragique des Pizarre, des Almagro, de Balboa, Davila, Robledo, Benalcazar et tant d'autres, mourant de la main de leurs compagnons d'armes, les soldats assassinant leurs capitaines, les rébellions de ceux-ci contre l'autorité du souverain et les affreux tourments qui les punirent, composent un tableau pantelant d'horreur auquel il faut chercher d'autres origines que les mœurs dévoyées du siècle ou le simple déchaînement d'aptitudes à la cruauté.

Ces exemples présidant à la naissance de la société américaine la prédisposèrent davantage aux séditions, la dotèrent d'une impétuosité volcanique et la puissance royale eut aussi bien à réprimer sans cesse de perpétuelles révoltes.

La plupart étouffées dans le silence des contrées perdues n'ont pas laissé de traces. Elles s'élevaient comme les flambées soudaines de l'immense brasier révolutionnaire que furent de tous temps les Colonies espagnoles.

Il ne faudrait pas croire toutefois que ces rébellions

1. Qu'on en juge par cet extrait d'un des plus véridiques chroniqueurs de la Conquête « Au cours de son second voyage d'exploration sur les rives du Magdalena, le capitaine Alfinger décida d'envoyer à Coro une somme d'environ trente mille piastres d'or dont il s'était emparée et la confia à vingt-quatre de ses hommes commandés par un certain Vascona. S'étant égarés quelques jours plus tard, sans vivres et se sentant mourir de faim, ces gens enterrèrent leur trésor au pied d'un arbre pour venir le reprendre quand une meilleure occasion s'en trouverait. Mais, comme leurs forces allaient tout à fait les abandonner, ils accordèrent de tuer le peu d'indiens et d'indiennes qui étaient restés à leur service et d'aller chaque jour mangeant chacun le sien... Ce qu'ils firent, en effet, sans laisser d'eux ni tripes ou quoi que ce fût pouvant avoir saveur mauvaise; il advint même qu'ayant tué le dernier indien et jetant, comme ils le dépeçaient, les parties génitales, telle était la faim rageuse d'un soldat nommé Francisco Martin, qu'il se précipita comme un chien sur le morceau, le saisit et l'avala tout cru, disant : « Comment faire fi de ces choses en occurrence pareille... » Ils se séparèrent ensuite par crainte que la faim les obligeât à se tuer entre eux ». Fray Pedro Simon, *op. cit.* Notice deuxième, ch. V et VI. Cité par José Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela*, t. I, ch. I, p. 6.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

n'eussent d'autre motif que la véhémence des caractères ou le désir de secouer une domination douloureuse et s'exerçassent inconsidérément. Une idée longtemps informulée sans doute, fugitive, mais essentielle, gouverne les énergies en ébullition. C'est le sentiment que des États indépendants de la métropole pourraient se constituer. Ce sentiment, commun à l'ensemble des habitants du Nouveau Monde n'est pourtant précisé que dans l'esprit de quelques-uns. Que ceux-ci se déclarent, qu'ils arborent un drapeau, et toujours ils verront se presser, se ranger autour d'eux la masse. Les générations sucessives reproduiront ce phénomène avec les variantes du temps et des personnages, mais son développement présentera des caractères identiques.

Dès qu'un *homme* se révèle, incarnant en lui, si l'on peut dire, l'idée d'indépendance, le groupe de ceux qu'anime plus particulièrement la même pensée, l'entoure ; un incident le plus souvent futile, mais qui met en évidence l'antagonisme profond de l'Espagnol et de l'Américain, vient à se produire, et la foule, aussitôt, sans direction apparente et sans avoir reçu de mot d'ordre, emplit tumultueusement les rues et les places publiques. *L'homme* est là. Du groupe qui se presse à ses côtés, une voix a demandé la réunion du *Cabildo*, le Conseil municipal. C'est lui qui va trouver, sans doute, le remède, la solution désirés. Le cabildo se prononce, désigne *l'homme* dont le nom, sans qu'on sache pourquoi, est maintenant sur toutes les bouches : à lui d'entrer en action.

Tel est, jusqu'à la grande date de 1810, le processus habituel des soulèvements coloniaux. S'ils prennent, à cette époque, une extension plus considérable et presque universelle, c'est que l'Idée, plus vigoureuse, se sera insinuée aussi avec plus de force et dans plus de cerveaux. L'Espagne alors aura donné l'exemple de ses *Juntes*. Le cabildo proposera donc la constitution d'une assemblée de ce genre, mieux capable de résoudre le problème, et à laquelle le prestige du rôle qu'on lui voit assumer dans la métropole, conférera plus d'autorité pour entrer en discussion avec le vice-roi, le président

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ou le capitaine général. On procèdera sans retard à l'élection des députés. Ceux-ci représenteront assurément les aspirations générales, mais ils subiront en fait, l'impulsion de l'*homme* qui va désormais les diriger ouvertement [1].

Cependant les possibilités de succès des révolutions qui débutent de la sorte, seront faites de la valeur morale de celui qui en aura été l'instigateur. Plus il sera sincère, désintéressé et conscient de l'idée dont il prétend assurer le triomphe, plus le mouvement déchaîné sera puissant et difficile à contrarier par l'adversaire.

Voilà pourquoi la notion d'indépendance nationale s'étant à trois reprises, durant la période coloniale antérieure à 1810, personnifiée avec une netteté plus évidente, trois grands soulèvements se sont produits, dont il importe d'autant plus de noter l'enchaînement et les similitudes qu'ils apparaissent comme autant de répétitions préalables de la révolution définitive.

L'institution des *Ayuntamientos* ou *Cabildos* avait, nous l'avons vu, fait partie de l'organisation primitive du régime colonial. Comme les anciens cabildos d'Espagne, ils furent investis par le roi de franchises et de privilèges parfois fort étendus. Les municipalités du Paraguay, par exemple, avaient, en cas de vacance, le droit d'élection directe d'un gouverneur. Elles n'en témoignaient pas moins de l'esprit démocratique et égalitaire qui fit autrefois la gloire des *Communes* d'Asturie et de Léon. L'autorité royale avait restreint, avec le temps, les prérogatives des cabildos, mais il s'en fallait de beaucoup, surtout au début du dix-huitième siècle, que les populations paraguayennes, sur les basses classes desquelles les jésuites avaient pris un ascendant absolu, s'accommodassent sans murmurer de la sujétion où les missionnaires cherchaient à les plonger à leur tour. La race issue du croisement des Espagnols et des indigènes manifestait, dans cette région du bassin de la Plata, un caractère si indépendant et si belliqueux que, dès 1579, le trésorier Don

1. Cf. Samper, *op. cit.*, ch. IX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Hernando de Montalvo avait cru devoir le signaler aux autorités de la métropole. « Il y a là, écrivait-il[1], des fils de la terre qui, des cinq parties de la gent espagnole, en forment déjà quatre ; leur nombre s'accroit chaque jour. Ils sont peu révérents de la justice, de leurs parents et majeurs, curieux d'armes, dextres à pied comme à cheval, endurants, amoureux de guerres et de nouvelletés. »

En plein seizième siècle, en effet, le gouvernement du Paraguay était une véritable petite république turbulente et jalouse de liberté dont les colons déposaient les agents royaux aux cris de « Mort aux tyrans ! », élisaient des mandataires à la majorité des suffrages et parvenaient longtemps à garder intactes leurs franchises[2].

D. Diego de los Reyes Balmaseda, qui administrait le Paraguay en 1720, ayant voulu s'opposer un jour à une réunion du cabildo de L'Assomption, une émeute se produisit. Le peuple, écrasé d'impôts, parut si résolu à soutenir les revendications de son ayuntamiento que le gouverneur dut se soumettre. Les conseillers élirent aussitôt un gouverneur paraguayen, Joséf Antequera[3], très populaire à L'Assomption, et sur les talents duquel ses compatriotes fondaient de grands espoirs pour l'amélioration de leur sort.

Antequera n'était pas un ambitieux vulgaire. En dépit des accusations de tyrannie dont l'accablent les historiens espagnols, que leur souci d'impartialité contraint pourtant à plusieurs reprises, à se montrer moins sévères[4], son désintéressement ne peut être mis en doute. Les violences qu'il exerça pour conserver le

1. Rapport du trésorier D. Hernando de Montalvo, ms. de *l'Archivo de Indias* à Buenos-Ayres, cité par Bartolome Mitre, *Historia de San Martin*, t. Ier, p. 35.

2. V. Mitre, *op. cit.*, t. Ier, ch. Ier.

3. V. pour l'histoire de la révolte d'Antequera et des *Comuneros* paraguayens, le P. Charlevoix, *Histoire du Paraguay*, 1757, et Miguel Lobo, *Historia General de las antiguas colonias hispano-americanas*, 3 vol. in-8°. Madrid, 1875, t. I, pp. 86 à 216.

4. « La cupidité non plus qu'aucune des passions qui peuvent porter à mépriser un homme n'étaient son fait ». Lobo, *op. cit.*, p. 193.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pouvoir qui lui avait été confié, ont leur excuse dans les persécutions auxquelles se trouvaient en butte ses partisans. Il s'attacha, durant les quatre années de son administration (1721 à 1725), à mettre en pratique les principes libertaires qu'il proclamait. Arrêté enfin, conduit à Lima et supplicié sous les yeux du vice-roi, Antequera eut le temps, avant de mourir, de confier à l'un de ses compagnons, Fernando de Mompôx, le soin de continuer son œuvre.

Sous la conduite de ce nouveau chef, les insurgés retournèrent aux armes en prenant cette fois le nom caractéristique de *Comuneros* que deux cents ans plus tôt le célèbre Juan Padilla avait immortalisé en Espagne sur le champ de bataille de Villala. Les Comuneros du Paraguay mirent en péril, pendant plusieurs mois encore, les autorités royales, et les jésuites, continuellement exposés à leurs attaques, ne parvinrent que difficilement à retrouver leur prestige. « Le 17 février 1732, raconte le P. Charlevoix[1], au nombre de deux mille hommes de cavalerie, ces furieux entrèrent vers le midi, dans la ville de L'Assomption, allèrent droit au collège en poussant de grands cris et firent sortir les Pères avec tant de précipitation, qu'ils n'eurent pas le temps de prendre leurs bréviaires.... » Les Comuneros succombèrent enfin à la répression, et le Paraguay rentra, pour quelque temps encore, dans l'ordre toujours menacé de la vie coloniale.

Les agents de la couronne d'Espagne ne connaissaient guère, en effet, de tranquillité. Ils n'édifiaient leurs fortunes que parmi de perpétuelles alarmes. Dans le temps même où l'insurrection des Comuneros l'obligeait à mobiliser ses forces (1730), le vice-roi de Lima avait à réprimer un soulèvement à Cochabámba et Fernando de Mompôx n'était pas mis à la raison qu'à l'autre extrémité du territoire, le capitaine général du Vénézuéla se heurtait, dans l'établissement des monopoles accordés à la Compagnie de Guipuzcoa[2], à

1. *Op. cit.*, t. V, liv. XIX, p. 112.
2. V. *Infrá*, ch. III.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la résistance des habitants de Caracas. A Quito, en 1765, les colons s'insurgent encore à propos de l'application de l'impôt des *alcabalas* — droits sur les ventes.

C'est aussi la prétention des gouverneurs des districts de Chayanta et de Tinta au Pérou, de soumettre leurs administrés à de nouveaux *repartimientos*, qui servit de prétexte à la grande insurrection de Tupac-Amaru en 1780. On donnait le nom de *repartimiento* à un privilège accordé à l'origine aux corregidors et qui les investissait du droit de fournir aux indiens tous les objets nécessaires à leur consommation. Les lois réglementaient, il est vrai, et limitaient ce privilège, mais il ne tarda pas à devenir, entre les mains des fonctionnaires coloniaux, une source d'abus et d'exactions. La *mita*, bien que supprimée officiellement depuis la fin du seizième siècle, continuait aussi d'être appliquée au Pérou et pesait cruellement sur les indiens relativement nombreux encore dans le pays.

Exaspérés par ce double régime, ils entrèrent en relation avec les métis, composant le petit peuple des campagnes et qui souffraient également de la cupidité des agents coloniaux. Indiens et métis perçurent bientôt dans les ambitions du cacique du *Resguardo* de Tungasuca l'écho personnifié de leurs velléités d'indépendance. Ce cacique, José Gabriel Condorcanqui, avait pris le nom du dernier empereur des Incas, Tupac-Amaru, décapité en 1572 par le vice-roi D. Francisco de Toledo. Condorcanqui descendait, en effet, par sa mère, de l'une des filles de l'Inca. Remarquablement intelligent, instruit, de noble prestance et possédant toutes les qualités d'un conducteur d'hommes, il avait entièrement gagné la confiance des populations péruviennes en décidant deux de ses parents à aller demander au roi Charles III la suppression définitive de la mita et des repartimientos. Ces envoyés furent bien accueillis à Madrid mais ils moururent, peut-être empoisonnés, quelque temps après leur arrivée à la cour et Tupac-Amaru, compromis, exposé à la vengeance du corregidor de son district, dut se déclarer ouvertement en rébellion.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il n'avait, en réalité, attendu qu'un prétexte. En quelques jours tous les caciques à cent lieues à la ronde firent cause commune avec lui. Grossie bientôt des masses populaires des vice-royaumes du Pérou et de Buenos-Ayres, l'insurrection prit des proportions terrifiantes. Tupac, persuadé que le nombre de ses partisans immédiats suffirait au succès, avait toutefois négligé de s'assurer le concours, indispensable, des classes élevées. Les origines purement indiennes dont il se prévalait avec ostentation choquaient, au demeurant, les préjugés de la plupart des créoles qui n'eussent pas consenti à remettre leurs destinées entre les mains d'un *indio* pour élevée que fût sa naissance. Ils lièrent donc partie avec les autorités. Tupac, qui s'était avancé sur Cuzco avec plus de 40.000 hommes, dut la panique inattendue qui les dispersa tout à coup, à la terreur que d'habiles intrigues avaient suscitée parmi ses soldats et jusque dans son entourage. La faible garnison et les milices improvisées de la ville n'eurent presque pas à faire usage de leurs armes.

Le cacique de Tungasuca paya sa tentative d'un épouvantable supplice qu'on fit partager, sous ses yeux, à sa femme, à son jeune fils et à six de ses proches. Ces malheureux, traînés, le 18 mai 1781, sur la grand'place de Cuzco, furent dépecés vivants par les bourreaux. Le soulèvement de Tupac-Amaru avait mis la domination métropolitaine en un tel péril que cette horrible scène, dont on frissonne aujourd'hui [1], parut aux Espagnols d'alors, à peine exemplaire. Ils ne pouvaient s'empêcher de convenir qu'une action mieux concertée et une politique plus avertie auraient évité à Tupac de s'aliéner les créoles. Ceux-ci guettaient déjà l'occasion de réaliser une indépendance à laquelle ils souhaitaient seulement une portée plus haute et si Tupac, victime de la fatalité qui poursuivait les derniers éclats de sa race, fut impuissant à jeter les bases d'une nationalité,

1. « De si atroces circonstances entourèrent ces supplices, que le récit en fait dresser les cheveux, et qu'on ne peut en rapporter les détails sans répugnance, ni en prendre lecture sans un frémissement ». LAFUENTE, *op. cit.*, t. XVIII, ch. IX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ses efforts ne demeurèrent pas inutiles : on doit même le considérer comme une sorte de précurseur.

L'aisance avec laquelle s'était propagée la rébellion ouvrait aux créoles des perspectives insoupçonnées pour le succès des entreprises futures. Les rapports existant entre la révolte de Tupac-Amaru et l'affranchissement des Colonies espagnoles ont été consignés, du reste, dans une lettre mémorable que, quarante-cinq ans plus tard, le propre frère de José-Gabriel adressait à Bolivar. Echappé par miracle à la boucherie de Cuzco et délivré par Joseph Bonaparte d'une captivité de plus d'un quart de siècle dans les prisons de Madrid, il écrivait en effet : « Un double motif s'impose à ma joie de saluer enfin le couronnement de l'œuvre pour laquelle mon tendre et vénéré frère arrosa de son sang la terre des Andes, préparant ainsi la moisson dont il était réservé à votre main vaillante et généreuse de récolter les fruits magnifiques[1]. »

V

Le gouvernement espagnol se sentait d'autant plus atteint par les progrès que semblait faire dans ses colonies l'esprit insurrectionnel, qu'entraîné par la politique de Choiseul et de ses successeurs, il lui fallait à ce moment (1779) s'associer à la guerre de revanche que la France poursuivait contre l'Angleterre et procéder à des armements considérables.

Les trésoreries royales d'Amérique, auxquelles le cabinet de Madrid recourait surtout, pour parer aux dépenses de la guerre, accusaient cependant d'importants déficits. Le système fiscal imposé aux Colonies n'avait pu, fatalement, qu'aboutir à ce résultat. Parvenue à peine au premier terme de sa formation et soumise au régime économique le plus funeste à son développement, la société sud-américaine n'avait pas la

1. Juan-Bautista Tupac-Amaru à Bolivar, 15 mai 1825, dans O'Leary *Memorias*, partie documentaire, t. X, p. 5.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vigueur nécessaire pour subvenir aux innombrables redevances dont l'accablait impitoyablement la métropole. Celle-ci ne faisait d'ailleurs qu'appliquer, aussi bien sur ce chapitre qu'en matière de colonisation, les principes observés à l'époque par tous les autres gouvernements. Il était d'opinion courante en Europe, que *l'État* constituait une entité distincte de la *Nation* : celle-ci devait entretenir celui-là, et, si une pareille vérité pouvait impliquer quelques réserves, on n'eût jamais prétendu les étendre aux colonies, considérées par définition et par excellence comme « imposables et corvéables à merci ».

Sans donc se préoccuper des besoins attachés aux conditions si particulières d'existence de ses domaines, le gouvernement espagnol y avait institué un régime fiscal comprenant un nombre presque incalculable d'impôts, plus écrasants les uns que les autres que l'on étendait continuellement et qui grevaient sans exception toutes les manifestations de la vie économique et sociale. Les modalités touffues et multiples exigées par ce régime le rendaient, au demeurant, tout à fait préjudiciable aux intérêts de la métropole. Alors, par exemple, que le gouvernement administrait lui-même les différentes régies, les douanes et toutes les branches à taxations précises, il affermait ou mettait aux enchères les impôts à valeur variable dont les adjudicataires, presque toujours sans scrupules, étaient les seuls à profiter [1]. Tout au plus la Couronne recourait-elle parfois, lorsque les abus devenaient trop criants, à la désignation de certains mandataires, les *Visitadores*, chargés de mettre à la raison les prévaricateurs... et de signaler leur capacité par une augmentation du rendement de la colonie où s'exerçait leur mission.

C'est ainsi que D. Juan Gutierrez de Piñerez avait été commis, en 1779, dans le Nouveau Royaume de Grenade où le déficit atteignait annuellement 170.000 piastres [2]. Piñerez prit, à son arrivée, quelques mesures

1. V. Samper, *op. cit.*, ch. VI.
2. Restrepo, *op. cit.*, t. Ier, ch. I, p. 15.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

heureuses, mais pressé de procurer à la trésorerie de Madrid les subsides dont il la savait altérée, il remit en vigueur l'ancien impôt, dit de *barlovento*, depuis longtemps aboli et qui obligeait les colons à acquitter une redevance individuelle relativement considérable. Il alla plus loin encore et éleva sensiblement la taxe détestée de l'*alcabala*. Les populations grenadines du nord, auxquelles la fabrication des étoffes de coton assurait jusque-là une condition à peu près supportable, se sentirent dès lors menacées d'une misère certaine. Des émeutes ne tardèrent pas à se produire. Le 16 mars 1781, une femme du peuple arracha l'édit du visitador apposé sur les murs de la maison municipale du Socorro et le piétina. La population se soulève aussitôt, s'arme, comme elle peut, de fusils et de piques et, sous la conduite de créoles, parmi lesquels Juan Francisco Berbeo et José Antonio Galán, plus de quatre-vingts villages de la région s'insurgent en quelques jours.

Des émissaires, qu'on disait envoyés du Pérou, répandaient à ce moment la nouvelle du soulèvement de Tupac. Ce fut bientôt comme une traînée de poudre : l'insurrection prit une telle ampleur qu'on l'eût dite préparée depuis longtemps. Tout le nord de la Nouvelle-Grenade jusqu'à Maracaïbo et même Panama se déclarait en rébellion. Certains villages acclamèrent Tupac-Amaru. Les communes des environs de Tunja persuadèrent un petit marchand du bourg de Nemocon, Ambrosio Pisco, qui se prétendait le dernier survivant des anciens *Zipas*, souverains de Cundinamarca [1], de se mettre à leur tête. Berbeo et Galán conservaient cependant la direction générale du mouvement.

Le 11 mai, les *Comuneros* — c'est le nom que se donnaient les insurgés — s'avancèrent, au nombre de près de vingt mille, jusqu'à Zipaquirá, à dix petites lieues de la capitale. Un détachement de miliciens envoyé à leur rencontre avait déposé les armes sans

1. Ancien nom du plateau de Bogotá. Il signifiait, dans la langue des Chibchas : « Région élevée où le condor se trouve ». V. PEREIRA, *Estados Unidos de Colombia*, 1 vol. Bogotá, s. d.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

combattre, le vice-roi, Florez, était parti pour Carthagène afin d'y surveiller les travaux de défense maritime contre l'Angleterre; il n'y avait plus de garnison à Santa-Fé; le cabildo, dont faisaient partie les principaux représentants de l'aristocratie coloniale, entr'autres le très influent D. José Lozano de Peralta, marquis de San Jorge, se montrait favorable aux *Comuneros*. La situation semblait perdue. Piñerez, qui remplissait les fonctions de vice-roi, réussit cependant à ébranler le courage de quelques-uns des membres du cabildo. Il les intimida par l'annonce de l'arrivée prochaine d'un important contingent de troupes que Flórez venait d'expédier de la côte : la rébellion serait sévèrement châtiée. Le cabildo se laissa persuader d'entrer en pourparlers avec les insurgés. L'archevêque Caballero y Góngora promit de s'employer à faire renoncer les Comuneros à venir assiéger la capitale.

Les négociations furent laborieuses : les forces imposantes dont disposaient Berbeo et Galán leur permettaient de se montrer exigeants. Piñerez dut accéder, au nom du roi, à toutes les satisfactions qu'on lui imposait et autorisa l'archevêque à signer (le 8 juin 1781) les « Capitulations de Zipaquirá ». En échange de la dispersion de la ligue, on accordait solennellement l'amnistie générale, la suppression des *alcabalas*, la diminution de quelques autres impôts. Le visitador s'engageait, en outre, à quitter le pays.

Les insurgés, rassurés, se débandèrent. Mais le vice-roi, revenu quelques semaines plus tard de Carthagène, déchira le traité et donna l'ordre d'arrêter les promoteurs de la révolte. Berbeo disparut. Galán, en apprenant la violation du pacte de Zipaquirá, avait tenté de rallumer l'insurrection; mais il tomba presque aussitôt dans une embuscade et fut exécuté à Santa-Fé avec trois de ses compagnons (décembre 1782). Le peuple alors se souleva de nouveau. L'archevêque Caballero, qui succéda bientôt à Flórez dans la charge de vice-roi [1], parvint heureusement à ramener la paix.

1. D. Juan de Torresal Diaz Pimienta, maréchal de camp des Armées Royales, fut, en réalité, le successeur de D. Manuel Antonio Florez,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Malgré la facilité avec laquelle elle fut apaisée, la révolte des *Comuneros* de Nouvelle-Grenade n'en demeure pas moins l'expression la plus caractéristique du sentiment que nous avons cru découvrir dans les tendances des sud-américains d'avant 1810 et dont nous avons indiqué les manifestations successives. Le nom de Comuneros adopté par les insurgés grenadins, comme autrefois par ceux du Paraguay, est ici plus significatif encore. La tentative du Socorro présente, en effet, avec celle des communes de Castille sous Charles-Quint, des analogies impressionnantes[1]. Il suffit d'en retenir l'identique souci de former une nation égalitaire, l'ancestral instinct d'indépendance[2] dont témoignaient aussi les partisans de Padilla et qui poussait, plus confusément sans doute, mais avec autant d'enthousiasme, les habitants des villages et des cités colombiennes à se rallier sous la bannière des Galán, des Berbeo, voire même des Pisco, champions de la liberté nationale.

Les Colombiens en faisant appel à l'héritier dégénéré

mais il mourut le surlendemain de sa prise de possession et l'archevêque ayant assumé par intérim les fonctions de vice-roi y fut confirmé.

1. L'historien colombien, E. Posada, en a relevé de très singulières. Les exactions contre lesquelles s'étaient soulevés les *Comuneros* de 1628 provenaient aussi — remarque-t-il — des dépenses ruineuses que causaient alors à l'Espagne les guerres du Saint-Empire. Le roi se trouvait absent comme ici le vice-roi et le cardinal Ximenès exerçait en son nom les pouvoirs mêmes dont le visitador Piñerez était investi. La cour parut céder aux prétentions des rebelles; aussi beaucoup d'entre eux abandonnèrent-ils la cause après la conclusion des arrangements et Padilla et ses deux compagnons servirent de victimes expiatoires, comme en Nouvelle-Grenade Galán et ses trois fidèles lieutenants. Posada et Ibañez, *Los Comuneros*, 1 vol. in-8°. Bogota, 1905. Prologue p. 6. — V. aussi sur les Comuneros : M. Briceño, *Historia de la insurreccion* de 1781. 1 vol. Bogota 1880. — C. Franco, *Los Comuneros*. 1 vol., 1888. — A. M. Galan, *Los Comuneros*. 1 vol., 1906.

2. « C'est l'indépendance qui est ancienne, c'est le despotisme qui est moderne », a dit énergiquement Mme de Staël; et dans ce seul mot, elle a retracé toute notre histoire, et l'histoire de toute l'Europe. Il n'y a point lieu de séparer la destinée de l'Espagne de cette destinée commune... Si les choses de ce monde avaient un cours égal et uniforme, l'Espagne eût toujours été pour la liberté civile bien loin en avant de la France ». A. Thierry, *Dix ans d'études historiques*, 1886, p. 218.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

du Zipa, les Péruviens en se laissant entraîner par le descendant des Incas, reprenaient d'ailleurs encore la tradition des Comuneros espagnols qui proposèrent à Jeanne la Folle de relever le sceptre du royaume qu'ils méditaient précisément de détruire. La candidature d'Ambrosio Pisco n'avait été suscitée par les créoles dirigeant le mouvement, que pour gagner plus directement à la cause, les populations indiennes. L'état-major de la révolution du Socorro comptait des chefs très distingués dont les tendances politiques, sans être purement *républicaines* — ce qu'il serait absurde de prétendre — s'inspiraient cependant, de sentiments nettement égalitaires : ils ne perdaient jamais, du moins, l'occasion de les proclamer dans les harangues ou les appels qu'ils adressaient au peuple. Si la résolution trop incertaine et surtout l'inexpérience de ces chefs ne les avaient arrêtés au début de l'entreprise, il est permis de supposer qu'ils eussent essayé d'organiser un gouvernement aussi libéral que possible en ses principes, quelle que fût au reste la forme apparente que les circonstances les auraient amenés à lui donner.

Les projets des chefs des Comuneros grenadins semblent avoir eu, d'autre part, une envergure beaucoup plus considérable qu'on ne serait tenté de l'imaginer au premier abord. Berbeo, dont le rôle avait été prépondérant au cours de la période active de la révolte, disparut, il est vrai, lorsque l'élan des Comuneros se fut brisé, trop inopinément peut-être, à ses yeux, devant les concessions de l'autorité royale. Mais l'historien le plus averti du soulèvement de 1781[1] assure, d'après des traditions locales, certaines, prétend-il, que Berbeo, réfugié à Curaçao sous le nom de Vicente Aguiar, continua de travailler à la cause de l'indépendance grenadine. Il aurait eu pour collaborateur José Lozano de Peralta, marquis de San Jorge qui, se faisant appeler Dionisio de Contréras, serait venu le rejoindre aux Antilles. Lozano fit, en effet, à cette époque, une assez longue absence de Santa-Fé; à son retour, en

1. M. Briceño, *op. cit.*, ch. VII, p. 492.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

1780, il fut arrêté, emprisonné à Carthagène où il mourut quelque temps après. Il est assez vraisemblable que le fait d'avoir été, au sein du cabildo de la capitale, l'avocat déclaré des Comuneros ne justifia pas à lui seul, une mesure aussi tardive que rigoureuse. Les autorités coloniales découvrirent, paraît-il[1], que Lozano avait été l'un des plus ardents complices des promoteurs de l'insurrection. C'est lui qui les conseillait, leur faisait parvenir les proclamations de Tupac-Amaru, et leur envoyait, reproduit à des milliers d'exemplaires, une sorte d'hymne, en vers d'ailleurs détestables, mais dont les mots de « liberté » et de « patrie » exaltaient les soldats improvisés de Galán et de Berbeo et que beaucoup d'entre eux portaient même cousu à leur scapulaire, en manière de fétiche.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'en mai 1784, trois mystérieux personnages, un italien (?) Louis Vidalle, Antonio Pita et Juan Bautista Morales, débarquèrent à Londres. Ils venaient solliciter des ressources pour une révolution décisive en Nouvelle-Grenade et, sous le patronage du général Dalling, ancien gouverneur de la Jamaïque, demandèrent une audience au secrétaire d'Etat à l'Intérieur, lord Sydney. Ils se disaient « Commissaires des Comuneros du Nouveau Royaume de Grenade, envoyés par Don Vicente de Aguiar, riche créole âgé de 30 ans, né à La Grita puis installé à Santa-Fé, et Don Dionisio de Contréras, riche aussi à deux millions de piastres, docteur ès lois et avocat [2] ».

Lord Sydney ne semble pas s'être montré très empressé à recevoir ces ambassadeurs dont les allures suspectes avaient inquiété la vigilance du ministre d'Espagne auprès de la cour de Londres et qui faisaient valoir, à l'appui de leurs demandes, des arguments aussi compromettants qu'inattendus. « Don Vicente Aguiar et Don Dionisio de Contreras — disaient les commissaires — sont d'accord avec Don Joseph Gabriel

1. Posada, *op. cit.* Prologue p. XI et Documents pp. 425-430.
2. Memorandum du Commissaire Louis Vidalle au Gouvernement britannique. Londres, 12 mai 1784, doc. cité par M. Briceño, *op. cit.*, p. 231.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Tupac-Amaru, Inca, descendant des Rois des Indes dans le Royaume du Pérou... Les courriers font le trajet du Royaume de Lima à celui de Santa-Fé en soixante jours, aller et retour, rapides comme les oiseaux dans les airs ou les poissons dans la mer... » Les commissaires protestaient aussi de l'attachement des populations grenadines au peuple anglais, rappelaient que l'Espagne encourageait à ce moment l'émancipation des colonies britanniques et que la Grande-Bretagne ne devait pas éprouver de scrupules à favoriser à son tour « l'indépendance du Sud-Amérique ». En échange des secours qui leur seront accordés, les commissaires assurent que leurs mandants sont en mesure de faire déclarer la liberté du commerce et la liberté des cultes et « se proclameront, s'il le faut, sujets britanniques [1] » !

L'interprétation que Vidalle, Pita et Morales donnaient enfin des Capitulations de Zipaquirá, acceptées comme un moyen de gagner du temps pour mieux assurer le succès de la lutte », était sans doute ingénieuse, mais elle avait perdu tout à-propos dès lors que la Nouvelle-Grenade, aussi bien que le Pérou, semblaient depuis longtemps rentrés dans l'ordre. Aussi le secrétaire d'État éconduisait-il définitivement les commissaires. Traqué par la police secrète de la légation d'Espagne, Vidalle se réfugia en France, mais le comte d'Aranda, ambassadeur de Sa Majesté Catholique, le fit arrêter à Paris et conduire en Espagne sous bonne escorte. Il mourut probablement dans les prisons de Cadix. Pita disparut. Morales subit plus tard le même sort que Vidalle. Il avait essayé, auparavant, d'entrer en rapport avec les agents sud-américains qui se rendirent, par la suite, en Angleterre pour y chercher des secours.

Les démarches de ces trois infortunés allaient être reprises par les principaux d'entre les libérateurs à venir, et c'est encore une raison d'accorder à l'insurrection du Socorro une exceptionnelle importance dans l'examen des prodromes de la Révolution

1. *Op. cit.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de 1810. Le résultat le plus sensible de cette insurrection fut cependant d'inspirer à ceux qu'elle encourageait à reprendre la direction des mouvements émancipateurs, la certitude que les masses se trouvaient désormais déterminées à les suivre.

Prétendre toutefois, que le sentiment national eût, d'ores et déjà, des racines inflexibles dans l'âme à peine balbutiante, des populations du Nouveau Monde, serait une affirmation décevante. C'est pour ne pas en avoir assez considéré les incertitudes que les affranchisseurs verront reculer si longtemps l'horizon de leurs Terres Promises. Il faudra bien des peines et bien des traverses avant que la notion vraiment patriotique de l'Indépendance s'impose à tous les esprits. De là sa malléabilité, si l'on peut dire, ses soubresauts, ses aberrations parfois déconcertantes. Mais elle n'en existe pas moins et, quitte à prolonger, dans le cours des périodes ultérieures, les débordements de son inexpérience, elle a trop de vigueur native pour ne pas triompher enfin de tous les obstacles.

Au lendemain des événements qui viennent de se produire, on voit, en attendant, se ranimer partout les forces révolutionnaires. Dans les provinces vénézuéliennes, à Quito, les autorités espagnoles sont menacées à nouveau. Les vice-rois de Lima et de Buenos-Ayres ne parviennent qu'à grand'peine à réprimer l'effervescence qui gronde; des conspirations s'ourdissent en tous lieux [1], des séditions éclatent. Le Centre-Amérique est constamment troublé par de sanglantes querelles entre créoles et métis. Au Mexique, les réformes par lesquelles Charles III avait inauguré son règne, incitaient les colons à d'incessantes exigences. Le mécontentement croissait avec la prospérité, impuissante à le satisfaire.

1. Au Chili, en janvier 1781, deux français, Antoine Gramuset et Alexandre Bernay se mirent à la tête d'un complot que la trahison d'un affilié fit échouer au dernier moment et qui « ne tendait à rien moins qu'à renverser la domination espagnole sur cette contrée et à la remplacer par un gouvernement indépendant ». V. M. Lobo, *op. cit.*, t. I, p. 300.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pour maintenir l'ordre ainsi troublé, les Espagnols, en même temps qu'ils recouraient à des améliorations tardives, auraient dû se préoccuper de perfectionner, ou tout au moins, d'étendre leur puissance militaire dans les colonies. Les régiments qu'on envoyait d'Espagne étaient peu nombreux, disséminés à d'énormes distances, mal commandés presque toujours, par des officiers soumis à la direction des autorités civiles et dont la moindre initiative était contrariée par elles, systématiquement. On forma, plus tard, quelques bataillons d'indiens ou de métis encadrés par des troupes espagnoles, mais ces soldats, recrutés par force et sans méthode, n'éprouvaient que de la haine pour un métier qu'on leur avait imposé, dont il leur était interdit de prétendre à aucun des avantages et qu'ils s'habituèrent à considérer comme la moins enviable des servitudes. Isolées dans des forteresses qui, du moins, étaient admirablement construites, sinon pourvues, les garnisons devenaient trop souvent des centres de fainéantise et de brutalité. Seules, les milices créoles que les vice-rois et les capitaines généraux instituèrent dans la seconde moitié du dix-huitième siècle et dans l'état-major desquelles les cadets des bonnes familles établies en Amérique, se faisaient honneur de figurer, rendirent parfois quelques services. Mais les créoles étaient toujours en butte aux avanies des *chapetones* et, lorsqu'avec le temps, ils s'instruisirent davantage, on n'osa plus guère compter sur les milices coloniales. Déjà, lors des derniers soulèvements de Quito et du Vénézuéla, les autorités avaient jugé plus prudent de faire appel au renfort des régiments de La Havane. L'organisation militaire était toutefois moins défectueuse au Mexique. La métropole réservait le meilleur de ses contingents coloniaux à cette contrée : la proximité plus grande y permettait, ainsi que le voisinage de Cuba, le renouvellement plus fréquent des effectifs.

A ce moment donc où nous sommes parvenus de l'historique du Nouveau Monde, il apparaît déjà que, supportant avec une impatience grandissante les res-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

trictions, les maladresses et les rigueurs du régime et travaillés sourdement aussi par leur vocation d'indépendance et leur instinct nationaliste, les peuples américains ne sont plus éloignés d'une évolution décisive. D'une extrémité à l'autre du continent, ces Indes Occidentales sur lesquelles les rois d'Espagne avaient fondé tant d'espérances, ces admirables joyaux de leur couronne, se détachent sensiblement des griffes élimées qui, déjà, ne les retiennent plus. Les grands événements qui se préparent en Europe et qui vont bouleverser l'humanité tout entière, ajouteront leur contrecoup aux poussées incessantes dont nous venons de voir les Colonies espagnoles subir, à travers les siècles, les étapes déchirantes et douloureuses.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE II

L'AURORE DE LA LIBERTÉ

I

Les modifications essentielles que la découverte du Nouveau Continent introduisit dans les principes économiques de l'Europe du seizième siècle, devaient avoir sur les destinées mondiales d'incalculables conséquences. Le régime connu sous le nom de *mercantilisme*, préconisé par les hommes d'État de Venise et de Florence au quinzième siècle et dont continuaient à s'inspirer les *systèmes prohibitifs*, communément observés par les gouvernements, cessa d'être applicable dès que l'abondance de l'or et de l'argent, tirés de l'Amérique, eut démontré que la production des richesses avait des sources plus complexes qu'on ne l'avait pensé : l'*économie politique* était née. Son étude aboutit logiquement aux doctrines sociales et religieuses des *philosophes anglais* du dix-huitième siècle. La révolution de 1688, en laissant subsister en Angleterre une société dont la vitalité ne semblait pas plus ébranlée par la destruction du despotisme royal que par l'établissement de la tolérance religieuse, était venue fournir un argument tangible aux doctrines hardies des Locke, des Shaftesbury, des Bolingbroke[1].

1. Cf. Seignobos, *Histoire de la Civilisation contemporaine*, ch. III.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Reprises par les Français, chez qui « la veine de pensée libre courait depuis les fabliaux du moyen âge à travers Rabelais, Montaigne, Molière et Bayle[1] », ces doctrines acquirent une forme prestigieuse. L'esprit de Voltaire et la sagesse de Montesquieu les rendirent accessibles et séduisantes. Ils firent jaillir les premières étincelles du grand flambeau dont les lueurs allaient se répandre sur l'univers et l'élite intellectuelle française, avec d'Alembert et Diderot, sembla fixer, dans l'*Encyclopédie*, un terme définitif aux longs tâtonnements de la connaissance.

Ce fut le temps où, comme le dit Michelet, « l'âme humaine gagnait quelques degrés de chaleur de plus ». La France devint le foyer des « lumières » dont la société européenne était impatiente. Catherine, Frédéric II, les princes de Mayence, de Bade et de Weymar, Gustave de Suède, Joseph d'Autriche et les ministres, qui gouvernaient au nom de leur souverain à Naples, en Portugal ou en Espagne, se prirent d'une admiration enthousiaste pour les idées françaises et s'en instituèrent partout les artisans[2].

Mériter par une réforme, digne de la « raison », — comme on disait alors — l'approbation des « philosophes », était pour les hommes d'État et même les princes, piqués d'émulation, la plus enviée des récompenses.

Au premier rang des ministres convaincus de la bonté des nouvelles maximes et soucieux de les mettre en pratique, se distinguait, en Espagne, le comte d'Aranda[3]. Son patriotisme sincère souffrait de l'abaissement intellectuel et matériel de son pays; il lui tardait de le replacer « au ton de l'Europe[4] ». Imité d'ailleurs en cela par ses collègues Campomanes et Florida Blanca, il avait conseillé les plus sages mesures au roi Char-

1. S. Reinach, *Orpheus*, p. 498.
2. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. I, ch. III.
3. Aranda (Pedro Pablo Abaraca y Bolea, comte d'), né en 1718, mort en 1799. Président du Conseil de Castille en 1765, il expulsa les jésuites en 1767. Éloigné du pouvoir en 1773, il reçut l'ambassade de Paris et signa en cette qualité le traité de Paris en 1783. Rappelé au ministère en 1792, il n'y resta que peu de temps.
4. Sorel, *Ibid.*, p. 369.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les III pour relever et rajeunir l'Espagne, Aranda s'était persuadé de bonne heure du péril que l'attachement à des principes surannés faisait courir à la politique coloniale du royaume et il avait consacré des soins particuliers à lui faire imprimer de plus saines directions. D'importantes réformes étaient, sur ses instances, en voie d'application en Amérique; Aranda méditait de les étendre encore.

Il lui parut que le meilleur moyen d'y parvenir était de révéler hardiment à l'Europe la situation des Colonies espagnoles et de stimuler le zèle de leur souverain en lui faisant réclamer, par le plus autorisé des philosophes français de l'époque, le complément des améliorations à introduire. C'est ainsi que l'un des derniers collaborateurs de *l'Encyclopédie*, l'abbé Raynal, écrivit, sur des documents communiqués par Aranda, son *Histoire philosophique des deux Indes*[1], dont le retentissement fut énorme et l'influence considérable sur le mouvement qui précéda la révolution des Colonies espagnoles et même la Révolution française. Dans cet ouvrage, le fougueux « Défenseur de la Liberté, de la Vérité et de l'Humanité » — tels étaient les titres qu'on donnait à Raynal — abusant peut-être des encouragements de son inspirateur, traçait un tableau proprement désastreux de la politique coloniale de l'Espagne, il applaudissait aux changements qui venaient de s'y produire, et par de grandiloquentes apostrophes, exhortait la Couronne à parachever l'œuvre entreprise : « Monarques espagnols, s'écriait-il, vous êtes chargés des félicités des plus brillantes parties des deux hémisphères. Montrez-vous dignes d'une si haute destinée. En remplissant ce devoir auguste et sacré, vous réparerez le crime de vos prédécesseurs et de vos sujets ![2] »

Charles III, passionnément désireux de relever le prestige de son empire et, comme le tentaient partout les souverains d'alors, d'effacer dans ses États les « tra-

1. *Histoire Philosophique et Politique des Établissements et du Commerce des Européens dans les Deux Indes*, par Guillaume Thomas Raynal, Amsterdam, 1770, 4 vol. in-8°.

1. Raynal, *op. cit.* Ed. de 1780. Genève, t. IV, p. 293.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ces de la barbarie », ne demandait qu'à se laisser convaincre. Les réformes qu'il avait accomplies étaient un sûr garant de celles auxquelles son « despotisme éclairé » se montrait prêt à consentir. Dès 1764, des services mensuels avaient été créés avec la plupart des ports d'outre-mer; le Conseil des Indes autorisa progressivement, au cours des années suivantes, le libre trafic des entrepôts maritimes de la métropole avec tous ceux des Colonies. On abrogea l'ancien édit royal qui défendait, sauf de rares exceptions, aux étrangers, de pénétrer dans les Indes Occidentales et de s'y établir. Les *encomiendas* furent annulées, les percepteurs reçurent l'ordre d'agir avec plus de ménagements. Les restrictions qui rendaient si pénibles les relations commerciales entre les diverses provinces de l'intérieur furent abolies en partie.

Ce régime plus libéral marqua pour les Colonies une ère de surprenante prospérité. Le commerce de l'Espagne avec les Indes d'Occident, qui s'était élevé en 1778 au chiffre de 148 millions et demi de réaux, en atteignait, dix ans plus tard, 1.104 millions[1]. Tout l'ancien état des choses se trouva modifié; ce fut la grande époque de la vie coloniale. Dégagée de ses entraves les plus pesantes, l'Amérique espagnole se réveillait d'un cauchemar que ses habitants avaient pu croire éternel.

L'administration du comte de Revilla Gigedo[2] se faisait remarquer au Mexique par d'utiles travaux et de sages règlements. On construisait des routes, l'agriculture progressa, l'industrie des mines produisit davantage. Les provinces de la Sonora, de Cinaloa, la Californie et la Nouvelle-Navarre, où l'on venait de découvrir d'importants gisements aurifères, reçurent un gouvernement séparé. La juridiction des vice-rois de Lima, de Santa-Fé et de Buenos-Ayres fut également restreinte et la condition, autrefois languissante des districts iso-

1. Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle*. Paris, 1865, t. VI, p. 38 d'après Roscher, *Colonien*, p. 188.

2. Revilla Gigedo (Juan-Vicente de Gaemes Pacheco de Padilla, comte de), vice-roi du Mexique de 1789 à 1794.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lés aux extrémités de ces trop vastes divisions administratives, s'améliora dès lors notablement. Des plantations enrichirent les côtes de la Nouvelle-Grenade, les vallées du Pérou et du Chili. La population s'accrut dans les capitales; de beaux monuments, des jardins s'y élevèrent. A Mexico, à Santa-Fé, à Lima, on construisait des établissements scientifiques, Caracas s'entourait de campagnes fertiles; Quito, Guyaquil et surtout Buenos-Ayres, où l'élève du bétail et le commerce des peaux prenaient un grand essor, espéraient de florissantes destinées.

L'esclavage se fit moins rude. Des mœurs patriarcales s'établirent. L'existence s'organisa, laborieuse et paisible dans les *haciendas*, où les cultures, mieux dirigées, enrichissaient rapidement les colons. Dans les villes, le large bien-être et la générosité fastueuse de la noblesse créole avaient presque supprimé le paupérisme. On apprit enfin ce que pouvait être « la douceur de vivre ».

Sur les terrasses et dans les cours, souvent décorées de jets d'eau, de plantes et de volières, autour desquelles s'ouvraient les hautes pièces fraîches de la maison, la société brillante et gaie des villes tropicales s'assemblait, le soir venu, pour des bals ou des fêtes qu'on ne prolongeait pas très avant dans la nuit à cause des offices du lendemain, auxquels la piété des créoles se serait fait scrupule de manquer. Dans les régions tempérées ou froides, les chambres plus basses, aux tentures historiées, ornées de portraits de famille et d'images saintes, meublées de lourdes tables d'acajou, de hauts fauteuils étroits tapissés de cuir, les fenêtres garnies de rideaux damassés, invitaient aux intimités plus calmes. Sans doute l'ambiance claustrale du Mexico, du Lima ou du Santa-Fé d'alors, les préoccupations religieuses qu'entretenait la présence des trop nombreux couvents y traçaient-elles une existence un peu lente se déroulant dans le cercle immuable et précis des quatre-temps et des vigiles, mais n'avaient-elles pas, sous leur monotonie routinière, une séduction délicate, ces *tertulias*, par exemple, réunions d'après-dîners, où

les jeunes gens échangeaient des propos naïvement passionnés sous l'œil vigilant des personnes d'âge qui devisaient de théologie ou de morale en buvant, à petits coups, du chocolat à la cannelle...

La vaisselle d'argent que toute maison un peu bien ordonnée se devait de faire paraître à table, révélait une aisance qu'il n'était pas rare de constater jusque dans les petites villes. Les vice-rois amenaient avec eux de bons ouvriers, de fins artistes parfois, d'Espagne, de France ou d'Italie, dont les Américains s'assimilèrent vite les talents et le goût. On trouve encore aujourd'hui, dans les anciennes familles, les *cabinets* incrustés de nacre, d'ivoire et de mosaïques, les orfèvreries somptueuses, aux poinçons orgueilleux, marquées d'énormes armoiries, les miniatures cerclées d'écaille et d'or, où le sourire aimable, la grâce aristocratique et bien portante des ancêtres à perruque, témoignent de la bonhomie et des raffinements d'une époque charmante.

L'esprit s'élevait à son tour. Au travers des brèches ouvertes dans la muraille qui, depuis si longtemps, tenait les Colonies isolées du monde, la science se frayait un chemin. Les français Bouguer [1], Godin [2] et La Condamine [3] inauguraient, en 1734, une série de magni-

1. Bouguer (Pierre), né au Croisic en 1698, mort à Paris en 1758. En 1735, il fut envoyé au Pérou avec La Condamine et Godin. De retour en France, il publia le résultat de ses observations dans un ouvrage intitulé *Théorie de la figure de la Terre* (1749).

2. Godin (Louis), né à Paris en 1704, mort à Cadix en 1760. Membre de l'Académie des Sciences en 1725. Il fit partie de la mission envoyée en 1735 pour mesurer le degré du méridien, avec Bouguer et La Condamine. Les opérations de la mission terminées, le vice-roi du Pérou le contraignit de rester pour professer les mathématiques à Lima où il demeura jusqu'en 1751. De retour en France, se trouvant sans situation, il dut accepter le poste de directeur de l'École des Gardes-Marine à Cadix.

3. La Condamine (Charles-Marie de), né à Paris en 1701, y mourut en 1774. Embrassa d'abord l'état militaire et assista au siège de Rósas en 1719. Trouvant l'avancement trop lent, il se tourna vers les sciences et fut admis en 1730 par l'Académie des Sciences comme adjoint-chimiste. En 1731, il s'embarqua avec l'escadre de Duguay-Trouin qui visita le Levant. A son retour, il sollicita et obtint, grâce à la protection de Maurepas, de faire partie d'une mission qu'on envoyait au Pérou pour mesurer la longueur à l'Équateur d'un degré de méridien.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

fiques explorations, dont la géographie, l'astronomie et la physique devaient s'enrichir dans toute la suite du siècle. Comme eux, Félix de Azára [1], puis Jorge Juan [2] et Antonio de Ulloa [3], séjournaient longtemps dans les régions andines. Leurs *Relations officielles et secrètes*, publiées par les académies d'Europe, énonçaient des principes scientifiques et politiques nouveaux, et les collaborateurs improvisés dont il s'étaient entourés au cours de leur voyage, avaient été les premiers à en recevoir les confidences suggestives.

Le goût de l'étude, favorisé par l'arrivée successive, dans presque toutes les contrées américaines, de professeurs excellents, n'avait pas tardé à devenir l'objet d'une véritable passion de la part des jeunes créoles, qui s'y livrèrent avec toute la véhémence de leur nature. Rompant avec les traditions du péripatétisme confus qu'avaient enseigné jusqu'alors des moines incapables, les jésuites, devenus les éducateurs universels, don-

La Condamine partit de la Rochelle avec Bouguer et Godin le 16 mai 1735 et arriva à Quito en juin 1736. La mesure du degré prit quatre années, de 1736 à 1740. Pendant ce temps, la plus grande mésintelligence ne cessa de régner entre La Condamine et Bouguer. Celui-ci avait une valeur scientifique supérieure à celle du premier, mais La Condamine avait plus d'activité et d'habileté, et c'est grâce à lui que la mission pût être menée à bonne fin. Ces querelles retinrent la mission à Quito jusqu'en 1742. Bouguer revint alors en France directement, mais La Condamine préféra ouvrir une route nouvelle : il traversa le Pérou, descendit le fleuve des Amazones et arriva à Cayenne. De retour en France en 1744, sa dispute avec Bouguer se prolongea. Il fut reçu membre de l'Académie française en 1760.

1. Azara (Félix de), né en Aragon en 1746, mort en 1811. L'un des commissaires chargés, en 1781, de délimiter les possessions de l'Espagne et du Portugal en Amérique, il entreprit de dresser la carte de cette région et ne revint en Europe qu'en 1801. Le résultat de ses travaux fut publié dans l'ouvrage : *Voyage dans l'Amérique Méridionale depuis* 1781 *jusqu'en* 1801. Paris, 1809, 4 vol. in-8°, avec atlas.

2. Juan y Santacilia (Jorge), officier de marine et mathématicien espagnol, né en 1712, mort en 1774. Il fut adjoint par son gouvernement, en même temps que Antonio de Ulloa, à la mission de La Condamine, Bouguer, Godin. Revenu en Europe en 1744, il fut nommé en 1753, commandant des Gardes-Marine.

3. Ulloa (Antonio de), officier de marine et savant espagnol, né en 1716, mort en 1795. Il fut désigné en 1735 avec Jorge Juan pour prendre part à la mission de La Condamine. Il revint en Europe en 1744. Il devint plus tard chef d'escadre et gouverneur de la Louisiane, 1766-1768.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

naient en même temps aux études une direction séduisante. La culture intellectuelle des Américains prit bientôt un développement extraordinaire. Les établissements scientifiques du Pérou se signalaient, dès le milieu du dix-huitième siècle, à l'attention du monde savant. Pedro Maldonado y Sotomayor [1] parcourait en tous sens la région du Quito et en décrivait les particularités géographiques dans des monographies si parfaites que ses études lui valaient le titre, sans précédent parmi les créoles, de membre correspondant de l'Académie des Sciences de Paris.

Vers 1762, José Mútis [2], amené en Nouvelle-Grenade par le vice-roi Messia de La Cerda [3], ouvre un cours de cosmographie au collège du Rosario de Santa-Fé et révèle à son auditoire stupéfait que la terre tourne autour du soleil. « Copernic et Galilée — écrivait à quelque temps de là le plus célèbre des disciples de Mútis [4] — ont depuis cessé de passer pour hérétiques, et la « philosophie nouvelle » fait un nombre toujours croissant de prosélytes [5]. » Moins de dix ans plus tard, l'Université de Santa-Fé devenait la plus brillante de celles qui s'étaient créées dans toutes les capitales coloniales. Elle comptait trois facultés, de grands collèges, où, sous la direction de maîtres éminents, les études étaient plus avancées et beaucoup plus suivies que dans la métropole. La fameuse *Expédition Botanique*, commencée le 1er avril 1783, sous la direction de Mútis, est restée le plus beau monument de la science américaine à cette époque. Humboldt s'extasiait devant les admirables collections réunies et classées par Mútis et ses élèves ; elles se composaient de plus de vingt mille

1. Maldonado y Sotomayor (Pedro Vicente), savant, géographe et naturaliste, né à Rio Bamba (Équateur), vers 1689, mort à Londres en 1746.

2. Mutis (José Celestino), né à Cadix en 1732, docteur en médecine des Facultés de Séville et de Madrid, l'un des savants les plus remarquables qu'ait eus l'Espagne, mort à Santa-Fé le 11 septembre 1808.

3. La Cerda (Pedro Messia de). Marquis de la Vega, vice-roi de Nouvelle-Grenade de 1761 à 1773.

4. Caldas, V. *infrà*.

5. Vergara y Vergara, *op. cit.*, ch. IX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

espèces de plantes séchées, de deux mille reproductions « merveilleuses de précision et dont la plupart des couleurs procédaient de teintures indigènes inconnues en Europe », d'échantillons d'essences en nombre presque infini. « Bien avant que nous ayions eu connaissance de ces trésors, ajoute Humboldt[1], le nom de Mútis était célèbre en Europe à cause de la correspondance qu'il entretint avec Linné. La découverte de presque tous les genres de quinquinas énumérés dans le *Supplément* est due au savant botaniste de Santa-Fé, et Linné a pu dire, en parlant de l'espèce *mutisia : nomen immortale quod nulla ætas unquam delebit.* »

L'université de Mexico surpassa plus tard celle de Santa-Fé : de tous les pays d'Amérique les familles aisées y envoyaient leurs enfants. Lima, Quito, Buenos-Ayres possédèrent aussi d'excellentes facultés, et les villes même de second ordre, Cuzco et Arequipa au Pérou, ou Cordoba dans la Plata, devinrent des centres de culture littéraire ou scientifique remarquables.

Ainsi la renaissance « bourbonienne », fugitive en Espagne et mal accueillie par la nation dont les réformes de Charles III contrariaient les aptitudes, s'était largement étendue dans les provinces d'outre-mer, où tout semblait au contraire lui présager un fécond avenir. Tout en faisant quelques réserves sur les vices que renfermaient encore les institutions coloniales, les historiens de l'époque étaient unanimes à reconnaître les améliorations heureuses qu'elles devaient aux efforts de la métropole. Robertson[2] achevait son importante et substantielle *Histoire d'Amérique* sur un tableau réconfortant de la situation commerciale et politique du Nouveau Monde.

Des troubles, des séditions imprimaient fréquemment sans doute, des commotions profondes à cette société complexe et bigarrée, à laquelle les progrès de la civilisation achevaient de donner un caractère dont il eût été plus que jamais prudent d'observer les ten-

1. *Voyage aux Régions Equinoxiales du Nouveau Continent.* Paris, 1816-1831, t. V.
2. *Op. cit.*, liv. VIII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dances. Mais l'ardeur généreuse des chefs d'État ou des ministres réformateurs ne s'en avisa que trop tard et lorsqu'il fut devenu bien difficile d'enrayer les ambitions subversives des Sud-Américains. Loin de détruire en eux la haine de l'oppresseur ou le désir d'affranchissement, la politique de Charles III ne servit qu'à les aviver. Les colons se montrèrent d'autant plus insatiables qu'on usait de plus de bienveillance à leur égard. En abolissant une partie des institutions d'un autre âge, on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait. Cette observation de Tocqueville [1], à propos de l'état d'esprit qui se manifestait en Europe, où l'œuvre des réformes était précisément alors, près d'aboutir au bouleversement général, est, en ce qui concerne les Colonies espagnoles, encore plus véridique.

Moins préparées à un si brusque changement de régime, celles-ci, où, du moins, les classes de sa population que le joug meurtrit davantage depuis qu'il a cessé de les écraser, vont trouver, dans la prospérité soudaine par laquelle le gouvernement a cru pouvoir gagner leur gratitude, un élément de plus pour le succès des entreprises qu'elles méditent contre lui : le premier emploi que les Américains feront de leurs richesses sera de les mettre au service de la Révolution.

II

De toutes les mesures que la « philosophie » avait inspirées au comte d'Aranda, aucune cependant ne devait porter plus loin ses effets dans le Nouveau Monde que l'expulsion des jésuites.

Aranda professait à leur égard l'intime animosité dont la plupart des hommes d'État entouraient, au dix-huitième siècle, les trop envahissantes ambitions de la célèbre Compagnie.

1. *L'Ancien Régime et la Révolution*, liv. II, ch. Ier, p. 47.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Après avoir rendu les plus signalés services aux maisons royales de Portugal et d'Espagne, les jésuites avaient acquis sur elles une entière domination. Ils avaient tant de puissance sur le gouvernement que leurs ennemis n'eurent pas de peine à alarmer contre eux l'absolutisme royal[1]. Et, bien que Charles III et son ministre n'eussent pas à invoquer sur ce point d'aussi sérieuses raisons que Joseph Ier de Portugal ou Carvalho, futur marquis de Pombal, son conseiller, ils étaient trop inféodés à la cour de France pour hésiter devant une mesure que le duc de Choiseul avait cru devoir prendre lui-même en 1761.

A ces considérations de politique générale s'en ajoutaient de beaucoup plus pressantes : les revenus considérables que la Compagnie tirait de l'Amérique étaient une proie tentante pour un gouvernement dont les finances restaient toujours obérées, et le roi éprouvait d'autant moins de scrupules à dépouiller les jésuites qu'il pouvait leur imputer de s'être enrichis à ses dépens.

L'avidité des fonctionnaires coloniaux, auxquels les Pères arrachaient une grande part de profits et la jalousie besogneuse des dominicains et des franciscains s'unissaient, d'autre part, pour accumuler contre ces concurrents plus heureux de féroces accusations : la plus fréquente était celle d'usure. Et la somptuosité des édifices de la Compagnie et des cérémonies qu'elle y célébrait leur fournissait un argument incontestable. A toutes les fêtes, on pouvait voir « dans le temple éclairé par les mille lumières étincelant sur des lustres de cristal et des candélabres d'argent exquisement ouvragés, les officiants, revêtus d'ornements brodés d'or et de perles fines, devant l'autel où resplendissait un calice de l'or le plus pur, serti de pierres précieuses, ainsi que les autres objets servant au culte[2]. »

1. V. Rousseau, *Le Règne de Charles III d'Espagne*, 2 vol. in-8°. Paris, 1907.

2. José Caicedo Rojas, *Repertorio Colombiano*, t. IV, p. 142. — V. aussi J.-M. Rivas Groot, *Historia Eclesiastica y Civil de Nueva Granada*, ch. XXVII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Au Mexique, les mines d'argent les plus productives appartenaient aux jésuites, qui possédaient encore dans ce pays d'immenses propriétés, des raffineries de sucre, des troupeaux. Les Missions étaient une source de bénéfices incalculables, assurait-on, et les 170.000 néophytes du Paraguay travaillaient presque uniquement au profit des Pères. « Les jésuites cherchent un accroissement de fortune et de puissance — écrit l'auteur de *l'Histoire Philosophique* — où ils ne devraient voir que la gloire du christianisme et le bien de l'humanité, et c'est un grand crime de voler les peuples en Amérique pour acheter du crédit en Europe et pour augmenter sur tout le globe une influence déjà trop dangereuse[1]. » Cette observation révèle ouvertement le motif principal qui détermina Charles III à mettre les jésuites au ban de son royaume.

La dispersion de cet ordre, qui s'effectuait en Espagne au milieu de l'indifférence à peu près unanime, produisit, par contre, en Amérique, une impression dont le comte d'Aranda n'avait soupçonné ni la profondeur ni l'importance.

L'édit royal du 27 février 1767, qui décrétait « le bannissement général des membres de la Compagnie de Jésus des domaines d'Espagne, des Indes, des Iles Philippines et autres », avait été transmis aux autorités coloniales, qui, suivant les instructions précises du premier ministre, devaient en tenir la nouvelle secrète jusqu'au 1er août. A cette date, en chaque endroit et à la même heure, les supérieurs seraient prévenus d'avoir à quitter, avec tous les membres de la communauté ou de la Mission, leurs maisons, dans les deux jours, et le territoire, dans le plus court délai possible.

C'est ainsi que s'exécuta la mesure. Une catastrophe n'aurait pas ému les populations coloniales autant que cette expulsion soudaine et à laquelle personne ne s'attendait. La stupeur puis la colère s'emparèrent des esprits. Dans les villes l'exaltation fut extrême. Il y eut des soulèvements armés à Guanajuato, à Pazcuaro, à

1. RAYNAL, *op. cit.*, t. IV, p. 205.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

San-Luis au Mexique. A Lima, le vice-roi Don Manuel Amat y Junient[1] eut à réprimer une émeute sérieuse et Don Francisco Bucareli[2], à Buenos-Ayres, dut mobiliser toutes les troupes de la garnison pour assurer l'exécution rigoureuse des prescriptions royales.

Une anecdote, recueillie de la bouche même d'un contemporain de ces événements[3], peint à merveille l'esprit dans lequel les envisageaient les classes élevées. Elle mérite aussi d'être retenue par ce qu'elle laisse entrevoir des sentiments qui commencèrent dès ce moment à s'imposer à tous. Un jeune créole, appartenant à l'une des familles les plus distinguées de la capitale grenadine, avait, le 31 juillet 1767, célébré son mariage avec une jeune fille qu'il adorait. La cérémonie avait eu lieu dans la soirée, suivant l'usage de Santa-Fé, et, réunis autour de l'heureux couple, les parents, les familiers et les amis avaient joyeusement soupé. On était ensuite allé reconduire en cortège, à la lueur des lanternes, les époux jusqu'à la porte de leur demeure. Chacun alors était rentré chez soi, demandant au ciel de daigner combler de ses faveurs les souriants héros de la journée. « Mais — remarque, à propos, notre auteur — à peine la félicité s'est-elle laissée atteindre qu'elle s'évanouit comme une ombre impalpable : la maison s'éveillait le lendemain parmi les pleurs et les lamentations. Hélas, une affreuse aventure venait de survenir : on chassait les bons Pères. » Le marié affolé, n'a que le temps d'endosser son bel habit de noce, oublie sa perruque et se précipite aux nouvelles. « Une casaque de velours violet à boutons d'acier, doublée de taffetas clair, un gilet de satin blanc brodé, orné de cabochons d'émeraude en guise d'agrafes, une culotte du même velours que l'habit, de riches dentelles de Flandres au rabat et aux manchettes, des bas de soie, des escarpins à grandes boucles, composaient l'accoutrement, inattendu à cette heure

1. Amat Junient Planella Aimeric y Santa Pau (Manuel de), vice-roi du Pérou de 1761 à 1776, précédemment gouverneur du Chili de 1755 à 1761.

2. Bucareli y Ursua (Francisco de Paula), gouverneur de Buenos Ayres, de 1766 à 1770.

3. José Caicedo Rojas, *op. cit.*, p. 149.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

matinale, de notre ami, qu'en dépit de leur affliction, les passants ne pouvaient s'empêcher de considérer avec surprise... »

Le bon jeune homme est au palais du vice-roi. Il y retrouve, faisant antichambre, beaucoup des principaux personnages de la ville dont l'impatience est extrême et les colloques bruyamment animés. Don Pedro Messia de la Cerda, accompagné d'un membre de l'Audience, paraît enfin. Il s'est avancé au milieu des dignes seigneurs qui l'entourent et qui, dans leur agitation, négligent les formules habituelles de la courtoisie et, sans même attendre qu'on les y ait invités, prennent véhémentement la parole, demandant grâce en faveur des Pères jésuites, envers lesquels — disent-ils — la rigueur est inexplicable et dont le départ va plonger toute une population dans le chagrin. Le vice-roi, après avoir écouté tout le monde, répond gravement que l'ordre porte la signature royale, qu'il n'est nullement particulier aux jésuites établis à Santa-Fé, mais général, et s'étendant à tous les établissements de la Compagnie dans tous les domaines de la Couronne, qu'il ne lui appartient pas, au surplus, de juger un acte émanant de l'autorité suprême et qu'il se rendrait coupable, en n'y obéissant pas, de trahison à ses devoirs tant envers le roi qu'envers lui-même. « Pour en avoir décidé de la sorte, ajoute-t-il, Sa Majesté a de puissantes raisons sans doute. Nous n'avons, en ce qui nous concerne, qu'à garder le silence et à nous soumettre en bons et fidèles sujets. »

« En entendant ces paroles, conclut le chroniqueur, notre jeune ami sentit le feu de l'indignation lui monter au visage et, pour la première fois, il lui vint à l'esprit de se demander comment il se faisait qu'un homme pouvant être un ange, mais aussi bien un démon, disposât à son gré du sort de nations entières, au mépris des intérêts les plus chers et les plus sacrés. »

Telle fut, en effet, la première conséquence de l'expulsion des jésuites. Nous verrons bientôt combien cet acte de violence, à l'égard de ceux des agents de la Couronne contre lesquels elle avait en toute justice,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

le moins de griefs à retenir et peut-être de périls à redouter pour l'entretien de sa domination, lui valut de soucis, d'embarras et de détresses.

L'œuvre des jésuites dans le Nouveau Monde et les traditions qu'ils y avaient introduites furent, à vrai dire, les seuls résultats féconds de la politique coloniale. Que les Pères eussent, avant tout, poursuivi les avantages de leur ordre et, comme le proclamaient leurs détracteurs, qu'ils se fussent « signalés dans les Indes Occidentales comme une société de marchands, qui, sous le voile de la religion, n'étaient occupés que d'un intérêt sordide[1] », il n'en reste pas moins à leur actif, une somme très importante de sacrifices méritoires et de succès marqués en faveur de la civilisation en Amérique.

Dans les Missions, dont il convient de ne pas oublier les débuts hasardeux et dont la prospérité, payée du sang de nombreux martyrs, ne fut obtenue qu'au prix de luttes admirables de courage et de sagacité patiente[2], incessamment soutenues contre une nature parfois plus redoutable et plus rebelle que la barbarie des sauvages, dans ces vastes régions, incultes et désertes à l'origine, où s'étaient élevées rapidement des villes nombreuses entourées de fermes et de plantations florissantes, les indiens s'étaient initiés à la culture du maté, du quinquina, du cacao, de la vigne, du coton, du miel et de la cire. Si les *directeurs* n'étaient pas parvenus toujours à inspirer à chacun de leurs néophytes l'amour du travail, du moins les avaient-ils rendus presque tous capables d'en apprécier les bienfaits. L'étonnante aptitude psychologique des jésuites recourut, à cet égard, à des moyens dont on ne saurait admirer assez l'ingéniosité dé-

1. Raynal, *op. cit.*, t. IV, p. 204.

2. Les jésuites avaient commencé par apprendre les langues ou les dialectes des peuplades qu'ils se proposaient d'évangéliser et de soumettre. Il y avait à Mexico, à Santa-Fé et à Buenos-Ayres, dès la fin du seizième siècle, des cours de *quichua*, de *muysca* et de *guarani* que les missionnaires suivaient scrupuleusement avant d'aller rejoindre leur poste. — V. F. de P. Barrera, *Los Jesuitas Misioneros y la expulsion de los Dominios españoles. Boletin de Historia.* Bogota Año I°, p. 83.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

licate. C'est ainsi qu'ils imposaient, par exemple, aux indiens des ouvrages d'un art long et subtil, dont la difficulté vaincue devrait faire naître en eux cette fierté du labeur accompli si nécessaire à l'attachement qu'on en doit prendre. Les dentelles arachnéennes ou les bijoux minutieusement ciselés, que les indiens du Paraguay et du Mexique fabriquent encore aujourd'hui, non sans orgueil, subsistent comme un témoignage de l'adresse et de l'émulation que les missionnaires surent éveiller jadis dans l'âme obscure des *guaranis* [1] ou des peuplades aborigènes de la Nouvelle-Espagne.

Passés maîtres dans la science des facultés humaines et dans l'art de les diriger, les jésuites, qui s'étaient attiré presque toujours la vénération profonde des indiens, s'attachèrent avec autant de bonheur à gagner l'esprit des autres classes de la société sud-américaine. Ils comprirent seuls la susceptibilité, les tendances frondeuses qui les caractérisaient. Leur souple intuition tira parti de cette mentalité spéciale, s'adapta partout aux mœurs et aux passions des habitants du Nouveau Monde. Pour complaire au goût d'apparat des métis, ils inventèrent une série de fêtes somptueuses et théâtrales, et surent tracer au scepticisme inquiet des créoles le fameux « chemin de velours [2] » qu'exigeaient leurs scrupules prompts à s'exaspérer devant les aspérités brutales d'une foi plus rigoriste. Ainsi se les étaient-ils attachés par les fibres les plus secrètes et n'avaient-ils eu dès lors aucune peine à gouverner leur conscience et leur volonté.

La prospérité matérielle et morale des Colonies à la fin du dix-huitième siècle avait été préparée de la sorte et de longue date par les jésuites. L'imprimerie qu'ils introduisirent en 1535 au Mexique, cinquante ans plus tard au Pérou et en Nouvelle-Grenade, les bibliothèques relativement riches installées dans leurs collèges, les études locales qu'ils entreprirent dès la

1. Nom que portaient les indiens du Paraguay et de certaines régions de la Bolivie actuelle et du Brésil. On les appelait aussi les *toupis*.
2. Rémy de Gourmont.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

première heure et qui sauvèrent de l'oubli l'histoire et la langue des races autochtones, servirent de base à l'éveil de la curiosité scientifique que les jésuites favorisèrent, du reste, au premier chef, lorsque le moment en fut venu. Presque tous les grands noms de l'époque coloniale leur appartiennent : Maldonado y Sotomayor, Mútis, José Domingo Duquesne, qui retrouva les traces presque abolies de la civilisation muysca en Nouvelle-Grenade. C'est dans leurs séminaires que s'étaient formés les Moreno y Escandón[1], les Luna Pizarro[2], rénovateurs de la méthode philosophique dans les universités de Santa-Fé et d'Arequipa, Martinez de Rósas[3], qui professa le droit naturel dans celles du Chili, Manuel Sálas[4], fondateur de la première chaire de mathématiques à l'université de Santiago, Deán Fúnes[5] dont les doctrines morales et politiques, aussi avancées que hardies, prédisposèrent sans doute la jeunesse de Cordoba aux prochaines contagions révolutionnaires[6].

La transformation qui s'opérait ainsi dans les idées de la jeune Amérique sous l'impulsion de l'enseignement progressiste des jésuites, n'avait quelque chance de continuer à se développer sans périls pour la conservation de l'empire colonial, qu'à l'expresse condi-

1. Moreno y Escandón (Francisco Antonio), jurisconsulte colombien, né à Mariquita en 1736, mort à Santiago le 24 février 1792. Remplit diverses fonctions judiciaires à Santa-Fé, à Lima et au Chili. Auteur d'une *Historia del Nuevo Reino de Granada.*

2. Luna Pizarro (Francisco Javier), prêtre péruvien, jurisconsulte et philosophe, doyen d'Arequipa, évêque d'Alalia, archevêque de Lima.

3. Martinez de Rósas (Juán), né à Mendóza qui faisait alors partie du Chili, en 1759, y mourut en février 1813. V. *infrá*, liv. III, ch. I.

4. Salas (Manuel de), né à Santiago le 4 juin 1755, mort le 28 novembre 1841, philosophe et philanthrope chilien, membre du premier Congrès de 1811. Déporté à Juan Fernandez de 1814 à 1817. A créé au Chili un grand nombre d'établissements d'éducation et de charité, introduit la culture de plusieurs plantes, etc.

5. Funes (Gregorio), surnommé *El Deán Fúnes,* littérateur argentin, né à Cordoba en 1749, mort à Buenos-Ayres en 1840. Ordonné prêtre en 1773, il devint recteur de l'Université de sa ville natale. L'un des orateurs sacrés les plus éminents de l'Amérique du Sud. Auteur de *Ensayo de la historia civil del Paraguay.* Buenos-Ayres, 1816, 3 vol.

6. Cf. Becerra, *Ensayo historico documentado de la vida de Don Francisco Miranda, Discurso Preliminar,* ch. IX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tion d'intéresser ceux-là mêmes dont il dépendait peut-être encore d'orienter à leur gré les mouvements de l'esprit public. L'expulsion des jésuites fut à ce point de vue l'une des plus lourdes fautes que la métropole eût à commettre encore à l'égard de ses colonies.

En attendant, et au lendemain même du départ des Pères, les Missions commencèrent à dépérir. Les dominicains et les franciscains en furent des administrateurs déplorables. Au Paraguay, les indiens se dispersèrent rapidement et les *Réductions* tombèrent en décadence. Le gouverneur Morphi [1] crut devoir en référer à Madrid. Il reçut l'ordre de mettre en vente les biens confisqués à la Compagnie, mais on ne trouva que peu d'acquéreurs : ce fut une ruine complète [2]. Les Missions de Californie n'eurent pas un sort plus heureux. Les établissements si prospères, où les jésuites gouvernaient tout un peuple d'indiens hostiles, auxquels ils étaient parvenus à faire oublier la haine du nom espagnol, périclitèrent et finirent par disparaître.

Il en fut de même au Casanare et dans les llanos de l'Orénoque. On dut y remplacer la gestion néfaste des dominicains par celle des augustins et des capucins, qui ne donna pas de résultats meilleurs. Ces religieux appliquèrent dans chacun des villages qu'ils administraient des systèmes différents et fantaisistes que l'inexpérience et l'apathie de leurs supérieurs approuvaient sans contrôle. En quelques années, la « Vigne de prédilection », dont l'un de ses fondateurs, le P. Cassani [3], exaltait l'abondance et la prospérité vraiment miraculeuses, disparut dans une anarchie complète. Les indiens s'enfuirent dans les bois, oubliant l'usage de leurs instruments de travail, pendant que les troupeaux de bœufs et de chevaux dispersés, retournaient comme eux, à l'état sauvage. A la place des aldées

1. Morphi (Cárlos), gouverneur du Paraguay de 1766 à 1772.
2. V. Arcos, *La Plata, Etude historique*, p. 168.
3. Cassani (José), jésuite espagnol, né à Madrid en 1673, y mourut en 1750. Professa les mathématiques à Madrid puis devint provincial de la Nouvelle-Grenade. On a de lui *Historia de la Provincia de Santa-Fé, de la Compañia de Jésus y vida de sus varónes ilústres*. 1 vol. in-4°, Madrid, 1741.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

heureuses qui s'étaient élevées là par centaines, il n'y eut plus, à la fin du siècle, que la forêt vierge ou le désert.

Les basses classes sud-américaines retombèrent donc à peu près partout, dans l'abrutissement dont il avait un moment semblé qu'elles allaient s'affranchir. Dans les villes mêmes, les écoles indiennes disparurent. Le peuple devint plus que jamais une masse inerte, stupide et dissolue, prête à subir toutes les influences. Et par un singulier retour, ce furent précisément de toutes ces peuplades inférieures celles qui s'étaient trouvées le plus directement soumises aux jésuites — les *gaúchos* des anciennes missions du Buenos-Ayres et les *llaneros* des établissements de la Nouvelle-Grenade — qui constituèrent, plus tard, l'élément décisif de la victoire des indépendants après avoir été, durant la première période de la guerre, sous la conduite de chefs royalistes, les pires adversaires de la Révolution. Le gouvernement espagnol put mesurer là l'un des effets les plus angoissants de l'erreur qu'il avait commise, en laissant rétrograder vers la barbarie des peuplades dont une éducation plus avancée aurait contribué sans doute, à mieux fixer la conscience incertaine dans une voie plus favorable à la cause de l'absolutisme.

Cette particularité se fit sentir plus nettement encore en ce qui concerne les créoles. Pendant que les indiens et le bas peuple sombraient pour un temps, dans une obscurité si grosse d'inconnues, le développement intellectuel des hautes classes livrées à leur propre instinct, dépassa dangereusement les limites que ses initiateurs cessaient de lui prescrire. Les moines, qui prétendirent après 1767, assumer la tâche, désormais brûlante, de la destination des intelligences, s'y livrèrent avec un zèle brutal et fanatique qui parut insupportable aux créoles et les irrita sans parvenir à les contraindre.

Enfin, les liens puissants qui, jusqu'alors, avaient uni la couronne d'Espagne et l'Église se trouvèrent brusquement brisés. La violence arbitraire dont le roi qui disposait on s'en souvient, d'un patronat absolu sur le clergé d'Amérique, venait de faire preuve à l'égard

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

du « membre le plus puissant de la hiérarchie », éveilla l'inquiétude des ordres mêmes dont les clameurs avaient tant influé sur la décision souveraine[1]. Le gouvernement espagnol dut consentir aux concessions les plus coûteuses pour calmer leurs appréhensions et s'assurer leur appui, d'ailleurs maladroit et illusoire. Le bas-clergé, qui se recrutait à présent presqu'exclusivement parmi les américains, et qui perdait de sa valeur depuis que la direction des séminaires avait été enlevée aux jésuites, se vit du même coup atteint dans son prestige. Son loyalisme s'attiédit. Les curés de campagne devinrent communément partisans de l'indépendance, et dans le Mexique ils prirent même l'initiative et la conduite des soulèvements.

L'expulsion des jésuites exerça, du reste, sur la Révolution sud-américaine, une influence encore plus directe. Les huit ou dix mille religieux de la Compagnie, bannis du Nouveau Monde et dont un nombre considérable étaient nés en Amérique, se réfugièrent aux États-Unis, en Angleterre, en Russie, en Allemagne et dans les États Pontificaux. Les privations, la pauvreté qu'ils y connurent leur firent regretter avec plus d'amertume l'existence aimable et large qu'ils menaient autrefois, la vénération dont les entouraient des populations soumises ou dévouées, tout ce qui faisait des Colonies, pour ceux-mêmes d'entre eux qui n'en étaient pas originaires, une patrie véritable. Une rancune profonde contre le gouvernement qui les en avait exilés se mêla dans l'âme des anciens jésuites à l'attachement qu'ils se sentaient pour ce foyer perdu. Ils n'eurent bientôt pas de plus ardente pensée que de voir la couronne d'Espagne dépossédée de ces domaines et devinrent en Europe les propagateurs attitrés de la révolution. Au sein des conspirations qu'on voit se tramer dès lors contre la domination coloniale, l'instigation des jésuites se retrouve toujours. Ils se sont affiliés aux émissaires des Comuneros et le ministre d'Espagne à Londres, informant son gouvernement des

1. Cf. Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle*. Paris, 1865, p. 42.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

menées de Vidalle, déclare que « ce perturbateur est d'accord avec quelques anciens jésuites, évidemment sans mandat, que sollicite l'appât du gain »[1].

D'autres n'hésitent pas à prêcher ouvertement la révolte. De ce nombre est le P. Juan Pablo Vizcardo y Guzmán, né à Arequipa, mort à Londres en 1798 et qui fit paraître, en 1791, une brochure de propagande en plusieurs langues, dont les premiers « patriotes » firent leur livre de chevet. L'épigraphe « *Vincet amor patriæ* » qu'on remarque à la première page du livre [2], révèle le sentiment dont il s'inspire et sur lequel l'auteur insiste complaisamment au cours de son ouvrage. « Le Nouveau Monde, écrit-il, est notre patrie. Son histoire est la nôtre. Elle pourrait être abrégée en quatre mots : ingratitude, injustice, esclavage et désolation. Tel est, en effet, le sort des jésuites. La mort a déjà délivré la plupart de ces exilés des misères qui les ont accompagnés jusqu'au tombeau. Les autres traînent des jours malheureux et sont une nouvelle preuve de cette cruauté de caractère qu'on a tant de fois reprochée à la nation espagnole, quoique réellement ce reproche ne doive tomber que sur le despotisme de son gouvernement. » Guzmán, après avoir fait l'éloge des « généraux américains de la Nouvelle-Grenade dans l'insurrection des Comuneros, » recherche les arguments qui militent en faveur de l'affranchissement des provinces d'outre-mer : « Sous quelque aspect que soit envisagée notre dépendance de l'Espagne, assure-t-il, on verra que tous nos devoirs nous obligent à la terminer » et, prenant exemple de ce que viennent d'accomplir les habitants des colonies anglaises, il annonce à ses compatriotes que pour eux aussi « le moment d'être libres est arrivé [3] ».

1. Rapport de D. Bernardo del Campo, ministre de S. M. C. à Londres au comte de Florida Blanca, juillet 1784. Briceño, *op. cit.*, doc. 33, p. 218.

2. *Lettre aux Espagnols américains par un de leurs compatriotes.* Édit. française. Philadelphie, 1799.

3. *Ibid.*, pp. 21-29.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

III

Malgré le libéralisme de son esprit national, l'Angleterre, dès la seconde moitié du dix-huitième siècle, ne parvenait plus à maintenir dans l'obéissance ses possessions de l'Amérique du Nord. L'organisation profondément démocratique des émigrants ou, comme ils se dénommaient eux-mêmes, des *pèlerins* de la nouvelle Angleterre, brisait le moule trop étroit des anciennes traditions coloniales. L'histoire de *Robinson*, qui ravissait déjà les lecteurs des deux mondes et dont le génial Daniel de Foë avait précisément trouvé le modèle parmi ces colons anglais, « conquérant un empire sur la mer et le façonnant toujours pour des résultats positifs [1] », donne la clef de la formation politique et sociale de ce peuple nouveau dont l'audace et le positivisme étaient devenus les qualités maîtresses. Les entreprises pédantes des ministres de George III, en accentuant encore les impropriétés du système colonial, finirent, en 1775, par pousser à la révolte les mécontents du Massachusetts et de la Virginie.

Ceux-ci n'imaginaient pas sans doute de quelle sympathie fraternelle les futurs *caudillos* (chefs de partisans) de l'Indépendance sud-américaine, suivaient dans le secret de leurs cœurs, les péripéties de la lutte engagée contre une métropole européenne. En dépit de l'extrême lenteur avec laquelle les nouvelles de l'étranger parvenaient dans les Colonies espagnoles et malgré la surveillance des familiers du Saint-Office, les créoles de Caracas, de Buenos-Ayres, de Quito, de Santa-Fé, de Lima, minutieusement informés des événements du Nord-Amérique applaudissaient à la Déclaration du Congrès de Philadelphie du 4 juillet 1776 et s'en félicitaient comme d'un succès personnel. Ils en conservèrent à ce point le souvenir, qu'une fois entrés dans la lice à

1. Vogüé, « *Robinson Crusoé* », dans *Histoire et Poésie*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

leur tour, ils n'eurent d'abord d'autre souci que de répéter les termes de cette proclamation fameuse et d'en reproduire jusqu'à la date même [1]. Les résolutions et la tactique réfléchies du planteur George Washington déconcertaient, à vrai dire, quelque peu l'exubérance que les créoles eussent plus volontiers imprimée à leur propre courage, mais ils frémissaient de plaisir à l'annonce des avantages remportés par les *insurgents* et s'émouvaient profondément de leurs défaites...

Le traité de Paris de 1783 garantit enfin la souveraineté des Etats-Unis, et l'Espagne, que la France avait amenée à concourir à leur affranchissement, dut célébrer ce succès pourtant si contraire aux intérêts de sa politique. Il faut, du moins, reconnaître que le comte d'Aranda ne tarda pas à s'alarmer des conséquences que la victoire des Américains du Nord allait avoir pour la sûreté des domaines espagnols. C'est avec une extrême inquiétude qu'il avait vu l'Espagne s'engager dans cette scabreuse aventure. Le succès des colons anglais dans leur lutte pour l'indépendance, devait fatalement encourager les aspirations toujours éveillées des créoles et il allait être d'autant plus difficile de leur prêcher la soumission qu'on venait si manifestement de soutenir la révolte. Aranda la sentait imminente dans les colonies sud-américaines. Il était averti des orages qui s'y préparaient; il en avait approfondi les causes. Son patriotisme lui fit dès lors un devoir de les exposer directement au roi et, dès le lendemain de la signature du traité, il remettait à son maître un important mémoire sur l'indépendance des États-Unis, et ses conséquences probables.

« Je ne m'arrêterai point ici — disait tout d'abord le comte d'Aranda — à examiner l'opinion de quelques hommes d'État, tant nationaux qu'étrangers, que je partage, sur la difficulté de conserver notre domination en Amérique. Jamais des possessions aussi étendues, placées à une grande distance des métropoles, n'ont été longtemps conservées. A cette cause générale pour

1. V. liv. II, ch. II, § 4.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

toutes les colonies, il faut en ajouter de spéciales pour les possessions espagnoles, savoir la difficulté de leur porter secours lorsqu'elles peuvent en avoir besoin ; les vexations des gouverneurs envers ces malheureux habitants, l'éloignement de l'autorité suprême à laquelle ils ont besoin d'avoir recours pour le redressement de leurs griefs, ce qui fait que les années s'écoulent avant que l'on ait fait droit à leurs réclamations ; les vengeances auxquelles ils restent exposés, en attendant, de la part des autorités locales; la difficulté de bien connaître la vérité à une aussi grande distance ; enfin les moyens que les vice-rois et les gouverneurs, en leur qualité d'espagnols, ne peuvent manquer d'avoir pour obtenir des déclarations favorables en Espagne : toutes ces diverses circonstances mécontenteront infailliblement les habitants de l'Amérique et leur feront tenter des efforts pour obtenir l'indépendance aussitôt qu'ils en auront l'occasion propice »...

« Sans entrer davantage dans aucune de ces considérations, je me bornerai maintenant — continuait le ministre — à celle qui nous occupe sur la crainte de nous voir exposés à des dangers de la part de la nouvelle puissance que nous venons de reconnaître, dans un pays où il n'en existe aucune autre en état d'arrêter ses progrès. Cette république fédérale est née pygmée pour ainsi dire, il lui a fallu l'appui et la force de deux États aussi puissants que la France et l'Espagne pour parvenir à l'indépendance. Un jour viendra où elle sera géant, colosse même, redoutable dans ces contrées. Elle oubliera alors les bienfaits qu'elle a reçus des deux puissances et ne rêvera plus qu'à s'agrandir. La liberté de conscience, la facilité d'établir une nouvelle population sur d'immenses terrains, ainsi que les avantages du nouveau gouvernement, y attireront des agriculteurs et des artisans de toutes les nations, car les hommes courent toujours après la fortune, et dans quelques années nous verrons, avec une véritable douleur, l'existence tyrannique de ce même colosse dont je parle. »

« La première démarche de cette puissance lors-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qu'elle sera parvenue à s'agrandir, sera de s'emparer des Florides pour dominer le golfe du Mexique. Après nous avoir ainsi rendu difficile le commerce avec la Nouvelle-Espagne, elle aspirera à la conquête de ce vaste empire qu'il ne nous sera pas possible de défendre contre une puissance formidable, établie sur le même continent et dans son voisinage. Ces craintes sont très fondées, Sire, elles doivent se réaliser dans quelques années, si toutefois il n'arrive pas auparavant d'autres bouleversements encore plus funestes dans nos Amériques. »

Revendiquant alors la paternité d'un projet indiqué par Raynal [1], Aranda proposait une organisation nouvelle qui, tout en assurant le bonheur de l'Amérique, permettrait encore, selon lui, de sauver ce qui restait à l'Espagne de prestige et de puissance : le roi devait « se défaire de toutes ses possessions sur le continent des deux Amériques en conservant seulement les îles de Cuba et de Puerto-Rico dans la partie septentrionale et quelque autre qui puisse convenir dans la partie méridionale, dans le but de s'en servir comme échelle ou entrepôt pour le commerce espagnol. Afin d'accomplir cette grande pensée, d'une manière qui convienne à l'Espagne, on doit placer trois infants en Amérique, l'un roi du Mexique, l'autre roi du Pérou et le troisième roi de la Côte-Ferme [2]. Votre Majesté prendra le titre d'Empereur.....

« Quant au commerce, il devrait être fait sur le pied de la plus grande réciprocité : les quatre nations devraient se regarder comme unies par l'alliance la plus étroite, offensive et défensive, pour leur conservation et prospérité. Nos fabriques n'étant pas en état d'approvisionner l'Amérique de tous les objets manufacturés dont elle pourrait avoir besoin, il faudrait que la France, notre alliée, leur fournît tous les articles que nous serions dans l'impossibilité d'y envoyer, avec exclu-

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 294.

2. On donnait le nom de Côte-Ferme à toute la partie comprise entre l'isthme de Panama et les bouches de l'Orénoque et, par extension, à la Nouvelle-Grenade et au Vénézuéla.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sion absolue de l'Angleterre. A cet effet, les trois souverains, en montant sur le trône, feraient des traités formels de commerce avec l'Espagne et la France, en écartant toujours les Anglais [1]. »

Il eut fallu, pour donner à ce projet quelque chance de réalisation, outre l'assentiment de l'Europe, une largeur d'idées peu commune chez un souverain absolu. Si généreux qu'on dût le supposer, Charles III ne pouvait, sans grand dommage pour sa dignité royale, consentir à une sorte d'abjuration qui lui aurait valu des bénéfices, somme toute, aléatoires et discutables. Il repoussa, d'ailleurs, le plan et renvoya le ministre.

A supposer qu'on en eût tenté l'application, le projet du comte d'Aranda n'aurait certes pas été facilement accepté en Amérique. L'essai malheureux de réforme administrative que le Conseil des Indes avait entrepris vingt ans auparavant, dans une partie de l'empire colonial, était en effet, de nature à laisser entrevoir à combien de patiences et d'habiletés il faudrait recourir pour faire admettre par les colons un changement de régime s'il ne devait leur apporter les libertés les plus étendues. Sur les indications du duc de Choiseul, le commissaire Galvez Villálba, qu'accompagnait, à tout hasard, une expédition de 200 hommes de bonnes troupes, était arrivé, en 1763, au Mexique, muni d'instructions pour une réorganisation complète et perfectionnée de l'administration fiscale : les populations alarmées se crurent menacées de nouveaux impôts alors qu'il s'agissait au contraire d'améliorer leur sort, les fauteurs de troubles, à l'affût de tout prétexte plausible, excitèrent un soulèvement et Villálba dut renoncer à poursuivre sa mission. Il en fut de même au Quito. Le moindre remaniement dans les traditions du gouvernement colonial amenait des perturbations qui devenaient l'occasion de révoltes.

La nouvelle forme de vasselage qu'impliquait le plan du comte d'Aranda ne pouvait séduire les créoles que

1. Ms. de la Collection de M. le duc de San Fernando. Dans Coxe, *l'Espagne sous les Rois de la Maison de Bourbon.* Paris, 1827, 6 vol. in-8°, t. III, ch. III, p. 45.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'indépendance de l'Amérique du Nord grisait d'espoirs illimités. Ils étaient certains que les nationalités, dont ils rêvaient le prochain établissement, trouveraient dans les États-Unis des protecteurs empressés. Et l'Angleterre, éprouvée par la défection des plus riches provinces de son empire, ne saurait plus résister, croyaient-ils, à l'appât des avantages commerciaux qu'ils lui proposeraient, en attendant, en échange d'un appui décisif.

Les nouveaux motifs de « bouleversements » dont parlait Aranda, n'allaient plus tarder d'ailleurs à se manifester. A Charles III, mort en 1788, avait succédé un prince aussi faible qu'arriéré. Son avènement ralentit aussitôt l'élan réformateur, la réaction qui s'introduisit en Espagne gagna les Colonies et l'oppression traditionnelle y reprit ses droits plus durement que jamais.

A ce moment éclatait la Révolution française. Tous les hommes, capables en Amérique d'en suivre le déroulement inouï, sentirent naître en leurs cœurs des émotions indicibles. L'éloquence brûlante de nos tribuns, leurs gestes si larges d'audace, l'héroïsme des soldats de la République, les scènes du drame prodigieux qui se jouait de l'autre côté de l'Océan, communiquaient aux âmes américaines une exaltation dont elles n'ont plus cessé de frémir. Le génie latin qui bouleversait le monde parlait un langage compris cette fois de tous, et les échos des grandes Andes répétaient en tumulte les mots magiques de *Liberté*, *d'Égalité* et de *Fraternité*.

La génération qui se préparait à la révolution au Sud-Amérique voyait dans ces fulgurants exemples le terme évident de ses aspirations propres. Sortie tout entière de la Révolution française, à laquelle elle empruntera ses procédés, ses maximes et jusqu'à ses symboles, la Révolution américaine allait être d'autant plus en droit de se prévaloir de son aînée que la parenté spirituelle commune des précurseurs fut aussi intime que possible. Il y avait dans le Nouveau Monde, à la tête des masses, sans doute moins éclairées en leur ensemble, que celles d'Europe, une semblable élite aux ardeurs aussi belles, aux enthousiasmes aussi

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vibrants et forts. Les législateurs, les hommes d'État, les généraux de l'Indépendance achevaient de se former aux leçons mêmes que les acteurs de la Révolution française mettaient superbement en pratique à ce moment, dans les assemblées ou sur les champs de bataille.

Beaucoup de jeunes gens du Mexique, de la Nouvelle-Grenade ou de la Plata étaient allés en Europe, en France surtout, s'imprégner de l'atmosphère intellectuelle que tant d'étrangers venaient respirer à Paris : les créoles, qui restaient en Amérique, apprenaient le français et s'initiaient à sa littérature avec un zèle plus fervent que n'en savait montrer la jeunesse européenne. Nulle part *l'Esprit des lois* ne fut plus commenté, et Montesquieu, l'inspirateur de la constitution des États-Unis, plus admiré que dans les centres intellectuels des Colonies espagnoles. C'est dans *l'Histoire philosophique* de Raynal que les jeunes Américains apprenaient leur histoire. Rousseau suscitait de fougueux disciples. Dans les « Sociétés littéraires » qui se fondaient par toutes les villes coloniales, on lisait, on récitait avec passion les tragédies classiques françaises. On s'enflammait aux répliques des personnages de Corneille, aux allusions de *Tancrède :*

L'injustice à la fin produit l'Indépendance,

à la frénésie des héroïnes de Racine qui s'apprêtait à revivre dans les admirables amazones de la Révolution américaine. Le « Monde » était ainsi plus « français » encore que ne l'imaginait Rivarol [1].

Que d'infinies précautions il fallait cependant pour s'approvisionner de tous ces livres et que de joie à se les être procurés en dépit de l'Inquisition et de ses rigueurs ! C'est de la vie peut-être qu'on eût payé de pareilles audaces. Et pourtant, ainsi qu'en témoigne un fragment de lettre, l'insouciance fine et jolie des créoles et la complicité d'une simple femme se riaient

1. *Discours sur l'Universalité de la langue française.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

le plus souvent, de tous ces obstacles. « Vous trouverez, écrivait de Paris, en 1787, le célèbre patriote chilien Antonio Rójas [1] à une jeune dame de Santiago — vous trouverez, mon amie, dans les caisses que je vous envoie présentement et dont il faudra *bien surveiller* l'arrivage, d'abord 56 volumes in-folio : c'est, en deux exemplaires, le terrible *Dictionnaire encyclopédique* qu'on dit plus malfaisant que la fièvre pourprée, *item*, les œuvres complètes d'un vieil abbé qui réside à Genève et dont les opinions sont tellement discutées ici que certains le prétendent Apôtre et d'autres l'Antechrist en personne, *item*, aussi, les œuvres complètes d'un autre bonhomme qui nous a tourné la tête à tous avec sa *Julie*, *item*, la belle *Histoire Naturelle* de M. de Buffon et je ne sais quels autres bouquins qui, si j'en dois juger du goût dépravé de l'acheteur, sont encore plus « mauvais », comme l'on dit chez nous [2]. »

Avec cette impétuosité fougueuse qui faisait mûrir en Amérique les productions de l'esprit à l'égal de celles de la nature, la pensée, mise en mouvement au début de la seconde moitié du siècle, avait atteint, en l'espace de quelques années, sa pleine floraison. Des « centres humanistes », des « clubs », des journaux, se fondèrent partout. A Lima, c'était le *Mercurio Peruano* que le savant Unanúe [3] faisait paraître vers 1792 et qui, suivant l'expression de son célèbre compatriote, Vicuña

1. Rojas (José Antonio), né en 1743, mort vers 1816. L'un des majorataires de la colonie, il fut dans sa jeunesse, capitaine de cavalerie dans les milices de Santiago. Voyagea en Europe et de retour en son pays, prit part à la conspiration de Gramuset et Berney. Rójas cependant, par politique, ne fut pas inquiété. Il fut l'un des promoteurs de la Révolution de 1810. Lorsque le pays retomba sous la domination espagnole en 1814, Rójas fut transporté dans l'île de Juan Fernandez. Pour raison de santé, on le ramena à Santiago où il mourut peu après.

2. Cité par Becerra, *op. cit.*, t. Ier, p. 56.

3. Unanúe (José Hipolito), savant péruvien, né à Arica en 1758, mort en 1833. Lors de l'arrivée de San Martin au Pérou et de l'installation du gouvernement indépendant, Unanúe fut nommé ministre des Finances. Il fut ensuite président du premier Congrès Constituant. Bolivar le nomma plus tard président du conseil des ministres et le chargea de gouverner le pays en son absence. Unanúe se retira ensuite de la vie politique. Il a laissé divers ouvrages sur des questions scientifiques et les *Guias del Perú*, publiés de 1793 à 1797.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Mackena [1], fut le « syllabaire de la littérature nationale du Pérou et l'école où se prépara la Révolution ». Il en faut dire autant de la *Gaceta de Buenos-Ayres* dont Mariano Moreno [2], l'un des précurseurs de l'indépendance argentine, prit plus tard la direction et qui contribua puissamment à la diffusion des idées nouvelles parmi les habitants de la Plata ; le *Papel Periodico* de Santa-Fé qui se publia dès 1791, enfin le *Nuevo Luciano* de Quito, fondé et rédigé par José Espejo [3] et dont le sous-titre : *El Despertador de los Ingenios*, « l'Éveilleur des esprits », résume l'œuvre d'incitation et de propagande révolutionnaires, à laquelle s'était vouée partout l'élite intellectuelle de la jeunesse américaine.

IV

C'est dans l'antique Santa-Fé, dont le conquistador Ximenez de Quesada [4] avait fait, en 1538, la capitale du Nouveau Royaume de Grenade, que l'idée républicaine avait trouvé le plus fervent asile auprès des hommes les mieux organisés pour l'accueillir et la comprendre. Les dogmes égalitaires de la Révolution française si peu compatibles qu'ils fussent avec les traditions de la société coloniale, que ses innombrables distinctions de castes et de classes prédisposaient manifestement à de

1. Vicuña Mackena (Benjamin), historien chilien né à Santiago en 1831, mort en 1886. Ses principaux ouvrages sont *El Sitio de Chillán en 1813*, 1860. *Revolución del Perú*, 1861, etc. Il a en outre publié trois tomes de la *Historia de Chile*.

2. Moreno (Mariano), né à Buenos-Ayres en 1778, mort en mer en 1811. V. *infrà*, liv. II, ch. III.

3. Espejo (Jose Eugenio de la Cruz y), né à Quito en 1755, d'une très humble famille du pays. Partisan enthousiaste des idées républicaines, il publia, en même temps que le *Luciano*, une feuille satirique, le *Golilla* dont les articles incendiaires lui valurent plusieurs fois d'être emprisonné. Le gouverneur le fit partir vers 1793 pour Santa-Fé. Espejo s'y lia avec Nariño et Zéa. Il mourut à Quito en 1796.

4. Quesada (Gonzalo Ximenez de), né à Cordoue vers 1499, mort en 1579, le 16 février, à Mariquita (Nouvelle-Grenade). Il fonda Santa-Fé de Bogotá, le 6 août 1538.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

puissants antagonismes, avaient pénétré, dès la première heure, parmi les « citoyens » de l'*Athènes du Sud-Amérique*. Ce beau nom qu'Humboldt lui donna quelques années plus tard, la Santa-Fé de la fin du dix-huitième siècle s'attachait déjà à le mériter. Elle était alors, du moins au titre des lettres et de l'esprit, la ville la plus brillante du Nouveau Monde.

L'archevêque vice-roi Caballero [1] avait su donner une impulsion aussi favorable au commerce et à l'agriculture qu'à l'instruction publique du pays. Son administration, d'un humanitarisme surprenant pour l'époque [2], fut continuée de 1789 à 1797 par D. José de Ezpeleta [3], le plus progressite et le plus avisé des fonctionnaires coloniaux en un temps où les Revilla Gijedo au Mexique et les O'Higgins [4] au Chili, se faisaient remarquer par leur sagesse et leur libéralisme. Des artistes, des professeurs, des ingénieurs, dont un français, d'Elhuyart [5] qui renouvela l'essor de l'industrie minière en Nouvelle-Grenade, arrivèrent d'Europe. Des hôpitaux, des hospices furent établis dans les grandes villes. Ezpeleta autorisa à Santa-Fé la création d'un collège supérieur pour les filles, le premier de ce genre qui se fût encore fondé dans la colonie et dont une femme, « illustre tant par la naissance que par la noblesse des sentiments », —

1. Caballero y Gongora (Antonio), archevêque et vice-roi de la Nouvelle-Grenade de 1782 à 1789.

2. Caballero s'occupa, pour la première fois dans le Nouveau Monde, d'organiser une Assistance publique obligatoire.

3. Ezpeleta y Veire de Galdeano (José de), né à Pampelune en 1741, gouverneur de Cuba de 1785 à 1789. Vice-roi de Nouvelle-Grenade de 1789 à 1797. Rentré en Espagne, il fut nommé l'année suivante vice-roi de Catalogne. Fait prisonnier par les Français en 1809, il ne revint dans sa patrie qu'en 1815. Ferdinand VII le nomma capitaine-général de Navarre. Mort en 1823.

4. O'Higgins (Ambrosio), marquis d'Osorno, gouverneur et capitaine-général du Chili de 1788 à 1796, puis vice-roi du Pérou de 1796 à 1801.

5. Elhuyart ou Elhuyar (José d') chimiste d'origine française, étudia ainsi que son frère Fausto à Freiberg vers 1780. Fausto étudia aussi la chimie à Upsala sous Bergmann. Il amena dans la Nouvelle Espagne, où il devint directeur général des mines de Mexico, des mineurs de la Saxe, tandis que José son frère était directeur des mines à Santa-Fé. C'est là que ce dernier trouva la mort vers 1802. Son fils Lucien d'Elhuyart fut l'un des héros de la guerre de l'Indépendance.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

comme la qualifiait le vice-roi lui-même, — Doña Clemencia de Caicedo, dirigea l'organisation. Des écoles publiques s'ouvrirent dans toutes les paroisses importantes. La faculté de médecine de la capitale s'enrichit d'un cabinet de physique des plus complets et de divers laboratoires.

L'université de Santa-Fé atteignit à cette époque à son apogée. Mútis était le doyen d'un corps enseignant qui comptait des juristes comme Camilo Tórres [1] ou Joaquin Camacho [2], des philosophes comme Félix Restrepo [3], des humanistes comme Zéa, [4] également remarquables par la perfection, l'originalité et la hardiesse de leur enseignement. Les étudiants, souvent à peine moins âgés que leurs maîtres, composaient une pléiade admirable d'ardeur et d'intelligence, qui s'apprêtait à joindre à l'auréole du savoir, dont Francisco Joséf de Cáldas [5], par exemple, resplendissait déjà, celle du martyre patriotique. L'histoire a dû se charger de dresser le palmarès immortel de cette jeunesse dans les rangs de laquelle se recruta la majorité des *Proceres*, les « grands seigneurs de l'Indépendance ».

Antonio Nariño allait en ouvrir bientôt la liste glorieuse. On pourrait considérer sa vie, où les hasards les plus heureux alternent avec d'incroyables traverses, comme une sorte de tableau symbolique de la destinée qui guettait les artisans de la Révolution américaine. A la fois homme de pensée et d'action, littérateur, journaliste, diplomate, tribun, conspirateur, guerrier, tacticien et dictateur, il apporte à ces multiples activités, exigées sans doute par la complexité de l'œuvre colossale que prétendirent accomplir les Proceres, le courage, la persévérance, cette sorte d'aper-

1. V. *infrà*, liv. II, ch. III.
2. *Id.*
3. Félix Restrepo, né à Envigádo (Nouvelle-Grenade), en 1760. Professeur de philosophie aux universités de Santa-Fé et de Popayan. Il contribua en 1811 à la défense de cette place. Mort en 1832.
4. V. *infrà*, liv. II, ch. I.
5. Cáldas (Francisco Joséf de), dit *El Sabio Cáldas*, né à Popayan en 1771, fusillé à Santa-Fé le 29 octobre 1816. V. *infrà*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tise aussi, dont les naïvetés inattendues déconcertent, qu'ils posséderont chacun à des degrés divers sans doute, mais à peu près communément. Nariño y joint toutefois l'atticisme, la gentilhommerie, l'humour qui sont les caractéristiques de sa race et des habitants de sa ville natale [1].

Il était venu au monde à Santa-Fé, le 14 avril 1765, d'une famille patricienne originaire d'Andalousie et depuis longtemps établie en Nouvelle-Grenade. Après de remarquables études au collège de San Bartolomé, qui partageait, avec celui du Rosario, le privilège de recevoir les jeunes gens de l'aristocratie, Nariño fut nommé par le vice-roi Ezpeléta, auprès de qui sa famille avait accès, au poste important de « trésorier des dîmes ». Ses compatriotes l'élurent quelque temps après, malgré son jeune âge, alcade en second de Santa-Fé. La surveillance de vastes cultures de tabac, de cacao et surtout de quinquina, à laquelle il s'adonna ensuite, ne l'empêchait pas de compléter ses études. Il les poussa si loin qu'il acquit bientôt une réputation justifiée de savant hors de pair parmi tant d'autres savants. Nariño avait, ce qui n'était pas rare dans son milieu, des notions littéraires et scientifiques extrêmement étendues et variées, mais il les possédait avec une parfaite maîtrise, et, naturaliste de premier ordre, théologien consommé, il savait encore de la médecine tout ce qu'on en pouvait connaître alors dans les meilleures facultés européennes.

On vantait la bibliothèque de près de 6.000 volumes que le jeune santaféreño était parvenu à réunir dans la grande maison familiale de la *plazuela de San Francisco* [2], grande, un peu basse et tassée sous sa toiture de tuiles grises, d'un seul étage, au portail surmonté d'un écusson de pierre et dont les pièces, éclairées de larges fenêtres à barreaux ouvragés, ouvraient à l'intérieur sur une large cour dallée de mosaïques. C'est là qu'aux crépuscules athéniens des belles jour-

1. Cf. A. Torres, *La Estatua del Precursor*, t. II, p. 6.
2. Arturo Quijano, *Casas historicas de Bogotá* dans le *Boletin de Historia y Antiguedades*, t. III, p. 367.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

nées de la Savane étendue comme une nappe immense, semée de riches cultures et de jardins, aux pieds de la capitale grenadine, Nariño recevait dans sa « librairie » toute une jeunesse ardente aux questions et communiant dans la confiance et l'allégresse qu'inspirent les convictions enthousiastes et la fraîcheur de l'idéal. Un portrait de Franklin dans un cadre d'ébène ornementé d'écaille et d'ivoire, se détachait en bonne place sur le mur de papier peint, parmi les cartes, les figures à la silhouette que la mode avait introduites depuis peu, les estampes représentant des scènes empruntées à l'histoire de la Grèce et de Rome, au-dessus des rayons cédant au poids des livres et des manuscrits. Des sofas et des fauteuils d'acajou tapissés de damas jaune pâle; deux globes aux armatures de cuivre, une machine électrique, entouraient la vaste pièce dont le centre était occupé par de grandes tables aux tapis verts sur lesquelles on posait bientôt les flambeaux d'argent allumés[1].....

La lecture à haute voix, le commentaire des littérateurs et des philosophes français dont Nariño possédait parfaitement la langue et pour lesquels il était passionné, composaient le programme habituel de ces soirées. Dans les temps de repos, Nariño faisait à ses hôtes les honneurs de son laboratoire de physique ou de la petite imprimerie qu'il avait aménagés lui-même dans deux cabinets attenants à la bibliothèque. Il exerçait sur son auditoire, chaque fois plus nombreux, où venait souvent prendre place quelque étranger de passage, Espejo par exemple, le jeune rédacteur du *Luciano* de Quito[2], un ascendant, un prestige extraordinaires. De taille moyenne et bien prise, le teint clair, les cheveux entourant, en boucles blondes, l'ovale allongé d'un visage dont les yeux bleus légèrement saillants, les lèvres voluptueuses et le menton

1. D'après l'Inventaire de confiscation des biens de D. Antonio Nariño, effectué à Santa-Fé le 29e d'août 1794 par l'Alguazil Mayor de la cour, publié dans Posada et Ibañez : *El Precursor*, pp. 161 et ss.

2. V. Villavicencio, *Geografia de la Republica del Ecuador*. New-York, 1858, p. 186.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

un peu lourd eussent donné à la physionomie trop de mollesse sans le contraste d'un front large, osseux et la courbure d'un nez fort et volontaire[1], Nariño s'exprimait avec une éloquence dont la séduction est restée proverbiale.

Ses biographes, d'ailleurs peu nombreux[2], assurent que ce fut à ces réunions que les futurs tribuns de la Révolution s'initièrent aux formules, exhumées alors d'un classicisme parfois discutable, par les assemblées françaises et dont on usa depuis en Amérique avec tant d'abondance. La culture affinée de Nariño s'y complaisait cependant avec une ardeur superstitieuse pour tout ce qu'elles lui semblaient contenir de vertu secrète : si l'on voulait abattre « l'hydre de la tyrannie » et faire valoir « les droits sacrés d'un peuple libre » ne serait-il pas efficace d'acclimater de ce côté de l'Atlantique, ces métaphores jacobines dont l'emploi consacrait en France les victoires de la Révolution ? Tout ce qui pouvait en rappeler les origines et la genèse semblait à Nariño d'une opportunité précieuse. C'est ainsi qu'il projetait de fonder une « Société littéraire », dont auraient fait partie les meilleurs esprits de Santa-Fé et pour laquelle il désirait aménager une salle uniquement ornée d'inscriptions empruntées à Rousseau, Voltaire et Montesquieu.

Une rencontre, fortuite en apparence, comme le sont presque toujours celles d'où résultent les plus formidables événements, en fournissant à Nariño l'occasion de continuer l'épreuve de sa tactique favorite, allait

1. Portrait de Nariño par Espinosa, peintre colombien de l'époque, au Musée national de Bogotá.

2. Vergara, *Vida y escritos del General Antonio Nariño*. Bogota, 1859 (l'ouvrage devait avoir deux volumes, mais le tome II n'a jamais paru). L. S. Scarpetta y Vergara, *Diccionario biografico de los Campeones de la Libertad*. Bogotá, 1879, article Nariño. Vergara y Vergara, *Historia de la Literatura, etc.*, ch. XI. — V. aussi Becerra, *Vida de Miranda*, t. I, pp. 111 et ss. Posada et Ibañez, *El Precursor* (Biblioteca de Historia Nacional), Bogota, 1903, important recueil de documents sur la vie de Nariño, précédé d'une éloquente préface de M. Posada. — Vergara y Velasco, *Historia Patria*. Bogotá, 1910, pp. 19, 243-248, 274, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

donner toute la mesure de la puissance germinatrice des manifestations de la pensée française et justifier la prophétie que venait de formuler André Chénier : « La révolution qui s'achève parmi nous est grosse des destinées du monde[1]. »

Nariño travaillait, un soir des premiers mois de 1794, dans sa bibliothèque, lorsqu'on vint l'avertir que le capitaine de la garde, Rodiguez de Arellano, avec lequel il était en relations, demandait à le voir. Nariño reçut sa visite et l'officier, connaissant le goût de son ami pour les livres français, lui remit un ouvrage que le vice-roi venait de recevoir, qui l'intéresserait sans doute et qu'il lui recommanda de tenir secret, à tout hasard, l'Inquisition, dont la discipline s'était, il est vrai, quelque peu relâchée, pouvant être malgré tout tentée d'en prendre ombrage... C'était, en trois volumes, l'*Histoire de l'Assemblée constituante*, de Salart de Montjoie. Arellano parti, Nariño ouvrit le tome troisième. Il contenait le texte *in-extenso* de la *Déclaration des Droits de l'Homme* qu'il avait jusqu'à ce jour vainement essayé de se procurer et qui lui paraissait être le nouveau *Décalogue* en qui se résumaient les principes sublimes de la « société régénérée ». Tous ceux qui suivaient alors les événements dont la France et l'Europe venaient d'être le théâtre, éprouvaient, d'ailleurs, quelque chose de ce sentiment et beaucoup s'étaient trouvés entraînés dans le « tourbillon électrique » dont avait parlé Mirabeau. Nariño, dès cet instant, en subit l'influence. Dans un transport de mystique enthousiasme, il pressentit l'effet prodigieux que produirait sur ses compatriotes la diffusion de ces Tables de la Loi de la Révolution et résolut de les publier.

La presse qu'il avait installée était toute prête. Nariño consigna sa porte, ne « croyant pas mal faire de s'enfermer ainsi chez lui » — devait-il dire malicieusement, quelques semaines plus tard, dans sa défense — « puisqu'il en faisait autant pour lire la Sainte Bible[2] » ; il

1. *Avis aux Français*. 28 août 1790.
2. Défense de Nariño devant le Suprême Tribunal de l'Audience de Santa-Fé. Septembre 1794, dans *El Precursor*, p. 96.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

traduisit d'un trait les dix-sept articles de la Déclaration et se mit aussitôt à l'ouvrage. En quelques jours, la plaquette, « imprimée en petite bâtarde, sur gros papier brun de format in-quarto et à très grandes marges[1] », était tirée à milliers d'exemplaires, distribuée, copiée, reproduite à profusion dans la ville, en province et bientôt répandue dans les capitaineries voisines et jusqu'aux confins du Mexique et de la Terre-de-Feu.

La portée de l'écrit fut immense. Il marque clairement dans le Nouveau Monde le point de départ d'une ère nouvelle. C'est de l'apparition de ces feuillets aux humbles lettres malhabiles et presque imprécises, que date la confirmation ou l'éclosion définitives de la notion d'indépendance dans l'âme de tous les protagonistes de l'insurrection prochaine. Il semble qu'ils aient puisé dans les vertus de cette charte, qui condensait en quelques lignes, auréolées du prestige de la Révolution française et de la captivante volupté du fruit défendu, la force et la foi nécessaires à leur grande entreprise. Jaillie de l'instinct même de la race qui se servait de l'initiative du plus convaincu de ses enfants pour rallier les volontés indispensables, c'était la voix

1. Circulaire du capitaine général de Vénézuéla aux prélats et gouverneurs de provinces, ordonnant la saisie de tous exemplaires en circulation d'un pasquin séditieux propre à tromper les gens de peu d'entendement, sous le titre. « *Les Droits de l'Homme* ». Caracas, le 1er novembre 1794. *Documentos para la historia de la Vida Publica del Libertador*, t. I, p. 192.

Les *Documentos* etc., qui comprennent 14 volumes in-4° ont été publiés à Caracas de 1875 à 1877 par José Félix Blanco et Ramón Azpurúa sur l'ordre du général Guzmán Blánco, président des États-Unis du Vénézuéla. C'est une réédition considérablement augmentée du recueil similaire en 22 volumes petit in-12, que firent paraître de 1826 à 1830, également à Caracas, les vénézuéliens Mendoza, Yánes et Guzmán. Bolivar avait autorisé ses compatriotes à prendre copie dans les archives colombiennes de tous les documents officiels relatifs à sa vie publique. José Blánco et Ramón Azpurúa en y ajoutant des extraits d'un grand nombre de documents et d'ouvrages inédits concernant le Libertador et l'Amérique du Sud ont fait de leur recueil une publication particulièrement précieuse pour l'histoire de l'Émancipation des Colonies Espagnoles.

Les renvois aux *Documentos* seront désignés dans le cours de cet ouvrage par l'initiale **D** suivie de la mention du volume et du numéro d'ordre du document cité.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

des détresses passées et présentes des peuples d'Amérique, de leurs aspirations infinies vers le bonheur qui, secouant de sa léthargie la terre des Andes, l'éveillait à l'aurore de la Liberté !

La vie de Nariño devient dès lors, comme l'écrivait plus tard le capitaine anglais Stuart Cochrane, « un véritable roman et ses souffrances dépassent la commune mesure[1] ». La « divulgation des dix-sept articles de la Déclaration » lui valut, suivant ses propres paroles, « autant d'années de bastille[2] ».

Devant la tempête déchaînée par le « pasquin séditieux », l'indulgence du vice-roi dut faire place à la rigueur. Il ordonna d'arrêter Nariño en même temps qu'une dizaine de ses amis, parmi lesquels Zéa et deux français, Louis de Rieux et Emmanuel de Froës[3], l'un et l'autre docteurs en médecine de la Faculté de Montpellier, « liés avec Nariño — dit le réquisitoire[4], — familiers des réunions de la plaza de San Francisco et partisans décidés du régime actuel de la France et d'établir ici une république indépendante à l'instar de celle de Philadelphie ». Le tribunal de l'Audience infligea aux accusés la peine de la déportation dans les bagnes d'Afrique. Nariño fut naturellement traité avec le plus de rigueur : ses biens confisqués et vendus à l'encan, sa famille proscrite, il s'entendit condamner à dix ans de présides.

Profitant toutefois d'un défaut de surveillance, à l'arrivée à Cadix du navire sur lequel on l'avait embarqué, Nariño parvient à s'enfuir. Il gagne Madrid et y retrouve des parents influents qui sollicitent et obtiennent sa grâce. Il se fait présenter à Godoy, plaide devant lui la cause de l'Amérique avec trop de chaleur et, ne

1. *Journal of a residence and Paralels in Colombia during the Years* 1823 *and* 1824 by Capt. Ch. St. Cochrane of the Royal Navy. London, 1825.

2. *El Precursor*. Préface p. 13.

3. Froës (Emmanuel de), né à Saint-Domingue en 1779 revint en Nouvelle-Grenade en 1810. Il embrassa avec ardeur la cause de la révolution, suivit Nariño durant la campagne de 1813, fut ensuite prisonnier à Puerto-Cabello et après 1820, élu sénateur de Colombie. Il mourut à Bogotá en 1840.

4. *El Precursor*, pp. 119-121.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

se sentant plus en sûreté à la cour, il gagne la frontière, arrive en France, est reçu par Tallien qui ne peut lui donner que de bonnes paroles et passe en Angleterre où Pitt essaye sur lui l'insidieuse séduction de sa politique. Désespérant de trouver un appui auprès des gouvernements européens, Nariño se décide alors à retourner dans son pays.

Un voyage interminable, pendant lequel il endure des privations de toute sorte et d'inouïes souffrances, le ramène à Santa-Fé en 1797. Découvert, arrêté de nouveau, renvoyé cette fois sous bonne escorte à Madrid, il y passe plusieurs années en prison. Il est gracié, peut-être s'évade, on ne sait, mais on le retrouve à Santa-Fé en 1809. Le lendemain de son arrivée, il est dénoncé au vice-roi Amar y Borbón [1] qui le fait réembarquer pour l'Espagne. Mais sur le Magdaléna, il s'échappe encore. On le reprend à Sainte-Marthe. Conduit à Carthagène, il passe près d'un an, les fers aux pieds et six mètres de chaîne à la taille, dans les terribles *bóvedas*, ces voûtes sinistres, aménagées sous les remparts au ras de l'Océan, déjà célèbres et qui le devinrent plus tragiquement encore avec la guerre de l'Indépendance.

Le soulèvement de 1810 rend pour un temps la liberté à Nariño. Entraîné dans la tourmente révolutionnaire, successivement rédacteur caustique et éloquent du journal *La Bagatela* dont les articles exaltent le civisme chancelant des Grenadins, président du nouvel État de Cundinamarca, poussé à la guerre civile, enfin général brillant en dépit des fautes inévitables de sa trop hâtive expérience militaire, héros de la célèbre campagne du Sud qu'un peu plus de bonheur eût rendue décisive, Nariño donne alors toute la mesure d'une âme antique. Porté en triomphe par le peuple, installé dans le palais même des vice-rois qui l'avaient fait naguère emprisonner, il est quelques mois plus tard, bafoué, honni de tous, menacé; au sicaire qu'il découvre un soir caché dans sa maison, il remet tranquillement les clés

1. Amar y Borbón (Antonio), vice-roi de Nouvelle-Grenade de 1803 à 1810.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de la porte « afin, lui dit-il, que vous puissiez fuir en sûreté votre crime accompli ». — « Non, je ne saurais tuer Nariño » s'écrie le misérable, désarmé par tant de sérénité. — « Asseyez-vous, en ce cas, réplique l'autre et causons des choses de la patrie. » Et lorsque, vaincu devant Pasto, le 12 mai 1814, son armée dispersée, fugitif lui-même, après avoir erré durant trois jours dans la montagne, il est tombé entre les mains de ses ennemis et ramené au milieu des huées homicides de la populace royaliste c'est encore avec un mot à la Marius qu'il fait reculer les assassins : « Me voici, je suis le général Nariño. »

La captivité que subit alors le *Prócer* fut la plus abominable qu'il eût encore endurée. Durant trois années on le traîna des cachots fétides de Pasto aux malsaines prisons de Quito et du Callao, d'où, sur un mauvais voilier qui mit près de dix mois à atteindre les côtes d'Espagne, enchaîné, brûlant de fièvre, à peine nourri, le malheureux fut cent fois sur le point d'expirer. A Cadix, il passe encore quatre ans terribles dans une geôle de la *carcel real*, « au secret, presque nu, avec pour seuls aliments ce qui restait de l'ordinaire des malades de l'infirmerie [1] ». En 1820, l'insurrection espagnole le tire enfin de prison. Moins de deux mois après, Nariño, n'ayant rien perdu de son énergie, présidait dans l'île de Léon un club révolutionnaire dont faisaient partie Quiroga [2], Riego [3] et Alcalá Galiano [4] et dénonçait dans de violents articles les « cruautés du général Morillo [5] » qui s'épuisait à ce moment à la reconquête de la Côte-Ferme.

Toujours surveillé cependant par la police, Nariño

1. Défense de Nariño devant le sénat de la République de Colombie le 14 mai 1823, dans *El Precursor*, p. 551.

2. Quiroga (Antonio), général espagnol, l'un des chefs du soulèvement de 1820, né en 1784, mort en 1841.

3. Riego (Rafaël del), général espagnol, l'un des chefs du soulèvement de 1820, né en 1785, pendu à Madrid le 7 novembre 1823.

4. Galiano (Antonio Alcalá), littérateur et homme politique espagnol, né en 1789, mort en 1865. Prit part avec Quiroga et Riego à l'insurrection de 1820. Il devint ministre de l'Instruction Publique en 1864.

5. C'est à ces « Lettres » signées du pseudonyme Enrique Somoyar que répondent les *Mémoires du général Morillo*. V. *infrà*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

se réfugiait à Gibraltar et se voyait élire, par les soins du gouvernement d'Espagne, aux fonctions de représentant provisoire aux Cortès pour la Nouvelle-Grenade, « ce qui me place, mandait-il à l'un de ses correspondants [1], dans la plus étrange des situations, puisque les tribunaux de la Péninsule voudraient me faire reconduire à mon ancien domicile de Cadix et que je me trouve être en même temps, une fraction de la souveraineté espagnole !... »

Nous reverrons Nariño, vice-président de la République de Colombie en 1823, obligé de se défendre devant le Congrès de Cúcuta contre de calomnieuses et perfides attaques, retrouvant, pour confondre ses accusateurs, les accents encore vibrants de son éloquence des meilleurs jours et mourant enfin cette année même, à Leiva dans la solitude et l'abandon, en léguant à la postérité ces suprêmes paroles : « J'aimai ma patrie, l'histoire dira ce que fut cet amour [2]. »

V

Dans les « Défenses » qu'il dut présenter, en 1797 et en 1809, au Tribunal de l'Audiencia et, en 1823, devant les membres du Congrès colombien, Nariño fait de fréquentes allusions aux négociations qu'il tenta d'engager en Europe pour obtenir des secours en faveur des habitants de la Nouvelle-Grenade. Il est intéressant d'y retrouver le témoignage des grands espoirs que fondaient les Américains sur l'appui de l'étranger.

Ceux d'entre les colons qui rêvaient de liberté pour leur patrie et qu'une si notable supériorité de culture séparait de la masse, sans méconnaître pour cela les aspirations et les énergies latentes du peuple, s'étaient de bonne heure convaincus des avantages que l'assistance européenne pourrait réserver à la cause de l'indé-

1. Lettre à Zéa. Gibraltar, 1er juin 1820, dans *El Precursor*, p. 481.
2. Testament de Nariño dans VERGARA, *Vida y escritos*, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pendance. L'exemple des États-Unis venait de confirmer la justesse de ces prévisions. Les Colonies espagnoles, où les divisions et les jalousies originelles facilitaient à un si haut degré à la métropole le maintien de sa domination, où il s'en fallait aussi que l'ensemble même des créoles fût disposé à souhaiter un changement de régime, manquaient pourtant infiniment plus que l'Amérique du Nord « de la force que donne l'unité dans l'étendue territoriale et de la résolution unanime de la population[1] ». C'est donc par des secours étrangers que les champions de l'indépendance sud-américaine avaient résolu de suppléer à cet état de choses. Les Comuneros avaient ouvert la voie, et Nariño, dès lors que les circonstances lui permettaient de s'instituer le porte-parole de ses compatriotes, ne pouvait manquer de renouveler la tentative de 1784.

Soit qu'un attachement intime l'attirât de préférence vers la patrie des *Droits de l'Homme*, ou qu'il se sentit assez de dons de persuasion pour espérer y gagner des partisans à une cause répondant essentiellement aux principes de la République française, c'est à Paris que résolut tout d'abord de se rendre Nariño. On était à l'automne de 1795, et ses amis de Madrid lui avaient remis, paraît-il, des lettres d'introduction auprès de la belle Teresa Cabarrus, que Tallien avait épousée quelques mois plus tôt. Le célèbre conventionnel reçut Nariño, qui lui confia ses projets et lui demanda d'intervenir en leur faveur auprès du Directoire, mais le rapprochement avec l'Espagne que venait de consacrer la paix de Bâle (14 juillet 1795), les dangers qui menaçaient encore la France, étaient d'insurmontables obstacles aux désirs du jeune sud-américain. Tallien avait d'ailleurs perdu tout prestige, il était déjà presque usé et sans rôle politique. Nariño n'insista pas davantage et partit pour Londres, où s'offraient de meilleurs espoirs.

L'Angleterre s'était toujours intéressée aux Colonies espagnoles, et leurs habitants avaient été, depuis les temps les plus reculés, amenés à considérer la Grande-

1. GERVINUS, *op. cit.*, t. VI, liv. IV, ch. Ier.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bretagne comme la seule puissance étrangère dont ils pourraient directement attendre quelque changement à leur condition. Dès l'établissement de l'empire espagnol au Nouveau Monde, l'entretien de relations commerciales suivies avec les marchés sud-américains s'était d'autre part imposé à la « grande île marchande » qu'est l'Angleterre, comme l'un des axiomes fondamentaux de sa politique extérieure. C'est à le faire prévaloir, en dépit de tous les obstacles, de toutes les considérations même qui, plus d'une fois, auraient pu lui en commander l'oubli, qu'elle appliqua, à travers les siècles, sa prudence calculatrice et sa persévérante autant qu'ingénieuse volonté.

La séquestration dans laquelle le Portugal et l'Espagne maintenaient leurs établissements, détermina l'Angleterre à favoriser l'institution, dans la mer Caraïbe et le golfe du Mexique, d'un système de contrebande, auquel la prise de la Jamaïque en 1655 permit de donner une véritable organisation. Les flottes d'Espagne et surtout les corsaires français, qui, souvent, entravèrent le fonctionnement de ce trafic illicite, cessèrent toutefois d'y mettre sérieusement obstacle pendant la longue période des guerres de la Succession.

A ce moment aussi, les communications entre l'Espagne et les Colonies s'espacèrent et finirent par s'interrompre. Les Anglais en profitèrent pour s'emparer de tout le commerce de l'Amérique et s'y ménager une popularité précieuse. Des agents secrets s'y employaient partout avec zèle, et les colons en vinrent à se convaincre de la nécessité d'entretenir de bons rapports avec la puissante Angleterre. Cette notion pénétra même parmi les indiens du Pérou, persuadés, sur la foi d'une tradition remise fort à propos en honneur, que « les Incas seraient rétablis par le peuple d'Inglaterra [1] ». La diplomatie britannique s'occupait en même temps à faire consacrer ces succès par les métropoles européennes. La convention de Methuen (1703), en ouvrant aux navires anglais tous les ports du

1. GERVINUS, *ibid.*, p. 63.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Portugal, avait fait du Brésil une véritable colonie pour la Grande-Bretagne [1]. La cour de Madrid se laissait arracher entre temps des concessions intéressantes, telles que l'exploitation du campêche dans la baie de Honduras et au Yucatán. Enfin, à la paix d'Utrecht en 1713, l'Angleterre acquit des droits d'une portée considérable.

En même temps qu'elle obtenait l'autorisation d'envoyer une fois l'an, ses vaisseaux à Vera-Cruz et Porto-Belo, ce qui la mettait à l'aise pour faire à ses rivaux une concurrence désastreuse, le traité dit de l'*Asiento*, lui conférait le privilège exclusif d'introduire dans l'Amérique du Sud les nègres nécessaires aux plantations et aux mines, privilège qui devenait un prétexte opportun à l'établissement de comptoirs sur les côtes de la Plata et de la Nouvelle-Grenade. L'Espagne, il est vrai, s'était réservé une quote-part dans le trafic des esclaves, et des droits de contrôle sur les « vaisseaux de permission », mais ces conventions prêtaient à des équivoques, et l'Angleterre ne se fit pas faute d'interpréter plus d'une fois les clauses des traités au gré de ses convoitises.

La tension profonde qui se manifesta dans les rapports anglo-espagnols à la suite des innombrables différends suscités par cette conduite, contribua à mettre aux prises les deux puissances à la mort de l'empereur Charles VI. Les Anglais éprouvèrent de sérieuses défaites dans la mer des Antilles. Une imprudente attaque de leur escadre contre les galions réfugiés dans la rade de La Guayra, fut vigoureusement repoussée, et les Espagnols vengèrent ensuite le bombardement de Porto-Belo en infligeant, durant l'héroïque défense de Carthagène (13 mars-5 mai 1740), les pertes les plus sensibles à la flotte de l'amiral Vernon [2]. Celui-ci laissa même au pouvoir de l'ennemi une série de médailles, que les commerçants de la Cité avaient fait

1. V. Bourgeois, *Manuel historique de Politique Étrangère*, t. I, ch. XI.

2. Vernon (Edward), marin anglais, né en 1684, mort en 1757. Vice-amiral en 1739.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

graver d'avance pour commémorer la reddition de la place[1]!

Le traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, mit fin aux hostilités, et les tendances pacifiques de Ferdinand VI permirent à l'Angleterre de renouer des relations avec les Colonies espagnoles; la contrebande reprit dans la mer des Antilles et les importations anglaises s'accrurent notablement dans la Plata et au Pérou. Bientôt les grands succès de la puissance navale britannique durant la guerre de Sept Ans (1756-1763) semblèrent lui assurer l'empire maritime; le « Pacte de famille », par lequel le roi d'Espagne faisait de nouveau cause commune avec les pires ennemis de l'Angleterre, dégageait le cabinet de Londres de tout scrupule à l'égard de sa politique américaine. Si les voies commerciales du continent espagnol ne lui restaient pas aussi largement ouvertes qu'il l'eût désiré, du moins pouvait-il en envisager avec confiance la conquête prochaine.

L'insurrection de l'Amérique du Nord et son succès final en 1783 compromirent pour un temps la réalisation de si belles espérances. Très éprouvée par la longue lutte qu'elle venait de soutenir, l'Angleterre revint cependant, avec autant d'obstination que d'énergie, à ses desseins traditionnels d'accaparement économique des Colonies espagnoles. Il fallait plus que jamais des débouchés au commerce britannique. Les Anglais reprirent ardemment leur œuvre de propagande. La révolte de Tupac-Amaru leur fournit l'occasion de remettre en circulation, parmi les populations indiennes, les traditions opportunes de relations antiques avec les Incas[2]. Les créoles fixèrent de plus en plus vers l'Angleterre des regards confiants. Londres devint leur centre d'attraction. Après la tentative qu'y avaient faite les Comuneros, à la fin de 1785, trois des membres

1. Becerra, *op. cit.*, p. 61 et B. Mitre, *Monetario argentino-americano*.

2. Les Péruviens transformaient par exemple leur premier Inca Manco-Capac en un « Incasman Copacac » de même que dans le Brésil les indiens de Coloculo disaient qu'un anglais du nom de Camaruru (homme de feu), avait été leur premier roi et législateur. Gervinus, *op. cit.*, p. 63.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les plus importants de l'aristocratie américaine, le comte de la Torre Cossio, le comte de Santiago et le marquis de Guardiola, disant agir « au nom de la ville et du royaume de Mexico », envoyaient un émissaire à Londres. Celui-ci, Francisco de Mendiola, était chargé de solliciter des cessions de munitions et d'armes en échange d'un traité de commerce des plus avantageux [1].

Les illusions de la jeune diplomatie sud-américaine offraient ainsi des possibilités nouvelles au réalisme averti des bureaux du Foreign Office. A Madrid, les ambassadeurs anglais reçurent l'ordre de multiplier les démarches auprès du premier ministre pour obtenir des concessions en faveur des négociants de la Grande-Bretagne.

Au moment où Nariño se voyait ouvrir les portes du palais de Godoy, celui-ci venait précisément d'être « durement sollicité » par le représentant de la cour d'Angleterre désireux de conclure au plus tôt un traité de commerce [2]. Cette impatience pouvait favoriser les projets de Nariño, qui partit alors pour Londres et ne manqua pas, dès son arrivée, de chercher à se mettre en rapport avec les ministres. Deux commerçants de la Cité le présentèrent à lord Liverpool. La rupture avec l'Espagne était imminente, et le jeune américain fut écouté avec complaisance. « Je fis — raconte-t-il [3] — un long exposé au secrétaire d'État des richesses de la Nouvelle-Grenade, tant pour lui prouver que j'étais bien informé de la situation du vice-royaume que pour le déterminer par l'intérêt des bénéfices qui s'offriraient au commerce de sa nation. » Lord Liverpool fit répondre quelques jours plus tard à Nariño que, « s'il était prêt à s'employer à ce que les Grenadins se donnassent à l'Angleterre, il mettrait à sa disposition une frégate de quarante canons, lui promettant, si l'opération réussissait, une fortune brillante et, dans le cas contraire, un asile sûr en pays anglais ». « Je repoussai catégori-

1. Lettre de créance de D. Francisco de Mendiola. Mexico, 10 novembre 1785. Record Office. *Chatham Correspondence*. N° 345.
2. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. IV, ch. VI.
3. Requête au vice-roi de Nouvelle-Grenade. *El Precursor*, p. 225.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

quement cette offre, ajoute Nariño, car mon plan ne pouvait être de laisser s'établir sur mon pays une autre domination, et je bornai ma requête à l'obtention de munitions et d'armes, en échange desquelles j'aurais pu décider mes compatriotes à consentir au gouvernement britannique certains avantages commerciaux [1]. »

La politique sud-américaine de l'Angleterre, qui se révélait de la sorte avec tant de décision, entre, dès lors, dans une phase différente. Elle ne poursuit plus seulement l'acquisition du commerce des Colonies espagnoles, mais le projet hardi de s'emparer de leurs territoires. Certain de l'adhésion des colons, qu'il se flatte d'obtenir à présent sans difficulté, le cabinet de Londres est aussi convaincu de leur faiblesse que de celle de leur métropole. En effet, les jésuites qui, après leur expulsion, avaient en grand nombre trouvé refuge en Angleterre et auxquels Pitt fournissait des subsides, se montraient prêts à servir aux Anglais d'instruments dociles dans une attaque contre le Mexique et lui peignaient, depuis quelque temps, la conquête des provinces d'Amérique comme une entreprise des plus aisées [2].

En attendant que l'occasion se présentât de donner à cette orientation nouvelle une portée effective, l'Angleterre en préparait l'avènement en s'emparant de la Trinidad (17 février 1797). La possesssion de cette île située vis-à-vis du delta de l'Orénoque et à quinze milles des côtes du Vénézuéla, facilita davantage la contrebande avec la Côte-Ferme et donna à cette institution une ampleur inaccoutumée. Plus de 400 navires y étaient employés. Puerto-Cabello seul, participait au trafic avec 100 goëlettes, tandis qu'auparavant il n'y avait jamais eu plus de 5 navires espagnols par an dans ce port [3]. Ces bâtiments prenaient la mer sous prétexte d'avoir à transporter des marchandises dans les colonies françaises ou neutres et rentraient dans leurs ports avec des papiers falsifiés dans les îles anglaises et que

1. *El Precursor*, p. 225.
2. Cf. CASTLEREAGH, *Correspondence*, t. v. II, pp. 260 et ss.
3. GERVINUS, *op. cit.*, p. 66.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la négligence des autorités espagnoles ne soumettait pas à un contrôle bien rigoureux[1]. En même temps qu'elle drainait de la sorte au profit de ses entrepôts des Antilles, tout le commerce de l'Espagne avec cette partie du Nouveau Monde, l'Angleterre pouvait surveiller de près la Nouvelle-Grenade et le Vénézuéla et s'assurer aussi la possibilité d'y diriger, jusqu'à un certain point, les événements.

C'est ce que le secrétaire d'Etat, lord Melville, fit entendre dès l'installation des autorités anglaises à la Trinidad, au gouverneur de l'île sir Thomas Picton. Le 26 juin 1797, ce dernier adressait à « tous les cabildos et habitants de la Côte-Ferme » une proclamation les assurant du concours de la Grande-Bretagne « en forces, armes et munitions », au cas où ils se résoudraient à « secouer l'oppression de leurs gouvernants. » La proclamation s'achevait sur cette phrase engageante : « Dieu daigne garder Vos Excellences et leur ouvrir les yeux ![2] »

Les conséquences de ces encouragements ne tardèrent pas à se faire sentir. Les communications constantes qui s'établissaient entre les différents ports de la Côte-Ferme et les Antilles surtout anglaises, régies par des principes beaucoup moins étroits que ceux de la politique espagnole, introduisirent parmi les colons instruits, des notions qui achevèrent de fortifier en eux le désir de l'indépendance[3]. Les Antilles anglaises devenaient, en outre, en cas de persécution, un asile évident d'où les *caudillos* pourraient, en toute sécurité, continuer à fomenter les tentatives insurrectionnelles.

C'est ainsi qu'il faut compter la politique anglaise, —

1. Gervinus, *op. cit*, p. 66.

2. Proclamation de Sir Th. Picton gouverneur de l'Ile de la Trinidad à tous les cabildos et habitants de la Côte-Ferme. Port d'Espagne, le 26 juin 1797. **D.**, t. Ier, 205.

3. Dès le milieu du dix-huitième siècle des succursales de la Grande Loge d'Angleterre s'établissaient aux Antilles anglaises. V. Rebold, *Histoire Générale de la Franc-Maçonnerie*. Paris, 1851, p. 157. Elles contribuèrent pour une large part à l'importation des doctrines philosophiques et de l'idée encyclopédiste dont nous avons vu les jeunes sud-américains devenir rapidement de si fervents adeptes.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

quels qu'aient été son égoïsme, ses variations ou ses équivoques — comme l'un des facteurs originels de la révolution sud-américaine.

Celle-ci était maintenant inévitable. La nouvelle ère de répression que Charles IV avait prétendu inaugurer contre la plupart des réformes de son prédécesseur portait au comble l'amertume et la haine des créoles. L'Inquisition poursuivait avec plus de sévérité que jamais, toute velléité intellectuelle. C'est de cette époque que date la fameuse déclaration échappée au zèle de quelque gouverneur et tant reprochée depuis, à l'Espagne : « Un américain n'a nul besoin de savoir lire. Qu'il lui suffise de révérer Dieu et son représentant, le roi d'Espagne. » On écartait de plus en plus les indigènes de tous les emplois publics et le ministère des Indes en vint jusqu'à nommer de Madrid, les fonctionnaires, même aux places les plus infimes.

A force de voir arriver, dans ce qu'ils considéraient à présent comme leur « patrie », des espagnols nécessiteux et ignorants, les créoles se prirent à mépriser ceux dont ils enviaient auparavant la qualité et la naissance. Une profonde scission apparut entre les indigènes et les *peninsulares* et *isleños* — les canariens, nombreux surtout dans les colonies septentrionales. L'anglais Stevenson[1] remarquait déjà, lors de son débarquement en Amérique, vers 1794, « la jactance » avec laquelle les créoles reniaient leurs origines et se proclamaient « Américains ». Les Espagnols répondaient à ce dédain par un dédain pire encore. Stevenson les entendait dire souvent « qu'ils aimeraient davantage leurs enfants s'ils n'étaient pas nés en Amérique ». Un peu plus tard, lorsque les premiers symptômes de la révolution se furent précisés, « les Américains assuraient volontiers qu'ils tueraient leurs enfants s'ils pouvaient croire qu'ils prendraient part à la révolte ». Ainsi se marquait le caractère inexorable de la lutte prochaine.

La cohorte des Proceres est partout anxieuse de se

1. STEVENSON, *Relation d'un séjour de vingt années dans l'Amérique du Sud*. Paris, 1826.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lancer à la conquête de son idéal. Pour tous cependant « l'action sera la sœur du rêve » et ce n'est qu'au prix d'inlassables efforts, qu'ils obtiendront cette indépendance pour laquelle tant de héros et de martyrs sont prêts à se sacrifier.

Le plus grand par le génie et le prestige, Simon Bolivar, n'attend, pour rentrer sur la grande scène de l'histoire, que l'ébranlement causé à la puissance espagnole par l'ambition conquérante de Napoléon.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE III

LE SERMENT DU MONT SACRÉ

I

Lorsqu'Alonso de Ojeda[1], accompagné d'Américo Vespuce[2] et d'une petite troupe d'aventuriers, atterrit en novembre 1499, sur les côtes, dites de Maracapana, reconnues déjà par Christophe Colomb l'année précédente, il y trouva une misérable petite cité lacustre, composée de quelques huttes élevées sur des pieux au-dessus des eaux stagnantes de ce qui fut depuis la lagune de Maracaïbo[3]. Ce fut probablement le florentin Vespuce que frappa le premier, la ressemblance de cette petite Venise, si inattendue, si humble et si lointaine, avec la Reine de l'Adriatique. Ojeda donna toutefois à la

1. Né à Cuenca vers 1465, accompagna Colomb, lors de son second voyage en 1493; fit en 1499 et 1501 deux voyages sur les côtes de l'Amérique du Sud. Fonda en 1508, à la tête d'une nouvelle expédition, San-Sébastián dans le golfe du Darien et mourut peu après à Saint-Domingue.

2. Vespucci (Amerigo), navigateur italien au service du Portugal et de l'Espagne, né à Florence en 1451, mort à Séville en 1512. La relation d'une partie de ses voyages fut publiée en 1507 à Saint-Dié, à la suite d'une *Cosmographiæ Introductio* par Martin Waldseemüller qui proposa de donner au nouveau continent le nom *d'Amérique*, car il paraît bien qu'Amerigo Vespucci a touché le continent avant Colomb lui-même.

3. V. Oviedo y Baños, *Historia de la conquista y población de Venezuela*, in-fol. Madrid, 1723, pp. 2 et ss.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

nouvelle terre, le nom — tendrement méprisant — de Vénézuéla, « pauvre petite Venise ».

Ayant poursuivi vers l'ouest leur exploration qui s'annonçait sous d'aussi peu brillants auspices, les *Découvreurs* ne rencontrèrent que des villages perdus au milieu des forêts hantées d'animaux féroces et dont les habitants hostiles ne possédaient aucun des objets d'or ou d'argent que l'on était venu chercher. Le résultat du voyage fut déplorable : les cinquante-cinq aventuriers n'eurent à se partager que cinq cents ducats[1].

La colonisation du Vénézuéla semblait donc devoir être aussi ingrate qu'improductive et l'on trouverait dans les efforts constants que firent cependant les souverains espagnols pour l'établir, une preuve éloquente des bonnes intentions qui les animaient. Ce n'est pas, comme on l'a dit longtemps sur la foi des premiers historiens, en compensation des grosses sommes d'argent qu'il devait aux Welser, que Charles-Quint afferma le Vénézuéla en 1528 à ces puissants banquiers d'Augsbourg. Ceux-ci offrirent au contraire leurs services à la Couronne et la confiance qu'on avait dans l'habileté des mineurs d'Allemagne « pour la découverte des veines d'or, d'argent et d'autres métaux qui se trouveraient dans les terres et les îles », détermina la reine Jeanne, alors régente du royaume, à passer avec Henri Ehinguer et Gérôme Sayler, mandataires des Welser, des conventions en vertu desquelles et moyennant certains titres et avantages, ceux-ci s'engageaient à verser au Trésor la plus grande partie des revenus qu'on espérait leur voir tirer de la colonie[2].

Lorsque ce privilège leur eut été définitivement retiré en 1556, des gouverneurs capables, dont les Villegas, Pimentel, Osorio, au seizième et au dix-huitième siècles, s'attachèrent de leur mieux à faire progresser le Vénézuéla. En 1728 et jusqu'en 1785, l'administration de

1. V. pour toute cette période de l'histoire du Vénézuéla, l'ouvrage si richement documenté et si consciencieux de M. Jules Humbert, *Les Origines Vénézuéliennes*. Paris, 1905.

2. Charte du 27 mars 1528. V. Humbert, *L'occupation allemande du Vénézuéla au seizième siècle*, 1905.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la *Real Compañia Guipuzcoana* parvint, en dépit des excès et des fautes de ses agents, à développer dans le pays, les éléments d'une prospérité que précisa la renaissance bourbonnienne. Enfin, les missions des Pères capucins, fondées en vertu de cédules royales, dès la fin du dix-septième siècle, dans les llanos de la Guyane et qui réunirent jusqu'à 25.000 indiens, n'eurent presque toujours en vue que le « bien-être des indigènes et la grandeur de l'Espagne [1] ».

La pénurie des exploitations minières fit toutefois négliger le Vénézuéla pour les colonies plus riches. En même temps que les Anglais et les Hollandais établissaient, surtout dans la Guyane, une contrebande à laquelle les habitants étaient durement asservis, les gouverneurs allemands et les capitaines espagnols, que possédait la même fureur d'enrichissement, se livraient à d'abominables cruautés sur les peuplades indiennes, dont la pacification ne fut d'ailleurs à peu près obtenue que vers le milieu du dix-huitième siècle. La première partie de l'histoire du Vénézuéla est beaucoup plus riche que celle des autres régions des Indes Occidentales en explorations folles d'audace, en équipées magnifiques et en terribles aventures. Pendant cent cinquante ans, les exploits des Alfinger [2], des Lope de Aguirre, d'Hohermuth [3], que « la fièvre de l'or », dit Herrera [4], « torturait au point qu'il en devint fou fu-

1. Humbert, *les Origines Vénézuéliennes*, *op. cit.*, p. 335.

2. Ou, suivant *l'Allgemeine Deutsche Biographie*, Dalfinger (Ambroise), aventurier allemand, fut chargé par les Welser d'Augsbourg d'aller occuper avec le titre de gouverneur, la côte du Vénézuéla. Parti de Séville en 1528, il aborda à Coro et fit en 1530 et 1532, des expéditions dans l'intérieur; durant la dernière, il atteignit le Magdaléna, et blessé dans un combat avec les indigènes, il revint mourir à Coro.

3. Hohermuth (Georges), connu aussi sous le nom de Georges de Spire, mort en 1540. Aventurier allemand, envoyé par les Welser pour remplacer comme gouverneur, Juan Alemán, mort en 1533; il quitta San Lúcar en 1544, aborda à Coro l'année suivante et partit immédiatement pour une grande expédition dans le sud qui dura jusqu'en 1538 et au cours de laquelle il atteignit les affluents de gauche de l'Orénoque. Il mourut au moment de partir pour une nouvelle expédition.

4. Antonio de Herrera, *Historia General de los hechos de los Castellanos en las islas y tierra firme del Mar Oceano*, 4 vol. in-f°, Madrid, 1601-1615. Cité par Humbert, *l'Occupation allemande*, etc., *op. cit.*, p. 56.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

rieux », de Federmann[1] et de tant d'autres, défrayent la sanglante et merveilleuse chronique de la Conquête.

Ce Federmann est, avec Jimenez de Quesada et Sebastian de Belalcázar[2], le héros de la coïncidence, sans doute la plus extraordinaire que puisse rapporter l'histoire. Poussé par le désir de s'emparer de l'Eldorado, Quesada quittait, le 6 août 1536, Sainte-Marthe avec 800 hommes et une centaine de chevaux ; à la même époque, Belalcázar qui, plus heureux que ses compagnons, avait fait au Pérou de riches captures, décidait d'entreprendre la découverte du pays prestigieux et partait à son tour ; Federmann, à travers les llanos interminables du Casanare et l'inaccessible barrière des Andes orientales, s'acheminait aussi à la même entreprise. A la fin de juillet 1538, les trois bandes, composées exactement du même nombre de survivants, 160, un prêtre et un moine, débouchèrent du nord, de l'ouest et de l'est, au même endroit de la Savane de Bogotá. Vêtus de cotonnades tissées par les indiens, ceux de Sainte-Marthe observaient avec étonnement les Vénézuéliens couverts de peaux de bête et les Péruviens habillés de soie, le casque orné de plumes. Ce fut un moment de stupeur indicible ! Les trois camps établis en triangle dans la plaine, semblaient se menacer « comme des bêtes féroces prêtes à se dévorer[3] ». Les moines enfin crient au miracle et, tombant dans les bras les uns des autres, les concurrents renoncent au massacre fratricide. On convint, moyennant cependant une rançon considérable, de laisser à Quesada le gouvernement du territoire....

1. Federmann (Nicolas), aventurier allemand envoyé au Vénézuéla en 1530. Il partit la même année pour un voyage dans le bassin nord de l'Orénoque et revint à Coro en 1531. De retour à Augsbourg il revint en 1535 au Vénézuéla et partit aussitôt pour l'expédition qui le conduisit sur le plateau de Santa-Fé. On ignore la date de sa mort. Il a écrit le récit de son premier voyage qui a été imprimé en 1577.

2. Belalcazar ou Benalcázar (Sébastien), conquistador espagnol, fils d'un bûcheron. Il accompagna les Pizarre dans la conquête du Pérou, prit possession de Quito et soumit le Popayán. Il mourut en 1540.

3. *Id.*, d'après Topf, *Deutsche Statthalter.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le conquistador Diego de Losada [1], après avoir soumis la tribu belliqueuse des Carraques, fonda en 1567, sous le nom de *Santiago de León de Carácas*, la ville qui devait être la capitale du Vénézuéla. Ses débuts contrariés par les luttes que les gouverneurs s'en allaient continuellement livrer aux indiens de l'intérieur, par les attaques des corsaires anglais et l'absence de toute vie économique, furent fort lents. Caracas comptait à peine 2.000 habitants en 1580 et l'historien Oviedo y Baños lui en donne au plus 6.000 en 1696. Uniquement intéressés par les souvenirs des barbaries héroïques de leurs ancêtres, occupés de distractions religieuses que l'imagination sombre des confréries s'ingéniait moins à varier qu'à multiplier sans cesse, isolés du monde, indolents et ignorants, les caraquenais, selon l'expression d'un écrivain vénézuélien [2], « vivaient d'une vie qu'on pourrait résumer en ces simples mots : manger, dormir, prier et se promener, mais ces quatre verbes, ajoute le même auteur, on les conjuguait à tous les temps ».

En accordant en 1728, à l'imitation de ce que faisaient les Anglais pour leurs colonies des Indes Orientales, à un corps de marchands des provinces basques du Guipuzcoa, le droit exclusif de « faire le commerce » aux Carraques et à Cumana, à condition d'équiper à leurs frais un nombre suffisant de vaisseaux pour purger la côte d'interlopes [3], Philippe V allait mettre enfin le terme à cette torpeur qu'entretenait d'ailleurs dans tout le pays. la nullité presque absolue de commerce avec la métropole. Pour en donner une idée, il suffira de noter que la *Casa de Contratacion* de Séville ne mentionne en ses *Noticias*, le départ d'aucun navire des ports du Vénézuéla pour l'Espagne de 1706 à 1722 [4]. La création des premières factoreries de la Compagnie

1. Mort à Tocuyo en 1569.
2. A. Rojas, *Leyendas historicas*, cité par Humbert, *op. cit.*, p. 149.
3. V. Soraluce y Zubizarreta, *Historia de la Real Compañia Guipuzcoana de Caracas*. Madrid, 1876. — Rojas, *Estudios historicos*. Caracas, 1891. — Humbert, *op. cit.*
4. Robertson, *Histoire de l'Amérique*, t. II, liv. VII, note XCVI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Guipuzcoa portait une atteinte fort grave à la contrebande étrangère. Aussi donna-t-elle lieu à des troubles populaires dont les Hollandais de Curaçao furent apparemment les instigateurs, mais que le gouvernement de la colonie, érigée dès 1733 en capitainerie générale, finit pourtant par étouffer.

Dès 1739 et jusqu'en 1749, malgré les services que la Compagnie fut amenée à prêter, durant cette période même, à l'Espagne alors en guerre avec l'Angleterre [1], la judicieuse administration de ses directeurs et de ses agents modifia complètement les conditions économiques de la province de Caracas et des contrées environnantes. Les forêts dangereuses, les marécages, les savanes arides firent place à des champs soigneusement labourés et arrosés. Les haciendas s'entourèrent de cultures savantes. Le café, le tabac, l'indigo et surtout le cacao, donnèrent de fructueuses récoltes. Des maisons bien construites, des magasins spacieux remplacèrent les repaires de pirates et les cabanes de pêcheurs de Coro et de Puerto-Cabello qui rivalisa depuis, avec les meilleurs ports de la Côte-Ferme. Caracas allait s'enorgueillir bientôt du titre de *Cadix occidentale* [2].

Cependant, la Compagnie se rendait odieuse à ceux dont elle avait assuré la prospérité. Ses représentants se conduisaient en despotes. Le bien-être rendait, d'autre part, les Vénézuéliens plus sensibles au traitement oppressif des fonctionnaires coloniaux. Les facteurs de la Compagnie se refusaient à toute concession. Des conspirations s'ourdirent. En 1749, les colons, aux yeux desquels la Compagnie étendant, jusqu'à l'extrême limite, les prérogatives qu'elle tenait de la Couronne, personnifiait de plus en plus une domination exécrée, se soulevèrent sous la conduite de Don Juan Francisco de León, « lieutenant de justice » auprès des populations de la vallée de Caucagua, à l'est de Caracas.

Les propriétaires et les paysans, dont le « capitaine

1. Le premier directeur de la Compagnie à Caracas, Iturriaga, dirigea la défense de La Guayra, lors de l'attaque de la flotte anglaise commandée par Knowles, le 3 mars 1743.

2. Cf. Rojas, *Estudios historicos*, pp. 145 et ss.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

León », consentit à devenir le chef, formèrent une troupe de 9.000 hommes qui, « tambours battants et bannières déployées », se mit en marche vers Caracas. Les insurgés, qui cédèrent tout d'abord devant les promesses du gouverneur, reprirent les armes en s'apercevant qu'on les avait trompés. Le capitaine général Ricardos [1] recourut alors à des mesures violentes, mais ce fut seulement en 1751 qu'il parvint à se rendre maître de la rébellion [2]. Rétablie dans ses privilèges, après un procès retentissant, la Compagnie subsista pendant vingt-cinq ans encore et, bien qu'elle eût perdu le suffrage des populations du Vénézuéla, elle n'en continua pas moins à jouer un rôle éminemment civilisateur.

L'institution de la Compagnie guipuzcoane avait beaucoup accru, durant la longue période de son fonctionnement, l'importance de l'élément basque dont les premières émigrations, dans cette région du Nouveau Monde, dataient des débuts même de la Conquête. Il y avait, en effet, bon nombre de basques aux côtés de Colomb et d'Ojeda. Les qualités de la « race millénaire mal à l'aise dans ses gorges pyrénéennes [3] », son humeur aventureuse, son intrépidité, son esprit pratique et sa constance, s'accommodaient essentiellement aux périls rémunérateurs des invasions nouvelles. La Conquête compta les basques parmi ses plus farouches et brillants capitaines en même temps que la Colonisation trouvait en eux ses agronomes les plus habiles.

Ils vont figurer encore, tant au Chili, à la Plata, au Mexique et dans le Haut-Pérou qu'au Vénézuéla, au premier rang des Proceres de l'Indépendance et c'est à la race des « géants de la montagne [4] » qu'appartient aussi Bolivar.

1. Ricardos (Felipe), gouverneur et capitaine général du Vénézuéla de 1752 à 1760.

2. León déclaré « rebelle et traître à la Couronne » fut emprisonné en Espagne où il avait été déporté avec ses deux fils. Il racheta sa peine en acceptant plus tard du service dans les armées envoyées pour réprimer la rébellion des colonies africaines. León s'y distingua par sa valeur et mourut à son retour dans la péninsule.

3. Michelet, *Notre France*.

4. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le premier représentant en Amérique de la famille du Libérateur porte son prénom même. En 1587, Simon de Bolivar[1], seigneur de la *Rementeria* de la « ville » de Bolivar en Biscaye, dont les aïeux s'étaient illustrés, au onzième siècle, dans les luttes contre les évêques d'Armentia et avaient combattu avec énergie pour le maintien des libertés du peuple basque[2], arrivait au Vénézuéla avec le gouverneur Don Diego de Osorio y Villégas, son parent[3]. Les hautes aptitudes de Simon de Bolivar lui valurent, en 1590, d'être envoyé, en qualité de « Procureur et Commissaire Royal », auprès de Philippe II et d'obtenir de ce souverain la concession de mesures jugées nécessaires pour le relèvement moral et matériel de la colonie. Les premiers historiens du Vénézuéla parlent déjà avec éloge[4] de cet ancêtre, qui ayant, à son retour, partagé avec Osorio la magistrature suprême, fonda des villes et des villages, distribua des terres, encouragea l'agriculture et le commerce autant qu'il était loisible en ces époques tragiques. Simon de Bolivar songea même à faire de Caracas, qui lui dut d'ailleurs ses armoiries (un lion ailé tenant une coquille sur laquelle figurait la croix de Saint-Jacques[5]), un centre intellectuel capable de rivaliser avec ceux qui commençaient à se former dans d'autres parties plus favorisées des Indes Occidentales[6].

1. Ou plutôt *Bolibar* — originairement *Bolibarjaúrregui* (prairie du moulin) Antonio de Trueba, *Venezuela y los Vascos* (dans la *Ilustracion Española y Americana*, 1876, étude reproduite par Rojas, *Origines Vénézuéliennes*, pp. 127 et ss. — « Le moulin, dit M. Humbert, avait réellement existé dans la riante prairie qui borde la petite rivière d'Ondarroa au pied du mont Oiz. Le *solar*, la « casa infanzona » des Bolibar, s'élevait dans la bourgade de ce nom où ils avaient bâti l'Église de Santo Tomás; composé de maisons dispersées sur les rives de l'Ondarroa et habité par six cents âmes environ, le « pueblo » actuel de Bolibar, à sept lieues de Bilbao, fait partie de la *anteiglesia* de Cenarruiza, l'une des cent-vingt-cinq petites républiques qui constituaient, avant l'abolition des « fueros », le Señorío de Biscaye ». *Origines Vénézuéliennes*, *op. cit.*, p. 59.

2. *Id.*

3. *Id.* — V. aussi Flórez de Ocariz, *Libro primero de las Genealogias del Nuevo Reino de Granada*, Madrid, 1664, t. I, p. 262.

4. Oviedo y Baños, *op. cit.*

5. Rojas, *Estudios historicos*, p. 138.

6. Humbert, *Orig. Vénéz.*, p. 63.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Alliés aux plus nobles maisons de Navarre, de Galice et d'Andalousie qui vinrent s'établir au Vénézuéla, telles que les Villégas, les Andráde, les Pónte, les Narvaéz, les descendants du « Procurador » ne déméritèrent pas de leur illustre origine. Ils firent construire à leurs frais le port de La Guayra, les principales routes, et fondèrent les belles colonies agricoles des vallées d'Aragua et du Túy, où, lors de la dispersion de la Compagnie guipuzcoane, les principales familles basques de la capitainerie s'étaient réunies en grand nombre. Défrichée sous leur direction, dès le commencement du dix-huitième siècle, cette vaste région, qui s'étend depuis le lac de Valencia jusqu'aux rives du Portuguesa et de l'Apúre, s'était couverte des plantations et des pâturages les plus riches du Vénézuéla. En 1722, Juan de Bolivar y Villégas y avait jeté les fondements de la ville de San Luis de Cúra[1]. Plusieurs « cédules du roi » confirmèrent à ses héritiers la « possession seigneuriale » des contrées d'alentour, où ils installèrent bientôt de florissantes haciendas.

Le petit-fils de Juan, Don Juan Vicente, marquis de Bolivar y Pónte, possédait, avec le domaine de Cúra, la seigneurie également patrimoniale d'Aróa. Il avait encore le titre de vicomte de Caporéte. Marié en 1773 à Doña Concepcion de Palacios Blanco, dame aussi de bonne noblesse et de grande beauté[2], il en eut quatre enfants[3],

1. Un mémoire rédigé à cette occasion en l'honneur de Juan de Bolivar y Villégas, énumère le titres de gloire non seulement du fondateur de Cúra, mais de ses ancêtres paternels et maternels, en remontant jusqu'aux premiers d'entre eux qui parurent au Vénézuéla. Il est mentionné pour la première fois par HUMBERT, *Origines Vénézuéliennes*, p. 34 qui l'a consulté à l'*Archivo Nacional historico* de Madrid et porte le titre suivant : *Relacion de los meritos y servicios de D. Juan de Volibar Villegas, Poblador y Fundador de la villa de S. Luis de Cura, en la provincia de Venezuela, en obsequio de Su Majestad, y los de su padre y demas ascendientes por ámbas lineas.* Madrid, Arch. Nac., dossier 848.

2. O'LEARY, *Memorias*, t. I, ch. I, p. 3.

3. 1° Juan Vicente, né en 1788 à Caracas, mort en mer en août ou septembre 1810 (V. *infrà*), il eut trois enfants : Juana, Félicia, qui épousa le général Laurencio Silva et Fernando mort sans postérité.

2° Maria-Antonia qui épousa Pablo Clemente y Palacios.

3° Juana, mariée à Dionisio Palacios.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dont le dernier, Simon, vint au monde à Caracas, dans la nuit du 24 au 25 juillet 1783[1].

La vie coloniale se ressentait alors au Vénézuéla aussi heureusement qu'ailleurs, des réformes de Charles III. L'aisance était générale. Le commerce prospérait. Les douanes faisaient rentrer d'importants revenus dans les caisses du trésor, les impôts avaient diminué, le cacao, le café enrichissaient les *hacenderos*, les llanos produisaient un bétail vigoureux, que les colons exportaient en grande quantité dans les Antilles[2].

Le comte Philippe de Ségur[3], que l'un des vaisseaux de la flotte de M. de Vaudreuil[4] ramenait, précisément en 1783, des États-Unis en France, et que les hasards d'une navigation capricieuse avaient conduit sur la Côte-Ferme, consigne, dans une page charmante de ses *Mémoires*, l'impression qu'il avait gardée de son séjour dans la capitale du Vénézuéla et les vallées avoisinantes :

1. Acte de naissance de Bolivar. (Traduction.) « En la ville de Caracas, le 30 juillet 1783, le Dr. Don Juan Felix Jerez y Aristeguieta prêtre, en vertu d'une licence concédée par moi soussigné curé de cette sainte Église Cathédrale, baptisa, oignit et bénit Simon José Antonio de la Santisima Trinidad, né le 24 juillet courant, fils légitime de Juan Vicente Bolivar et de Doña Concepcion Palacios y Sójo, originaires et habitants de cette ville. Don Feliciano Palacios y Sójo, auquel mention fut faite de sa parenté spirituelle et des obligations qu'il contracte, a été le parrain. En foi de quoi j'ai signé, ce 30 juillet 1783. » Bachelier Manuel Antonio Fajardo. (Paraphe.)
Extrait des registres de l'Église Métropolitaine de Caracas, année 1783.

2. Humboldt, *Voyage aux Régions équinoxiales*, liv. IV, ch. XII, en évalue le nombre à 30.000 têtes environ annuellement.

3. Ségur (Louis-Philippe, comte de), né et mort à Paris, 1753-1830. Volontaire à la suite de Rochambeau en Amérique, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Rome et Berlin, grand-maître des cérémonies de la cour impériale, etc. Il a résumé lui-même dans un passage de ses *Mémoires* les divers avatars de sa vie aventureuse. « Le hasard a voulu que je fusse successivement colonel, officier général, voyageur, navigateur, courtisan, fils de ministre, ambassadeur, négociateur, prisonnier, cultivateur, soldat, électeur, poète, auteur dramatique, collaborateur de journaux, publiciste, historien, député, conseiller d'État, sénateur, académicien et pair de France. »

4. Vaudreuil (Louis-Philippe Rigaud, marquis de), marin français, né en 1723, mort en 1802. Chef d'escadre en 1777, il prit une grande part aux campagnes navales de la guerre de l'Indépendance américaine. Député aux États-Généraux en 1789.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

« Il semble, écrit-il[1], que l'existence prenne ici des activités nouvelles pour nous faire jouir des plus douces sensations de la vie. Si on n'y rencontrait pas des moines inquisiteurs, des alguazils farouches, quelques tigres et les employés d'un intendant général avide, j'aurais presque pensé que le vallon de Caracas était une petite partie du paradis terrestre.... » Avec ses jolies maisons claires, aux tuiles rouges, entourées de jardins toujours en fleurs, ses places bruyantes, ses rues étroites et tranquilles, ses églises et ses ponts, mollement étendue sur les pentes adoucies du mont Avila dont les cimes grisâtres se perdent dans les nuages, Caracas offrait assurément aux yeux un panorama plein de fraîcheur et de grâce. La ville semblait faire partie de la campagne où les eaux limpides du Guaïre coulent à travers les gazons aux pieds des grands arbres tout vibrants de chants d'oiseaux. Elle était alors, après Mexico et Lima, la troisième en importance des capitales du Sud-Amérique et comptait une population de près de 45.000 âmes[2].

Les familles de haut rang, comme celle des Bolivar, dont les propriétés foncières constituaient surtout la fortune, préféraient cependant à l'existence malgré tout un peu languissante de Caracas, celle plus large et seigneuriale de leurs domaines.

C'étaient, le jour, de patientes surveillances à travers les cultures, en compagnie des intendants, alternant avec les chasses, les promenades à cheval ou les parties champêtres. A la tombée de la nuit, après que la cloche eût sonné l'*oración*, commençait sous la véranda de l'imposante demeure centrale, le long défilé des esclaves venant demander au maître d'autoriser un mariage, d'accepter le parrainage d'un nouveau-né, de guérir un malade, de trancher un différend. Traités avec douceur, ces hommes aimaient leur seigneur, leur

1. Ségur, *Mémoires et Souvenirs ou anecdotes*. Paris, 1827, t. I, p. 446.

2. V. de Pons, *Voyage à la partie orientale de la Terre-Ferme de l'Amérique Méridionale, contenant la description de la Capitainerie Générale de Caracas*, 3 vol. in-8°. Paris, 1806. T. Ier.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

amo, comme ils disaient avec une intention gentiment reconnaissante. A San Matéo, à Cúra les haciendas des Bolivar, ils portaient filialement à la mode d'alors, le nom patronymique de Don Juan Vicente, qui régnait sur ce petit peuple soumis en roitelet patriarcal[1].

Parfois, après le repas du soir, la famille prenait place, dans un coin de la grande cour à ciel ouvert, autour de quelque vieux nègre conteur d'histoires. Il y était presque toujours question des inépuisables exploits du *Tiráno Aguirre*[2], figure légendaire des premiers temps de la Conquête, dont l'âme souillée de forfaits affreux, petite lumière à présent fouettée par le vent de la nuit, apparaît en feux-follets dans les plaines de Barquisemeto et de la côte de Burburáta ou, parfois encore, sur le « samán », sorte de cèdre colossal et centenaire, orgueil de la forêt prochaine et dont on aper-

1. V. Briceño, *Caracas*, dans le *Papel Periodico Ilustrado de Bogotá*. III[e] année, p. 74.

2. Le « tyran Aguirre », originaire d'Oñate dans la province de Guipuzcoa, dont les aventures étaient restées dans le domaine de la légende jusqu'à ces dernières années, a été étudié notamment par Rojas (*Estudios historicos*, 1891) et surtout par Humbert (*Origines Vénézuéliennes* 1905, pp. 38 à 50). Les patientes recherches de notre compatriote ont mis à jour un manuscrit de la Bibliothèque Nationale de Madrid (Mss. I, 136) qui précise les points restés obscurs de la vie de Aguirre. « Laid, maigre, boiteux et manchot », Lopez de Aguirre, qui était venu vers 1550 aux Indes Occidentales, fut chargé, en 1557, en même temps que Pedro de Ursúa, par le vice-roi du Pérou, marquis de Cañete, de conquérir le royaume des Omaguas que l'on plaçait entre l'Amazone et l'Orénoque dans la Guyane vénézuélienne et où les Péruviens situaient l'Eldorado. Aguirre se révolta durant le voyage, assassina son compagnon, se déclara lui-même « traître jusqu'à la mort ». Pendant quatre ans, à la tête d'une bande de forcenés qu'il engageait à « voler, tuer et à se faire maures, gentils ou juifs pourvu qu'ils lui restassent soumis », il sema la terreur dans tout le Vénézuéla. Son séjour dans l'île Marguerite fut marqué de crimes atroces. Il tua le gouverneur, sa femme, ses enfants, pilla toutes les villes et massacra presque toute la population. Les « Pobladores » Guevara et Paredes durent mobiliser toutes les troupes disponibles de la région de Barquisemeto pour avoir raison du « traitre ». Ils le cernèrent dans une maison de ce village le 27 octobre 1561. Aguirre tua sa propre fille « qui avait été le témoin de tous ses crimes et la consolation de toutes ses douleurs », refusa de se rendre et fut assassiné par ses soldats qui craignaient de se voir livrés par leur ancien chef. Ses restes furent conduits dans les villes du Vénézuéla et semés sur les chemins publics.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cevait de la maison même de Bolivar, le sommet s'éclairer parfois de lueurs phosphorescentes [1]. Sous les regards amusés des parents, la négresse Matéa, commise au soin de porter le noble petit maître, *el amito Simon* [2], assise au premier rang de l'auditoire, s'extasiait au récit du narrateur, pendant que l'enfant ébaubi fixait sur lui ses grands yeux noirs.

II

Après la mort de son mari, qui survint en 1786, Doña Concepcion de Bolivar ne retourna guère à ses haciendas que durant les mois d'été. Retenue à Caracas par la santé de son père très âgé, elle habitait, le reste de l'année, la maison familiale de la plaza San Jacinto [3], à la façade claire et simple, pareille à la plupart des constructions des temps coloniaux : murs épais, hautes fenêtres à barreaux surmontées d'une sobre moulure. Au-dessus de la lourde porte, cloutée de cuivre, qui s'ouvrait sur un *zaguán*, corridor dallé de mosaïques en forme d'osselets, s'estampait, entouré d'énormes lambrequins, l'écu « d'azur à la tour d'argent posée sur trois gradins du même, accostée de deux lions affrontés » qui sont les armes des Bolivar [4].

Cette demeure silencieuse ne s'animait, comme toutes ses semblables, qu'à l'occasion des fêtes du Jeudi-Saint, du *Corpus-Christi*, de Saint-Jacques, qui déchaînaient dans Caracas un véritable vertige [5]. Les rues, calmes à l'ordinaire, se jonchaient de fleurs, les

1. Amunategui, *Vida de D. Andres Bello*. Santiago de Chile, 1882, in-8°, p. 22.

2. V. *Papel Periodico*, etc., t. III, p. 74. Notes de M. Briceño qui a pu interroger en 1883, lors d'un voyage à Caracas, cette ancienne esclave alors âgée de 110 ans. Matea Bolivar ne mourut qu'en 1886 et ses obsèques furent alors célébrées aux frais de la municipalité de Caracas.

3. Plus tard « plaza de El Venezolano ». Aujourd'hui calle Sud 1. Le tremblement de terre de 1812 fit s'écrouler l'étage supérieur de la maison qui fut depuis réparée et qui existe toujours.

4. Florez de Ocariz, *op. cit.*, p. 262.

5. Humbert, *Orig. Vénéz.*, *op. cit.*, p. 158.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

fenêtres s'ouvraient, les dames revêtaient leurs plus riches atours et se paraient de leurs plus beaux bijoux pour voir passer le *Santisimo*, le Saint-Sacrement, porté sous un dais magnifique à la tête des processions que suivaient les miliciens en tenue de gala, les corps de la cité, le gouverneur et la plus grande partie de la population[1]. La vente de la « bulle de la Croisade[2] », le jour de la Saint-Jean, et aussi la naissance ou l'anniversaire des rois et des infants d'Espagne, les « baise-mains » de la capitainerie générale, étaient encore l'occasion de cérémonies auxquelles succédaient les réjouissances populaires.

Les créoles profitaient de ces jours de fête pour se rendre cérémonieusement visite. Dª Concepcion faisait alors ouvrir les « salons de gala », vastes appartements décorés de belles tentures, meublés de chaises et de sophas au siège de cuir et de lourdes tables à pieds dorés. Une rangée de hauts fauteuils, qu'on appelait les « sièges d'honneur », faisait vis-à-vis au « lit de parade » en bois sculpté surchargé de dorures et recouvert d'une courtepointe enrichie de broderies et de dentelles[3]. Dans l'une des pièces ouvertes aux deux bouts du salon, les hommes, que M. de Ségur avait trouvés « un peu trop graves et taciturnes » jouaient à l'hombre, au *tresillo*[4], les dames, en revanche, « aussi remarquables par la beauté de leurs traits, par la richesse de leurs parures, par l'élégance de leurs manières que par la vivacité d'une coquetterie qui savait très bien allier la gaîté à la décence[5] », exécutaient des morceaux de chant.

Un oncle de Dª Concepcion, le Père Sójo, avait été l'introducteur de la musique classique au Vénézuéla

1. V. Rojas, *Leyendas historicas*, II, *passim*.
2. Bulle accordée par le Pape, à l'époque des croisades, à ceux qui partaient en Terre Sainte, étendue ensuite aux combattants espagnols contre les Maures et aux *Adelantados* qui se vouaient à la civilisation des « gentils » dans les Indes Occidentales. On en faisait un grand commerce dans le Nouveau Monde.
3. V. de Pons, *Voyage*, etc., *op. cit.*, III, pp. 63 et ss.
4. Jeu de cartes toujours en faveur dans les pays espagnols.
5. Ségur, *Mémoires*, etc., *op. loc. cit.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et la lecture des partitions de Mozart, de Pleyel et de Haydn que venaient de lui envoyer les deux naturalistes allemands Bredmeyer et Schultz avec lesquels il avait entretenu d'excellentes relations au cours de leur récent voyage au Vénézuéla [1], formaient le principal attrait de ces réunions. Les hôtes en étaient choisis et distingués : Don Francisco Carlos et Don Feliciano Palacios, oncles maternels de Bolivar, Bartolomé Blandin, fils d'un français [2], grand amateur de musique, élève du père Sójo, ainsi que ses sœurs, Maria de Jesús et Manuela « qui joignaient une éducation supérieure à leurs vertus domestiques [3] », José Miguel Sanz [4], jurisconsulte de talent, les frères Ustaritz, dont la maison était une sorte d'académie privée des belles-lettres, le physicien Rafaël de Escalóna, le chevalier d'Aristeguieta et ses filles dont l'une, Ermenejilda, dit encore M. de Ségur, « semblait une réplique vivante de la comtesse Jules de Polignac [5] ».

Le petit Simon, *Simoncito*, comme on l'appelait alors, était fêté, choyé à l'envi par tout ce monde. L'espièglerie, la gentillesse, les réflexions de l'enfant éveillé et précoce qu'il fut très vite, sa volonté déjà marquée en faisaient un petit personnage auquel on donnait de l'importance et qui en profitait. Lorsqu'il eut sept ans, l'évêque de Caracas, suivant la coutume coloniale, lui

1. Rojas, *Ley. hist.*, I, p. 15. — V. aussi Plaza, *Ensayo sobre el arte en Venezuela*, in-4° 1883, p. 95.

2. Pierre Blandin, venu en 1740 à Caracas, y avait fondé l'année suivante la première pharmacie.

3. Rojas, *Ley. hist.*, I, p. 15.

4. Sanz (José Miguel), né à Valencia (Vénézuéla), en 1754. Jurisconsulte, écrivain de talent et orateur remarquable, fut un des signataires de l'Acte d'Indépendance du Vénézuéla. Poursuivi lors de la capitulation du général Miranda, il fut emprisonné à La Guayra et Puerto-Cabello. Bolivar le chargea, en même temps que François-Xavier Ustaritz, de rédiger le projet de Constitution de 1813. Après le désastre de la Puerta, Sanz dut émigrer à l'île Marguerite et perdit durant ce voyage les manuscrits d'une importante *Histoire du Vénézuéla* qu'il avait presque terminée. Il rejoignit le général Rivas en 1814 et périt au combat d'Urica le 5 décembre de cette même année. Sanz exerça de 1786 à 1788 les fonctions d'administrateur *ad litem* du majorat de Bolivar.

5. Ségur, *Mémoires, op. loc. cit.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

administra la confirmation et plusieurs années après, le Libérateur reparlait encore des innombrables cadeaux qu'il avait reçus ce jour-là[1].

Ces gâteries continuelles rendirent bientôt Simoncito incorrigible. Il se montrait enthousiaste, bouillant, révolté, s'emportait facilement, sans souci des remontrances. Il n'obéissait guère qu'à Don Miguel Sanz que l'Audiencia de Santo-Domingo, dans la juridiction spéciale de laquelle se trouvait la capitale vénézuélienne, avait nommé administrateur *ad litem* d'un majorat légué au fils cadet de Don Juan Vicente par son parent Don José Félix Aristeguieta.

Sanz proposa à Dª Concepcion de prendre pendant quelque temps l'enfant auprès de lui et la bonne dame, qui ne parvenait pas à gouverner le terrible Simoncito, y consentit volontiers. Il resta près de deux années dans la maison des Sanz[2]; partageant son temps entre de vagues leçons que lui donnait un capucin, le Père Andújar[3] et des promenades avec son tuteur aux environs de la ville. Le grave Don Miguel en profitait pour instruire son jeune pupille qui lui posait d'incessantes questions et retenait à merveille. Souvent ils sortaient à cheval; Sanz montait un alezan superbe que Simon, prudemment installé sur un petit âne noir, considérait avec envie. Un jour que l'enfant harcelait sa trop paisible monture, voulant à toute force dépasser celle de son compagnon : « Simon lui dit celui-ci, Simon, il ne faut pas s'agiter de la sorte. Vous ne vous tenez pas bien. Vous ne serez jamais un homme de cheval ! — Qu'est-ce que c'est un homme de cheval ? interroge aussitôt le gamin. — Et lorsque Don Miguel le lui eut expliqué : Comment voulez-vous, monsieur, que je sois un homme

1. Lettre à Esteban Palacio (Cuzco, 10 juillet 1825). O'Leary, *Correspondencia del Libertador*, t. II, p. 90.

2. La maison de J. M. Sanz se voit encore à Caracas Calle Sud 5, nº 9.

3. Le Père Andújar accompagna quelques années plus tard, en 1800, Humboldt et Bonpland dans l'expédition qu'ils firent de Caracas à Barinas, à la Sierra de Merida et à Angostura de Guyane après avoir descendu l'Orénoque. V. *Lettres Américaines d'Alexandre de Humboldt* par Hamy. Lettre au Baron de Forell, de Caracas, 3 février 1800, p. 66.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de cheval sur un vilain bourriquet comme celui-ci, bon tout au plus à charger du bois mort ?[1] »

Simon grandissait cependant et le moment arrivait de songer à son éducation. Bien que l'enseignement supérieur dans les collèges et les universités d'Amérique fût assez avancé à cette époque et remarquable même dans certaines capitales, l'instruction primaire était en général fort négligée partout. Les jeunes créoles apprenaient à lire dans leur famille ; un religieux le plus souvent, en leur inculquant des rudiments assez ineptes d'histoire sainte, de grammaire et parfois d'arithmétique, les préparait à rentrer au collège où ils commençaient seulement à recevoir des leçons plus utiles et mieux concertées. L'université de Caracas, la seule du reste qui existât au Vénézuéla, était à cet égard moins bien partagée que celles des autres grandes villes coloniales[2]. Le fond de son enseignement se réduisait au latin, parce que la connaissance en était nécessaire pour l'état ecclésiastique, à la jurisprudence civile et canonique enseignée suivant des méthodes aussi creuses qu'intolérantes, à une médecine enfin, où la théorie tenait plus de place que la pratique[3]. Aussi les parents fortunés envoyaient-ils presque toujours leurs enfants à Mexico, à Santa-Fé et surtout en Europe.

Tel avait été le projet de Don Juan Vicente pour ses fils, mais la mère et surtout le grand-père de Simon, vieil aristocrate aux idées moyenâgeuses, étaient loin de partager ce dessein. Il leur répugnait aussi de se séparer d'un enfant très aimé et dès qu'ils le virent avancer en âge, ils se préoccupèrent de lui trouver un précepteur à Caracas. Andrés Bello[4], qui n'avait que peu

1. Rojas, *Leyendas historicas*, II, p. 255. M. Rojas tenait cette anecdote des propres enfants de J. M. Sanz.

2. V. Garcia del Rio, *La Instruccion en la America colonial a principios del siglo XIX*. Caracas 1886.

3. V. Humbert, *Orig. Vénéz., op. cit.*, p. 184.

4. Bello (Andrés) né à Caracas le 30 novembre 1780, mort à Santiago du Chili le 15 octobre 1865, l'un des savants et des littérateurs les plus remarquables de l'Amérique espagnole. Employé à la capitainerie générale du Vénézuéla en 1808, il fit partie en 1810 de la Délégation vénézuélienne à Londres (V. *infrà*, liv. III, ch. III, § 5.) Il entra en 1822

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'années de plus que Simon Bolivar, lui fut donné en attendant comme professeur. Bello était, en effet, un véritable petit savant. Ses succès scolaires, dit l'un de ses biographes [1], lui avaient valu par toute la ville une si grande réputation que les familles le sollicitaient d'instruire leurs enfants. Il apprit à Bolivar, dont l'intelligence déjà remarquable rachetait les défauts du mauvais écolier qu'il continuait d'être, un peu de géographie et d'arithmétique. Pendant ce temps Andújar, auquel, faute de mieux, on avait adjoint un autre capucin le Père Negréte, lui enseignait la grammaire et un ami de la famille, Guillermo Pelgrón [2], l'initiait au latin.

Un jeune caraquenais, dont la parole élégante et facile, l'érudition et surtout les théories politiques attiraient, depuis quelques semaines, l'attention des familiers de l' « académie » des Ustaritz, Simon Rodriguez, venait cependant d'arriver fort à propos d'un long voyage à l'étranger, pour tirer d'embarras les parents de Bolivar. Don Miguel Sanz séduit à son tour par les qualités de ce jeune homme, donna son assentiment et Bolivar eut dès lors et pour longtemps un maître et un ami.

C'est une singulière figure que Simon Rodriguez [3].

au service de la République du Chili, fut secrétaire de la légation chilienne à Londres (1822-1824). Sénateur, directeur du ministère des relations extérieures, puis recteur de l'université de Santiago de 1843 jusqu'à sa mort. L'Académie Espagnole le nomma membre honoraire en 1851. Bello a laissé d'innombrables écrits. Ses poèmes comptent parmi les plus belles productions de la langue espagnole. Il rédigea le *Code Civil Chilien* et publia de nombreux ouvrages parmi lesquels il faut citer *Lecciones de Ontologia y metrica* (1835), *Principios de Derecho Internacional* (1844) et *Gramática de la lengua castellana* (1847).

1. Amunategui, *Vida de D. Andrés Bello*, *op. cit.*, p. 26.

2. Pelgrón (Guillermo) fut l'un des acteurs principaux de la journée du 19 avril 1810 à Caracas. Cf. liv. II, ch. II, § 3.

3. Amunategui, *Biografia de Simon Rodriguez*, Santiago de Chile 1876. *Libro de el Centenario*, Bogota 1884, p. 73. — O'Leary, *Mémorias* ch. I, et *Correspondencia*, etc., t. I, pp. 350 et ss. et t. IV, p. 362; t. IX, p. 511; t. XXIX p. 341; t. XXX, p. 108. — J. Gil Fortoul. Préface à l'ouvrage de Schryver, *Esquisse de la Vie de Bolivar*, Bruxelles 1899. — Rojas, *Leyendas historicas*. t. II, pp. 262 et ss. — Eloy G. Gonzalez, *Al Margen de la Epopeya*, p. 25. — Mitre, *Historia de San Martin*. t. III, ch. XXXVI, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le seul portrait que nous connaissions de lui [1] le montre déjà d'âge et un peu voûté, mais conservant encore dans le regard très droit sous les besicles, toute la vivacité saine de ces yeux foncés qu'on voit aux pastels de La Tour, les lèvres minces, le nez long et maigre, le menton fort et carré ; l'ensemble a je ne sais quel air de France et n'était la déplorable facture du portrait dont il s'agit, compensée, dit la tradition, par l'extrême fidélité de sa ressemblance au modèle, on serait tenté de le croire emprunté à quelque galerie des philosophes français du dix-huitième siècle.

Né vers 1771, de Don Cayetano Carreño et de Doña Rosalia Rodriguez et resté de bonne heure orphelin, Simon Rodriguez s'était, à quatorze ans, querellé de telle sorte avec son frère aîné [2] que pour n'avoir plus rien de commun avec lui, il prit le nom de sa mère, s'engagea comme mousse sur un navire en partance et vint en Europe où il vécut successivement en Espagne, en Allemagne et en France.

L'odyssée de cet adolescent parcourant à pied les grandes routes de l'ancien monde, dut être étrange à coup sûr et il est regrettable qu'il n'y ait jamais fait que de trop vagues allusions dans les quelques lettres qu'on possède de lui. Il devait, d'ailleurs, la renouveler à plusieurs reprises et donner de l'humeur inquiète qui le poussa sans cesse à voyager, cette excuse pittoresque : « Je ne veux pas ressembler aux arbres qui fixent à tout jamais leurs racines au même endroit, mais au vent, à l'eau, au soleil, à tout ce qui marche et change toujours [3]. » En 1790 pourtant, il était revenu recueillir dans sa ville natale un modeste patrimoine, s'y était marié à Doña Maria Ronco dont il eut, cinq et six ans plus tard, deux enfants auxquels, par goût pour la Révolution française et le calendrier de

1. Au Musée national de Bogotá (n° 161 du catalogue). Il date vraisemblablement de 1825.

2. Cayetano Carreño, né à Caracas le 7 août 1766, élève du Père Sójo, l'un des meilleurs musiciens qu'ait possédé le Vénézuéla. Il est notamment l'auteur d'un oratorio : *La Oracion del Huerto*, d'une inspiration élevée et d'une technique irréprochable.

3. Rojas, *Ley hist.*, *op. cit.*, p. 265.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Fabre d'Eglantine, il donna bravement des noms de légumes [1].

Dans l'entre-temps et dès son arrivée à Caracas, Rodriguez avait cherché des leçons qui devaient l'aider à vivre et lui permettre en même temps de pratiquer la pédagogie, objet de son penchant favori. La lecture de l'*Emile* lui avait révélé sa vocation. En attendant que quelque favorable occurrence lui permît d'expérimenter, par lui-même, les méthodes de Rousseau, il cherchait à les populariser et travaillait à un important mémoire qu'il présenta quelque temps après à la municipalité de Caracas, sous ce titre : *Reflexiones sobre los defectos que vician la escuela de primeras letras de Caracas y medio de lograr su reforma por un nuevo establecimiento* [2].

Si l'ascendant de Rousseau sur la génération qui présida à l'indépendance sud-américaine fut aussi effectif et durable que celui qu'il exerça sur les hommes de la Révolution française, il n'est aucun des disciples du prodigieux genevois en qui cette influence apparaisse plus singulièrement — et plus suggestivement aussi — qu'en Simon Rodriguez. C'est à ce point de vue qu'il faut surtout considérer le précepteur de Bolivar, le seul homme parmi ceux ayant approché le Libertador, qui ait exercé quelque action sur son esprit. On ne dira jamais assez combien le « phénomène historique [3] » que fut Rousseau a eu de conséquences sur la formation du monde moderne, et l'instauration des nationalités du Sud-Amérique offrirait sans doute à cet égard un champ d'observation aussi nouveau que fertile.

Les idées subversives de Jean-Jacques, sa métaphysique révolutionnaire, son sentimentalisme et aussi la

1. PLAZA, *Historia del Arte*, etc., en racontant ce trait n'en explique pas l'origine et l'attribue à la manie de se singulariser qui caractérisait, assure-t-il, son compatriote.

2. Le manuscrit, dit M. HUMBERT (*Orig. Vénéz.*, *op. cit.*, p. 185) fut étudié sérieusement par tous les membres du conseil et le 25 juin 1795, ils votaient l'augmentation du nombre des écoles, décrétant qu'on en établirait une dans chaque paroisse. De plus, ils accordaient à Rodriguez un témoignage écrit de l'estime en laquelle ils tenaient ses services et ses bons offices envers la jeunesse caraquenaise.

3. L'expression est de Melchior de Vogüé.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

séduction, l'emphase déclamatoire et pourtant magnanime de son style, devaient aller au cœur même de la jeunesse libérale du Nouveau Monde et charmer son imagination plus que toute autre enthousiaste et fougueuse. A ces qualités qu'il possédait au même titre que ses compatriotes, Rodriguez joignait des dispositions particulières qui firent de lui durant toute son existence, une sorte de puissante caricature de Jean-Jacques. Les excentricités, les faiblesses ou les manies du douloureux écrivain des *Confessions* revivent incorporées au *dromomane*[1] impénitent, au précepteur systématique, au sophiste et enfin au visionnaire hypocondre qui, renonçant en 1840, à la pédagogie pour le commerce des chandelles à Valparaiso, disait à un visiteur : « A force d'avoir voulu faire de la terre un paradis pour mes semblables, j'en ai fait un enfer pour moi[2]. »

Simon Rodiguez n'avait pas tardé à prendre beaucoup d'empire sur le jeune Bolivar dont on lui abandonna de plus en plus la direction exclusive. Dª Concepcion mourut, en effet, en juillet 1792 et son père quelques mois plus tard. D. Esteban puis D. Carlos Palacios furent successivement nommés tuteurs des enfants de D. Juan Vicente. Carlos Palacios, homme paisible et qu'effrayaient les responsabilités, crut ne pouvoir mieux remplir son devoir envers ses neveux qu'en laissant à Rodriguez toute latitude pour continuer à sa guise, l'éducation des deux garçons. Rodriguez donnait également quelques leçons à Juan, l'aîné de Simon, enfant aussi calme et posé que son frère l'était peu, effacé d'ailleurs par ce dernier et que nous verrons, en dépit d'une courte et mélancolique existence, rendre cependant, plus tard, des services à sa patrie. Enfin, Don Miguel Sanz fit transmettre au précepteur la tutelle du majorat de Simon[3].

Investi de la sorte d'une entière autorité sur son élève préféré, Rodriguez pensa dès lors à réaliser un projet

1. Docteur Regis, *La Dromomanie de Jean-Jacques Rousseau*, Bordeaux, 1909.
2. Rojas, *Ley. hist.*, II, p. 295.
3. V. Rojas, *Ley. hist., op. cit.* t. II, p. 269.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qui lui tenait depuis longtemps à cœur. C'était d'essayer la mise en pratique du système par excellence d'éducation préconisé par Rousseau. L'enfant était, ainsi que le doit *Émile*, « riche », « de grande famille », « orphelin », « robuste et bien portant[1] », et Rodriguez ne réalisait-il pas lui-même l'idéal du gouverneur que souhaite Jean-Jacques ? « Jeune », « sage », « célibataire et homme de loisirs », « une âme sublime[2] », autant de qualités ou d'attributs auxquels pouvait prétendre Simon Rodriguez, âgé alors de vingt et un ans, reconnu pour le premier professeur de la ville, époux plus que négligent à qui son extrême indépendance de goûts et de caractère permettait le commerce des plus spacieuses pensées.... Il s'appliqua donc à « l'étude difficile de ne rien apprendre[3] » à son élève. Afin que celui-ci pût demeurer à « l'état de nature » et se préparer à justifier l'axiome d'après lequel « la raison du sage s'associe fréquemment à la vigueur de l'athlète[4] », Rodriguez prolongea les séjours à la campagne et parvint du moins à développer chez Bolivar la merveilleuse aptitude aux exercices corporels qui fit de lui le marcheur infatigable, le maître écuyer, le nageur intrépide qu'aucun de ses compagnons d'armes ne pourra primer plus tard.

Simon atteignit, avec sa treizième année, la « première étape » d'*Émile* en conformité parfaite avec les prescriptions de l'éducateur. Les courses dans la forêt, les chevauchées dans la savane, les parties au lac de Valencia l'avaient rendu adroit et fort à souhait.

Cette éducation, si bien commencée, allait cependant être brusquement interrompue. On était à la fin de 1796 et de graves événements se préparaient dans la capitainerie générale. Une sédition populaire avait éclaté l'année précédente à Coro. Les autorités s'en étaient rendues assez facilement maîtresses, mais une extrême fermentation semblait, depuis, s'être emparée

1. Rousseau, *Émile ou de l'Éducation*, liv. II.
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de toutes les classes de la société et surtout des créoles. Les décrets fulminants de l'Inquisition n'avaient pu empêcher l'écrit de Nariño de s'introduire et de circuler partout. Le séjour prolongé que firent à ce moment à La Guayra les déportés politiques français en route pour la Guyane, contribua, d'autre part, à répandre dans le pays les doctrines révolutionnaires. L'esprit naturellement belliqueux de la population des côtes et la proximité des Antilles anglaises, d'où lui venaient les encouragements que l'on sait, favorisaient enfin plus qu'ailleurs au Vénézuéla, la possibilité d'une rébellion que souhaitait toute la jeunesse créole et dont beaucoup d'entre les membres de l'aristocratie caraquenaise étaient prêts à assumer la direction. Rodriguez faisait, depuis quelque temps, de fréquentes absences de la maison des Bolivar et se rendait presque tous les soirs à de mystérieux rendez-vous. Une conspiration s'ourdissait. Don Manuel Gual, capitaine du bataillon « Vétéran » des milices de Caracas et José Maria de España [1] premier juge à Macúto, d'accord avec trois prisonniers d'État, confinés dans la forteresse de La Guayra pour avoir pris part en Espagne à la conspiration de *San Blas*, en février 1796, qui tendait à remplacer la monarchie par un régime calqué sur le gouvernement de la République française, organisaient un vaste mouvement insurrectionnel.

Le plan des conjurés avait été élaboré avec soin. Les trois détenus, Juan Bautista Picornell, Cortes Campománes et Sébastián Andrés, devaient s'évader et se réfugier à la Trinidad, où le gouverneur leur réserverait bon accueil et à Curaçao, où des français, entre autres le citoyen Cadet [1], « agent commercial de la République », étaient disposés à leur donner asile [1]. Ils enverraient de là, des armes et des secours. En attendant, toutes les mesures avaient été prises pour favoriser le mouvement. Un religieux de Saint-François avait eu des révélations. Il annonçait que le « Tout-Puissant

1. V. Rapport de la Royale Audiencia de Sa Majesté. Caracas 1798. D., I, 230.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

aiderait de son bras les peuples à recouvrer leur ancienne liberté[1] ». La garnison de La Guayra et une partie de celle de Caracas étaient gagnées à la conspiration. Picornell avait eu tout loisir pour composer les paroles d'une *Carmagnole américaine* qu'on faisait imprimer à la Guadeloupe à des centaines d'exemplaires, en même temps que le texte des *Droits de l'Homme*. On guettait l'arrivée prochaine des brochures. Un règlement en 44 articles, distribué aux conjurés, précisait la conduite qu'ils avaient à tenir et le plan que se proposaient les chefs; les habitants de la capitainerie générale devaient, au signal donné, contraindre par tous moyens les autorités espagnoles à se démettre. Dans chaque ville ou commune, ils établiraient une Junte provisoire avant l'élection des députés qui viendraient se réunir le plus tôt possible dans la capitale pour y proclamer la République et voter la Constitution définitive; les impôts seraient ensuite supprimés ou réduits notablement, les ports ouverts, l'égalité reconnue à tous les citoyens. Le nouvel état, composé des provinces de Caracas, Maracaïbo, Cumana, la Guyane, prendrait pour emblèmes du drapeau national le blanc, le bleu, le jaune et le rouge, représentant chacune des quatre castes des créoles, des métis, des noirs et des indiens[2].

Ce programme, qui contenait en essence les principes mêmes de la Révolution de 1810[3], fut saisi chez l'un des conjurés, D. Manuel Montesinos y Rico, dans la nuit du 13 juillet 1797. Il n'était que temps. Déjà Picornell et Campománes s'étaient enfuis de La Guayra. Le capitaine général Carbonell fit arrêter une centaine de personnes, parmi lesquelles Rodriguez, qu'on mit en liberté faute de preuves. Manuel Gual parvint à gagner la Trinidad, où, d'ailleurs, il mourut quelque temps après. Sébastian Andrés, et l'année suivante, le 8 mai 1799, José Maria de España qui avait eu l'imprudence, après

1. V. Rapport de la Royale Audiencia de Sa Majesté. Caracas 1798. D., I, 230, § 67.
2. *Id.* 37.
3. Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela*, *op. cit.*, t. I, p. 94.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

avoir pris la fuite, de retourner à Caracas, furent exécutés. Les restes d'España, enfermés dans des cages de fer, furent placés aux carrefours de la capitale et de La Guayra. Quarante-cinq de ses complices, dont la majeure partie appartenait à l'aristocratie créole, périrent également de la main du bourreau ou dans les prisons où on les avait envoyés...

Cependant Rodriguez, à peine relâché et que sa manie voyageuse commençait à tourmenter aussi, avait jugé prudent de se décider à repartir. Il fit donc ses adieux à son élève dans le courant de juillet 1797. Hélas, c'en était fait des beaux projets à la Jean-Jacques! Simon avait quatorze ans ; auprès des jeunes gens, de Bello surtout, dans la société desquels les préoccupations récentes de son maître l'avaient fait retourner depuis quelques mois, il sentait s'éveiller des curiosités littéraires. Il en entretint Rodriguez et lui montra tout un lot de livres que Bello venait de lui prêter. Des livres ! le gouverneur eut des remords. Il savait de reste celui que devait lire *Émile*, « le premier, le seul qui, durant longtemps, devra composer toute sa bibliothèque », le merveilleux *Crusoé*[1], et ce fut assurément en l'honneur de Jean-Jacques et dans un sentiment de réparation secrète et de regret, que Rodriguez une fois de plus changea d'état-civil et prit, dès ce jour, lui-même, le nom de Robinson.

III

La découverte du complot et les terribles mesures de répression décrétées contre ses auteurs, avaient profondément ému la capitainerie générale. Le régime colonial comptait toutefois encore dans le patriciat créole, un certain nombre de partisans convaincus, ou qui, du moins, affectaient de le paraître. Ceux d'entre eux qui devaient, quelque temps après, se montrer les mieux disposés à sacrifier leurs intérêts les plus précieux à la cause républicaine, restaient trop attachés

1. Rousseau, *Émile*, etc., liv. III.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

aux privilèges de leur condition pour admettre d'y renoncer gratuitement. La plupart estimèrent donc qu'en l'occurrence, temporiser et dissimuler serait la meilleure des politiques. Les protestations de fidélité affluèrent au palais et les principaux de Caracas allèrent jusqu'à proposer au capitaine général de renforcer à leurs frais les milices [1]. Le commandant du bataillon le plus aristocratique de la province, les *Voluntarios blancos* des vallées d'Aragua, arrêta même de sa propre main l'un des conjurés, D. Xavier Arrambide, et son loyalisme fut, avec celui de plusieurs autres membres de la noblesse caraquenaise, élogieusement signalé par le capitaine général, à la bienveillance du roi [2].

Ces milices d'Aragua avaient été organisées en 1759 par Juan de Bolivar, qui en fut colonel ainsi que Juan Vicente, son fils, père de Simon. Suivant les traditions, D. Carlos Palacios ne manqua pas, en janvier 1797, de faire admettre leur descendant dans le corps des cadets. Ainsi qu'en témoignent les notes de ses chefs [3], le jeune

1. Adresses de la Noblesse de Caracas à Sa Majesté que Dieu garde, 1er et 4 août 1797. **D.** I, 214 et 215. On y relève les noms de la plupart des parents de Bolivar, notamment celui de son oncle Don Carlos Palacios.

2. Rapport de D. Pedro Carbonell à l'Excellentissime Prince de la Paix, etc. Caracas, le 28 août 1797. **D.**, I, 221.

3. État de services et notes de D. Simon de Bolivar en fin décembre 1798.

Traduction :

« Bataillon des *Voluntarios blancos* des vallées d'Aragua.

Le sous-lieutenant D. Simon de Bolivar, son âge : 15 ans ; son pays d'origine : Caracas ; sa qualité : illustre ; sa santé : bonne ; ses services et leur détail ainsi qu'il suit :

Dates d'entrée au service	Qualités	Durée des services
14 janvier 1797	Cadet	1 an, 5 mois, 21 jours
4 juillet 1798	Sous-lieutenant.	5 mois, 26 jours
Total en fin décembre 1798.		1 an, 11 mois, 17 jours

Régiments où il a servi : dans ces milices.

Campagnes et faits de guerre : néant.

Courage : reconnu. — Application : remarquable. — Capacité : bonne. — Conduite : *idem*.

État : célibataire.

Francisco Aº Lozano Pompa (signature et paraphe).

Manuel Sanz (signature et paraphe). »

Arch. gén. de Simancas. *Secretaria de Guerra*. 1. 7295. cité par Humbert. *Orig. Vénéz.*, *op. cit.*, p. 69.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bolivar s'accommoda vite et de fort bonne grâce à son nouvel état. Il reçut, au mois de juillet de l'année suivante, le grade de sous-lieutenant, dont il portait l'uniforme avec complaisance [1]. Bello, pendant ce temps, continuait à lui donner des leçons, mais, bien que Simon y fût mieux appliqué, ses progrès étaient toujours médiocres [2]. Sur les conseils de D. Miguel Sanz, D. Carlos Palacios prit alors le parti de l'envoyer en Europe. Il en prévint D. Esteban son frère, qui vivait à Madrid, et, ce dernier ayant annoncé qu'il prendrait volontiers leur neveu auprès de lui, le départ fut décidé. Le 19 janvier 1799, Simon s'embarquait à La Guayra sur le trois-mâts *San Ildefonso*, qui faisait voile pour l'Espagne.

Une lettre qui parvint à Caracas quelques semaines plus tard, apprit à D. Pedro Palacios que son jeune parent avait accompli sans encombre la première partie du voyage. Dans un style d'ailleurs détestable, émaillé d'étonnantes fautes d'orthographe [3], Bolivar y faisait part de son arrivée à Mexico. Le *San Ildefonso* relâchait en effet à Vera-Cruz. L'Angleterre et l'Espagne étaient en guerre et le blocus de Cuba par la flotte britannique, obligea le commandant du navire à prolonger jusqu'à la fin du mois de mars, son séjour dans les eaux mexicaines. Le jeune voyageur en profita pour visiter à loisir la capitale.

L'effervescence qui se faisait sentir à cette époque dans tout le Sud-Amérique, avait gagné la Nouvelle-Espagne. Au moment de l'arrivée de Bolivar, on y instruisait encore le procès du célèbre Juan Guerrero, aventurier sans scrupules qui, cinq ans auparavant, avait été sur le point de s'emparer par surprise de la personne du vice-roi Revilla Gigedo, se proposant, avec la complicité de plusieurs officiers de la garnison, de renverser le gouvernement espagnol et de le remplacer par une république dont il eût été le premier président.

1. Note biographique concernant Simon de Bolivar par son oncle Esteban Palacios. **D**. I., 159.
2. *Id.*
3. Simon Bolivar à D. Pedro Palacios. Mexico 20 mars 1799. *Correspondencia del Libertador*, t. I, p. 7.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Guerrero devait avoir des imitateurs en la personne de Benitez Galvez qui s'était laissé surprendre à la fin de 1798 et surtout d'un percepteur de Mexico, Pedro Portilla, qui préparait, à ce moment même, la conspiration dite des *Machétes*[1]. Celle-ci fut découverte en octobre 1799, et suivie, au cours des premières années du dix-neuvième siècle, d'une série presque ininterrompue de complots, de soulèvements et de révoltes partielles, peu redoutables sans doute, mais dont la fréquence présageait aux autorités royales une explosion prochaine.

Bolivar reçut durant son séjour à Mexico l'hospitalité d'un membre de l'audience, Aguirre[2], qui le présenta au vice-roi D. José de Azánza[3]. On a raconté que le jeune officier vénézuélien proclama devant son auguste interlocuteur les droits de l'indépendance américaine. Il est possible, ainsi que l'affirme un des confidents du Libertador[4], que de tels sentiments ne lui aient pas été étrangers, même en sa première jeunesse. Les dernières mésaventures de son précepteur et l'esprit dont il avait pu voir animés ses compagnons de Caracas, donnent assurément de la valeur à cette assertion. Quoi qu'il en soit, le vice-roi Azánza traita son hôte avec courtoisie et lui remit des lettres de recommandation pour le gouverneur de La Havane. Le *San Ildefonso* arriva dans ce port en avril; il n'y séjourna que peu de temps et continua sa route vers Santóña, d'où Bolivar se rendit à Madrid par Bilbao.

Il s'installa dès l'arrivée chez son oncle Esteban, fort bien en cour à cette époque par suite de l'amitié qui le liait à D. Manuel Mallo, cavalier de fort belle pres-

1. Du nom des machétes (coutelas) dont il avait fait préparer une grande quantité pour armer ses partisans. — V. Alaman, *Historia de Mexico*, 5 v. in-8°. Mexico 1849, t. I, ch. III.

2. Ou peut-être du marquis d'Ulapa, comme le prétend Larrazabal. *Vida y Correspondencia* de Simon Bolivar. New-York, 2 vol. 1883, t. I, p. 6.

3. Azanza (Miguel José de) vice-roi du Mexique de 1798 à 1800.

4. Général Tomas C. de Mosquera, *Memorias sobre la Vida del Libertador Simon Bolivar*. I v. in-8°, New-York 1853, p. 7. — V. aussi Larrazabal, *op. cit.*, t. I, p. 7.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tance, originaire aussi de Nouvelle-Grenade et qui partageait avec Godoy, les faveurs de la reine Marie-Louise. Bolivar fut amené de la sorte à fréquenter de très près cette cour de Charles IV dont l'Europe considérait avec dérision les scandales et méprisait la politique. On l'avait vue successivement inféodée à l'Angleterre, puis à la France, ménager la Révolution, la condamner avec violence et la combattre avec mollesse ; après avoir recherché l'alliance du Directoire, elle s'abandonnait peu à peu au Premier Consul [1], aussi variable dans ses desseins à l'égard de l'Europe que déconcertée par les événements d'Amérique et malhabile à les diriger. C'est ainsi qu'après avoir, par cédule royale en date du 18 novembre 1797, ouvert tous les ports d'outre-mer au trafic des nations amies et alliées dont la concurrence ne pouvait que lui être fatale, elle retirait brusquement cette licence par une autre cédule du 18 février 1800. La contrebande anglaise et hollandaise reprenait aussitôt avec vigueur en attendant qu'une nouvelle décision du 20 mars 1801 rendît les Colonies au commerce des neutres. C'était donner à ses ennemis autant de prétextes à faire valoir sa faiblesse, son inhabileté, son inconstance.

Les plus mesquines intrigues occupaient cependant l'attention de Godoy qui s'appliquait uniquement, parmi les soubresauts dangereux de cette politique, à élever et à maintenir sa fortune sans cesse menacée. Chez Don Manuel Mallo où se rencontraient beaucoup des jeunes sud-américains de Madrid, dont quelques-uns — le vénézuélien Mariano Montilla [2], par exemple — faisaient leur stage d'officiers dans les gardes du corps, Bolivar entendait commenter les complots, à tout moment ourdis contre le prince de la Paix, par les courti-

1. Cf. Sorel. *L'Europe et la Révolution*, etc., t. I, ch. III.

2. Montilla (Mariano), né et mort à Caracas (1782-1851). Officier aux gardes du corps du prince de la Paix, il fit la campagne du Portugal en 1801 et reçut une blessure au siège d'Olivença. Il revint à Caracas en 1808, fit partie des Juntes révolutionnaires de 1809 et 1810 et combattit durant toute la guerre d'Indépendance dans les rangs des républicains. Il fut en 1833 envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Vénézuéla à Londres et à Madrid.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sans, le clergé, les agents des Bourbons de Naples, le grand inquisiteur, le confesseur même de la reine [1]. L'ascendant que le favori exerçait sur la femme de son maître, lui permettait pourtant de les déjouer toujours, mais rien n'était plus mouvant que la fidélité de Marie-Louise. Bolivar était devenu le confident de Mallo et il lui fut loisible de s'en convaincre.

Il était parfois en tiers aux petits soupers que son heureux compatriote donnait en l'honneur de sa royale maîtresse [2] et les impressions du jeune créole, frais arrivé d'un pays où l'on révérait communément les souverains espagnols comme une émanation de la Divinité, durent être rien moins qu'édifiantes. Mallo l'avait fait inviter à la cour où il connut le prince des Asturies, son contemporain. Sa première entrevue avec le futur Ferdinand VII fut même marquée par un incident que Bolivar racontait volontiers vers la fin de sa vie et dont le symbolisme ne manquait assurément pas de saveur. C'était au palais d'Aranjuez. Les deux jeunes gens venaient d'achever le premier jeu d'une partie de paume fort animée en présence de la reine et de plusieurs gentilshommes, lorsque Bolivar, par inadvertance, donna sur la tête de son adversaire un coup de raquette si violent que le prince, irrité, refusa de jouer davantage. La reine intervint et la partie continua... Le Libertador laissait entendre à ses auditeurs qu'il ne l'avait pas perdue et concluait ainsi l'anecdote : « Qui eût dit à Ferdinand que je lui arracherais plus tard les plus beaux joyaux de sa couronne [3] ?... »

Bolivar cependant, souhaitait d'accorder à l'étude plus de temps qu'au plaisir et recherchait, de préférence à toute autre, la compagnie de son parent, le marquis d'Ustaritz, digne et savant vieillard, qui recevait chez lui la société la plus éclairée de Madrid. D. Esteban Palacios, impliqué dans quelque intrigue de cour, ayant dû s'exiler brusquement alors, Bolivar vint habiter le

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, *op. cit.*, t. V., ch. I, p. 3.
2. Mosquera, *Memorias*, etc., *op. cit.*, p. 8.
3. *Id.*, p. 8.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

palais d'Ustaritz. Il y vécut durant tout le reste de son séjour à Madrid et demeura fidèlement attaché depuis au souvenir de « l'homme vénérable, disait-il[1], dont les vertus ne pouvaient être comparées qu'à celles des plus grands sages de l'antiquité ». Ustaritz donna lui-même à Bolivar les premières leçons profitables qu'il eût encore reçues et se déclara bientôt presque trop satisfait de son élève : celui-ci s'était pris d'un tel enthousiasme pour l'étude qu'il en pensa tomber malade. Cette ardeur que Bolivar apportait ainsi de plus en plus à toute entreprise devenait la caractéristique même de sa nature bouillonnante. Il travaillait avec acharnement, lisant pêle-mêle des ouvrages littéraires et scientifiques dont son esprit puissant s'assimilait cependant la substance. Sa culture intellectuelle, jusqu'alors si négligée, fit des progrès extrêmes et combla de surprise son entourage, accoutumé à ne voir en lui qu'un adolescent médiocre et frivole.

Au commencement de l'été de 1800 et probablement aux environs de Bilbao, Bolivar fit la connaissance de D. Bernardo Rodriguez del Toro et de sa famille. D. Bernardo appartenait à la première aristocratie de Caracas où son frère aîné D. Francisco possédait le titre de marquis del Toro. Un autre de ses frères, D. Fernando[2], qui était alors officier à la garde royale, servit d'introducteur à Bolivar. Celui-ci ne tarda pas à s'éprendre de la fille aînée de D. Bernardo, Maria Teresa, et demanda sa main. Dès son arrivée à Madrid, en septembre, il écrivait à son oncle Pedro Palacios pour le mettre au courant de ses projets[3] et le prier de lui envoyer son consentement. Bolivar était éperdument amoureux de Dª Maria Teresa. Rien dès lors n'exista

1. Mosquera, *Memorias*, etc., *op. cit.*, p. 8.

2. Toro (Fernando del) né à Caracas, vint de bonne heure en Espagne, y prit du service et fut nommé colonel après le combat de Tarancóna. Rentré à Caracas en 1809, il embrassa la cause de l'Indépendance et prit part aux premières campagnes de la guerre. Grièvement blessé, il se réfugia en 1812 à Trinidad et rentra au Vénézuéla en 1821 après la bataille de Carabóbo. Il mourut à Caracas le 25 décembre 1823.

3. Bolivar à D. Pedro Palacios y Sojo. Madrid 20 septembre 1800. **D.**, II, 277.

pour lui que sa fiancée. L'amour s'était emparé de son âme fougueuse et l'embrasait tout entière. Il était impatient de conclure son mariage, se désespérait des délais imposés par la prudence paternelle de D. Bernardo. Quelques mois passèrent ainsi. Le printemps revint, les Rodriguez partirent pour Bilbao. Bolivar resta à Madrid, attendant d'un moment à l'autre la réponse de son oncle.

Au cours d'une promenade qu'il faisait dans les premiers jours d'octobre, il passait à cheval près du pont de Tolède lorsqu'une troupe de sergents de police l'arrêta, sous prétexte qu'il avait des diamants cousus à ses manchettes et qu'un édit récent interdisait cet usage. Bolivar descend de cheval, cherche à s'expliquer mais l'un des alguazils l'ayant interpellé avec quelque brusquerie, il tire l'épée et fond sur les sergents l'arme haute. Des passants arrivèrent à point pour empêcher l'affaire de prendre un mauvais tour. Peu s'en fallut qu'elle ne l'eût en effet. Godoy soupçonnant Bolivar d'être porteur de quelque message amoureux de Mallo pour la reine, avait imaginé l'expédient. On fit entendre au jeune officier qu'il agirait avec prudence en quittant Madrid. Ustaritz insista et Bolivar prit la route de Bilbao.

Son dépit et sa rage de n'avoir pu se venger de l'affront qui venait de lui être infligé furent tels qu'en le voyant arriver en cet état, D. Bernardo le crut insensé. Bolivar voulait se marier sur l'heure et quitter à tout jamais l'Espagne. Il ne s'apaisa qu'à force de raisons. Le père de Maria Teresa lui déclara qu'il ne lui donnerait sa fille que plus tard et l'engagea à voyager. Force fut donc à l'impatient Bolivar de s'acheminer vers Barcelone d'où il s'embarqua pour Marseille. Il vint à Paris, y demeura tout l'hiver et rentra à Madrid au début d'avril 1802. D. Fernando del Toro avait mis à profit l'absence de son ami pour lui faire accorder sa grâce. Bolivar obtint donc l'autorisation royale indispensable aux officiers de son rang pour contracter mariage[1],

1. Note du ministre Caballero au capitaine général du Vénézuéla datée d'Aranjuez le 15 mai 1802, citée par O'Leary, *Memorias*, etc., *op. cit.*, t. I, p. 12.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

épousa Dª Maria Teresa dans le courant de mai et partit le jour même pour la Corogne et de là pour Caracas.

Le bonheur semblait lui sourire, un bonheur calme et charmant auquel il rêvait de donner pour cadre les radieuses vallées d'Aragua. La vie s'écoulerait là, reposante et douce, loin des intrigues détestées et du tumulte odieux des villes. A peine arrivé à Caracas, la jeune femme emportée par une fièvre maligne, mourait en quelques jours, le 22 janvier 1803. Bolivar restait, à dix-neuf ans, veuf et désespéré.

Désespoir sombre, ardent, tragique, comme il fallait l'attendre de l'âme impétueuse et dominatrice qui s'était crue soudain en possession du bonheur et qui demeurait vide à présent, désorientée, palpitante ; ce fut dans la jeunesse du Libertador la crise qui devait décider de toute sa vie. Il s'illusionnait certes en imaginant qu'il aurait pu « mourir, comme il l'avoua lui-même[1], dans la peau d'un simple alcade de San Mateo » et son génie l'aurait élevé tôt ou tard, au rang des acteurs que le grand drame de l'Indépendance appelait en scène. Mais il n'y eût peut-être pas joué le premier rôle si, puisant aux sources amères de la douleur les nécessaires énergies, il ne s'y était préparé dès ce moment par l'étude, la connaissance des hommes et des choses que devaient lui donner ses voyages, les enseignements prestigieux qu'ils lui réservaient. Sa préparation, incomplète et hachée, prenait enfin une voie plus directe et plus sûre.

Avant tout, Bolivar résolut de partir. Il avait pressenti, durant son rapide séjour en Europe, au travers du voile que ses pensées trop chères interposaient entre elles et la réalité, tout un monde de connaissances à acquérir, de plaisirs aussi, dont il n'avait goûté que le parfum. Il s'attendrit au souvenir des promesses qu'il avait faites autrefois à Simon Rodriguez, son premier confident, le seul qui saurait le consoler sans doute, d'aller le rejoindre et de visiter avec lui l'Ancien Monde. La surveillance de ses propriétés qu'il lui fallait assurer

1. La Croix, *Diario de Bucaramanga*. Paris, Walder, in-18 1869, p. 62.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

avant de quitter Caracas retint encore quelques mois Bolivar au Vénézuéla. Il confia l'administration de ses biens à Juan, son frère, et partit enfin.

La traversée fut longue et c'est par des lectures encore que le voyageur en occupa les loisirs[1]. Il avait avec lui Plutarque, Montesquieu, Voltaire, Rousseau surtout dont il respirait le sortilège. Les infortunes des amants de la *Nouvelle-Héloïse* durent lui arracher de ces larmes où la « sensibilité » de l'époque se complaisait tant, travers conventionnel auquel il sacrifia comme ses contemporains, mais qui, cette fois du moins, avait pour excuse sincère les échos éveillés dans un cœur si récemment meurtri. Il retrouva dans les ouvrages philosophiques du « citoyen de Genève » les théories préférées de son maître et jusqu'à des passages entiers que lui récitait Rodriguez. L'enthousiasme des vertus publiques s'animait en son esprit. Ce sentiment se précisait parfois jusqu'à lui laisser entrevoir en éclaircies soudaines des visions d'avenir. La Liberté! ce mot le faisait frémir jusqu'aux moelles. N'était-il pas destiné à se consacrer à son tour à la religion nouvelle dont il avait trouvé déjà plus nombreux les adeptes à Caracas? Il le pensait sans doute et, dès le débarquement à Cadix, il se mettait en relations avec des compatriotes inconnus venus à sa rencontre qui l'admettaient quelques jours après aux mystères de la « Grande Loge Américaine[2] » où on lui faisait prêter le serment solennel : « *Tu ne reconnaîtras pour gouverneurs légitimes de la patrie que les élus de la libre et spontanée volonté du peuple et le système républicain étant le mieux adaptable au gouvernement des Amériques, tu emploieras tous les moyens en ton pouvoir pour le faire admettre à ses populations*[3]. »

Pourtant, il repartait pour Madrid, y retrouvait les traces de son bonheur si court et pleurait longuement avec le père de Maria Teresa. Le chagrin le reprenait.

1. O'Leary, *Memorias*, etc., *op. cit.*, I, p. 14.
2. V. *infrà*, liv. II, ch. III, § 1.
3. V. Mitre, *Historia de Belgrano*, 3 v., Buenos-Ayres 1860, t. II, ch. XXIII, p. 272.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bolivar était pourtant trop jeune et trop pénétré surtout de ses récentes lectures, pour qu'insensiblement l'étreinte de ce chagrin ne devînt moins douloureuse. Le souvenir de la petite épouse trop vite disparue s'atténuait, prenait une forme romanesque, dont le charme, exprimé plus tard par le Libérateur lui-même, est tout entier dans son aveu: « Je n'oublierai jamais, disait-il, mon entrevue avec D. Bernardo lorsque je lui rapportai les reliques de Maria Teresa; le père et le fils mêlaient ensemble leurs larmes; scène déchirante et délicieuse car c'est un délicieux tourment que le tourment d'amour[1]. »

Bolivar quitta Madrid à la fin de mars et se rendit à Paris. Il ne tarda pas à s'y livrer à une existence de luxe et de plaisirs, par laquelle il espérait s'étourdir et qu'il traversa hautain, tourmenté, désabusé en apparence, affichant un mal inguérissable, jouant les *René* que Chateaubriand mettait alors à la mode. Il éblouissait de son faste D. Fernando del Toro, qu'il avait retrouvé, en même temps qu'un groupe de jeunes créoles dont Carlos Montúfar[2], originaire de Quito, fils du marquis de Selva-Alegre, était le chef de file. Il apprit par eux que D. Samuel Robinson, — c'était à présent le nom que portait Rodriguez, — se trouvait à Vienne et partit à sa recherche.

« J'attendais beaucoup, écrivait-il quelque temps après, de la société de mon ami, du compagnon de mon enfance, du confident de mes joies et de mes chagrins, du mentor dont les consolations et les avis ont toujours

1. Mosquera, *Memorias sobre la vida*, etc., *op. cit.*, p. 10.

2. Montúfar (Carlos), né à Quito vers 1778. Il fit ses études en Espagne et vint au Vénézuéla en 1808 où il prit part aux événements du 19 avril 1810. Il se rendit ensuite à Quito et, nommé commandant en chef des troupes républicaines, il fut battu à plusieurs reprises par les généraux espagnols Tacón Aymerich et Sámano. Montúfar brillait plus par son courage et son patriotisme que par ses connaissances militaires. Prisonnier en même temps que Nariño en 1813, il parvint à Santa-Fé, mais il fut repris après le combat de la Cuchilla del Tambo et fusillé à Popayan le 3 septembre 1816.

Son père, Juan Pio Montúfar, marquis de Selva-Alegre fut président de la première Junte sud-américaine, celle de Quito, en 1808. Il périt assassiné dans la prison de cette ville le 2 août 1809 (V. *infrà*).

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

eu sur moi tant d'empire. Pour cette fois, hélas, son amitié ne m'a été de rien. M. Rodriguez ne semblait plus avoir d'attachement que pour la science. Il s'était fait préparateur du laboratoire de chimie d'un seigneur autrichien... Je le voyais à peine une heure par jour, et c'était pour m'entendre dire : « Mon cher amuse-toi, vois des gens de ton âge, va au spectacle, distrais-toi : c'est l'unique moyen de te guérir. » Je compris alors que cet homme, le plus savant, le plus vertueux, le plus extraordinaire aussi que je connaisse, manquait de sensibilité. Je tombai vite dans une sorte de consomption et les médecins en conclurent à ma mort prochaine : c'était le plus cher de mes vœux. Un soir que j'étais au plus mal, Rodriguez survenant avec le docteur, me réveilla; ils parlaient allemand. Je ne comprenais pas le sens de leurs paroles, mais à l'accent de leurs voix, au jeu de leurs physionomies, je devinai leur animation. Le médecin se retira après m'avoir examiné. J'avais toute ma connaissance et tout languissant que je fusse, j'étais en état de soutenir une conversation. Rodriguez s'assied auprès de moi et, sur le ton de l'affectueuse bienveillance qu'il me témoigne toujours, il me montre la folie dont je vais me rendre coupable en voulant mourir à mi-chemin. Il me dit qu'il y a dans la vie d'un homme autre chose que l'amour, que je pourrais être heureux en me consacrant aux sciences, ou en devenant ambitieux. Vous savez de quelle persuasion use Rodriguez; il prête de la raison aux plus absurdes sophismes. Aussi n'eut-il pas de peine à me convaincre...

« La nuit suivante, mon imagination s'étant exaltée à l'idée de me dévouer aux sciences ou à la liberté des peuples : « Sans doute, dis-je à D. Simon, me sentirais-je entraîné vers ce brillant avenir, mais il faudrait que je fusse riche; à quoi puis-je prétendre sans cela? Je suis pauvre, malade, abattu. Ah! Rodriguez, je préfère mourir. » Je lui serrai la main en le suppliant de me laisser mourir en paix. Tout à coup le visage de mon ami sembla refléter une résolution soudaine. Il parut hésiter un instant... Enfin, levant les yeux au ciel, il

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

s'écrie d'une voix inspirée : « Sauvé, il est sauvé ! » Il me prend les mains et, tremblant d'émotion : « Mon ami, si tu étais riche, consentirais-tu à vivre, dis, réponds-moi. » J'étais stupéfait, ne sachant ce qu'il voulait dire; il insiste, me regarde. « Ah ! nous sommes bien sauvés cette fois, reprend Rodriguez... L'or sert donc à quelque chose.... Simon Bolivar, vous êtes riche, vous avez présentement quatre millions ![1] »

C'est à sa cousine, Fanny de Trobriand, fille d'une sœur de M. d'Aristeguieta, celui même dont Bolivar avait hérité son majorat, qu'il adressait cette curieuse épître. Fanny avait vingt-huit ans. Elle avait épousé en 1796 M. Dervieu du Villars, de beaucoup plus âgé qu'elle et témoignait à son cousin une affection sur laquelle le jeune homme s'était rejeté avec reconnaissance. Les du Villars avaient connu leur parent à Bilbao avant son mariage et l'avaient fort bien accueilli à son récent retour à Paris. Fanny s'était instituée sa conseillère, sa directrice : elle « exigeait des confidences[2] » et devint bientôt « celle à qui l'on ne pouvait celer aucun secret[3] ». Une correspondance suivie s'établit entre Bolivar et sa cousine qu'il appelait « Thérèse » dans ces lettres où il s'essayait à lui dépeindre les étapes par lesquelles avait passé « le pauvre gamin de Bilbao, modeste, économe et studieux[4] » pour devenir ce qu'il était aujourd'hui, « le Bolivar de la rue Vivienne, mécontent, paresseux et prodigue[5] ».

Son style se ressent manifestement de l'air du siècle, des pâmoisons, des soupirs et des regards au ciel dont Saint-Preux et Julie embarrassaient leur écriture. Bolivar connaissait depuis longtemps l'état de sa fortune. La lettre qu'il avait envoyée à Caracas pour avertir son oncle D. Pedro de son futur mariage[6], fait allusion

1. Cette lettre, datée de Paris 1804, faisait partie des archives de la famille de Trobriand. Elle se trouve in-extenso dans Rojas. *Ley. Hist.*, 2e série *op. cit.*, pp. 272-277.
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*
5. *Id.*
6. V. *suprà*,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

au « majorat important » qu'il risquerait de perdre, si « conformément aux volontés du légataire », il ne venait s'établir à Caracas, et les précautions qu'il avait prises, d'accord avec son frère, avant de quitter pour la seconde fois le Vénézuéla, afin que ses revenus lui fussent régulièrement assurés, ne laissent aucun doute sur sa prévoyance. C'est donc pur romantisme que ces lettres à « Thérèse », mais elles n'en restent que plus caractéristiques de l'état d'âme du disciple de Rodriguez et du lecteur passionné de Jean-Jacques : « Le présent n'existe pas pour moi, c'est un vide absolu d'où ne peut naître un seul désir capable de laisser de trace en ma mémoire. Ah ! Thérèse, ce sera là le désert de ma vie... A peine un caprice m'effleure-t-il, je m'efforce de le satisfaire, mais ce qui me semblait désirable me devient odieux aussitôt que je m'en suis emparé. De nouveaux changements que le hasard imposerait à ma vie me satisferaient-ils ? Je l'ignore, mais si ces revirements se dérobent, je retomberai sans doute dans l'abattement dont m'a tiré mon précepteur en m'annonçant mes quatre millions. »

Peut-être, après tout, la scène de Vienne s'est-elle passée comme la contait Bolivar, et Rodriguez, soucieux de reprendre le fil interrompu de l'éducation de son *Émile*, rentrait-il dans le rôle du gouverneur auquel il appartient, comme l'on sait, de révéler à son élève qu'il n'est pas « si près » qu'il le croyait « de l'état des pauvres[1] ». Mais Bolivar ne lui laissa pas le temps d'ajouter que « l'âge de licence pour les autres doit être l'âge de raison pour *Émile*[2] ». A Vienne, puis à Londres, à Madrid, à Lisbonne, il mène un train de prince, perd au jeu cent mille livres en une soirée, prodigue l'or « à la seule apparence des plaisirs ». « Je n'aspirais pas aux richesses — écrit-il au sortir de si belles équipées — elles se sont offertes à moi sans que je les aie souhaitées. N'étant pas préparé à résister à leur séduction, je m'y abandonne entièrement. Nous sommes les

1. *Émile*, liv. III.
2. *Id.*, liv. IV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

jouets de la Fortune; cette grande divinité qui conduit l'univers est la seule que je reconnaisse. Il faut lui attribuer nos vertus et nos vices. Si elle n'avait mis sur ma route un trésor, jaloux serviteur des sciences, passionné pour la liberté, j'eusse revendiqué la gloire pour mon seul culte, pour l'unique fin de ma vie. Les plaisirs m'ont captivé, mais pas longtemps. L'enivrement a été de courte durée, car il confinait au dégoût. Vous prétendez que j'incline moins aux plaisirs qu'au luxe. J'en conviens. Mais, le luxe n'a-t-il pas comme un faux air de gloire ? N'ayant recueilli que de l'ennui à visiter les grandes villes, je reviens à Paris avec l'espoir d'y trouver ce que je n'ai pu rencontrer nulle part : un genre de vie qui me convienne. Mais, Thérèse, je ne suis décidément pas un homme comme les autres et Paris n'est pas le lieu où je puisse calmer les anxiétés qui me tourmentent. M'y voici depuis trois semaines et je m'y ennuie déjà. »

IV

Cette fois Bolivar n'était ni galant ni surtout sincère et la littérature lui faisait tenir un langage qu'il dément en mainte rencontre. « Il gardait de Paris — écrit un de ses familiers [1] — le souvenir que l'on garde d'une première passion. Au milieu des graves soucis du Libertador, c'était pour lui comme une récréation d'écolier de refaire mentalement une promenade au Palais-Royal. Doué alors d'une extrême ardeur pour le plaisir et particulièrement pour les plaisirs faciles, c'était une chose vraiment extraordinaire de voir le libérateur de sa patrie faire le dénombrement des beautés qu'ils avait connues en France, avec une exactitude et une précision qui faisaient honneur à sa mémoire : il citait les calembours de Brunet, il chantait les couplets en

1. Serviez (V. *infrà* Liv. II. ch. IV § IV) dans *L'Aide de Camp ou l'auteur inconnu. Souvenirs des Deux-Mondes,* publiés par Maurice de Viarz, un v. in-8°, Paris 1832, p. 133.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vogue et riait de ses fredaines de jeune homme avec une expression vraiment naïve. » Ceux de ses confidents les plus intimes qui lui ont consacré des biographies [1], abondent en souvenirs où se retrouve la constance de ces sentiments, résumés par Bolivar lui-même dans cette confidence au général Mosquera : « Si je ne me souvenais que Paris existe et si je n'avais l'espoir d'y retourner un jour, je serais capable de ne plus vouloir vivre [2]. »

Le salon de Mme du Villars, qui rivalisait dans le Paris si brillant du Consulat et des premiers temps de l'Empire avec celui des Suger, de Mme de Talleyrand, de Mme Suard et de Mme d'Houdetot, où fréquentait d'ailleurs Bolivar, offrait des ressources d'esprit et de grâce qu'il eût été difficile de souhaiter mieux accomplies. On y voyait apparaître parfois les « reines du jour » : Mme Récamier et Mme de Staël [3], les hommes politiques les plus célèbres, le vicomte Laîné, les frères de Lameth [4] qui s'étaient l'un et l'autre distingués aux États-Unis sous les ordres de Rochambeau, des généraux magnifiques dont Oudinot et Eugène de Beauharnais, des savants comme Humboldt, Talma, le fameux sociétaire de la Comédie-Française que Bonaparte comblait de sa faveur.

Impulsif, raisonneur et disert, Bolivar tenait dans cette compagnie une place qu'on n'eût pas attendue de sa jeunesse et de sa qualité d'étranger. Il querellait le prince Eugène qui s'était avisé de courtiser cette même Thérèse avec laquelle correspondait si éloquemment le disciple de Rodriguez. Il ne craignait pas de faire

1. Voir J. M. Restrepo, *Diario*, mss. Arch. Restrepo Bogotá, *passim*. — La Croix, *Diario de Bucaramanga*, etc., *op. cit.*, p. 63. — Mosquera, *Memorias*, *op. cit.*, ch. I. — O'Leary, *Memorias*, *op. cit.*, ch. I. — Ducoudray-Holstein, *Histoire de Simon Bolivar*. Paris 1831, 2 v. in-8°, *passim*. — Le Moyne, *La Nouvelle Grenade*, Paris 1880, t. I. — Miller, *Biographical sketch of general Bolivar*, 1828, etc.

2. Mosquera, *Memorias... op. cit.*, p. 14.

3. Stenger, *La Société française pendant le Consulat*, t. III.

4. Alexandre, né en 1760, mort en 1829, se trouvait avec de Ségur sur celui des bâtiments de la flotte de M. de Vaudreuil qui se rendit en 1783 à Puerto-Cabello. Alexandre de Lameth alla de Puerto-Cabello à Caracas par terre et séjourna quelques jours dans la capitale vénézuélienne.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

avec éclat profession de foi libertaire, à ce moment où les plus avancés jugeaient opportun d'atténuer la nuance de leurs opinions. Son esprit, naturellement frondeur, l'incitait à prendre à partie les commensaux de Mme du Villars qu'il cherchait pourtant plus à étonner qu'à convaincre, et l'à propos d'une saillie plaisante lui ramenait toujours leur indulgence. Il apportait dans ce milieu raffiné une note d'exotisme un peu brusque dont la hardiesse spirituelle intéressait et s'imposait à tous.

Bolivar était alors un cavalier de noble et belle prestance. On pouvait malaisément, où il se trouvait, fixer les yeux sur une autre physionomie que la sienne. Le magnétisme irrésistible qui, plus tard, rendra soumis en sa présence ses ennemis même les plus résolus, émanait déjà de toute sa personne. Sous les paupières un peu lourdes, ornées de longs cils noirs, autant d'étincelles que de sourires échappaient au feu sombre de ses prunelles. Il avait le teint mat et chaudement doré, le front haut et serré vers les tempes, les joues maigres, le nez long, droit, correctement courbé, aux ailes accusées et fines, la bouche d'un dessin ferme, relevée délicatement à la commissure des lèvres modérément colorées et saillantes : la lèvre supérieure notablement allongée s'ombrait d'une moustache naissante, le menton était bas, carré et quelque peu fossu. Des favoris châtains contrastant avec une chevelure brune, qui tombait sur le cou en boucles frisottantes, suivaient l'ovale très long du visage. De taille moyenne, le buste étroit, les jambes grandes, svelte et bien découplé cependant, il affectait la plus élégante recherche de mise et de manières. Mais la vivacité de son geste, l'agitation de sa démarche, sa voix aiguë et sonore semblaient mal adaptées au cadre restreint d'une chambre. On imaginait mieux Bolivar dans un vaste décor de paysage et de soleil.

Incertain de sa destinée, il continuait à défaut d'autres fièvres, à chercher dans les plaisirs l'indispensable aliment de son âme. Le libertinage, la passion du jeu l'absorbèrent. Les *galeries de bois* du Palais-Royal retentissaient de ses folies. Les supplications

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Thérèse finirent cependant par émouvoir ce déplorable cousin. Il perdit une somme considérable et Rodriguez, venu tout exprès de Vienne, le morigéna d'importance. On était à la fin de novembre. Bolivar quitta la rue Vivienne pour une résidence plus calme, rue de Lancry [1]. Il s'assagit, revint à ses livres. C'est alors qu'il se lia avec Humboldt auquel Mme du Villars l'avait présenté quelque temps auparavant.

Le baron Alexandre de Humboldt, qui fut en effet, durant l'automne et l'hiver de 1804, l'hôte privilégié des salons de Paris, venait, en compagnie d'un jeune élève à l'École de Médecine et au Jardin des Plantes, Aimé Goujaud Bonpland [2], d'achever, à travers l'Amérique méridionale et le Mexique, un voyage de 9.000 lieues, la plus grandiose exploration qu'on eût jamais accomplie dans ces régions jusqu'alors inexactement connues et visitées. Grâce aux observations de Juan et d'Ulloa, de La Condamine et d'Azára, on avait apporté une précision plus grande à la confection des cartes de l'Amérique et à la détermination des coordonnées, mais la géographie du Nouveau Monde méridional était restée très imparfaitement caractérisée jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. Ses véritables créateurs furent Humboldt et Bonpland. Dès leur rentrée en Europe, Delamétherie avait publié dans son *Journal de physique*, à la date de messidor an XII, une notice détaillée [3] de l'itinéraire suivi par les deux voyageurs au cours de leur exploration qui ne dura pas moins de cinq années.

Pourvus de recommandations de la cour d'Espagne, ils s'étaient embarqués le 15 juin 1799, sur la frégate *Pizarro* et, après un séjour aux Canaries, avaient pris terre en Amérique au port de Cumana. Ils parcoururent successivement les anciennes provinces vénézuéliennes de Nouvelle-Andalousie et de Nouvelle-

1. Pedro Maria Moore, *Centenario de Bolivar*. Paris, 1883, p. 12.
2. Né à La Rochelle en 1773, mort en 1858.
3. Insérée dans l'ouvrage de T. E. Hamy, *Lettres américaines d'Alexandre de Humboldt* (1787-1807), Paris in-8° 1909, et rédigée sur des documents, lettres et notes des deux voyageurs.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Barcelone, la Guyane et séjournèrent quelque temps à Caracas et dans les vallées d'Aragua. De Puerto-Cabello, ils se portèrent au sud, pénétrant depuis la côte de la mer des Antilles jusqu'aux limites du Brésil vers l'équateur. Après avoir traversé les llanos de Calabozo et de l'Apure, ils avaient entrepris, à partir de San-Fernando, la descente de ce fleuve et, par l'Orénoque et le rio Guaviare, pénétré jusqu'aux sources du rio Negro qui les conduisit aux frontières du Para. Humboldt et son compagnon rejoignirent ensuite l'Orénoque et le descendirent jusqu'aux bouches d'Angostura. Ils atteignaient de là Barcelóna, puis Cumana de nouveau, ensuite Carthagène, d'où « le désir de voir le célèbre Mútis » les amena à Santa-Fé. Ils demeurèrent deux mois dans cette capitale. En 1802, ils étaient à Quito et au Pérou ; au mois de janvier de l'année suivante, à Guayaquil, puis au Mexique, qu'ils parcouraient en tous sens. Enfin, à La Havane, à Philadelphie, à Washington[1]. Ils arrivèrent à Bordeaux dans les premiers jours d'août 1804, rapportant les matériaux du célèbre : *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent* dont la mise au point demanda près de trente années (1805-1832) et qui renferme d'immenses documents sur la géographie, l'archéologie, l'agriculture et les diverses branches de l'histoire naturelle.

Bolivar trouva chez Humboldt, auquel il rendait presque tous les jours visite, un accueil des plus affectueux. Le jeune américain était le parent ou l'allié des familles de la société de Caracas qui s'étaient disputé les grâces du « savant baron », l'avaient entouré de prévenances et dont il conservait le souvenir avec un enthousiasme attendri qui transparaît en chaque endroit de sa correspondance et de ses ouvrages[2]. Les Ustaritz, les Toro, Avila, Soublette, Montilla, Sanz, d'autres encore, avaient fêté le voyageur dans leurs maisons ou,

1. V. Codazzi, *Atlas de la Republica de Colombia*. Paris 1889. *Itinerarios de Humboldt y Bonpland*. Carte n° 10 et *Boletin de Historia y Antiguedades, publ. cit.*, 5e année, p. 65.

2. V. notamment Hamy, *Lettres américaines d'Alex. de Humboldt*. Correspondance avec Montenegro, Tovar Pónte, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

leurs haciendas[1], Bello l'avait accompagné à la Silla del Avila. La famille du futur général Ibarra[2] l'avait reçu, ainsi que Bonpland, dans cette propriété de *Bello Monte*, où, le jour des Rois de l'année 1800, Humboldt se crut transporté, comme il le disait lui-même, « en un palais de féerie. Le parc immense et très bien entretenu, orné de jets d'eau, de bosquets, de statues et de ruines pittoresques, avait servi de cadre à une fête somptueuse qui réunissait une société charmante où chacun rivalisa d'amabilité pour nous faire éprouver toutes les grâces de la civilisation la plus raffinée, avant que nous ne nous fussions enfoncés dans les forêts de l'Orénoque... »[3].

Chacune des étapes d'Humboldt et de son compagnon dans les capitales américaines avait été marquée par autant de témoignages d'empressement et d'estime. Ils avaient rencontré partout non seulement des hommes qui les avaient compris, mais encore des savants qui collaborèrent à leurs travaux, « américains ou espagnols, la plupart ingénieurs, marins, cosmographes, professeurs de sciences naturelles, possédant une instruction variée, pleins de vertus et de talent dont on pourrait — c'est toujours Humboldt qui le proclame — composer une liste de noms suffisante à l'illustration de tout un siècle[4]. » Mútis avait, à Santa-Fé, donné l'hospitalité à ses savants confrères; il avait mis à leur disposition les trésors de ses meilleures collections et placé auprès d'eux, pour leur servir de guide, son élève préféré, Cáldas[5], « un vrai prodige, disait Humboldt, qui a su s'élever tout seul, construire des baromètres, des sec-

1. V. sur le séjour de Humboldt au Vénézuéla A. Rojas, *Estudios y Lecturas*. Caracas, 1876, pp. 468 ss., 500 ss.

2. Ibarra (Diego), né à Guácara en 1798, mort en 1837, fut aide de camp général de Bolivar qu'il assista à ses derniers moments. Il avait pris part à presque toutes les campagnes de la guerre d'Indépendance et s'était signalé par son intrépidité et ses connaissances militaires.

3. Rojas, *Estudios y Lecturas*. *op. cit.*, p. 476.

4. V. Hamy, *Lettres américaines*. etc., *op. cit.* Préface. — V. aussi *Mémoires du Prince de la Paix D. Manuel Godoy, duc d'Alcudia*, etc., 4 v. in-8°, Paris 1836, t. III, ch. XVII.

5. V. *suprà*, ch. II, § 4, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

teurs, des quarts de cercle, mesurer les latitudes avec des gnomons de 15 à 20 pieds. J'ai calculé des hauteurs qui différaient à peine de 4 à 5 lignes de celles qu'avait obtenues Cáldas avec ses instruments. A quoi ce jeune homme n'atteindrait-il pas si le hasard l'avait fait naître au milieu d'un peuple plus cultivé, où du moins il ne faut pas espérer tout de soi-même ! Le génie ne s'éteint pas cependant. On le voit ici suivre les traces de la carrière glorieuse ouverte par Bouguer et La Condamine. L'Audience de Quito a pu détruire les *pyramides*[1], mais on ne saurait étouffer le génie qui semble attaché à la terre américaine[2] ». Lima, Quito n'avaient pas laissé de moins éclatants souvenirs à Humboldt[3]. Mexico l'avait « ébloui ». Aucune ville du Nouveau Continent ne renfermait d'établissement scientifique comparable à ceux de cette capitale. L'École des mines, le Jardin botanique, l'Académie de peinture et de sculpture, les « Nobles Arts de Mexico », comme on l'appelait, lui furent un sujet « de surprise et de ravissement[4] ».

C'étaient là pour Bolivar autant d'affirmations aussi flatteuses que réconfortantes. Brimé naguère par ses compagnons madrilènes, auprès desquels sa qualité de créole lui valut souvent des railleries qu'il avait dû subir en silence, admis ensuite parmi des étrangers qui pensaient avoir comblé les prétentions du jeune sud-américain en feignant d'oublier ses origines, il en sentait plus que jamais grandir en lui l'orgueil, à présent que le savant le plus révéré de la société parisienne lui dépeignait si favorablement ses compatriotes.

La tendresse et l'admiration lui venaient aussi pour ces pays magnifiques dont l'érudition complaisante d'Humboldt ne se lassait pas de décrire les aspects innombrables et toujours grandioses. Les vallées d'Aragua

1. Élevées par ces savants pour commémorer les résultats de leurs expériences.
2. *Correspondance de Cáldas* dans *Repertorio Colombiano*, t. XXII.
3. V. *Essai politique sur le Royaume de la Nouvelle Espagne*, t. I, liv. II, ch. VII.
4. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

où le lac de Valence rappelle « invinciblement le tableau de celui de Genève, mais embelli par la majesté de la végétation tropicale [1] », les déserts brûlants des grands llanos « où le sable est pareil à l'horizon de la mer [2] », les routes interminables à travers les prairies obligeant le voyageur à diriger sa course incertaine mais enivrante d'espace et de liberté, « d'après le cours des astres ou par quelques troncs épars de *mauritia* et d'*embothrium* que l'on découvre de trois en trois lieues [3] », les gigantesques navigations sur ces cours d'eau que La Condamine surnommait déjà « de petites mers d'eau douce », l'ascension presque complète du Chimborazo, dont Humboldt, non sans légitime vanité, citait exactement les détails : « à 3.300 pieds plus haut que La Condamine et Bouguer, à 3.036 toises au-dessus du niveau de l'océan Pacifique, ayant vu sortir le sang de nos yeux, de nos lèvres et des gencives, et glacés d'un froid que le thermomètre n'indiquait plus [4]. » La végétation, la faune, les ressources minérales du Nouveau Monde, aussi variées, aussi riches que l'est en ses aspects la terre inépuisablement prodigue où elles se rencontrent, se révélaient ainsi pour la première fois [5] à l'esprit transporté de Bolivar.

Humboldt n'avait pas manqué de lui parler encore des sentiments et des aspirations qui se manifestaient parmi les populations américaines. Il disait combien il avait été frappé, surtout au Vénézuéla, de l'émoi, de la colère provoqués par l'exécution d'España et de ses compagnons [6]. C'était la conclusion habituelle de ces entretiens

1. Notice de Delamétherie, *loc. cit.*
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*
5. Avant l'apparition des ouvrages de Humboldt, les habitants du Nouveau Monde, les Européens et les Espagnols eux-mêmes n'avaient qu'une idée confuse de la valeur et des ressources que pouvait offrir l'Amérique du Sud. « L'*Essai politique sur la Nouvelle Espagne* (1811), dit Lucas Alamán (Historia de Mejico, *op. cit.*, t. I, ch. III), apprit le Mexique aux Mexicains. Ceux-ci pensèrent même que leur pays était tellement riche que lorsqu'il deviendrait indépendant, nul autre ne pourrait le dépasser en puissance. »
6. *Voyage aux régions équinoxiales*, etc., t. IV, pp. 166-167.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

où Bolivar se montrait chaque fois plus assidu et plus attentif. — « Quelle radieuse destinée, s'écria-t-il un jour, que celle du Nouveau Monde, si ses peuples se trouvaient affranchis de leur joug, et quelle sublime entreprise ! » — « Certes, lui répliqua son interlocuteur, mais je ne connais pas d'homme capable de la mener à bien [1]. »

Bolivar quitta, ce jour-là, tout pensif, le cabinet de M. de Humboldt. Une clarté s'était faite en lui. Il venait d'apercevoir le but où devaient tendre ses énergies, la grande œuvre à laquelle il brûlait à présent de se vouer. L'existence inutile qu'il menait depuis un an faisait place à des résolutions plus précises. Il se donnait à la liberté comme il s'était donné au plaisir, avec toute la fougue d'une nature formidable, dont les ardeurs trouvaient enfin la source vive capable de les désaltérer. Les voluptés matérielles ne cesseront jamais sans doute de le retenir, mais leur enivrement, passager, n'aura plus sur son esprit d'emprise. Il connaît désormais la route qu'il lui faudra et qu'il veut parcourir.

A ce moment un événement inouï se prépare. La grande figure de l'Empereur est apparue à l'horizon des hommes et le vent soulevé par l'essor prodigieux de son aigle emporte les dernières hésitations du futur libérateur. Paris allait célébrer le sacre de Napoléon. Deux ans plus tôt, Bolivar avait assisté aux fêtes qui consacrèrent la signature de la paix d'Amiens. Bien qu'il eût « la tête pleine alors des vapeurs de l'amour [2] », comme il disait lui-même en se reportant à cette époque de sa vie, il n'avait pu demeurer insensible aux suggestions de ce spectacle. Les magnificences du sacre lui en apparurent comme un splendide prolongement. A l'apparat théâtral de la cérémonie de Notre-Dame et des réjouissances qui la suivirent se mêlait une grandeur incontestable. « Cet acte auguste, dira plus tard Bolivar [3], me remplit d'enthousiasme ; sa pompe et les sentiments

1. *Documentos relativos a la Vida del Libertador*. Préface de l'édition officielle publiée du vivant de Bolivar, 1826-1827, t. I, p. 7.
2. La Croix, *Diario*, etc., *op. cit.*, p. 64.
3. *Id*, p. 65.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'allégresse et d'amour qu'un peuple immense manifestait à l'égard du héros, cette effusion générale de tous les cœurs, ce mouvement spontané qu'excitaient la gloire et les lauriers de Napoléon, acclamé à ce moment par plus d'un million de poitrines, me parurent, pour celui qui les obtenait, le terme ultime de l'ambition d'un homme. Et, bien que je fusse loin d'imaginer qu'une telle fortune dût m'échoir un jour, j'évoquai malgré moi l'esclavage de ma patrie et l'auréole dont pourrait resplendir son affranchisseur [1]. »

Dès ce moment pourtant, le grand vide dont souffrait l'âme magnanime de Bolivar est comblé et l'amour de la Patrie la possède à jamais.

V

Au commencement du printemps, accompagné de Rodriguez, Bolivar partit pour l'Italie. Il cédait, avec toute la jeunesse d'alors, à l'attrait de la terre d'élection, du sol illustre, « composé de la poussière des morts et des débris des empires », où il semble qu'à cette époque tant de destinées fameuses soient allées demander leur secret. Ces vestiges de la Grande Histoire, à laquelle les jeunes héros des armées républicaines venaient, en combattant pour la liberté des nations, d'ajouter d'admirables chapitres, nul n'était autant que Bolivar, avide d'y retremper son ardeur.

Les derniers mois passés à Paris avaient fait de lui un autre homme : il avait observé, réfléchi, se nourrissant plus que jamais de ses philosophes et, sous le parrainage de Rodriguez, obtenu son admission à une loge maçonnique [2]. Il y rencontrait, dira-t-il, à côté de « fanatiques » insignifiants, nombre de « personnages de grand mérite [3] ». 1804-1805 fut, en effet, l'époque la

1. La Croix, *Diario*, etc., p. 64.
2. V. La Croix, *Diario*, etc., *op. cit.*, p. 71.
3. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

plus brillante de la Franc-Maçonnerie. Les princes, les ministres, les maréchaux, les officiers, les magistrats, tous les hommes enfin, remarquables par leur gloire ou considérables par leur situation, ambitionnaient de se faire initier [1]. L'intimité que Bolivar entretint avec eux, en même temps qu'elle était la plus propre à l'assurer dans ses récentes résolutions, contribuait à mûrir son caractère et à développer son esprit.

Aussi l'Italie, « terre en lambeaux, serve de la gent étrangère [2] », à qui le poète Alfieri prophétisa pourtant une renaissance prochaine et dont Napoléon relevait fièrement la couronne, devait-elle lui saisir l'âme par tout ce qui vibrait en ses peuples de souvenirs et d'espérances. Bolivar se plaisait à y retrouver des similitudes émouvantes avec l'unique objet de ses pensées. Les tableaux qu'il pouvait évoquer et ceux qu'il avait sous les yeux, n'était-ce pas en une sublime synthèse, le passé même et peut-être l'avenir de son Amérique ? Il était pénétré par le grand souffle d'épopée qui traversait alors l'Europe, et l'on peut imaginer de quel cœur il avait accompagné l'armée jusqu'à Milan, cette armée que les deux printemps, celui de l'âge et de l'année, rendaient invincible et superbe, assisté aux splendeurs du second couronnement et suivi, à quelques pas de l'Empereur, perdu dans la foule qui l'acclamait, le défilé des 60.000 hommes de la revue de Montechiaro [3].

A pied le plus souvent, Bolivar et Rodriguez parcoururent les plaines lombardes, visitèrent Venise, puis Bologne et Florence; ils arrivèrent à Rome à la fin de juin. Bolivar y prolongea son séjour durant plusieurs semaines avant d'aller retrouver à Naples M. de Humboldt [4] dont le frère Guillaume, à ce moment

1. V. Rebold, *Histoire Générale de la Franc-Maçonnerie*, Paris 1851. Findel, *Geschichte der Freimaurerei*. 1883, etc.
2. Alfieri.
3. V. La Croix, *Diario*, etc., *op. cit.*, p. 65.
4. Bolivar fit alors en sa compagnie plusieurs excursions aux environs de Naples. Gay-Lussac se joignit à eux pour visiter le Vésuve. (V. Notes sur Alex. de Humboldt par J. B. Boussingault dans Hamy, *Lettres Américaines*, *op. cit.*, p. 305). Le Libertador resta durant toute

chargé d'affaires de Prusse près le Saint-Siège, traita le jeune américain de très courtoise façon. Une société des plus choisies où fréquentaient l'historien Sismondi, Rauch, le grand sculpteur allemand, son collègue Thorwaldsen et pendant quelques jours encore, Mme de Staël, faisait de la légation prussienne une maison fort attrayante. Bolivar en fut le commensal séduisant et goûté. L'ambassadeur d'Espagne l'avait conduit à l'une des audiences du pape Pie VII et s'était montré scandalisé au plus haut point par son indocile ressortissant qui ne craignait pas, en refusant de s'agenouiller, pour baiser la mule pontificale [1], de rompre avec les plus respectables usages. Cette sortie fit la joie de ses nouveaux amis; il acheva sans doute de se concilier leurs bonnes grâces en proclamant — en un de ces accès d'opportunisme un peu sournois dont il ne fut pas toujours exempt — que « Bonaparte avait beaucoup perdu à devenir César [2] ».

Les soirées de M. de Humboldt n'étaient à vrai dire qu'un intermède où le jeune pèlerin assistait par distraction passagère; son être intime était ailleurs et s'abandonnait à l'enchantement de Rome. Les images qui surgissent de partout, dans l'enceinte des antiques mu-

sa vie en correspondance avec Humboldt qui fut même sur le point de venir le retrouver en 1822 et de s'établir en Amérique (v. *ibid* et Lettre de Humboldt à Boussingault du 22 août 1822, dans *Lett. Amér.*, p. 291). On peut voir dans O'Leary, *Documentos*, t. XII, quelques-unes des lettres d'Humboldt à Bolivar. Il y fait allusion à leurs communs souvenirs d'Italie et de France : « alors — dit-il — que nous faisions des vœux, l'un et l'autre, pour l'indépendance et la liberté du Nouveau Monde ». (29 juillet 1822, O'Leary, *Doc.*, t. XII, p. 234.) Bolivar conserva toujours aussi de l'amitié pour Bonpland qui devint plus tard intendant de la Malmaison. Après la mort de Joséphine et la chute de l'Empire, le Libertador lui offrit la direction d'établissements scientifiques qu'il se proposait de fonder à Bogotá. Bonpland s'embarqua pour la Colombie, mais ayant voulu auparavant faire un séjour à la Plata, il eut la malencontreuse idée de s'avancer jusqu'au Paraguay, d'où le dictateur Francia refusa pendant dix ans de le laisser partir. Parmi les nombreuses réclamations auxquelles la détention de Bonpland donna lieu de la part de divers gouvernements, il faut mentionner celle que signa Bolivar (V. O'Leary, *Memorias*, t. II, p. 231).

1. O'Leary, *Memorias*, ch. I, p. 23.
2. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

railles, aux sommets et sur les flancs des collines fameuses, également envahies par les palais, les basiliques et la majesté désolée de la Campagne dont les ondulations recouvrent au loin le sillage disparu de tant de peuples, éveillaient chez Bolivar les sentiments communs à toute la génération dont la magie du verbe de Chateaubriand a fait revivre l'émotion à la fois poignante et grandiose.

Les traces de *René* étaient fraîches encore aux marches du Colisée que Bolivar les foulait à son tour. Une *Énéide*, un *Tacite* dans la poche, il parcourut les ruines glorieuses, éloquentes, inspiratrices. Il y rêva sans doute à l'aspect du « palmier solitaire qui semble être placé tout exprès sur ces débris pour les peintres et les poètes [1] » et qui ramenait sa pensée vers la patrie lointaine. Le « Génie du Souvenir », qui présidait aux méditations tourmentées de *René*, n'était pas seul à venir « s'asseoir aux côtés » de cet autre adolescent. Son âme, aussi démesurée, ne connaissait pourtant encore de la Tristesse que la conventionnelle apparence. Elle ne se voulait limitée par aucun obstacle et le Génie de l'Avenir, ce « Dieu de la Colombie » qui hantera les « Délires » romantiques du Libertador [3]

1. Chateaubriand, *Voyage en Italie*, Lettre à M. de Fontanes. Rome, 10 janvier 1804.

2. V. Chateaubriand, *René*, Œuvres complètes. Paris Garnier, t. III, p. 77.

3. C'est probablement en 1824 que Bolivar écrivit, après avoir accompli l'ascension du Chimborazo, le célèbre *Delirio* d'une si évidente inspiration romantique. La traduction ne rend que très imparfaitement la beauté accomplie des expressions et des images, la cadence et l'harmonie du style. On serait tenté de donner pour épigraphe à cette page étonnante le couplet final du récit de Chateaubriand : « Écho du rivage américain, répétez les accents de René..... »

« Enveloppé dans l'Écharpe d'Iris (*a*), j'arrivais des contrées où l'Orénoque apporte au Dieu des Eaux son tribut magnifique. J'avais visité les sources mystérieuses de l'Amazone et je voulus monter au sommet de l'Univers. Je cherchai les traces de La Condamine et de Humboldt ; audacieux, je me mis à les suivre, rien ne put m'arrêter ; j'atteignis la région glaciale. Aucun mortel n'avait foulé jusqu'à ce

(*a*) Les couleurs fondamentales de l'arc-en-ciel, le bleu, le jaune et le rouge, avaient été choisies par les Colombiens pour leur drapeau. V. *infra*, liv. II, ch. III.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

anime déjà les premières inspirations de son génie.

Un jour de la mi-août, alors que l'ardeur du soleil commençait à décroître, le hasard d'une promenade dans la Campagne conduisit Bolivar et Rodriguez sur les bords de l'Anio au pied du Mont Sacré. Ils gravirent

jour la couronne adamantine que l'Eternité posa sur le sublime front du Dominateur des Andes.

« Je dis alors : cette Écharpe dont j'ai fait mon étendard a parcouru des abîmes infernaux, traversé les fleuves et les mers, la voici sur les Andes ; la terre soumise s'étend aux pieds de la Colombie et le Temps n'a pas su retenir la Liberté dans sa course. Bellone s'est prosternée devant Iris resplendissante et je ne pourrais pas gravir la chevelure de neige du Géant de la Planète ? Certes, je le pourrai.

« Alors, possédé tout à coup par un Esprit inconnu qui me parut d'essence divine, je laisse derrière moi les traces de Humboldt et je parviens à ternir de mon souffle les glaces éternelles du Chimborazo. J'arrive enfin, transporté par le Génie qui m'exalte et je chancelle en heurtant de la tête la voûte du Firmament : j'étais au seuil de l'Infini.

« Le délire s'empare de mon esprit ; je me sens embrasé d'une flamme étrange et souveraine. C'était le Dieu de la Colombie qui me possédait ! Soudain, le Temps se présente à mes regards sous l'aspect du Vieillard chargé de la dépouille des âges, chauve et ridé, une faux à la main... « Je suis, me dit-il, le père des Siècles, je possède les secrets de la Renommée, l'Éternité est ma mère, l'Infini marque seul les limites de mon Empire, il n'y a pas pour moi de sépulcre, car je suis plus puissant que la Mort, je contemple le Passé, l'Avenir, et le Présent tient dans ma main. Pourquoi semblestu défaillir enfant, vieillard, homme ou héros ? Penses-tu que ton univers soit quelque chose, que tu sois élevé parce que te voici sur un atôme de la Création ? Vous imaginez que les instants auxquels vous donnez le nom de siècles, servent de mesure à mes arcanes. Croyez-vous avoir vu la sainte Vérité ? Supposez-vous, insensés, que vos actions soient de quelque prix à mes yeux ? Tout est moins qu'un point pour l'Infini qui est mon père. »

« Saisi d'une terreur sacrée : « Comment, ô Temps, répondis-je, le misérable mortel, parvenu même à une cime si haute, ne s'évanouirait-il pas en ta présence ! J'ai dépassé la fortune de tous les hommes parce que je me suis élevé au-dessus de leurs têtes. La Terre est sous mes pieds, mes mains atteignent le Ciel, j'entends bouillir l'Enfer dans les abîmes et je vois auprès de moi resplendir des soleils, je mesure sans surprise l'espace où se meut la Matière, je lis sur ton visage l'Histoire du Passé et ce que médite le Destin. » — « Observe donc, me dit-il, apprends, retiens ce que tu as vu, décris à tes semblables les tableaux de l'Univers physique et de l'Univers moral ; dévoile les secrets que t'a révélés le Ciel, dis la vérité aux hommes... » Le fantôme disparut à ces mots.

« Je demeurai longtemps privé de sentiment, étendu sur ce diamant immense qui me servait de couche. Enfin, la voix terrible de la Colombie me réveille. Je reviens à moi, je me redresse, je soulève de mes propres mains mes pesantes paupières, je redeviens homme et j'écris mon Délire. » **D.** XIV, 4550.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la colline au crépuscule et s'assirent sur un fût de colonne qui gisait parmi les broussailles. La lune se leva bientôt, laissant deviner dans un lointain tout proche l'immense présence de Rome. Rodriguez rappelait à son compagnon les épisodes de la retraite sur le Mont-Aventin, s'ingéniant à établir le parallèle des plébéiens de Menenius révoltés contre la tyrannie des patriciens et du Sénat et l'impatience désespérée des peuples d'Amérique sans tribuns reconnus pour les défendre contre les oppresseurs.

Bolivar, tout à coup, se lève. Il est en proie à une émotion surhumaine, ses cheveux soulevés par le vent lui font une auréole. Ses joues pâlissent et s'animent, une flamme s'est allumée dans son regard. Des phrases entrecoupées, sonores lui échappent : « Voilà donc, s'écrie-t-il, la terre de Romulus, des rois, des citoyens, des empereurs et des martyrs. Ici toutes les grandeurs ont leur modèle et toutes les misères leur berceau. Il y eut là d'assez vastes réserves de courage et de force pour conquérir l'univers et l'assujettir aussi à des lois inexorables. Je vois, de ces tombeaux sans nombre, se lever une foule éperdue de prodigieuses figures. Mais pour un Cincinnatus, pour un Trajan, pour un Vespasien, que de Caracallas, de Caligulas et de Claudes... Impératrices, saintes et courtisanes, césars, pontifes, apôtres, bienheureux et scélérats, ombres de perversité, de crime, d'abnégation ou d'héroïsme, qu'avez-vous fait cependant pour la cause de l'humanité ?... Presque rien, puisque tout est encore à refaire !... » Et se tournant vers Rodriguez : « Ah ! mon ami, par tous ces immenses souvenirs, par ma patrie et mon honneur, je jure de ne donner de repos à ce bras qu'il n'ait délivré l'Amérique du joug de ses tyrans[1] ! »

Le Libertador allait tenir cette ambitieuse promesse. Les sacrifices qui la confirmeraient et que Bolivar pressentait avec certitude, lui donnent une ampleur émouvante. Le cadre choisi par le futur affranchisseur pour

1. Souvenirs recueillis auprès de D. Simon Rodriguez et publiés dans *El libro del Centenario*. Bogotá, 1883, par Manuel Uribe A., p. 74.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

se lier à son destin était à la mesure de sa grande âme. Et, dégagé de son enflure romantique, le serment du Mont Sacré s'empreint d'un sublime indiscutable.

Romantique, Bolivar l'était essentiellement et devait le rester toujours. Ne se trouvait-il pas imprégné de cette « surabondance de vie » que Chateaubriand n'alla demander qu'un instant aux libres et fertiles solitudes du Nouveau Monde [1] ? Les origines espagnoles exaltées au soleil tropical prédisposaient sans doute Bolivar à devenir à cet égard le représentant le plus caractéristique de son époque. En fait, rien ne lui fut étranger de ses sentiments et de son langage. Personne n'éprouva mieux les orages, l'orgueil, le panache et les chimères du romantisme et nul n'abusa davantage des prosopopées et des grandiloquences. Mais il y a toujours de la beauté, de la force et de la grandeur en son style comme il y en a dans sa conduite, et ses ambitions irrassasiées restent toujours généreuses. Rousseau, que l'on n'a pas en vain surnommé « le père du romantisme [2] », exerçait ainsi sur l'esprit de Bolivar une action indirecte et logique.

La puissante personnalité du Libertador n'est pas assurément de celles où il soit aisé de découvrir d'influence étrangère. Il n'a pu se soustraire toutefois à l'ascendant des deux hommes dont la pensée et l'action dominent le siècle et c'est à Jean-Jacques et à Napoléon qu'il demandera des leçons et des exemples.

Le conquérant-législateur et l'écrivain-philosophe sont, en effet, les parrains du génie de Bolivar. Il leur doit, si l'on peut dire, l'achevé de ses gloires et de ses erreurs. Il s'est gardé sans doute d'invoquer le nom de Rousseau ; s'il en parle par hasard, c'est pour dire que « son style est peut-être admirable, mais que ses livres l'importunent [3] » ; cependant il en fait, en toute occasion, sa lecture favorite [4]. Il emprunte aux *Discours* le fond de son vocabulaire, tellement qu'en lisant

1. V. Chateaurriand, *René*.
2. V. Pierre Lasserre, *Le Romantisme français*, Paris, 1907.
3. La Croix, *Diario*, etc., *op. cit.*, p. 43.
4. V. Ducoudray-Holstein, *Mémoires*, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bolivar on a parfois l'impression d'une traduction de Rousseau. Quand il s'agit de célébrer par des fêtes les premiers succès des armées libératrices, il consulte la *Lettre sur les spectacles*. *Le Contrat social*, ce « phare des législateurs [1] », est son code en politique et la *Profession de foi du vicaire savoyard* lui tient lieu de religion [2].

Pour Napoléon, Bolivar s'est montré plus sévère encore. Il l'accable maintes fois d'invectives : « Dès le jour où il s'est fait couronner empereur, disait-il à son aide de camp O'Leary [3], je n'ai plus voulu voir en lui qu'un tyran hypocrite, l'opprobre de la liberté et le pire obstacle à la marche du progrès. » « L'éclat de ses lauriers assurera-t-il au général Mosquera [4], ne me semble plus qu'un reflet de l'enfer : Napoléon, c'est le volcan qui prétend ensevelir sous sa lave la prison du monde. » Mais la violence même de ces attaques suffirait à faire douter de leur sincérité s'il n'était avéré qu'elles furent commandées au Libertador par les circonstances et si la préoccupation, l'obsession même de se modeler sur l'Empereur et d'égaler sa gloire n'apparaissaient en chacune des étapes de sa vie.

Nous avons entendu Bolivar devant le seul de ses confidents qui ait eu sa pensée, le général de La Croix [5],

1. Joseph de Chénier.
2. V. La Croix, *Diario*, etc., *passim* et p. 97.
3. V. O'Leary, *Memorias*, etc., *op. cit.*, ch. I, p. 15.
4. Mosquera, *Memoria sobre la vida*, etc., *op. cit.*, p. 11.
5. La Croix (Louis, Peru de) né à Montélimar, ancien officier dans la garde impériale, passa en Amérique en 1818 et servit fidèlement Bolivar jusqu'en 1830. Exilé à la mort du Libertador, La Croix revint au Vénézuéla en 1836, prit part à la révolution, dite des Réformes, à Caracas le 8 juillet de cette même année, fut exilé de nouveau, revint en France et mourut par suicide à Paris en 1837.

C'est durant le séjour qu'il fit en 1828 à Bucaramanga, auprès de Bolivar, que La Croix écrivit le journal appelé *Diario de Bucaramanga* et dont une partie seulement a été publiée à Paris en 1869 par les soins de Fernando Bolivar, neveu du Libertador.

On y trouve des anecdotes et surtout des jugements précieux recueillis de la bouche même de Bolivar, sur les hommes et les événements de son époque.

M. Ismael Lopez, diplomate et littérateur colombien, a découvert tout récemment à Caracas le manuscrit original de La Croix et se propose d'en faire paraître une édition complète dont il a bien voulu nous communiquer fort gracieusement, le texte inédit.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dont il ambitionnait aussi de « faire son Las Cases[1] », attester l'émotion profonde qui l'avait saisi lors du couronnement de Napoléon. Une émotion toute semblable l'étreignait du reste, alors que, sous la conduite de Rodriguez, il accomplissait le pèlerinage des Charmettes[2]. N'est-ce pas enfin le plus touchant témoignage d'intime et suprême prédilection que d'avoir légué par testament à sa ville natale, cet exemplaire du *Contrat social* qui avait appartenu à l'exilé de Sainte-Hélène et dont le Libertador avait fait son seul livre de chevet[3] ?

En opposition à l'influence de Rousseau sur Bolivar, il n'est pas sans intérêt de noter celle que le philosophe de Genève finit par prendre sur Rodriguez. Le maître et l'élève se perdirent de vue durant près de vingt ans après le voyage d'Italie. Pendant que son *Émile* gravissait les échelons d'une sublime carrière, D. Samuel Robinson continuait à parcourir l'Allemagne, la Turquie, la Russie où, Pestalozzi déconsidéré, il poursuivait non sans héroïsme, un obscur apostolat pédagogique. La fortune de Bolivar le ramena en Amérique en 1824. Il y venait avec des projets considérables dont le moindre était la constitution des nationalités du Nouveau Monde en un vaste État communiste où règneraient uniquement l'égalité et le bonheur.

Le Libertador, plein d'indulgence pour les hardiesses de son ancien précepteur, lui donna carte blanche : Rodriguez partit pour le Haut-Pérou muni de recommandations auprès du président Súcre. Mais il avait déjà dépensé plus de douze mille piastres avant l'inauguration de la première des écoles modèles où il prétendait former de jeunes citoyens dignes de sa République. Bientôt Súcre dut faire fermer cet établissement fantaisiste et coûteux. Un nouvel essai en Colombie n'eut pas un meilleur sort. Rodriguez se répandit en doléances. Mais il était trop tard. Bolivar, au déclin de sa carrière, ne pouvait plus prêter une oreille complaisante aux entreprises de l'infortuné D. Simon. Les let-

1. V. *Diario...*, *passim* et notamment, pp. 12 et 14.
2. O'Leary, *Mémoires*, etc..., p. 25.
3. Testament de Bolivar, **D.**, XIV, 4556.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tres éplorées qu'il adressait au Libertador restèrent sans réponse. « Si je me trouvais auprès de vous, lui écrivait-il, je pourrais encore retenter l'aventure... Tant que vous aurez le pouvoir, vous compterez des amis par centaines, des amis qui ne vous servent, en réalité, que pour se servir eux-mêmes, car si jamais l'infortune venait à vous atteindre, je ne vois guère qui serait votre Bertrand... S'il est encore possible que vous conserviez votre influence, je suis capable et désireux de faire de très grandes choses que personne autre que moi ne saurait accomplir pour le bien de l'Amérique. Mais si, pour son malheur, l'on vous contraignait à chercher asile dans quelque Sainte-Hélène, je vous suivrais, vous le savez, de bien grand cœur[1] ». La mort de Bolivar emporta sur ces entrefaites les derniers espoirs de D. Simon qui s'en fut achever tristement ses jours à Huaymas, dans le Pérou, en 1854.

C'est pourtant à la même source qu'avaient bu le maître et le disciple, à cette source troublante de Jean-Jacques, réconfort des âmes vigoureuses, philtre lourd de dangers pour les esprits défaillants.

Bolivar n'oublia jamais qu'il en devait la révélation à Rodriguez. Écoutons de quel accent il l'accueillait à son retour en Amérique, de quel cœur il l'engageait, à demi-convaincu lui-même, à tenter dans la liberté spacieuse d'une terre nouvelle, l'expérience primitiviste : « Oh ! mon maître, oh ! mon ami, oh ! mon Robinson ! Vous en Colombie, à Bogotá, sans m'avoir rien dit, rien écrit. Vous êtes assurément l'homme le plus... singulier que je connaisse. Vous mériteriez d'autres épithètes, mais je ne vous les donnerai pas pour ne point manquer de courtoisie en saluant un hôte qui nous arrive de si loin. Vous êtes venu voir votre patrie que vous ne connaissiez plus... que vous aviez oubliée... qui vivait pourtant dans votre cœur. Personne ne sait mieux que moi combien vous chérissez notre Colombie bien-aimée. Vous souvient-il du jour où nous fûmes au Mont Sacré

1. Lettre d'Orúro, 30 septembre 1827. O'Leary, *Documentos*, t. IX, p. 514.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Rome jurer sur cette terre auguste la liberté de la patrie ? Comment l'auriez-vous oublié cet instant d'éternelle gloire où notre serment prophétique devança, si je puis dire, l'espoir même qu'il nous était alors interdit d'embrasser ?

« Ah ! mon maître, avec quelle avidité, vous dûtes de loin suivre les pas de votre élève... Vous ne pouvez imaginer combien vos leçons se sont imprimées profondément en moi : « Je n'ai jamais pu effacer une virgule des maximes que je vous dois de connaître... Qu'elle soit bénie à jamais l'heure où vous avez foulé les plages colombiennes ! Un sage, un juste de plus va couronner le front enfin relevé de la Colombie. Je suis anxieux de connaître vos intentions et vos projets sur elle. L'impatience me ronge. Puisque je ne puis voler à votre rencontre, venez, vous n'y perdrez rien. Vous contemplerez d'ici avec enchantement la Patrie magnifique que le burin victorieux des libérateurs vos frères, a gravé sur le rocher du despotisme. Vos yeux ne pourront se rassasier des tableaux, des trésors, des secrets et des prodiges que renferme notre Colombie. Venez au Chimborazo. Profanez de votre pied hardi l'escalier des Titans, la couronne de la Planète, les créneaux inexpugnables du Nouvel Univers. De là vous étendrez vos regards et devant le ciel et la terre qui s'offriront à vous, vous pourrez dire : deux éternités me contemplent, celle du passé et celle de l'avenir... Ami de la nature, venez-vous lui demander son âge ?... La nature est courbée, là-bas, dans le Vieux Monde, sous le poids des années, des maladies et de l'haleine empestée des foules : elle est vierge ici, immaculée, resplendissante, ornée par la main même du Créateur !...[1] »

1. Lettre de Pativilca, 17 janvier 1824. *Correspondencia del Libertador*, t. I, p. 392.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

LIVRE II

LE PRÉCURSEUR

CHAPITRE PREMIER

MIRANDA

I

Bolivar quitta Rome en septembre 1805 et vint à Naples où il demeura plusieurs mois. Il se ressentait des surmenages de l'année précédente et, malgré son impatience de rentrer au Vénézuéla, c'est seulement à la fin de mai 1806 qu'il lui fut loisible de songer au retour.

Il se rendit alors à Paris, d'une seule traite, avec Rodriguez. Fanny, avertie des résolutions de son cousin qu'elle avait tant exhorté naguère à s'engager dans une carrière glorieuse dont ce départ devait marquer le début, se désolait à considérer la séparation si prochaine. Elle supplia Bolivar d'en différer l'échéance. Ce fut en vain. Comme elle le lui dira plus tard : « L'amour de la patrie s'était emparé de tout votre être et déjà vous ne m'appartenez plus[1]. »

1. Lettre de Mme du Villars au Libertador. Paris, 6 avril 1826. O'Leary, *Doc.*, t. XII, p. 293.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Par les Pays-Bas et l'Allemagne, où il séjourna quelques semaines encore, Bolivar gagnait Hambourg et s'y embarquait en septembre pour l'Amérique.

Il arrivait bientôt à Boston, saluait avec enthousiasme les champs de Lexington et parcourait les principales villes de la jeune république. Le *stage coach* le conduisit à New-York si peuplée déjà, mouvementée, joyeuse, où la prospérité s'annonçait. Il visita Philadelphie, passa plusieurs jours à Washington, puis à Charleston où il prit enfin passage sur un navire de commerce appareillant pour les côtes du Vénézuéla. Il arrivait à La Guayra vers la mi-février 1807 [1].

Les événements qui s'étaient accomplis dans la colonie durant l'absence de Bolivar l'intéressèrent cette fois profondément et ce fut avec émotion qu'il en apprit le détail. Au moment même où la cage de fer contenant la tête sanglante d'España était hissée sur une potence à l'entrée du port de La Guayra le 19 mai 1799, les autorités de la capitainerie générale avaient découvert un nouveau complot. Son instigateur, Francisco Javier Pirela, officier aux milices des mulâtres de Maracaïbo, fut arrêté et condamné le 30 juillet 1800 à la détention perpétuelle avec dix de ses complices. La sévérité dont on usait à l'égard de ces conspirateurs sur qui ne pesaient, il faut le reconnaître, que d'assez vagues présomptions, semblait avoir assuré pour longtemps la paix au Vénézuéla, lorsque l'expédition du général Miranda vint la menacer à nouveau en 1806.

Bien que cette tentative ne parût guère devoir produire plus de résultat que les autres, les circonstances qui avaient accompagné sa préparation, la hardiesse de son promoteur, les appuis dont on le savait disposer aux États-Unis et surtout en Angleterre, la possibilité de le voir reparaître au premier jour, avaient provoqué dans les cercles politiques de Caracas un particulier émoi. Le nom de Miranda, célèbre alors dans l'Europe entière, était prononcé avec ferveur dans les

1. Correspondance de A. Dehollain-Arnoux avec Bolivar. O'Leary, *Doc.*, t. XII, pp. 289-292.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Colonies espagnoles par tous ceux qui, du Mexique à la Plata, rêvaient d'indépendance et la cause à laquelle il avait consacré déjà trente années de l'existence la plus mouvementée qui se puisse concevoir, semblait devoir trouver en lui le champion le plus qualifié.

La duchesse d'Abrantès rapporte en ses *Mémoires* que le général Bonaparte étant venu rendre visite à sa mère, Mme de Permon, après les journées de prairial, conta qu'il avait dîné récemment « avec des hommes de la plus grande importance. Il y en a un, entre autres, que je veux revoir, ajouta Bonaparte, c'est un Don Quichotte avec cette différence que celui-ci n'est pas fou. » Ma mère lui ayant demandé son nom : « C'est le général Miranda, répondit-il. Cet homme-là a du feu sacré dans l'âme [1]. »

La vie tout entière de Miranda fut la paraphrase de ce jugement. Né le 14 juin 1756 à Caracas de parents espagnols et basque d'origine par sa famille paternelle, Francisco de Miranda avait dix-sept ans lorsque son père assigna devant l'Audience certains représentants de l'aristocratie qui prétendaient lui contester le droit nobiliaire au commandement de l'une des milices créoles. Une ordonnance royale, rendue le 12 septembre 1770, en donnant gain de cause à Don Sebastian de Miranda enjoignit aux autorités et aux membres de la noblesse coloniale « de lui reconnaître, sous peine de sanctions graves, les origines et qualités revendiquées ». Francisco, dont le caractère susceptible avait souffert de ce procès, quitta presque aussitôt sa ville natale et se rendit en Espagne, désireux d'y faire carrière dans le métier des armes.

Il eut bientôt occasion de se distinguer sous les ordres du comte d'O'Reilly [2], qui commandait l'expédition envoyée contre Alger par le ministre Grimaldi, en 1774. Cinq ans plus tard, en 1779, il partait pour l'Amérique

1. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*. Paris, 1831, t. I, ch. XVIII, p. 329.

2. O'Reilly (Alexandre, comte d'), général espagnol, né vers 1722, mort en 1794. Nommé gouverneur de la Louisiane en 1768, il s'y rendit odieux par ses férocités envers les colons français.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

du Nord, où il contribua au succès de la campagne du Mississipi. Il faisait alors partie de l'état-major du général Gálvez [1] avec le grade de capitaine. La guerre terminée, Miranda fut envoyé en garnison à La Havane mais il n'y resta que peu de temps : son avancement rapide, l'estime et l'amitié que lui témoignait le capitaine général de Cuba, Don Juan Manuel de Cajigal, avaient excité des jalousies. Ayant reçu de son chef la mission secrète de se renseigner sur l'organisation de la défense des Antilles anglaises, il se vit au retour, accusé par ses ennemis, de malversations et de contrebande. Le capitaine général, impliqué lui-même dans cette accusation, dut intenter un procès qui traîna en longueur et dont le jugement, d'ailleurs favorable à Cajigal et Miranda, ne devait être prononcé qu'en 1800. Miranda donna sa démission et partit pour les États-Unis.

Il y demeura plusieurs mois et ce séjour lui découvrit sa vocation. « Ma première pensée, disait-il, en se rapportant à cette époque de sa vie, fut un sentiment de jalousie nationale en songeant à l'émancipation des États-Unis, et le premier élan de mon âme, un vœu pour l'affranchissement des lieux qui m'avaient vu naître, car je n'osais encore appeler l'Amérique une patrie [2]. »

L'esprit encyclopédiste qui donna le branle à la Révolution française et qui devait inspirer l'émancipation de l'Amérique latine, s'incarnait dès ce moment en Miranda. L'initiation de ce véritable précurseur à de telles doctrines, datait cependant de sa première arrivée dans le Vieux Monde, alors que ses études à peine terminées en Espagne, il était venu à Paris, vers 1772, désireux de s'instruire davantage. « C'était l'époque où florissait la gloire du célèbre abbé Barthélemy qui savait, outre le grec et le latin, l'hébreu, le chaldéen, l'arabe, les mathématiques, avait suivi M. de

1. Gálvez (Bernardo Madrid Cabrera Ramirez y Márquez, comte de), général espagnol, né en 1756, mort en 1794. Gouverneur de la Louisiane, il conquit la Floride en 1781 et fut vice-roi du Mexique de 1785 1786.

2. Serviez, *L'Aide de Camp ou l'Auteur Inconnu*, *op. cit.*, ch. X.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Choiseul dans son ambassade à Rome et venait de publier son livre *Les Antiquités d'Herculanum*... L'esprit latin de Brutus ressuscitait triomphant contre l'autocratie franque des Capétiens[1]. » Pénétré de cet esprit et passionnément séduit par la morale nouvelle qui en résultait, Miranda fit en France ample provision d'ouvrages philosophiques et, de retour à Madrid, ne tarda pas à se joindre au petit groupe de penseurs indépendants dont les menaçantes rigueurs de l'Inquisition ne décourageaient pas l'enthousiasme. Il s'affilia à la Franc-Maçonnerie et lorsque « les Loges françaises, à la requête de Franklin, envoyèrent des troupes aux *philadelphes* de l'Amérique du Nord afin de les aider à chasser l'aristocratie anglaise de leurs villes libérales[2], » Miranda s'enrôla dans le corps expéditionnaire espagnol qui concourut, avec celui de Rochambeau, à l'émancipation des États-Unis.

Ce précédent et les exploits qui en avaient été la conséquence, devaient valoir un grand prestige à Miranda auprès des principaux personnages militaires et politiques de la République fédérale. Le jeune lieutenant-colonel que le ministre d'Espagne à Philadelphie présenta d'ailleurs lui-même, dès son arrivée, au général Washington, ne manqua pas de retrouver dans ce milieu un fraternel accueil. Il entreprit bientôt d'en gagner les sympathies à la cause dont il se constituait l'apôtre. C'est, en effet, le seul mot qui convienne pour définir l'infatigable et multiple activité avec laquelle Miranda, sacrifiant dès cet instant son repos et sa vie au triomphe de son idéal, allait parcourir trois continents à la recherche des moyens qui lui permissent de le réaliser.

Il était, à vrai dire, supérieurement doté pour y atteindre. De très haute taille, « d'une tournure et d'une figure peu communes en raison de leur originalité plutôt que de leur beauté, c'était cet œil de feu des Espagnols, cette peau basanée, ces lèvres minces et

1. Paul Adam, *L'Esprit de Miranda*, 1902.
2. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

spirituelles, même dans leur silence [1] », le nez assez court, droit et saillant en son extrémité, le menton large, le cou bien attaché sur de fortes épaules, la démarche assurée et hautaine; de manières un peu brusques, toujours simple et soigné dans sa mise, la voix basse, vibrante et rude, tout en lui disait l'homme d'action, le militaire, le chef. Il était cependant extrêmement cultivé, discret, sagace, lettré, spirituel, causeur aimable et brillant, parfois aussi, sombre, silencieux et concentré, ce qui déroutait ses interlocuteurs. Doué d'une volonté puissante, « il voulait ce qu'il voulait avec une sorte d'acharnement [2] ». La liberté de sa patrie fut son unique passion et le mobile de chacun de ses actes. Pour la faire prévaloir, il mit tous ses talents au service de l'intrigue et n'hésita pas à composer avec tous les moyens. Il comptait moins avec les événements qu'avec les hommes qui le trahirent presque toujours. Il se laissait surprendre et décontenancer par la fortune, sans se départir de l'abnégation de soi-même qui semble avoir été sa vertu dominante et de la « froideur héroïque [3] » qui ne l'abandonna jamais.

II

En quittant les États-Unis vers la fin de l'année 1784, Miranda ambitionnait d'obtenir pour l'Amérique du Sud ce que Franklin avait obtenu pour l'Amérique du Nord : des secours politiques, financiers et militaires, le dévouement d'un autre La Fayette et l'amitié d'un souverain puissant [4].

L'impératrice Catherine de Russie s'offrit à jouer ce rôle, non point cependant à la manière dont l'entendait Miranda. Séduite par la bonne mine et l'éloquence du

1. *Mémoires de la Duchesse d'Abrantès*, *op. cit.*, p. 331.
2. Serviez, *L'Aide de camp*, etc., *op. cit.*, ch. X.
3. Michelet, Jugement sur Miranda, *Histoire de la Révolution française*, 1879, t. VI, p. 341.
4. Cf. Paul Adam, *op. cit.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

comte de Miranda — c'est le titre sous lequel Potemkine le lui avait présenté en 1787 — la tsarine le reçut à Kieff où elle se trouvait alors. Elle l'écouta avec intérêt, lui offrit, dès la première entrevue, un brevet de colonel et parut conquise à ses projets qu'elle promit de soutenir. Miranda, admis dans l'intimité de l'impératrice, la suivit à Pétersbourg, rêvant toujours de liberté au milieu des fêtes et des délices de l'Ermitage. Mais il ne tarda pas à se convaincre que « l'indulgence de Catherine pour les idées nouvelles lui venait moins de la supériorité de son esprit, de sa correspondance et de ses relations avec quelques philosophes que de la sécurité où elle se trouvait pour sa puissance absolue [1] ». Il renonça donc à l'espoir d'obtenir de sa superbe amie mieux que des encouragements, des faveurs et de vagues promesses et se remit en route.

Il avait dû se résigner déjà à une déception, cependant moins imprévue, à Potsdam en 1785. Frédéric le Grand le combla de prévenances et de conseils et l'invita, en même temps que La Fayette, à voir manœuvrer ses grenadiers. Joseph II, l'année suivante, ne lui témoigna pas moins d'estime, mais se borna, comme les autres, à d'incertaines assurances d'appui.

Dans l'entre-temps Miranda voyageait. Il parcourut la Hollande, le Danemark, la Suède, la Pologne, l'Italie, la Grèce, la Turquie, la Crimée, l'Asie Mineure, l'Égypte enfin [2], d'où il reparut en Angleterre au commencement de 1780, plus aguerri, semble-t-il, et mieux conscient de sa tâche après ce long apprentissage de migrations et d'aventures. On eût dit qu'il en rapportait quelque révélation profonde, quelque prestige inconnu. Ses richesses et son austérité, les relations qu'on lui voyait entretenir familièrement avec les hommes les plus considérables, sa mémoire « inconcevable », dit un

1. Conversation de Miranda avec Serviez, *L'Aide de camp*, etc., *op. cit.*, ch. X.

2. V. Becerra, *Vida de Miranda*, t. II, ch. XXVI, et James Biggs, *The history of D. Francisco Miranda's attempt to effect a Revolution in South America in a series of letters by a gentleman who was an officer under that General, to his friends in the United States*. Boston, 1810, Letter XXVII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

contemporain [1], sa polymathie, la gravité de sa conduite, le voile dont il l'enveloppait lui composent un personnage qui surprend autant par son ampleur que par son mystère.

La France cependant venait de s'engager dans la tourmente révolutionnaire et s'apprêtait à lutter contre la Coalition. Miranda se devait de jouer un rôle sur « ce champ de bataille de ses idées [2] ». Il arrive à Paris le 25 août 1792. Le 1er septembre, il rejoint Dumouriez à Sedan avec le grade de maréchal de camp aux armées de la République.

Dès le premier instant Miranda donna la mesure de ses capacités. C'est grâce à son admirable sang-froid que put s'effectuer, après la surprise des défilés de l'Argonne, la fameuse retraite des Islettes à Sainte-Menehould, qui sauva l'armée du désastre. Le 29 octobre, la citadelle d'Anvers se rend au premier lieutenant de Dumouriez. Quelques semaines plus tard, la popularité du général en chef mécontente les Jacobins, met Brissot en défiance et vaut presque à Miranda, à présent lieutenant général, le commandement suprême qu'il exerçait durant l'absence de Dumouriez.

L'exécution de Louis XVI soulève alors l'Europe entière contre la France. La campagne reprend en Belgique et Dumouriez se laisse entraîner de plus en plus dans la terrible aventure qui va jeter à jamais l'opprobre sur sa mémoire. La première opération du plan qu'il prémédite est la prise de Maëstricht. Le 18 février, Miranda, chargé de cette attaque dont il a prévu les dangers, se voit forcé d'obéir. La place résiste, les Autrichiens arrivent et le 3 mars l'armée se replie sur Liège. Le peuple se soulevait dans les Flandres. Dumouriez qui, dès lors, est résolu à briser avec la République, écrit au président de la Convention sa fameuse lettre du 12 mars. Il la montre à Miranda dont la foi révolutionnaire se révolte : « Marcher sur Paris, s'écrie-t-il, comment et dans quel but ? » — « A la tête de l'armée,

1. Barras, *Mémoires* publiés par Georges Duruy. Paris, 1895, t. II, ch. III, p. 36.
2. Lamartine, *Histoire des Girondins*, liv. XXVII, chap. II.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

reprend Dumouriez, et pour rétablir la liberté. » — « Ce remède, citoyen général, est pire que le mal et je m'y opposerai de toutes mes forces. » — « Vous vous battrez contre moi ? » — « C'est possible, si vous vous battez contre la République. » — « Vous serez donc Labienus ? » — « Labienus ou Caton, vous me trouverez toujours du côté de la République [1]. »

Dès ce moment, Dumouriez écarta Miranda de ses Conseils. La bataille de Nerwinden, où — comme l'a dit Michelet — le général en chef réservait à son accusateur possible « le rôle d'être écrasé [2] », eut lieu quelques jours plus tard. L'aile gauche que commandait Miranda se composait surtout de volontaires inexpérimentés et des bataillons les moins sûrs. Elle subit une attaque furieuse. Miranda fit ce qu'il put pour rallier les troupes et résister à l'élan des soldats de Benjowski, aux charges réitérées des escadrons de l'archiduc Charles. Il dut enfin céder au nombre, à l'audace et à la valeur de l'ennemi. Dumouriez avait publié sa lettre à la Convention et se sentait irrémédiablement compromis. Il tenta de faire dévier sur son lieutenant les suspicions qu'il sentait peser sur lui-même. Pendant que Miranda accourait à Paris se justifier des accusations calomnieuses de ce chef qui ne craignait pas, après l'avoir sacrifié, de lui imputer le désastre de Nerwinden, Dumouriez, entouré de cavaliers autrichiens, traversait la frontière et passait à l'ennemi.

Traduit devant le comité de la guerre, Miranda n'eut pas de peine à convaincre ses juges. Il démontra que Dumouriez avait refusé de l'entendre et méconnu ses avis, se bornant à lui faire tenir par courrier des ordres qu'il avait exécutés de son mieux. « L'accusation échoua, dit un contemporain [3], et l'honneur en appartient autant à l'esprit de Miranda qu'à la bonté de sa cause. »

1. V. Marquis de Rojas, *El general Miranda*. Paris, 1884, p. 271. — Becerra, *Ensayo Historico*, etc., *op. cit.*, t. II, ch. XXVI. — Chuquet, *La Trahison de Dumouriez*. Paris, 1891, p. 138.

2. Michelet, *Histoire de la Révolution*, *op. cit.*, t. VI, p. 423.

3. Champagneux, *Supplément aux notices historiques de la Révolution pour faire suite aux Mémoires particuliers de Mme Roland*. Collection Barsière. Paris, 1847, t. VIII, p. 483.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

L'assurance de ses réponses, la fierté de son attitude rendirent superflue l'éloquente défense de Chauveau-Lagarde. Et bien que les Girondins, à l'influence desquels Miranda avait dû son envoi à l'armée, maintenant perdus dans l'esprit public, fussent impuissants à élever la voix en faveur de leur ancien protégé et que ce souvenir même constituât à la charge de l'accusé un terrible motif de rigueur, il fut acquitté à l'unanimité des voix par le tribunal révolutionnaire. Chaque juré, chaque juge, en émettant son opinion, y ajouta un éloge, et Miranda, dont quelques jours auparavant on demandait la tête, fut porté en triomphe jusque dans sa maison [1].

La fatalité qui poursuivit toujours Miranda le raillait cruellement. Les qualités et les talents déployés durant cette campagne ne lui servaient de rien. Ce fut assurément, par attachement profond à la Révolution française, qu'il vint combattre parmi ses défenseurs, mais c'était surtout avec l'arrière-pensée de s'y forger une gloire dont il escomptait la récompense en faveur des intérêts de sa patrie. Il restait intimement et fidèlement attaché au projet d'émancipation de l'Amérique, pour lequel il avait espéré l'appui de la France libertaire. Elle n'aurait pu le dénier, pensait-il, à l'un de ses sauveurs.

Ce projet secret n'était d'ailleurs pas ignoré du Conseil exécutif, et l'affranchissement de l'Amérique espagnole avait été envisagé à plusieurs reprises au cours de l'année 1792. Il avait fait partie des combinaisons que Dumouriez, ministre des Affaires étrangères, préconisait en mars, prétendant y associer l'Angleterre et obtenir par là sa neutralité. Après le 10 août, l'agent Noël avait été chargé d'insinuer à Londres « l'idée d'une action commune destinée à assurer au commerce des deux pays les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud », et les instructions qu'emportait Talleyrand en partant à son tour pour l'Angleterre, le 8 septembre,

1. Champagneux, *op. cit.*, et Archives Nationales. W. 1 *bis*, *Tribunaux Révolutionnaires. Affaire Miranda. Jugement du* 16 *mai* 1793.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lui prescrivaient encore de faire agréer ce même projet au gouvernement du roi George[1].

L'arrivée de Miranda à Paris et les précisions qu'il fournit au Conseil exécutif sur la situation de l'Amérique déterminèrent le ministre Lebrun à insister auprès des agents français à Londres pour qu'ils décidassent les Anglais à souscrire au projet : « Nous sommes informés — mandait-il à Chauvelin, le 14 septembre — que les habitants de la Louisiane désirent secouer le joug. L'Angleterre aurait d'autant plus beau jeu dans ce moment-ci pour cette conquête, que l'Espagne est livrée à ses propres forces et sans espoir de secours de notre part. » Noël devait propager cette idée dans le public[2].

La guerre avait alors modifié les plans du Conseil exécutif, mais dès la fin de 1792, Brissot et les amis de Miranda se mirent en campagne pour qu'on lui donnât satisfaction. La méfiance dont la Convention entourait les généraux, qu'elle suspectait en principe de porter ombrage à la République, ne s'étendait pas au « péruvien » Miranda : sans doute était-il le seul envers qui « l'ingratitude, vertu nécessaire aux républicains » ne parût pas applicable. Les armées françaises occupaient la Belgique, plusieurs villes du Rhin, Nice et la Savoie. L'idée d'une propagande pour l'affranchissement universel des peuples fut à l'ordre du jour. Les ministres conçurent le projet « d'incendier les quatre coins de l'Europe » et firent des plans de guerre contre l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, Naples et l'Espagne surtout, les deux monarchies bourboniennes[3].

Averti du péril auquel une révolution des Colonies espagnoles exposerait leur souverain, Lebrun songea de nouveau à soulever la Côte-Ferme. Il décida d'envoyer l'ambassadeur Genet aux États-Unis avec la mission secrète de fomenter cette révolution[4]. Les établissements français de Saint-Domingue, où l'on assemblerait des

1. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. II, pp. 420-422.
2. V. *Id.* t. III, pp. 20-21.
3. V. Dareste, *Histoire de France*, 1885, t. VII, liv. XLVIII, § 7.
4. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. III, p. 157.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

troupes, devaient fournir une base que l'on jugeait excellente. « Le sort de l'entreprise, écrivait alors Brissot à Dumouriez, dépend d'un homme. Il est auprès de vous. Vous le connaissez, vous l'estimez, c'est Miranda. Nos ministres cherchent quelqu'un pour remplacer d'Esparbès à Saint-Domingue. J'ai eu un trait de lumière et leur ai dit : Nommez Miranda. Cet homme apaisera vite les misérables querelles des colons, domptera la turbulence des créoles, saura se faire bien venir des gens de couleur et nous pourrons facilement porter ensuite l'insurrection dans les îles voisines et jusque dans le continent que domine le gouvernement espagnol [1]. »

Miranda, trop bien informé du peu de ressources qu'offrait Saint-Domingue pour une pareille opération, refusa d'y concourir. Il avait d'ailleurs des visées plus hautes quant aux secours qu'il pourrait obtenir de la Convention. Il soumit en attendant à Pétion et Brissot un plan d'attaque et d'organisation des Colonies espagnoles [2] dont le succès lui paraissait mieux assuré.... Les circonstances qui venaient de porter un coup si sensible aux espoirs de Miranda, allaient du reste s'aggraver encore et réduire cette fois ses projets à néant.

La Terreur s'instaurait. Elle trouva Miranda retiré dans une maison de campagne qu'il avait achetée aux portes de Paris, à Ménilmontant. Il s'y était entouré de livres, de tableaux et d'objets d'art, vivait dans une large aisance et traitait splendidement ses hôtes [3]. Ce luxe ne constituait pas assurément un « certificat de civisme » et le Comité de salut public était aussi rien moins que disposé à l'indulgence à l'égard de Miranda. Les Girondins, sur lesquels il s'était appuyé, tombaient les uns après les autres dans les mains de leurs ennemis

1. Becerra, *Vida de Miranda*, *op. cit.*, t. II, p. 358. — V. aussi Aristides Rojas, *Miranda dans la Révolution française*. Caracas, 1889. — Mallet du Pan, *Considérations sur la nature de la Révolution de France*, p. 37 et Arch. Nat. F^{7} 6318^{b}.

2. Celui qu'il avait déjà proposé à Pitt en 1794. V. § suivant.

3. V. Champagneux, *op. cit.*, p. 493.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et la dénonciation d'un domestique, le citoyen Malissard, vint à point pour légaliser l'accusation de suspicion qui pesait sur la tête de l'ami trop avéré de la faction vaincue. Miranda fut arrêté le 9 juillet 1793[1]. Conduit à la Force, il y passa plus de dix-huit mois, supportant les angoisses et les alarmes de cette captivité redoutable avec un stoïcisme qui fit l'admiration de ses compagnons d'infortune[2]. Malgré la chute de Robespierre et la fin du régime terroriste, Miranda ne devait recouvrer sa liberté qu'en décembre 1794.

Après ce long et dramatique entr'acte, on le voit revenir avec plus d'ardeur que jamais à son apostolat. La maison de Ménilmontant devient le rendez-vous de tous les émissaires des libéraux sud-américains. Il n'est pas un homme ayant joué quelque rôle dans la période préliminaire à l'émancipation des Colonies espagnoles, qui ne soit dès ce moment, en relation ou en correspondance suivies avec Miranda. Il était à la Force, lors du passage à Paris de Nariño : ce dernier n'avait donc pu le voir, mais Miranda trouva cependant le moyen de lui faire tenir des instructions précises pour la mission qu'il accomplit à Londres[3] et son compagnon Zéa[4], représentant les aspirations de la Nouvelle-Grenade, fut, quelque temps après, l'un des familiers des réunions de Ménilmontant.

Miranda avait d'ailleurs plusieurs domiciles à Paris : rue Saint-Florentin, rue du Mont-Blanc, rue Saint-Ho-

1. Arch. Nat. F⁷. 4774.
2. V. Champagneux, *Ibid.*
3. Copy of a paper delivred to Lord Melville. October 14 th. 1804. Record Office. *War Office*, I, nº 161.
4. Zea (Francisco-Antonio), né à Medellin (province grenadine d'Antioquia) en 1770. Il fit de fortes études aux collèges de Popayán et de San Bartolomé à Santa-Fé. Impliqué en 1794 dans le procès de Nariño, il fut envoyé à Madrid. Il y obtint sa grâce, mais ne fut pas autorisé à rentrer dans sa patrie. Il publia alors de beaux articles scientifiques et littéraires dans le *Mercurio Español*. On le nomma en 1804, directeur du Jardin Botanique de Madrid. Il fut parmi les députés à la Junte de Bayonne de juillet 1808, puis directeur général du ministère de l'Intérieur jusqu'à la fin de l'occupation française. Rentré en Amérique en 1815, nous le verrons président du Congrès d'Angostura en 1819, vice-président et premier ministre plénipotentiaire de Colombie en Europe en 1821. Il mourut à Bath (Angleterre) le 28 novembre 1822.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

noré [1], et tour à tour, le vénézuélien Iznardi, le havanais José Caro, Baquijano [2], mandataires des patriotes du Pérou, le chilien Cortés Madariaga [3], d'autres encore y furent ses commensaux. Périodiquement ces délégués recevaient la convocation suivante : « Vous êtes attendu demain à l'heure habituelle et à l'endroit accoutumé par un groupe de philosophes amis... [4]. » On se réunissait alors et l'on concertait ardemment les mesures à prendre. La conspiration de Gual y España, dont « le groupe » suivait avec anxiété les péripéties à la fin de 1797, avait sans doute eu là son point de départ.

C'était sur la France que les Américains comptaient le plus alors. Sa générosité traditionnelle restait pour eux un dogme indéracinable. Ces amants de la Liberté attendaient avec confiance le résultat des destinées qui s'élaboraient dans le formidable creuset de la Révolution. Miranda suivait de près les événements et ne renonçait pas à l'espoir d'y participer tôt ou tard : il publiait, lui aussi, à l'exemple des hommes en réputation, ses *Réflexions sur l'État de la France et les moyens les plus convenables à remédier à ses malheurs* [5], et s'efforçait surtout de lier amitié avec tous ceux qui lui paraissaient successivement capables de jouer un personnage.

1. Arch. Nat. F7 3688.

2. Baquijano Carrillo (José), jurisconsulte péruvien, membre de l'Audience de Lima, directeur des Études à l'université de cette ville. Plus tard conseiller d'État en Espagne et comte de Villa Florida.

3. Madariaga (José Cortés), né vers 1770 à Santiago du Chili. Après un séjour de plusieurs années en Espagne, où il était allé achever ses études théologiques, il rentra en Amérique en 1806 et se fixa à Caracas. Envoyé en qualité de plénipotentiaire du Vénézuéla en Nouvelle-Grenade, il y conclut le premier traité d'alliance entre les deux pays, le 28 juin 1811. Arrêté puis envoyé en Espagne après la chute de Miranda, il fut enfermé dans la forteresse de Gibraltar d'où il parvint à s'évader en février 1814. On retrouve Madariaga à la Jamaïque en 1816. Le 8 mai 1817 il fait partie du Congrès, dit de *Cariáco ;* il retourne à la Jamaïque l'année suivante, puis se rend à Carthagène. Il mourut, oublié, à Rio-Hacha (Nouvelle-Grenade) en 1826.

4. Arch. Nat. F7 6285.

5. Voir un long extrait de cet écrit, aujourd'hui introuvable, dans l'ouvrage de Becerra, t. II, ch. XXVIII. C'est un éloquent appel à la modération et à la concorde auquel sert d'épigraphe la sentence :

Tu, Galle, exemplo populos moderare memento.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il apportait dans le choix de ces relations un éclectisme qui devait à juste titre surprendre ceux de ses contemporains auxquels la pensée secrète du Précurseur demeurait inconnue. Il passa bientôt pour « l'homme le plus intrigant de l'Europe[1] ». On le voyait, en effet, dès la fin de l'an III, prié constamment à dîner chez l'ambassadeur Barthélemy[2] qui fut à cette époque le véritable ministre des Affaires étrangères du Comité de salut public[3]. Personne, on le conçoit, ne prenait plus d'intérêt que Miranda aux longues négociations pour la paix avec l'Espagne dont Barthélemy tenait les fils. Quelques semaines avant les émeutes de prairial, le général Menou, très en faveur auprès de la Convention, devient le meilleur ami de Miranda. Un peu plus tard, celui-ci cherche à se lier avec Bonaparte qu'il avait rencontré pour la première fois l'année précédente « à un dîner chez une courtisane célèbre, Julie Ségur, favorite de Talma, qui demeurait dans la Chaussée d'Antin ».

« Comme Bonaparte était alors inconnu — raconte Miranda[4] — je ne fis presque pas attention à lui, mais il avait appris que j'étais Américain, aussi lia-t-il conversation avec moi, m'adressant un déluge de questions auxquelles je ne répondis qu'autant que la politesse l'exigeait... L'ayant rencontré par la suite chez Mme de Permon... je l'engageai à venir dîner chez moi, rue du Mont-Blanc, à l'hôtel Mirabeau, que j'habitais alors. Ma fortune m'ayant permis de m'assurer, partout où je voudrais séjourner, des fonds assez considérables, je tenais à ma solde quelques-uns de ces agents dévoués à tous ceux qui les paient et je vivais dans une grande aisance. Mais j'étais obligé de la cacher extérieurement. Le jour où Bonaparte vint dîner chez moi, je lui trouvai l'air étonné à l'aspect du luxe dont j'aimais à m'entourer dans mon intérieur. Mes invités étaient parmi les

1. V. notamment le jugement de Barras sur Miranda dans *Mémoires*, *op. cit.*, t. II, ch. III.
2. Arch. Nat. F 7 6285.
3. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, *op. cit.*, t. IV, liv. II, ch. II, § 2.
4. Serviez, *L'Aide de camp*, *op. cit.* Confidences de Miranda, ch. X.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

hommes les plus énergiques des débris de la Montagne. Au milieu d'eux, Bonaparte, soucieux, rêveur, hochait la tête devant la violence de nos expressions. Depuis, il a dit de moi : « Miranda est un démagogue, ce n'est pas un républicain. »

Miranda était surtout un opportuniste et ne dédaignait l'alliance d'aucun des partis que l'incertitude des temps pouvait amener au pouvoir. Il eut de la sorte un pied dans tous les complots. Il était au 13 vendémiaire, avec Marchena, Lafond, Vaublanc, Delalot et Richard Sérisy, parmi les meneurs. On l'arrêta, mais on dut, après une détention d'un mois au Plessis, le relâcher faute de preuves[1]. Le 18 fructidor, Miranda, compromis de nouveau, est appréhendé au corps et compris sur la liste des déportés à Cayenne[2]. Il ne lui était cette fois plus possible de séjourner en France. Il obtint cependant, on ne sait par quel moyen, de passer quatre mois encore à Paris, et partit sans être inquiété pour l'Angleterre, à la fin de décembre 1797.

III

Les traditions de la politique sud-américaine de la Grande-Bretagne devaient infailliblement amener le plus informé des ouvriers de l'Indépendance à solliciter du cabinet de Londres cet appui dont les précurseurs attendaient un si grand bénéfice pour l'accomplissement de leur projet. Aussi bien n'était-ce pas la première fois que Miranda venait en Angleterre.

Sa carrière d'agitateur avait précisément débuté par une démarche au Foreign Office. Il s'y présentait alors plein d'illusions en même temps que de déférence pour les institutions du seul pays où il lui parût possible de recueillir aisément les sympathies et les secours nécessaires. Cette tentative n'eut pourtant aucun succès.

1. Arch. Nat. F 7 3688.
2. Décret du 18 Fructidor an V. *Bulletin des Lois*. An V, 2e série, t.X. Bulletin, n° 142.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Miranda en avait éprouvé une déception profonde et quand, repoussé d'autre part, il était revenu à la charge auprès des ministres britanniques, c'est avec rancœur qu'il avait dû s'y résoudre. Il avait échoué de nouveau. Les circonstances le ramenaient à présent pour la troisième fois à Londres, n'ayant rien abdiqué sans doute de son espoir, mais ulcéré, sentant peser sur lui la contrainte d'une attraction qui devenait plus pénible depuis qu'il la jugeait, pour ainsi dire, fatale et compromettante aussi.

Les vicissitudes des relations de Miranda avec le gouvernement anglais, de 1785 à 1810, résument essentiellement les rapports des Colonies espagnoles et de l'Angleterre durant cette période, et les sentiments du représentant des libéraux sud-américains sont encore le reflet même de ceux qui s'imposèrent à ses compatriotes.

Du jour où les créoles enthousiastes et confiants, remettant les destinées de leur indépendance entre les mains de la Grande-Bretagne, s'inféodaient à sa politique, ils n'avaient pas tardé à en devenir les esclaves. Et s'ils l'avaient considérée d'abord comme la protectrice évidente envers qui la reconnaissance serait légère et légitime, ils la détestèrent ensuite comme une pourvoyeuse inéluctable, que l'on ne cherche plus à retenir que par l'intérêt. L'aversion de l'étranger, dogme instinctif et fondamental des nationalités jeunes, pénétrait aussi la conscience des Américains à mesure que les secours extérieurs leur apparaissaient comme plus nécessaires et que progressait leur civisme. La barque frêle de la naissante patrie sud-américaine avait ambitionné de prendre place dans le sillage historique du vaisseau d'Albion. Celui-ci l'entraîna bientôt à travers les remous et les tempêtes. La chaloupe se sentait dériver sur les écueils et l'étreinte du câble de remorque se resserrait cependant : l'équipage de la barque, lassé de sa sujétion, prétendit un jour le dénouer, mais il comprit, la rage au cœur, qu'il ne lui appartenait plus de se ressaisir.

Réduits à n'être qu'un enjeu de la politique anglaise

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ou devenus l'objet de ses convoitises, les créoles aperçurent que cette puissance les tenait désormais à merci. Ils s'appliquèrent alors à suppléer à la faiblesse par l'habileté et la ruse. Ce fut un duel silencieux, inavoué, tragique, où, sous le masque des accommodements et des prévenances, les Américains dissimulaient leur rancune alarmée contre un partenaire insensible, admirablement averti de ses intérêts propres, uniquement soucieux d'y subordonner les contingences, impeccable en même temps dans les dehors et l'obstination de sa conduite.

Cette évolution sentimentale a très directement influencé la Révolution sud-américaine : l'illogisme apparent de ses débuts, les soubresauts contradictoires de son développement n'ont pas de cause plus certaine.

Dès sa première arrivée en Angleterre à la fin du printemps de 1785, Miranda avait mis à contribution les amitiés qu'il s'était acquises dans les cercles politiques de la capitale pour se faire annoncer comme un négociateur émérite : « Nous sommes instruits, disait le *Political Herald*, qu'il y a dans ce moment à Londres un Américain espagnol de grande conséquence, qui possède la confiance de ses concitoyens et aspire à la gloire d'être le libérateur de son pays. En tant qu'amis de la liberté, nous nous abstenons d'entrer dans plus de détails relativement à ce personnage intéressant. Nous admirons ses talents, nous estimons ses vertus et nous souhaitons cordialement de la prospérité au projet le plus noble qui puisse occuper l'esprit d'un mortel quel qu'il soit : celui de répandre les bienfaits de la liberté sur des milliers de ses semblables[1]. »

Miranda ne retira pas de cette présentation flatteuse les avantages qu'il espérait. Pour influents qu'ils fussent au conseil, les « amis de la liberté » ne pouvaient songer à exposer l'Angleterre, épuisée par la guerre d'Amérique, au danger d'immédiates querelles avec

1. Extrait de *The Political Herald*, mai 1785. Dossier de l'Affaire Miranda. Tribunaux Révolutionnaires, 1793. Arch. Nat. W 1 *bis*, doss. 271, pièce 49.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'Espagne et la France. Les agents des Comuneros, auxquels Miranda n'avait pas manqué de se joindre [1], se voyaient du reste éconduits à ce moment par les ministres de la Couronne, et les tentatives isolées du jeune agitateur pour obtenir un accès officiel étaient condamnées à n'avoir pas de meilleur résultat. La publicité qu'il avait donnée à ses démarches ne mit sérieusement en éveil que les espions du gouvernement espagnol [2].

C'est seulement près de cinq ans plus tard, à son retour d'Égypte, que Miranda parvint à se faire écouter à Londres. Le moment était cette fois mieux favorable à ses desseins. Un échange de notes aigres-douces avait eu lieu entre le représentant du roi George à Madrid et le comte de Florida Blanca [3], à propos de la possession de la baie de Nootka, sur la côte nord-ouest du continent septentrional de l'Amérique. Le vieil antagonisme de l'Espagne et de l'Angleterre se ravivait. William Pitt était au pouvoir, une ère de puissante prospérité s'annonçait pour la Grande-Bretagne, et le second fils de lord Chatham caressait le projet de venger la mort patriotique de son père en prenant sur la rivale traditionnelle et déchue une revanche des récentes humiliations. Pitt accéda, dans les premiers jours de janvier 1790, aux demandes d'audience de Miranda.

Ce dernier se crut alors bien près du but qu'il poursuivait. La liberté d'action que l'explosion de la Révolution française laissait à l'Angleterre était de nature à favoriser encore les espérances des Sud-Américains. Ils pensaient que le commerce britannique ne laisserait pas échapper une occasion si propice de s'assurer de précieux avantages et, au cours des entrevues presque quotidiennes que Miranda avait à Whitehall, avec le

1. V. Rapport du comte d'Aranda au comte de Florida Blanca Paris, 22 juillet 1786, dans Briceño, *Los Comuneros*, *op. cit.*, Doc. 37, p. 238.

2. V. Lobo, *Historia de las Antiguas Colonias*, etc., *op. cit.*, t. I, P. 341 note (a).

3. Florida Blanca (José Monino, comte de), homme d'État espagnol, né en 1728, mort en 1809. Ministre d'État de 1777 à 1792.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

représentant du ministère anglais, il ne cessa de faire valoir à ses yeux les « incomparables bénéfices » que l'Angleterre obtiendrait de ses compatriotes en échange de l'appui qu'ils sollicitaient. Pitt exigea cependant des indications précises et des propositions détaillées, et, le 6 mai, Miranda lui remettait un volumineux dossier, qu'ayant « enfermé soigneusement dans un portefeuille de maroquin vert, le ministre promit de soumettre à la délibération du conseil ».

Le dossier de Miranda comprenait tout d'abord un « Projet de constitution pour les colonies hispano-américaines ». Il s'agissait de faire de l'Amérique espagnole un vaste empire, ayant pour limites, au nord, une ligne passant par le milieu du fleuve Mississipi depuis son embouchure jusqu'à sa source et depuis celle-ci, en continuant la même ligne, tout droit vers l'ouest par le 45° de latitude septentrionale, jusqu'à sa jonction avec la mer Pacifique. A l'ouest, l'océan Pacifique, depuis le point ci-dessus indiqué jusqu'au cap Horn, en y comprenant les îles éloignées à dix degrés de cette côte. A l'est, l'océan Atlantique, depuis le cap Horn jusqu'au golfe du Mexique et d'ici jusqu'à l'embouchure du fleuve Mississipi. « Ne sont point compris dans cette lisière le Brésil et la Guyane. Les îles situées le long de la côte ne feront point partie de cet État, attendu que le continent, déjà assez vaste, doit suffire pour une puissance purement terrestre et agricole. On conservera seulement, et par exception, l'île de Cuba, eu égard au port de La Havane qui est la clef du golfe du Mexique. »

La part réservée à la puissance maritime et industrielle, dont l'intervention devait présider à la naissance du nouvel empire, était donc assez séduisante; Miranda prenait, en outre, la constitution anglaise pour modèle du gouvernement à instituer en Amérique. Le pouvoir exécutif y serait délégué à un *Inca* héréditaire « sous le titre d'Empereur ». La « Chambre Haute », composée de sénateurs ou *Caciques* nommés à vie par l'*Inca*, et la « Chambre des Communes », choisie par tous les citoyens de l'empire, devaient avoir des attri-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

butions à peu près semblables à celles du parlement anglais. L'*Inca* nomme à vie « les membres du pouvoir judiciaire ». Deux « Censeurs » élus par le peuple, confirmés par l'Empereur et chargés « de veiller sur les mœurs des sénateurs et celles de la jeunesse », des « Édiles », des « Questeurs », nommés par la Chambre des Communes, complètent le système.

Un mémoire concernant les deux dernières insurrections de Lima et Santa-Fé en 1781 et une « liste des noms et résidences de 300 pères jésuites, natifs du Sud-Amérique, exilés par le roi, habitant présentement les domaines du Pape », étaient joints au Projet. « Ces jésuites — affirmait Miranda — s'engageraient à seconder la noble entreprise. Ils pourront être de grande utilité pour diriger nos établissements et surveiller les relations qui ne manqueront pas de s'établir entre les naturels des côtes de l'Amérique du Sud et les commerçants anglais, relations qui s'étendront bientôt aux grandes villes du continent par le moyen de l'influence et des amitiés que comptent les Pères [1]. »

Les démarches instantes de Miranda, le luxe de documentation dont il les appuyait, trahirent néanmoins son attente. Les difficultés pendantes entre la cour de Londres et celle de Madrid n'avaient pas tardé à se résoudre à l'amiable, et les premiers événements de la Révolution française absorbaient trop immédiatement l'attention du ministère britannique pour lui laisser le loisir de songer à la mise en œuvre de si vastes et si lointaines entreprises.

Depuis quelques mois Miranda assistait d'ailleurs à la réaction violente que l'opinion manifestait en Angleterre contre la propagande des idées françaises. Burke [2], dans ses fameuses *Réflexions sur la Révolution de France*, s'en était fait l'interprète, dès la fin de 1790, en lançant de furieux anathèmes contre la souveraineté

1. Ces détails et citations relatifs aux négociations de Londres en 1790 et 1791 sont extraits d'un « Memorandum récapitulatif » adressé par Miranda à Pitt, le 8 septembre 1791. R. O. *Chatham Mss.* v. 345.

2. Burke (Edmond), publiciste et homme politique anglais, né à Dublin en 1730, mort en 1797.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

du peuple et les principes directeurs de la Révolution. Rien ne pouvait blesser davantage les plus chères convictions du Précurseur que ces attaques, si ce n'est la popularité qu'il leur voyait acquérir. Il se sentit de la sorte d'autant plus poussé à tenter fortune en France, où il méditait alors de réaliser enfin et brillamment ses projets.

Miranda ne quitta pas toutefois l'Angleterre sans emporter, en négociateur prévoyant et ménager de l'avenir, la « promesse formelle, de la part du cabinet de Londres, de coopérer à l'indépendance de l'Amérique méridionale, dans le cas où une guerre aurait lieu entre l'Espagne et l'Angleterre, sur le même pied que la France l'avait garantie aux colonies anglaises qui forment aujourd'hui les États-Unis d'Amérique[1] ».

Pendant que Miranda, après s'être illustré sur les champs de bataille de la République, avec moins d'éclat et de bonheur cependant qu'il ne l'avait rêvé, s'obstinait à rechercher en France les sympathies désintéressées, agissantes, qu'il estimait ne pouvoir rencontrer nulle part au même titre qu'en ce pays[2], les vues de l'Angleterre à l'égard des Colonies espagnoles achevaient de s'orienter dans la voie nouvelle dont les premiers aboutissements ont été précédemment signalés[3].

La crainte de voir l'Espagne s'inféoder exclusivement à la politique française fut à l'origine de ces desseins d'accaparement territorial qui caractériseront désormais la politique sud-américaine de la Grande-Bretagne. Burke, devenu rapidement le tacticien politique le plus écouté de son pays, se préoccupait déjà en 1792, des dangers qu'entraînerait pour l'Angleterre la prépondérance française au delà des Pyrénées. « En

1. Arch. Nat. F 7 6318 b.

2. « D'après cette étude suivie que j'ai faite du caractère et des principes de Miranda pendant notre captivité — dit Champagneux — je puis assurer que, malgré ses éloges pour les gouvernements anglais et américains, il préférait le sol de la France et que, tout en vantant le séjour de Londres et de Philadelphie, il n'aurait pas cessé d'habiter parmi nous, si les ordres du gouvernement ne s'y fussent opposés ». *Supplément aux Notices historiques*, etc., *op. cit.*, p. 499.

3. V. *suprà*, liv. I, ch. II, § 5.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'état actuel des choses, proclamait-il dans ses *Mémoires sur les Affaires de France*[1], nous n'avons rien à craindre de l'Espagne, ni comme puissance continentale, ni comme puissance maritime, ni comme rivale de commerce. Nous avons beaucoup à craindre des liaisons que l'Espagne peut être forcée de contracter : la considération de ses propriétés territoriales, de ses ressources et de son état civil et politique nous autorise à avancer avec la plus grande confiance que l'Espagne n'est pas une puissance qui se soutienne par elle-même. Il lui faut s'appuyer sur la France ou sur l'Angleterre. Il importe autant à la Grande-Bretagne d'empêcher la prépondérance des Français en Espagne que si ce royaume était une province d'Angleterre ou un état qui, en effet, en dépendrait autant que le Portugal fut jamais censé en dépendre. Cette dépendance de l'Espagne est d'une bien plus grande importance que si elle était ou détruite ou assujettie à toute autre dépendance ; les conséquences en seraient bien plus funestes. Si l'Espagne est contrainte par la force ou la terreur à faire un traité avec la France, il faudra qu'elle lui ouvre ses ports, qu'elle admette son commerce, qu'elle entretienne une communication par terre avec les paysans français.

« L'Angleterre peut, si bon lui semble, consentir à cela, et la France fera une paix triomphante et s'asservira entièrement l'Espagne, s'en ouvrira toutes les portes... *Elle invite par là la Grande-Bretagne à partager de son côté les dépouilles du Nouveau Monde et à démembrer la monarchie espagnole.* Il vaudrait mieux sans doute le faire que de souffrir que la France possédât seule ces dépouilles et ce territoire : elle en a sans contredit le pouvoir comme la volonté, si nous ne nous opposons pas à de tels projets. »

Ces suggestions s'imposaient avec force au gouvernement de la Grande-Bretagne : elles émanaient du publiciste qui passait pour refléter le mieux les sentiments de l'opinion publique. Elles justifiaient aussi

1. Burke, *Mémoires sur les Affaires de France*, 1792. Mém. III, p. 12.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les résolutions qu'un ensemble d'indications et d'expériences dictait à présent au cabinet de Saint-James : les requêtes dont il avait été l'objet au cours des années précédentes de la part des libéraux de toutes les Colonies espagnoles, les ouvertures que Sidney, Liverpool et Pitt avaient successivement reçues des Comuneros, de Nariño et de Miranda, l'impuissance avérée de l'Espagne à maintenir sa domination, l'indifférence enfin des populations américaines à l'égard de leur avenir et l'incompétence de leurs dirigeants que la politique anglaise tenait l'une et l'autre pour certaines, lui faisaient envisager la saisie pure et simple de la presque totalité des provinces du Nouveau Monde comme une entreprise éminemment réalisable, pour peu que l'état des affaires européennes vînt à s'y prêter.

Mais la lutte contre la Révolution française dans laquelle Pitt s'était engagé renversait continuellement sa politique. Les assauts furieux que subissait l'Angleterre, la défaite des alliés ne lui laissaient guère de répit. Elle parvenait, malgré tout, en février 1797 et dans le moment où son existence même semblait le plus menacée, à s'emparer de l'île de la Trinidad dans la mer des Antilles et, qui plus est, à la conserver définitivement.

L'importance de cet événement quant aux destinées du Sud-Amérique était considérable. Le commodore Harvey[1] n'avait pas porté seulement le coup le plus sensible au renom de la marine espagnole en contraignant l'un des plus éprouvés de ses amiraux, D. Sébastian de Apodaca, à détruire lui-même son escadre prête à tomber entre les mains de l'ennemi, il avait encore et du même coup, par l'établissement d'une colonie anglaise aux portes du Vénézuéla et les conséquences économiques et politiques qui devaient en résulter, rendu à tout jamais précaire la domination espagnole sur la Côte-Ferme.

Harvey prétendit s'emparer aussi, quelques semaines

1. Harvey (sir Henry), amiral anglais, né en 1737, mort en 1810.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

plus tard, de Puerto-Rico. Il s'y heurta cette fois à une résistance héroïque de la garnison, commandée par D. Ramón de Cástro et d'un petit détachement de troupes françaises, envoyé de la Guadeloupe par Victor Hugues [1], qui se couvrit de gloire sur la plage de Cangrejos le 17 avril 1797. Les Anglais y laissèrent deux mille hommes sur les dix mille qu'avait débarqués Harvey. Cette revanche de la prise de la Trinidad n'en compensa pas pourtant les funestes effets et ne laissa pas moins les Antilles et les côtes du Vénézuéla à la merci de nouvelles attaques dont l'issue pouvait être fatale. L'escadre de La Havane, qui demeurait la seule force sur laquelle pût compter l'Espagne dans ces parages et que depuis quatre ans on laissait sans secours, était réduite à l'inaction et à l'impuissance [2].

IV

C'est dans le moment où Miranda voyait disparaître tout espoir d'obtenir quelque succès en France que ces nouvelles lui parvinrent. Elles l'eussent déterminé sans doute à quitter aussitôt Paris, où d'ailleurs il n'était plus en sûreté, et à retourner en Angleterre, s'il n'avait désiré conclure auparavant une négociation dont il augurait de grands avantages. Il conspirait cette fois avec les jésuites. Miranda n'ignorait rien, on le conçoit, des intrigues fomentées un peu partout contre la cour d'Espagne par ces apôtres bénévoles de l'Émancipation. Il entretenait avec eux des relations constantes, et l'un de ses

1. Né à Marseille en 1770, mort en 1826. Il fut envoyé aux Antilles en 1794 avec Le Bas, commissaire de la Convention aux Iles du Vent. Il reprit aux Anglais la Guadeloupe, la Désirade, les Saintes, Marie-Galante et Sainte-Lucie. Il revint en France en 1799 et fut alors nommé gouverneur de la Guyane, poste qu'il occupa jusqu'en 1808, où il fut obligé de remettre Cayenne aux anglo-portugais. Traduit devant un conseil de guerre et acquitté, il retourna vivre en Guyane comme simple particulier. Devenu aveugle, il rentra en France en 1822.

2. V. Lobo, *Historia de las Antiguas Colonias*, *op. cit.*, tc., liv. II, ch. IV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

premiers soins avait été d'aviver leurs rancunes et d'en tirer parti. Les efforts du Précurseur furent à cet égard couronnés d'un plein succès. Dès 1791, les jésuites prenaient leur mot d'ordre auprès de Miranda qui leur inspirait entre autres la retentissante *Lettre aux Espagnols Américains*[1], et la maison de Ménilmontant était devenue le quartier général où les Pères refugiés centralisaient leur propagande.

Miranda avait fait plus encore. Suivant ses directions, les ex-jésuites Manuel Sálas[2], originaire du Chili, et José del Pozo y Súcre, né dans le Pérou, à Trujillo, avaient fondé en 1795, à Madrid, d'accord avec le péruvien Pablo de Olavide[3], une sorte d'association secrète : la « Junte des villes et provinces de l'Amérique méridionale ». Bien que l'on ne possède sur cette association que de vagues indices et que la plupart de ses membres soient restés inconnus, il est cependant certain, ainsi que le déclarait ultérieurement Miranda, qu'elle se trouvait en relation avec les libéraux d'outre-mer et réunissait dans la capitale espagnole « des représentants de chacune des contrées américaines qui travaillaient avec ardeur à préparer, par les mesures les plus efficaces, l'indépendance du Nouveau Monde[4] ». C'est ainsi que, vers la fin de 1797, Sálas et Pozo s'étaient fait déléguer par leurs compatriotes pour venir demander à Miranda d'élaborer un plan d'action définitif.

Il s'agissait de déterminer avec précision celles des puissances dont l'appui demeurait le plus probable, de stipuler les concessions qui leur seraient offertes en

1. V. *suprà*, liv. I, ch. II, § II.
2. *Id.*
3. Olavide (Pablo Antonio Joséf de), homme d'état espagnol, né à Lima en 1725, mort en 1803. Il avait été secrétaire de l'ambassade à Paris du comte d'Aranda. Associé aux entreprises de son chef contre les jésuites, Olavide subit le contre-coup de la chute de ce ministre. Il fut jeté dans les cachots de l'Inquisition à Séville en 1776, puis en 1778 condamné à la réclusion perpétuelle. Ayant réussi à s'évader, il vint à Paris et y vécut dans la société des libres-penseurs les plus notoires. Le comte de Lorenzana lui fit accorder en 1798 l'autorisation de rentrer en Espagne.
4. R. O. *Chatham Mss.* Vol. 345, document annexé à une lettre à Pitt. Londres, 16 janvier 1798.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

échange et de confier la mission de les faire accepter à ceux d'entre les membres de la Junte paraissant le mieux désignés pour ce délicat ministère. Miranda, Pozo et Sálas se mirent rapidement d'accord sur chacun de ces points.

Par le traité signé le 19 août 1796 à Saint-Ildefonse, le Directoire s'était engagé dans une alliance perpétuelle avec l'Espagne. Il ne pouvait donc plus être question de compter sur le gouvernement français; les encouragements officiels que l'Angleterre venait de faire parvenir aux libéraux vénézuéliens par l'intermédiaire des autorités de ses colonies des Antilles semblaient, par contre, ne laisser aucun doute sur ses dispositions. Il fut ainsi convenu que l'on s'adresserait à elle en même temps qu'aux États-Unis.

La politique étrangère de la République fédérale qui s'orientait vers la France ou vers l'Angleterre suivant que les alternatives de sa politique intérieure amenaient au pouvoir l'un des deux grands partis, républicain ou fédéraliste, inclinait à ce moment les Américains du Nord à se rapprocher de la Grande-Bretagne. Le mécontentement causé en France par la conclusion du traité Jay [1] qui concédait au commerce anglais des avantages importants, les attaques publiées à ce propos contre les États-Unis dans la presse parisienne, le zèle désobligeant du représentant de la République à Philadelphie, Adet, fournissaient aux partisans du rapprochement avec l'Angleterre autant de motifs pour se concilier facilement les suffrages de l'opinion publique. Une alliance offensive contre le Directoire était sérieusement envisagée. Si les États-Unis se montraient de la sorte animés d'hostilité à l'égard de la France, dont ils avaient à redouter encore les ambitions sur la Louisiane et la Floride, leurs sentiments pour le gouvernement espagnol allié du Directoire et possesseur de ces régions, ne pouvaient être différents, et les libéraux sud-américains témoignaient

1. 19 novembre 1794. Ce traité assurait l'évacuation des troupes anglaises des postes qu'elles occupaient encore dans le nord des États-Unis dix ans après le traité de Versailles.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'une habileté clairvoyante en s'employant à ce que l'alliance des anglo-saxons des Deux-Mondes s'effectuât en définitive, aux dépens de la monarchie espagnole.

Les Américains du Nord et surtout les fédéralistes, ne tendaient nullement toutefois à élargir l'horizon de leurs vues extérieures jusqu'à pactiser avec les prétentions de leurs voisins du Sud, mais ceux-ci envisageaient l'appui des États-Unis comme un élément trop décisif pour ne pas estimer indispensable de mettre tout en œuvre afin de le provoquer. Ils pensaient que jamais les circonstances ne s'étaient mieux prêtées à leur permettre de l'obtenir.

Les « Commissaires envoyés en France auprès de Don Francisco de Miranda, principal agent de la Junte, ayant requis l'assistance du sieur Dupeyron, secrétaire », signèrent donc le 2 décembre 1797, une « Convention solennelle et définitive » en 18 articles où se trouvaient soigneusement déterminés les avantages que les habitants des Colonies espagnoles se proposaient de reconnaître aux gouvernements d'Angleterre et des États-Unis « pour prix de leur alliance et de leur coopération effective en hommes et en numéraire », à l'établissement de la liberté dans l'Amérique méridionale [1].

« Les colonies hispano-américaines, ayant unanimement résolu — déclaraient tout d'abord les signataires — de proclamer leur indépendance et d'asseoir leur liberté sur des bases inébranlables, s'adresseront avec confiance à la Grande-Bretagne avec l'invitation de les soutenir dans une entreprise aussi juste qu'honorable. En effet, si dans un état de paix et sans une provocation préalable, la France et l'Espagne ont favorisé et proclamé l'indépendance des Anglo-Américains, dont l'oppression à coup sûr n'était pas aussi honteuse que l'est celle des Colonies espagnoles, l'Angleterre ne balancera pas à concourir à l'indépendance des colonies

1. R. O. *Chatham papers*. V. 345. 12 pp. in-f° en français. Année 1798.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de l'Amérique méridionale aujourd'hui qu'elle est engagée dans une guerre des plus violentes de la part de l'Espagne et de la France, laquelle, tout en préconisant la souveraineté et la liberté des peuples, ne rougit pas de consacrer par l'un des articles du traité d'alliance offensive et défensive avec l'Espagne, l'esclavage le plus absolu de près de quatorze millions d'habitants et de leur postérité. »

L'Angleterre devait fournir au Sud-Amérique vingt vaisseaux de ligne, un corps expéditionnaire de 8.000 hommes d'infanterie et 5.000 de cavalerie « à l'effet de favoriser l'établissement de son indépendance sans l'exposer à de funestes convulsions politiques ». On offrirait en échange à la Grande-Bretagne, en dehors d'un traité de commerce lui garantissant « naturellement et d'une manière certaine, la consommation de la plus grande partie de ses manufactures, la possession de plusieurs Antilles et le payement d'une somme considérable en argent dont le montant restait à débattre ». Enfin « le passage en navigation de l'isthme de Panama qui doit être incessamment rendu praticable, ainsi que la communication prompte et facile de la mer du Sud avec l'océan Atlantique étant encore pour l'Angleterre des objets du plus haut intérêt, l'Amérique méridionale lui garantirait, pour un certain nombre d'années, la navigation de l'un et de l'autre passage à des conditions qui, pour être plus favorables, ne seraient cependant point exclusives ».

L'ensemble des concessions réservées aux États-Unis, qui devraient envoyer 5.000 hommes d'infanterie et 2.000 hommes de cavalerie, n'était pas moins intéressant. Les Sud-Américains leur garantissaient en premier lieu, la possession de la Louisiane, de la Floride et de celles des Antilles qui ne deviendraient pas anglaises, à l'exception toutefois de Cuba. Les États-Unis « obtiendraient également le passage de l'isthme de Panama ainsi que celui du lac de Nicaragua pour toutes leurs marchandises. L'exportation de tous les produits de l'Amérique méridionale serait aussi encouragée sur leurs vaisseaux de transports ».

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

La convention stipulait, d'autre part, la formation d'une alliance défensive entre l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Amérique méridionale. « Elle est tellement commandée — dit le texte — par la nature des choses, la situation géographique de chacun des trois pays, les produits de leur industrie, leurs besoins, leurs mœurs et leur caractère, qu'il est impossible qu'elle ne soit pas de longue durée, surtout si l'on a soin de la consolider par l'analogie dans la forme politique des trois gouvernements, c'est-à-dire par la jouissance d'une liberté civile sagement entendue, sagement organisée. On pourrait même dire que c'est le seul espoir qui reste à la Liberté, audacieusement outragée par les maximes détestables avouées par la République française : c'est le seul moyen encore de former une balance de pouvoirs capable de contenir l'ambition destructive et dévastatrice du système français. »

Les opérations militaires dont la direction suprême serait confiée à Miranda, commenceraient « par l'isthme de Panama et du côté de Santa-Fé, tant à cause de l'importance du poste qu'en raison de l'humeur des peuples disposés, au premier signal, à s'armer en faveur de l'indépendance ».

Enfin, aux termes de leur accord, Pozo y Súcre et Manuel Sálas devaient partir pour Madrid afin d'y rendre compte de leur mission à la Junte, celle-ci « n'attendant que le retour de ses deux commissaires pour se dissoudre aussitôt et se rendre aux différents points du Continent américain où la présence des membres qui la composent est indispensable pour provoquer lors de l'apparition des secours des alliés, une explosion générale et combinée de la part des peuples de l'Amérique méridionale ».

Miranda, à son défaut D. Pablo de Olavide ou D. Pedro Caro « actuellement employé à Londres dans une mission de confiance », avaient pleins pouvoirs pour traiter, tant avec l'Angleterre qu'avec les tats-ÉUnis, sur les bases ainsi concertées.

Nanti de ce nouveau système de diplomatie et d'alliances qu'il ne désespérait pas de faire adopter par le ca-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

binet de Saint-James, Miranda se flattait encore, en arrivant en Angleterre, d'y être personnellement bien accueilli. C'était à son instigation sans doute que le conseil exécutif avait naguère publié le fameux décret du 16 novembre 1792 sur la libre navigation de l'Escaut, dont les Anglais avaient conçu tant et de si justes alarmes. Mais l'ancien général aux armées républicaines avait souffert depuis, assez de persécutions des gouvernements de France, pour que toute prévention eût disparu à son égard de l'autre côté du détroit. Le fait d'avoir un jour inquiété la Grande-Bretagne devait lui valoir au contraire auprès d'elle, un titre précieux d'estime et de considération.

C'était du moins ainsi que l'entendait Miranda lorsqu'il faisait part en ces termes à William Pitt, le 16 janvier 1798, des intentions qui venaient de le ramener à Londres : « Le soussigné, agent principal des colonies sud-américaines, s'est trouvé désigné par la Junte des députés du Mexique, Lima, Chili, Buenos-Ayres, Caracas, Santa-Fé, etc., pour se rendre auprès des ministres de Sa Majesté Britannique à l'effet de renouer, en faveur de l'indépendance absolue des dites colonies, les négociations entamées dans l'année 1790 et de les conduire le plus promptement possible, au point de maturité que le moment actuel paraît offrir, en les terminant enfin par un traité d'alliance semblable — autant que la position différente des choses le peut permettre — à celui offert par la France et conclu par elle en 1778 avec les colonies anglaises de l'Amérique du Nord.

« Le soussigné s'estime heureux de se trouver encore, par un heureux hasard, chargé de réclamer sous les auspices du très honorable William Pitt, auprès de Sa Majesté Britannique, la protection de la nation anglaise en faveur de l'indépendance de son pays et d'établir un traité d'amitié et d'alliance mutuellement utile et avantageux aux deux parties.... Plein d'espoir dans l'importance et l'utilité réciproque de sa mission, convaincu en outre que le moment est des plus favorables puisqu'une guerre violente existe de la part de

l'Espagne contre l'Angleterre, époque que le très honorable William Pitt a toujours fixée au soussigné pour le commencement de cette entreprise, ce dernier se plaît à croire que ses compatriotes ne languiront pas longtemps dans l'incertitude[1]. »

L'illusion devait être courte. La double menace d'une invasion française et d'une révolte en Irlande pesait à ce moment sur l'Angleterre et la contraignait à ménager la cour de Madrid qu'elle ne renonçait pas à pouvoir arracher à l'alliance du Directoire. La légation d'Espagne avait pris ombrage de la présence de Miranda. Elle la signalait au gouvernement britannique, demandait l'arrestation de l'agitateur [2] et pour donner crédit à la politique d'abstention dont le ministère affectait les apparences au regard d'un allié possible, Miranda se vit condamné au plus désolant incognito. Terré dans un petit logement de Broad Street sous le nom de Martin Esq[re], il lui fallut attendre les occasions meilleures dont Pitt lui promettait, en secret, l'avènement prochain[3].

La nouvelle de la victoire de Nelson devant Aboukir et la destruction de la flotte d'Irlande ravivèrent les espérances de Miranda qui crut le moment arrivé de tenter une nouvelle démarche [4]. Il ne se trompait pas en conjecturant que la sécurité renaissante reporterait aussitôt les vues du cabinet de Londres vers l'Amérique du Sud. Mais Pitt, uniquement préoccupé de renouer une coalition contre les ambitions françaises, ne voyait, dans l'expédition projetée, qu'une opération de commerce et de finance, un moyen de s'emparer des « métaux précieux accumulés dans le Nouveau Monde et dont on ferait de la monnaie pour la bonne cause[5] ».

Miranda fut soigneusement écarté de ce projet qui faisait si bon marché des aspirations et de l'intérêt des

1. R. O. *Chatham papers*. N° 345. Miranda to the Honorable William Pitt., 16 janvier 1798.
2. V. Lobo, *op. cit.*, t. I[er], p. 340.
3. Arch. Nat. F 7 6285.
4. R. O. *Chatham. Correspondence*. V. 345.
5. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. V, p. 350.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

créoles. Le pilote consommé qui venait de reprendre la direction suprême des destinées de l'Angleterre, prétendait assigner à Miranda un rôle plus important. En même temps qu'il tenait en haleine le mandataire des Sud-Américains dont il se réservait de combler les vœux dans la mesure où la Grande-Bretagne pourrait y trouver son compte, il donnait le change à l'Espagne sur la portée des engagements qu'il pouvait avoir pris contre elle. Les représentants anglais à Madrid insinuaient volontiers que les libéraux du Sud-Amérique entreraient en campagne au premier signal qui leur viendrait de Londres et qu'il dépendait de l'attitude de l'Espagne que cet encouragement fût accordé ou non. Ils communiquaient le plan de Miranda, que leur gouvernement saurait entraver, assuraient-ils, pour peu qu'il reçût des assurances formelles de bon vouloir.

Pitt accédait entre temps aux demandes d'audience de Miranda. Il le recevait à la fin de 1798[1] et l'engageait à négocier avec les Etats-Unis. Il concentrait de la sorte en sa main les fils de chacune des intrigues que Miranda s'appliquait péniblement à nouer. La correspondance du ministre des États-Unis à Londres, Rufus King, est à cet égard instructive : « Au moment même, mande-t-il à son gouvernement, où le cabinet de Saint-James fait tenir à Madrid des informations précises sur les plans du général Miranda, il envoie aux autorités de la Trinidad l'ordre de favoriser les entreprises révolutionnaires de la Côte-Ferme et prépare une expédition pour les appuyer... Miranda, impatienté des atermoiements du ministère, et qui n'a pas connaissance des démarches engagées auprès de la cour de Madrid, s'est décidé à envoyer à Philadelphie son collaborateur M. Caro...[2] »

Miranda n'avait pas attendu, comme on le voit, les directions de Pitt. Il avait depuis longtemps informé directement le président Adams de ses projets et solli-

1. Arch. Nat. F 7 6318 b.
2. Dépêche du 6 avril 1798, dans Becerra, *op. cit.*, t. I, p. 15.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cité l'intervention du chef des fédéralistes, Hamilton, du général Knox, de Jay et de tous ceux sur l'amitié desquels il comptait aux États-Unis [1]. Caro, empêché au dernier moment, n'avait pu partir, mais il avait adressé une copie de la convention du 2 décembre au secrétaire d'État Pickering qu'il connaissait. Il était persuadé d'avoir en lui le plus dévoué des avocats. King, circonvenu par Miranda, insistait de plus en plus pour que le projet fût pris en considération ; il en entretenait même lord Grenville et « bien que ce ministre l'eût averti qu'il ne l'écoutait qu'à titre privé », la coopération de l'Angleterre lui paraissait si certaine dès le mois de juillet 1798, qu'il n'hésitait plus à préconiser une action immédiate [2]. « L'avenir du Nouveau Monde est entre nos mains, mandait-il à Hamilton. Nous n'avons pas seulement le droit mais bien le devoir de procéder en cette affaire au plus tôt et au premier rang [3]. » Hamilton, qui passait à raison pour l'un des hommes les plus influents d'Amérique, semblait du reste, avoir pris à cœur la question des Colonies espagnoles. Il envisageait leur émancipation comme un événement d'un intérêt précieux pour les États-Unis, espérait y décider le gouvernement et s'offrait même à commander l'expédition qui pourrait y concourir [4].

Averti par King et Hamilton lui-même de ces complaisantes intentions et ne doutant pas non plus de l'appui de l'Angleterre s'il obtenait celui des États-Unis, Miranda pressait de son côté l'ancien aide de camp de Washington de s'employer dans ce sens auprès du président Adams : « Tout est arrangé à Londres, lui faisait-il savoir le 19 octobre : il ne nous manque plus, mon cher général, que le *fiat* de votre illustre président pour partir comme l'éclair [5]. »

Malheureusement pour Miranda, les circonstances tournèrent une fois de plus à l'encontre de ses projets.

1. V. Randall, *Life of Jefferson.*
2. Dépêche du 17 août 1798. Becerra, *op. cit.*, t. Ier, p. 16.
3. Lettre du 31 juillet 1798. *Ibid.*
4. V. Randall, *op. cit.*
5. Cité par Becerra *op. cit.*, t. I, p. 20.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

John Adams, dont les sentiments intimes étaient rien moins que favorables à l'alliance anglaise, inclinait aux mesures pacifiques et ne cherchait qu'une occasion de se rapprocher de la France. Le ministre des États-Unis à La Haye négociait pour la reprise des relations avec le Directoire. La décadence du parti fédéraliste s'accentuait d'ailleurs. Hamilton ne luttait plus que pour la retarder. Les républicains avec Jefferson reprirent quelques mois après le pouvoir et les illusions de Miranda ne survécurent pas à cet événement.

L'incroyable ténacité du Précurseur ne semble pas pourtant en avoir subi d'atteinte. Abandonné par les ministres, c'est à l'opinion qu'il en appelle. Il sait de quel poids elle pèse sur les décisions officielles. Il l'éclairera donc davantage, s'attachera à populariser la cause américaine et préparera de la sorte les voies de l'avenir. Les journaux, les revues les plus importantes des Trois-Royaumes publièrent, durant toute cette période, d'innombrables articles où l'importance, la variété des ressources qu'offrirait la libre Amérique au commerce de l'Angleterre étaient infatigablement et savamment exposées par Miranda [1].

Ce n'était pas toutefois sans amertume qu'il se résignait à ce rôle trop évasif de publiciste ; les appels de

1. *La Revue d'Edimbourg*, fit notamment paraître à cette époque une remarquable étude économique où il n'est pas sans intérêt de relever de curieuses précisions sur la possibilité d'ouvrir un canal à travers l'isthme de Panama. « Il s'agit, disait Miranda, de l'entreprise sans doute la plus extraordinaire que les aspects physiques de notre globe puissent offrir à l'imagination. Peu connue dans ce pays, elle n'est pas comme on serait tenté de le supposer du domaine de l'aventure ou du roman. Elle est au contraire d'une réalisation facile. Le rio Chagres qui se jette dans l'Atlantique est navigable jusqu'au bourg de Las Cruces distant de 15 milles de la ville de Panama, située sur la côte du Pacifique et bien que la vallée rende aisée la construction du canal, les difficultés pourraient en être diminuées encore par l'utilisation du Trinidad, affluent du Chagres et navigable durant la presque totalité de son parcours. La nature a doté les deux extrémités de cette voie interocéanique, de deux baies parfaitement appropriées aux besoins du trafic le plus considérable. Celle de Porto Belo sur le Chagres où mouillèrent les 74 navires de guerre anglais, qui, sous le commandement du Capitaine Knowley, ont bombarbé en 1740 la forteresse de San Lorenzo, et celle de Panama sur le Pacifique qui est également large et sûre. »

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

plus en plus pressants que lui faisaient tenir ses compatriotes contribuèrent à le lui rendre insupportable. La fermentation s'accentuait dans les Colonies. Il fallait agir. « Venez, lui écrivait Manuel Gual, réfugié à Trinidad après la découverte du complot d'España, venez ! Les peuples américains vous sollicitent. Soyez, Miranda, le sauveur de votre patrie ! Je n'ai plus d'espoir qu'en vous pour réaliser ce bel œuvre et je n'ambitionne aucun autre honneur que celui de combattre sous vos ordres [1]. »

Miranda se sentait en outre traqué par la police de la légation d'Espagne, les ministres refusaient de le recevoir. Le séjour de Londres lui devenait pénible et dangereux. L'idée lui vint de se retourner encore vers la France.

V

La chute du Directoire et l'avènement de Bonaparte semblaient aussi bien le prélude d'une ère nouvelle que le Manifeste du 24 frimaire an VIII avait solennellement proclamée. Le désir de la paix s'était accru sans doute parmi les Français, mais la paix, telle qu'on l'entendait à ce moment, n'était pas incompatible avec l'accomplissement des desseins les plus grandioses. On s'accordait à en pressentir le vœu chez le jeune Consul, rayonnant d'intelligence, couronné par la Victoire et qui traînait après soi tous les cœurs. « La guerre avec l'Ancien Monde, la paix avec le Nouveau, l'amour de la liberté américaine et la haine pour l'Angleterre » étaient — au dire d'un contemporain [2] — les « oracles mêmes », sortant des apothéoses que Paris consacrait au vainqueur de Marengo.

Le rappel des proscrits de Fructidor, les réparations éclatantes dont la plupart étaient l'objet, cette atmosphère de sécurité et de quiétude qui resplen-

1. A Miranda. Port d'Espagne, 12 juillet 1799. Becerra, *op. cit.*, t. II, p. 461.
2. *Memorial* de J. de Norvins. Paris, 1896, t. II, p 235.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dissait en France, engageaient Miranda à tenter lui aussi de rentrer en grâce. Ses intimes prédilections se ranimaient à l'espoir de gagner Bonaparte, et l'ordre du jour que le Premier Consul adressait sur ces entrefaites aux armées à l'occasion de la mort de Washington, paraissait d'un radieux augure au champion de l'Indépendance sud-américaine : « Washington est mort. Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie. Il a consolidé la liberté. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français comme à tous les hommes libres des deux mondes et spécialement aux soldats français qui, comme lui et les soldats américains, combattent pour l'égalité et la liberté. »

Ces paroles et la cérémonie qui leur servit quelques jours plus tard (le 18 février 1800) de commentaire dans l'église des Invalides transformée en *Temple de Mars*, pour être de circonstance, n'étaient pas de pure hypocrisie. « Il y en avait sans doute, mais il y avait aussi les illusions du temps et de tous les temps[1]. » La séduction sur Miranda fut décisive. Il quitta Londres aussitôt.

Mais ce n'avait pas été sans difficultés. Rufus King dut intervenir, insister au Foreign Office, enfin, en désespoir de cause, délivrer à son ressortissant occasionnel un passeport que le gouvernement français ne se pressait pas de sanctionner. Miranda fut obligé d'attendre plusieurs mois en Hollande, le résultat des démarches que les sénateurs Barthélemy et Lanjuinais, le conseiller d'État Portalis, le général Victor avaient engagées en sa faveur auprès de Fouché et du Premier Consul.

Bonaparte finit par se laisser convaincre. Mais l'accomplissement des nouveaux projets du Précurseur restait encore bien improbable. Il aurait pu s'en persuader au moment même où il quittait Anvers, à la fin d'octobre, pour se rendre à Paris : « Enfin, mon cher Miranda, lui écrivait, en effet, un correspondant anonyme, mais vraisemblablement espagnol ou sud-américain, à en juger par les idiotismes de l'orthographe et

1. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, 1845, t. I, liv. II.

du style de sa lettre, — enfin, mon cher Miranda, je me mets à vous écrire. Vos amis se sont bien occupés de vous. Je les ai tous consultés et vous aurez ci-joint leur avis. Je commence par vous féliciter d'avoir pu quitter l'Angleterre..... C'était pour vous une prison et vous deviez à la fin être persuadé que vos vœux n'y auraient jamais été accomplis. Serez-vous plus heureux ici ? Je vous avoue que *je le crois pas*. En observant de plus près je vois mille obstacles et je crains même par de certaines relations avec un *pays voisin*, que vous ne soyez ici moins en liberté qu'en Angleterre. On ne s'occupe et ne s'occupera pas de l'Amérique et peut-être ce que vous avez regardé jusqu'à présent comme un malheur est justement l'avantage le plus grand. Je craindrai l'intermédiaire d'aucune puissance européenne. *Vous devez suffire à vous-même, ou le moment n'est pas arrivé*. Et ce n'est pas à mille lieues de distance qu'on peut décider cette question importante. C'est en vous approchant du théâtre que vous serez en état de la juger. Tous ceux qui se dévouent à l'objet que vous avez en vue doivent être dans le Nouveau Monde. Ce n'est pas éloigné d'elle qu'on gagne sa maîtresse.

« Telles, mon ami, sont mes idées. Mais si vous devez visiter ces lieux-ci qui doivent vous être si intéressants à tant d'égards, si vous croyez de pouvoir les quitter à votre volonté, que vous ne changerez pas une prison pour une autre, que votre séjour en France ne nuira pas à ce qui, jusqu'ici, a été l'objet de toutes vos pensées, je crois que je puis vous flatter que l'intérêt qu'y mettent vos amis servira à vous faire obtenir la permission. Mme P.[1] vous mande en quel état sont vos affaires. Nous avons vu Ljs[2] ensemble : il s'intéresse ardemment pour vous et il croit au succès. Tout en convenant de la vérité de ce que je vous observe, je désire cependant de vous voir et vos talens peuvent vaincre des difficultés qui seront insurmonta-

1. Pétion.
2. Lanjuinais.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

bles à un autre. L'amitié que je vous ai vouée m'oblige à vous parler sincèrement. *A mon avis*, c'est temps de finir le *volume de l'Europe* et de commencer le *volume de l'Amérique*. Mais si vous désirez ajouter au premier que vous avez su rendre si intéressant, un chapitre de plus, personne ne le lira avec plus de plaisir que moi, personne ne sera plus aisé à vous revoir. Adieu, mon cher Miranda, Votre sincère ami [1]. »

Les prévisions de ce mystérieux conseiller se réalisèrent à la lettre. Trahi par son ancien secrétaire Dupeyron, qui avait vendu ses secrets au ministre d'Espagne à Londres [2], Miranda fut placé dès son arrivée à Paris, le 9 frimaire an IX, sous la surveillance de la police. La légation de Sa Majesté Catholique, invoquant les relations de « l'incorrigible perturbateur » avec le gouvernement anglais, demandait instamment son arrestation, et les poursuites auxquelles l'attentat de la rue Saint-Nicaise donna lieu quelques jours après contre tout ce qui pouvait passer pour révolutionnaire, furent un prétexte d'autant plus aisé à faire valoir que l'on ne se souciait pas alors en France de contrarier pour si peu les désirs du *pays voisin* et allié.

Prévenu « d'espionnage et de correspondance avec les ennemis de l'État [3] », Miranda fut arrêté dans son logement de la rue Saint-Honoré et incarcéré au Temple le 14 ventôse. Ses amis parvinrent non sans peine à obtenir, huit jours plus tard, sa mise en liberté, mais il dut s'engager à quitter à tout jamais le territoire de la République.

Une fois de plus il revenait à Londres où, quoi qu'il fit, sa destinée le ramenait toujours.

Pitt avait quitté le ministère mais le cabinet formé par Addington semblait, pour le moment, persévérer dans la politique de celui qui l'avait précédé. L'Angleterre tendait de toutes ses forces à rompre la *Ligue des Neutres* qui pouvait être pour elle le signal de la ruine.

1. Lettre du 16 octobre 1800 adressée au général Miranda, à l'hôtel de l'Ours à Anvers. Arch. Nat. F 7 6318 b.
2. Arch. Nat. F 7 6246.
3. Arch. Nat. F 7 6318 b.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

On envisageait, en dépit de l'affaissement de l'esprit public, de nouveaux sacrifices et de nouvelles luttes. Les projets d'attaque contre les Colonies espagnoles reparurent, mais l'espoir qu'en aurait pu concevoir Miranda s'évanouit aussitôt. Le nouveau cabinet anglais, appelé surtout pour faciliter un armistice dont le besoin se faisait universellement sentir, ne tardait pas à ouvrir des négociations. D'importants événements survinrent encore qui, en améliorant la situation extérieure de la Grande-Bretagne, l'acheminaient à la paix. L'assassinat de Paul Ier brisa les liens de la coalition maritime du nord que Nelson avait déjà fort ébranlée par la victoire de Copenhague. Le principe de la visite des bâtiments neutres fut reconnu par la Russie et ses alliés, les Français évacuèrent l'Égypte. C'étaient autant de succès pour la politique anglaise. Le traité d'Amiens fut signé le 25 mars 1802.

Si Miranda voyait ainsi reculer la réalisation de ses espérances, il ne les abandonnait en aucune manière. Le mariage d'inclination qu'il contracta à cette époque avec Mlle Andrews, ne fut, dans sa terrible vie, que l'oasis indispensable, après tant de traverses et de fatigues, pour reprendre des forces et revenir à la tâche.

Pitt n'avait pas renoncé pour longtemps à la direction officielle du pouvoir. Il avait assisté avec douleur aux agrandissements continuels de la France en ces dernières années et l'Angleterre ne se résignait pas plus que lui aux obligations qu'elle avait souscrites. La restitution à la France et à ses alliés des nombreuses colonies dont les marins anglais s'étaient emparé dans les deux mondes au cours des dernières guerres, l'abandon du Cap à la Hollande et de Malte, cette clé de la Méditerranée, étaient dénoncés comme une trahison. Les injures et les violences de la presse anglaise exaspéraient d'autre part le Premier Consul, la querelle s'envenimait et la guerre devenait probable. La réapparition de Pitt aux Communes dans la célèbre séance du 24 mai 1803 fut le signal de la reprise des hostilités.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Miranda rentre aussitôt en scène et fait de nouvelles offres de service au ministère britannique. Pitt renouait une coalition contre la France et Bonaparte y répondait par la plus terrible des menaces. Les préparatifs d'une invasion de l'Angleterre s'activaient au camp de Boulogne : ce fut le moment où l'éventualité d'une opportune disparition du Premier Consul hanta les chancelleries européennes. Miranda eut alors à mesurer les périls de la sujétion trop absolue que lui avaient imposée les circonstances. Il recevait régulièrement, depuis plusieurs années, des subsides du Foreign Office et parfois de l'ambassade de Russie à Londres. Sans doute les considérait-il comme de simples avances remboursables au premier jour[1]. Mais la confiscation successive de ses propriétés du Vénézuéla et des biens qu'il avait possédés en France l'avait réduit, avec le temps, à la situation équivoque d'un agent payé dont les obligations croissaient avec l'impossibilité patente de faire honneur à ses créances. Il devait s'attendre à ce que les plus ténébreuses sollicitations ne lui fussent point épargnées. On essaya de l'initier, en effet, au complot de Pichegru. Miranda ne parvint qu'à force de prudence, d'à propos et de finesse à n'y pas ternir sa gloire[2].

1. Dans l'un de ses rapports à Pitt, Miranda déclare en effet, en propres termes : I explicitely desire that a sufficient annual support would be granted to me as a loan only till I could come to the possession of my property, when I mean to repay every thing advanced to me... (To the honorable W. Pitt, 2 janvier 1791. R. O. *Chatham mss.* Vol. 345).

2. On a conservé la réponse aussi spirituelle que catégorique faite alors par Miranda à certain billet du comte Woronzoff où, sans doute, un excès de prudence, lui laissait flairer un piège :

« Le général Miranda est très reconnaissant à M. le comte Woronzoff des bontés qu'il veut bien avoir pour lui, mais il ne croit pas pouvoir profiter en l'occurrence de ses généreuses propositions : le général Miranda n'a jamais eu aucune relation avec le général Pichegru, bien qu'ils aient été l'un et l'autre proscrits pour les mêmes motifs et il n'a l'intention de se mêler ni directement ni indirectement, aux affaires de France. Il n'ignore pas, en effet, les intrigues engagées pour perpétuer dans ce pays des troubles qu'il réprouve et qui ne peuvent que causer le malheur des puissances voisines. Le général Miranda renouvelle les témoignages de son respect à M. le comte Woronzoff... et l'assure que sa reconnaissance pour la Russie et ses

Ces dangers écartés, il allait se persuader pourtant que le régime des concessions par lequel il avait cru jusqu'alors pouvoir lier l'Angleterre, ne suffisait plus aux convoitises de cette puissance.

Quelques mois s'étaient à peine écoulés depuis la rentrée de Pitt aux affaires que tout avait changé d'aspect. L'Angleterre se sentait redoutable. Sa flotte égalait presque celles du reste de l'Europe. Ses marins étaient les meilleurs du monde. Le génie de Pitt ne craignait plus de se hausser à la mesure des ambitions de Bonaparte qui venait de prendre le titre d'Empereur. Les réponses évasives de la cour de Madrid aux menaces que continuait d'y faire entendre le cabinet de Londres désireux de l'amener enfin à se prononcer pour ou contre la France, déterminaient l'attaque inopinée des derniers galions au large du cap Sainte-Marie. L'Espagne répondit à cette agression par une déclaration de guerre formelle (12 décembre 1804).

Les projets d'expédition contre les Colonies affluèrent aussitôt au War Office et à l'Amirauté. Les commerçants, marins, soldats ou voyageurs britanniques qui se trouvaient, à un titre quelconque, en relations avec l'Amérique du Sud ou l'avaient visitée, préconisaient la main-mise de l'Angleterre sur ces territoires dont ils étaient unanimes à proclamer « la richesse et la faiblesse des habitants [1] ». Les Etats-Unis avaient acquis

vœux les plus sincères pour la prospérité de l'empire et le bonheur des augustes descendants de Catherine II dureront autant que sa vie. » (Becerra, *op. cit.*, t. II, p. 480.)

C'est ainsi du reste qu'il avait esquivé quelques années plus tôt, les offres du gouvernement anglais au sujet d'un débarquement en Espagne dont le commandement lui aurait été confié : « J'entends, avait répondu Miranda, que ce genre de services ne sera pas exigé de moi. Il s'agit ici d'un scrupule que vous apprécierez, bien que le droit des gens et l'exemple de beaucoup d'hommes grands et vertueux des temps anciens et modernes soient de nature à me les rendre acceptables. » « That services to be requested from me against Spain, with any other motive, being a point of delicacy with me tho'autorised by the rights of nations and the exemple of many great and virtuous men in modern and ancient times ». (Miranda à Pitt. Janvier 1791.) R. O. *Chatham papers*. V. 345.

1. Les plus sérieux paraissent avoir été :

Le projet du colonel anglais au service des États-Unis, Williamson, adressé de New-York le 5 décembre 1803. L'Angleterre et les États-

l'inestimable territoire de la Louisiane et cet événement ralliait tous les Anglais à l'idée de s'approprier le reste ou du moins une partie des dépouilles de l'Espagne dans les Indes Occidentales.

Miranda ne désespérait pas encore. Il changea de tactique et se donna pour tâche de ne rester étranger à rien de ce que le gouvernement déciderait à l'égard du Sud-Amérique. Il écrivit aux ministres [1], eut de nouvelles conférences avec Pitt, se fit connaître à la plupart de ceux qu'intéressaient les affaires du Nouveau Monde, leur servit d'informateur bénévole, parvint à les circonvenir et à persuader aux plus qualifiés qu'il était pour eux l'indispensable auxiliaire. Ces habiletés restaient cependant inutiles. L'Angleterre s'engageait visiblement dans une politique égoïste à laquelle l'expérience pouvait seule l'amener à renoncer.

En dépit des préoccupations qui venaient l'assaillir, le cabinet de Londres examinait avec bienveillance les projets d'annexions sud-américaines. L'un d'eux parut emporter son suffrage et l'accueil dont il fut l'objet engagea même son instigateur, le capitaine Popham, à en aventurer par la suite l'accomplissement.

Sir Home Riggs Popham était l'un des meilleurs officiers de la marine royale. Il avait conduit plusieurs expéditions importantes, et, envoyé en 1800 dans la mer Rouge pour appuyer les opérations d'Abercromby, il

Unis agiront de concert pour s'emparer de Cuba et d'une partie du Mexique. R. O. *War Office*, I, 1109.

Celui de William Jacob Esq^re^, directeur de l'une des plus importantes maisons de la Cité qui faisaient le commerce avec le Sud-Amérique, plus tard représentant aux Communes des conservateurs de Rye (Sussex). Trois expéditions partant d'Angleterre, d'Irlande et de Madras, attaqueront en même temps les colonies de Panama, de la Plata et du Chili qui seront aussitôt « occupées et incorporées par la puissance britannique », 6 oct. 1804, *Chatham Correspondence*, 345. — La correspondance de W. Jacob avec les ministres anglais mentionne à plusieurs reprises le général Miranda comme « le personnage dont le concours est le plus utile au projet ». — Lettre à Pitt du 26 nov. 1804. *Chatham Correspondence*, 148 et *War Office*, t. 1113.

Enfin, le « Plan d'occupation des Contrées de l'Amérique Méridionale » par le lieutenant-colonel Jackson, qui a visité en 1796 les côtes du Mexique, etc., mars 1805. Lettres à Pitt. *Chatham Correspondence*, 148.

1. 15 mai 1804 à lord Melville, premier lord de l'Amirauté ; 29 sept. 1804 à Pitt, *Chatham Correspondence*, 160.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

venait d'obtenir du nouveau vice-roi d'Égypte plusieurs concessions en faveur de la Compagnie des Indes qui valaient, entre autres avantages à l'Angleterre, le monopole des cafés arabes. Accusé, d'ailleurs injustement, de concussion, Popham attendait depuis quelques mois à Londres que la Chambre des Communes l'eût mis hors de cause et s'employait, sous la direction de Melville, premier lord de l'Amirauté, celui des membres du cabinet auquel les affaires sud-américaines étaient le plus familières [1], à rechercher les moyens de réaliser une entreprise efficace contre les Colonies espagnoles. Le secrétaire adjoint à la Trésorerie, Nicolas Vansittart, mit bientôt Popham en rapports avec Miranda. Vansittart s'était beaucoup occupé pour sa part de l'Amérique du Sud [2]; il portait à Miranda, qu'il fréquentait depuis trois ou quatre ans, une très grande estime et une amitié qu'il devait, au reste, lui conserver toujours. Il fut de moitié dans la rédaction du projet que, le 10 octobre 1804, Popham et Miranda présentèrent à lord Melville.

« Nous n'envisageons en aucune façon, déclaraient-ils tout d'abord, une conquête proprement dite de l'Amérique espagnole. C'est là une idée irréalisable, mais ce qui reste possible c'est d'occuper dans ce continent certains points d'importance, d'y installer des garnisons à demeure et de priver ainsi d'ores et déjà l'Europe des bénéfices qu'elle en retire. Les avantages commerciaux que nous réserveraient ces contrées, la vitalité, l'essor que notre présence leur ferait acquérir sont incalculables et ce magnifique résultat dépend d'une opération dont le succès est assuré... »

Les localités à occuper ont été déterminées « d'après les indications du général Miranda, dont la compétence est notoire » et qui pourrait assumer « la direction suprême

1. Il existe de lui aux Archives anglaises plusieurs rapports très détaillés concernant l'Amérique du Sud. *Chatham Correspondence*, 243.

2. British Museum *Windham papers add. mss.* 21.237. On y conserve entr'autres un *Plan d'expédition aux Colonies espagnoles* du mois d'août 1796, dans la rédaction duquel Vansittart témoigne d'une connaissance approfondie de la situation politique et commerciale des contrées sud-américaines.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

des opérations » : Miranda s'embarquera secrètement à Lymington et se rendra à Trinidad où se concentreront le plus rapidement possible les forces de terre et de mer devant concourir à l'expédition (2.000 hommes d'infanterie, deux régiments de cavalerie, deux compagnies d'artillerie, indépendamment des recrues que l'on lèvera dans l'île, trois frégates, une corvette, deux canonnières, trois bricks, deux cotres et cinq transports armés). Celle-ci prendra terre sur la côte du Vénézuéla, d'où la Grande-Bretagne saura facilement s'assurer ensuite une sorte de protectorat sur toute la Nouvelle-Grenade. Le second point fixé pour un débarquement est Buenos-Ayres. « La prise de ce port et l'occupation des riches provinces de l'intérieur constituent une véritable opération militaire qui ne demandera pas moins de 3.000 hommes. » Enfin, une troisième expédition qui se formerait aux Indes, aurait pour but Valparaiso sur le Pacifique : « 4.000 cipayes et un nombre égal de troupes européennes y prendraient part [1] ».

En soumettant lui-même ce projet à l'agrément de Pitt, le 22 octobre, Miranda le suppliait « d'y répondre d'urgence. Je souhaite, ajoutait-il, que vous vouliez bien excuser mon anxiété. Il s'agit ici d'un objet dont l'on ne peut entrevoir la réussite qu'à la seule condition de ne pas perdre un jour. Je voudrais, de toutes façons, ne pas être retenu plus longtemps à Londres, car il me tarde d'aller apporter à ma malheureuse patrie l'assistance qu'elle est du moins en droit d'espérer de ma personne [2] ».

Le plan de Popham, dont toute la diplomatie de Miranda n'avait pu faire atténuer les hardiesses, portait, en effet, trop gravement atteinte aux véritables intentions des créoles pour que leur représentant envisageât sincèrement la possibilité de s'y compromettre. L'accepter, c'était, en livrant ses compatriotes, faillir à sa vie tout entière, ou s'exposer à tromper la confiance

1. Copy of a paper delivered to lord Melville. October 10th 1804. *War Office*. N° 161.
2. A Pitt, 22 octobre 1804. R. O. *Chatham Correspondence*, N° 160.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

que prétendaient lui infliger ses protecteurs, car, une fois accomplie la première partie du projet, Miranda n'aurait pu manquer de mettre tout en œuvre pour le détourner du but que se proposaient les Anglais. Le Précurseur n'entendait encourir ni le soupçon ni le risque d'une telle alternative. Avait-il d'autre part le pouvoir, le droit même, de rompre ouvertement en visière à la puissance dont il était, malgré tout, l'obligé, et dont la coopération, ou du moins la complicité, restait en définitive la seule chance des Sud-Américains pour l'accomplissement de leurs souhaits? L'Angleterre se montrait intraitable à l'heure présente, mais l'avenir la déterminerait peut-être à modifier sa conduite, à recourir aux transactions. Il eût été malhabile de ne pas se ménager cette éventualité. Un parti restait donc à Miranda : reprendre au plus tôt sa liberté. C'est à quoi désormais il bornait son espoir. Il ne sollicitait plus que par une sorte d'acquit de conscience et pour gagner du temps. S'il pressait le ministre de prendre une décision immédiate à l'égard des propositions de Popham, c'était pour l'amener plus vite à les abandonner.

Pitt n'y renonça toutefois qu'à la fin de février 1805. Il avait fait procéder au premier abord, à l'armement d'une frégate de 64, la *Diadem*, qui devait être employée à l'une des expéditions. Mais l'intérêt témoigné de la sorte par le cabinet britannique aux projets sud-américains dut céder presqu'aussitôt aux inquiétudes qu'inspiraient les dangers, cette fois très redoutables, d'une invasion française. Le secret de l'*immense projet* de Napoléon venait d'être découvert, transmis à Londres; Pitt ne songeait plus qu'à sauver l'Angleterre. L'empereur de Russie, dont l'alliance était capitale, voulait ménager l'Espagne, que dans ses arrière-pensées de suprématie européenne, il espérait détacher de la France. Au cours des négociations poursuivies à Londres par l'ambassadeur Novosiltoff pour la conclusion du traité anglo-russe du 11 avril, il fut entendu que l'Angleterre renoncerait à toute tentative contre les Indes Occidentales.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Les guerres qui se préparaient et qui retiendraient pour longtemps dans les mers d'Europe les flottes anglaises aussi bien qu'espagnoles, parurent à Miranda devoir favoriser, dans une certaine mesure, les espérances américaines. Le moment donc était venu de donner une préface à ce *volume d'Amérique* que ses correspondants lui conseillaient de plus en plus d'entreprendre à son compte. Miranda doutait malgré tout qu'une collaboration ne fût pas nécessaire. Il crut encore que les Etats-Unis la lui réservaient.

Des contestations s'étaient élevées entre cette république et l'Espagne à propos de la délimitation de la Louisiane. Les lettres que Miranda recevait de New-York et de Philadelphie, les confidences du plénipotentiaire américain Monroe[1] laissaient entrevoir une rupture prochaine, une guerre peut-être. En ce cas il serait aisé d'amener le gouvernement fédéral à prêter les mains à l'émancipation des Colonies espagnoles. Miranda résolut de tenter cette nouvelle aventure et demanda des passeports pour les États-Unis[2]. Il s'était pourtant persuadé très vite que les Américains du Nord ne possédaient pas une organisation militaire suffisante pour que l'hypothèse d'une guerre pût être sérieusement envisagée. L'armée n'existait pour ainsi dire pas, la marine se réduisait à quelques navires, les milices étaient mal entraînées, la défense des côtes illusoire.

Un espoir demeurait toutefois, celui de préparer dans les ports de l'Union, à la faveur de la rupture des relations avec l'Espagne, une expédition qui suffirait sans doute à provoquer l'explosion décisive. Encore fallait-il trouver des subsides. Miranda, dont la suprême habileté fut d'éviter tout engagement formel, obtint que le gouvernement anglais prît à sa charge les frais de l'expédition. Vansittart lui remit 6.000 livres sterling au moment de son départ de Londres, dans les premiers

1. Monroe (James), 1758-1831. Président des États-Unis de 1817 à 1825.

2. A Pitt, 13 juin 1805. *Chatham Correspondence*, 160.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

jours d'octobre 1805 et l'autorisa à tirer sur le Trésor pour une somme équivalente.

Miranda emporta même l'assurance officieuse que ses desseins seraient éventuellement secondés dans la mesure du possible et suivant les circonstances[1].

1. R. O. *Admiralty Admiral's Despatches*, North America, vol. 17 et Gil Fortoul, *op. cit.*, p. 100.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE II

LOYALISME COLONIAL

I

En débarquant à New-York, le 4 novembre 1805, Miranda dut se persuader que la politique des États-Unis se prêtait moins encore à ses projets qu'il ne l'avait espéré. La presse continuait à publier des articles contre l'Espagne et l'on pouvait prévoir que le message du président, à l'ouverture prochaine du Congrès, contiendrait des passages belliqueux. Mais ce ne devait plus être que par manière de concession aux sentiments d'une opinion publique en voie d'apaisement. Le gouvernement fédéral et la cour de Madrid s'apprêtaient en réalité à renouer la paix. Miranda, instruit de cette situation, n'avait pas un instant à perdre.

Un de ses anciens amis, le colonel William Smith, gendre du président Adams, dont il avait fait la connaissance à Londres, en 1785, à la légation des États-Unis et qu'il retrouvait inspecteur général des douanes de New-York, s'offrit à le seconder. Il le mit en relation avec un riche armateur, Samuel Ogden, qui promit de fournir des navires. Miranda chargea son secrétaire Mollini et un émigré français qui l'avait accompagné,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

M. de Rouvray, de s'entendre avec Ogden pour les premiers préparatifs de l'expédition projetée et partit pour Washington.

Il comptait, malgré tout, y trouver bon accueil auprès de Jefferson et du secrétaire d'État Madison qu'il connaissait l'un et l'autre et dont le patronage, même officieux, restait indispensable. Il leur confia ses projets, ne fit aucunement mystère des ressources qui lui permettraient de les réaliser pourvu qu'il se vît assuré de l'approbation tacite du gouvernement fédéral[1]; il fut, à son habitude, pressant, éloquent, persuasif et Jefferson, tout en lui recommandant d'user de prudence, accorda l'assentiment demandé [2].

C'est ainsi que, dès la fin de janvier 1806, la petite corvette de 200 tonneaux, le *Leander*, armée dans le port de New-York, ayant à bord un capitaine américain, Lewis, et un second, l'anglais Armstrong, 200 hommes d'équipage, 18 canons montés, 40 pièces de campagne, 1.500 fusils, autant de lances, des munitions abondantes et une imprimerie, était prête à soutenir les prétentions de Miranda. Elle devait être rejointe à Port-au-Prince par une frégate, l'*Emperor*, que l'on armerait aux Antilles et qui compléterait l'expédition.

C'est à ce mince résultat qu'aboutissaient en définitive les espérances si longtemps caressées par le Précurseur. Il fallait être bien résolu pour faire crédit à de si pitoyables moyens et plus confiant encore pour ne

1. Lettre de Miranda à William Smith. Washington, 14 déc. 1805 ds. Becerra, *op. cit.*, p. 75.

2. Dès le départ de l'expédition de Miranda, le marquis de Casa Irujo, ministre d'Espagne aux États-Unis protesta violemment contre la bienveillance dont ce « révolutionnaire » avait été l'objet de la part du gouvernement. La presse fédéraliste mit d'ailleurs à profit l'incident pour attaquer Jefferson, et le ministre de France Tureau, étant intervenu à son tour, le gouvernement dut accorder satisfaction aux réclamations espagnoles. Smith, destitué, fut, ainsi que Ogden, mis en accusation. Mais la campagne qui se poursuivait dans la presse pesa sur le grand jury du district de New-York. Il se prononça pour l'acquittement. Le ministre d'Espagne revint alors à la charge et ne consentit à se désister qu'à la nouvelle de l'échec de Miranda. — V. Henry Adams, *History of the U. S. of America during the second administration of Thomas Jefferson*, t. Ier, et Becerra, *op. cit.*, t. Ier, ch. XIII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pas désespérer de leur réussite. Mais la fermeté était naturelle à Miranda et la certitude qu'il avait de trouver ses compatriotes tout préparés à l'indépendance l'aurait au besoin réconforté. « Il pensait, écrit l'un des officiers de l'expédition, qu'il n'aurait qu'à paraître pour que dès cet instant l'Amérique méridionale cessât d'appartenir au roi d'Espagne [1]. »

Le *Leander* mit à la voile le 3 février et les désillusions de Miranda commencèrent. Dès l'arrivée à Port-au-Prince, le capitaine Lewis eut une dispute avec son frère qui devait commander l'*Emperor*, et qui refusa de partir ainsi que tout son équipage. Miranda se procura non sans peine deux goélettes, la *Bacchus* et la *Bee*, dont il lui fallut se contenter. Discussions à bord, rencontres avec des corsaires auxquels on échappait par miracle, avec des croiseurs anglais qui ne s'opposèrent pas, heureusement, à ce que la flottille poursuivît sa route, tempêtes, maladies, tels furent les incidents de la traversée. Les vivres s'épuisèrent. Miranda dut relâcher à Jacmel, puis à l'île d'Oruba.

Aucun de ces contretemps ne l'avait abattu. A force d'énergie, d'audace il parvenait à discipliner, à tenir en haleine son turbulent équipage et tout le monde était disposé à faire son devoir, lorsque, le 12 mars au matin, les vigies signalèrent enfin les côtes vénézuéliennes. On se trouvait à quelques milles à l'est de Puerto-Cabello. Miranda mit le cap sur le petit port voisin d'Ocumare afin d'y effectuer son débarquement avec plus de sécurité.

Cette mesure n'était pas inutile, car le capitaine général D. Manuel de Guevara y Vasconcéllos, averti depuis un mois par le ministre d'Espagne à Washington, avait eu tout loisir de se préparer: 150 bouches à feu garnissaient les hauteurs de La Guayra, et les forts de San-Francisco et Padrastro en Guyane, de San-Antonio à Cumana, San-Felipe-el-Real à Puerto-Cabello, ceux de Zapara et San-Carlos à Maracaïbo, avaient été pourvus aussi complètement que le permettait

1. *The history of D. Francisco Miranda*, etc., *op. cit.* Lettre XXV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la médiocrité des ressources militaires dont disposaient les autorités. Les navires en état de tenir la mer surveillaient la côte.

Ils n'étaient pas nombreux mais il faut croire qu'ils faisaient bonne garde ou qu'un heureux hasard leur vint en aide, car la petite division de Miranda ancrait à peine devant Ocumare, le 15 mars, qu'elle se voyait attaquée par deux forts bâtiments de la marine royale : l'*Argos* et le *Zelóso*. La lutte était trop inégale pour offrir quelque chance de salut; l'escadrille ayant tenté de prendre le large fut rejointe aussitôt; l'ennemi s'empara des deux goélettes et fit prisonniers leurs équipages. Le *Leander* ne parvint à échapper qu'en jetant à la mer son artillerie et ses munitions [1].

Pendant que le Vénézuéla se trouvait de la sorte, à bon compte débarrassé de Miranda, un péril beaucoup plus grave menaçait, au sud, les domaines coloniaux du roi d'Espagne.

Les conséquences économiques de la guerre que l'Angleterre soutenait depuis trois ans s'étaient fait durement sentir. Il fallait à tout prix trouver des débouchés. Victorieux à Trafalgar, les Anglais récupéraient cependant la souveraineté maritime et pouvaient envisager, sans risques cette fois, la possibilité de vastes entreprises. Le projet si souvent médité d'incorporer à l'empire britannique quelqu'une des colonies espagnoles du Nouveau Monde s'imposa de nouveau au cabinet de Londres, et tout porte à croire qu'il en aurait ordonné l'exécution, si ses intentions n'eussent été devancées à ce moment même par sir Home Popham.

Après l'échec des négociations de l'année précédente, Popham était parti pour une nouvelle croisière et venait de gagner le grade de commodore en s'emparant de la colonie hollandaise du cap de Bonne-Espérance. Il n'avait pas cessé de penser à son grand projet sud-américain et rêvait toujours aux moyens de le réaliser.

1. D'après le récit de Francisco I. Yánes, contemporain de ces événements, dans *Compendio de la Historia de Venezuela*, 1re partie, ch. VII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il ignorait les aventures de Miranda, ne doutait pas que ses desseins ne fussent restés les mêmes, et des renseignements très favorables lui étant parvenus sur la faiblesse des moyens de défense de Montevideo et de Buenos-Ayres et sur les dispositions des habitants de cette colonie, il prit sur lui d'en entreprendre la conquête.

Il avait tenu néanmoins à se justifier aux yeux de l'Amirauté de céder en l'occurrence « à une impulsion irraisonnée, non plus qu'au désir de satisfaire un vain esprit d'aventure[1] ». Dans le long rapport qu'il adressait à Londres de sa première escale à Sainte-Hélène, le 30 avril 1806, il prenait soin de marquer que « l'expédition de Buenos-Ayres, dont l'opportunité a été minutieusement et longuement examinée par les différents cabinets et dont le principe n'a jamais provoqué d'objections de leur part... est la mise en pratique partielle du plan concernant l'Amérique espagnole dont la direction suprême doit rester entre les mains du général Miranda, actuellement à Londres[2] ». Il ajoutait que « la prise du Rio de la Plata ne pourra manquer d'avoir de considérables conséquences pour l'heureuse issue des tentatives à effectuer sur les autres points du continent[3] ». Buenos-Ayres était, en effet, le principal entrepôt du commerce des provinces du centre et du sud de l'Amérique méridionale. Elle offrait encore à l'importation des manufactures britanniques de telles perspectives de bénéfice que « cette considération seule, observait justement Popham, suffirait à légitimer ma tentative..., à en compenser les risques et les frais[4] ».

Le gouvernement britannique parut adopter ce sentiment et s'empressa de prendre des mesures pour renforcer l'escadre de sir Home Popham[5], qui se composait déjà de 6 frégates, 3 corvettes et 5 navires

1. Popham au premier lord de l'Amirauté. Sainte-Hélène, 30 avril 1806. R. O. *Admiralty Secretary in letters*, n° 58.
2. *Id.*
3. *Id.*
4. *Id.*
5. Le secrétaire d'État des Colonies aux lords commissaires de l'Amirauté. Downing Street. 24 juillet 1806. R. O. *War office*, 6/3 South America, 1806.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

portant un corps expéditionnaire de 800 highlanders du 71e et 600 soldats de marine sous les ordres du vaillant général Beresford[1].

D. Rafael de Sobremonte[2], alors vice-roi de Buenos-Ayres, fut stupéfait en apprenant, le 10 juin, qu'une escadre, battant pavillon britannique, entrait dans les eaux de la Plata. Il était pourtant impardonnable de s'être laissé surprendre, car, dès le départ de Popham pour les mers du Sud en 1805, le ministre d'Espagne à Londres avait donné l'alarme à son gouvernement qui prévenait aussitôt Sobremonte de se tenir sur ses gardes. Toutefois les semaines, les mois avaient passé, et le vice-roi s'était cru à l'abri de toute attaque. L'arrivée soudaine des Anglais le mit au désespoir. Il concentra d'abord toutes les garnisons disponibles à Montevideo, pensant que cette place aurait à soutenir un premier siège. Mais, Popham ayant poursuivi sa route sur Buenos-Ayres, Sobremonte se jugea perdu. Sans attendre que la mobilisation des milices fût achevée, il chargea le commandant de la place d'obtenir à tout prix une capitulation et s'enfuit à Cordoba.

Cependant les troupes anglaises effectuaient, le 25 juin, leur débarquement sur la petite plage de Quilmes, à une dizaine de milles au sud de Buenos-Ayres. Le surlendemain, Beresford, ayant culbuté sans peine un détachement de trois à quatre mille hommes, entrait dans la capitale, dont il déclara « prendre possession au nom de George III ». La proclamation qu'il fit afficher sur les murs de la citadelle, apprit aux habitants que « le roi de Grande-Bretagne veillerait désormais sur eux et leur descendance », que « ce gracieux souverain consentait à leur reconnaître le libre et complet exercice de la

1. Beresford (William Carr, vicomte), général anglais, né en 1768 mort en 1854, prit une part brillante à toutes les guerres de la Révolution et se distingua notamment durant la campagne d'Égypte. Il servit ensuite dans les guerres d'Espagne.

V. pour l'expédition de Buenos-Ayres : Sassenay, *Napoléon Ier et la fondation de la République Argentine*. Paris, 1892. Lobo, *op. cit.*, t. I, pp. 385 et ss. et Documents du t. III, pp. 224 à 460. *Historia de Belgrano*. Buenos-Ayres, 1887, t. I, etc.

2. Vice-roi de la Plata de 1804 à 1807.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

religion catholique et le droit de commercer librement avec l'Angleterre où nulle oppression n'existe... Le major général Beresford, gouverneur de Buenos-Ayres, se croit donc assuré du concours de tout bon citoyen, puisque ses promesses comblent les désirs des riches provinces de la Plata et ceux aussi de toutes les populations du Sud-Amérique[1] ».

Il n'en était rien cependant et Beresford eut à s'en convaincre aussitôt. Les habitants de Buenos-Ayres manifestaient des sentiments tout autres que ne les avait imaginés le chef de l'expédition; une agitation visible régnait dans la ville. Des patrouilles parcouraient les rues, ameutaient la population qui, revenant de sa surprise, menaçait à présent les Anglais enfermés dans la citadelle, maudissait le vice-roi et demandait un chef. A ce moment, un gentilhomme français au service de l'Espagne, le chevalier Jacques de Liniers[2], dont la brillante figure se détache en un séduisant relief de pittoresque et gracieuse bravoure sur cette page de l'histoire américaine, arrivait à Buenos-Ayres. Il venait de Barragan, petit port des rives de la Plata dont la défense lui avait été précédemment confiée.

Liniers comptait dans la marine espagnole depuis 1774, époque à laquelle il avait quitté le régiment de Piémont Royal-Cavalerie où il servait avec le grade de sous-lieutenant, pour s'engager comme simple volontaire sur la flotte de Don Pedro Castejón. Il avait pris part, aux côtés de Miranda, à l'expédition d'Alger, puis à celle du Brésil en 1776. Adversaire irréconciliable et redouté des Anglais, les guerres qui, de 1780 à 1790, avaient mis aux prises l'Espagne et l'Angleterre, fournirent à Liniers l'occasion de se signaler sur toutes les mers. Il fut promu capitaine de vaisseau en 1792 et chargé d'organiser une flottille de chaloupes canonnières avec laquelle il protégea les côtes de la Plata contre les incessantes

1. Déclarations du major général commandant en chef les troupes de S. M. B. Buenos-Ayres, le 28 juin 1806, *doc. cit.*, par Lobo, t. III, p. 267.

2. Né à Niort le 25 juillet 1753. V. sa *Biographie* par Jules Richard, 1 vol. in-8°, Niort, s. d.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

attaques des croiseurs et des corsaires britanniques. Il avait, après 1803, passé trois ans au Paraguay, gouvernant par intérim les anciennes Missions des jésuites, puis était venu reprendre le commandement de la flottille.

Les Anglais dans Buenos-Ayres ! Liniers se jura de venger une telle injure. En un mois, il avait accompli des miracles. Il se fit donner 600 hommes par le gouverneur de Montevideo, grossit cette petite armée des 300 marins de sa flottille, d'une soixantaine de miliciens et de soixante-treize corsaires français sous le commandement du capitaine Mordeille. Le 10 août, il passait en revue ses troupes dans un faubourg à l'ouest de Buenos-Ayres et faisait tenir à Beresford une sommation aussi hardie que péremptoire : « Général, quinze minutes vous sont accordées pour prendre le parti ou d'exposer votre garnison à une destruction totale ou de vous livrer à la discrétion d'un ennemi généreux ! » Beresford répondit simplement « qu'il se défendrait aussi longtemps que l'exigerait son honneur ». Après un combat qui, pendant trois jours, ensanglanta les rues de Buenos-Ayres et au cours duquel les deux partis rivalisèrent d'héroïsme, les Anglais durent accepter les conditions du chevalier de Liniers.

Les 1.200 survivants de la forteresse, auxquels il avait accordé les honneurs de la guerre, défilèrent « impeccablement sanglés dans leurs uniformes, dit un témoin [1], au milieu des soldats espagnols, pieds nus, noirs de poudre et de poussière, rangés sur deux rangs et qui maintenaient à grand'peine la multitude vociférante ». Les Anglais avaient perdu près de 500 hommes ; ils laissaient au pouvoir du vainqueur « les drapeaux du 71e régiment, 35 pièces de rempart, 29 pièces de campagne et 1.600 fusils ».

Si les Whigs démocrates, qui s'étaient, au lendemain de la mort de Pitt (23 janvier 1806), groupés autour de lord Grenville, semblaient moins portés que leurs prédécesseurs à la guerre à outrance contre Napoléon,

1. Pantaléon Rivarola, *Romance historico*, cité par Lobo, t. I, p. 431.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

leur politique restait nettement offensive envers l'Espagne et le projet de s'approprier les Colonies n'avait jamais été plus en faveur. Nous avons vu comment, à la nouvelle du départ de Popham pour le Rio de la Plata, le cabinet de Londres se disposait à prendre des mesures afin d'assurer le succès de cette tentative. Celle qu'il savait engagée en même temps sur la Côte-Ferme ne le laissait pas non plus indifférent. Et bien qu'il attendit de connaître les premiers résultats de l'attaque de Buenos-Ayres pour décider de la conduite à suivre vis-à-vis du Vénézuéla, la promesse faite à Miranda avait été tenue et l'ordre, sinon formel encore du moins sous-entendu, envoyé aux autorités des Antilles anglaises, de lui prêter assistance.

Se conformant à ces instructions, l'amiral Cochrane[1], commandant la division navale anglaise aux Antilles, ayant appris l'échec de Miranda, envoya aussitôt des bâtiments à sa recherche. Leur rencontre avec le *Leander* fut d'ailleurs assez inattendue. La corvette quasi désemparée, qui, depuis Ocumare, continuait de lutter contre la mauvaise fortune, assaillie par les tempêtes, ses vivres épuisés, l'équipage réduit d'un tiers, arrivait, au bout de neuf semaines de navigation (le 24 mai 1806) dans les parages de la Grenade, lorsqu'elle vit paraître à son vent deux navires rencontrés trois jours plus tôt et qu'elle avait évités à grand'peine. Jugeant cette fois impossible de leur échapper, le *Leander* prit des dispositions de combat. Les navires approchèrent. C'étaient heureusement des navires anglais. Miranda put atterir, réparer ses avaries, se ravitailler et repartir enfin, quelques jours après, pour la Barbade, où l'attendait l'amiral Cochrane. Les bricks de S. M. B. *Lily* et *Express* donnèrent la remorque au *Leander* jusqu'à Bridgetown.

Durant son séjour à la Grenade, Miranda se vit entouré d'attentions si courtoises, il trouvait auprès de

1. Cochrane (Sir Alexander Forrester), amiral anglais, né en 1758, mort en 1832. Commandant en chef des Iles sous le Vent en 1805, il s'empara de la Guadeloupe en 1810 et gouverna cette île jusqu'en 1814.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lord Seaxhort, gouverneur de la Barbade, et de l'amiral Cochrane, un tel empressement à l'accueillir qu'il se fit un devoir d'agir avec la plus stricte prudence. Le *Timeo Danaos* l'obsédait. Il ne s'était certes pas fait faute de déclarer, dès le début de l'expédition, « qu'il était parfaitement d'accord avec le gouvernement d'Angleterre et qu'il espérait avoir interprété ses intentions avec autant de discrétion que de fidélité [1] ». Le commandant de la frégate anglaise *Cleopatra*, ayant rencontré le *Leander* au large des Bermudes, le 12 février 1806, en donnait avis à l'Amirauté et remarquait « qu'il résulte de son entretien privé avec Miranda que ce général possède la confiance absolue du ministère [2] ». Mais ces témoignages d'attachement au gouvernement dont Miranda continuait du reste à solliciter des secours, n'impliquaient en aucune manière que le protagoniste de l'Indépendance sud-américaine entendît seconder les vues anglaises dans un sens opposé aux intérêts de ses compatriotes.

Aussi Cochrane, par qui l'insinuant Précurseur parvenait bientôt à se faire accorder des bâtiments pour une nouvelle expédition en même temps que l'autorisation d'engager des volontaires à la Barbade même et dans l'île de la Trinidad, n'obtenait-il en échange que « le privilège, pour le commerce britannique avec la Nouvelle-Grenade, d'un traitement semblable à celui dont jouiraient les naturels de cette contrée. Ce privilège pourra être étendu aux États-Unis de l'Amérique du Nord, et il est, d'ores et déjà, convenu que, sitôt l'indépendance du Vénézuéla proclamée, le général Miranda emploiera ses efforts à faire sanctionner ce traitement de faveur par le nouveau gouvernement. L'Angleterre aura le droit d'installer des consuls et des vice-consuls partout où elle le jugera convenable. Ils bénéficieront des prérogatives de la nation la plus favorisée, et les pro-

1. Lettre à Madison. New-York. 26 janvier 1806. Becerra, *op. cit.*, t. I, p. 207.

2. Rapport du commandant John Wight, février 1806. R. O. *Admiralty Admiral's Despatches. North America.* V. 17. V. aussi Gil Fortoul. *op. cit.*, p. 100.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

duits de tous pays autres que la Grande-Bretagne et les États-Unis, acquitteront à leur entrée dans le territoire, un droit additionnel de 10 p. 100 à celui dont seront taxés les articles importés par les navires et commerçants britanniques [1] ».

Il n'était guère possible d'aventurer de plus vagues promesses et de négocier à moins de frais. Ce fut l'avis de lord Seaxhort et du général Bowfer, commandant des troupes de terre de la Barbade, qui, sans oser pourtant désapprouver les engagements souscrits par l'amiral Cochrane, tentèrent du moins d'en réduire l'importance et de gagner du temps. Miranda rencontra ainsi de grandes difficultés dans les recrutements qu'il entreprit d'effectuer à la Barbade et à la Trinidad. Les gouverneurs invoquèrent la nécessité de ménager les susceptibilités des nombreux commerçants espagnols et français de Bridgetown et surtout de Port-of-Spain : l'appel aux armes ne devrait porter aucune signature. L'armement des navires promis traînait, d'autre part, en longueur. Les préparatifs ne purent être achevés que dans la dernière semaine de juillet.

Bien que cette nouvelle expédition fût loin de répondre à l'importance que lui souhaitait Miranda, elle était cependant mieux organisée, mieux composée surtout que la première. Les enrôlements avaient porté l'effectif des troupes de débarquement à un peu plus de 600 hommes y compris les officiers, parmi lesquels il y avait « une trentaine de personnages respectables et valeureux [2] ». On y relève les noms d'anciens émigrés français, tels que le colonel comte de Rouvray, les capitaines de Loppenot, de Belhay et de Frécier; l'escadre comprenait le *Leander* portant 16 canons, la *Lily*, l'*Express*, l'*Attentive* et le *Prévost*, 12, 4 transports et un brick chargé de vivres. Ces navires emportaient encore une quantité considérable d'armes de toute espèce qui devaient servir aux volontaires vénézuéliens, sur la coopération desquels Miranda comptait plus que jamais.

1. Accord signé le 9 juin 1806 à bord du *Northumberland* par Miranda et Cochrane. R. O. *Admiralty Secretary. In letters*, N° 256.
2. *The history of D. F. Miranda*, etc., *op. cit.* Lettre XVI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

L'expédition quitta Port-of-Spain le 27 juillet. Six jours plus tôt, les 57 officiers et marins dont se composait l'équipage des bâtiments capturés devant Ocumare, comparaissaient à Puerto-Cabello devant la commission militaire chargée par le capitaine général de statuer sur leur sort. Dix d'entre eux [1] s'entendirent condamner à la pendaison, sentence qui fut exécutée le 21 juillet dans la cour de la forteresse de San Felipe, en présence des troupes et des habitants de la ville ; les autres défilèrent silencieusement devant les cadavres des suppliciés, et quand ils partirent, quelques jours après, pour Carthagène, où la plupart allaient purger, dans les sinistres *bóvedas*, leur peine de dix ans d'emprisonnement, il purent apercevoir, face à la mer et plantées sur des piquets, les cages de fer où, suivant l'usage, on avait exposé les têtes coupées de leurs malheureux compagnons.

II

L'indifférence avec laquelle les habitants du Vénézuéla accueillaient l'exécution des prisonniers d'Ocumare, apparaissait à juste titre au capitaine général Guevara y Vasconcéllos [2] comme un indice précieux des sentiments de l'esprit public et comme un témoignage péremptoire de succès pour la ligne de conduite qu'il suivait obstinément depuis son installation à Caracas.

Ce gouverneur avait compris que l'attachement de la masse populaire sud-américaine, encore trop arriérée pour s'être laissée gagner aux nouvelles doctrines, importait avant tout à la sécurité de la domination espagnole. Son principal souci avait donc été toujours de consolider ou d'entretenir dans les classes inférieures, ce qui pouvait y subsister des longues accoutumances de soumission à la métropole. Guevara se montrait

1. 5 Américains du nord : Farghnarson, Ch. Johnson, Thomas Billops, Powell, Hall ; 3 Anglais : O'Danoluce, John Ferris, James Gardner ; 1 Polonais : Argudd, et 1 Portugais : Paul George.

2. Guevara y Vasconcéllos (Manuel de), gouverneur et capitaine général du Vénézuéla de 1799 à 1807.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

accessible aux humbles, attentif à leurs besoins, à leurs faiblesses. La popularité que lui valaient ces louables autant qu'habiles tactiques lui permettait d'opposer à la propagande des créoles imbus de libéralisme, la plus efficace des résistances. Les espoirs que le Précurseur fondait précisément sur l'accueil de ses compatriotes devaient porter le capitaine général à redoubler de zèle et, dès qu'il avait eu connaissance des nouveaux préparatifs de Miranda, il s'était surtout attaché à le ruiner dans l'opinion.

Les circonstances lui en facilitèrent singulièrement les moyens. Blessée des procédés méprisants que l'aristocratie créole ne savait pas assez lui ménager, l'importante population métisse de Caracas et des grandes villes du Vénézuéla tendait, en effet, depuis quelque temps, à se rapprocher des autorités qu'elle trouvait si disposées à pactiser avec elle : les champions révolutionnaires voyaient du même coup diminuer leur prestige auprès de cet élément le moins ignorant et partant le plus accessible du corps social. Irréductibles dans leur haine contre l'Espagne et leurs aspirations d'indépendance, les libéraux étaient d'autre part, foncièrement hostiles à Miranda : le capitaine général bénéficiait encore sur ce point de leur propos bien arrêté de rester, pour le moment, étrangers à toute initiative.

Si paradoxale que parût cette attitude, elle se justifiait par de valables motifs. Les créoles ne parvenaient pas tout d'abord à s'entendre sur la nature des engagements contractés par Miranda vis-à-vis de l'Angleterre. Ils savaient qu'elle pourvoyait aux frais de l'expédition, et cela les mettait tous en défiance. Les uns allaient jusqu'à prétendre que leur compatriote agissait pour le seul compte des Anglais, auxquels il s'était vendu. Les mieux informés ne voulaient pas douter de la loyauté de Miranda, mais ils le croyaient dupé par les ministres britanniques et s'effrayaient des gages, sans doute démesurés, dont ils lui avaient à coup sûr arraché la promesse. Privés aussi de direction, intimidés par l'issue fatale des tentatives récentes et le peu d'effroi qu'elles provoquaient, les libéraux esti-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

maient donc prématuré d'aventurer un mouvement condamné de toutes façons à tourner court sans aucun résultat pour leur cause.

Le capitaine général, instruit de ces heureuses dispositions, les avait adroitement encouragées en faisant répandre en sous main les allégations les plus perfides quant au désintéressement de Miranda. L'Inquisition de Carthagène avait proclamé ce dernier « traître à Dieu comme au Roi[1] » et le silence des créoles rendait un tel arrêt plus décisif encore aux yeux du fanatisme populaire.

Une atmosphère partout défavorable au Précurseur s'était ainsi formée dans la colonie et, sans doute, était-il heureux pour les autorités espagnoles qu'il en allât de la sorte, car elles ne disposaient guère de sérieux moyens de défense. Guevara ne négligea pas de les améliorer dans la mesure du possible. Il fit appel au concours du général Ernouf[2], gouverneur de la colonie française de la Guadeloupe, et mit utilement à profit le séjour prolongé de Miranda aux Antilles anglaises pour effectuer des levées de troupes et organiser les milices de Caracas et des villes provinciales.

Les secours d'ailleurs peu considérables que le général Ernouf envoyait à Guevara contribuèrent à porter, dès le début, un coup sensible à la nouvelle entreprise du Précurseur. A la suite des démarches de l'ambassade d'Espagne à Paris, le ministère de la Marine avait autorisé le gouverneur de la Guadeloupe à prêter assistance aux établissements de la Côte-Ferme, et bien que les Anglais tinssent alors les colonies françaises des Antilles presque en état de blocus[3],

1. Francisco Gonzalez Guinán, *Historia Contemporánea de Venezuela*, Caracas 1909. 5 vol. in-8°, t. I, ch. I, p. 15.

2. Ernouf (Jean-Augustin, baron), général français, né en 1753, mort en 1827. Envoyé comme capitaine général à la Guadeloupe en 1803, il sut conserver cette colonie jusqu en 1810, époque où il fut obligé de capituler. Conduit en Angleterre et échangé en 1811, il fut exilé à cinquante lieues de Paris. La Restauration annula la procédure commencée contre lui et lui rendit son grade.

3. Cf. Poyen, *Les Guerres des Antilles de* 1793 *à* 1815. Paris, in-8°, 1896, ch. XXI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

le général Ernouf n'avait pas cru devoir se dérober aux instances du capitaine général du Vénézuéla. « Après la première tentative de Miranda sur la côte de Caracas, écrivait-il au ministre de la Marine[1], M. de Guevara, gouverneur de ce pays, réclama mes bons offices pour surveiller les démarches de ce révolté. Désirant remplir les intentions de Sa Majesté Impériale et Royale, ainsi que celles de Votre Excellence, consignées dans vos lettres du 13 nivôse et 22 messidor an XIII, ayant aussi le désir de prouver ma reconnaissance à M. de Guevara, le seul des gouverneurs espagnols qui ait favorablement accueilli les Français, je donnai sur-le-champ ordre à M. d'Allègre de prendre le commandement du corsaire l'*Austerlitz*, bon voilier prêt à appareiller, et de se rendre aux Saintes où il embarquerait un détachement de 150 hommes et 6 officiers commandés par le chef de bataillon Madier, et de se diriger ensuite sur les côtes de Cumana et de Caracas, de suivre autant que possible l'expédition de Miranda et de débarquer le détachement, soit à Cumana, soit à La Guayra, ou enfin dans l'endroit où il paraîtrait nécessaire. »

Les ordres furent exécutés de point en point, et le 30 juillet l'*Austerlitz*, en approchant de la côte de Cumana, rencontra le *Prévost* qui naviguait à l'écart des autres bâtiments de l'escadre de Miranda. Après un combat d'une heure, le corsaire français enleva ce navire à l'abordage et put effectuer ensuite son débarquement sur la côte de Caracas[2].

1. *Archives des Colonies.* Guadeloupe. *Correspondance Générale,* 1896, registre n° 65. Cité par Poyen, *op. cit.*, p. 293.

2. Lettre de D. Juan de Cásas à S. A. le Prince Grand Amiral d'Espagne. Caracas, 30 janvier 1808. *Archiv. des Aff. Étr.* États-Unis, 61, f° 254.

Le détachement français resta seize mois à Caracas. Le capitaine général annonçait son départ en ces termes au général Ernouf dans une dépêche du 28 mars 1808 : « Puissent la mer et la fortune favoriser les braves officiers et soldats qui, pour obéir aux ordres de V. E. se rendent à Guadeloupe en affrontant de si grands dangers sur l'élément que nos ennemis tyrannisent ! J'espère que V. E. aura la bonté de me faire part de leur heureuse arrivée pour dissiper les inquiétudes où ils nous laissent. » *Arch des Aff. Étr.* États-Unis, n° 61.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Cet incident détourna Miranda de prendre terre, comme il en avait probablement l'intention, dans l'île de la Marguerite dont il aurait fait d'ores et déjà, sans doute, la base d'opérations par excellence qu'elle devint quelques années plus tard. La courageuse attaque de l'*Austerlitz* lui fit préjuger que ce bâtiment faisait partie d'une escadre peut-être importante, et les renseignements qu'il avait d'autre part recueillis à Trinidad lui donnant à croire que la région de Coro, à l'ouest de Caracas, offrait des chances favorables à son débarquement, il décida de s'y porter. Il obéissait secrètement aussi à la pensée de donner pour point de départ à la Révolution cette ville de Coro, la plus ancienne cité du Vénézuéla et la première en date des capitales coloniales. C'était jouer de malheur. En effet, les 8 à 10.000 habitants que, bien déchue de sa prospérité passée, Coro comptait encore, hostiles à l'aristocratie créole qui les avait longtemps et durement exploités, étaient, ce qu'ils allaient rester d'ailleurs durant toute la période des guerres de l'Indépendance, les plus loyalement attachés aux institutions espagnoles. Miranda, depuis si longtemps absent de sa patrie, avait été trompé par les informateurs que ses ennemis lui suscitaient perfidement [1].

Favorisée par de bons vents, l'escadre poursuivit donc sa route et vint jeter l'ancre le 2 août, à la pointe du jour, devant la Vela de Coro, à 12 milles de l'ancienne capitale. Miranda prit aussitôt de minutieuses dispositions en vue du débarquement. Mais il fallut remettre celui-ci au lendemain à cause de l'état de la mer et ce délai permit au chef du district, D. José de Salas, de faire partir les habitants de Coro pour les villages de l'intérieur. Lorsqu'enfin le colonel de Rouvray, commandant un premier détachement de 250 hommes, se fut emparé, presque sans coup férir, du petit port de San Pedro et que, le 4 août au matin, Miranda, à la tête du reste de ses volontaires, se présenta devant Coro, il n'y trouva,

1. Yanes, *op. loc. cit.*, mentionne un certain Cobachiche.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pour ainsi dire, personne [1] et comprit qu'il aboutissait au plus lamentable désastre.

Il était à 80 lieues de Caracas, isolé de toute ressource, sur un point aride et misérable des côtes vénézuéliennes, et les officiers qu'il avait expédiés à la ronde pour publier l'arrivée des libérateurs, revenaient les uns après les autres annonçant l'hostilité des populations, le succès des autorités royales qui procédaient à des levées en masse. Il n'y avait plus qu'à constater l'inutilité de tout effort et se résoudre à l'abandon de l'entreprise. Miranda fit afficher sur les murs de la ville une proclamation expliquant sa conduite, rappelant aux Américains les motifs qui « devaient les porter à se détacher de l'Espagne et à suivre l'exemple des États-Unis dont les 300.000 habitants sont parvenus cependant à secouer le joug de la puissante Angleterre [2] », puis il donna l'ordre du départ [3] (13 août 1806).

En butte aux invectives de compagnons dépités, à la merci d'une attaque des flottes ennemies dont il eût presque souhaité la rencontre, tant il éprouvait de détresse au cœur et d'amertume, Miranda s'éloignait à nouveau de ces rivages qui lui avaient été cette fois plus cruels puisqu'il en était chassé par ses propres compatriotes.

Le Précurseur se désolait surtout, semble-t-il, d'avoir été faussement renseigné sur le véritable esprit des populations de la province de Coro, et pensait qu'il aurait eu plus de succès en établissant sur un autre point la base de ses opérations [4]. Il n'allait pas tarder à perdre cette suprême illusion. La prise de Buenos-Ayres

1. Dépêches de Miranda à l'amiral Cochrane et à l'amiral Dacres, commandant en chef à la Jamaïque. Quartier général de Coro, 6 et 8 août 1806. R. O. *Admiralty Secretary. In letters*, N° 256.

2. Proclamation de Miranda aux habitants du Sud-Amérique. Quartier général de Coro, 7 août 1806, dans Becerra, *op. cit.*, t. I, pp. 161, 169.

3. Miranda abandonna sur la plage de Coro le matériel d'imprimerie qu'il avait apporté. La colonie du Vénézuéla n'en possédait pas encore. Celui de Miranda fut utilisé pendant plusieurs années par les autorités royales. *Histoire de l'Imprimerie au Vénézuéla*, **D.** II, 343.

4. *The history of D. F. Miranda*, etc., *op. cit.* Lettre XXV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qu'on apprenait à ce moment au Vénézuéla y provoquait, aussi bien, une émotion que les autorités elles-mêmes n'osaient pas attendre de leurs administrés et qu'allaient accentuer encore les nouvelles successives des exploits de Liniers et de la défaite des Anglais. L'instinctive noblesse du sentiment public se réveillait en présence de cette attaque brutale que subissait l'Espagne. Menacée par un envahisseur étranger ennemi de la foi, elle devenait pour le peuple une *mère patrie* véritable, et beaucoup, parmi les créoles engoués d'indépendance, se sentirent ébranlés dans leurs convictions et tendirent à pactiser avec la métropole. Les libéraux enfin, tout résolus qu'ils fussent, décidèrent de surseoir à leurs visées et se rallièrent aux Espagnols dans une pensée qu'exprimait fièrement quelques mois plus tard le patriote argentin Belgrano[1] : *Queremos al amo viejo ó a ninguno.* « Nous voulons l'ancien maître ou personne[2]. »

Les Anglais impatients de venger l'affront fait à leurs armes, avaient, dès la reprise de Buenos-Ayres par Liniers, organisé en toute hâte une nouvelle expédition. Celle-ci semblait cette fois promettre une victoire certaine. Près de 6.000 hommes de renforts étaient arrivés du Cap avec le général sir Samuel Auchmuty[3], que le brigadier Robert Craufurd[4] rejoignait bientôt avec un autre corps de 4.400 hommes. 1.630 soldats d'élite, envoyés en mai 1807, complétèrent l'expédition, dont le commandement en chef fut confié au lieutenant-général John Whiteloke[5]. Ses instructions lui prescrivaient de s'emparer à tout prix de la Plata[6].

Le chevalier de Liniers avait cependant admirablement pourvu à la défense de Buenos-Ayres et suscité

1. Belgrano (Manuel), né à Buenos-Ayres en 1770, y mourut en 1820.
2. Mitre, *Historia de Belgrano, op. cit.*, t. I, p. 154.
3. 1756-1822. Il avait pris part à la guerre d'Amérique et à celle de l'Inde, puis à la campagne d'Égypte avec Beresford. Il servit ensuite dans les Indes et à Java.
4. 1764-1812. Servit ensuite en Espagne et fut tué au siège de Ciudad-Rodrigo.
5. 1757-1833.
6. R. O. *War Office* 6/3, South America f° 96.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

parmi sa population paisible d'ouvriers, de commerçants et d'agriculteurs, un esprit militaire remarquable. Il créa de toutes pièces une armée qu'il instruisit avec autant de patience que de bonheur; il fit élever des remparts et des batteries, approvisionner la ville et sut inspirer une telle ardeur patriotique aux habitants que ceux-ci donnèrent, pour en faire des boulets et des balles, tout ce qu'ils possédaient dans leurs maisons de plomb, d'étain ou d'argent[1].

Les préparatifs étaient à peine achevés que les Anglais, après s'être emparés de Montevideo et maîtres du Rio de la Plata, se présentèrent, le 28 juin 1807, avec une flotte de 20 vaisseaux et 90 transports, prête à débarquer 12.000 hommes de troupes devant Buenos-Ayres. Il n'y avait pour la défendre qu'un peu plus de 8.000 combattants. Cependant le général Whitelocke était contraint, le 7 juillet, à signer une capitulation, qui stipulait pour les Anglais « l'obligation de se rembarquer dans les dix jours et de rendre dans un délai de deux mois la forteresse de Montevideo avec toute son artillerie et dans l'état où elle se trouvait au moment de la reddition[2] ».

La seconde délivrance de Buenos-Ayres entraînait celle de toute la colonie. Le cabildo et la population y avaient ardemment concouru, mais c'était surtout, comme l'année précédente, à Liniers qu'en revenait le mérite. Le gouvernement espagnol le nomma chef d'escadre et vice-roi de la Plata, aux lieu et place de l'incapable Sobremonte, ratifiant ainsi le suffrage des habitants dont l'enthousiasme pour leur défenseur confinait à l'adoration. Ils saluèrent Liniers de nom de *Reconquistador* et sa gloire se répandit sur tout le continent.

La tendance innée des races latines, et que les Sud-américains semblaient devoir éprouver plus particulièrement, à cristalliser, si l'on peut dire, dans un homme leurs passions, leurs intérêts, leurs ambitions

1. Sassenay, *op. cit.*, pp. 50-53.
2. Traité signé le 7 juillet 1807 par le général Whitelocke et le contre-amiral John Murray pour l'Angleterre, et par Liniers, Balbiani et Velasco pour l'Espagne. V. Sassenay, *op. cit.*, p. 73.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ou leurs victoires, et à ne s'y attacher qu'à cette condition essentielle, se concrétisait pour la première fois en la personne de Liniers. Le récit de ses exploits, embelli, magnifié par l'imagination tropicale, exalta les cœurs. Les classes populaires, si longtemps agitées par la propagande libérale qui s'efforçait de les entraîner à la poursuite d'un idéal trop abstrait pour être aisément compris de tous, s'enflammèrent spontanément, et le chevaleresque aventurier bénéficia, des frontières du Mexique à celles du Chili, d'une popularité dont on avait perdu le souvenir depuis l'époque de la Conquête[1].

Des *Te Deum*, des réjouissances publiques, des fêtes et des bals furent célébrés partout en commémoration de la victoire remportée sur les envahisseurs. On éleva dans chacune des capitales coloniales des arcs de triomphe au nouveau vice-roi de la Plata. Les cabildos placèrent son portrait dans leurs salles de séances. L'orgueil d'avoir vaincu la redoutable Angleterre voila dès lors toutes les rancunes. Les Américains s'abandonnèrent à l'illusion de posséder déjà cette *patrie* que les plus instruits d'entre eux promettaient comme la récompense suprême de longs et pénibles sacrifices. On se reprocha d'avoir méconnu l'Espagne, on se prit à l'aimer, à chérir le roi lointain qui savait inspirer tant de bel héroïsme au défenseur de Buenos-Ayres.

Si ce loyalisme dont les Américains allaient avoir bientôt l'occasion de fournir d'éclatants témoignages, avait pour origine la popularité de Liniers, sa sincérité n'en était pas moins évidente. Il aurait pu devenir singulièrement efficace si la métropole eût consenti, dans ce moment décisif, à se montrer plus attentive et mieux intentionnée à l'égard de ses sujets d'outre-mer.

Cependant, la cour de Madrid, qui, durant ces tragiques aventures, n'avait fait parvenir de secours d'aucune sorte à sa colonie menacée, continuait à marquer la plus aveugle indifférence pour ce qui se passait en Améri-

1. Cf. Sassenay, *op. cit.*, ch. III.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

que. L'alarme donnée de Londres ou de Philadelphie par les représentants de l'Espagne provoquait tout au plus de vagues démarches auprès du gouvernement français dont le secours, en l'occurrence, se bornait, nous l'avons vu, à l'eñvoi de quelque corsaire. Le seul ministre qui parût ne pas avoir tout à fait oublié les Colonies était Godoy, mais, ainsi que l'écrivait alors l'ambassadeur de France à Madrid, l'existence du prince de la Paix ne dépendait déjà plus que « d'un souffle de l'Empereur [1] » et ses projets tenaient beaucoup plus de ce qu'il appelait complaisamment « la grande politique », celle « qui permet les rêveries et dispense du travail », que d'une connaissance approfondie des situations et d'un désir bien arrêté de les résoudre.

A l'examiner de près, le « Plan sur les Amériques », que le prince de la Paix avait imaginé dès 1803, n'était pas pourtant si méprisable. Il consistait à remplacer les vice-rois temporaires par les infants d'Espagne avec le titre de princes régents. Un conseil d'État placé auprès de chacun d'eux, composé moitié d'Américains et moitié d'Espagnols, formerait un sénat dont le premier soin serait de modifier la législation coloniale en faveur des habitants du pays. Ceux-ci ne devaient plus être soumis qu'à leurs propres tribunaux sauf le cas d'un intérêt général et commun entre les Colonies et la métropole [2].

C'était, avec quelques variantes, le projet même que, vingt ans plus tôt, proposait le comte d'Aranda. Godoy se défend toutefois, dans ses *Mémoires*, d'avoir voulu, comme son prédécesseur le « prétendait imprudemment, morceler et détacher l'Amérique espagnole de la mère-patrie » ; il songeait avant tout à conserver ses domaines à la Couronne, tout en faisant des concessions aux revendications coloniales. D'inspiration moins libérale que le projet d'Aranda, celui du prince de la Paix était cependant d'une réalisation plus pratique. Il impliquait, en effet, l'avènement plus ou moins éloigné des

1. Beurnonville à Talleyrand, 5 août 1805.
2. Cf. GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*. Paris, 1908, p. 48.
3. *Mémoires du Prince de la Paix*. Paris, 1836, t. III, ch. XVII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

peuples du Nouveau Monde à la vie nationale. C'est à quoi, somme toute, aspirait leur instinct, et « leur loyauté, alors si heureusement disposée », ainsi que Godoy l'observait lui-même avec justesse, se fût accommodée peut-être d'un régime dont les transitions flatteuses promettaient à l'Espagne un long patronage qui, pour être moins exclusif, n'en serait pas moins demeuré avantageux.

Charles IV trouva d'abord l'idée séduisante, consulta le ministre Caballero, puis un conseil des évêques du royaume qui se prononça à l'unanimité en faveur du projet. Le roi hésitait cependant toujours; le temps passa. « Tout va lentement en Espagne », ajoute Godoy, qui, pour sa part, ne soutint vraisemblablement ses vues qu'avec mollesse. Le projet fut abandonné.

Les libéraux sud-américains regrettèrent en général cet échec. En dépit de convictions vivaces, ils se sentaient, à ce moment, déconcertés par les progrès croissants du loyalisme : nourris au surplus de théories humanitaires, ils se seraient résignés plus volontiers aux promesses lointaines mais pacifiques du projet de Godoy, qu'aux perspectives de violences que tous présumaient inévitables et que beaucoup redoutaient. Plusieurs défections se produisirent. Pourtant, lorsqu'il fut avéré que l'Espagne ne tenterait plus rien pour améliorer le sort de l'Amérique, les champions de l'Indépendance retournèrent à leur tâche avec d'autant plus d'acharnement qu'ils se retrouvaient diminués en nombre et que s'accumulaient les obstacles.

Miranda leur donnera l'exemple. Il n'allait renoncer à ses projets d'expédition qu'après en avoir épuisé toutes les chances, et sitôt rentré à Londres, uniquement soucieux de participer encore à la propagande révolutionnaire, il s'en préparera les voies en dissipant les préventions possibles par une lettre au cabildo de Buenos-Ayres, dont il fera tenir des copies à tous les centres libéraux du Nouveau Monde : « J'ai éprouvé une double joie à constater que mes déclarations au gouvernement anglais quant à l'impossibilité de con-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

quérir ou de subjuguer notre Amérique, étaient bien fondées et à voir repousser avec tant d'héroïsme une si odieuse entreprise [1]. »

III

C'est à Caracas que, dès la fin de 1807, le foyer révolutionnaire se rallumait avec le plus d'ardeur. Les déclarations de Miranda, dans ses proclamations de Coro, rassurèrent les libéraux de la capitale vénézuélienne et le retour de Bolivar affermit leur courage. Mêlés à la foule indifférente, ils avaient assisté sur la grand'place de Caracas, à l'exécution en effigie de Miranda dont les proclamations furent aussi brûlées par la main du bourreau et la tête mise à prix. Il eût été désastreux et stérile pour les créoles demeurés fidèles à la cause indépendante, de témoigner ouvertement de l'indignation qu'ils éprouvaient devant ces mesures de rigueur. Le capitaine général, en prévision d'un retour offensif de Miranda était parvenu à mobiliser près de 8.000 hommes de troupes, il recevait aussi de la Guadeloupe d'importants renforts en armes et en munitions de guerre, et la moindre manifestation aurait valu aux imprudents qui s'en fussent rendus coupables un châtiment terrible et sans éclat.

Les libéraux en étaient donc réduits à se concerter dans l'ombre sur les moyens de regagner quelque prestige auprès des populations, de jour en jour, hélas, plus attachées à l'Espagne. Ils se réunissaient, autant que le permettait la vigilance du gouverneur, et continuaient à demander à la lecture et au commentaire des philosophes et des classiques l'aliment de cette patience qui leur était si nécessaire et du feu sacré qui les animait. Les conciliabules avaient lieu communément chez Bolivar. Son frère Juan Vicente, les Toro, D. Joséf

1. 20 juillet 1808, *Archives de l'Audience de Buenos-Ayres*. — Mitre, *Historia de San Martin, op. cit.*, t. I, p. 50. Les copies de cette lettre furent envoyées, le 24 juillet 1808 à Mexico, et le 1er septembre à Caracas. Les minutes sont au R. O. *Foreign Office*. Spain, vol. 89.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et D. Martin Tovar[1], José Félix Rivas[2] et Luis Rivas Davila[3], Salias[4], Guillermo Pelgrón[5], German Roscio[6], Vicente Tejera, Nicolas Anzola, Lino de Clemente[7], les frères Ayala[8] et Ustaritz, héritiers des familles les plus riches et les plus considérées de la colonie étaient là presque toujours[9], Andrés Bello, devenu secrétaire adjoint de la capitainerie générale, Tomás[10] et Mariano Montilla, d'autres encore.

1. Tovar Ponte (Martin), né à Caracas le 17 septembre 1772, d'une famille illustre et riche, prit part aux campagnes de 1812 à 1814. Membre des congrès d'Angostura en 1819, de Cúcuta en 1821, de Valencia en 1830. Mort à Caracas en 1843, le 26 novembre.

2. Rivas (José Félix), né à Caracas le 19 septembre 1775, suivit Bolivar à Curaçao et à Carthagène en 1812, fit avec lui la campagne de La Nouvelle-Grenade et celles du Vénézuéla, se couvrit de gloire en cent combats et fait prisonnier après la prise de Maturin, fut exécuté par les Espagnols le 15 décembre 1814.

3. Rivas Davila (Luis), né à Caracas vers 1780, tué au combat de La Victoria le 13 février 1814.

4. Salias (Pedro), né à Caracas en 1784, tué à la bataille d'Aragua le 18 août 1814.

5. Pelgrón (Guillermo), était le père : 1° de Félix Pelgrón qui fit avec Bolivar la campagne de la Nouvelle-Grenade en 1815, prit part aux combats du Palo et de la Cuchilla del Tambo et fut exécuté à Santa-Fé le 3 septembre 1816 avec les patriotes détenus alors dans les prisons de la capitale grenadine ; 2° de Güillermo Pelgrón, tué au combat de San Sebastián de los Mórros en 1812 ; 3° de Ramón, José-Maria et Agustin, officiers distingués dans les armées républicaines. — Guillermo Pelgrón avait été l'un des professeurs de Bolivar. V. liv. I, ch. III, § 2.

6. Roscio (Juan Germán), né à Caracas en 1782. Membre du Congrès de 1811. Envoyé en Espagne et détenu de 1812 à 1814, dans les prisons de Gibraltar et les présides d'Afrique en même temps que Madariaga, Mires, Iznardi, etc... Vice-président du Congrès d'Angostura en 1819. Mort à Cúcuta le 8 mars 1821.

7. Clemente (Lino de), Membre du Congrès de 1811, prit part à toutes les campagnes de 1812 à 1829. Membre du Congrès d'Angostura en 1819, il reprit presqu'aussitôt sa place dans l'état-major des armées républicaines et combattit les Espagnols jusqu'à la fin de la guerre de l'Indépendance. Secrétaire d'État du Vénézuéla en 1826, il fut l'un des promoteurs de la séparation du Vénézuéla et de la Colombie en 1829. Mort vers 1835.

8. Ayala (Ramón), né au Vénézuéla en 1780, prit part à toutes les campagnes de l'Indépendance jusqu'en 1826. Membre du Congrès du Vénézuéla, du 6 mai 1830, mort vers 1840. Ses frères Juan Pablo et Mauricio combattirent également aux côtés de Bolivar de 1813 à 1825.

9. V. Diaz, *Recuerdos de la Rebelion de Caracas*. Madrid, 1829, p. 9.

10. Montilla (Tomás), frère de Mariano, fit les campagnes de 1813 et 1815. Gouverneur de la Guyane en 1818. Membre du Congrès d'Angostura en 1819. Mort à Caracas, le 25 juin 1822.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bolivar traitait ses hôtes avec magnificence [1]. C'étaient de somptueux banquets, d'élégantes réunions auxquelles la gravité de ces convives, tout prêts à sacrifier leur jeunesse et leur fortune au plus noble idéal, donnait pourtant la physionomie d'une radieuse académie du patriotisme. Bello avait traduit quelques-unes des tragédies de Corneille et de Voltaire, des passages de Tacite et de Virgile. Il en récitait souvent les tirades aux applaudissements de ses compagnons [2]. Bolivar, Montilla racontaient leurs souvenirs de voyage, parlaient de Rome et de Paris. Les allusions pathétiques étaient dans tous les cœurs. On avait hâte de se trouver entre soi, et le service enlevé, les esclaves renvoyés, portes closes, on abordait enfin le sujet favori de toutes les pensées : la liberté, l'indépendance.

L'expédition de Miranda n'était point si vaine en résultats que l'imaginaient les autorités coloniales et parmi ces jeunes hommes, tourmentés d'ambitions généreuses, l'initiative du Précurseur provoquait une émulation féconde. Presque tous, en quête du héros qui réalisât leurs rêves, désignaient à présent Miranda comme le sauveur attendu. Ils venaient de connaître les épisodes de la campagne du *Leander* et en évoquaient avec ferveur le détail. Une scène entr'autres exaltait les futurs libérateurs. Le 12 mars 1806, au lever du soleil [3] qui précisait à l'horizon le paysage de la terre américaine, Miranda avait hissé sur le *Leander* le pavillon bleu, jaune et rouge [4] de la patrie à venir :

1. Amunategui, *Vida de D. Andrés Bello*, *op. cit.*, p. 61.
2. *Ibid.*
3. *The History of D. Francisco Miranda*, etc., Lett. XX.
4. Au rouge et au jaune espagnols, il joignait une bande du bleu dont Washington dota l'« Ordre de Cincinnatus ». D'après certains auteurs vénézuéliens, l'intention de Miranda en choisissant ces trois couleurs, aurait été de symboliser par elles « les champs *d'or* de l'Amérique que l'*azur* de l'Océan sépara de la *sanglante* Espagne ». V. Azpurúa, *El pabellon tricolor de Miranda* dans *Biografias de Hombres notables de America*. Caracas 1887, t. IV. Appendice, p. 7. — Le drapeau colombien flotta pour la première fois sur le continent américain du 3 au 13 août 1806 à la forteresse de San Pablo, à la Vela de Coro. Il fut adopté comme emblème national par le Congrès du Vénézuéla le 14 juillet 1811 et il a été conservé par les républiques actuelles de Colombie, du Vénézuéla et de l'Équateur.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la *Colombie*[1], pendant que les officiers et les soldats de l'expédition saluaient de hourras enthousiastes l'arc-en-ciel frémissant qui s'élevait pour la première fois, en vue des Andes, dans la majesté de l'azur tropical...

La plupart des témoins de cette scène si récente avaient, il est vrai, succombé. Les autres, sous la conduite de Miranda, erraient à l'aventure, abandonnés peut-être, dispersés, misérables, mais non découragés à coup sûr pour peu qu'un souffle de vie leur restât encore. Les patriotes de Caracas faisaient serment de poursuivre, en tout cas, l'œuvre du Précurseur.

La mort du capitaine général Guevara, survenue à quelque temps de là (7 octobre 1807), fut accueillie par ces jeunes gens avec une satisfaction dont quelques-uns allèrent jusqu'à donner des marques en public[2]. C'était, en effet, un grand malheur pour l'Espagne que la disparition de ce gouverneur si populaire et une perte difficilement réparable pour la cause qu'il représentait. Le colonel D. Juan de Casas[3] qui lui succédait à titre intérimaire en attendant l'arrivée d'un nouveau capitaine général, ne possédait aucune des qualités de son prédécesseur. Il était inexpérimenté, pusillanime, apathique et les menées révolutionnaires avaient toutes chances de pouvoir s'exercer librement sous son administration. De ce côté du moins, les patriotes, sans se dissimuler les extrêmes difficultés de leur tâche, entrevoyaient donc de meilleurs espoirs. L'Angleterre, dont la conduite à Buenos-Ayres leur avait inspiré tant d'inquiétude, allait aussi s'engager dans une politique plus rassurante.

Liniers n'avait pas eu de peine à faire partager aux officiers créoles et aux membres du cabildo de Buenos-Ayres les sentiments qui caractérisaient sa nature chevaleresque. Les Anglais avaient été traités par leurs vainqueurs avec bienveillance et cordialité[4]. La gar-

1. C'est, en effet, Miranda qui lui donna ce nom en hommage au découvreur de l'Amérique.
2. V. Diaz, *Recuerdos*, etc., p. 8.
3. Gouverneur et capitaine général du Vénézuéla, par intérim, de 1807 à 1809.
4. Cf. Sassenay, *op. cit*, ch. III.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

nison se fit un honneur d'assister aux obsèques des officiers et des soldats ennemis. Les prisonniers furent entourés de prévenances. Les blessés, recueillis dans les églises transformées en hôpitaux militaires, obtinrent de recevoir la visite de leurs propres chirurgiens pendant que les religieux espagnols les soignaient avec dévoûment. « N'est-ce pas la preuve, disait un journal de Buenos-Ayres, que cette colonie, si éloignée de l'Espagne et déjà presque indépendante de la métropole, reste fidèle aux vertus castillanes [1] ? »

L'opinion en Angleterre se montra d'autant plus touchée de ces procédés que par l'un des articles de la capitulation Liniers avait accordé une concession précieuse aux négociants britanniques : il leur fut loisible de débarquer l'important convoi de marchandises que, dans leur certitude du succès de l'expédition, ils s'étaient empressés de diriger sur le Rio de la Plata [2]. L'expérience des difficultés presque insurmontables qui s'opposaient à la conquête des Colonies espagnoles portait, d'autre part, les membres réfléchis du gouvernement britannique à renoncer à une politique stérile et coûteuse. Un parti considérable se formait pour la combattre. A l'époque même où personne ne doutait de la réussite de la seconde entreprise sur Buenos-Ayres, lord Castlereagh [3] publiait un mémoire (1er mai 1807) pour mettre le cabinet en garde contre « l'intention, dépourvue de tout espoir de succès, de conquérir des territoires aussi étendus sans être appuyé par le bon vouloir des habitants ». Il avertissait également les ministres de « l'inconvénient qu'il y aurait à dissoudre les gouvernements établis dans les Colonies parce qu'il y avait à craindre de voir se développer à leur place des systèmes jacobins et démocratiques ».

Cette éventualité que les derniers succès de Napoléon en Europe pouvaient rendre redoutable, car on attri-

1. Lobo, *op. cit.*, t. III. Appendice, p. 363.
2. Archives Nationales, *Archives de la Marine*, BB4 409. Mission du capitaine Drouault, commandant la frégate *La Duchesse de Berry*, novembre 1819.
3. Cf. *Correspondence*, t. VII, p. 314, et Gervinus, *op. cit.*, t. VI, p. 78.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

buait à l'Empereur l'intention de jeter « dans l'Amérique quelques-uns de ses hardis corsaires, de s'y ménager une clientèle et de faire rentrer en France la moisson qui y était à récolter [1] », fit examiner alors par le gouvernement britannique un système moyen garantissant la séparation des Colonies espagnoles d'avec la métropole « sans faire de conquêtes et sans établir de nouvelles démocraties [2] ».

Le duc d'Orléans, qui résidait depuis quelques années en Angleterre, se déclara prêt à participer au projet. Lié avec le prince de Galles, profondément hostile à l'empereur des Français, sentant aussi la nécessité de « rendre quelque lustre au nom brillant que son père avait terni », il eût accepté volontiers de gouverner un « Royaume » du Mexique ou de la Plata. Louis-Philippe avait fait naguère un long séjour à Cuba et aux États-Unis. Il passait pour bien connaître les affaires d'Amérique et croyait y compter des partisans. En le plaçant, en même temps que ses frères, sur les trônes de ces colonies devenues indépendantes, l'Angleterre se créerait dans le Nouveau Monde autant d'amis sûrs contre l'usurpateur français. C'est du moins ce que Dumouriez, Bertrand de Molleville, ancien ministre de Louis XVI, le comte de Montferrand et d'autres émigrés de l'entourage du prince, firent valoir au cabinet de Londres. Louis-Philippe contresigna même un « Mémoire sur ce projet et les avantages qui en devaient résulter pour l'Angleterre [3] ».

Le gouvernement britannique ne montra pas toutefois beaucoup d'empressement à pousser l'examen du projet. Il l'abandonna tout à fait lorsque la gravité des

1. Cf. *Correspondence*, t. VII.
2. *Id.*
3. R. O. *War Office*. N° 1. 1111. « Sur un projet pour séparer le Continent de l'Amérique de la Monarchie Espagnole et y former des États Indépendants, sur les avantages qui en résulteront pour l'Angleterre et sur les moyens d'exécution de cette entreprise ». Correspondance du comte de Montferrand. Décembre 1806. Indications aussi dans *Foreign Office*. France, n° 78. Papers concerning Duke of Orléans, 1808-1809, et dans GERVINUS, p. 79. GUILLERMY, *Papiers d'un Émigré*, p. 196. CRÉTINEAU-JOLY, *Louis-Philippe et l'Orléanisme*, t. I, p. 260. GRANDMAISON, *L'Europe et Napoléon*, p. 343.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

événements qui s'accomplissaient dans la Péninsule eut engagé la Grande-Bretagne à modifier de fond en comble sa politique à l'égard de son ancienne rivale soulevée contre Napoléon.

En attendant que les circonstances leur dictassent de la sorte une nouvelle ligne de conduite, les Anglais renonçaient à toute velléité de conquête dans l'Amérique du Sud. La récente acquisition des îles Malouines, les établissements qu'ils s'étaient assurés à la Trinidad et ceux qu'ils avaient conservés sur la côte de Mosquitos leur permettaient de commander l'embouchure de chacun des trois grands fleuves sud-américains et de patienter quant aux avantages à retirer, le cas échéant, de cette situation. Il importait, d'ici là, que les créoles, aussi bien que l'Espagne, fussent assurés de la loyauté britannique; aussi Popham, revenu en Angleterre, se vit-il officiellement désavoué. Il passa devant un conseil de guerre qui le convainquit d'avoir agi sans autorisation et lui infligea un blâme[1]. Whitelocke, qui portait la responsabilité du commandement en chef de l'expédition de Buenos-Ayres, fut traduit à son tour devant la cour martiale et déclaré, à l'issue d'un retentissant procès qui occupa trente et une séances, « incapable (*unfit*) et indigne (*unworthy*) de remplir désormais aucun emploi dans le service de Sa Majesté ».

Miranda ne pouvait manquer non plus d'être atteint par ce revirement de la politique anglaise et les préludes s'en accusaient à peine que déjà les projets du Précurseur en éprouvaient le contre-coup.

Aux premières nouvelles de la défaite des troupes de Beresford à Buenos-Ayres, le cabinet de Londres avait, en effet, prescrit aux gouverneurs des Antilles d'observer une conduite aussi réservée que prudente vis-à-vis de Miranda. L'insuccès de Coro était, d'autre part, trop néfaste au prestige du représentant des libéraux sud-américains pour qu'une interprétation rigoureuse des instructions officielles ne s'imposât pas aux autorités britanniques.

1. Popham commanda ensuite la station de la Jamaïque en 1817 et y mourut en 1820.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Aussi Miranda ne devait-il plus trouver auprès d'elles les secours et les encouragements dont il avait jusqu'alors bénéficié et que son indéracinable espoir le portait à aller solliciter une fois de plus. Il avait, en effet, promptement surmonté sa déconvenue et, réfugié dans la petite île d'Oruba, il envoyait dès le 15 août 1806, c'est-à-dire deux jours après avoir quitté les côtes du Vénézuéla, le comte de Rouvray demander au gouverneur de la Jamaïque les subsides nécessaires pour entreprendre une troisième expédition. Un autre de ses officiers partait en même temps pour Trinidad avec une mission analogue.

Plus d'un mois s'écoula sans que Miranda reçût de nouvelles. Il faillit même tomber entre les mains du commandant de l'*Austerlitz* qui s'était proposé d'aller l'enlever dans son île. La présence de trois forts navires de guerre anglais empêcha le corsaire de donner suite à son projet[1] : la *Seine*, la *Granada* et le *Melville* venant de Port-of-Spain, arrivèrent à Oruba à la fin de septembre, mais sans autre instruction que de convoyer Miranda jusqu'à la Barbade. Il y arriva seulement le 2 novembre après une détestable traversée.

Le gouverneur refusa presque de le recevoir et lui déclara nettement qu'il ne pouvait lui prêter la moindre assistance. Le comte de Rouvray n'avait pas mieux réussi à Kingston, mais il était alors parti pour Londres suivant les indications de Miranda, et le Précurseur espérait encore que ses pressantes requêtes aux ministres[2] ne resteraient pas vaines. Rien n'arrivait pourtant. « Voici près de trois semaines que nous sommes ici, note l'un des officiers de l'expédition[3] à la date du 26 novembre... On ne s'occupe plus de nous. C'est avec mille difficultés que nous avons pu enterrer deux des nôtres : l'argent nous manquait pour acheter des cercueils... Combien la façon dont on nous traitait il y a

1. Cf. Poyen, *Les Guerres des Antilles*, *op. cit.*, ch. XXI.
2. Miranda à Melville. Oruba, 19 septembre 1806, et Carlisle Bay, Barbade, 3 novembre 1806. — R. O. *War Office*, I, 1113.
3. James Biggs, *The history of D. Francisco Miranda*, etc., *op. cit.* Lettre XXIV.

quelques mois à peine, diffère de celle d'aujourd'hui !... A cette époque, Miranda logeait chez le gouverneur dont il recevait cent marques de déférence. La foule ovationnait sous nos fenêtres... Aujourd'hui tout est changé. On nous traite avec le plus grand mépris. Nous ne pouvons plus loger à terre. On nous prend pour des voleurs malgré la faim dont témoignent nos visages et la misère de nos accoutrements. Nous étions naguère les *Colombiens*, les *Mirandistes*. Nous voici passés au rang d'*aventuriers* et de *fripons*... La populace nous insulte... »

En avril 1807, Miranda partit pour Trinidad. Le *Leander* y fut vendu aux enchères et le maigre produit de la vente réparti entre les survivants de l'expédition. Miranda sollicita alors de revenir à Londres. « Le continent sud-américain, écrivait-il à lord Castlereagh, est dans un état de confusion et d'anarchie qui y rendent pour le moment ma présence inutile... Les événements de Buenos-Ayres ont déchaîné parmi les populations une grande animosité contre la Grande-Bretagne... N'ai-je pas toujours pensé que cette tentative serait aussi impopulaire qu'impraticable [1] ?... » L'année s'écoula cependant tout entière sans que l'autorisation de rentrer en Angleterre fût accordée à Miranda. Le gouverneur de Trinidad, J. Hislop, qu'il avait fini par intéresser à son sort, joignit ses instances officielles à celles de « l'infortuné général dans la société privée duquel j'ai pris tant de plaisir, assurait-il, et dont la situation désolante autant qu'injuste mérite une compensation [2] ». Le 31 décembre enfin, Miranda prenait passage sur l'*Alexandria* à destination de Liverpool.

Bien que les circonstances parussent à cette époque se prêter moins que jamais à des entreprises nouvelles sur le Nouveau Monde, une lueur d'espoir allait se présenter encore à Miranda. Les conséquences du décret de Berlin et les dépenses énormes occasionnées par les

1. Miranda à lord Castlereagh. Trinidad, 10 juin 1807. R. O. *Colonial Office*, 295, n° 17.

2. Le gouverneur de la Trinidad au secrétaire des colonies. Trinidad, 21 octobre 1807. R. O. *Colonial Office*, 295, n° 16.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dernières guerres avaient si redoutablement grevé le trésor anglais que les regards se portèrent une fois de plus vers cette Amérique toujours merveilleuse. Les mines de la Nouvelle-Espagne étaient assez riches pour sauver l'Angleterre de la ruine. Le projet d'arracher le Mexique à sa métropole fut envisagé comme un expédient providentiel. Grenville résolut de rassembler dix mille hommes à la Jamaïque et de les envoyer à la conquête du vice-royaume sous les ordres d'Arthur Wellesley[1]. Le duc de Portland et Canning, secrétaire à la guerre, tinrent, au printemps de 1808, des conférences avec Miranda au sujet de cette expédition que l'on continuait d'organiser à Cork. Il fut un moment question de la diriger sur les côtes de Caracas[2].

Mais elle reçut tout à coup une autre destination et sir Arthur Wellesley, au lieu de cingler vers l'Amérique, partit le 12 juillet pour l'Espagne où venait d'éclater la guerre fameuse qui allait marquer pour le Nouveau Monde le début d'une crise décisive.

IV

Napoléon paraissait être parvenu à Tilsit au faîte de la puissance et de la gloire. Son ambition s'était pourtant assigné un champ plus vaste encore. L'enchaînement inéluctable des mesures auxquelles l'Empereur devait recourir sans cesse afin de réduire à merci « le plus puissant, le plus constant » sinon « le plus généreux de ses ennemis », l'entraînait, au commencement de 1808, dans la désastreuse « affaire d'Espagne » d'où devait dater le déclin de son étoile.

Le blocus de l'Angleterre, « combinaison colossale » qui s'était substituée dans l'esprit de Napoléon à l'immense projet maritime de 1804 et de 1805[3], impli-

1. Duc de Wellington, né en 1769, mort en 1852.
2. Record Office, *Foreign Office*. Spain. V. 105.
3. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. VII, ch. II.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

quait l'assujetissement de l'Europe. L'Empereur se mit à l'œuvre : la déclaration de déchéance des Bourbons de Naples, l'expropriation du Pape, l'envahissement du Portugal, furent alors les coups de force, exécutés avec autant de soudaineté que de bonheur, mais dont la conquête de l'Espagne devenait le complément indispensable.

Napoléon jugea l'entreprise facile. Les Espagnols s'étaient compromis par le traité signé à Fontainebleau le 27 octobre 1807. Les Bragance fuyaient vers le Brésil, l'armée française occupait Lisbonne, tout semblait se présenter à souhait. Le prétexte d'intervenir en Espagne s'offrit bientôt de lui-même.

De scandaleuses discordes avaient éclaté entre le prince des Asturies, impatient de monter sur le trône, jaloux, pour y parvenir plus vite, de ruiner le crédit du prince de la Paix et le couple royal, plus attaché que jamais à son indispensable *Manuel*. Appuyé sur un parti nombreux, Ferdinand entre enfin en révolte ouverte : la reine et Godoy se voient perdus. Ce dernier propose encore, et cette fois pour sauver la dynastie, de faire partir les infants pour l'Amérique[1], mais l'émeute d'Aranjuez déjoue ce projet, Godoy échappe par miracle à la mort et Charles IV est contraint d'abdiquer en faveur de son fils. Quatre jours plus tard, le 23 mars, sous prétexte de maintenir l'ordre, Murat, à la tête des troupes françaises, prend possession de Madrid. Un mois après, l'Empereur, que le père et le fils ont pris comme arbitre de leur différend, les a fait venir à Bayonne, leur a arraché leur abdication, les a fait prisonniers en même temps que Godoy et la reine, et Joseph Bonaparte est devenu roi d'Espagne et des Indes.

Si les frêles espérances des libéraux sud-américains pouvaient se croire rassurées du côté de l'Angleterre, elles allaient avoir à compter à présent avec d'autres menaces. Le nouveau souverain ne s'était pas

1. « La chose, dit le prince de la Paix, n'offrait guère alors de difficultés et la dissémination des Bourbons aurait arrêté la poursuite dont ils étaient l'objet ». *Mémoires, op. cit.*, t. III, ch. XVII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

encore engagé sur le chemin de sa capitale que déjà Napoléon s'employait à lui assurer la possession des provinces d'outre-mer qui formaient assurément la plus belle et la plus enviable part de l'héritage de Charles-Quint[1].

Ce n'était pas la première fois que Napoléon tournait ses regards vers l'Amérique espagnole. Son absorbant génie s'était depuis longtemps avisé, sinon d'ajouter le Nouveau Monde à ses conquêtes, du moins d'y chercher des diversions ou de faire de certains de ses territoires l'élément de quelque combinaison politique. La séduction que les expéditions maritimes exercèrent toujours sur l'esprit de l'Empereur l'aurait engagé plus d'une fois aussi à tenter cette aventure s'il en avait eu le loisir et surtout le pouvoir. N'envoyait-il pas, dès la conclusion des préliminaires de la paix d'Amiens, l'un de ses généraux les plus estimés, son propre beau-frère, le général Leclerc[2], à Saint-Domingue avec près de 20.000 hommes d'excellentes troupes composées en majeure partie des vétérans des armées d'Italie et d'Égypte ? Un tel déploiement de forces cachait sans doute des projets étendus que les Anglais au reste démêlèrent et ne se firent point faute de dénoncer. On sait le sort funeste de cette expédition décimée par la fièvre jaune, la mort prématurée de son chef, la vaillance inattendue et indomptable des troupes de Christophe[3], Toussaint-Louverture[4] et

1. Cf. Sassenay, *op. cit.*, ch. I, p. 2.

2. Leclerc (Charles-Victor-Emmanuel), né à Pontoise en 1772, mort à Saint-Domingue en 1802.

3. Christophe (Henry), né dans l'Ile de la Grenade en 1767. Nommé président à vie de la République d'Haïti en 1807, il se fit proclamer en 1811, empereur d'Haïti sous le nom de Henry Ier. Ses troupes ayant été battues en 1820, par le général Boyer, il se tua dans son château de Sans-Souci.

4. Né en 1743, Toussaint, surnommé Louverture, prit part dès 1791 à l'insurrection haïtienne contre les Français. Il se réconcilia avec eux en 1795, et nommé général de division et commandant en chef des armées de Saint-Domingue par le Directoire en 1796, il fit embarquer pour la France le commissaire français Santhonax et depuis cette époque, il fut, de fait, souverain indépendant d'Haïti. Après la capitulation du Cap, Toussaint-Louverture fut arrêté et transféré au Fort de Joux où il mourut en 1803.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Dessalines [1], et qui s'acheva, à la fin de 1803, par la capitulation du Cap et la proclamation de l'indépendance d'Haïti.

Alors toutefois que les débuts de l'expédition n'annonçaient pas de si déplorables résultats, après la prise du Cap Français et la reddition de Toussaint, on trouve une indication des arrière-pensées du Premier Consul dans cette mission confiée par le général Leclerc à son ami Norvins [2] que « l'amour du changement, la *donquichotterie* de la curiosité et du danger » avaient, de son pittoresque aveu [3], attiré dans le Nouveau Monde. Il s'agissait d'accomplir en Nouvelle-Grenade, au Pérou, voire même au Mexique, « une mission probablement de deux années, dont le but serait d'explorer, dans l'intérêt politique et commercial de la France, les vastes contrées que la jalousie espagnole s'était imposé de tenir constamment et rigoureusement fermées à tout étranger.... » Une instruction secrète était de plus réservée à Norvins dans laquelle il devait « trouver la véritable pensée de Bonaparte sur ce voyage [4] ». L'insurrection soudaine et générale des noirs, survenue à quelques jours de là, fit remettre ce projet qui demeura sans suite.

L'attention de l'Empereur se détournait cependant d'autant moins des Indes Occidentales qu'il y suivait les progrès constants de l'Angleterre. Il était par-

1. Dessalines (Jean-Jacques), né en Haïti en 1758. Il contribua de concert avec les Anglais, à amener l'évacuation d'Haïti par la France en 1803 et, l'année suivante, se fit proclamer gouverneur général puis empereur d'Haïti sous le nom de Jacques Ier. Il fut massacré en 1806, durant une revue, à l'instigation de Pétion.

2. Norvins (Jacques Marquet, baron de Montbreton de), né à Paris en 1769, mort en 1854. Arrêté comme ancien émigré et mis en liberté après le 18 brumaire, il voua une reconnaissance sans bornes à Napoléon. Il suivit en 1801-1802 à Saint-Domingue, le général Leclerc, en qualité de secrétaire. Il remplit ensuite diverses fonctions auprès de Jérôme, roi de Westphalie, puis fut nommé en 1810 directeur général chargé de la police des États Romains et ne quitta Rome qu'en 1814. De 1830 à 1832, il fut successivement préfet de la Dordogne et de la Loire. Il est connu surtout pour son *Histoire de Napoléon* dont la première édition est de 1827.

3. *Mémorial de J. de Norvins, op. cit.*, t. II, p. 308.

4. *Id.*, t. III, pp. 32-33.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

faitement averti des compensations importantes qu'elle trouvait, sans éclat et sans risques dans cette partie du monde aux embarras du blocus. L'expédition de Miranda vint aviver ses alarmes car on ne doutait pas à Paris que l'ancien général de la République ne fût l'agent des Anglais. Joseph de Pons[1], à qui la récente publication d'un *Voyage à la partie orientale de la Terre Ferme*[2] donnait alors une certaine notoriété, fut chargé de rédiger un mémoire confidentiel[3] où devaient être examinés les meilleurs moyens de faire pièce à la Grande-Bretagne et de s'opposer à ses desseins. « Si Miranda réussit, observait aussitôt l'auteur du mémoire, les Colonies espagnoles se détacheront successivement de leur métropole et l'Angleterre y fondera une puissance également funeste à la France, à l'Espagne et à tout le monde commerçant. Si même il échoue, contre toute vraisemblance, ses revers n'apporteraient aucun changement aux projets des Anglais. Il n'y a qu'un moyen de combattre ces projets : c'est que l'Espagne, désormais impuissante à garder ses colonies, en fasse la cession à la France.... Ce n'est qu'en plaçant sa puissante alliée au milieu de ses domaines menacés qu'elle peut espérer de braver les efforts que l'on fait et que l'on pourra faire pour les lui enlever. Or, il n'est pas de pays plus propre à remplir ce grand objet que la capitainerie générale de Caracas qui couvre également tout ce que l'Espagne possède dans l'Amérique méridionale, excepté la vice-royauté de Buenos-Ayres[4]. »

Malheureusement les guerres d'Europe et l'infériorité numérique de la marine française laissaient les colonies américaines hors de l'atteinte de l'Empereur et le condamnaient à l'inaction.

L'abdication des souverains espagnols parut apporter

1. Pons (François-Raymond-Joseph de), voyageur français, né en 1751 à Souston (Ile de Saint-Domingue), mort à Paris vers 1812. Agent de France à Caracas, il résigna ses fonctions vers 1792, se retira en Angleterre et vint à Paris en 1804.
2. *Op. cit.*, Paris, 1806.
3. Mémoires sur la cession de la Capitainerie Générale de Caracas à la France, 1806. *Arch. des aff. Étr.*, Colombie, I (1801-1825).
4. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

enfin l'occasion si longtemps souhaitée. Aussi mal éclairé quant à la mentalité des créoles qu'il fondait de présomptions sur le sentiment des futurs sujets de son frère, Napoléon pensa que la conquête du Nouveau Monde s'ajouterait d'elle-même à celle de l'Espagne et qu'un enthousiasme sincère rallierait les Colonies à la métropole « régénérée »[1].

Aussi bien, les gouverneurs des Antilles françaises avaient-ils attribué l'insuccès de Miranda à la seule présence dans la capitainerie générale du petit effectif de la Guadeloupe[2], et si quelques centaines de combattants avaient suffi pour protéger Buenos-Ayres, c'était — au dire de Liniers lui-même[3] — que « les succès constants et toujours prospères des armes de l'Empereur les avaient électrisés ». Les informateurs du cabinet impérial s'accordaient à déclarer que douze à quinze cents hommes de troupes françaises seraient à peine nécessaires pour assurer « la conquête facile de l'île Trinité et de la capitainerie de Caracas »[4]. De Pons avait été plus loin encore : « Le seul nom de Napoléon, écrivait-il, exprime chez les espagnols de l'Amérique les idées de valeur, héroïsme, bienfaisance, génie, puissance et loyauté. La joie et l'obéissance y seront universelles. Les hommes de bien y prendront une nouvelle énergie. Les esprits inquiets et turbulents qui verront qu'ils n'ont plus affaire à une métropole dont ils connaissent la faiblesse, mais au premier et au plus puissant des monarques, deviendront les plus chauds partisans de la cession. Ils l'accueilleront comme une victoire qu'ils remporteront sur l'Espagne. En un

1. « Votre nation périssait : j'ai vu vos maux, je vais y porter remède; je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir et disent : *Il fut le régénérateur de notre Patrie* ». (Proclamation de Napoléon aux Espagnols, le 24 mai 1808.)

2. Cf. Poyen, *op. cit.*, ch. XXI, p. 294.

3. Lettre de Liniers à Napoléon, 20 juillet 1807, citée par Mitre. *Historia de Belgrano*, 5e éd., 1902, t. I, p. 163.

4. Notice sur l'Ile de la Trinité considérée comme Entrepôt du Commerce des Européens avec le Haut Pérou, la Terre Ferme, la province de Caracas et comme le principal point militaire des Isles du Vent de l'Amérique, par S. Dauxion-Lavaysse, 27 janvier 1808. *Arch. des Aff. Etr.* États-Unis. Reg. 61.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

mot, tout, à la voix de l'Empereur des Français et Roi d'Italie, rentrera dans l'ordre[1]. »

Cependant, l'impression produite à Madrid par les événements de Bayonne, la résistance soudaine et furieuse du peuple d'Espagne et surtout l'entrée en scène des Anglais changèrent les dispositions de Napoléon. A voir les efforts que multipliait l'Angleterre pour aviver l'insurrection dans la Péninsule, il n'y avait pas à douter de son action en Amérique. Il importait de la prévenir et de concerter sans retard une ligne de conduite propre à déjouer les intrigues qu'elle allait y fomenter. Dès le 13 avril, de Pons, pressenti à ce propos, préconisa « l'envoi au Nouveau Monde de commissaires français destinés à éclairer les autorités locales et les habitants..... L'âge, les mœurs et les principes de ces commissaires devront inspirer confiance... Il conviendra qu'ils promettent aux créoles la conservation de leurs emplois... qu'ils déclarent l'Empereur résolu à maintenir la religion catholique, la hiérarchie ecclésiastique, les droits et privilèges des églises, la continuation du paiement des pensions, et à consentir des encouragements à l'agriculture et au commerce sur de nouvelles bases..... Les commissaires feront envisager aux populations les malheurs qu'attireraient sur elles une résistance inutile ou une conduite déloyale[2].... »

Le retentissement qu'avaient eu les expéditions anglaises au Rio de la Plata portait de préférence l'attention de l'Empereur sur cette colonie. Liniers, « ébloui par la gloire de Napoléon », lui avait écrit de vibrantes lettres pour lui rendre compte de ses succès. On pouvait donc espérer trouver dans ce vice-roi si populaire aux Indes Occidentales, un partisan gagné d'avance et qui s'emploierait volontiers à convaincre les habi-

1. Mémoire cité. — C'était le langage même que Napoléon allait tenir en parlant de l'Espagne lorsqu'il écrivait à Talleyrand, le 8 juin 1808 : « L'arrivée du roi achèvera de dissiper les troubles, éclairera les esprits, rétablira la tranquillité. » Cité par Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. VII, p. 271.

2. *Arch. Nat.* A F. IV, 1610.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tants du Chili et du Pérou. L'Empereur se mit en quête aussitôt d'un négociateur qu'il chargerait de s'entendre avec Liniers. Il fit armer en attendant au Ferrol, à Cadix et à Carthagène, des vaisseaux sur lesquels il comptait embarquer un corps de trois à quatre mille hommes qui devaient suivre l'ambassadeur à quelques jours d'intervalle et dont la présence sur les côtes de la Plata faciliterait sa mission. Decrès et Maret, commis au soin de découvrir le négociateur, se mirent aussitôt en campagne. Decrès proposa le capitaine Jurien de la Gravière[1], lié d'amitié avec Liniers. Maret désigna le marquis de Sassenay, ancien député du baillage de Châlon-sur-Saône aux États Généraux, ancien officier à l'armée de Condé, qui avait longtemps séjourné aux Antilles et connaissait aussi le vice-roi de Buenos-Ayres. Le marquis vivait alors retiré dans une terre qu'il possédait en Bourgogne et dont il portait le nom.

« Ce fut avec une véritable stupéfaction — raconte son biographe[2] — qu'un beau jour de mai 1808, M. de Sassenay vit descendre d'une voiture de poste, arrêtée à la porte de son château, un courrier de cabinet porteur d'un ordre de l'Empereur qui l'appelait auprès de lui. Fort perplexe, il chercha, mais en vain, à tirer du courrier quelques éclaircissements. Celui-ci ne savait rien et n'avait d'autre instruction que de l'amener à Bayonne. Le marquis fit à la hâte quelques préparatifs et après avoir embrassé fort tristement sa femme et ses deux enfants, il monta dans la chaise de poste qui l'attendait. Le voyage se fit aussi rapidement qu'il pouvait se faire à cette époque... Sassenay arriva à Bayonne le 29 mai. Sans perdre une minute, il changea de costume et se rendit au château de Marrac où résidait l'Empereur, qui l'admit immédiatement en sa présence.

1. Jurien de la Gravière (Pierre-Roch), né en 1772, mort en 1849. Capitaine de vaisseau en 1803. En février 1809, à la tête de trois frégates, il battit devant les Sables d'Olonne une escadre anglaise forte de 6 bâtiments de guerre. Contre-Amiral en 1817, vice-amiral en 1831, il fut pair de France de 1830 à 1848.

2. Sassenay, *op. cit.*, ch. I, pp. 9-11.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

« L'audience fut courte et caractéristique. Napoléon se promenait à grands pas dans son cabinet. A peine Sassenay fut-il introduit qu'il l'interpella avec sa brusquerie habituelle. « Vous êtes lié avec M. de Liniers, lui demanda-t-il. » — « Oui, Sire », répondit le marquis. — « C'est bien ce que m'avait dit Maret », reprit l'Empereur. « Puisqu'il en est ainsi, je vais vous charger d'une mission auprès du vice-roi de la Plata. » — « Je suis aux ordres de Votre Majesté, répliqua l'ancien émigré : mais Elle voudra bien me permettre de retourner chez moi pour mettre mes affaires en ordre avant d'entreprendre un aussi long et aussi périlleux voyage. »

— « C'est impossible. » Telle fut la réponse. « Il faut que vous partiez dès demain. Vous n'avez que vingt-quatre heures pour vous préparer. Faites votre testament, Maret se chargera de le faire parvenir à votre famille. Pour le moment, allez trouver Champagny, qui vous donnera mes instructions. » Et, d'un geste, Napoléon congédia son interlocuteur absolument atterré.

Le marquis de Sassenay s'embarqua, en effet, dès le lendemain sur le petit brick, *le Consolateur*, détaché d'une flottille que l'Empereur destinait aux communications à établir avec les colonies espagnoles et françaises et que le dénuement de l'arsenal de Bayonne ne permit d'armer que sommairement. Le ministre des relations extérieures fit remettre à Sassenay, à bord du navire, un sac de dépêches destinées aux autorités coloniales en même temps qu'un pli contenant des instructions secrètes dont il ne devait être pris connaissance qu'en pleine mer.

Napoléon aurait pu trouver encore des commissaires pour la Côte-Ferme et le Mexique. De Pons s'offrit à porter à Caracas la nouvelle de l'avènement du roi Joseph. « J'ai le sentiment intime, écrivait-il à l'Empereur, que si Votre Majesté daignait me confier cette honorable mission... j'obtiendrais, tant des autorités locales que des habitants, les témoignages de la plus parfaite soumission et d'une fidélité inaltérable, et l'exemple de Caracas serait à coup sûr imité par le royaume de

Santa-Fé qui en est limitrophe... [1] » Le lieutenant Galabert, attaché à l'état-major général de l'armée de Dalmatie, se proposa pour le Mexique qu'il avait « traversé, disait-il, d'une mer à l'autre... La province de Puebla est le point de défense de ce pays. M. Flon en est le gouverneur. Il est entièrement dévoué à l'Empereur et aux Français... Je crois M. Flon incorruptible. Sa position, sa conduite en ce moment peuvent beaucoup influer sur le sort du Mexique. Ce que mon ami M. de Liniers a fait à Buenos-Ayres, M. Flon peut le faire dans le pays qu'il commande [2] ».

Mais l'Empereur ne jugea pas indispensable de se mettre en aussi grands frais pour ces colonies où l'état d'esprit, ainsi plus rassurant, ne semblait annoncer aucune opposition sérieuse à ses visées. Il s'était borné à faire prescrire au capitaine général de la Guadeloupe et au commandant de la Guyane française de faire partir le plus rapidement possible « pour les établissements de la Côte-Ferme, de Puerto-Rico, La Havane, le Mexique et la Floride, des hommes sûrs et intelligents qui devront donner au précis des derniers évènements la plus grande publicité ». Les ministres de la marine et des relations extérieures reproduisaient, à quelques variantes près, dans les instructions de l'Empereur, les observations suggérées par de Pons [3].

Les dépêches du cabinet impérial parvinrent d'abord le 3 juillet à Cayenne où le fougueux Victor Hugues [4] commandait depuis une dizaine d'années. Hugues avait déjà fait dans sa jeunesse un long séjour aux Antilles et dans l'Amérique du sud et même assisté à Santa-Fé, en 1780, à l'insurrection des Comuneros [5]. Il possédait de la sorte une notion assez approfondie des hommes et des choses du Nouveau Monde, connaissait l'influence exercée par les fonctionnaires coloniaux

1. 22 juin 1808. Arch. Nat. A. F. IV, 1610.
2. 28 juin 1808. Arch. Nat. A F. IV, 1610.
3. 11, 16 et 20 mai 1808. *Arch. de la Marine*. BB^4 274, f° 237 et *Arch. des Aff. Étr.* États-Unis 61, f^{os} 250 et 277.
4. V. *suprà*, liv. II, ch. I, § III.
5. Mémoire sur la Côte Ferme et le Mexique, par Victor Hugues. Juillet 1808. *Arch. des Aff. Étr.*, États-Unis 61. f° 286 et ss.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ou l'aristocratie créole sur ces populations impressionnables et séditieuses d'instinct et n'ignorait pas non plus les moyens dont les Anglais disposaient dans ces parages et la véhémence avec laquelle ils chercheraient à déjouer les projets de l'Empereur.

S'il mit donc le plus grand empressement à exécuter les instructions de ses chefs, ce ne fut, semble-t-il, qu'à son corps défendant et sans grand espoir de réussite dans le succès des dispositions prises. Et bien qu'en l'an de grâce 1808 et du règne de Napoléon le 4e, on ne discutât guère, ainsi que l'avait éprouvé Sassenay [1], les ordres de l'Empereur, le commandant de la Guyane française crut devoir signaler au ministre des relations extérieures [2] les craintes que lui inspirait la situation : « Ces vastes et immenses possessions ne seront-elles point agitées ?... Il faudrait se rendre maître de Puerto-Cabello, de Carthagène, de Porto-Belo, Panama, Saint-Jean-de-Ulloa, la Vera-Cruz... y établir de fortes garnisons... on pourrait alors, sans conséquences graves, laisser s'agiter intérieurement le pays... à moins que quelque officier ne livre aux révoltés les places fortes que je viens de nommer. »

En même temps qu'il tranquillisait ainsi sa conscience, Hugues ne perdait pas une minute. « Le brick le *Serpent*, l'aviso le *Rapide* et le *Phénix* ont été mis en mer pour remplir les différentes missions... la nuit et le jour ont été employés à les armer et les avitailler. » Le *Rapide* partait pour Vera-Cruz « comme un simple importateur de dépêches » et le *Phénix* pour la Guadeloupe, d'où le général Ernouf, « étant plus à portée et ayant plus de moyens », pourrait envoyer les commissaires destinés au Mexique, à la Floride, à Puerto-Rico et La Havane. Le *Serpent*, dont le commandement fut confié au lieutenant de Lamanon, « homme de sens et d'une prudence reconnue », devait toucher successivement à La Guayra, Puerto-Cabello, Sainte-Marthe et Carthagène des Indes.

1. Sassenay, *op. loc. cit.*
2. Cayenne, le 24 juillet 1808. *Arch. des Aff. Étr.* États-Unis 61, f° 277.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Lamanon quitta Cayenne le 5 juillet, « bien pénétré, constate Victor Hugues, de l'importance de sa mission ». Elle était, en réalité, aussi délicate que dangereuse, ainsi que pouvait s'en convaincre le jeune officier en prenant connaissance de l'instruction qui lui avait été remise au moment de son embarquement.

« Le but de la mission de M. Paul de Lamanon, y est-il dit, lieutenant de vaisseau, commandant la corvette de Sa Majesté, le *Serpent*, est tout entier dans les instructions de S. E. le Ministre de la Marine et des Colonies, datées de Paris du 16 mai 1808, que je lui remets (N° 1) et dans les dépêches en date du 11 du dit mois de LL. EE. le Ministre Secrétaire d'État et le Ministre des Affaires Étrangères, datées de Bayonne par ordre de Sa Majesté, que je vais lui faire connaître.

« Ces dépêches m'invitent à faire connaître par différentes voies et par tous les moyens possibles aux possessions espagnoles de l'Amérique, les actes officiels ci-joints que je remets à M. de Lamanon, tant en espagnol qu'en français, contresignés par S. E. le Secrétaire d'Etat, ainsi que diverses lettres adressées aux différents vice-rois, capitaines-généraux, évêques, etc., des provinces que M. de Lamanon doit parcourir.

« Les pièces officielles consistent dans les actes ci-après :

« 1° La lettre du Roi Charles au Prince des Asturies.

« 2° La lettre du Prince des Asturies à l'Infant D. Antonio comme Président de la Junte, contenant une lettre du Prince des Asturies à son père.

« 3° Le décret du Roi Charles qui déclare le Grand-Duc de Berg, lieutenant-général du royaume.

« 4° L'acte du Roi Charles par lequel il cède ses droits Duc à l'Empereur Napoléon.

« 5° La lettre du Prince des Asturies ayant le même objet.

« 6° Plusieurs journaux, tant en français qu'en espagnol, auxquels il faudra donner la plus grande publicité.

« M. de Lamanon annoncera aussi l'avènement d'un Prince de la Maison Impériale à la Couronne d'Espagne, le roi de Naples, Joseph-Napoléon, que ses principes

religieux, ses vertus royales, ses talents et son courage ont fait chérir de tous ceux qui ont le bonheur de le connaître.

« En chargeant M. de Lamanon de cette importante mission, je remplis les vœux de Sa Majesté, notre Auguste Maître, qui m'ordonne de ne la confier qu'à des hommes de sens, sages et prudents.

« En conséquence, dans les différents endroits désignés dans les instructions N° 1, M. de Lamanon, suivi d'un ou plusieurs officiers, dans la plus grande tenue, se présentera devant les capitaines généraux, les évêques surtout, et autres personnes pour lesquelles il a des dépêches, avec gravité, décence et cette aménité française qui nous a tant fait chérir dans ces contrées; il leur communiquera les pièces officielles dont il est porteur, les engagera à maintenir les peuples dans l'obéissance et le respect, les assurera que les sentiments de l'Empereur pour l'Espagne ne sont point douteux : ce sont ceux de l'intérêt, de la bienveillance et d'une sollicitude constante pour sa gloire et sa prospérité, que les officiers et évêques ont une bonne occasion de prouver leur affection à leur nouveau souverain, à leur métropole et à leurs frères d'Espagne en se montrant inaccessibles aux suggestions des Anglais, de leurs partisans et des malveillans qui voudraient établir leur domination d'un instant sur des monceaux de cadavres de bons et braves Espagnols.

« L'Empereur, notre Auguste Maître, en élevant son bien-aimé frère le Roi de Naples sur le trône d'Espagne a consacré les propriétés, les lois, les églises et la religion catholique, son indépendance absolue et l'intégrité de la Monarchie espagnole, ainsi que de tous les pays d'outre-mer.

« M. de Lamanon peindra des couleurs les plus vives le désordre qu'a causé, à la Rivière de la Plata, la présence des Anglais, les massacres, les profanations des temples, des couvents, l'horreur que les Anglais ont pour la religion catholique.

« Il peindra également le bonheur d'être gouverné par des princes élevés, justes et pieux, accessibles à leurs

sujets, voulant la prospérité, la gloire de leur pays, bonheur dont jouissent déjà les Espagnols d'Espagne.

« M. de Lamanon ne restera que trois ou quatre jours dans chaque endroit désigné dans les instruction N° 1, excepté à Carthagène où il pourra rester quelques jours de plus et se ravitailler pour faire son retour en Europe avec le plus de prudence possible....

« Il sentira la nécessité de précéder les Anglais dans les rapports qui pourraient avoir été faits par eux sur ces grands événements et mettra la plus grande célérité dans sa mission.....

« La confiance que j'ai en M. Paul de Lamanon m'a déterminé à lui confier cette importante mission. Sans collaborateur, il sentira la nécessité de la remplir avec exactitude, sagesse et prudence, surtout avec célérité. Il me sera bien agréable d'apprendre son arrivée en Europe, que son voyage aye rempli les vues de notre Auguste Empereur et qu'il lui aye donné les marques de sa haute satisfaction[1]. »

V

Pendant que les navires portant les émissaires de l'Empereur cinglaient à toutes voiles vers le continent américain, on y était encore dans l'ignorance des récents événements d'Europe. La mutinerie d'Aranjuez et l'avènement de Ferdinand VII au sujet duquel on ne possédait, au demeurant, que d'incertains détails, étaient les dernières nouvelles qui fussent parvenues aux Colonies.

Un aide de camp de D. Juan Manuel de Cajigal [2] commandant de Cumana, était cependant arrivé à

1. Instructions de M. Victor Hugues, officier de la Légion d'Honneur, Commissaire de Sa Majesté Impériale et Royale, Commandant en chef à la Guiane Française. Cayenne, le 5 juillet 1808. — *Arch. de la Marine*, BB[4] 274.

2. Précédemment gouverneur de Cuba où il avait été, nous l'avons vu, le protecteur et l'ami de Miranda.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Caracas vers les premiers jours de juillet. Il apportait un volumineux paquet de journaux anglais que Cajigal tenait du gouverneur de Trinidad et qu'il adressait à D. Juan de Casas sous une simple lettre de transmission. Cette dépêche laconique n'émut pas le capitaine général : il garda, deux ou trois jours, les journaux sur sa table sans les déplier et les remit ensuite à son secrétaire Andrés Bello, pour qu'il en traduisît, à l'occasion, les articles pouvant paraître intéressants. Bello emporta le paquet et ne s'avisa d'en prendre connaissance que le surlendemain.

A peine en eut-il parcouru les premières lignes, rapporte-t-il lui même [1], qu'il demeura comme pétrifié. Ces journaux contenaient le récit de l'abdication des souverains entre les mains de Napoléon, ils racontaient, dans tous leurs détails, les scènes de Bayonne, l'avènement au trône d'Espagne du frère de l'empereur des Français, l'exil de la famille royale et donnaient, à l'appui de ces informations incroyables, les documents officiels...

D. Juan de Casas, que Bello courut prévenir, refusa d'abord de donner créance à des nouvelles « aussi démesurées », déclara-t-il, et que seule « la perfidie notoire des gazetiers anglais avait pu malicieusement imaginer ». Il convoqua toutefois le président de l'Audience, Mosquéra, le trésorier Ignacio Canivell et d'autres hauts fonctionnaires, les mit au courant et leur demanda conseil. Malgré Canivell, qui avait longtemps habité Londres et fit observer que le *Times* était un journal trop sérieux pour lancer sans fondement de telles informations, les conseillers du capitaine général se rallièrent à l'avis de leur chef. Près d'une semaine s'écoula : rien ne vint confirmer les nouvelles; Casas crut de plus en plus à une mystification.

1. Amunategui, *Vida de D. Andrés Bello*, *op. cit.*, ch. VI, p. 38. Ce sont ces souvenirs dont nous avons tenu compte en les complétant par les rapports relatifs à la mission du c[t] de Lamanon (*Arch. de la Marine*, BB[4] 274), les dépêches du c[re] Beaver, commandant la frégate anglaise L'*Acasta* (R. O, *Admirally Leewards Islands* 1808, N° 321) et celles des autorités espagnoles de Caracas. **D.** II, 348.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il n'allait pas tarder à se voir détrompé. Le 15 juillet, dans la matinée, le bruit se répandit en ville qu'un brick, battant pavillon français, avait mouillé deux ou trois heures après minuit devant La Guayra. Une embarcation avait aussitôt amené à terre deux officiers, en grand uniforme, qui s'étaient procuré des chevaux et devaient être sur le point d'arriver à Caracas. Une heure sonnait lorsqu'en effet le commandant de Lamanon et le lieutenant de vaisseau de Courtay débouchèrent au dernier tournant de la route, à l'entrée du voisin faubourg du Calvario. La foule qui s'était portée à leur rencontre leur fit escorte jusqu'au palais du gouverneur devant lequel ils arrivèrent bientôt.

Le capitaine général les reçut incontinent, mais comme aucun des deux officiers ne parlait l'espagnol non plus que Casas le français, on eut encore recours à Bello. Dès que le jeune secrétaire, mandé en toute hâte, fût entré dans le cabinet du gouverneur, la conversation s'engagea : « Je vous apporte, Excellence, mes félicitations, dit le commandant, et je viens recevoir les vôtres à l'occasion de l'avènement au trône d'Espagne et des Indes, de Sa Majesté le roi Joseph-Napoléon, frère de mon auguste maître, l'empereur des Français. Voici les lettres qui feront connaître à Votre Excellence les circonstances dans lesquelles s'est accompli cet heureux événement. » Casas, au dire de Bello qui nous a laissé le récit de l'entrevue, « Casas crut, à ces paroles, que la foudre était tombée devant lui. Il prit le pli que lui tendait en souriant l'officier, et, se tournant vers l'interprète : — « Répondez-lui, dit-il, que je vais prendre connaissance de ces dépêches et que je lui ferai savoir les décisions qu'elles m'auront inspirées. » Le français prit congé, salua, sortit. La porte s'était tout juste refermée derrière lui que Casas, effondré dans un fauteuil, se mit à sangloter. Sa femme, ses enfants accoururent et le calmèrent à grand'peine.

Pendant que les magistrats et les principaux fonctionnaires de Caracas, convoqués en toute hâte au palais, décidaient, d'acord avec le capitaine général, de surseoir à toute mesure tant que l'on ne saurait pas pour

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lequel des deux maîtres il convenait de se prononcer, la population, avertie de l'arrivée des commissaires et des nouvelles qu'ils apportaient, se réunissait en tumulte sous les fenêtres du gouverneur. Près de 10.000 manifestants étaient là, poussant des cris frénétiques : « Vive notre roi ! » « Mort à l'usurpateur ! » Le cabildo s'était réuni. Il envoyait coup sur coup trois délégations au capitaine général pour lui demander de proclamer Ferdinand VII. La foule grossissait. Jamais pareille effervescence ne l'avait agitée. Casas dut se soumettre.

A 4 heures il sortait du palais, entouré par l'évêque, les membres de l'Audience et les hauts fonctionnaires du gouvernement et déclarait solennellement reconnaître les droits de Ferdinand VII. Quelques instants après, le cortège rituel se formait devant le palais, sur la place ; les porte-bannières, enseignes déployées, les hérauts d'armes, les trompettes, la municipalité en costumes de gala, les officiers des milices en tenue de parade prenaient le chemin de la cathédrale et du cabildo, salués par les vivats enthousiastes de la foule...

Aussitôt leur audience terminée, les deux officiers français s'étaient cependant dirigés vers l'auberge *del Anjel*. Ils distribuèrent en chemin les gazettes espagnoles qu'ils avaient avec eux et constatèrent, non sans surprise, que la foule accueillait fort mal les nouvelles et plus mal encore les ambassadeurs. Des cris hostiles éclataient sur leur passage : la foule s'attroupait devant l'hôtel où Lamanon et Courtay arrivaient à temps pour se soustraire à quelque agression. Les manifestants menaçaient alors d'enfoncer les portes ; l'aubergiste, éploré, conjurait ses hôtes d'enlever leurs uniformes et de s'évader par une porte de derrière ; la situation devenait critique.

Les officiers de l'Empereur n'étaient pas gens à s'alarmer pour si peu. Ils se mirent tranquillement à la fenêtre, et, sans doute, la fierté de leur mine et leur belle assurance en imposèrent-elles à la populace : les cris cessèrent... Quelques jeunes gens, arrivés fort à propos, haranguaient la foule et l'entraînaient à leur suite sur

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la place du palais. Lamanon et son lieutenant sortirent alors sans être inquiétés et s'étant rendus chez un commerçant du nom de Jouve qui demeurait dans un quartier éloigné, ils attendirent les événements.

Il était 5 heures lorsque Bello, sur l'ordre de D. Juan de Casas, vint les rejoindre. Il les mit au courant de la décision qu'avait dû prendre le capitaine général et les supplia de repartir : « Votre vie, messieurs, court les plus grands dangers; vous n'avez échappé que par miracle à la foule. Le roi Ferdinand est proclamé en ce moment même et les sentiments de cette population sont tels que Son Excellence ne saurait plus répondre de votre sécurité : vous êtes perdus si l'on découvre votre retraite. » — « Veuillez demander à votre capitaine général, répondit sans sourciller Lamanon, de me donner une demi-douzaine de soldats et de ne pas s'inquiéter du reste. Je me fais fort de faire taire tous ces braillards !.... »

Bello partit. Un des hommes du *Serpent* vint alors annoncer à Lamanon que, peu d'heures après son débarquement, une frégate anglaise, portant pavillon espagnol au mât de misaine, était apparue devant La Guayra. Cependant des groupes en armes parcouraient les rues criant toujours : « Viva nuestro rey Fernando ! Mueran los francéses ! » L'heure n'était plus aux fanfaronnades. L'escorte de Casas, commandée par son propre fils, arriva. Les commissaires de Napoléon durent se rendre à l'évidence. Les Anglais étaient à La Guayra. Il fallait partir, tenter de leur échapper à la faveur de la nuit, sous peine de périr misérablement sans avoir achevé la mission dont Caracas n'était d'ailleurs que la première étape.

Lamanon rédigea tout aussitôt une dépêche pour le gouverneur : « J'apprends, lui disait-il, qu'une frégate anglaise se propose de venir sous pavillon parlementaire à La Guayra, n'ayant d'autre but que d'infecter la province de Caracas de fausses nouvelles sur les affaires politiques de nos métropoles. Je viens prier Votre Excellence de vouloir bien ordonner à M. le com-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

mandant de La Guayra de ne point souffrir que le pavillon anglais flotte sur la côte, dût-il y paraître sous les auspices de celui de Sa Majesté Catholique Joseph-Napoléon [1]. » Puis il partit rejoindre son bord. Vers 2 heures du matin, il rencontra sur la route le capitaine de la frégate anglaise l'*Acasta*, accompagné de plusieurs officiers qui faisaient diligence vers Caracas. Les deux groupes se croisèrent sans se saluer.

La première pensée de Lamanon en revenant à bord du *Serpent* fut de mettre sans retard à la voile, mais il n'y avait pas de vent. Il fit alors des démarches auprès du commandant de la forteresse de La Guayra pour qu'il enjoignit à l'*Acasta* de s'éloigner, mais ne parvint pas à le convaincre. Il vit revenir les officiers ennemis, tenta de nouveau, après le coucher du soleil, d'appareiller en filant le câble, mais s'apercevant que l'anglais faisait le même mouvement, il reprit son poste. Le lendemain matin, la brise s'étant levée, le *Serpent* appareilla enfin et fit, toutes voiles possibles, la route au nord-ouest. L'*Acasta* coupa son câble et se mit à sa poursuite.

Le brick était bon marcheur, mais la brise diminua beaucoup et la frégate le gagna de vitesse. « A 10 heures du matin, dit le journal du bord, elle était à portée de la voix. Elle vint sur bâbord et nous tira plusieurs bordées; nous amenâmes toutes nos bonnettes et primes les amures à bâbord; pendant ce moment la drisse du pavillon fut coupée. M. Lamanon la fit aussitôt remettre en place aux cris de : « Vive l'Empereur ! » L'ennemi tirait toujours sur nous et nous eûmes plusieurs bas-haubans coupés ainsi que les étais du grand mât et du mât de misaine. Le grand mât fut aussi coupé au-dessous des barres de hunes. M. Lamanon ordonna alors de mouiller l'ancre de bâbord, ce qui fut exécuté sur-le-champ et le pavillon fut amené [2]. »

1. Lamanon, c^ne de frégate, à S. E. D. Juan de Casas, c^ne g^al de la province de Caracas. Caracas, le 15 juillet 1808. *Arch. de la Marine*, BB^4 274, f° 243.

2. Rapport sur la prise du brick le *Serpent*. *Arch. de la Marine*, BB^4 274, f° 248.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Les aventures de M. de Sassenay, qui débarquait, quelques jours après ces événements (le 9 août), à l'entrée du Rio de la Plata, présentent avec celles de Lamanon de frappantes similitudes. Elles devaient même se terminer encore plus tristement pour l'ami de Liniers. Sassenay, à qui ses instructions prescrivaient aussi « de faire connaître à l'Amérique quelle gloire environne la France et quelle influence le puissant génie qui la gouverne exerce sur l'Europe... d'observer avec une attention spéciale l'effet produit... par la nouvelle de l'heureux changement accompli en Espagne... et de hâter son retour en Europe pour y rapporter des nouvelles[1] », avait à peine quitté le *Consolateur*, venu mettre en panne devant le port de Maldonado, que deux forts vaisseaux anglais se jetaient à la poursuite du brick. L'absence de vent empêcha le lieutenant Dauriac d'échapper à ses ennemis. Il fit échouer le navire et gagna la terre à la nage avec ses marins. Les Anglais s'emparèrent du *Consolateur*, le mirent à sac et Sassenay qui, pendant ce temps, avait pu atteindre Montevideo, puis Buenos-Ayres, où il arriva le 12 août au soir, se vit assez médiocrement reçu par Liniers.

Quelles que fussent ses préférences certaines pour Joseph-Napoléon, dont l'avènement, en réunissant sa patrie d'adoption à sa patrie de naissance, lui laissait entrevoir les plus brillantes destinées[2], le vice-roi de la Plata ne devait pas éprouver moins d'inquiétudes que son collègue de la capitainerie de Caracas. Craignant de se compromettre, il réunit aussi ses conseillers. Le cabildo s'interposa et, dès le lendemain, Sassenay fut embarqué pour Montevideo en compagnie d'une escorte que commandait D. Luis, fils aîné de Liniers. Le gouverneur de Montevideo, D. Xavier Elio[3], fit emprisonner l'ambassadeur malgré les ordres du vice-roi. Le jour même, une émeute éclatait dans la ville : la populace envahissait la cour de la forteresse

1. Sassenay, *op. cit.*, pp. 132-133.
2. Cf. Sassenay, ch. V.
3. Elio (Francisco-Xavier), vice-roi de Buenos-Ayres en 1811.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

aux cris de: « Vive le Roi ! », « Mort aux traîtres ! », car Elio, ennemi juré de Liniers, dont il enviait la gloire, avait encore excité la fureur de la foule en déclarant que le vice-roi pactisait avec l'empereur des Français.

La popularité de Liniers s'effondra, bien qu'il eût fait, sous le poids de l'enthousiasme général, procéder à la proclamation officielle de Ferdinand VII. Quelques mois plus tard, le gouvernement de Séville lui envoyait un successeur, D. Baltasar de Cisneros. Liniers dut se retirer à Cordoba. L'année suivante, ayant voulu relever la cause déjà perdue du royalisme qu'en bon et féal chevalier il avait cru de son devoir de servir jusqu'à la fin, trahi par ses amis, abandonné par ses troupes, l'ancien défenseur de Buenos-Ayres tombait entre les mains des chefs du parti patriote qui le firent impitoyablement exécuter (26 août 1810).

Attaché de cœur à l'Espagne, il préféra de la sorte, comme l'a justement remarqué son historien [1], le rôle ingrat de victime méconnue à celui de brillant fondateur d'une république. Il n'eût tenu qu'à lui de prendre la tête du mouvement patriotique dont il avait pu discerner, avant l'arrivée même du commissaire impérial à la Plata, les tendances certaines et l'aboutissement inévitable. Sassenay resta captif dans la citadelle de Montevideo pendant plus de dix mois. Il fut transporté au commencement de 1810 à Cadix, qu'assiégeait alors le général Victor et parvint à s'évader avec les 1.500 prisonniers du ponton *la Vieille-Castille* et à gagner, sous le feu terrible des batteries espagnoles, la rive occupée par l'armée française [2].

Le loyalisme, auquel Liniers s'était héroïquement sacrifié, avait pris une ampleur considérable. L'exaltation manifestée à Caracas, à Montevideo et à Buenos-Ayres, gagnait le continent tout entier. Les gouverneurs des Antilles françaises s'abstinrent désormais

1. Sassenay, *op. cit.*, p. 180.
2. Sassenay rentra en France, y fut oublié par le gouvernement impérial et mourut le 8 novembre 1840.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'envoyer d'autres émissaires. Un agent du roi Joseph à Baltimore en expédia, dit-on [1], secrètement, quelques-uns, mais ces négociateurs occasionnels renoncèrent vraisemblablement d'eux-mêmes à une mission devenue périlleuse et qu'il eût fallu soutenir, sans grand espoir de succès, par de fortes expéditions.

A l'enthousiasme délirant des peuples de la Péninsule pour le souverain *Bien Aimé*, les habitants des Colonies répliquaient avec une égale frénésie. La Junte de Séville avait délégué des commissaires aux Amériques afin d'y annoncer la déclaration de guerre à la France, l'écrasement et le massacre des Français en Espagne [2]. D. Manuel de Goyeneche [3], D. José San Llorente, désignés pour la Plata et la Nouvelle-Grenade, partirent sur les bâtiments mêmes que Napoléon avait fait armer à Cadix, au Ferrol et à Carthagène et qui devaient suivre Sassenay. Au Mexique, en Nouvelle-Grenade, au Pérou, à la Plata, ces commissaires furent accueillis par des transports de joie. On proclama partout Ferdinand VII. On donna des fêtes, on célébra des messes. Les villes illuminèrent. Il fut de mode d'orner son chapeau de cocardes aux couleurs espagnoles ou d'un ruban cramoisi où s'étalait en lettres d'or l'inscription : *Vencer o morir por mi Rey Fernando Septimo* [4]. Les protestations de loyalisme ne se bornèrent pas d'ailleurs à de platoniques témoignages. Les dons affluèrent. 70 millions furent adressés à Séville [5]. Rien que dans la Nouvelle-Espagne on recueillit, en moins de dix jours, « 2.955.435 piastres, réparties entre 116 souscripteurs, sans qu'aucun d'entre eux figurât pour moins de 1.000 piastres; plusieurs en avaient donné

1. D'après Carlos Calvo, *Anales historicos de la Revolucion de la America latina*, Paris 1864, t. I, p. 47. L'un de ces envoyés aurait été pris et fusillé à La Havane (?).

2. Cf. Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*. Deuxième partie, ch. IV.

3. Goyeneche (José-Manuel de), lieutenant général espagnol, né au Pérou en 1775, mort en 1846 à Madrid. Il fut capitaine général et président de l'Audience de Cúzco de 1809 à 1813, époque où il quitta définitivement l'Amérique.

4. *Vida de D. Ignacio Gutierrez Vergara.* Londres 1900, t. I, p. 44.

5. Toreno, *Histoire du Soulèvement et de la Révolution d'Espagne*, Madrid 1848, t. II, liv. VIII, p. 298.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

50.000 quelques-uns 100.000 et même 400.000 [1] ». A Santa-Fé, les dames se dépouillèrent de leurs bijoux et les envoyèrent en offrande à la Junte [2].

La nouvelle de Baylen accrut encore l'enthousiasme et les autorités coloniales, qui semblaient jusqu'alors réserver leur attitude, firent cause commune avec le sentiment populaire.

A l'exception du judicieux et ferme marquis de la Concordia [3], vice-roi du Pérou, les gouvernants espagnols s'étaient, en effet, montrés rien moins qu'empressés à reconnaître ouvertement Ferdinand VII. Iturrigaray [4] à Mexico, Amar y Borbon à Santa-Fé, Ruiz de Castilla à Quito [5], Carrasco [6] au Chili avaient longtemps tergiversé, combattu même, autant qu'il était en leur pouvoir, l'élan loyaliste des populations. Le prestige incontestable qui s'attachait au conquérant inouï à qui chaque bataille valait une victoire et chaque victoire un royaume, devant lequel le Souverain Pontife lui-même s'était incliné, ne laissait guère subsister d'illusions dans l'esprit des gouverneurs de l'Amérique espagnole sur l'efficacité de la résistance que la métropole pourrait opposer aux volontés de l'omnipotent Empereur.

Aussi la plupart avaient-ils été d'abord secrètement acquis à la dynastie napoléonienne. Ce fut, nous l'avons vu, le premier sentiment de Liniers, c'était aussi, pour de moins avouables raisons, celui du capitaine général du Vénézuéla dont la « Proclamation » en faveur de Ferdinand était bien plutôt un exposé des motifs qui le contraignaient à reconnaître le fils de Charles IV : Casas n'avait manqué de mentionner dans ce document ni l'insurrection des habitants de sa capitale, ni les démarches réitérées et comminatoires du cabildo [7]. Le capitaine

1. *Gaceta de Mexico*, n° du 11 août 1809.
2. Toreno, *op. cit.*, t. II, p. 165.
3. Abascal (José de). Marquis de la Concordia, vice-roi du Pérou de 1806 à 1816.
4. Iturrigaray (José de). Vice-roi du Mexique de 1803 à 1808.
5. Gouverneur de Quito de 1808 à 1812.
6. Carrasco (Francisco-Antonio-Garcia), gouverneur et capitaine général du Chili de 1808 à 1810.
7. Amunategui, *Vida de D. A. Bello*, *op. cit.*, p. 46.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Beaver, commandant l'*Acasta*, fut « aussi froidement reçu par le gouverneur qu'entouré de prévenances par la population [1] ». Casas refusa de se prêter à la prise de la corvette française ancrée dans les eaux de La Guayra. Il déclara même à l'officier anglais que le commandant de la forteresse recevrait l'ordre de faire feu sur son navire si celui-ci tentait de s'emparer du *Serpent* [2].

Il fallut l'insuccès des armées françaises en Espagne pour modifier ces dispositions. Encore les autorités coloniales y renoncèrent-elles surtout par crainte des progrès qu'elles voyaient accomplir à la propagande libérale. Le mouvement loyaliste s'orientait dans une voie de plus en plus dangereuse pour le maintien de la domination espagnole et l'opiniâtreté avec laquelle les cabildos réclamaient la constitution de juntes municipales, inspirait à la clairvoyance des vice-rois de légitimes alarmes. Cette forme de gouvernement, qui les dépouillait de leur autorité, n'était pas nouvelle, on le sait. Elle paraissait sans doute inspirée, cette fois, par un excès d'attachement à la mère patrie, et l'établissement des juntes provinciales en Espagne légitimait la conduite des Sud-Américains à cet égard; mais le rôle traditionnel des cabildos dans les tentatives de soulèvements coloniaux était un précédent que les gouvernants d'outre-mer redoutaient à juste titre de voir reparaître dans les circonstances critiques que l'on traversait à ce moment. Ils ne pouvaient oublier non plus l'indépendance hautaine avec laquelle la Junte des notables de Buenos-Ayres, constituée au lendemain de la délivrance de la ville, avait remis le pouvoir à Liniers et destitué Sobremonte.

Les libéraux comptaient du reste dans le sein des cabildos de puissantes influences et les utilisaient habilement. Partisans convaincus, en apparence, de Ferdinand le Bien-Aimé, ils étaient aussi résolus que jamais à ne pas lui rester fidèles et guettaient en secret le moment favorable de consommer sa déchéance et de

1. Rapport du c^ne^ Beaver, 18 juillet 1808. R. O, *Admirally Leewards Islands*, 321.
2. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

réaliser leur desseins. Miranda continuait, avec une vigilance inlassable, à diriger l'action des créoles dans toutes les provinces d'Amérique et leur faisait régulièrement parvenir des instructions formelles : « L'Espagne n'a plus de souverain, leur écrivait-il ; elle est livrée à une foule de partis contraires inféodés les uns à l'Angleterre, les autres à la France et qui cherchent uniquement, au moyen d'une guerre civile, à satisfaire leurs visées égoïstes... Il faut que chacun de vos cabildos assume le gouvernement représentatif des provinces. Envoyez ensuite des agents dûment autorisés à Londres... et nous étudierons ici ce qu'il conviendra de mieux faire pour assurer l'avenir du Nouveau Monde... Agissez prudemment et sans précipitation... Envoyez partout copie de la présente lettre... Nous devons nous acheminer tous ensemble à un but unique... Le manque d'union compromettrait notre salut et nos intérêts [1]. »

Il s'en fallait cependant que cette communauté d'action, préconisée par Miranda, fût rigoureusement observée. Les champions de l'indépendance s'étaient scindés en deux partis différant d'opinion sur les moyens de réaliser le projet pourtant également désiré par tous.

Le « pouvoir suprême de l'Espagne et des Indes » avait été transféré le 25 septembre 1808 à la Junte Centrale d'Aranjuez, d'origine plus populaire que celle qui l'avait précédée. L'un des premiers actes de la nouvelle assemblée avait été de proclamer que « les vastes et précieux domaines des Indes sont partie essentielle et intégrante de la monarchie espagnole ». Une « représentation nationale directe et immédiate » leur était désormais accordée [2]. Mais en donnant aux Colonies ce témoignage de sa reconnaissance pour les secours qu'elles venaient d'envoyer à la métropole, la

1. Londres 24 juillet 1808. Lettre aux cabildos de Caracas, Buenos-Ayres, Mexico, Santa-Fé, Quito, La Havane, *etc.* R. O. *Foreign Office*, Spain, 89. — Becerra, *op. cit.*, t. II, p. 504 et Mitre, *Historia de San Martin*, t. I, p. 50.

2. Décret du 22 janvier 1809, **D.** II, 373.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Junte Centrale se montrait parcimonieuse : alors que les 10 à 12 millions d'Espagnols de la Péninsule devaient être représentés par 36 députés, l'Amérique toute entière, avec ses 15 millions d'habitants, n'en obtenait que 12. Ceux-ci devaient d'ailleurs être choisis et désignés par les autorités coloniales.

La mesure parut néanmoins suffisante à nombre de créoles qui voyaient, dans l'accès à ces prérogatives inespérées, une première étape vers l'autonomie définitive. Ils sentaient que la renonciation de la dynastie bourbonienne avait brisé tout lien entre l'Espagne et l'Amérique et se savaient à l'abri des entreprises de Napoléon. L'indépendance se préparerait donc d'elle-même et s'accomplirait aussi simplement que s'était effectuée celle du Brésil depuis que ses anciens monarques étaient venus s'y établir[1]. Cet exemple poussa même certains membres de l'oligarchie créole en Nouvelle-Grenade, au Chili, au Pérou et surtout à la Plata, à envisager la possibilité d'établir des monarchies indépendantes, à forme constitutionnelle, à la tête desquelles seraient appelés des souverains de la famille dépossédée par Napoléon. Les jeunes libéraux de Buenos-Ayres, rangés autour de Belgrano, acceptèrent avec empressement ce projet qui faillit se réaliser en faveur de l'infante Charlotte, sœur de Ferdinand VII, épouse du prince-régent de Portugal et du Brésil connu plus tard sous le nom de Jean IV[2]. Mais les prétentions de la princesse, les intrigues du ministre d'Angleterre à Rio de Janeiro, lord Strangford, et la tournure prise par les événements de la Péninsule déterminèrent les patriotes à abandonner l'entreprise.

En opposition à ce parti modéré dont les versatilités et l'incertitude n'avaient pas encore trouvé leurs voies, le comité, moins nombreux mais résolu, des libéraux « irréductibles », poursuivait fermement sa propagande. Il avait son pendant en Espagne dans ce « petit groupe d'esprits éclairés » dont l'agent impérial La

1. Cf. Gervinus, *Histoire du dix-neuvième siècle*, *op. cit.*, t., VI, p. 83.
2. V. Mitre, *Historia de Belgrano*, *op. cit.*, t. I, ch. VI.
3. La Forest à Champagny, 25 août 1808. *Arch. des Aff. Étr.*, V. 676.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Forest signalait alors à Champagny les menées industrieuses [1] et qui savait à merveille, selon l'expression d'un historien, que « les rubans et les cocardes ne forment pas une muselière solide au monstre démocratique déchaîné. Ces ambitieux appelés, pensaient-ils, à jouer les principaux rôles sur le théâtre politique dont les décors eussent rappelé le Versailles de 1789, poussaient à la formation d'une Junte Suprême à Madrid dans l'arrière-pensée de rassembler les éléments d'une Constituante, d'une Convention peut-être, et de la diriger ensuite vers leur but à l'aide de Clubs dont le noyau existait déjà [2] ». Telle était précisément la tactique des « esprits éclairés » sud-américains, dans presque toutes les capitales coloniales, des libéraux vénézuéliens surtout, imbus plus que les autres des traditions de la Révolution française et qui faisaient réclamer à grands cris par le cabildo l'établissement d'une « Junte Gouvernante de Caracas ». Alors toutefois que les libéraux de Madrid agissaient dans un but égoïste et personnel, c'est à l'impulsion de sentiments élevés et généreux qu'obéissaient ceux de Caracas [2].

1. GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, *op. cit.*, p. 323.

2. L'aveu en est échappé à José Domingo Diaz lui-même, conseiller de l'Audiencia et l'un des adversaires les plus violents et les plus acharnés des « patriotes » de Caracas. « La révolution, dit-il, fut tramée et exécutée par ceux à qui elle devait porter le plus de préjudice, le marquis del Toro et ses frères, D. Fernando et D. José Ignacio, membres de l'une des familles les plus fortunées et les plus estimées de la colonie et dont l'insupportable arrogance se voulait supérieure à toutes les autres, D. Martin et D. José Tovar, fils du très riche comte de ce nom, D. Juan Vicente et D. Simon de Bolivar, jeunes gens de la noblesse de Caracas possédant l'un 25.000 piastres de rente, l'autre 20.000 ; Juan José et Luis Rivas, parents des comtes de Tovar et aussi considérablement riches, D. Juan German Roscio, D. Vicente Tejera et D. Nicolas Anzola, avocats estimés de tous leurs compatriotes, Lino Clemente, officier de la marine royale, hautement considéré, D. Mariano Montilla, ancien garde du corps de Sa Majesté et son frère D. Tomas, issus d'une maison dont la splendeur était proverbiale, D. Juan Pablo, D. Mauricio et D. Ramon Ayala, officiers du bataillon Vétéran, universellement estimés pour l'honnêteté de leur famille et le lustre de leurs ancêtres.... Ce ne furent pas des révolutionnaires de profession qui jouèrent le premier rôle dans ces événements, des hommes qui n'ont rien à perdre, cherchant leur fortune dans les désordres et qui n'ont rien à attendre de l'empire des lois et des bonnes mœurs..... » *Recuerdos*, etc., p. 21.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Ils s'étaient, au commencement de 1808, organisés en une société secrète qui prit dès lors la haute main sur le mouvement révolutionnaire. Une des propriétés des Bolivar, aux environs immédiats de Caracas, servait de lieu de rendez-vous[1] et ce fut là que, quelques semaines avant l'arrivée des émissaires du gouvernement impérial, Salias, Pelgron, Montilla, Rivas et quelques autres se réunirent pour désigner un chef. La candidature de Simon Bolivar, présentée par son frère Juan Vicente, parut un moment rallier les suffrages, mais l'on ne parvint pas à s'accorder[2]. Il semble pourtant que l'influence de Bolivar ait été prépondérante sur les initiatives habiles, fortes et décisives de ce groupe qui témoignait de plus en plus de son aptitude à tirer parti des événements et de la psychologie des masses populaires.

Les officiers du *Serpent* sont encore sur la route de La Guayra à Caracas que Bolivar, en effet, accourt en ville et réunit ses amis chez Rivas dont la maison est à deux pas du palais; Bello les instruit de ce qui vient de se passer et « ces jeunes gens, ignorant encore l'art des révolutions et désireux d'en apprendre la pratique[3] », se répandent aussitôt par les rues, préviennent les affiliés du cabildo et « se mettent alors en devoir de jouer un rôle diamétralement contraire à leurs aspirations et aux véritables desseins qui les animent[4] ». On les voit haranguer la foule, la convaincre, la déchaîner, lui dicter ses mouvements, l'écarter du quartier où sont réfugiés les français, l'entraîner devant le palais, lui souffler ses vivats et ses acclamations.

Deux jours après, par Bello toujours, que les conseillers du capitaine général, pris de méfiance, font bientôt relever de ses fonctions de secrétaire, ils apprennent les détails de l'entretien de Casas avec le capitaine anglais

1. Larrazabal, *Vida de Bolivar*, *op. cit.*, p. 41.
2. Cf. Mosquera, *Memorias*, *op. cit.*, p. 15.
3. « J'en ai reçu plus tard et d'eux-mêmes l'aveu, alors qu'ayant fait établir le gouvernement de leurs rêves, ils n'avaient plus d'intérêt à me céler leur secret », ajoute Diaz. *Recuerdos*, etc., p. 9.
4. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Beaver, les hésitations, les perplexités du gouverneur... Le cabildo demande alors la formation d'une « Junte Gouvernante pour la province de Caracas à l'instar de celle de Séville » et Casas, le 18 juillet, se laisse arracher son consentement.

Le délégué de la Junte Suprême, D. José Melendez Bruna, arrive sur ces entrefaites à La Guayra (5 août) et le gouverneur se ravise. Mais les patriotes qui disposent, grâce à Dionisio Sojo, Nicolas Anzola, Silvestre Tovar, José Maria Blanco et Isidoro Lopez Mendez [1], de la majorité dans le cabildo, incitent l'assemblée à renouveler ses instances. Un des conjurés dénonce leurs manœuvres, quelques-uns sont arrêtés. La villa de Bolivar est gardée à vue. C'est chez Rivas alors que se tiennent les réunions. Le cabildo multiplie les « adresses au capitaine général ». Les patriotes sont trahis encore. Cédant à des scrupules que sa conscience lui reprochera plus tard, le marquis del Toro livre au gouverneur les instructions secrètes de Miranda [2]. Bolivar et ses amis restent introuvables, mais ils désarment moins que jamais. Les « notables » joignent maintenant leurs démarches à celles du cabildo [3]. L'effervescence gagne le peuple. Le gouverneur, décontenancé, voit faillir le loyalisme du sentiment général. Les prédications effrénées du clergé, la propagande des membres de l'Audience semblent ne plus trouver d'écho dans l'habituelle soumission des masses.

Malgré les prescriptions de la Junte Suprême, pourtant strictement observées par les autorités coloniales, « d'avoir à maintenir les populations dans une ignorance complète du véritable état de la Péninsule [4] », d'insaisissables émissaires répandent les nouvelles d'Espagne. On sait à présent que les défaites succè-

1. Mendez fit partie de l'ambassade vénézuélienne envoyée l'année suivante à Londres. (V. ch. suivant).

2. Lettre de la Junte Suprême accusant au capitaine général de Caracas, réception de ces documents. Séville 22 mars 1809. **D.** II, 371.

3. Adresses des notables à S. E. le capitaine général, 22 novembre 1808. **D.** II, 360.

4. Office de la Junte Suprême aux vice-rois, capitaines généraux, etc. 1er novembre 1808, cité par LARRAZABAL, *op. cit.*, p. 43.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dent aux premières victoires, que Napoléon est entré à Madrid, que la désorganisation et la discorde sont partout et que les Juntes successives, dont on voit arriver ici les délégués les uns après les autres, sont impuissantes à se faire respecter. Chacun de ces délégués « venait demander la soumission et les secours des fidèles sujets d'Amérique ». Les impôts écrasaient cependant ces populations trop longtemps et trop profondément travaillées par les partis successifs pour ne pas offrir désormais une proie facile à celui qui saurait, le moment venu, faire preuve d'énergie et de décision.

« Si le rétablissement des Bourbons tardait trop à s'effectuer, je crois pouvoir affirmer, écrit à son départ de Caracas le capitaine Beaver, que les habitants de ce pays se donneront d'eux-mêmes l'indépendance [1]. » Cela est aussi vrai du reste de l'Amérique. La Révolution y est accomplie de fait dans toutes les consciences, et ceux qui se sont donné pour tâche d'en proclamer l'avènement et d'en assurer le triomphe, sont partout à leur poste de combat.

1. Juillet 1808, R. O. *Admirally. Leewards Islands*, N° 329.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE III

1810

Les échos de la défaite d'Ocaña et de la prise de Gerona qui terminaient si désastreusement pour les Espagnols la campagne de 1809, retentirent dans le Nouveau Monde comme le glas de la monarchie. Les défilés de la sierra Morena s'ouvraient devant les armées françaises, maîtresses désormais de l'Andalousie. Joseph avait célébré sa rentrée triomphale dans Madrid. La Junte Centrale de Séville, réunie le 29 janvier 1810, dans l'île de Léon, décidait sa dissolution immédiate et résignait ses pouvoirs entre les mains d'un conseil de régence hypothétique. « L'Espagne est déchue ! » *España ha caducado* ! : ce fut le mot d'ordre qui allait rallier les créoles et les appeler à engager l'action [1]. « La Révolution dans ces empires, aurait alors écrit Dumouriez [2], est déjà inscrite dans les livres de la Providence : elle sera française, ou anglaise, ou américaine. »

Si l'on pouvait s'illusionner en Europe sur les véritables destinées du grand mouvement qui se préparait au delà des mers, ces destinées n'étaient, en fait, plus douteuses, à considérer la situation des partis en présence. Les cruelles déconvenues de la guerre d'Espagne

1. Cf. Mitre, *Historia de Belgrano*, t. I, ch. IX.
2. *Mémoires et Correspondance inédits du Général Dumouriez*, 1834, in-8° Paris, 2 vol., t. II, p. 480, apocryphes ou arrangés d'après Michaud, son contemporain (*Biographie*).

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vont contraindre Napoléon à surseoir, puis à renoncer à toute entreprise intéressant les Colonies. Parfois, au cour de sa marche tragique, exaspéré par la résistance furieuse des sujets de son frère derrière laquelle il devine et découvre bientôt l'implacable et tenace effort de l'Anglais, l'Empereur médite encore de colossales expéditions maritimes « qui porteront l'épouvante en Angleterre parce qu'elles menaceront toutes ses colonies : 30.000 hommes s'empareront de la Jamaïque et fondront au besoin sur les côtes américaines où s'épanouit la contrebande ennemie[1] ». Mais ce ne sont plus là que combinaisons incertaines abandonnées l'instant d'après, fugitives lueurs d'une foudre impuissante à si longue portée. L'Angleterre s'y soustrait aisément. Pour prix de l'alliance qu'elle impose alors aux Espagnols, elle s'efforce de leur arracher un traité lui reconnaissant, officiellement, les avantages économiques dont elle bénéficie d'ores et déjà dans leurs colonies. Maîtresse incontestée sur ce terrain, le seul qui vaille à ses yeux, elle aura tout loisir d'étendre et de réglementer à sa guise les progrès qu'elle y peut accomplir; elle est trop avertie par les rapports de ses agents et les scabreuses expériences des années précédentes pour ne pas borner à cela son ambition. Cependant, en Amérique, les divers éléments qui doivent concourir à l'insurrection sont fermement résolus à entrer en lice. Tout fait donc prévoir que la Révolution va se dénouer en faveur des Américains.

Ramassant en leur conscience, le sentiment disparate des masses populaires, les *libéraux* sont à l'avant-garde. Il faut, sous cette appellation conventionnelle de *libéraux*, comprendre d'abord la presque totalité des *créoles* : avocats, médecins, hommes de lettres ou professeurs ; officiers des milices coloniales, dont quelques-uns avaient accompli leur stage aux régiments de Catalogne ou de Castille ; employés et fonctionnaires ; propriétaires fonciers. Puis, parmi les *métis*, le bas

1. Lettres ou projets de lettres de l'Empereur à Alexandre, à Caulaincourt, à Frédéric-Auguste de Saxe, janvier-février 1809. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. VII, liv. I ch. V.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

clergé séculier, presque entièrement plébéien d'origine, les petits propriétaires, les artisans des villes. Les femmes enfin, « les femmes de ce monde en tout exubérant et magnifique », auxquelles l'histoire de l'émancipation sud-américaine, ainsi que l'a dit J.-M. Samper [1], « devra, pour être juste, consacrer ses pages les plus émues et les plus instructives ».

La femme sud-américaine, à part la beauté, la joliesse ou la grâce presque universelles, possède des qualités infiniment attachantes et fortes. Une gravité nuancée de tristesse sous un enjouement expansif, l'imagination ardente, généreuse, sentimentale, exerçant un empire qui s'affirme dès l'enfance et que père, mère, tuteur, frère ou mari se montrent empressés à lui reconnaître, elle sait mériter de son entourage le respect le plus touchant, le plus élevé. « Est-ce influence ambiante à la terre d'Amérique — remarque à ce propos, en décrivant les Colombiennes, un voyageur doublé d'un psychologue [2] — ou corollaire logique de cet esprit d'émancipation, de cet effort vers l'enfantement de l'avenir,... d'abord comme créature d'amour, ensuite comme vestale de la flamme religieuse au sein de la famille, je crois la femme de ce pays, du moins jusqu'au veuvage, plus vraiment puissante que celle d'Europe, d'une autorité occulte plus souveraine. » Et cela n'est pas moins vrai des fines Mexicaines, des Péruviennes passionnées, des Chiliennes spirituelles ou des sculpturales Argentines, de toutes les Sud-Américaines enfin, dont l'exclusive préoccupation, alors que s'élaboraient les destinées nationales, fut de graver au plus profond du cœur de leurs enfants ce sentiment, resté depuis en eux vivace et puissamment caractéristique, le « mélange de tendresse et de mélancolie [3] » qu'on nomme l'amour de son pays.

Acquises en effet, et dès le premier jour, à l'idée d'indépendance, les créoles entraîneront bientôt à leur

1. *Ensayo sobre les revoluciones politicas*, etc., *op. cit.*, ch. X, p. 161.
2. Pierre d'Espagnat, *Souvenirs de la Nouvelle-Grenade*, Paris 1901.
3. L'expression est de Chateaubriand, *Essai sur les Révolutions*, ch. IX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

exemple leurs sœurs plus humbles dans un splendide et semblable élan ; elles seront les éducatrices décisives, les compagnes inlassables, les amazones frénétiques et, parfois aussi, les « libératrices des libérateurs ». C'est avec la complicité et sous l'égide des patriciennes de Quito, de Santa-Fé, de Caracas, que s'organisent les conspirations. La Révolution ayant commencé son cours, les Américaines offriront aux patriotes leurs biens et leur fortune, comme le fit Doña Gregoria Pérez qui mandait à Belgrano, commandant des troupes de la Junte de Buenos-Ayres : « Je mets aux ordres et à la disposition de Votre Excellence les serviteurs, haciendas et maisons que je possède depuis l'embouchure du rio Feliciano jusqu'au village des Estacas. Vous êtes, sur ce territoire, maître et seigneur de tout mon avoir. Puisse-t-il contribuer à améliorer le sort de vos soldats[1] ... » La guerre éclate et les Américaines envoient leurs époux, leurs fils à la bataille ; elles acceptent et subissent, avec la plus admirable abnégation, la solitude, la pauvreté, l'exil ; elles s'offrent enfin elles-mêmes en holocauste et Policarpa Salabarrieta[2] vient prendre place au Panthéon sublime des héroïnes de la patrie.

Pendant ce temps, on voit se former à l'arrière-garde des armées de l'Indépendance cette cohorte surprenante, — et depuis, traditionnelle, en certaines contrées du Nouveau Monde, — des *Juanas*, femmes ou compagnes du soldat, portant au dos, en émouvant et pittoresque échafaudage, les nippes, la vaisselle ébréchée, quelque marmite ou bassine, composant la fortune de la chaumière abandonnée, souvent aussi le bambin deminu, mis au monde au bord de la route, « aidant, ravitaillant, secouant de leur gaieté et de leur dévouement, la fatigue, la détresse de l'étape, donnant, avec

1. Mitre, *Historia de Belgrano*, t. I, p. 271.

2. Née à Guáduas (province de Cundinamarca, Nouvelle-Grenade) en 1797. Elle conspira contre le régime espagnol restauré en Nouvelle-Grenade en 1816 et fut exécutée à Santa-Fé par ordre du général Sámano, le 17 novembre 1817. Elle témoigna du plus grand courage et sa mort donna le signal du soulèvement général qui aboutit à l'indépendance définitive.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

leur reste de jeunesse, un peu d'amour à leur compagnon, un peu de lait à leur enfant, fidèles jusqu'au risque de tuerie, jusqu'au front de bataille, pansant la dernière blessure, arrachant le fusil tû aux mains crispées, vengeant leurs morts avant de s'affaisser, l'arme à la hanche, sur le cadavre de l'homme qu'elles avaient aimé[1]! »

Bien que la plupart des libéraux n'eussent pas encore le soupçon même de ces heures tragiques, il est du moins une notion qui leur était commune : celle de l'opportunité de mettre enfin le terme à leur servitude. Le principe séculaire, et de tous temps invoqué par les représentants du roi d'Espagne dans les provinces américaines, d'après lequel celles-ci formaient autant de domaines rattachés à la Couronne, avait, en effet, cessé d'être soutenable depuis qu'il n'y avait plus à Madrid de monarque légitime. La souveraineté des provinces revenait donc à leurs peuples, ainsi que cela résultait d'ailleurs des proclamations multipliées des Juntes européennes.

Ce fut précisément la thèse que, d'un commun accord, les chefs du mouvement libéral propagèrent, dès la fin de l'année 1809. Cette thèse permettait non seulement de répondre à l'objection des partisans, trop visiblement intéressés, de la domination péninsulaire; elle offrait aussi l'avantage de calmer les scrupules de ceux d'entre les créoles encore hésitants, elle fournissait enfin un argument décisif pour combattre le loyalisme par ailleurs en décroissance, des populations. La victoire des libéraux devait, de la sorte, leur être légalement assurée si la dynastie napoléonienne s'affirmait dans la Péninsule et, si les Bourbons revenaient sur le trône — hypothèse improbable et de toutes façons lointaine — le roi légitime se trouverait, devant le fait accompli, impuissant à renverser l'ordre nouveau des choses. Le conseil de régence allait, sans doute, prescrire aux autorités coloniales de faire valoir aux yeux des habitants les bienfaits de la repré-

1. Pierre d'Espagnat, *op. cit.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sentation directe dans les assemblées métropolitaines décrétée naguère par la Junte Centrale, mais il n'y avait plus personne en Amérique pour se laisser séduire à l'appât d'une concession tardive et jugée dérisoire. Les libéraux n'eurent sur ce point aucune peine à persuader ceux d'entre leurs congénères, même les plus modérés, qui siégeaient dans les cabildos.

Ils soutinrent avec succès que l'Amérique avait trop amplement satisfait à ses devoirs envers la métropole, en répondant avec autant d'éclat aux appels de la Junte Suprême et contribué assez généreusement à la secourir, pour ne pas avoir gagné le droit de ne plus songer maintenant qu'à ses intérêts propres : « La monarchie dissoute et l'Espagne perdue, ne sommes-nous pas, dira l'un des protagonistes de l'Émancipation [1], dans la situation même d'enfants parvenus à leur majorité après la mort du père de famille ? Chacun entre en jouissance de ses droits individuels, fonde un nouveau foyer et se gouverne par lui-même. »

Unanimes dans l'intention de rompre avec l'Espagne, les libéraux le furent aussi dans le choix du moyen qui devait les y conduire. En cet instant, pourrait-on dire, psychologique, tous les dissentiments se taisent, toutes les volontés se coalisent. Le concert est si parfait, l'harmonie si complète, qu'en dépit des obstacles naturels isolant les unes des autres les vastes régions du continent immense, c'est, simultanément et sur toute son étendue, que nous allons voir l'explosion révolutionnaire se produire. Les promoteurs de l'insurrection appartiennent en chaque endroit aux mêmes classes sociales ; ils rencontrent dans les cabildos un semblable et puissant point d'appui ; les Juntes populaires s'organisent pareillement, adoptent une procédure analogue ; leurs revendications portent exactement sur les mêmes objets, trahissent des préoccupations, des aspirations identiques ; l'activité, l'ardeur, les passions sont égales partout [2].

1. Lettre de Camilo Tórres à D. Ignacio Tenorio. Santa-Fé, 29 mai 1810. *Repertorio Colombiano* 1884 et Becerra, *Vida de Miranda*, t. II, p. 55.
2. Cf. Samper, *Ensayo*, etc., ch. X.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

On a pu remarquer à ce propos, que la Révolution était alors « dans la logique des temps et de la conscience de peuples semblablement parvenus au même degré de leur évolution sociale[1] ». Il n'en reste pas moins que les antinomies résultant de la dissemblance des conditions géographiques et même politiques propres aux colons espagnols, leurs rivalités de clochers et de castes, l'extrême difficulté ou l'absence de tout moyen de communication réciproque, auraient dû contrarier, sinon rendre impossible, la spontanéité, la précision d'ensemble, caractéristiques évidentes du mouvement révolutionnaire. Celles-ci demeureraient donc inexplicables si l'on n'admettait l'intervention d'une volonté supérieure et directrice.

C'est à Miranda que revient ce rôle, dont l'envergure et l'habileté qu'il fallut pour le soutenir, font du Précurseur un machiniste épique. Dans la pénombre où, de s'être embusqué si longtemps, il semble que l'Histoire ait voulu le retenir, Miranda avait été l'auteur invisible du formidable prologue, prêt à se jouer à présent sur chacune des scènes de l'immense théâtre que, d'un seul regard, il embrassait. Son long apostolat, ses géniales intrigues, les démarches toujours recommencées depuis un quart de siècle auprès de toutes les chancelleries et contrariées toujours par les défections et la mauvaise fortune, les apparitions furtives qu'il avait faites sur les côtes d'Amérique, ses inlassables patiences, aboutissaient cette fois au résultat poursuivi.

Nous connaissons imparfaitement la méthode complexe employée par Miranda dans l'élaboration souterraine de ce grand œuvre, mais nous savons assez de certains des travaux du Précurseur pour constater, aux réalisations de ses mandataires, son universelle instigation. Le principal instrument de propagande dont il usa paraît avoir été, en effet, la vaste association secrète qu'il fonda vers 1797 à Londres, et dont le rôle fut considérable sur les destinées de l'Émancipation.

1. Cf. SAMPER, *Ensayo*, etc., ch. X, p. 165.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Initié aux pratiques de la Franc-Maçonnerie, à une époque où les dogmes égalitaires et libertaires dont elle s'inspirait commençaient d'ébranler les assises de l'Ancien Monde, Miranda avait assisté et contribué par lui-même aux débuts prodigieux de ce bouleversement. L'ancien compagnon des *philadelphes* ambitionna, dès lors, de former une légion d'adeptes qui répandissent, à leur tour, les lumières de l'esprit nouveau dans le Sud-Amérique. Prenant modèle sur l'organisation des sociétés des *illuminés*, il réunit autour de lui tous ceux de ses compatriotes qu'animaient les mêmes espérances et s'institua le Grand-Maître d'une « Loge Américaine ».

L'association, modeste à l'origine, ne tarda pas à grouper la totalité des créoles qui venaient parfaire leur éducation en Europe ou y travailler à la Révolution. Elle compta des filiales à Paris, à Madrid, sous le nom de « Junte des villes et provinces de l'Amérique méridionale », à Cadix, sous celui de « Société de Lautaro » ou des « Caballeros racionales ». Les créoles affluaient à Cadix, leur grand port d'arrivée, aussi les « Caballeros racionales » y furent-ils en grand nombre, surtout en 1808, où d'après les documents publiés pour la première fois par M. Mitre [1], ils comptaient même parmi leurs adhérents plusieurs membres de l'aristocratie espagnole. C'était toutefois de Londres que partait le mot d'ordre du « Suprême Conseil » pour les loges continentales. L'*atelier* siégeait dans la maison de Grafton Square où, jusqu'en 1810, Miranda donna personnellement la *lumière* à tous les apôtres de la Révolution américaine.

O'Higgins [2], Montúfar et Rocafuerte [3], de Quito ;

1. Mitre, *Historia de Belgrano*, t. II, ch. XXIV et *Historia de San Martin*, Introduction.

2. O'Higgins y Riquelme (Bernardo) le grand patriote chilien, né à Chillán le 20 août 1776, mort à Lima le 24 août 1842. — V. Vicuña Mackenna, *Vida de O'Higgins*, t. I, p. 130.

3. Rocafuerte (Vicente), né à Guayaquil en 1783, mort à Lima en 1847. Député de la province de Guayaquil aux Cortès espagnoles de 1812. Passa ensuite au Mexique et de 1824 à 1830, fut successivement secrétaire de légation, puis chargé d'affaires du Mexique à Londres. Revenu dans son pays, il fut président de la République de l'Équateur de 1835 à 1839.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

del Valle, du Guatemala ; Monteagudo [1], du Pérou ; Caro, de Cuba ; Servando Teresa Mier [2], du Mexique ; Carrera, du Chili [3] ; Mariano Moreno [4], de la Plata, défilèrent successivement devant le Précurseur et portèrent ensuite sa parole dans leurs patries d'origine. Bolivar vint renouveler aussi devant le Grand-Maître le serment qu'il avait naguère prêté, ainsi que Nariño, à Cadix, lors de son second voyage d'Europe. San Martin fut également initié à Londres, en 1811, avec Alvear [5] et Zapiola [6] ses compatriotes, toujours à Grafton Square [7] que Miranda venait de quitter en y laissant installés, ainsi que nous le verrons bientôt, les députés de Caracas.

San Martin, Alvear et Zapiola, les trois principaux protagonistes de l'émancipation des provinces de la Plata, fondèrent l'année suivante à Buenos-Ayres la célèbre « Loge de Lautaro », qui servit de ferment décisif à la Révolution argentine et de palladium à ses discordes. La Loge de Lautaro fut, à vrai dire, la seule association de ce genre dans l'Amérique du Sud. Mais si le Suprême Conseil n'avait pas réussi à allumer d'autres foyers ap-

1. Monteagudo (Bernardo), né à Tucumán en 1787, assassiné à Lima en 1825. Il prit part aux soulèvements de 1809 et 1810. De 1818 à 1821, il fut attaché en qualité d'auditeur des guerres au général San Martin. En 1821, celui-ci s'étant proclamé Protecteur du Pérou, nomma Monteagudo ministre de la guerre et de la marine. En 1822, il prit le département des relations extérieures qu'il garda jusqu'à sa mort.

2. Avocat mexicain, député aux Cortès de 1812.

3. Carrera (José-Miguel). Premier président de la République du Chili, né à Santiago en 1785, fusillé à Mendoza le 4 septembre 1821.

4. Né à Buenos-Ayres en 1778, mort en 1811. Reçu docteur ès-lois en 1800 dans la ville de Chárcas (Haut-Pérou), il y exerça sa profession d'avocat et revint pratiquer dans sa ville natale en 1805. Après un voyage en Europe il fut l'un des chefs de la révolution argentine. Il rédigea ensuite la *Gaceta de Buenos-Ayres*. Chargé d'une mission en Angleterre, il mourut en mer.

5. Alvear (Carlos-Maria) né à Buenos-Ayres. Il fut Directeur des Provinces Unies de la Plata en 1815. Remplit en 1824 une mission en Angleterre et aux États-Unis. En 1827 il commanda les forces argentines qui battirent l'armée impériale brésilienne à Itusaingo. Il mourut à Montevideo.

6. Zapiola (José-Maria) né en 1780 à Buenos-Ayres, y mourut en 1874. Prit part aux plus glorieux événements de la guerre de l'Indépendance, notamment aux batailles de Chacabuco et de Maypú.

7. *Souvenirs du Général Zapiola*, cités par Mitre, *Historia de San Martin*, t. I, ch. II.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

parents aux Colonies, il y comptait cependant sur une véritable armée d'adeptes isolés en qui subsistait, inextinguible, quelque étincelle du feu sacré de Miranda.

Le Précurseur n'eût-il, au demeurant, inspiré que Bolivar, San Martin et O'Higgins, cela suffirait à justifier le titre de *Père de l'Indépendance*, qu'en leur tardive gratitude les Sud-Américains lui prodiguent aujourd'hui. Car ce ne sont pas seulement les efforts directs et, si l'on peut dire, concrets, de Miranda qui déterminèrent l'éclosion de l'Indépendance américaine : sa pensée même, présidant à la naissance des nationalités nouvelles, va se perpétuer en ce grand événement. Et la victoire que cet événement consacre est celle de la *Révolution* proprement dite — dont Miranda doit être considéré dans le Nouveau Monde comme le représentant et la personnification même — sur les principes séculaires de l'*Ancien Régime*.

Aussi bien, les initiés de la Grande Loge Américaine et leurs prosélytes verront-ils se liguer contre eux toutes les forces de l'absolutisme : les négociants canariens ou galiciens, détenteurs des privilèges, l'Inquisition, les dignitaires ecclésiastiques, le clergé régulier des rangs inférieurs, les conseillers des Audiencias en qui survécut toute la morgue de la vieille Espagne rigide et doctrinale et qui furent les derniers à désarmer.

Lorsque la lutte aura passé de ce que l'on pourrait appeler la phase théorique — et il est à l'honneur des libéraux de s'être acharnés à y circonscrire la déclaration de leurs « droits » — dans la phase guerrière, les deux grands principes en antagonisme se préciseront chacun avec leur caractère essentiel, et l'esprit de Miranda, armant le bras des affranchisseurs et triomphant encore de leurs incertitudes constitutionnelles, s'affirmera dans l'avènement radieux des Républiques latines.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

II

La masse populaire, arbitre suprême de la lutte qui met aux prises les partisans de l'éducation révolutionnaire et ceux de la tradition conservatrice et dont les uns et les autres vont se disputer ardemment l'indispensable adhésion, est alors, presque partout, *dynamisée* en quelque sorte. Les aspirations ataviques la travaillent sourdement, achevant de réveiller en elle les instincts de rébellion et d'émeute, annonciateurs du sentiment d'indépendance nationale qui doit, pourtant, mettre longtemps à se faire jour et plus longtemps encore, à se libérer de ses premières incertitudes.

Considérées toutefois dans le détail de leur ensemble, les classes inférieures se montrent très inégalement disposées. Les populations métisses des campagnes seront plus inaccessibles au libéralisme dans les contrées montagneuses et de *terre froide* que dans les pays de *terre chaude* ou dans les plaines : c'est ainsi que les *llaneros* du Vénézuéla, dont l'intervention décida du sort des guerres de l'Indépendance, se laissèrent gagner bien plus tôt que les habitants mi-indiens des régions de Cúzco au Pérou ou de Pásto en Nouvelle-Grenade[1]. Les nègres-esclaves, incapables de par leur état, de prendre fait, en connaissance de cause, pour l'un ou l'autre des compétiteurs, se verront, alternativement, enrôler dans chacun des camps adverses suivant que la victoire favorisera ou trahira leurs maîtres. Mais l'hostilité au principe révolutionnaire est le sentiment dominant dans la majorité de la plèbe américaine. Le courant loyaliste dont les vibrations s'atténuent à la superficie du corps social, pénètre précisément les couches profondes qui s'en imprègnent d'autant plus fortement qu'elles sont les dernières atteintes et que ces vibrations s'y prolongent.

1. V. Samper, *op. cit.*, ch. X.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Aussi les libéraux devront-ils user de ménagements extrêmes pour ne pas rompre brusquement en visière, dès l'abord, au sentiment général et ne faudra-t-il pas s'étonner de les voir, en mainte occasion, recourir à la ruse et même à la duplicité. C'est sous le couvert de Ferdinand VII, au nom de « ses droits légitimes », qu'ils vont agir, alors que le souverain, dépossédé et résigné définitivement à sa déchéance, en est à féliciter l'Empereur de ses victoires et à solliciter « l'honneur insigne » d'obtenir le grand-cordon de l'ordre créé en Espagne par le chef de la dynastie napoléonienne[1]!

Le cabildo de La Paz s'érigeait hardiment, il est vrai, le 19 juillet 1809, en « Junte Protectrice des Droits de l'Homme » et proclamait dans un manifeste « le temps venu de secouer le joug, de lever l'étendard de la liberté dans ces colonies infortunées, illégalement conquises et maintenues sous le joug de la tyrannie et de l'injustice...[2] ». Cependant les patriotes de la ville de Charcas, alors capitale du Haut-Pérou[3], qui, le Vingt-cinq Mai 1809, furent les premiers à élever la voix en faveur de l'indépendance et ceux de Quito, le Dix Août suivant, se disent en même temps « résolus à conserver à leur roi légitime et souverain maître, cette partie de son royaume[4] » et déclarent se constituer en « Junte pour le maintien des droits du tant aimé Ferdinand VII. »

Le capitaine Salinas, commandant l'infanterie de Quito, chargé par les révolutionnaires de s'assurer le concours des soldats, vint leur apprendre que leur roi était prisonnier en France, que les autorités actuelles en Amérique voulaient livrer le pays à l'ennemi commun et — raconte un témoin — termina sa harangue en leur demandant « s'ils voulaient défendre la cause

1. V. Hubbard, *Histoire Coloniale de l'Espagne*, 1869, t. I, p. 249.
2. Manifeste des patriotes de La Paz aux peuples du Pérou, *le* 16 *juillet* 1809.
3. La Bolivie actuelle. Charcas fut depuis Chuquisaca; c'est aujourd'hui la ville de Súcre.
4. La Junte Souveraine au comte Ruiz ex-président de Quito *le* 10 *août* 1809. **Đ**. II. 376.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Ferdinand ou devenir les esclaves de Bonaparte. Les soldats crièrent aussitôt : « Vive Ferdinand VII ! » « Vive Quito[1] ! » et coururent au palais du président. C'était alors le vieux comte Ruiz de Castilla qui résigna docilement ses fonctions et se laissa remplacer par un patriote, le marquis de Selva Alegre. Selva Alegre prit le titre de président de la « Junte Souveraine », qui, dès lors, assumait le gouvernement de la colonie.

Les nouvelles Juntes n'eurent du reste qu'une existence éphémère. Le général de Goyeneche, délégué de Séville, après avoir accompli sa mission à la Plata, venait d'arriver au Pérou lorsque se produisirent ces premières explosions. Le vice-roi de Lima Abascal nomma Goyeneche gouverneur de Cúzco, mit un corps de troupes sous ses ordres, demanda des secours à Buenos-Ayres et à Santa-Fé. Les populations péruviennes, les *chólos* notamment, « descendants de métis et d'indiens, exercés à tous les métiers qui demandent de la vigueur et des efforts et par conséquent les hommes les plus faciles à entraîner dans une révolution[2] », n'y étaient pas plus disposés que les indiens proprement dits. Goyeneche était un chef avisé et énergique. La répression fut immédiate. Les libéraux de Charcas, abandonnés par l'opinion, furent arrêtés et condamnés à mort ou à la déportation pendant que les troupes royales prenaient sans difficulté possession de la ville (le 24 décembre).

L'arrivée des renforts de Lima, de Guayaquil et de Santa-Fé terrifia, d'autre part, les habitants de Quito et découragea les patriotes. Le marquis de Selva Alegre disparut à temps pour échapper aux persécutions impitoyables dont ses collègues de la « Junte » allaient être l'objet : Salinas, Morales, Quiroga et leurs compagnons, condamnés à la peine capitale furent jetés dans d'horribles cachots en attendant la révision

1. V. Stevenson, *Relation historique et description d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du Sud*, etc., trad. de l'anglais par Sétier. Paris, 3 vol., 1826, t. III, p. 15.

2. Brackenridge, *Reise Nach Südamerika*. Leipzig, 1826, cité par Gervinus, *op. cit.*, t. VI, p. 107.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de leur procès par l'Audience de Santa-Fé; le marquis de Miraflores mourut de chagrin dans sa propre demeure qui lui servait de prison.

Effrayé de ces mesures, le cabildo de La Paz chercha, malgré l'opposition des patriotes, à négocier avec le vice-roi de Buenos-Ayres. Mais Goyeneche arriva sur ces entrefaites (le 25 octobre) devant les remparts de la ville, culbuta les faibles contingents révolutionnaires qui prétendirent un instant s'opposer à son passage, et Pedro de Murillo[1] paya de sa tête les hardiesses du manifeste dont il avait été le rédacteur. Il put, toutefois, avant de mourir, prononcer ces paroles prophétiques : « Le brasier que j'ai rallumé ne s'éteindra plus ! »

Le déplorable résultat de ces tentatives prématurées aurait pu rappeler les créoles de Buenos-Ayres et de Caracas à la circonspection que leur conseillait plus que jamais Miranda, s'ils n'avaient été, par ailleurs, bien affermis dans le dessein de résister aux injonctions d'un trop impatient enthousiasme. Centres politiques et commerciaux les plus considérables des deux grandes subdivisions du continent sud-américain, Caracas et Buenos-Ayres étaient désignées pour jouer le rôle primordial et déterminant dans l'émancipation future. Ce rôle, les caraquenais autant que les *porteños*[2] en avaient hautement conscience. Ils se sentaient les protagonistes d'une révolution légitime, n'attendant, pour s'imposer à l'agrément universel, que d'avoir atteint sa lumineuse maturité. Ce n'est pas à dire qu'ils se fissent illusion sur les dispositions présentes des peuples. Ils savaient pertinemment ne pouvoir forcer leur suffrage qu'en le surprenant pour ainsi dire par un coup d'éclat qui fût en même temps un coup de maître. Ce coup, Miranda l'avait de longue main concerté et ses lieutenants avertis en guettaient le signal.

Le brigadier Don Vicente de Emparán, désigné par la Junte Suprême aux fonctions de capitaine général du Vénézuéla, était arrivé à Caracas le 17 mai 1809. Pré-

1. Murillo (Pedro Domingo de), né à La Paz vers 1780. Il avait pris part, dès 1805, aux conciliabules qui préparèrent l'Indépendance.
2. Nom donné aux habitants de Buenos-Ayres.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cédemment gouverneur de la province de Cumana, il avait su, par sa courtoisie, sa bonté, sa droiture, gagner les sympathies de tous. Aussi son élévation à la première magistrature coloniale fut-elle également bien accueillie par les Espagnols et par les créoles : ceux-là se réjouissaient de voir succéder à D. Juan de Casas un homme vertueux, estimé, et qui saurait sans doute relever le prestige de sa charge; ceux-ci fondaient précisément de grands espoirs sur l'esprit de tolérance dont le nouveau capitaine général passait pour être surtout animé et y voyaient un gage de succès en faveur de leurs projets.

Le temps n'était plus cependant où la douceur fût un moyen efficace de domination et de gouvernement sur un peuple irritable et surexcité. Certaines mesures un peu sévères qu'Emparán adopta contre la publication ou la propagande des « livres séditieux », soulevèrent d'ardentes critiques; le gouverneur prétendit imposer le silence et vit aussitôt le cabildo se prononcer irrémédiablement contre lui. Les libéraux s'agitaient; le nombre de leurs partisans grossissait chaque jour. L'ancien capitaine de la garde royale, D. Fernando del Toro, que la Junte avait nommé colonel-inspecteur des milices coloniales et qui était arrivé d'Espagne en même temps qu'Emparán, s'était joint à son frère, le marquis del Toro, à ses parents Bolivar et à leurs compagnons; le capitaine général le rappelait vainement à l'obéissance. Toro et Simon Bolivar avaient été quelques années plus tôt à Madrid des familiers d'Emparán. Celui-ci n'osait sévir à leur endroit, cherchait au contraire à les convaincre et ne parvenait qu'à se compromettre.

Le marquis de Casa Léon, l'un des membres de la noblesse de Caracas restés fidèles à la cause métropolitaine, de connivence avec le gouverneur, fit convoquer un jour les plus déterminés d'entre les *patriotes* — on les désigna depuis sous ce nom — et s'efforça de leur faire entendre qu'ils couraient de graves dangers en persistant dans « leur absurde conduite ». Un conseiller de l'Audience se chargea de représenter aux

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

jeunes libéraux les faveurs dont ils se verraient comblés en renonçant aux « idées subversives » et les terribles malheurs qu'ils s'attireraient en y persévérant: « Vous parlez à merveille, répliqua Bolivar, mais nous avons, ces messieurs et moi, juré la guerre à l'Espagne et nous verrons bien ce qui en sortira[1]. » Le gouverneur alla jusqu'à donner des fêtes en l'honneur de ses terribles amis, mais il n'obtenait pas davantage et Bolivar encore, prenant la parole à la fin d'un banquet, proposa de porter un toast « à la liberté du Nouveau Monde »[2].

Les patriotes en étaient arrivés à concevoir, de leur côté, le projet de réduire le capitaine général à pactiser avec eux. Les indulgentes dispositions d'Emparán n'allaient pourtant pas jusque-là. Il repoussa fermement les sollicitations du cabildo qui mettait plus d'insistance que jamais à réclamer l'établissement de la Junte, fit arrêter des conspirateurs notoires : les frères Ramon et Pedro Aymerich, Antoñanzas, le sous-lieutenant Fernando Carabaño[3] (20 mars 1810), et prévint les autres qu'il était à bout de patience.

Ceux-ci ne paraissaient, à vrai dire, aucunement disposés à tenir compte de ces trop généreux avertissements. Des réunions secrètes avaient toujours lieu chez Bolivar, chez Rivas, parfois chez Doña Juana Antonia Padron, mère des Montilla, où depuis quelque temps un nouvel affilié, le chanoine José Cortés de Madariaga[4], prenait une part active aux délibérations des

1. J. F. Heredia, *Memorias sobre las Revoluciones de Venezuela*, publiées par D. Enrique Piñeyro. Paris, Garnier, 1895, p. 123.
2. *Mémoires d'*O'Leary, p. 24.
3. Carabaño (Fernando), naquit ainsi que son frère Miguel à Caracas vers 1780. Ils se trouvaient l'un et l'autre à Puerto-Cabello en 1812 avec Bolivar. Ils le rejoignirent en Nouvelle-Grenade l'année suivante et combattirent vaillamment à ses côtés durant les campagnes de 1813, 1814 et 1815. Ils avaient accompagné le Libertador à la Jamaïque en mai 1815, mais impatients de reprendre la lutte contre les Espagnols, ils tentèrent de rentrer à Carthagène alors assiégée par la flotte et l'armée du général Morillo. Les frères Carabaño furent faits prisonniers et fusillés, Miguel, à Ocaña, le 9 février 1816 et Fernando à Mompóx, le 11 mars de la même année.
4. V. *suprà*, liv. II. ch. I, § 2.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

patriotes. Originaire du Chili, Madariaga avait embrassé de bonne heure l'état ecclésiastique; il avait fait, au commencement du siècle, un long séjour en Europe où il était entré en relations avec Miranda. Il fut de ceux que le Précurseur envoyait en Amérique porter « la bonne parole » et prêcher « la croisade de la raison ». Madariaga était, depuis 1806, époque de son arrivée au Vénézuéla, chanoine de la cathédrale de Caracas. D'une taille haute et souple, ses yeux noirs, ses cheveux foncés, relevant la pâleur d'un visage aux traits fins et corrects, son geste et sa voix magnifiques ravissaient la foule. Son éloquence acheva de faire du *canonigo de Chile*, comme on l'appelait, le prédicateur favori du peuple.

Si Madariaga n'avait jusqu'alors rien laissé transparaître en ses discours publics de sa foi révolutionnaire, c'était sans doute pour n'effaroucher ni ses maîtres ni même son auditoire et se réserver une influence dont il entendait user à sa convenance et dans le moment opportun. On peut donc imaginer la joie avec laquelle les libéraux apprirent que Madariaga servait leur cause et partageait leurs espoirs. Cette révélation coïncida-t-elle avec l'arrivée du signal décisif qu'il semblait que l'on attendit pour proclamer enfin l'avènement du nouveau régime ? Toujours est-il que, dès cet instant, les conciliabules se multiplient; une hâte fébrile s'empare des conjurés, les trames s'ourdissent. Le marquis del Toro et son frère se déclarent assurés du concours des milices d'Aragua. Ils ont trouvé des armes. Le mouvement est décidé pour la nuit du 1er au 2 avril : on s'emparera de la personne du gouverneur et la Junte pourra se constituer aussitôt.

Cependant, les chefs du complot n'en jugent pas la préparation assez sûre ; ils appréhendent aussi le zèle exagéré de quelques-uns de leurs compagnons : le changement doit paraître s'accomplir de lui-même ; il ne faut souiller d'aucun sang le triomphe de la Liberté; à cette condition seule on peut espérer de voir le peuple y souscrire. Et le hasard, ou plutôt la plus artificieuse des précautions, intervient alors à point nommé. Car Andrés

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bello, selon les uns, Mauricio Ayala, selon les autres, se charge d'avertir le gouverneur et la démarche de ces patriotes serait absurde ou d'une inadmissible traîtrise si elle n'avait été concertée. Tout porte à croire qu'elle l'était en effet. Le 30 mars au soir, Emparán faisait emprisonner la plupart des conspirateurs, mais l'enquête ne révélait à leur égard aucun chef plausible d'accusation. Il fallut relâcher les détenus quelques jours plus tard. Les Bolivar et autres inculpés de haut rang furent confinés, il est vrai, dans leurs propriétés des vallées d'Aragua : la surveillance toutefois qui devait les y retenir ne dut pas être très rigoureuse, car ils se trouvaient tous de retour à Caracas et s'y montraient publiquement dès la fin de la semaine suivante.

Le gouverneur, qui qualifiait ces conspirations « d'incartades inoffensives », éprouvait à ce moment des alarmes mieux fondées, croyait-il : les nouvelles d'Espagne étaient navrantes. Les rapports officiels apportés par la malle de Cadix annonçaient l'entrée des armées françaises en Andalousie, et la dissolution de la Junte Centrale.

Le 17 avril, un brick débarquait à La Guayra le capitaine de frégate Antonio Villavicencio[1] et le comte D. Carlos de Montúfar, chargés de faire reconnaître, le premier en Nouvelle-Grenade et le second à Quito, l'autorité du Conseil Suprême de Régence à qui la Junte Centrale avait délégué ses pouvoirs. Les Montilla, les Bolivar, les Toro retrouvaient en ces deux personnages d'anciens et fidèles amis; ils se pressaient à leur rencontre et les entendaient confirmer les nouvelles que déjà le gouverneur ne parvenait plus à dissimuler à la population. Le bâtiment qui devait apporter les dépêches d'Espagne à Puerto-Cabello était arrivé quelques

1. Villavicencio (Antonio), originaire de Quito, d'où il était allé faire son éducation en Espagne. Dès son retour en Amérique, il prit fait et cause pour l'Indépendance, dont il avait toujours été partisan. Il fit partie de la commisssion envoyée par le Congrès de l'Union en 1813 à l'armée de Bolivar. Gouverneur de Tunja en 1815 et de Mariquita l'année suivante, il se mit à la tête des troupes républicaines. Battu au combat de Hónda le 30 avril 1816, il fut exécuté à Santa-Fé le 6 juin suivant.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

jours plus tôt sans courrier. Cela avait suffi pour que le bruit de la prise de Cadix par les Français se répandit dans toute la contrée limitrophe de Caracas et dans la capitale où des paysans la colportaient à ce moment même.

Emparán perdit la tête. Il fit afficher à tous les carrefours un bulletin de nouvelles. Rien ne pouvait mieux favoriser les desseins des patriotes : la population, si longtemps tenue par les autorités dans l'ignorance des événements de la métropole, s'en voyant brusquement instruite par les soins du gouverneur lui-même, les croyait irréparables ; un émoi profond s'emparait d'elle. Les conjurés comprirent qu'il n'y avait plus cette fois à reculer.

A la fin de l'après-midi du 18, les lignes générales du plan qu'ils résolurent de mettre à exécution dès le lendemain, se trouvaient définitivement arrêtées. Le cabildo prendrait séance à 7 heures du matin et convoquerait aussitôt le capitaine général. Celui-ci s'entendrait offrir, ou plutôt imposer, la présidence d'une « Junte Conservatrice » que la situation de la métropole rendait maintenant inévitable. Les bataillons de la milice interviendraient au cas où les troupes royales opposeraient une résistance que personne ne croyait d'ailleurs devoir se produire. Madariaga promit, s'il en était besoin, de haranguer le peuple et se déclara certain de le convaincre. Pendant la nuit les conjurés se retrouvèrent encore. Simon Bolivar et son frère Juan Vicente, Dionisio Sojo, Narciso Blanco, Mariano et Tomás Montilla, José Félix Rivas, Nicolas Anzola, Martin Tovar, Manuel Diaz Casado restèrent en permanence dans la maison de José Angel Alamo où, les uns après les autres, les conjurés, au nombre d'une centaine, vinrent prendre un dernier mot d'ordre.

Le Dix-neuf Avril 1810 était le jeudi de la semaine sainte. Conformément à l'usage, les membres de l'Audience et du cabildo devaient assister en corps à l'office solennel, célébré à la cathédrale, et par lequel débutaient les fêtes de la journée. Aussi, dès le lever du

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

soleil, la foule se pressait-elle en tumulte sur la grand'-place de Caracas où, se faisant vis-à-vis, les *Casas Consistoriales*, palais de la municipalité et de l'Audience, — tout simples d'aspect sous leur toiture de tuiles, s'étendant en longueur sur deux étages, le rez-de-chaussée formé d'arcades — et l'église métropolitaine, au portail orné d'arcatures prétentieuses, au fronton garni de colonnettes s'achevant en volutes et qu'une double croix d'or surmonte, au campanile bourdonnant de sa triple rangée de cloches, dressaient leurs façades pavoisées et fleuries.

On vit successivement arriver l'alcade en second Don Martin Tovar, les *regidores* [1] Don Feliciano Palacios, Don Dionisio Sojo, Don Nicolas Anzola, Don Silvestre Tovar, Don Fernando Key Muñoz, Don José Maria Blanco, Don Valentin Rivas Herrera et Don Isodoro Lopez Mendez, qui faisaient partie de la conspiration, le premier alcade, Don José de las Llamosas, Don Hilario Mora et Don Pablo Gonzalez. Tous entrèrent au cabildo. Les portes se fermèrent sur eux, puis au bout d'un instant se rouvrirent, livrant passage à deux délégués porteurs d'une convocation d'urgence pour le capitaine général.

Emparán achevait de s'habiller lorsque les émissaires du cabildo se présentèrent à lui. Intimidé peut-être ou faisant crédit à l'extrême gravité des nouvelles qui, lui dit-on, rendaient indispensable une délibération immédiate, le gouverneur suivit docilement les délégués. La capitainerie générale était éloignée de plus de trois cents mètres de la résidence municipale. Précédé par les deux regidores, qui lui frayaient à grand'peine un chemin à travers la foule grossissante dévalant vers la place et les groupes qui commentaient avec agitation les placards officiels affichés de la veille à chaque coin de rue, Emparán parvint à l'entrée du cabildo. Il avait eu le temps d'apercevoir et de reconnaître, sous le chapeau rabattu et le manteau dont ils s'enveloppaient, une vingtaine de jeunes gens dont il ne savait que trop

1. Nom que portaient les membres du cabildo.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les noms et l'audace. Leur qualité leur donnait droit pourtant de figurer dans le cortège à ses côtés, et c'était chose insolite et fort singulière qu'ils fussent ici mêlés à la multitude pressée devant la casa consistoriale.

Les soupçons du gouverneur se tournèrent, l'instant d'après, en déplorable certitude, lorsque, ayant pris place au « fauteuil d'honneur », il s'entendit proposer, sans préambules, de sanctionner l'établissement immédiat de la « Junte de Caracas ». « La situation de la Péninsule ne permettait plus, lui disait-on, d'hésitations ni de délais. Un gouvernement autonome était seul capable de consacrer les droits légitimes du souverain. La présidence de la Junte appartient, cela va sans dire, à Votre Excellence. Les membres en seront choisis parmi nous... » Emparán, qui n'avait pu prononcer encore une parole, interrompit le discours : « Nous examinerons cela, messieurs, tout à l'heure, après la cérémonie. L'affaire est d'importance et demande qu'on y réfléchisse. » Puis s'étant couvert, il se leva et, le pas assuré, la tête haute, il marcha vers la sortie.

Cependant la compagnie d'escorte du capitaine général est arrivée sur la place. Les soldats, échelonnés sur deux rangs, ont écarté la foule et ménagé le passage que prendront le gouverneur et les membres du cabildo pour se rendre à la cathédrale. Un piquet des « grenadiers de la Reine » achève de se ranger de chaque côté du portail. Il est huit heures. Les cloches sonnent à toute volée.

La foule s'impatiente. Emparán paraît enfin. Les conjurés, machinalement, le suivent, interdits, anxieux, se concertant du regard. Leur plan est déjoué. Le gouverneur averti, peut les faire appréhender sur l'heure. Les grenadiers lui sont dévoués et voici les troupes qui présentent les armes. Emparán continue pourtant d'avancer sans mot dire. Peut-être attend-il d'être dans l'église. Il y prendra conseil sans doute des membres de l'Audience. Il enverra des ordres. L'instant est d'une suprême angoisse. Le gouverneur va franchir le seuil de la cathédrale...

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Soudain, le patriote Pedro Salias se détache du groupe des regidores auquel il vient de se joindre. Il saisit le gouverneur par le bras : « Revenez au cabildo, Excellence, il le faut. Il y va du salut public ! » Devant une pareille audace, les grenadiers, d'instinct, préparent leurs fusils. Mais leur capitaine, Luis Ponte, commande énergiquement : « Reposez armes ! » et ils obéissent. Des cris éclatent dans la foule. Le gouverneur revient sur ses pas, rentre au cabildo. Les soldats, immobiles, le regardent passer sans lui rendre les honneurs. Cette attitude achève de confondre Emparán. Deux nouveaux venus ne faisant pas partie de l'assemblée, Juan German Roscio et Félix Sosa l'attendent dans la salle. Ils se disent « députés du peuple ». Avant même que l'on ait pris place, ils somment le gouverneur de consentir à la constitution de la Junte. Emparán, effondré, balbutie. « Il accepte ! Il accepte ! », s'écrient les regidores et déjà Roscio se disposait à rédiger l'acte d'établissement lorsqu'on vit arriver Madariaga.

Le chanoine venait de l'église de la Merced, située dans la partie haute de Caracas, à une assez grande distance de la place. Prêt à répondre à l'appel de ses amis, il s'était tenu, dès l'aube, en observation, dans ce poste éloigné afin d'assurer l'adhésion des habitants du quartier de la ville sur lesquels son ascendant était le plus certain. Comme Roscio et Sosa, il prétexta tout d'abord de sa qualité de « député » pour justifier sa présence au cabildo. C'est au nom du clergé qu'il déclara prendre la parole. Mais il ne s'attarda point aux précautions oratoires et, d'une voix qui raffermissait le courage des Proceres : « Foin de subterfuges et de demi-mesures ! Il n'y a plus de gouvernement en Espagne. Après avoir tout fait pour elle, laisserons-nous encore au représentant déconsidéré d'une régence impuissante et sans mandat, le soin de diriger nos destinées ? Le gouvernement qu'il nous faut ne peut être composé que d'Américains. Son premier devoir est de proclamer la déchéance du capitaine général, dont l'autorité ne compte plus à nos yeux. Cette mesure que l'intérêt public exige, j'en demande l'accomplissement

au nom de la justice, de la patrie et de la liberté ! »

Emparán, qui ne résistait plus que pour la forme, se dirigea vers la fenêtre grande ouverte sur la place où déjà grondait l'émeute. Il essaya d'haranguer le peuple et, voyant qu'il n'y parviendrait point, il cria le plus fort qu'il put : « Mon gouvernement vous satisfait-il ? » Madariaga s'était placé derrière le capitaine général. Il dicta d'un geste la réponse. « Nous n'en voulons pas ! » clamèrent alors les conjurés mêlés à la foule. Docile, elle répéta le cri, grisée, enflammée, cette fois, sachant enfin ce que l'on voulait d'elle et ce qu'il fallait dire : « Allez-vous-en ! Allez-vous-en ! A mort ! Nous ne voulons plus de vous ! »

« C'est bien, messieurs, fit Emparán en se retournant vers les regidores. On ne veut pas que je gouverne. Je ne le veux pas non plus ! » Ces paroles furent immédiatement transcrites au procès-verbal de la séance du cabildo qui consacrait la déchéance du gouverneur et l'installation de la Junte de Caracas [1]. On fit ensuite signer à Emparán des ordonnances relevant de leurs fonctions les commandants de La Guayra et de Puerto-Cabello et les remplaçant par des hommes dévoués à la conspiration. Ce furent là les derniers actes officiels du capitaine général. Les patriotes usèrent d'ailleurs à son endroit d'une courtoisie parfaite. Il reçut, en dehors de ses appointements, une forte indemnité de voyage, et, reconduit à La Guayra par une escorte d'honneur, il put, le surlendemain, en toute sécurité, s'embarquer pour l'Espagne.

III

Le fonctionnaire espagnol José Domingo Diaz, décrivant dans son *Histoire de la rébellion de Caracas*, les événements qui viennent d'être rapportés, fait observer, à propos de la conduite du capitaine général, qu'Emparán, « en livrant la province aux révolutionnaires, livra

1. **D.**, II, 409.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

du même coup toute une partie du monde à l'incendie, au pillage, au meurtre et à l'anéantissement[1] ».

Ces conclusions d'un témoin partial autant que passionné détracteur de la révolution vénézuélienne, renferment du moins une part de vérité, en ce sens qu'il faut faire dater l'émancipation générale des Colonies espagnoles du Dix-neuf Avril 1810. A peine constituée en « Junte Conservatrice des Droits de Ferdinand VII », la municipalité de Caracas, qui, dès lors, assume le gouvernement du Vénézuéla, adressait, en effet, à tous les cabildos sud-américains une proclamation solennelle les invitant à suivre son exemple : « Les patriotes de Caracas, y est-il dit expressément, doivent être imités par tous ceux d'entre les habitants du Nouveau Monde en qui la trop longue accoutumance de la servitude n'a point encore aboli tout espoir de relèvement. Ils mériteront ainsi les suffrages des nations qui réservent leur estime aux vertus d'un patriotisme éclairé. Votre compagnie est toute désignée pour répandre ces idées parmi le peuple à la tête duquel elle se trouve, pour réveiller son énergie et contribuer au grand ouvrage de la confédération de l'Amérique espagnole[2]. »

Le cabildo de Buenos-Ayres n'eut pas toutefois à attendre cet appel, pour s'ériger à son tour en Junte de gouvernement. Pour les libéraux de la Plata, comme pour ceux de Caracas, le signal était venu de Miranda et, donné sans doute à la même époque, il parvenait à Buenos-Ayres dans les premiers jours de mai. Cela, du moins, expliquerait la recrudescence d'agitation qui se manifesta dès cet instant dans le groupe libéral.

Le sentiment public se trouvait infiniment mieux disposé à Buenos-Ayres que partout ailleurs en faveur de la Révolution, et la propagande des libéraux y avait été d'autant plus fructueuse que les souvenirs glorieux de 1806 et 1807 exaltaient encore patriotique-

1. *Op. cit.*, p. 17.
2. Proclamation de la « Junte Suprême Conservatrice des Droits de Ferdinand VII au Vénézuéla », aux cabildos des villes d'Amérique, etc. Caracas, 27 avril 1818. **D.**, II, 418.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ment les esprits. Le grand rôle joué alors par le cabildo continuait de lui valoir un prestige extrême, et tout annonçait qu'il lui serait aisé de justifier l'espoir que fondaient sur lui les disciples de Miranda. L'important pour eux était de s'assurer la majorité des voix au cabildo, et c'est à quoi ils s'étaient récemment employés avec une persévérance acharnée. Le succès couronna leurs efforts et l'insuffisance politique du vice-roi Don Baltasar Hidalgo de Cisneros [1], les servit plus qu'ils n'osaient le supposer.

Méconnaissant les sages avis de Liniers son prédécesseur, Cisneros en accordant brusquement la liberté du commerce s'était aliéné les nombreux négociants espagnols de la colonie que cette mesure irritait à juste titre, car elle ruinait leurs privilèges au profit du commerce britannique et des propriétaires fonciers presque tous américains. Cisneros, comme Emparán avait essayé de le faire à Caracas, chercha parmi les créoles, des partisans qui ne pouvaient cependant que souhaiter sa perte. Ils le persuadèrent insidieusement de combattre l'opposition du parti espagnol par le moyen de la presse et Belgrano, Mariano Moreno, Passo [2], Monteagudo firent alors paraître dans le *Correo del Comercio de Buenos-Ayres* des études de philosophie historique et sociale qui, sous prétexte de défendre les intérêts du vice-roi, vulgarisaient les idées et les doctrines révolutionnaires.

Les informations qui, sur ces entrefaites, se répandaient au sujet des événements d'Espagne, trouvèrent donc une opinion publique parfaitement préparée à y découvrir quelque prétexte susceptible de favoriser les desseins des patriotes. Le 13 mai, une frégate anglaise vint apporter à Montevideo les nouvelles mêmes qu'un mois auparavant le courrier de Cadix faisait connaître aux habitants de La Guayra. Le 17, ces nouvelles circulaient dans Buenos-Ayres et le peuple y témoi-

1. Cisneros y La Torre (Baltasar Hidalgo de), vice-roi de la Plata de 1809 à 1810.

2. Ou Paso (Juan José), membre de la Junte de gouvernement de 1810 à 1813.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

gnait d'une agitation que les patriotes résolurent d'exploiter sans retard.

Cisneros, éperdu, réunit le 20 au soir, à la forteresse, les chefs militaires en conseil, mais déjà Belgrano, Francisco Antonio Ocampo [1], Terrada, Thompson, Matias Irigoyen [2], Beruti, Chiclana [3], Passo, Hipolito Vieytes [4] et son frère, Agustin Donado [5], ainsi que le colonel du régiment des *Patricios*, Cornelio Saavedra [6], Viamonte [7] et Juan Ramon Balcarce [8], réunis secrètement chez le commandant Martin Rodriguez [9], décident de faire provoquer par le cabildo une assemblée générale des notables et des fonctionnaires, le *cabildo abierto*.

Celui-ci se tient le 22 mai. L'évêque Lue ouvre la séance : « Tant qu'il reste un arpent de terre en Espagne, déclare-t-il, et que des Espagnols y commandent, les Amériques leur appartiennent, et tant qu'il reste un seul Espagnol dans le Nouveau Monde, c'est cet Espagnol qui doit le gouverner ! » — Alors Juan José Castelli [10], qui joue ici les Madariaga, prend la parole,

1. Il fut ensuite chef de l'expédition envoyée au secours des provinces de l'intérieur.

2. Officier de la marine espagnole, il avait combattu à Trafalgar en 1805. Membre de la Commission de gouvernement en 1816, puis chef de l'escadrille envoyée la même année, contre les révoltés de Santa-Fé.

3. Chiclana (Féliciano). Membre de la Junte de gouvernement en 1811 et 1812.

4. Il fut, en 1812, secrétaire de l'Assemblée Nationale et mourut à Buenos-Ayres en 1815.

5. Relégué à San Luis en 1815.

6. Né à Potosi vers 1760, mort à Buenos-Ayres en 1829. Il servit dans l'armée argentine jusqu'en 1821, époque à laquelle il se retira.

7. Ou Viamont (Juan José), né en 1770. Après avoir pris part aux campagnes du Pérou jusqu'en 1820, il fut plusieurs fois député et de 1833 à 1834, gouverneur et capitaine général de la province de Buenos-Ayres, charge alors équivalente à celle de président de la République.

8. Né à Buenos-Ayres, en 1773. Gouverneur de Buenos-Ayres en 1820, il fut élu en 1832 pour onze législatures gouverneur et capitaine général de la province de Buenos-Ayres, mais il fut renversé par Rósas et se retira alors dans la province d'Entre-Rios où il mourut.

9. Général et gouverneur de Buenos-Ayres de 1820 à 1824.

10. Général, nommé membre de la Junte de gouvernement, ce fut lui qui fit fusiller Liniers en 1811. Il commanda ensuite l'armée de la Plata et mourut à Buenos-Ayres vers 1825.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

prononce un discours enflammé et conclut, aux applaudissements frénétiques du peuple qui remplit les longues avenues de la Plaza Mayor : « L'Espagne est déchue de son pouvoir, les autorités qui la représentent sont déchues comme elle. Le peuple doit assumer désormais la souveraineté du monarque et constituer un gouvernement défenseur de ses droits ! » Il est alors décidé que les fonctions du vice-roi seront remplies par le cabildo qui nommera à son tour une Junte ayant Cisneros à sa tête. Mais le 24, Saavedra somme le vice-roi de se démettre et le Vingt-cinq Mai 1810, le cabildo sanctionne l'établissement définitif de la « Junte gouvernante » exclusivement composée d'Américains.

Les habitants de Buenos-Ayres arborèrent ce jour-là la cocarde aux couleurs bleue et blanche que le régiment des Patricios avait adoptées comme insigne lors de l'invasion anglaise, et qui devaient devenir l'emblème national de la République Argentine [1].

Des scènes semblables, à quelques variantes près, se produisirent deux mois plus tard en Nouvelle-Grenade. Moins soutenus ici par le sentiment populaire et relativement réduits en nombre, les patriotes avaient déployé d'autant plus d'ardeur à leur propagande. Celle-ci revêtait, en même temps, un caractère particulièrement élevé, la noble et mâle figure de Camilo Tórres [2] se détachant à l'avant-garde de ces Proceres grenadins, isolés dans leurs montagnes, et dont l'esprit, vibrant aux souffles puissants du large, semblait avoir recueilli la quintessence même de la pensée nouvelle.

Tórres était originaire, comme Cáldas, de la vieille cité « au climat inventé par les poètes [3] », de Popayan, orgueil des bruissantes vallées du Caúca, qui font au carré pittoresque de ses maisons blasonnées, de ses

1. Cf. Mitre, *Historia de Belgrano*, t. I, ch. IX et X.

2. Né le 18 novembre 1766 à Popayán où il fit de fortes études qu'il compléta à l'université de Santa-Fé. Il y occupa la chaire de droit civil Président des Provinces Unies de 1812 à mars 1816. Il fut exécuté le 5 septembre 1816 à Santa-Fé.

3. Suivant l'expression de Cáldas.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

églises et de ses rues ocreuses, une souple ceinture d'argent et d'émeraude. Pourvu d'une très forte éducation classique, doué d'une éloquence sobre et fière, il se révèle pour la première fois dans la mémorable réunion tenue le 4 septembre 1809 par les fonctionnaires, les officiers et les notables de Santa-Fé [1]. La révolution de Quito avait inspiré de vives alarmes au vice-roi D. Antonio Amar y Borbon et motivé cette assemblée extraordinaire dont les autorités entendaient induire de précieux indices au sujet des sentiments de leurs administrés. Tórres y prit courageusement la parole et proclama que Santa-Fé devait suivre l'exemple de Quito et constituer à son tour un gouvernement autonome. Cette déclaration éclata comme un coup de tonnerre dans le calme de la vie coloniale que les audaces, d'ailleurs vite réprimées, de Nariño, avaient seulement troublée depuis les Comuneros et qui paraissait dès lors revenue à sa coutumière placidité.

Encouragé par le parti espagnol qui représentait une majorité incontestable, le vice-roi ferma l'oreille aux revendications des patriotes et fit partir une expédition au secours du président de Quito. Cependant l'élection des députés convoqués par la Junte de Séville, fournit bientôt à Tórres une nouvelle occasion de rentrer en lice. Il fut chargé par le cabildo de rédiger l'exposé des demandes de réforme à présenter au gouvernement métropolitain, le *Cahier* des provinces de la Nouvelle-Grenade. Alors il composa, sous le titre de *Memorial de Agravios*, un écrit extrêmement remarquable où la prosopopée, l'hyperbole, procédés à la mode du temps, tiennent sans doute une large place, mais dont la profondeur d'inspiration demeure géniale et qui compte à bon droit parmi les productions les plus puissantes de la littérature politique sud-américaine.

Après avoir flagellé les vices et les duretés du ré-

1. V. J. M. Quijano Wallis, *Biografia de Camilo Tórres*. Bogotá, 1910.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

gime, exposé et justifié les doléances de ses compatriotes, insisté sur leur bonne volonté et la modération de leurs visées présentes, Tórres concluait en demandant l'assimilation loyale des provinces d'outre-mer aux provinces d'Espagne : « Égalité, écrivait-il, Égalité sacrée, et toi Justice qui en es le fondement, inspirez à l'Espagne d'Europe des sentiments semblables à ceux de l'Espagne américaine. Resserrez les liens qui les doivent unir. Donnez à ces liens une éternelle durée, et nos enfants, joignant leurs mains d'un continent à l'autre, béniront l'époque heureuse à laquelle ils auront été redevables de ces bienfaits. Mais veuille le Ciel que d'autres principes et des idées moins libérales ne viennent à prévaloir. Car ils rendraient alors, hélas, inéluctables les conséquences funestes d'une éternelle séparation ! »

Ce *Memorial* que, le jugeant trop subversif, le cabildo refusa de ratifier, circula néanmoins en copies manuscrites parmi les créoles. Beaucoup se montraient encore réfractaires à la cause révolutionnaire, mais également sensibles aux séductions du style éclatant, imagé et suggestif des patriotes, ils se laissaient peu à peu endoctriner et séduire. Les *Lettres de Suba* de Frútos Gutierrez [1], les ardentes *Pétitions* et les émouvants *Écrits* de Ignacio de Herrera [2] qui joignaient l'un et l'autre leurs efforts à ceux de Tórres, suscitaient chaque jour des prosélytes.

Nariño, dont les libéraux n'avaient pas manqué de rééditer aussi les ouvrages, fut arrêté à ce moment à Carthagène. Dès que le bruit s'en répandit à Santa-Fé, une émotion considérable s'empara des esprits, gagna les classes inférieures qui, sans se prononcer encore pour les patriotes, commençaient à témoigner de la méfiance aux autorités coloniales. Certains curés prêchèrent les idées libérales. Le vice-roi dut se convaincre

1. Gutierrez de Caviedes (Frútos Joaquin), né à Cúcuta en 1770, mort à Póre le 25 octobre 1816.

2. Herrera Vergara (Ignacio), né en 1769 à Cáli. Président de la Haute-Cour à Santa-Fé en 1820. Président du Congrès de 1824, mort à Bogotá le 11 mars 1840.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

des progrès rapides qu'elles accomplissaient même dans les campagnes. Il fit procéder à des perquisitions arbitraires, à des arrestations en masse et crut habile de se rapprocher en même temps des créoles de Santa-Fé. L'Audience lui manifesta tout aussitôt une hostilité qui pouvait être dangereuse, car les *oidóres* le menacèrent de réclamer sa destitution. Il ne parvint à les apaiser qu'en changeant brusquement de tactique et en abandonnant les créoles.

Dans les premiers jours de 1810, Amar fit reconnaitre par le cabildo l'autorité du conseil de régence dont on attendait prochainement les délégués. On sut, à la fin de mai, que Villavicencio et Montúfar étaient arrivés à Carthagène, mais quelques semaines plus tard et malgré toutes les précautions du vice-roi, on apprenait aussi la révolution de Caracas. L'effervescence aussitôt se ranima, atteignant en peu de temps à son paroxysme, lorsqu'aux nouvelles du Vénézuéla s'ajoutèrent celles des événements qui venaient d'avoir lieu dans les provinces mêmes du vice-royaume. Les patriotes de Carthagène, après avoir, le 14 juin, déposé le gouverneur Montes, l'avaient embarqué pour La Havane, et la municipalité avait constitué une Junte provisoire. Pendant que les commissaires royaux prenaient la route de Santa-Fé, l'insurrection éclatait dans tout le pays; partout cabildos et gouverneurs se trouvaient aux prises. A Casanáre, deux jeunes patriotes expiaient sur l'échafaud le complot qu'ils avaient préparé contre le corregidor. Pamplóna et le Socorro déposaient les leurs.

La municipalité de Santa-Fé, dont la majorité est maintenant favorable à la Révolution, et qui, dès le 19 juin, n'a cessé d'adresser, presque chaque jour, des requêtes au vice-roi pour obtenir le *cabildo abierto*, renouvelle cette fois ses instances sur un ton comminatoire. Les vieilles haines se réveillent, les Espagnols sont insultés dans les rues. Les patriotes font afficher les nouvelles d'Espagne. On assure que le roi est trahi, que le vice-roi est vendu à Napoléon. La population surexcitée se masse devant le palais et

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les soldats du bataillon *Auxiliar* ne dispersent qu'à grand'peine les manifestants.

Le 19 juillet au soir, Camilo Tórres, Herrera, Gutierrez, Miguel de Pombo [1], Joaquin Camacho [2], Joséf Acevedo [3] et quelques autres se réunissaient dans les appartements de Cáldas à l'Observatoire. Il avait été convenu que l'arrivée très prochaine des commissaires royaux servirait de prétexte à la démarche définitive auprès du vice-roi pour le contraindre à agréer la Junte que les patriotes étaient certains de voir réclamer par la majorité du cabildo abierto. Les conjurés devaient, en attendant, partir à cheval au-devant des commissaires, tenter de les circonvenir et, en rentrant en ville, donner le signal auquel le peuple ne manquerait pas de répondre. On annonçait cependant que Villavicencio et Montúfar se trouvaient encore assez éloignés de la capitale. D'autre part, l'agitation présente était de trop bon augure pour que l'on ne tentât point d'en profiter : « Tout est prêt, dit Tórres. Mais il faudrait que le premier coup partît de nos adversaires ! » Francisco Morales [4] proposa de s'y employer. Il était depuis longtemps en mauvais termes avec un riche négociant espagnol, D. José Llorente, connu d'ailleurs pour sa violence; il trouverait quelque moyen de le provoquer publiquement et ce serait l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres. Un attroupement se formerait, les patriotes entraîneraient le peuple. Le lendemain, vendredi, était jour de marché : il y aurait plus de monde que jamais dans les rues. Les conjurés acceptèrent.

Le 20 juillet, tous étaient à leur poste. Morales se présenta, comme il l'avait dit, de bon matin, chez

1. Né à Popayán en 1770, accompagna Mútis dans l'expédition botanique, fusillé le 6 juillet 1816 à Santa-Fé.

2. Né à Pamplóna en 1776. Membre du Congrès de Leiva en 1811 et du pouvoir exécutif de Nouvelle-Grenade en 1814. Il était aveugle et paralysé lorsque le conseil de guerre, institué par le général Morillo à Santa-Fé en 1816, le fit emprisonner, et fusiller le 31 août.

3. Acevedo y Gómez (José), né à Santa-Fé en 1780, mort de chagrin à Mocoa en 1816 durant la terreur bogotane.

4. Morales Fernandez (Francisco), né à Santa-Fé, fusillé le 22 novembre 1816 durant la terreur bogotane.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Llorente, dont les magasins étaient situés dans la rue la plus fréquentée, la Calle Real, et, sur un ton de persiflage, lui demanda de lui prêter un surtout afin d'orner la table du banquet qu'il voulait offrir, assura-t-il, en l'honneur des *chapetones*. Llorente répliqua par une injure et Morales, ayant fait un geste, vit l'Espagnol se précipiter sur lui, le poing levé. Le créole élève alors la voix. La foule s'ameute et pendant que Llorente se barricade dans son magasin, les conjurés se répandent dans les rues aux cris de : « On assassine les Américains ! Mort aux chapetones ! Cabildo abierto ! Junta ! » Bientôt la ville entière est en rumeur, les patriotes font sonner le tocsin, le peuple se précipite sur la grand'place devant les casas consistoriales.

Le cabildo envoie des députations au vice-roi qui finit par céder et convoque l'assemblée extraordinaire pour le soir même. Jusqu'à trois heures du matin on discuta sans trêve. A chaque instant les regidores se mettaient aux fenêtres et tenaient le peuple au courant des phases du débat. C'est avec une ferme tranquillité que la foule innombrable emplissant la place et les avenues qui, de toutes les directions, y convergent, attendait le résultat de la délibération. La résolution du peuple était, en effet, inébranlable à cette heure, et les patriotes qui venaient prendre la parole au cabildo et s'intitulaient « députés de la nation » étaient certains de se voir soutenus.

On eut un moment d'inquiétude sur les dispositions du régiment de la garnison : cela suffit pour que les manifestants se portassent en grand nombre devant les casernes. « Une femme, raconte Cáldas dans son *Journal*[1], se détacha du groupe, réunit autour d'elle plusieurs de ses compagnes et, s'adressant à son enfant qu'elle tenait par la main : « Va mourir s'il le faut avec les hommes, lui dit-elle. Nous autres, nous allons marcher devant; si les canonniers tirent sur nous, ceux à qui nous aurons épargné de la sorte la

1. Extraits publiés par le *Papel Periodico Ilustrado* de Bogotá, Ire année, pp. 250-393.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

première décharge, pourront passer sur nos cadavres, s'emparer des pièces et sauver la Patrie. » Les soldats déclarèrent aussitôt faire cause commune avec le peuple et leur colonel, Molledo, vint se joindre aux patriotes.

L'énergie et les réserves d'héroïsme que de tels sentiments révélaient dans cette population si longtemps soumise et silencieuse, ne laissaient du reste plus d'espoir au vice-roi. Il jugea dangereux autant que superflu de prolonger la résistance et se soumit aux décisions des regidores. A trois heures et demie du matin, le procès-verbal de la séance était signé et Santa-Fé, comme Buenos-Ayres et Caracas, avait sa Junte indépendante. Amar n'en conserva la présidence que cinq jours. Les patriotes l'obligèrent à donner sa démission et le renvoyèrent quelque temps après en Espagne.

A Santiago du Chili, la Révolution s'effectua, toujours de façon presque identique [1]. Juan Martinez de Rosas [2] en fut ici le promoteur habile et infatigable. Professeur, avocat et jurisconsulte, Rosas était devenu secrétaire particulier du commandant Garcia Carrasco que la mort soudaine du gouverneur Luis Muñoz de Guzman avait fait élever à la magistrature suprême. Rosas groupait bientôt autour de lui un certain nombre des jeunes créoles les plus riches et les plus considérés de la ville : Bernardo O'Higgins, Manuel Sálas, frais émoulus des leçons de Miranda, les frères Prieto [3], Infante [4], Eyzaguirre [5], d'autres encore, et les introdui-

1. V. Gay, *Historia de Chile*, t. IV.
2. V. notice liv. I, ch. II, § 2.
3. Le plus connu est Anjel, né vers 1779, mort en 1854. Il fut emprisonné en 1814 après la bataille de Rancagua et ne recouvra la liberté qu'en 1817. Ayant perdu tous ses biens, il fut de 1820 à 1833, directeur des douanes chiliennes et député pendant quatre législatures.
4. Infante (José-Miguel), né en 1778 à Santiago, y mourut en 1844. Membre de la Junte de gouvernement en 1813 et 1814, de la Junte provisoire en 1823, membre du Conseil Directorial en 1825-1826.
5. Eyzaguirre (Agustin), né au Chili en 1766, mort à Santiago en 1837. Membre de la Junte de gouvernement en 1813-1814. Après la défaite de Rancagua, il fut interné à Juan Fernandez de 1815 à 1817.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sait auprès du nouveau capitaine général dont ils ne tardèrent pas à gagner la confiance. Des querelles, adroitement suscitées d'ailleurs, entre Carrasco et les fonctionnaires de l'Audience et du cabildo, fournirent à ces libéraux l'occasion d'obtenir l'entrée dans le conseil municipal de douze regidores gagnés à leurs idées, qui, dès lors, employèrent tout leur crédit à préparer la population à l'indépendance. Les nouvelles des victoires françaises parvinrent au Chili au commencement de mai. A l'émotion qu'elles provoquèrent, à l'animosité générale dont il se vit aussitôt devenu l'objet, Carrasco finit par s'apercevoir que son entourage, loin de le servir, avait travaillé contre lui, et dès qu'il eut appris les événements de Buenos-Ayres, il fit arrêter Rosas et plusieurs de ses complices et donna l'ordre de les conduire à Lima pour y être jugés.

Les libéraux alors excitèrent le peuple, firent réclamer par le cabildo la liberté des prisonniers et l'établissement d'une Junte. Carrasco, après avoir opposé à ces requêtes une dédaigneuse froideur, « apprit cependant à s'en dépouiller, comme Emparán avait promptement oublié sa sévérité », lorsqu'il entendit éclater sous ses fenêtres les cris de « Cabildo abierto [1] ! » L'assemblée se tint le 11 juillet, prononça la destitution de Carrasco et nomma à sa place le comte de la Conquista, âgé de quatre-vingt-six ans. Les libéraux, que ce changement ne pouvait satisfaire, continuèrent à conspirer et parvinrent au bout de quelques semaines à provoquer la réunion d'un nouveau cabildo abierto. Cette fois, sur les 400 fonctionnaires ou notables qui venaient y siéger, les trois-quarts se prononcèrent pour les patriotes et le comte de la Conquista résigna ses pouvoirs entre les mains de la « Junte Gouvernante » dont Rosas était élu président : ce fut le Dix-huit Septembre 1810.

Deux jours plus tôt, le Seize Septembre, à l'autre ex-

Membre de la Junte Provisoire en 1823, après la chute de O'Higgins. Il exerça encore le pouvoir suprême de 1826 à 1827 en qualité de vice-président.

1. Gay, *Historia de Chile*, t. IV, ch. VI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

trémité du continent, Manuel Hidalgo[1] soulevait à son tour la Nouvelle-Espagne. Dans ce royaume où, suivant l'expression d'un contemporain, « l'indépendance nationale était entravée par la dépendance domestique[2] », le parti métropolitain conservait, en dépit de fréquentes alertes, une influence prépondérante. L'aristocratie coloniale, plus que les autres en faveur à la cour de Madrid, subissait profondément aussi l'ascendant des classes espagnoles établies dans le pays. Le sage vice-roi Iturrigaray accorda, vers 1808, aux créoles, de larges concessions politiques, mais les Espagnols en prirent ombrage, déclarèrent que ces franchises portaient atteinte à leurs privilèges et, après s'être emparés de la personne du vice-roi et l'avoir envoyé en Espagne pour y rendre compte de sa conduite, obtinrent le retrait de toutes les mesures bienveillantes décrétées en faveur des créoles. Ceux-ci s'en laissèrent dépouiller sans mot dire, tant la crainte que leur inspirait le pouvoir espagnol était « enracinée ». La propagande de Miranda, dirigée dans la Nouvelle-Espagne avec autant de vigueur que dans les autres colonies, avait dû, par suite, se confiner presque exclusivement dans les campagnes. Elle y avait trouvé du reste, des adeptes empressés parmi les membres du bas clergé, maître absolu de l'esprit des populations indiennes qui ne demandaient qu'à se laisser convaincre.

Les indiens, descendants des peuplades aborigènes, s'étaient notablement accrus depuis l'abolition du régime meurtrier de la première époque coloniale; leur espoir de reconstituer l'empire ancestral, en même temps que leur haine tenace de l'Espagnol, les portait tout naturellement à pactiser avec l'insurrection. Celle-ci se préparait avec ardeur. Au moment où le nouveau vice-roi, Don Francisco Xavier de Lizana[3], arche-

1. Hidalgo y Costilla (Manuel), né dans l'état de Guanajuato en 1753, fusillé le 1er août 1811.

2. Zavala, *Ensayo historico de las Revoluciones de Mexico*. Paris, 1830.

3. Lizana y Beaumont (Francisco-Xavier de), vice-roi du Mexique de 1809 à 1810.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vèque de Mexico, avait pris possession du gouvernement (juillet 1809), l'agitation faisait déjà d'énormes progrès dans les provinces et gagnait même la capitale. Les régiments, les milices étaient toutefois parfaitement organisés. Venegas[1], gouverneur incapable que la Régence envoyait en Nouvelle-Espagne « pour se débarrasser de lui », et qui vint remplacer Lizana le 14 septembre 1810, se crut à l'abri de toute surprise.

Cependant les échos des soulèvement de Caracas, Buenos-Ayres, Santa-Fé, se répandaient dans le pays. Les patriotes cherchaient à persuader le cabildo de prendre l'initiative du mouvement, ainsi que Miranda le prescrivait[2]. Mis en défiance par les précautions dont il savait le vice-roi entouré, le cabildo n'osa pas cependant donner ce signal, et ce fut Manuel Hidalgo, curé du village de Dolóres, dans la riche région minière de Guanajuáto, qui déchaina l'insurrection.

En l'espace de quelques jours, ce prêtre guerrier, instruit, adoré de ses ouailles et doué d'une fermeté terrible, réunissait autour de lui plus de 100.000 combattants, insuffisamment armés sans doute, mais que leur nombre rendait redoutables. L'armée d'Hidalgo pouvait aisément, du haut du plateau de Guanajuáto, où elle prenait consistance, se répandre en torrent sur le royaume entier, envahir la capitale, occuper, par la prise facile d'Acapulco et de Vera-Cruz, les communications avec les deux océans et rendre toute résistance impossible.

Le Pérou ne semblait pas atteint par cet universel et profond ébranlement de l'empire espagnol. L'incontestable majorité des partisans du régime colonial dont un vice-roi, justement populaire, savait habilement adoucir les rigueurs, avait étouffé la voix des libéraux de Lima. Mais, tout disséminés et impuissants qu'ils fussent, ils n'en concevaient pas moins avec

1. Venegas (Francisco-Xavier de), vice-roi du Mexique de 1810 à 1813.

2. Lettre de Miranda au cabildo de Mexico. Londres, 24 juillet 1808. R. O. *F. O.* Espagne vol. 89.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ferveur et confiance la pensée vivace du patriotisme [1].

A la seule exception de ce vice-royaume, la rupture avec la métropole était donc consommée dans chacune des grandes unités coloniales de l'Amérique latine. La domination trois fois séculaire s'y trouvait, pour ainsi dire en un instant, remplacée, sans effusion de sang et presque sans dispute, par un gouvernement nouveau qu'il s'agissait seulement de dépouiller de son décor factice pour mettre en pleine lumière la définitive autonomie dont il était l'expression. Quels qu'eussent été la mesquinerie de l'expédient ou le machiavélisme des moyens, le scénario imaginé et préparé par Miranda semblait réalisé, ou près de l'être, au gré même de ses promoteurs : la machine révolutionnaire explosait en inoffensive apothéose.

Dans le respect dont ils entouraient leur idéal et la volonté jalouse de n'y pas faillir, de lui garder intacte la beauté dont il se parait à leurs yeux, c'était du moins sous ces radieux auspices que les ouvriers de l'Indépendance croyaient pouvoir saluer enfin l'avènement, partout accompli, de leur libération prochaine.

1. V. les poésies et chants populaires composés à Lima en 1810 et qui témoignent, sous leur forme naïve, des préoccupations patriotiques que nourrissaient cependant les habitants de ce royaume :

« ..... Dios piadoso
Rompeme ya las cadénas
De la tirána opresion
Cese el luto que atormenta
Por tres dilatados siglos
A mi constante prudencia
Buenos-Ayres, Santa-Fé
Caracas y Chile bella
Ya disfrutan de la gracia ;
Disfruta Lima sincera..... »

« Dieu compatissant — Hâte-toi de briser les chaines — de l'oppressive tyrannie — Puisse-t-il cesser, ce deuil qui depuis trois longs siècles, fait le tourment de ma patience — Buenos-Ayres, Santa-Fé, Caracas et le Chili — jouissent déjà de ce bienfait — Jouis-en loyale Lima..... ». (Chanson populaire péruvienne. 1810, dans **D**. II, 533.)

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

IV

Les événements qui venaient de se produire n'étaient pourtant que le prologue du grand drame révolutionnaire dont les scènes à venir réservaient malheureusement à ces illusions trop généreuses une longue série de démentis tragiques.

Ce prologue même n'était point achevé en son ensemble, qu'isolé sans doute et sur le théâtre écarté d'une province de second rang, un sanglant épisode en avait déjà gravement déconcerté l'ordonnance.

Pendant que les patriotes, incarcérés à Quito après l'arrivée des troupes auxiliaires de Nouvelle-Grenade et du Pérou, attendaient que l'Audience de Santa-Fé eût statué sur leur sort, un certain nombre des soldats de la garnison, dont l'attitude avait naguère obligé le président Ruiz à reconnaître la Junte et qui, par la suite, s'étaient réfugiés dans la campagne, retournèrent en ville. Ils supposaient que les persécutions avaient pris fin et pensaient n'être plus inquiétés. On les arrêta cependant, ils furent jetés en prison et la population manifesta dès lors une vive hostilité à l'égard des troupes d'occupation qui, de leur côté, se livraient à tous les désordres, maltraitaient au moindre propos les habitants. Ceux-ci finirent par refuser d'approvisionner les soldats espagnols. Le brutal Arrechaga et le sinistre Arredonda, qui les commandaient, s'étaient mal résignés à l'indulgence relative du président Ruiz envers les patriotes, qu'arrêtés, ils eussent voulu voir exécutés sur l'heure : la résistance des habitants de Quito les exaspéra et ils ne cherchèrent plus qu'une occasion de vengeance. Elle ne devait pas tarder à s'offrir.

Le 2 août 1810, à une heure de l'après-midi, une dizaine des soldats récemment emprisonnés surprirent leurs gardiens, s'emparèrent de leurs armes et, comptant sur l'appui de la population, coururent aux casernes occupées par la garnison péruvienne. Mais l'alarme fut aussitôt donnée : les fugitifs arrivaient à peine sur

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la Plaza Mayor, où se trouvaient les casernes, que les Espagnols, faisant feu par les fenêtres, les couchaient à terre à la première décharge. Personne n'avait d'ailleurs fait mine de suivre ces malheureux, et l'incident paraissait terminé lorsque, sortant en foule des casernes, les soldats de Lima, se répandirent dans les rues en criant : « Vengeance ! Vengeance ! notre capitaine est assassiné ! » Cependant, Arrechaga et les autres officiers espagnols se tenaient tranquillement sur l'esplanade du palais, et ce fut sous leurs yeux que commença le massacre. La soldatesque déchaînée rabattit sur la place, les passants, heureusement rares, qu'elle pouvait surprendre hors de leurs maisons à cette heure de la journée, et plus de trois cents personnes, parmi lesquelles un grand nombre d'enfants et de femmes, furent égorgées en un instant. La tuerie ne céda qu'à l'appât du pillage dont l'affolement général rendait l'occasion tentante. Les massacreurs enfoncèrent les portes des magasins et des maisons du quartier riche, les saccagèrent et revinrent aux casernes « si chargés de butin qu'ils en avaient abandonné leurs armes[1] ».

Pendant ce temps, les soldats prisonniers, au nombre d'une centaine, et les patriotes étaient assassinés dans leurs cellules : la plupart fusillés à bout portant; Morales, Quiroga, Salinas, Riofrio et plusieurs autres achevés à coups de couteau et de hache.

Au moment où les Proceres en étaient à s'applaudir du succès des initiatives révolutionnaires, ces scènes de carnage n'avaient, il est vrai, pas encore eu de lendemain à Quito non plus que dans les provinces et royaumes limitrophes. Mais la résistance impitoyable des forces espagnoles à l'élan des insurgés mexicains et les excès terribles dont ceux-ci devaient signaler leurs premiers avantages, allaient annoncer, l'instant d'après, une ère de luttes et de conflits sanglants destinée fatalement à s'étendre au reste du continent espagnol.

1. Stevenson, *op. cit.*, ch. II, p. 30.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

En tout leur optimisme, les Proceres, à défaut de pressentiment certain, semblent du reste avoir eu, d'un tel avenir, la presque immédiate inquiétude. Cet optimisme, qui, pour quelques-uns d'entre les patriotes, n'avait, à vrai dire, jamais été que de parade, n'aveugla pas les autres au point de leur faire négliger les précautions indispensables à la sécurité des nouvelles institutions. Alors même qu'à l'horizon aucun nuage n'apparaissait encore, c'est d'un véritable arsenal de déclarations justificatives, de décrets et d'ordonnances que cherchent à s'entourer les Juntes coloniales.

Aussi bien y étaient-elles déjà contraintes par les inévitables menaces devant résulter du programme subversif qu'elles avaient été amenées à proclamer. Se refuser, dès le principe, à reconnaître la Régence de Cadix, ouvrir les ports au commerce de toutes les nations, abroger toute une catégorie d'impôts ou en modifier le système, annoncer l'abolition prochaine de l'esclavage, dissoudre ou décimer les Audiencias, convier enfin les provinces à envoyer leurs députés à des *Assemblées Constituantes*, ainsi que l'avaient fait ou prétendaient le faire Caracas, Buenos-Ayres, Santiago et Santa-Fé, c'était à la fois s'aliéner à tout jamais le parti espagnol, ruiné dans ses privilèges, et porter aux coutumes d'un peuple, encore plongé dans l'asservissement séculaire, une atteinte par trop éclatante.

Les masses paysannes étaient, ou peu s'en faut, partout à peu près indifférentes aux récents événements. Les Proceres savaient aussi combien le concours obtenu des classes inférieures dans les villes demeurait mouvant, illusoire et dangereux. Ils voyaient ces plèbes vibrantes, grisées par la soudaine révélation de leur puissance, prêtes à porter en triomphe et, dans le même instant, à massacrer leurs tyrans ou leurs affranchisseurs qu'elles distinguaient imparfaitement les uns des autres. C'est presque par surprise à Quito, à Caracas, aussi bien qu'à Santa-Fé et Santiago, que les patriotes avaient pu souffler au peuple son rôle. Et même à Buenos-Ayres, où l'initiation patriotique avait le plus de motifs de s'être généralisée, on n'osait pas évaluer à

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

plus de *deux mille* le nombre des personnes conscientes du changement qu'elles avaient contribué à déterminer [1].

Quel luxe aussi de séductions vont déployer les Proceres pour tenter de capter l'indispensable adhésion du prolétariat sud-américain ! Ce sera d'abord le serment, bien curieusement paradoxal, prêté devant le « Peuple Souverain » par les membres des Juntes qui jurent gravement « de verser leur sang jusqu'à la dernière goutte en vue de défendre notre sainte religion catholique, apostolique, romaine, notre très aimé monarque Don Ferdinand VII et la liberté de la patrie [2] ».

L'attachement à la Couronne, considéré par les peuples de l'Amérique latine comme un article de foi, n'était pas moins invétéré chez eux que le goût de la mise en scène et du faste, si largement satisfait jusqu'alors par les gouvernants espagnols. Il importait donc d'en observer les exigences, et les patriotes ne manqueront pas non plus de publier une série de décrets réglementant minutieusement les titres, honneurs et prérogatives dont seront désormais investies les Juntes coloniales. Comme l'avaient fait d'ailleurs celles d'Espagne, elles se décernent le titre d' « Altesse », voire même de « Majesté », attribuent à leurs membres des uniformes somptueux, établissent des préséances, assistent en corps aux fêtes et cérémonies religieuses, en instituent de nouvelles.

Le peuple, officiellement qualifié de « Souverain », le fut même en fait, tout au moins les premiers jours, à Caracas, à Santa-Fé surtout, où durant la semaine qui suivit le Vingt Juillet, les habitants, invités à participer de la place aux délibérations de la Junte, lui faisaient

1. V. GERVINUS, *op. cit.*, p. 125, d'après une brochure sur la révolution de Buenos-Ayres dans BRACKENRIDGE, *Voyage dans l'Amérique du Sud*, Leipzig 1821, t. II.

2. Formule du serment solennel prêté par les membres de la Junte de Santa-Fé en présence de l'Illustre Cabildo et des Députés du Peuple Souverain. RESTREPO, *op. cit.*, t. II, p. 78. Elle fut, à quelques variantes près, la même pour toutes les Juntes coloniales. Les mots « défense de Ferdinand VII » et « liberté de la patrie » y sont unanimement mentionnés.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

parvenir des *résolutions* écrites que ses *représentants* donnaient incontinent l'ordre d'exécuter. Plusieurs oidores et certains espagnols furent de la sorte arrêtés et jetés en prison. On dut en promener quelques-uns chargés de fers, à travers les rues. Il fallut relâcher des prisonniers dont le peuple exigeait au contraire la grâce.

Cette ingérence directe de l'élément populaire dans le gouvernement n'était pas sans indigner un grand nombre de créoles dont les sentiments foncièrement aristocratiques s'accommodaient fort mal d'un système, à leur avis absurde, et qui ne pouvait aboutir qu'à l'anarchie. Les chefs durent s'employer, avec toutes les facultés de persuasion dont ils étaient capables, à calmer d'aussi justifiables mécontentements.

Des préoccupations d'un ordre plus grave s'imposaient encore. Les efforts les plus urgents étaient nécessaires pour amener les provinces de l'intérieur à pactiser avec le régime naissant. Maintes régions, restées hors de l'atteinte de la propagande ou rebelles par suite de la prédomidance de l'élément espagnol, devenaient déjà de puissants foyers de réaction.

Dans le vice-royaume de la Plata, les villes de La Colonia et de Maldonado, celles de Las Misiones, Corrientes, La Bajada et Santa-Fé, de San Luis, dans les pampas, de Mendoza et San Juan au pied des Andes, de Salta et Tucuman sur les frontières du Haut-Pérou, avaient répondu, comme Santiago du Chili, au signal parti de Buenos-Ayres. Mais à Montevideo, à Cordoba surtout, avec Liniers pour chef, la résistance s'organisait. Le Paraguay ne s'était pas prononcé. Belgrano, Mariano Moreno, Saavedra, « l'incorruptible » Castelli, le judicieux Passo, l'austère Larrea, Matheu, Alberti, Miguel Azcuénaga [1], membres dirigeants de la Junte gouvernante, se hâtèrent d'envoyer partout des émissaires qu'une expédition appuierait, le cas échéant. Dès le 1^er^ juin, 1.500 hommes aguerris, noyau de la fu-

1. Il prit part ensuite aux campagnes du Pérou, devint général et mourut à Buenos-Ayres.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ture armée de la Junte, étaient prêts à entrer en campagne.

Autant que le lui permettaient les moyens d'action plus restreints dont elle pouvait disposer, la Junte de Caracas recourait à des mesures semblables. Elle s'était constituée définitivement le 25 avril, ayant à sa tête les alcades Llamosas et Martin Tovar Ponte. Presque tous les anciens regidores furent appelés à siéger au conseil de la Junte qui créa quatre secrétaireries d'État avec Fernando Key Muñoz à l'intérieur, Nicolas Anzola au département de grâce et justice, Lino de Clemente à celui de la guerre et Juan German Roscio aux relations extérieures. Leur premier soin fut de nommer les délégués chargés de rallier les capitales de province. Le marquis del Toro et son frère obtinrent facilement que Valencia se prononçât pour la Révolution. Barcelóna, Cumana, l'île de la Marguerite, Barinas suivirent cet exemple du 27 avril au 1er mai. Coro et Maracaïbo s'y refusèrent.

Pour réduire cette opposition, qui s'annonça tout de suite avec un caractère de violence insoupçonnée, Caracas n'allait avoir d'autre ressource que de procéder, comme l'avait fait Buenos-Ayres, à une levée de volontaires. La Junte s'y résolut quelques mois plus tard, lorsqu'à l'instigation de leurs gouverneurs D. Fernando Miyáres [1] et D. José Ceballos [2], les cabildos de Maracaïbo et Coro eurent fait emprisonner et maltraiter ses délégués. Mais, outre les difficultés de recrutement et d'organisation d'un corps expéditionnaire, beaucoup plus malaisées à surmonter dans la capitale vénézuélienne que dans celle de la Plata, la perspective d'une guerre civile inévitable portait un coup fatal à la plus belle arrière-pensée des patriotes de Caracas.

Ce n'étaient pas seulement, en effet, les bases d'une patrie locale qu'ils croyaient pouvoir s'enorgueillir d'avoir posées, mais celle de la grande patrie américaine elle-même. La conception familière à Miranda

1. Nommé capitaine général de Caracas en 1810.
2. Ceballos y Moxo (José) fut gouverneur et capitaine général du Vénézuéla de 1815 à1820.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'une « Confédération Générale du Sud-Amérique » hantait à Caracas ses disciples plus immédiats, auxquels un précieux encouragement encore était advenu à la veille de la Révolution. Dès le mois de juillet 1809, le gouvernement des États-Unis avait donné à entendre un peu partout en Amérique, aux créoles influents, qu'il était disposé, si leurs pays respectifs, après avoir proclamé leur indépendance, envoyaient des délégués au Congrès fédéral, à les y accueillir fraternellement et à examiner, d'accord avec eux, l'éventualité d'une « confédération panaméricaine[1] ».

Ces ouvertures, mieux que désintéressées en apparence, ne furent pas étrangères, semble-t-il, à la rédaction du manifeste du 27 avril[2] par lequel la Junte, en même temps qu'elle invitait les cabildos à s'ériger, à son exemple, en gouvernements autonomes, leur suggérait aussi de prêter leur concours au grand ouvrage de la confédération de l'Amérique espagnole. « Notre cause est la même, ajoutait le manifeste, notre devise doit l'être encore : fidélité au monarque malheureux, guerre au tyran qui l'opprime, fraternité et constance. »

Le patriote chilien Martinez de Rosas répondit à cet appel en essayant de faire discuter par ses collègues de la Junte de Santiago, dans la séance du 26 novembre 1810, la « possibilité d'une union de toute l'Amérique par le moyen d'un Congrès général ». Mais cette tentative ne reçut aucune suite, et le « traité d'amitié, union et alliance fédérative », signé l'année suivante, le 28 mai 1811, à Santa-Fé, par le chanoine Madariaga au nom du Vénézuéla et le président Lozano pour la Nouvelle-Grenade, devait être la conséquence, d'ailleurs unique et précaire, de ces trop larges visées politiques.

En attendant toutefois d'être obligés d'y renoncer ainsi, les Proceres de Caracas avaient, dans le premier moment d'enthousiasme, résolu l'envoi d'une mission diplomatique à Washington et choisi comme ambassadeurs Juan Vicente Bolivar et Telésforo de Oréa.

1. V. Gil Fortoul, *op. cit.*, p. 128.
2. V. *suprà*, § 3.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Mais lorsque ces derniers furent prêts à se mettre en route, vers la seconde semaine de mai, il reçurent comme seule instruction d'obtenir du gouvernement fédéral l'autorisation de procéder à des achats de munitions et d'armes. L'heure des grandes ambitions était passée et l'absence si notoire d'unanimité dans les sentiments des populations vénézuéliennes reléguait à l'arrière-plan toute autre préoccupation qui ne fût celle de s'assurer, par la force, l'adhésion des provinces réfractaires. Or, il n'existait au Vénézuéla aucun élément sérieux d'organisation militaire : les concours étrangers étaient indispensables et la Junte ne tardait pas à décider d'envoyer également des émissaires aux Antilles anglaises : Vicente Salias et Mariano Montilla furent chargés d'aller solliciter les autorités de la Jamaïque et de Curaçao.

Les Proceres n'avaient, au reste, pas manqué de notifier officiellement l'avènement de la Junte aux gouverneurs britanniques, et ceux-ci leur adressaient tout aussitôt les plus insinuantes félicitations. « La manière dont vous venez d'assumer le gouvernement des provinces du Vénézuéla, mandait le brigadier général Layard, gouverneur de Curaçao, à « Son Altesse » la Junte [1], doit être et sera certainement un sujet d'admiration pour les âges à venir.... Votre Altesse a bien voulu me donner l'assurance que l'Amérique espagnole, quel que soit le destin de la métropole, doit demeurer l'amie fidèle et l'intime alliée de la Grande-Bretagne. Ces sentiments me touchent infiniment, ainsi que l'intention manifestée par Votre Altesse de s'unir à Sa Majesté Britannique par des liens plus étroits et de réserver aux sujets anglais de plus grands avantages commerciaux dès que les circonstances permettront à Votre Altesse d'examiner mieux à loisir une aussi importante question. Que Votre Altesse me permette, en attendant, de lui promettre ma collaboration la plus cordiale à ce sujet. » Le général Layard informait encore la Junte qu'il réclamait à Londres l'autorisation d'ac-

1. Palais de Curaçao, 14 mai 1810. *W. O.* 1/103, N° 13.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

céder aux demandes concernant les armes, que cette autorisation ne se ferait pas attendre et qu'il accorderait aussitôt « toutes facilités en ce sens aux envoyés vénézuéliens que l'on voudrait bien accréditer auprès de lui ». L'amiral Cochrane ne montrait pas moins d'empressement à complimenter les membres de la Junte et leur annonçait, de Bridgetown, qu'il tenait à leur disposition un bâtiment pour le cas où il leur plairait d'envoyer une mission diplomatique en Angleterre [1].

La satisfaction que de telles avances durent causer à Caracas se conçoit aisément. Les Proceres y découvrirent la confirmation des espérances que Miranda leur avait récemment fait entrevoir [2] d'un patronage toujours possible de la Grande-Bretagne. La Junte n'était pas non plus sans appréhender l'éventualité d'un revirement heureux dans les affaires de la Péninsule qui, rendant assurance et prestige au parti espagnol en Amérique, pouvait contrarier profondément, sinon compromettre, la viabilité du régime naissant. L'appui de l'Angleterre était donc doublement convoitable et l'on avisa sans retard à la désignation des négociateurs les plus qualifiés pour l'obtenir.

La candidature de Bolivar rallia tous les suffrages. L'esprit d'intrigue dont il venait de donner les preuves, l'estime en laquelle le tenaient ses compatriotes, son grand air, sa fortune, ses capacités, l'ardeur de sa foi libérale le désignaient pour le rôle délicat et savant qu'il s'agissait de jouer à Londres. Il y faudrait, en effet, discuter peut-être, justifier tout au moins, les prétentions avouées du Vénézuéla et laisser suffisamment entendre les autres pour se créer des droits à les voir soutenir lorsqu'il conviendrait de les proclamer. Le jeune ambassadeur devrait aussi donner aux ministres anglais une idée avantageuse du gouvernement et des représentants de son pays, et manœuvrer enfin avec

1. Sir A. Cochrane au Président de la Junte Provinciale de Caracas, 17 mai 1810. Barbadoes, HMS. *Neptune*. — R. O. *F. O.* Spain, vol. 98.
2. V. *suprà*, liv. II, ch. II, § 5.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

assez d'adresse pour gagner à la cause sud-américaine les sympathies du cabinet de Londres à défaut de sa collaboration.

Bolivar, à qui la Junte conférait pour la circonstance le grade de colonel et le titre de « député principal de Caracas », s'adjoignit l'industrieux Lopez Mendez en qualité de « second député » et Andrés Bello comme secrétaire [1].

Les instructions officielles que rédigea Roscio pour « les commissaires dont Son Altesse connaît toute la prévoyance et les sentiments hautement patriotiques », se bornaient « à présumer la forme dans laquelle les ministres de Sa Majesté Britannique pourraient se voir amenés à leur poser les questions ci-après et la substance des réponses qui devront y être données ».

« *Première question.* Quels motifs ont déterminé les habitants du Vénézuéla à méconnaître les autorités constituées par la Junte Centrale d'Espagne et à établir un gouvernement à Caracas ?

« *Réponse.* Premier motif : L'illégalité de la Junte Centrale qui n'était pas une émanation du vote de toutes les provinces espagnoles dans les deux hémisphères. Deuxième motif : Les procédés arbitraires dont usait la magistrature espagnole. Troisième motif : Caracas n'a fait que suivre l'exemple des provinces péninsulaires qui, chacune, ont érigé une Junte composée de personnages ayant leur confiance. »

« *Deuxième question.* Quelles sont les vues du gouvernement actuel de Caracas ?

« *Réponse.* 1° La Junte gouvernante se propose de faire appel à l'opinion des habitants des provinces du Vénézuéla qui délégueront des députés à un Congrès. Notre attachement à la métropole est si profond dans le cas où la bonne cause triomphera et, dans le cas contraire, notre propos de recourir à la protection de la Grande-Bretagne en vue de l'établissement de notre indépendance est tellement arrêté, que le gouvernement actuel de la Péninsule ne doit, en bonne justice,

1. *Gaceta de Caracas*, du 4 juin 1810.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ni désapprouver ni redouter la réunion du dit Congrès. Celui-ci n'a d'autre objet que de donner plus de solennité soit aux témoignages de notre fidélité, soit à la nécessité où nous nous verrions de prendre des précautions pour sauvegarder notre liberté politique. Cette dernière ne serait-elle pas exposée aux plus grands dangers en demeurant sous la défense illusoire d'autorités qui, du reste, nous sont étrangères et qui, pour le moment, siègent dans une contrée entourée de territoires occupés par les Français ? La solennité et l'évidence avec lesquelles s'exprimeront donc vraisemblablement les suffrages du Vénézuéla ne peuvent qu'engager le gouvernement britannique à user envers nous de sentiments bienveillants et généreux lorsqu'il aura été prévenu de la sincérité affectueuse qui nous porte à solliciter dès à présent son appui comme étant le seul capable de remédier aux dangers qui menacent notre désastreuse situation...

« 2° La Junte gouvernante de Caracas entend procéder à l'organisation des moyens de défense du pays, alléger les taxes énormes et les obstacles qui s'opposent au développement de l'agriculture et du commerce, simplifier et rendre plus impartiale l'administration de la justice. »

« Le Vénézuéla se conformera toujours aux intérêts généraux de l'Amérique. Il est prêt à s'allier étroitement avec les patriotes de l'Espagne encore indemnes de l'usurpation française et qui reconnaissent les principes fondamentaux suivants : la défense des droits de notre souverain Ferdinand VII ; le droit pour les citoyens espagnols du Nouveau Monde d'être appelés à exprimer librement leur opinion dans tous les cas de nature à modifier leur situation présente ou future ; le maintien intégral de la religion de Jésus-Christ. »

« *Troisième question :* Quels sont les sentiments de Caracas à l'égard de la métropole et du conseil de régence?

« *Réponse :* Caracas se considère comme formant partie intégrante de la monarchie espagnole... Notre projet de députation générale en Espagne, dont une

copie pourra être communiquée aux ministres britanniques, témoignera des principes équitables et généreux dont s'inspire Son Altesse. »

« *Quatrième question :* Quelle est l'opinion du Vénézuéla concernant les prétentions de la maison du Brésil[1] ou de toute autre ayant quelque relation avec notre dynastie ? »

« *Réponse :* Le Vénézuéla se ralliera au suffrage de la majorité des provinces espagnoles restées hors de l'atteinte de l'invasion française, pourvu que celles-ci aient pu se prononcer en toute liberté et conformément aux principes fondamentaux précédemment énoncés... »

Les instructions prescrivaient, en outre, aux commissaires de demander au gouvernement anglais l'autorisation d'acheter des armes; ils devaient se conduire avec modération et dignité, au cas où les circonstances les mettraient en présence des ambassadeurs espagnols accrédités à Londres et les obligeraient à communiquer avec eux officiellement ou d'une façon privée. La seule instruction positive qui fût à retenir par Bolivar de ce document intentionnellement confus, verbeux et prolixe, était contenue dans la phrase laconique par laquelle il se terminait : « Agir dans tous les cas au mieux de nos intérêts[2]. »

Les chefs de la révolution vénézuélienne étaient, malgré tout, assez informés de la situation politique de la Grande-Bretagne pour se flatter d'obtenir d'elle autre chose que la neutralité bienveillante, la demi-complicité tout au plus, dont ils savaient que les inté-

1. Il s'agit ici de la princesse Charlotte, dont nous avons signalé les intrigues à Buenos-Ayres et qui prétendait se placer en Espagne même à la tête du gouvernement. Elle continuait à chercher à entrer en rapports avec les patriotes du Chili, du Pérou et des autres contrées sud-américaines. Elle entretint quelque temps après, une correspondance suivie avec les délégués coloniaux à Cadix. Beaucoup d'entre les Proceres, notamment à Buenos-Ayres, croyaient encore à la possibilité de l'établissement d'un gouvernement indépendant en Amérique dont Charlotte eût été le chef.

2. Instructions de Son Altesse la Suprême Junte du Vénézuéla à ses Commissaires délégués à la Cour de Londres. Caracas, 2 juin 1810. Une traduction de ce document inédit et dont il n'existe, à notre connaissance, aucun autre exemplaire, se trouve aux Archives anglaises. *War Office* (*Curaçao*) 1/104.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

rêts britanniques se feraient une loi sans qu'il fût besoin d'aller en provoquer la confirmation officielle. Tel était du moins le sentiment intime des Proceres faisant partie du groupe restreint qui dirigeait le mouvement. Le zèle inattendu des gouverneurs des Antilles anglaises ne les illusionnait pas outre mesure. Mais ils avaient saisi avec empressement ce prétexte pour décider la Junte à l'envoi d'une ambassade, car ils venaient de concevoir le projet hardi et, croyaient-ils, providentiel, d'appeler Miranda à leur aide. Les commissaires rapporteraient peut-être, au demeurant, quelque assurance plus précise du cabinet de Londres et ce serait tout bénéfice. Bolivar, en tout cas, promettait à ses amis de leur ramener le Grand Maître.

Le 9 juin, le brick de guerre *Général Lord Wellington* que l'amiral Cochrane avait détaché de la station navale de la Barbade et qui mouillait depuis deux jours devant La Guayra, levait l'ancre, emportant à son bord les « députés » de Caracas.

V[1]

L'attitude des autorités coloniales anglaises à l'égard de la nouvelle Junte méritait, pour le moins, un blâme de la part du gouvernement allié de l'Espagne. Cependant, l'argumentation par laquelle le comte de Liverpool, secrétaire d'État aux colonies, prit soin de justifier cette indispensable réprimande, en adoucissait singulièrement la rigueur : « Vous avez eu tort, écrivait-il au général Layard, d'avoir non seulement reconnu le gouvernement de Caracas, mais approuvé ses

1. *Times* des 27 juillet, 11 et 16 août 1810.
Morning Chronicle des 12, 18 et 24 juillet, 15 et 23 août, 5, 6, 11 et 25 septembre 1810.
Morning Herald, 19, 25, 26 juillet, 11 août, 7 septembre 1810.
Morning Post, 11, 17 septembre 1810.
Boyle's Court Guide, 1810.
Amunategui, *Vida de D. Andrés Bello*, *op. cit.* Extraits dans **D.** II, 471.
Rojas, *Simon Bolivar* (Documents), Paris, 1883.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

actes dans des documents officiels et publics... Tant que la nation espagnole persévérera dans sa résistance à l'invasion française et qu'un espoir raisonnable de succès restera possible, Sa Majesté a le devoir de décourager toute initiative pouvant avoir comme résultat de provoquer une séparation des provinces espagnoles d'avec la mère-patrie. Si l'Espagne succombait, Sa Majesté défendrait les Colonies espagnoles contre l'Espagne française... Sa Majesté ne peut non plus soutenir une partie de la monarchie espagnole contre une autre, dès lors qu'elles reconnaissent également le même souverain et s'opposent à l'usurpation. Le Roi consent toutefois au rôle de médiateur, mais il n'a point à intervenir en ce qui regarde la forme intérieure de gouvernement que pourraient se donner les provinces de Caracas ou tout autre province de la monarchie... Vous n'avez pas à faire acte d'hostilité directe ou indirecte envers les autorités ou les habitants de ces provinces dans le cas où se maintiendrait leur détermination d'indépendance. Vous devrez éviter aussi de recourir à des mesures ayant le caractère d'une reconnaissance ou pouvant être interprétées comme telles ; il est pourtant indispensable qu'aucune atteinte ne soit portée aux relations commerciales ou autres établies entre le pays de votre résidence et Caracas... Le gouvernement se trouve, de votre fait, devant une situation embarrassante : un désaveu formel mécontenterait les Colonies espagnoles ; un non-désaveu mécontentera l'Espagne [1]. »

C'est sous l'aspect de ce dilemme que se présente alors la politique sud-américaine de l'Angleterre. Mais la suprématie que s'est acquise la Grande-Bretagne, sa puissance et sa prospérité, l'habileté supérieure de ses hommes d'Etat lui permettent d'envisager, sans excès d'inquiétude, la solution d'une difficulté, secondaire du reste, au regard de ses préoccupations du moment. Le problème paraît même de moitié

1. Le comte de Liverpool au général Layard, 29 juin et 10 juillet 1810. *W. O.* 1/103.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

résolu, car nul ne saurait prétendre contester au despotisme britannique le monopole de ce que le Blocus a laissé subsister de commerce maritime. L'Angleterre n'a, surtout dans le Nouveau Monde, à redouter à ce sujet de concurrence d'aucune sorte. Que pourrait la métropole elle-même contre un rival qui règne par la force là où il ne règne pas en maître absolu par la contrebande[1] ? A tel point que si l'on ne tenait compte de l'attachement traditionnel de l'Angleterre à garder les dehors d'une parfaite correction politique, l'on ne parviendrait pas à s'expliquer l'insistance avec laquelle elle réclame à ce moment du gouvernement espagnol la reconnaissance officielle de privilèges commerciaux, en principe et de fait acquis.

Cette négociation s'était ouverte au lendemain de la signature du traité de Londres du 14 janvier 1809 par lequel Sa Majesté Britannique promettait à Ferdinand VII « toute son assistance pour faire cause commune contre les Français[2] ». Les efforts de Canning auprès des ambassadeurs d'Espagne à Londres, D. Pedro de Cevallos et l'amiral de Apodaca, n'avaient cependant pas plus que ceux du ministre d'Angleterre à Séville, le marquis Wellesley, auprès de D. Martin Garay, secrétaire général de la Junte Suprême, abouti à la conclusion, souhaitée par le cabinet britannique, d'un traité de commerce entre les deux pays. La discussion traînait en longueur depuis plus d'un an lorsque la nouvelle des événements d'avril 1810 parvint à Londres. Le marquis Wellesley venait d'y remplacer Canning au Foreign Office. Il prescrivit aussitôt à son frère, sir Henry, qui lui avait, en même temps, succédé à la légation d'Angleterre alors transférée à Cadix, de reprendre les démarches engagées pour la conclusion de la convention commerciale : « Les secours que Sa Majesté a jusqu'à présent accordés à l'Espagne, lui écrivait-il le 13 juillet 1810[3], n'ont été limités que par

1. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. VII, liv. II, ch. II, § 5.
2. R. O. *F. O. Treaties, Protocoles*, Spain 51, N° 6.
3. A Sir Henry Wellesley, *F. O.* Spain, 93, dépêches N^{os} 2 et 22. Confidentiel.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'étendue des ressources de son royaume, mais il devient évident que cet appui doit cesser si des ressources additionnelles ne nous sont pas précisément fournies. Elles consistent, vous le savez, avant tout, à ouvrir aux sujets de Sa Majesté quelques-unes des grandes branches du commerce avec les Colonies espagnoles. Veuillez le faire entendre dans les termes les plus clairs... Les députés de Caracas viennent d'arriver à Londres... Je ne suis pas sans nourrir l'espoir que cet événement puisse contribuer au résultat que nous poursuivons. »

« Il est en même temps nécessaire de vous prévenir, ajoutait confidentiellement Wellesley, que, dans le cas même où la province de Vénézuéla continuerait à méconnaître l'autorité du conseil de régence, il n'entre pas dans les intentions du gouvernement de Sa Majesté de renoncer à des relations amicales avec cette colonie. Et nous saurions encore moins nous prêter à la contraindre par la force à se soumettre. C'est là un point très délicat dont je vous abandonne le soin de tirer le parti le plus convenable. »

La ligne de conduite à laquelle va désormais s'attacher le cabinet de Saint-James se dégage ainsi nettement de ces indications : intimider, d'une part, le conseil de régence par le fait seul d'accueillir et d'écouter les ambassadeurs de la colonie révoltée et amener de la sorte l'Espagne à souscrire aux volontés anglaises ; donner en même temps au Vénézuéla l'impression que le respect seul dû à des engagements solennels interdit de pouvoir user à son endroit de plus de complaisance et, par là, se ménager les bénéfices éventuels de sa gratitude ; se poser en médiatrice inévitable entre les deux partis et, sous les apparences de travailler dans l'intérêt de chacun, ne travailler en réalité que pour elle seule : tel est le plan que s'est imposé l'Angleterre et que se tient prêt à observer exactement son ministre au moment où Bolivar et sa suite débarquent à Southampton.

C'était le 11 juillet. Les premiers témoignages des égards que Wellesley entendait réserver à la mission

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vénézuélienne ne se firent point attendre. Dès le 12, les passeports pour la capitale, que les députés avaient sollicités directement du Foreign Office, leur parvenaient et, à leur arrivée, le lendemain, au Morin's Hotel à Londres, ils trouvèrent une lettre fort courtoise de bienvenue par laquelle, répondant à leur demande d'audience, Wellesley les informait du plaisir qu'il aurait à les recevoir dans sa villa d'Aspley aussitôt qu'ils le désireraient. Le jeune William Wellesley, neveu du secrétaire d'Etat, fut chargé de s'entendre avec eux sur la date de cette première entrevue que l'on fixa au 17 juillet.

Sous l'impression favorable de cet accueil Bolivar, accompagné de Lopez Mendez et de Bello, se rendit au jour pris à Aspley House. Les députés, introduits incontinent auprès du marquis, lui remirent leurs lettres de créance et, dès que celui-ci en eût achevé la lecture, Bolivar, se laissant d'autant plus volontiers emporter à sa fougue ordinaire que la forme privée de l'entrevue lui permettait, assura-t-il, moins de réserves, retraça les événements de Caracas, fit un tableau pathétique de la situation de ses compatriotes « anxieux de se débarrasser à tout prix d'un joug insupportable » et conclut en adjurant le ministre d'accorder l'appui de l'Angleterre au Vénézuéla qui pourrait alors se proclamer indépendant!

Wellesley avait impassiblement écouté la harangue. Il répliqua qu'il lui était impossible de prêter l'oreille à un pareil langage[1]. « Vos paroles, précisa-t-il, sont en contradiction flagrante avec le texte des lettres que vous me remettez. N'est-ce pas « Au nom de Don Ferdinand VII, roi d'Espagne et des Indes » que « la Junte Suprême, conservatrice de Ses droits au Vénézuéla[2] » vous accrédite auprès du gouvernement de Sa Majesté... ? » Satisfait alors de la déconvenue que trahissaient ses interlocuteurs, Wellesley, renouant l'entretien sur un ton moins sévère, leur exposa que

1. V. le récit de Bello. Amunategui, *op. loc. cit.*
2. Lettres de créance des députés du Vénézuéla. *F. O.* Spain, vol. 106.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les liens unissant son pays à l'Espagne et résultant d'un traité solennel, ne permettaient au gouvernement britannique de promettre rien autre chose au Vénézuéla que l'appui de ses flottes au cas d'une attaque des Français : « Nous ne pouvons intervenir dans vos débats avec la Régence et je ne pourrais que vous engager à vous soumettre à ce conseil reconnu par nous. La loyauté constante des Vénézuéliens envers leur souverain légitime doit rester ici pour vous une maxime invariable. Et c'est à cette condition seule qu'il me sera permis de vous écouter. » Le ministre autorisa sous cette réserve les députés à lui faire parvenir, par note verbale, l'expression de leurs vœux. Il ajouta toutefois que la réception officielle qu'il leur accorderait bientôt ne pourrait avoir lieu qu'en présence des ambassadeurs d'Espagne accrédités à Londres.

Les députés se retirèrent en se félicitant, somme toute, de l'entrevue. Ils éprouvaient quelque dépit à constater que l'alliance de l'Angleterre avec l'Espagne avait un caractère plus étroit qu'on ne l'imaginait à Caracas. Mais cette considération même, s'ajoutant à ce qu'ils savaient des allures despotiques et de l'habituelle nervosité du marquis Wellesley, ne donnait que plus de valeur aux circonlocutions dont le ministre avait enguirlandé ses fins de non recevoir. On les avait écoutés, c'était déjà beaucoup. Dans le rapport que Bolivar et Lopez Mendez adressaient à la Junte, les impressions qu'ils emportaient de leur audience s'exprimaient fort justement en ces termes: « Bien que l'on ait tout fait pour nous décourager... les insinuations du Vénézuéla ont été accueillies et enregistrées par lord Wellesley avec toute l'impartialité et la déférence que nous pouvions espérer [1]. »

Les prévenances dont les députés se voyaient entourés par la société londonienne auraient été par

1. Bolivar et Lopez Mendez à la Junte, 2 août 1810. *W. O.* 1/105. Les dépêches des commissaires vénézuéliens furent envoyées à leur gouvernement par l'intermédiaire du général Layard, lieutenant-gouverneur de Curaçao.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

elles seules assez flatteuses pour leur épargner tout sujet de mécontentement. Ainsi qu'ils l'écrivaient à leurs amis du Vénézuéla [1], « leur arrivée avait causé quelque sensation dans Londres ». Ils recevaient au Morin's Hotel de nombreuses visites. Le comte de Mornington, le frère de l'amiral Cochrane se faisaient annoncer tous les jours. Le duc de Gloucester, neveu du roi, organisait en leur honneur des « parties fines », les priait à dîner. « Les Ambassadeurs de l'Amérique du Sud » — c'était sous ce titre que les gazettes désignaient Bolivar et Lopez Mendez — s'appliquaient de leur mieux à justifier par une fastueuse élégance les hommages dont ils se voyaient ainsi l'objet. Profitant des derniers beaux jours de la saison, ils se montraient dans Bond-Street ou Hyde-Park en magnifique équipage. Les journaux signalaient leur présence à l'Opéra, au Astely's Amphithéâtre; Bolivar avait pris rendez-vous chez Gill [2], le peintre à la mode. La réception officielle des députés au Foreign Office avait eu lieu le 19 juillet et les ambassadeurs d'Espagne, le duc d'Albuquerque et l'amiral Apodaca, qui s'y trouvaient convoqués, ne se faisaient point faute de manifester au conseil de régence combien ils avaient éprouvé de déplaisir et de surprise à voir aussi dignement traités les députés de Caracas [3].

Ceux-ci s'empressaient, d'autre part, de rédiger et d'adresser au secrétaire d'État, la note verbale qui leur avait été redemandée par Wellesley au cours de la réception officielle. Ce document, qui porte la date du 21 juillet [4], insistait tout d'abord sur le fait que « le Vénézuéla, loin d'aspirer à déchirer les liens qui l'ont

1. Bolivar et Lopez Mendez à la Junte, 2 août 1810. *W. O.* 1/105. Les dépêches des commissaires vénézuéliens furent envoyées à leur gouvernement par l'intermédiaire du général Layard, lieutenant-gouverneur de Curaçao.

2. Gill (Charles), portraitiste, fils d'un pâtissier de Bath. Il devint l'élève préféré de Reynolds et exposa à la Royal Academy de 1772 à 1819.

3. Dépêche N° 83 de Henry Wellesley au marquis Wellesley. Cadix 29 août 1810. *F. O.* Spain 97.

4. *F. O.* Spain, vol. 106.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

uni à la métropole, souhaite seulement de pouvoir adopter une ligne de conduite capable de le soustraire aux dangers qui le menacent. Indépendante comme elle l'est du conseil de régence, la colonie ne s'en considère pas moins fidèle à son roi, ni moins intéressée au succès de la lutte sainte que soutient l'Espagne ». Les députés demandent : la protection de l'Angleterre contre la France, des armes « pour assurer la défense de la colonie contre l'ennemi commun ». Ils sollicitent « la haute médiation de Sa Majesté Britannique en vue du maintien de la paix entre les habitants du Vénézuéla et leurs frères des deux hémisphères ». Ils se disent autorisés au nom de leur gouvernement à « informer celui de l'Angleterre qu'il serait opportun de faire parvenir des instructions aux autorités civiles et militaires des Antilles anglaises afin que celles-ci favorisent, de tout leur pouvoir, les vœux sus-indiqués de la Junte de Caracas et s'appliquent notamment à maintenir les relations commerciales entre les habitants du Vénézuéla et les sujets de Sa Majesté Britannique. Ces derniers devant bénéficier, en tout état de cause, du traitement de la nation la plus favorisée ».

Il était difficile de tenir un plus subtil et plus adroit langage. En même temps qu'ils témoignaient, en termes mesurés, de leur propos de rester unis à la métropole et de leur attachement aux droits, notoirement illusoires, de Ferdinand VII, les Vénézuéliens signalaient expressément que la Junte ne dépendait point de la Régence, ce qui revenait à poser en principe l'autonomie absolue de la colonie. C'était bien à ce titre aussi que le Vénézuéla sollicitait une médiation, qui, par le fait de lui être consentie, investirait la Junte d'une souveraineté égale à celle du conseil de régence. Les privilèges commerciaux offerts à l'Angleterre constituaient enfin l'argument séduisant par excellence et décisif [1].

Dans le « Memorandum des conférences tenues entre le marquis Wellesley et les commissaires du Véné-

1. Cf. Gil Fortoul, *op. cit.*, t. I, liv. II, ch. I.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

zuéla[1] » qui servait de réponse à cette note et fut communiqué officiellement, le 8 août, aux ambassadeurs espagnols, le cabinet de Londres ne semblait cependant chercher qu'à se justifier auprès de son alliée d'avoir accueilli les représentants du gouvernement de Caracas : « Il résulte des documents examinés que le Vénézuéla reste fidèlement attaché à la cause de Ferdinand VII, qu'il a constitué les autorités provisoires de son gouvernement au nom et dans l'intérêt de ce prince... que cette colonie manifeste la ferme résolution de s'opposer aux progrès du pouvoir de la France... Ces considérants légitimaient le caractère amical de l'accueil que le gouvernement de Sa Majesté a cru devoir réserver aux commissaires députés par le Vénézuéla... En les recevant de la sorte, lord Wellesley n'a point toutefois manqué de leur représenter nettement les dangers devant résulter pour les intérêts généraux de la monarchie espagnole et des alliés, de la non acceptation par le Vénézuéla du gouvernement reconnu dans la Péninsule; il s'est efforcé de les persuader de la nécessité qui s'impose à cette colonie d'adopter sans retard une attitude plus conciliante et de reconnaître l'autorité actuellement exercée par le gouvernement de la métropole au nom du souverain commun... »

Les commissaires vénézuéliens reçurent du reste une note, portant la date du 9 août[2] et répondant explicitement à chacune de leurs propositions : « L'Angleterre promet au Vénézuéla protection contre la France. — La Junte devra rechercher les moyens de se réconcilier avec le gouvernement central. L'Angleterre interposera dans ce but ses bons offices. — Le maintien des relations de commerce et d'amitié avec la mère-patrie est nécessaire ainsi que l'octroi de subsides à celle-ci. — Les instructions demandées ont été envoyées aux autorités coloniales anglaises. »

Bolivar et Mendez auraient donc été fondés à revenir

1. *F. O.* Spain, vol. 106.
2. *F. O.* Spain, vol. 106.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sur l'optimisme de leurs impressions premières s'ils n'avaient, selon toute vraisemblance, été prévenus par Wellesley lui-même de la réponse qu'il était obligé de leur faire publiquement. Bien qu'assez souffrant, le ministre avait tenu à les recevoir encore, le 4 août, à Aspley-House. Il leur promit de faire mettre à leur disposition un navire de guerre qui les ramènerait en Amérique et ne dut point borner là les marques de sa bienveillance, s'il faut en croire le rapport dans lequel les députés informent la Junte du résultat de cette dernière entrevue : « Les procédés du ministre n'ont pu être plus favorables eu égard aux circonstances actuelles. Les agents de la Régence ont énormément intrigué et agi contre nous. Ils jouissent ici d'une influence considérable [1]. »

En attendant que les instructions du conseil de régence lui permissent d'exprimer officiellement au marquis Wellesley « l'extrême regret avec lequel son gouvernement envisageait les explications qui venaient de lui être fournies [2] », l'ambassadeur d'Espagne avait fait entendre à Cadix les protestations les plus vives au sujet de la condescendance témoignée par l'Angleterre aux envoyés sud-américains. Dès le 31 juillet, le conseil, cédant pour une part aux suggestions d'Apodaca, déclarait la Côte-Ferme en état de blocus et ses habitants en rébellion ouverte. Les députés de Caracas n'avaient plus désormais de titre à traiter avec les alliés de l'Espagne. Ils devaient considérer leur mandat comme ayant pris fin et le notifièrent expressément au gouvernement britannique le 10 août, « en se permettant de lui faire observer que la non-reconnaissance du conseil de régence étant l'une des bases fondamentales de la Junte gouvernante, celle-ci ne pourrait souscrire aux indications du gouvernement de Sa Majesté Britannique que sous réserve de cette condition [3] ».

1. Rapport du 21 août, *W. O.* 1/106.
2. Réponse de l'amiral Apocada au memorandum relatif aux députés sud-américains, Londres 8 octobre 1810 *F. O.* Spain, vol. 101.
3. Note des députés de Caracas à Son Excellence le marquis Wellesley, 10 août 1810. *F. O.* Spain, vol. 106.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

En ce qui concernait l'Angleterre, Bolivar avait donc, en définitive, accompli ses instructions avec plus de succès encore que n'auraient osé l'espérer ses compatriotes. Le principal objet de la mission était toutefois, nous l'avons vu, de décider Miranda à venir assumer la direction du mouvement en Amérique, et dès leur arrivée à Londres, les députés de Caracas n'avaient pas négligé de pressentir à cet égard le Précurseur. Mais c'est surtout à dater du moment où les négociations avec le gouvernement britannique allaient se terminer que, profitant de sa liberté d'action recouvrée dès lors, l'on voit Bolivar poursuivre ardemment la réalisation du projet qui lui tenait le plus à cœur.

Le fait seul d'entrer en pourparlers avec Miranda constituait une démarche fort grave et sur laquelle les instructions de la Junte s'étaient montrées parfaitement explicites : « Miranda, ancien général français, s'est déclaré l'adversaire des droits mêmes que nous nous efforçons de sauvegarder et le gouvernement colonial, à raison des tentatives de ce personnage contre les provinces d'Ocumare et de Coro, a mis sa tête à prix pour une somme de 30.000 $. Nous devons, en conséquence, le considérer comme s'étant révolté contre Ferdinand VII, de telle façon que si le général Miranda se trouvait à Londres ou dans quelque autre endroit où nos commissaires se trouveraient également, et s'il venait à leur rendre visite, ils devront s'inspirer à son sujet des observations qui précèdent sans toutefois mépriser les avis de leur compatriote[1]. »

Ce paragraphe était loin cependant de refléter les intentions véritables des chefs de la révolution à l'instigation desquels agissait la Junte. Désireux de se concilier plus complètement les bonnes grâces du cabinet de Londres et d'ailleurs obligés de recourir à l'entremise des autorités britanniques des Antilles pour toutes les communications à intervenir entre le gouvernement de Caracas et ses ambassadeurs, les Proceres avaient fait autoriser les députés à donner connaissance

1. Instructions, etc., v. *suprà*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de leurs instructions aux ministres anglais. Il était donc impossible de s'exprimer d'autre sorte dans un document officiel dont un nombre encore considérable des patriotes de la Junte n'eût, au surplus, approuvé la teneur qu'à cette condition. Les députés avaient parfaitement interprété ces sous-entendus et sur ce point aussi, les représentants du gouvernement britannique semblent avoir démontré quelque complaisance: ce fut même l'un des plus véhéments griefs des ambassadeurs d'Espagne à Londres, qui continuaient à réclamer sans succès contre Miranda les rigueurs de la police anglaise dans le moment même où le secrétaire d'État donnait audience à « d'impudents créoles » publiquement en relations avec l'agitateur.

Bolivar avait néanmoins conservé à ces rapports toute la discrétion à quoi le contraignait sa qualité diplomatique. Il n'hésita plus, dès la promulgation du décret de blocus, à se départir de toute réserve et s'appliqua même à donner le plus d'éclat possible à sa nouvelle attitude. La mission vénézuélienne n'avait pas encore pris congé du ministre des affaires étrangères, que les journaux mentionnaient la présence au théâtre ou la visite aux monuments publics des députés de Caracas, toujours « en compagnie de l'illustre général Miranda ». Le peintre Gill achevait, à quelque temps de là, le portrait de Bolivar et l'élégante clientèle de l'atelier de Chandler Street pouvait déchiffrer sur la médaille que le jeune américain avait fait ajouter à son costume, et que retenait le ruban tricolore de Miranda, l'une des devises préférées aussi du Précurseur : *Sin libertad no hay patria* — « Point de patrie sans liberté. » Les Députés de Caracas devenaient les commensaux fervents de la maison de Grafton Square. Miranda les y présentait à tout ce que Londres comptait d'hommes célèbres et de beaux esprits. Joseph Lancaster, entre autres, dont le fameux système faisait fureur à cette époque, rappelait plus tard au Libertador, devenu son protecteur[1], « les grands discours par lesquels, disait-

1. De 1824 à 1829, alors que Lancaster ayant émigré en Amérique essaya d'organiser l'enseignement mutuel en Colombie. Il dut y re-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

il, j'exprimais compendieusement ma méthode aux députés américains dont tu faisais partie, en septembre 1810, dans la maison du général Miranda, Grafton Square, Piccadilly[1] ».

Bolivar reçut alors du Précurseur en personne le suprême degré d'initiation de la « Grande Loge Américaine » et répéta, en lui donnant cette fois tout leur sens, les formules naguère prononcées devant les adeptes de la Loge de Cadix[2].

Une profonde sympathie avait, dès la première rencontre, uni ces deux hommes en qui se résumaient tous les espoirs de la liberté du Nouveau Monde. Leur collaboration fut aussi spontanée qu'active. Suivant les conseils de Miranda, qui, durant les dernières années, avait plus infatigablement que jamais poursuivi sa féconde propagande de presse, Bolivar fit ses débuts dans la carrière de publiciste à laquelle il devra plus tard d'éclatants et utiles succès. *La Revue d'Édimbourg* et les gazettes de Londres insérèrent les vibrants appels que les deux vénézuéliens adressaient à l'opinion européenne. Commentant dans une longue « Correspondance », fictivement datée de Cadix, publiée par le *Morning Chronicle*, du 5 septembre 1810, les conséquences du décret de blocus, Bolivar adjurait encore l'Angleterre d'intervenir : « Comment la Grande-Bretagne, disait-il, pourrait-elle renoncer aux privilèges que l'on nous assure lui avoir été concédés par le Vénézuéla ! Comment ne voit-elle pas que les ressources mêmes de son alliance sont employées contre elle !.. Le jour, prochain, où les Vénézuéliens se trouveront convaincus que leur modération, le souci dont ils témoignent de maintenir des relations pacifiques avec la métropole, leurs sacrifices pécuniaires enfin ne leur auront obtenu ni le respect, ni la gratitude auxquels ils estiment avoir droit, ils lèveront défi-

noncer à la mort de Bolivar. Lancaster mourut quelque temps après dans une situation précaire, à Montréal, âgé de 62 ans.

1. Lettre de Lancaster à Bolivar, Caracas 9 juillet 1824. *Documents.* O'Leary, t. XII, p. 242.

2. V. *suprà*, liv. I, ch. III, § III.

nitivement l'étendard de l'Indépendance et déclareront la guerre à l'Espagne ! Ils ne négligeront pas, non plus, d'inviter tous les peuples de l'Amérique à s'unir en confédération. Ces peuples, déjà préparés à un tel projet, suivront avec empressement l'exemple de Caracas. »

L'enthousiaste confiance qui transparaît à ces propos venait de ce que Bolivar était déjà certain d'avoir gagné Miranda à ses projets. Le Précurseur, s'adressant à la Junte vénézuélienne, l'avait informée dès le 3 août, en ces termes de sa décision : « Je demande tout d'abord à Vos Seigneuries de permettre au plus fidèle de leurs concitoyens de Les féliciter à l'occasion des événements mémorables et glorieux du 19 avril 1810, date qui restera la plus célèbre de l'histoire de notre pays et des annales du Nouveau Monde... La satisfaction que ces nouvelles ont provoquée parmi les meilleurs d'entre les Espagnols et les hommes bien intentionnés d'Europe est indicible... Je dois ajouter que le choix très avisé que Vos Seigneuries ont fait de D. Simon Bolivar et D. Luis Lopez Mendez, délégués auprès de cette cour, a pour beaucoup contribué à ce résultat.

« Ces Messieurs, avertis dès leur arrivée à Londres des démarches précédemment engagées par moi au sujet des affaires mêmes qui les avaient appelés en Angleterre et s'autorisant de ces précédents, ont manœuvré avec tant d'habileté et de tact qu'ils se sont acquis beaucoup d'honneur et ont augmenté le crédit du pays qu'ils représentent... Je viens de mettre fin aux négociations que je poursuis ici depuis plus de vingt années en faveur de notre émancipation et de notre indépendance et j'ai sollicité en même temps du gouvernement britannique l'autorisation nécessaire pour retourner dans ma patrie. Je ne doute pas que le ministère ne fasse droit à ma juste demande et j'espère que Vos Seigneuries approuveront également les intentions que me dictent un zèle et des sentiments aussi naturels que patriotiques[1]... »

1. Miranda à la Junte Suprême. Londres 3 août 1810. **D**. II, 484.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Les pourparlers récents auxquels Miranda faisait de la sorte allusion, engagés le 25 juillet avec le ministre des affaires étrangères[1], n'étaient pas cependant terminés encore au début de la seconde quinzaine de septembre. Bolivar, informé le 16 par le Foreign Office que le brick *Sapphire*, mis à sa disposition par l'Amirauté, se trouvait prêt à prendre la mer à Portsmouth, ne pouvait différer de partir. Il prit congé de Miranda qui lui promit, quoi qu'il advînt, de le rejoindre en toute hâte et quitta le 21 septembre les côtes d'Angleterre[2].

C'était intentionnellement que Miranda s'attardait aux démarches relatives à son départ. Comme en 1805, il ambitionnait d'intéresser directement à sa cause le gouvernement britannique. Persuadé toujours que l'indépendance resterait irréalisable sans le patronage étranger, il s'obstinait à en arracher aux Anglais la promesse, et soutenu par ses nombreux amis de Londres, l'ancien secrétaire d'Etat Vansittart, entre autres, se servant de Richard Wellesley comme intermédiaire, il multipliait auprès du chef du Foreign Office les plus insinuantes requêtes. La situation de sa patrie, les appels de ses compatriotes ne lui laissaient point, assurait-il, d'alternative sur la possibilité de demeurer ou non plus longtemps en Angleterre. Il se devait de rentrer en Amérique. Mais il ne voulait le faire sans le plein assentiment de la nation, dont il avait reçu tant de témoignages précieux de générosité et de bienveillance, sentiments que son vœu le plus cher était de voir étendre à son pays... Il insistait également pour que sa pension lui fût continuée; il entendait ne point cesser de rester au service anglais... « Mais, ajoutait-il, je suis prêt à renoncer, dès à présent, à toute condition pécuniaire... n'ayant en vérité d'autre souhait à formuler que celui de pouvoir contribuer à la sauvegarde

1. Lettre de Miranda à Wellesley, 25 juillet 1810. R. O. *F. O.* Spain, vol. 103.

2. Journal du capitaine Davies, commandant le brick de S. M. *Sapphire* R. O. *Captains Journal*, N° 2057 et *Admiralty Musters*, Séries II, N° 3169. Bolivar emportait avec lui le bagage de Miranda. Deux esclaves — José et Juan Pablo — l'accompagnaient.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

des intérêts de l'Amérique du Sud et au maintien de l'appui qu'elle espère de la Grande-Bretagne[1]. »

Le marquis Wellesley ne se laissa pourtant gagner qu'à demi aux séductions de ce langage. Miranda obtint seulement l'autorisation de retourner au Vénézuéla, et l'ordre formel d'y faciliter sa rentrée fut envoyé aux gouverneurs des Antilles anglaises[2]. Ceux-ci pouvaient par là se croire autorisés à donner à l'avenir asile à Miranda et, tout au plus, à tolérer, le cas échéant, qu'il s'approvisionnât chez eux d'éléments militaires. Les assurances verbales que le Précurseur emporta de ses conférences avec le ministre étaient-elles du moins de nature à justifier l'espoir d'une plus ample coopération de l'Angleterre ? Il est permis d'en douter. Les interlocuteurs étaient trop avertis l'un et l'autre pour risquer de s'engager au delà de protestations superficielles dont il n'appartenait qu'à l'avenir de fixer la valeur et de préciser la portée. Les restrictions et les équivoques s'imposaient de part et d'autre dans cette dernière phase de la partie diplomatique à laquelle, depuis un quart de siècle, se livraient l'Amérique espagnole et la Grande-Bretagne en la personne de Miranda et des hommes d'État qui s'étaient succédé au Foreign Office.

A ce jeu de manœuvres subtiles, le Précurseur, quelle que fût l'habileté de sa tactique, était battu d'avance alors que Wellesley demeurait maître de choisir le moment où il serait opportun pour l'Angleterre de devenir, ainsi que le lui demandait Miranda, « le point d'appui d'un nouveau levier d'Archimède ». Cette suprême et dangereuse intrigue, par l'inévitable suspicion dont elle entachait les sentiments, pourtant désintéressés, de Miranda, eut d'ailleurs pour conséquence immédiate de le compromettre aux yeux de ses compatriotes et de vouer ses desseins aux tragiques résultats d'une fatale méconnaissance.

Miranda s'embarqua dans les premiers jours d'octo-

1. Lettres à Wellesley 29 août, 24 septembre, 25 septembre, 3 octobre. — *F. O.* Spain, vol. 103, 104 et 105.
2. *W. O.* 1/106.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

bre en laissant la maison de Grafton Square à la disposition de Lopez Mendez et de Bello. Ils y restaient chargés de veiller au maintien des relations du Vénézuéla avec l'Angleterre et de grouper autour d'eux les délégués que les différentes provinces d'Amérique pourraient envoyer à Londres. Mendez s'appliqua de son mieux à la tâche qui lui était dévolue. Il fut, pendant plusieurs années, l'agent actif et fidèle, sinon toujours heureux, des libéraux vénézuéliens. Bello se sépara vers 1815 de son compagnon, connut alors toutes les amertumes d'une existence d'ingrat labeur et de misères, et finit par entrer au service du gouvernement chilien dont il devint l'un des hommes d'État remarquables, en même temps que le représentant le plus justement célèbre de la littérature sud-américaine au dix-neuvième siècle. On a prétendu qu'il conserva longtemps rancune à ses compagnons de la Junte de Caracas de ne lui avoir attribué, dans la composition de l'ambassade de Londres, qu'un rang inférieur à son mérite. Aussi, dans les souvenirs qu'il a laissés, se montre-t-il notoirement partial à l'égard de Bolivar que sans doute il rendait responsable de sa déconvenue.

De cruelles calomnies, relatives à sa conduite lors des événements du 19 avril, calomnies dont il sut noblement faire justice, furent en même temps accréditées contre Bello au Vénézuéla et motivèrent sa résolution de s'en expatrier à jamais [1].

1. Parmi toutes les gloires de Bello celle d'avoir été le premier à rendre hommage au Précurseur et à signaler sa mémoire à la reconnaissance de ses compatriotes doit aussi lui être comptée. *L'Ode à Miranda* est aujourd'hui à la page d'honneur des Anthologies américaines :

Con reverencia ofrezco a tu ceniza
Este humilde tributo ; y la sagrada
Ráma a tu efigie venerable, ciño,
Patriota illústre, que proscrito, erránte,
No olvidaste el cariño
Del dulce hogar que vio mecer tu cuna,
Y, óra blanco de las iras de fortuna,
Ora de sus favóres halagado,
La Libertad américana hiciste
Tu primer vóto y tu primer cuidado.

« C'est avec respect que j'offre à tes cendres ce tribut attendri, patriote illustre, et que du rameau sacré je ceins ton front vénérable.

Ces principes de confusion, de mésintelligence et de jalousie qui détournaient ainsi de la cause de l'Indépendance un de ses meilleurs ouvriers, devaient du reste dominer la période nouvelle de la Révolution américaine que signalera l'arrivée de Miranda.

Proscrit, errant, tu demeuras fidèle au foyer qui vit bercer ton enfance. Cible aux déchaînements de la Fortune, ou de ses faveurs comblé, la Liberté américaine resta ton premier vœu, toujours, et ton premier souci. »

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE IV

LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE DU VÉNÉZUÉLA

I

Les préoccupations dont les chefs de la révolution vénézuélienne se voyaient assaillis au moment du départ de la mission s'étaient singulièrement aggravées. A Coro, à Maracaïbo, les cabildos avaient solennellement reconnu la Régence, qualifié d'« infâme » la conduite de Caracas, fait arrêter et jeter dans les cachots souterrains de la forteresse de Puerto-Cabello les délégués de la Junte. Les gouverneurs Miyáres et Ceballos menaient, parmi les habitants arriérés et fanatiques de ces provinces, une contre-propagande aussi active que redoutable. Ils levaient des milices, demandaient des secours à Santa-Fé, à Cuba, à Puerto-Rico, répandaient de perfides calomnies contre les patriotes, faisaient prêcher partout la résistance, envoyant des émissaires dans les régions voisines et jusque dans la Guyane. Barcelóna, qui s'était d'abord ralliée à la Junte, se proclama contre elle. Angostura suivit cet exemple. Des conspirations se nouèrent à Caracas, où le parti espagnol reprenait l'avantage. Les Proceres instituèrent un tribunal de salut public (le 22 juin 1810) mais ne parvinrent qu'à entretenir dans le peuple un esprit dangereux de trouble et d'alarme.

Bien qu'épuisée par la guerre défensive et réduite au

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

minimum de prévoyance politique, l'Espagne commençait aussi à prendre ombrage d'une situation dont elle ne pouvait plus se dissimuler les dangers. Les protestations de fidélité à Ferdinand VII n'avaient pas longtemps donné le change à la Régence de Cadix et le langage dont usaient les Juntes coloniales dans les « Adresses » qu'elles lui faisaient parvenir[1] l'auraient, à défaut de toute autre présomption, suffisamment éclairée sur les intentions véritables des créoles.

Elle se flattait pourtant d'avoir comblé à leur égard la mesure des concessions possibles. L'un de ses premiers soins, en les appelant à siéger aux Cortès n'avait-il pas été de déclarer, sous la forme d'une proclamation solennelle[2], que, « les Américains traités jusqu'à ce jour avec indifférence, victimes de l'ignorance et de la cupidité, se trouvaient désormais élevés à la dignité d'hommes libres et cessaient de demeurer soumis à un joug d'autant plus dur qu'ils avaient été plus éloignés du pouvoir central ? » Le 17 mai 1810, à la veille même du jour où les événements de Caracas allaient être connus à Cadix, un décret devait être encore promulgué, concédant à l'Amérique de larges facultés commerciales. Aussi le conseil pouvait-il se croire fondé à taxer d'ingratitude la méconnaissance hostile que lui témoignaient à ce moment les municipalités coloniales.

La nouvelle de la révolution de Buenos-Ayres mit le comble à cette indignation dont les représentants du commerce de Cadix s'attachèrent dès lors à provoquer les effets. Que les créoles eussent l'audace d'employer les mots de « tyrannie » et d'« injustice » après avoir, de leur propre chef, déclaré la liberté de trafic avec toutes les nations, cela paraissait insupportable aux négociants gaditains appelés jusqu'ici aux bénéfices exclusifs de ce commerce et fort influents par ailleurs sur les décisions des membres de la Ré-

1. V. notamment. Manifeste de la Junte de Caracas à la Régence, 3 mai 1810. — **D.** II, 419.

2. Proclamation du conseil de régence aux Espagnols Américains. Ile de Léon. 14 février 1810. **D.** II, 388.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

gence. Ceux-ci leur avaient de considérables obligations, les ayant plus d'une fois sollicités pour des emprunts nationaux et parfois même personnels.

Le conseil accéda donc avec empressement à l'adoption des mesures de rigueur que les rapports de la légation royale à Londres l'engageaient au surplus à ne point différer. Le décret du 17 mai fut annulé et la Côte-Ferme déclarée en état de blocus. En même temps un des membres du conseil, D. Antonio Ignacio Cortabarria, était envoyé au Vénézuéla en qualité de commissaire royal « avec mission de pourvoir aux moyens de rétablir la paix dans la province de Caracas et dans toutes celles qui n'auraient pas craint de l'imiter en ces pernicieuses initiatives[1] ».

Le contre-coup des décisions métropolitaines se fit aussitôt sentir à Caracas. Les Espagnols y organisaient, dès la fin de septembre, un complot qui faillit aboutir, les frères Francisco et Manuel de Linares ayant réussi à s'assurer le concours d'un grand nombre d'anciens employés et d'ecclésiastiques. Dénoncés à temps, les conjurés furent arrêtés et emprisonnés non sans manifestations bruyantes de la populace (1er octobre).

La Junte était pourtant fort à propos instruite, à cette époque, du détail des révolutions de la Plata et de Nouvelle-Grenade, ainsi que des massacres de Quito. Ces nouvelles, qu'elle sut exploiter habilement, lui valurent un regain de popularité, mais le répit ne dura guère. Le commissaire de la Régence débarquait à Puerto-Cabello le 24 octobre et s'employait bientôt avec ardeur à seconder les efforts réactionnaires des gouverneurs de la côte occidentale. Miyáres, nommé par la Régence capitaine général du Vénézuéla, fit de sérieux préparatifs militaires annonçant qu'il se porterait bientôt en force vers la capitale. Une série de décrets comminatoires, de proclamations savamment rédigées par Cortabarria, l'arrivée à Coro d'un détachement envoyé par le gouverneur de La Havane ranimèrent l'espoir des partisans de la Régence. Toutes les attaches

1. Instructions officielles du commissaire royal D. A. J. de Cortabarria, Cadix 1er août 1810. **D**. II, 528.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

menacèrent de se rompre autour de Caracas. La région d'Aragua, que les Proceres croyaient indéfectiblement vouée à la cause patriotique, se laissa gagner à la réaction. Une conspiration sérieuse y fut découverte en même temps que de nouveaux complots, étouffés cette fois dans le sang, menaçaient la Junte à Caracas.

Barcelóna fit néanmoins, sur ces entrefaites, amende honorable et reconnut la Junte le 12 octobre. L'adhésion spontanée, quelques jours plus tard, des villes de Trujillo et de Mérida dans la province contre-révolutionnaire de Maracaïbo, décida la Junte à prévenir les desseins hostiles de Miyáres et à envoyer contre lui les troupes qu'elle achevait alors d'instruire et d'équiper tant bien que mal. Le commandement en fut confié au marquis del Toro.

Ce représentant raffiné de la fraction du patriciat créole restée jusqu'alors la plus entichée de ses privilèges de caste, avait lui-même sollicité le poste de général en chef des armées de la Junte. Il était impatient de fournir le gage éclatant d'une foi révolutionnaire, à présent inébranlable, et dont les convictions longtemps hésitantes l'avaient amené, nous le savons, à trahir naguère la confiance de Miranda. Mais les capacités de l'ancien colonel des milices étaient loin de valoir la noblesse de ses intentions. De par ses origines, son âge et son caractère, le marquis del Toro se trouvait aussi mal préparé que possible à la vie militaire, à la tâche pénible de diriger, d'animer, de maintenir des troupes primitives, composées de volontaires séditieux, de paysans grossiers et de l'arrière-ban de la plèbe forcenée des villes.

Les trois à quatre mille hommes qui, par bandes, rejoignirent, à la fin d'octobre, le quartier général de Carora, s'en allèrent le long des routes, sans discipline et sans ordre, à la file, un soldat à peine sur dix portant un fusil, le reste armé, embarrassé plutôt, d'espingoles surannées, de piques et de matraques. Del Toro s'était entouré d'une garde d'élite, valant plus par ses luxueux uniformes que par ses aptitudes guerrières. Il se faisait suivre d'encombrants bagages et de quelques lourdes

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pièces de campagne aux caissons à peine pourvus. Une marche de 150 lieues à travers des déserts arides ou des sentiers impraticables conduisit enfin l'armée devant Coro le 28 novembre.

Solidement retranchés derrière les murs de la ville, les Espagnols ouvrirent brusquement le feu sur les troupes de Caracas qui, démoralisées par cette attaque imprévue, se débandèrent. Toro les rallia, les entraîna jusqu'au pied des remparts, mais la mitraille continuait à faire rage et décima les assaillants. Le général voulut, le lendemain, tenter un nouvel effort. Il apprit cependant que Miyáres arrivait sur ses derrières avec une armée nombreuse et se résigna à la retraite. Celle-ci s'effectua dans le plus lamentable désordre. Un avantage, remporté le 2 décembre à la Sabanéta, dans un engagement contre les forces supérieures en nombre qu'y avait postées l'un des lieutenants de Miyáres, fut le seul événement heureux de cette campagne désastreuse autant par ses résultats que par les périls dont elle rendait à présent l'imminence plus certaine.

Telle était la situation au Vénézuéla, lorsqu'aux premières lueurs de l'aube, le 4 décembre, la *Sapphire* ramenant Bolivar vint jeter l'ancre devant La Guayra. Les Proceres accueillirent le jeune ambassadeur avec enthousiasme. Ils se sentaient rassurés par sa présence et comptaient sur ses dons éprouvés de persuasion, sur le prestige aussi que ne pouvait manquer de lui valoir sa réception à Londres, pour relever le courage affaibli des patriotes et les entraîner aux actions décisives. Bien que le comité dirigeant fût parvenu à s'acquérir le suffrage de la majorité de la Junte, les modérés, les hésitants surtout, y comptaient toujours des partisans. L'insuccès de l'expédition de Coro en accroissait encore le nombre. Martin Tovar Ponte qui, depuis quelques semaines, avait remplacé le timide Llamosas à la présidence de l'assemblée, ne cachait pas à ses amis combien les dispositions de ses collègues lui faisaient concevoir d'inquiétude.

Il ne devait donc pas être aisé de les déterminer à souscrire officiellement, ainsi que l'entendaient les

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Proceres, à la rentrée de Miranda. Le gouvernement de Caracas continuait d'agir « au nom et pour la défense des droits de Ferdinand VII » et c'était y porter gravement atteinte que d'appeler au Vénézuéla l'adversaire le plus acharné du roi d'Espagne, l'éternel conspirateur, le contumace enfin dont le cabildo lui-même, constitué aujourd'hui en Junte gouvernante, avait, quatre ans plus tôt, confirmé la condamnation à la peine capitale. L'expédition dirigée contre les provinces d'occident pouvait être après tout considérée comme une mesure d'ordre intérieur et ne semblait pas retirer aux partisans encore nombreux d'une transaction avec la métropole, tout espoir d'accommodement. Mais le fait d'accueillir ouvertement Miranda, coupait toute retraite aux patriotes.

C'était, aussi bien, à quoi prétendaient les amener les Proceres. Bolivar, Tovar Ponte, Roscio et le groupe des « irréductibles » s'y employèrent avec l'énergie, la subtilité et l'audace dont ils s'étaient fait un système auprès de leurs compagnons effarés. Le 12 décembre, le texte [1] d'une « Adresse au général Miranda » était accepté à l'unanimité par les membres de la Junte et placardé sur les murs de la ville : « Les aspects sous lesquels va vous apparaître votre patrie se sont fort modifiés. L'ancienne tyrannie a cédé la place à un gouvernement dont l'unique objet est désormais le bonheur du peuple dont il dirige les destinées..... » Il s'agissait bien, cette fois, presque sans équivoque d'une déclaration de guerre à l'Espagne. Les Proceres avaient d'ailleurs encore précipité l'événement. Prévenu par Bolivar, l'illustre proscrit avait quitté depuis trois jours Curaçao, où il était arrivé la semaine précédente. Le 13 décembre, au moment même où la population de Caracas se trouvait informée de sa venue prochaine, les vigies de La Guayra avisaient à l'horizon le sloop de guerre de Sa Majesté Britannique, l'*Avon*, qui portait à son bord Miranda [2].

1. Dans Becerra, *op. cit.*, t. II, p. 19.
2. Rapport du brigadier général Layard à lord Liverpool. Government House Curaçao, 17 décembre 1810. R. O. *W. O.* 1/106, N° 34.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le bâtiment mouilla à quelques milles de la rade. Le lendemain matin le Précurseur, averti des intentions favorables de ses compatriotes, prit place dans l'une des embarcations du bord et donna l'ordre aux rameurs de nager vers la terre. Il était seul à l'avant du canot, debout, les bras croisés, et le cœur lui battait sans doute d'émotion et d'espérance en entendant s'élever des rangs de la foule massée sur les quais de La Guayra les « Hurrahs! » enthousiastes qui le saluaient. Un soleil de fête embellissait le panorama du rivage, illuminant les pentes bleuâtres des montagnes, les palmeraies de Maiquetia, l'embroussaillement printanier de Macúto, cuivrant la muraille rocheuse contre laquelle se précisaient de plus en plus les maisons blanches de la ville... Les acclamations redoublèrent lorqu'on vit Miranda fouler enfin la plage, se jeter dans les bras de Bolivar, de Tovar Ponte, délégués par la Junte à sa rencontre, et répondre d'un beau geste héroïque aux bravos de la multitude.

Soucieux de l'effet à produire, il avait endossé l'uniforme de 93 dont sa taille, restée droite en dépit d'un demi-siècle de luttes, de combats et d'aventures, faisait encore superbement valoir la prestance. Le bicorne à plumes planté sur la coiffure en catogan, l'habit bleu aux feuilles d'or, l'écharpe aux couleurs républicaines d'où pendait le long sabre courbe battant les jambes moulées dans la culotte blanche, les bottes aux éperons dorés, composaient au vieux général, cravaté de noir, poudré de frais, la bouclette à l'oreille, un appareil impressionnant.

Haussant contre le vent du large sa tête massive au regard sombre animé de soudains éclairs, Miranda semblait, à ce moment, la pensée, l'incarnation mêmes de l'Émancipation américaine. D'abord obligé de l'Espagne, puis éternellement persécuté par elle, protagoniste des deux grandes Révolutions mères, n'était-il pas aussi le commensal invétéré de l'Angleterre prestigieuse, le perpétuel ourdisseur de trames, le confident et le collaborateur des jésuites, l'adepte mystérieux des francs-maçonneries?...

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

La conscience populaire s'avisait aussitôt du symbole et, confusément portée vers Miranda, s'effarouchait pourtant à l'aspect de ce « grand diable de Français », hérétique et régicide. Dans la foule pressée autour du Précurseur chevauchant à présent sur la route de Caracas, commençait à poindre le sentiment, fait de curiosité plutôt que de sympathie et de naïve terreur à la fois, que lui témoigneront les peuples vénézuéliens [1]. Les acclamations faiblissaient. Des moines mêlés aux manifestants insinuaient à voix basse qu'il faudrait s'accuser en confession de ces vivats en faveur d'un excommunié. Intimidés à leur tour, les patriotes dissimulaient sous une excessive déférence la crainte tout à coup survenue de sentir méconnaître ou dédaigner par le glorieux général leurs ambitions, leurs querelles, d'apparence trop chétive peut-être à ses yeux. Bolivar, impeccable dans son costume foncé de dandy, coiffé du chapeau haut à bords étroits baissés devant et derrière et retournés sur les côtés, l'énorme cravate moderne nouée sous le menton, les cheveux courts, souriant à son rêve, inquiet, remuant, nerveux, caracolait auprès de Miranda, botte à botte, formant avec lui le plus inquiétant contraste. Ces deux âmes en qui s'agitaient tant de grandes pensées se comprendraient-elles ?

1. On en peut découvrir l'expression caractéristique dans les chansons populaires de l'époque. V. dans Rojas, *Leyendas historicas*. 2e série, *op. cit.*, p. 191, la chanson de *La Cónga* par exemple, composée lors de la campagne des vallées d'Aragua (v. *infrà*) et dont le refrain rappelait l'interjection familière à Miranda :

Veinte y cinco franceses
Cargaban su cañon :
Alón, alón, camina
Alón, mozos, *alón*.

« Il y avait vingt-cinq français pour porter son canon. *Allons ! allons !* marchez, *allons*, garçons, *allons !* »

Becerra mentionne également *op. cit.* (t. II, p. 541), une autre chanson contemporaine dans laquelle les soldats, faisant allusion à cette boucle d'or que Miranda portait à l'oreille, à la mode de 93, ne cachaient pas leur certitude de sa damnation éternelle :

... En la oreja lléva el aro
Que llevará en el infierno.

« A l'oreille il porte l'anneau qu'il portera aussi en enfer. »

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Miranda se le demandait sans doute, repassant en mémoire les avanies que les parents de ces jeunes hommes, un peu contraints en leur respect d'aujourd'hui, avaient infligé jadis à sa jeunesse. Espagnol, peut-être encore retrouvait-il, en cette atmosphère oubliée, quelque chose de l'arrogance de race à l'égard du créole, du mépris instinctif pour le mulâtre et l'indien. Les haines originelles, les errements, les incompréhensions réciproques, toute la somme des fatalités qui pesaient sur ces ilotes de l'Indépendance américaine étaient en essence en chacun des pèlerins de la caravane qu'une dernière montée amenait, au crépuscule, aux portes de Caracas[1].

Dès l'arrivée dans la maison de Bolivar où l'attendait une hospitalité déjà moins fraternelle, et quand les Proceres, après l'avoir exactement instruit de la situation générale, l'eurent laissé à ses réflexions, l'amertume d'une déconvenue irrémédiable envahit profondément le Précurseur. Il se pourrait, ainsi que le prétend l'un des plus récents historiens du Vénézuéla[2], que, sur le navire qui l'emportait enfin vers le Nouveau Monde, Miranda se fût confusément bercé de l'espoir d'y trouver à son tour les destinées sublimes du grand Empereur vers qui convergeaient alors les regards des hommes. Il pensait peut-être que le diadème de *l'Inca* siérait aussi bien à sa tête que la couronne de Charlemagne à celle de l'ancien général à l'armée d'Italie. La déception de Miranda dut être, en ce cas, cruelle. Le pays lui était apparu misérable: des hameaux espacés, de médiocres bourgades, une capitale qui donnait tout au plus l'impression d'un gros village; le peuple fanatique et borné, les hautes classes hostiles, une société aux coutumes encore patriarcales que les « lumières » semblaient n'éclairer qu'en surface; l'armée, de pauvres gens pieds nus, loqueteux, le bras en écharpe, la tête bandée, couverte d'un méchant cha-

1. *W. O.* 1/106. Rapports du brigadier général Layard au comte de Liverpool, décembre 1810, et Becerra, II, ch. XIV et XVIII, etc.
2. Gil Fortoul, *op. cit.*, t. I, p. 102.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

peau de paille, qui présentaient gauchement les armes, tantôt, sur son passage ! Ces troupes, conduites par un général absurde, envers qui le Précurseur avait aussi de troublants motifs de rancune, s'étaient montrées incapables de défendre la branlante façade derrière laquelle la Junte affolée dictait des mesures incertaines. Les périls s'amoncelaient. Maîtres du bas Orénoque, des régions de Coro et Maracaïbo, les Espagnols pouvaient à loisir soulever tout le pays.

Fallait-il du moins espérer quelque assistance extérieure ? Miranda, mieux que personne, savait à quoi pourrait se réduire le bénéfice de la médiation anglaise. Le commissaire royal continuait à lancer impunément de Puerto-Rico des appels incendiaires à la contre-révolution. Aux États-Unis, les délégués de la Junte n'avaient reçu du secrétaire d'État Richard Smith que des encouragements platoniques. Telésforo de Oréa venait de rentrer à Caracas fort mal impressionné. Juan Vicente Bolivar aurait pu commander aux manufactures de Philadelphie l'armement que ses compatriotes l'avaient chargé d'acquérir, mais le comte d'Oñiz, ministre d'Espagne, était parvenu à persuader le jeune patriote que son gouvernement ne tarderait pas à reconnaître la Junte. Les 60.000 $ qu'elle avait confiés à l'aîné des Bolivar avaient été naïvement employés par lui à l'achat de machines agricoles. Celles-ci n'étaient point parvenues du reste au Vénézuéla, Juan Vicente les ayant prises avec lui sur un navire qui s'était perdu corps et biens en vue des côtes de la Floride... Miranda, dont l'inébranlable confiance avait survécu à tant de désastres, sentit sans doute, et pour la première fois, le découragement lui monter au cœur.

II

En décrétant la rentrée de Miranda, la Junte estimait avoir suffisamment satisfait à ses obligations révo-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lutionnaires. Les modérés, effrayés de leur audace, s'étaient vite ressaisis : ils consentirent, le 16 décembre, à reconnaître officiellement au Précurseur la validité de ses grades militaires et, pensant être allés de la sorte jusqu'au bout des hardiesses permises, ils le reléguèrent, pour ainsi dire, au second plan. Beaucoup d'entre les patriotes reculaient, en effet, toujours devant la perspective d'une rupture ouverte avec la métropole et s'obstinaient à faire encore crédit à son indulgence. Les Proceres s'efforçaient de dissiper une erreur aussi dangereuse, mais l'inaction momentanée des gouverneurs espagnols des provinces occidentales accentuait l'illusion dans laquelle se complaisaient les hésitants. Les jours qui suivirent l'arrivée de Miranda furent perdus en discussions stériles et la cause de l'indépendance sembla péricliter à ce moment où des chances nouvelles auraient dû, tout au contraire, favoriser ses progrès.

A cet affaissement du sentiment patriotique, les Proceres devaient répondre par un surcroît d'activité. Cédant à leurs prières, Miranda promit de collaborer aux intrigues que l'on résolut de préparer sans retard. Il dut lui être pénible d'avoir à reprendre, dans sa propre patrie, le rôle ingrat et subalterne de conspirateur, mais il accepta stoïquement l'épreuve et se mit à la tâche. Bolivar s'était jeté dans cette nouvelle lutte avec sa fougue coutumière ; il s'institua le lieutenant du Précurseur.

La réunion prochaine du Congrès, auquel la Junte avait, dès son installation, convoqué les provinces vénézuéliennes, offrait aux Proceres, dirigés à présent avec une inflexible ardeur, l'occasion sans égale de proclamer solennellement l'indépendance. Il était toutefois indispensable de recourir à un instrument capable d'orienter les décisions de la future assemblée. Miranda proposa d'établir un comité de salut public à la manière de celui des Girondins de 1793. Ce comité, réduction du Congrès auquel il devrait servir de modèle, surveillerait ses délibérations, lui dicterait sa conduite, lui signalerait le but et l'y en-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

traînerait. Il pourrait être, au demeurant, un puissant moyen de propagande et d'action sur l'opinion publique. Telles furent les visées qui présidèrent à l'institution et au fonctionnement de la *Société Patriotique* de Caracas.

Cette société existait en fait depuis plusieurs mois. Sa création avait fait partie des premières mesures décrétées par la Junte et qui répondaient à ses préoccupations humanitaires et progressistes. Elle était destinée en principe « à grouper les agriculteurs afin de les encourager au développement de toutes les branches de l'industrie rurale compatibles avec la diversité des climats vénézuéliens »[1]. Miranda convainquit aisément les patriotes formant la majorité de la réunion, qu'il leur appartenait de discuter des questions plus pressantes que les questions économiques : « C'est, leur disait-il, de votre existence même qu'il s'agit avant tout. Avisez à l'assurer d'abord, vous pourvoirez ensuite au reste. » Dès le commencement de 1811 la Société Patriotique devenait une véritable université révolutionnaire en même temps qu'une sorte de conspiration permanente et publique.

Dans tout le Vénézuéla cependant on procédait aux opérations électorales. La fin de février approchait et, depuis deux mois, les députés auraient dû se trouver réunis à Caracas. Mais l'éloignement des circonscriptions, les difficultés et les lenteurs du vote n'avaient encore permis qu'à 30 députés sur les 44 que devait compter le Congrès, de répondre à l'appel de la Junte. Le temps toutefois pressait, les Proceres se montraient impatients, et bien que le quorum légal ne dût pas être atteint, la date d'ouverture des travaux de l'assemblée fut définitivement arrêtée au 2 mars 1811.

Élus par les provinces qui s'étaient prononcées pour la Junte ou qui, du moins, étaient acquises à la Révolution, les membres présents du Congrès, aussi bien que ceux dont on espérait l'arrivée prochaine, appartenaient presque tous au parti libéral. Ils n'avaient pas manqué

1. Décret du 14 août 1810. **D**. II, 489.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de se faire inscrire, les uns après les autres, à la Société Patriotique, mais ils ne se souciaient point de manifestations plus éclatantes, et redoutaient de porter atteinte du premier coup au principe de la souveraineté royale. Les députés, réunis au jour fixé dans la grande salle où siégeait la Junte, jurèrent donc solennellement fidélité à Ferdinand VII, se rendirent en corps à la cathédrale pour y renouveler leur serment sur les Livres Saints et déclarèrent se constituer en « Réunion Conservatrice des Droits de la Confédération Américaine du Vénézuéla et du Seigneur Don Ferdinand ». Les décisions prises au cours des premières séances du Congrès, pour lequel on avait aménagé la chapelle désaffectée de l'ancien séminaire de Caracas, témoignèrent encore du défaut de hardiesse et de l'esprit irrésolu qui caractérisaient la majorité de l'assemblée.

Celle-ci, groupant les hommes les plus distingués du pays, représentait en essence toute la noblesse des sentiments dont l'idéal des Proceres avait, à l'origine, souhaité de s'inspirer. L'évolution subie par les membres du comité révolutionnaire n'avait pas gagné les patriotes. Ils en étaient toujours aux spéculations philosophiques, aux imaginations généreuses et répugnaient aux arrêts définitifs. Résolus à proclamer l'indépendance, ils voulaient, pourtant, éviter à la fois de recourir à des moyens extrêmes et de favoriser l'avènement immédiat du peuple au gouvernement. L'anarchie qui leur semblait devoir en résulter les arrêtait autant que la guerre. Théoriciens imbus de souvenirs classiques, les congressistes rêvaient enfin de doter leur pays d'une constitution républicaine qui ne devait tenir compte ni des traditions, ni de l'éducation non plus que du réel intérêt des populations américaines. C'est à cette complexité de desseins et de principes, grosse de conséquences fâcheuses pour l'avenir politique du Vénézuéla, qu'il faut attribuer aussi la timidité persistante et les contradictions que l'on peut relever dans les premiers actes du Congrès.

L'assemblée commença par s'attribuer le titre de

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Majesté. Elle choisit Felipe Fermin Paúl [1] comme président et les honneurs auxquels il aurait droit furent minutieusement débattus et prescrits. La Junte abdiqua solennellement en faveur du nouveau pouvoir exécutif qui reçut le titre d'*Altesse* et fut délégué à Cristobal de Mendoza [2], Juan Escalona [3] et Baltasar Padron. L'examen de ces questions préliminaires occupa plusieurs séances. On décida la création d'un conseil d'État, l'institution d'une haute cour de justice qui remplirait les fonctions de l'ancienne Audience et d'un tribunal dit « de vigilance » qui connaîtrait des crimes de haute trahison. Une amnistie générale fut accordée aux condamnés, un règlement voté pour l'attribution des bénéfices ecclésiastiques. On nomma des commissions chargées d'élaborer les codes ; Francisco Javier Ustaritz, Roscio et Martin Tovar Ponte entreprirent la rédaction du projet de Constitution. Quelques nouveaux députés vinrent prendre séance dans le courant d'avril. Les semaines s'écoulaient de la sorte et personne encore n'avait osé demander la discussion qu'il s'agissait en réalité d'établir avant toute autre. La pensée de l'indépendance était dans toutes les âmes, mais les mots qui la devaient exprimer s'arrêtaient sur toutes les lèvres.

A la Société Patriotique, les Proceres et les congressistes eux-mêmes se sentaient cependant tenus à moins

1. Né à Caracas le 7 décembre 1774. Président du collège des avocats en 1809. Il émigra après la chute de la République en 1814. Nommé membre des Cortès espagnoles et vice-président de cette assemblée, il y soutint avec ardeur la cause américaine. De retour au Vénézuéla en 1824, il fut nommé recteur de l'université de Caracas. Il est mort le 17 juin 1843.

2. Né à Trujillo (Vénézuéla) en 1772. Émigré en Nouvelle-Grenade après la chute de Miranda, Bolivar le rencontra à Mérida en 1813 et le nomma gouverneur de cette province. Il fut quelque temps après gouverneur de Caracas. Il prit part à l'Assemblée des notables du 2 janvier 1814. En 1816 il était à la Jamaïque et collaborait à la campagne de presse qu'avait organisée le Libertador. Cristobal de Mendoza mourut à Caracas en 1829.

3. Né à Caracas. Prit part aux campagnes de la guerre de 1813 à 1826. Il défendit héroïquement Valencia en 1814 (V. *infrà*), fut membre du Congrès d'Angostura puis gouverneur de Coro et de Caracas en 1826. Mort en 1832.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de contraintes. Le simple et vaste local[1] où se tenaient les séances tumultueuses de cet autre Club des Jacobins retentissait chaque soir de discours incendiaires où s'exaltait le courage des patriotes et qui raffermissaient les hésitants. Le premier anniversaire du Dix-neuf Avril y fut célébré avec véhémence. Une foule ardente envahit de bonne heure la salle, s'installant sur les banquettes, s'accrochant aux barreaux des fenêtres, reconnaissant, acclamant au passage Miranda qui présidait la réunion, Bolivar, Yanes[2], Peña[3], Espejo, Ustaritz, les Salias, Tejera, Sanz, qui, successivement, montèrent à la tribune. Le député Coto Paúl[4], que sa stature, sa tête énorme, ses traits puissants, sa crinière léonine faisaient ressembler à Danton dont il parodiait l'éloquence, s'écria d'une voix tonnante : « Pour ranimer la mer Morte du Congrès, nous sommes ici sur la montagne sainte. Empoignons la torche révolutionnaire. Qu'elle nous illumine, que le peuple, enivré de ses lueurs, la porte à travers les rues et les places... Et, s'il le faut, que la guerre laboure les champs où s'élèvera la Liberté ! » Le jeune Muñoz Tebar[5], qui rédigeait avec Vicente Salias le *Patriota de Venezuela*, organe de la Société, résuma le sentiment général : « C'est aujourd'hui l'anniversaire de notre

1. La maison choisie par Bolivar et Miranda pour y installer la Société Patriotique était l'une des plus vastes de Caracas. Elle appartenait à la famille Blánco, et se trouvait située au coin de la rue désignée aujourd'hui encore sous le nom de *La Sociedad* et de celle longtemps dite de *Las Gradillas*. Articles de Antonio L. Gúzman dans *Opinion Nacional de Caracas*, N^os^ 2091 et 2092 des 7 et 8 avril 1876.

2. Yanes (Francisco-Xavier), originaire de Cuba. Mort à Caracas en 1842.

3. Peña (Miguel), né à Valencia (Vénézuéla) le 29 septembre 1781. Il était gouverneur de La Guayra en 1812, lors de la chute de Miranda. On assure qu'il se trouvait avec Escalóna à la défense de Valencia. Membre du Congrès de Cúcuta en 1821. Président de la Haute-Cour à Bogotá en 1825. Membre du Congrès de Valencia du 6 mai 1830. Président de cette assemblée, il fut l'un des auteurs de la constitution qu'elle élabora et qui régit le Vénézuéla jusqu'en 1857. Mort à Valencia, le 8 février 1833.

4. Francisco-Antonio, frère de Felipe Fermin.

5. Muñoz Tebar (Antonio), né à Caracas en 1787. Il fit la campagne de Nouvelle-Grenade en 1813 et celle du Vénézuéla. Devenu secrétaire et premier aide de camp du Libertador, il fut tué le 2 juin 1814 à la deuxième bataille de La Puerta. V. *infrà*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Révolution. Voici qu'une année s'achève et nous n'avons à en retenir que des flagorneries à l'adresse de l'esclave de Bonaparte. Je souhaite que nous assistions enfin aux débuts de l'An Premier de l'Indépendance et de la Patrie[1]. »

Influencé par ces hardiesses, le Congrès se départit un peu de sa prudence habituelle. Une commission, composée des 24 députés de Caracas, fut nommée le 1er juin pour « examiner les moyens d'assurer la souveraineté et l'indépendance de la province métropolitaine ». Cette commission demanda, séance tenante, à l'assemblée de réclamer les Droits de l'Homme, l'abolition de la torture, la liberté de la presse. Mais les patriotes reculèrent encore devant l'adoption de ces mesures. Ils se sentaient repris par leurs scrupules, impressionnés par les observations des représentants du parti espagnol qui, depuis quelques jours, siègeaient auprès d'eux. Le chanoine Manuel Vicente Maya, député royaliste de La Grita, à qui la dignité et l'énergie de son caractère valaient un ascendant considérable sur ses collègues, commentait les adresses du commissaire royal Cortabarria qui, de son poste de Puerto-Rico, menaçait toujours les gouvernements rebelles d'un châtiment exemplaire et prochain. La commission se partagea, dès le 5 juin, sur la question de la subdivision en deux départements de la province de Caracas. D'oiseuses discussions s'engagèrent à ce sujet. Les congressistes s'y complaisaient avec autant de zèle que d'inconsistance.

Le 22 juin, Miranda, élu par la commune presque inconnue de Pao dans la province de Barinas, vint prendre place au Congrès. Le Précurseur allait pouvoir enfin exhorter de plus près ceux de ses compatriotes dont il dépendait de consacrer le succès de la révolution. Il semble, en effet, que les temporisations et la faiblesse des congressistes n'aient attendu pour passer aux résolutions définitives, que la présence immédiate

1. Gil Fortoul, *op. cit.*, t. I, pp. 139-140, d'après Gonzalez, *Biografia de José Félix Rivas*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Miranda. A dater de ce moment, un souffle nouveau s'insinue dans l'assemblée, une irrésistible impulsion l'emporte. Les mots de *Liberté*, de *République* sillonnent, comme autant d'éclairs, les débats de plus en plus orageux que les Proceres, au moindre prétexte, suscitent. La *Gazette Officielle* publie des articles où, pour la première fois, l'idée de tolérance religieuse est envisagée. Un émoi véritable en résulte dans les cercles politiques.

Au Congrès, les discussions s'échauffent. Cependant les harangues exaltées des patriotes couvrent les protestations de plus en plus interloquées des royalistes. La désertion du capitaine espagnol Feliciano Montenegro, dont la Junte avait précédemment accepté les services et qui remplissait un emploi important au département d'État de la guerre, provoque au sein de l'assemblée, le 29 juin, de nouvelles allusions, des murmures frémissants, des répliques furieuses. Montenegro avait soustrait les plans de mobilisation. Il allait les livrer au commissaire royal. Hésiter davantage serait un crime. La fougue des patriotes se déchaîne. Le projet de déclaration des Droits de l'Homme, présenté naguère par les députés de Caracas, est acclamé, voté le 1er juillet. C'est le brûlot dont les explosions attiseront plus tard parmi les classes populaires les séditions et l'anarchie, mais qui, pour le moment, entraîne les citoyens ravis auprès des Proceres dont ils vont être les collaborateurs décisifs. Le 3 juillet enfin, le président en fonctions, Rodriguez Dominguez, déclare « la discussion ouverte sur la question de l'indépendance absolue ».

Les représentants étaient, ce jour-là, pour la première fois, au complet. La lumière matinale entrait librement par les hautes et étroites fenêtres espacées le long des voûtes de la nef dont elle éclairait les ombres séculaires. L'ornementation liturgique des murailles, les tableaux de piété composaient un cadre inattendu à l'assemblée tumultueuse qui se groupait dans l'enceinte. Au bas de la tribune dressée devant l'autel, autour d'une large table que recouvre un tapis de ve-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lours rouge aux franges d'or, les orateurs se pressent, impatients de prendre la parole. Il y a là des patriciens aux façons arrogantes, des prélats taciturnes, de rudes officiers, de robustes tribuns, des jeunes hommes aux physionomies volontaires ou songeuses. Miranda, hautain, impérieux, Bolivar, fébrile, la démarche brusque et prompte, vont de l'un à l'autre affrontant les indécisions, avivant les courages, prévenant les défaillances. Les portes s'ouvrent à la foule des citoyens de toutes les conditions et de toutes les classes : femmes, enfants, seigneurs, marchands, paysans, ouvriers, portefaix, esclaves même, multitude bariolée, vibrante, émue, consciente, à cette minute, de ses enthousiasmes et de ses espoirs[1].

Elle a salué d'une acclamation formidable l'audacieuse motion du président de l'assemblée. Martin Tovar, Peñalver, Alámo, Ortiz, Alcalá, Perez de Pagóla, l'appuient successivement d'arguments énergiques. Maya s'élève avec courage contre une « déclaration illégale, assure-t-il, et condamnable ». Yanes résume éloquemment le débat, invoque « les droits sacrés dont la nation exige la reconnaissance immédiate ». — « Notre maison brûle, s'écrie à son tour Fernando Toro, et nous en sommes toujours à nous demander si le temps est ou non venu d'éteindre l'incendie. » Francisco Hernández, député de la commune de San Carlos de Austria, s'efforce encore de déconcerter ses collègues. Il leur rappelle que la personne du roi est inviolable et sacrée, « y toucher, c'est attenter à Dieu même ». Il redoute aussi l'intervention de l'Espagne, de l'Angleterre, des États-Unis. — « Le roi Ferdinand, dites-vous, est inviolable, réplique aussitôt José Maria Ramirez, représentant d'Aragua, il tient de Dieu ses droits ; nous ne devrions plus alors manger, nous soigner, ni combattre, car la faim, la fièvre et la guerre viennent aussi de Dieu, je suppose... Proclamons notre indépendance

1. D'après le tableau de Tovar y Tovar au Panthéon de Caracas. V. aussi comptes rendus des séances du Congrès. **D.** III, 565-567 et Eloy G. Gonzalez, *Al Margen de la Epopeya*, *op. cit.*, ch. I,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et si rois ou peuples y trouvent à redire nous saurons la défendre. » Miranda se rallie à la déclaration de Ramirez. Mais le président lève la séance et renvoie la suite des débats au lendemain.

Cette suspension avait été en réalité secrètement provoquée par les Proceres. Les sentiments de l'assemblée leur paraissaient trop confus encore. A l'exemple des Girondins de la Convention, ils voulaient donner à la déclaration de leur indépendance « la solennité du plus grand acte organique qu'une nation pût accomplir »[1]. Il fallait s'assurer pour cela de l'unanimité du vote. Le comité révolutionnaire redoubla d'insistance et d'opiniâtreté. La réunion de la Société Patriotique, le 3 juillet au soir, n'avait jamais été plus nombreuse. On y discuta fiévreusement toute la nuit. Miranda, Bolivar, Espejo, Peña, infatigables, électrisèrent leurs auditeurs : « Le Congrès délibère sur ce qui devrait être résolu depuis longtemps, s'écria Bolivar.... On s'y préoccupe des intentions de l'Espagne ! Que nous importe qu'elle veuille conserver des esclaves ou les vendre à Bonaparte, puisqu'il est bien entendu que nous voulons être libres. On assure que les grands projets doivent être longuement préparés. N'est-ce point assez de trois cents ans de réflexions ? La Société Patriotique respecte comme elle le doit le Congrès national, mais il doit nous entendre. Posons sans crainte les fondements de l'indépendance sud-américaine. Tergiverser encore c'est nous perdre[2] ! » Les vivats frénétiques du peuple, les applaudissements des députés presque tous présents dans l'assistance, semblèrent d'un radieux augure aux Proceres. Avant que le lever du jour ne mît fin à la délibération suprême des patriotes, on convint, sur la proposition de Bolivar, qu'une commission présidée par Miguel Peña porterait au Congrès l'expression des vœux de la Société « en tant que représentante de l'opinion unanime de la nation ».

Peña se rendit directement à l'assemblée et, dès

1. V. LAMARTINE, *Histoire des Girondins*. Livre XXIX, ch. IX.
2. D., III, 568.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'ouverture de la séance, demanda la parole. Les Proceres avaient espéré que le prestige de la date du 4 juillet, anniversaire de la proclamation de l'Indépendance des Etats-Unis, emporterait les dernières hésitations des congressistes. La discussion générale, dans laquelle se distinguèrent surtout Miranda, Roscio, Yanes et Peñalver[1] n'aboutit cependant qu'à provoquer une motion, votée par la majorité et chargeant le président de « prendre l'avis du pouvoir exécutif sur l'opportunité de déclarer l'indépendance[2] ».

A la reprise de la séance, le 5 juillet au matin, le président donna lecture de la réponse affirmative que venaient de lui faire parvenir les membres de l'exécutif. Miranda fit savoir aussitôt que les dernières nouvelles d'Espagne annonçaient la retraite de l'armée de Masséna. Il ajouta que la métropole allait être désormais en mesure de tenter de réduire par les armes le Vénézuéla à se soumettre. Cette insinuation, éclatant dans une atmosphère surchauffée de patriotisme produisit l'effet qu'en attendait le Précurseur. Des protestations s'élevèrent de toutes parts. Juan Bermúdez, député de Cumana, invoquant la pénurie des moyens de défense dont disposaient les côtes de la province, adjura ses collègues de surseoir encore à la déclaration. Les clameurs qui couvrirent sa harangue attestèrent que l'unanimité s'était faite dans l'assemblée. Les députés, jusqu'alors les moins résolus, crurent devoir protester de leur adhésion aux principes révolutionnaires. « Malgré ma qualité de membre du clergé, dit le Père Unda, représentant de Guanare, le respect à des traditions surannées ne m'en impose plus puisqu'il s'agit ici du salut de la patrie. Je souscris au nom de mes commettants à l'indépendance absolue du

1. Peñalver (Fernando), né à Piritú en 1765. Persécuté par Monteverde en 1812, il s'enfuit des prisons de Puerto-Cabello à l'arrivée de Bolivar en 1813, et rentra à Caracas. Il fut président du Congrès de Cúcuta, en 1821. Gouverneur de la province de Carabobo en 1826. Sénateur au Congrès du Vénézuéla en 1831, il mourut le 7 mai de la même année

2. Compte-rendu de la séance du Congrès du 4 juillet. **D.** III, 570.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Vénézuéla. » Peñalver pour Valencia, Alámo pour Barquisemeto, Perez de Pagóla pour Ospino firent incontinent une déclaration semblable.

Le président mit la question aux voix. Tous les députés se prononcèrent pour l'affirmative à la seule exception du chanoine Maya[1]. Le décret qui porte le nom d'*Acte de l'Indépendance du Vénézuéla*[2] fut rédigé sur l'heure par Roscio et Isnárdy, lu à l'assemblée le surlendemain 7 juillet 1811, et approuvé et signé par les 41 députés présents à la séance.

La proclamation de l'Indépendance reçut du peuple de la capitale et de la plupart des provinces un accueil enivré. Les corps constitués, les autorités civiles et ecclésiastiques, les fonctionnaires, la garnison de Caracas convoqués, en commémoration de la grande date française, le 14 juillet, sur la Plaza Mayor, reconnurent solennellement « la souveraineté et l'indépendance absolue que les desseins de la Providence viennent de restituer aux Provinces Unies de Vénézuéla, désormais libres et pour toujours exemptes de soumission à la monarchie espagnole et d'obéissance à tout chef ou corporation qui prétende la représenter ».

Les couleurs de Miranda, adoptées officiellement par l'assemblée[3] comme emblème du pavillon national, furent arborées alors pour la première fois aux applaudissements de la multitude. Le nouvel étendard, déposé à la Société Patriotique[4], fut remis solennellement aux fils de José Maria España, à qui l'honneur était commis de le présenter aux troupes, sur l'emplacement même où leur père avait été exécuté onze ans auparavant. Les

1. Compte rendu de la séance du Congrès national du 5 juillet 1811. **D**. III, 571.

2. Les archives vénézuéliennes ne possèdent pas l'original de ce document qui fut vraisemblablement détruit l'année suivante par les Espagnols. L'Acte d'Indépendance fut publié à Londres, en anglais et en espagnol, en 1812, par les soins de Lopez Mendez et sous le titre : *Documentos oficiales interesantes relativos a las Provincias Unidas de Venezuela*. Londres 1 vol. in-8, 1812. V. l'intéressante étude de Gil Fortoul et Carlos A. Villanueva dans *Historia Constitucional de Venezuela*, t. I, p. 519.

3. **D**. III, 580.

4. Article de la *Opinion Nacional*, déjà cité. **D**. IV, 842.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

assistants jurèrent ensuite, « par Dieu et les Saints Évangiles, d'obéir aux magistrats nommés par l'assemblée nationale, ainsi qu'aux lois qui seraient sanctionnées et promulguées par elle, de s'opposer par la force... à toute attaque contre les états de la confédération vénézuélienne, de conserver pure et sans tache la sainte religion catholique, romaine et apostolique et de défendre le mystère de l'Immaculée Conception de la Vierge Marie, notre Dame [1] ! »

Cette réédition des formules sacramentelles en usage sous le régime colonial, avait été arrachée aux Proceres par le clergé dont il leur était indispensable de s'acquérir la collaboration. Les gazettes libérales n'en critiquèrent pas moins la faiblesse que l'on témoignait de la sorte à l'égard « d'un fanatisme absurde. S'il faut, disaient-elles, des *mystères* pour fonder la République, le *mystère* de Ferdinand VII ne nous suffit-il pas ? »

La prévoyance du comité révolutionnaire n'était pourtant point inutile : il s'en fallait de beaucoup que le fanatisme eût disparu, et les événements ne devaient pas tarder à en apporter la preuve. Les chefs de la révolution se laissèrent pénétrer, en attendant, par la joie profonde de voir leur projet réalisé. Si fragiles qu'en apparussent les conséquences, ils saluaient avec attendrissement l'avènement de l'ère nouvelle. Les réunions intimes des Proceres furent marquées par des effusions semblables à celles des Girondins après la proclamation de la République, alors que « jetant volontairement le voile de l'illusion sur les embarras du lendemain et sur les obscurités de l'avenir, ils se livraient tout entiers à la plus grande jouissance que Dieu ait acccordée à l'homme ici-bas: l'enfantement de son idée, la contemplation de son œuvre, la possession de son idéal accompli [2] ». Miranda savait mieux que personne où mènerait cette ivresse, il assistait, le cœur serré, à ces scènes renouvelées d'un passé tragique

1. **D.** III, 574.
2. LAMARTINE, *Histoire des Girondins*, liv. XXX, ch. II.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et dont il avait éprouvé de près les sinistres présages; elles ne pouvaient être pour lui que ce qu'elles étaient en effet : un court répit, un épisode de la lutte qui rentrait maintenant dans sa phase inexorable.

A l'heure même où le Congrès se préparait à jeter à la métropole le défi de sa Déclaration, le 3 juillet, une escadre, envoyée de Puerto-Rico par le commissaire royal, composée d'une frégate de 44, la *Cornelia*, d'une corvette, de deux bricks et de trois goélettes, montés par mille hommes de troupes, se présentait devant Cumana. La Junte à la tête de laquelle se trouvait Vicente Súcre, organisa rapidement la résistance, mit sur pied 2.000 hommes et rendit de la sorte impossible tout débarquement. Mais Cortabarria ne se laissait pas intimider par cet échec. Les moyens restreints dont il disposait ne lui ayant pas permis non plus de rendre le blocus effectif, il redoublait d'efforts pour provoquer la contre-révolution. Ses agents parcouraient les provinces, répandant partout des calomnies contre les patriotes, annonçant les châtiments terribles qu'allaient encourir « les rebelles ». Les capucins des missions du Caroni, près d'Angostura, capitale de la Guyane, tout-puissants sur les habitants de la contrée, travaillaient avec succès en faveur de la réaction. Les patriotes durent se convaincre que cette province leur échappait. Des séditions éclatèrent ailleurs. Les Juntes parvinrent sans peine à les étouffer, mais elles devenaient fréquentes et de plus en plus dangereuses.

Depuis deux mois, le parti espagnol à Caracas recevait en secret des encouragements. Don Juan Diaz Florez, riche négociant canarien, fut chargé par Cortabarria de fomenter une révolution dans la capitale. Florez crut y réussir, il enrôla quelques officiers et une centaine de pauvres hères séduits par la perspective de gagner le paradis en combattant « les démons du Congrès ». Le 11 juillet, pendant que l'on préparait les fêtes de la proclamation publique de l'Indépendance, les conspirateurs, affublés de cuirasses en fer-blanc et d'énormes scapulaires, brandissant des tromblons et des sabres

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ébréchés, se réunirent sur le terre-plein de Los Téques, dominant, à l'ouest, l'une des sorties de la ville, arborèrent un étendard à l'image de la Vierge du Rosaire et se mirent en marche aux cris de : « Vive le Roi ! A mort les traîtres ! »

Cette mascarade tourna au tragique. Cernés par la foule et le peuple, les canariens se virent réduits à merci. On les conduisit en prison et le tribunal de vigilance, emporté par un déplorable excès de zèle, condamna les meneurs, au nombre de seize, à la peine capitale. On les fusilla le 15 juillet et, suivant un usage que l'on n'eût pas attendu des patriotes de remettre en honneur, les têtes coupées furent exposées aux carrefours [1].

Sur ces entrefaites une insurrection beaucoup plus grave se préparait à Valencia. Jalouse de son ancienneté, cette ville, autrefois capitale du Vénézuéla, avait espéré que le projet de subdivision de la province de Caracas lui restituerait quelques-uns de ses privilèges de cité métropolitaine. Les agents de Cortabarria y menaient une propagande effrénée. Ils excitèrent l'amour-propre de la Junte en assurant que les patriotes de Caracas n'étaient guidés que par ambition personnelle et répandirent parmi le peuple le bruit de l'arrestation de l'archevêque. Le clergé régulier, qui souffrait du mépris où le tenaient les autorités ecclésiastiques de la capitale, fit cause commune avec les agitateurs. Valencia se souvint que son blason portait en exergue les mots « Fidèle au Roi ». Les moines prêchèrent la croisade et l'on commença à lever des troupes pour partir en guerre contre les « hérétiques, les athées et les francs-maçons de Caracas ».

Ceux-ci furent aussi cruellement déçus qu'alarmés par ce soulèvement. Ils avaient toujours compté sur

1. Pour n'être point rapporté par les historiens contemporains du Vénézuéla, le fait n'en semble pas moins indéniable. Le *Mémoire pour servir à l'Histoire de la Capitainerie Générale de Caracas*, publié à Paris en 1815, en fait mention expresse aussi bien que l'*Esquisse de la Révolution de l'Amérique Espagnole*, Paris 1817, pp. 115 et 116, dont l'auteur, Manuel Palacios, délégué en Europe par le Gouvernement révolutionnaire, n'est point sujet à caution

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'adhésion de Valencia et des riches régions d'alentour dont l'appoint était plus précieux que tout autre. Leur voisinage des provinces royalistes, la proximité de l'excellent port de Puerto-Cabello par lequel Cortabarria pourrait introduire de puissants renforts, constituaient autant de menaces.

L'exécutif, investi par le Congrès de facultés extraordinaires, demanda du secours aux Antilles anglaises. Les gouverneurs répondirent qu'ils n'avaient d'instructions, qu'en ce qui concernait les rapports commerciaux des Colonies avec la Côte-Ferme : ceux-ci restaient assurés de toute la protection des autorités britanniques. Pour le reste, il fallait attendre les directions du cabinet de Londres [1].

Une expédition sur Valencia fut alors décidée. Les quatre à cinq mille hommes que le gouvernement révolutionnaire avait continué d'entretenir et d'exercer de son mieux, reçurent l'ordre de marcher vers la province révoltée. La direction des opérations fut confiée, cette fois encore, au marquis del Toro qui s'adjoignit son frère Don Fernando comme chef d'état-major. Les indépendants remportèrent au début quelques avantages. Toro battit un détachement ennemi au cerro de los Corianos près de Mariara. Mais il dut se replier presque aussitôt sur Maracaï d'où il demanda désespérément des renforts à Caracas (19 juillet).

Le Congrès alors se décida à faire appel à Miranda qui n'avait pas attendu moins de sept mois le poste de confiance auquel il espérait se voir sollicité dès son arrivée au Vénézuéla, et dont la nécessité seule contraignait ses compatriotes à l'investir.

III

Ce ne fut d'ailleurs pas sans une opposition marquée que le pouvoir exécutif consentit à ratifier la désigna-

1. Réponse du gouverneur de Trinidad Monroe au pouvoir exécutif, citée par RESTREPO, *op. cit.*, t. II, ch. III, p. 29.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tion de Miranda comme « général en chef des armées nationales » ; l'animosité dont l'instinctive xénophobie des Vénézuéliens avait très vite entouré le Précurseur, s'était, depuis, aggravée de tous les dédains que celui-ci leur opposait. Miranda n'avait voulu dissimuler ni ses déceptions, ni son amertume. Il avait accepté, rempli avec la conviction la plus fervente, le rôle secondaire qu'on lui avait assigné, mais le ressentiment secret qu'il éprouvait à s'y voir réduit s'était trop souvent exhalé en allusions méprisantes, en propos blessants pour l'amour-propre des créoles. Il ne leur cachait pas combien leurs querelles lui paraissaient mesquines et leurs scrupules saugrenus. La bigoterie, le fanatisme des classes populaires l'exaspéraient. Cette résignation sereine qu'il s'était durant tant d'années imposée comme un premier devoir, l'abandonnait à présent au moindre prétexte. Il affectait un ton cassant vis-à-vis de ses jeunes compagnons. Appelé enfin au rang le plus élevé qui se pût ambitionner dans l'état actuel du pays, le vieux général, loin de se montrer sensible à la déférence, si tardive fût-elle, qu'on lui témoignait, redoubla de critiques acerbes sur le manque de tenue, l'indiscipline des troupes, l'incompétence des officiers.

Dès l'entrée en campagne, Bolivar s'était empressé de demander du service et sollicitait le commandement d'un régiment. Miranda s'y refusa, alléguant le manque d'expérience du jeune colonel de milices « dont les titres, déclara-t-il, ne justifiaient point les prétentions ». Bolivar, indigné, exigea d'être entendu par un conseil de guerre et fit intervenir le marquis del Toro, son parent, pour amener le pouvoir exécutif à révoquer l'arrêt du général[1]. Ce dernier, sur ces entrefaites, consentit à ce que Toro prît Bolivar comme aide de camp. La querelle s'apaisa, mais elle indisposa toute l'aristocratie créole contre Miranda. Bienveillant en dépit de ses impulsions altières, il exagérait à dessein les sévérités et les rudesses qu'il croyait utiles à l'ap-

1. V. Larrazabal, *op. cit.*, t. I, ch. VI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

prentissage militaire et civique de ses compatriotes : il ne parvenait qu'à les irriter inutilement. Une motion, qu'il présenta au Congrès la veille de son départ pour Valencia, en faveur d'espagnols établis au Vénézuéla et que l'on en voulait expulser, lui aliéna tout à fait les sympathies déjà fort ébranlées du comité gouvernemental. Celui-ci manifesta dès lors une réserve hostile au nouveau général en chef.

Miranda, qui répugnait profondément à la guerre civile, n'avait accepté que par dévouement la tâche ingrate qui lui était confiée. Les pouvoirs défiants et restrictifs dont on le munit la lui rendirent encore plus pénible. Parti de Caracas le 20 juillet, à la tête des troupes de renforts, il rejoignait sans retard le quartier général du marquis del Toro à Maracaï. Ses instructions lui prescrivaient de mener rapidement les opérations et de briser à tout prix la résistance des révoltés, mais il s'aperçut aussitôt des dangers auxquels l'obéissance rigoureuse à ces indications allait exposer l'avenir de l'Indépendance. La rébellion de Valencia avait, en effet, un caractère plus grave que ne le supposaient les Proceres. En se déclarant contre le gouvernement de Caracas, la Junte de Valencia avait cédé beaucoup plus à la pression des basses classes qu'à la seule vanité de faire prévaloir des aspirations séparatistes.

Ces aspirations n'étaient pas unanimement partagées et les plus convaincus même d'entre les créoles les auraient peut-être sacrifiées à l'intérêt général de la cause révolutionnaire. Pedro Peñalver, délégué par la Junte en commission auprès de Miranda, le lui fit entendre clairement au cours d'une entrevue à Guácara, où s'était avancée l'armée indépendante le 23 juillet. Mais Peñalver ajouta que ses collègues avaient à compter avec une population fanatisée par les agents royalistes et dont les créoles eussent risqué de voir tourner contre eux les violences en dérogeant à ses arrêts. Les moines franciscains avaient perfidement excité la vieille rivalité de caste parmi les métis et les esclaves composant l'immense majorité des habitants de Valencia et de ses faubourgs, au point que cela devint plus

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tard une des maximes courantes de la politique espagnole « que les gens de couleur étaient, par définition, fidèles, et rebelles les créoles, et que l'on ne viendrait à bout de la Révolution qu'en exterminant ceux-ci jusqu'aux derniers[1] ».

Miranda prévit ces terribles lendemains, car la propagande des émissaires de Cortabarria gagnait avec une extrême rapidité la région tout entière et débordait sur les provinces voisines : les esclaves prenaient partout les armes et s'enrôlaient sous les bannières royales. Il eût fallu d'habiles manœuvres, de patientes démonstrations pour apaiser les discordes et dissiper le malentendu. La supériorité des forces indépendantes enlevait toute chance de victoire immédiate aux révoltés, mais il était certain aussi qu'un châtiment trop rigoureux servirait d'aliment à la haine que les excitateurs continueraient alors plus que jamais à entretenir. Aussi Miranda souhaitait-il ardemment de réduire, dans toute la mesure du possible, l'éclat de la répression.

Le délégué Peñalver sembla devancer ses désirs en lui proposant un armistice au nom de la Junte. Il engagea Miranda à s'approcher de la ville, à y envoyer des parlementaires et l'assura des probabilités d'une entente. Miranda se laissa convaincre. Il prit aussitôt la route de Valencia à la tête d'un gros détachement et fut reçu à coups de canon en arrivant en vue de la forteresse du Morro qui domine la ville à l'ouest. Les soldats se précipitèrent à l'assaut des retranchements d'ailleurs mal défendus, s'emparèrent du fort, firent la garnison prisonnière et enhardis par ce succès, continuèrent leur marche jusqu'aux portes de Valencia. Les faubourgs étaient silencieux ; on poussa plus avant. Tout à coup, au détour de la rue qui traverse la ville et aboutit à la grand'place, les indépendants aperçurent des barricades, des troupes rangées en bataille, de l'artillerie.

Malgré les efforts de Miranda pour retenir ses

1. Heredia, *Revoluciones de Venezuela*, *op. cit.*, p. 30.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

hommes, le combat s'engage. Les insurgés font mine de se disperser, mais une terrible fusillade éclate aux façades de la caserne dite des Métis et du couvent de Saint-François, s'étendant en longueur sur les deux côtés de la place et transformés en citadelles. Sous la mitraille qui, des fenêtres, pleut en rafales, les colonnes indépendantes s'éclaircissent. Miranda voit tomber auprès de lui les jeunes officiers impassibles. Les fantassins lâchent pied, les cavaliers tournent bride. Bolivar va donner pour la première fois la mesure de son courage.

Le général en chef vient de le charger ainsi que Fernando del Toro de rallier les troupes et de s'emparer des forteresses improvisées. La voix claironnante de Bolivar domine le tumulte, son geste impérieux précipite les hommes, il s'élance suivi d'un gros de cavaliers, mais les portes résistent à la poussée furieuse des assaillants. La folle entreprise est inutile, les chevaux s'entassent au pied des murailles sur lesquelles les boulets impuissants s'écrasent. On emporte Fernando del Toro dont un biscaïen vient de briser les jambes. Le feu continue toujours. Bolivar échappe incompréhensiblement à la mort qui n'a laissé debout qu'une poignée de ses compagnons.

Miranda dut ordonner la retraite. Il retourna à Guácara, y reprit ses positions, les renforça de nouveaux effectifs et organisa, durant la semaine qui suivit, de petites expéditions sur Ocumare et Cata qu'il occupa presque sans coup férir. Il entreprit le 8 août, l'investissement de Valencia. Les indépendants employèrent cinq jours encore à s'en rendre maitres. Un cordon soigneusement établi autour de la ville avait empêché les assiégés de se ravitailler. Ils durent se rendre à discrétion le 13 août, non sans avoir opposé une résistance désespérée à la ruée des troupes indépendantes qui parvinrent, après un suprême combat, à forcer enfin les portes du couvent et de la caserne où les défenseurs de Valencia avaient épuisé leurs dernières munitions. L'escadrille insurgée qui tenait la lagune voisine fit en même temps sa soumission. La campagne était termi-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

née. Elle avait coûté 800 hommes et 1.500 blessés à l'armée indépendante.

Il eût été du moins logique que Miranda, utilisant les 4.000 soldats valides qui lui restaient encore, complétât la pacification si chèrement obtenue, par celle des provinces de Coro et Maracaïbo où la contre-révolution était toujours prépondérante. « Puisque l'on s'était résolu à employer la force, il fallait en user jusqu'au bout. » Le Précurseur, à qui ses instructions enjoignaient de retourner à Caracas, fit valoir cet argument auprès de l'exécutif et sollicita de poursuivre les opérations. Le gouvernement s'y refusa [1]. Jaloux d'un succès dont le Précurseur ne songeait certes pas à tirer vanité, ses ennemis l'obligèrent par leurs intrigues à quitter son poste. Il dut se résigner une fois de plus, chargea Bolivar, qu'en raison de sa valeureuse conduite il proposait officiellement pour le grade de colonel, d'aller porter à Caracas la nouvelle du succès des « armes colombiennes » et revint siéger au Congrès le 22 août.

Les députés déclaraient dès le lendemain que l'assemblée réassumerait, jusqu'à nouvel ordre, les fonctions du pouvoir exécutif et qu'elle allait se consacrer exclusivement à la discussion de la Constitution. Les débats s'ouvrirent aussitôt, fournissant aux patriotes, encore tout grisés de leurs récentes hardiesses et cédant aux transports inspirés par une liberté qu'ils voulaient croire à tout jamais acquise, l'occasion de discours et de retentissantes controverses.

Jamais pourtant les circonstances ne s'étaient moins prêtées à cet intermède déclamatoire, qu'en leur désir de rééditer les pratiques des assemblées de la Révolution française, les congressistes prolongeaient complaisamment. Ils allèrent même jusqu'à prétendre infliger à Miranda le traitement soupçonneux dont usaient les conventionnels à l'égard des généraux de la République. Certains députés, qu'exaltait le souci de réincarner les Robespierre et les Fouquier-Tinville, ne craignirent

1. V. Zea, *Historia de Colombia*, Londres, 1822.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pas de demander la mise en jugement de Miranda. Ils invoquaient le souvenir de Custine et rappelaient que son exécution avait autrefois paru nécessaire au salut du peuple et de la République !

Le Congrès ne fut heureusement qu'à moitié dupe de cette sinistre comédie dont l'envie et la haine étaient les conseillères. Les ovations du public admis à la séance où devait être discutée l'accusation, vengèrent Miranda. Mais celui-ci ne put se retenir d'accabler ses ennemis de sarcasmes hautains. Il ajouta qu'il dédaignait les offenses, que l'on avait tort cependant de négliger pour des parodies ridicules les réels intérêts de la patrie.

Le Congrès semblait étrangement s'en désintéresser en effet. Il licenciait les troupes, et, tels étaient alors le découragement, l'impuissance ou la rancœur de Miranda, que, loin de protester contre cette mesure déplorable, il en prenait au contraire la responsabilité, en décrétant, en sa qualité de commandant en chef, le désarmement général du corps expéditionnaire.

Ainsi pourtant qu'il l'avait annoncé et que cela était à prévoir, le commissaire royal redoublait d'intrigues pour entretenir la résistance. Assuré de l'entière adhésion des provinces occidentales, Cortabarria y préparait à loisir une importante expédition et stimulait d'autre part avec ardeur, le zèle des agents royalistes en Guyane.

Ceux-ci n'en éprouvaient pas moins, alors, presque autant d'embarras à recruter des volontaires et à les organiser, que les gouverneurs républicains des provinces limitrophes de Barinas, de Cumana et de Barcelóna. Il fallait, dans l'un et l'autre camp, procéder à de véritables chasses à l'homme pour parvenir, au prix de difficultés sans nombre, à rassembler quelques soldats indociles dont la principale préoccupation était d'échapper aux devoirs que l'on attendait d'eux.

Les indépendants, au début, obtinrent sur ce point de meilleurs résultats que leurs adversaires. Ils étaient parvenus, à la fin d'août, à concentrer des effectifs dans les principales localités de la rive gauche de l'Orénoque,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

notamment à Barrancas et Santacrúz. Mais ils manquaient de tous moyens de transports fluviaux, alors que les Espagnols disposaient au contraire d'une flottille importante. Il fut donc loisible à ces derniers de débarquer plusieurs petites expéditions qui battirent séparément, dans le courant du mois de septembre, les faibles garnisons échelonnées le long du fleuve. Le capitaine Don Francisco Quevedo, qui commandait l'une de ces expéditions, forte de 300 hommes, poussa hardiment jusqu'à Pao pendant qu'un autre parti royaliste écrasait les défenseurs de Santacrúz et qu'un troisième pénétrait dans la province de Barinas. Détruits ou refoulés en chaque endroit, les indépendants voyaient bientôt tout le bassin de l'Orénoque tomber au pouvoir des Espagnols. C'était une menace des plus graves pour le Vénézuéla et aussi pour la Nouvelle-Grenade dont la capitale même se trouvait de la sorte accessible à une invasion par le Meta et le rio Negro, affluents de l'Orénoque, navigables jusqu'aux régions voisines de Santa-Fé. Le chanoine Madariaga, qui était rentré à Caracas quelques mois plus tôt, avait précisément suivi cette route et ne manquait point, dans le récit qu'il publiait de son voyage[1], de signaler expressément le danger.

L'étonnante confiance des patriotes n'en parut point ébranlée. Ustaritz avait présenté le 2 septembre, à ses collègues, le projet de Constitution élaboré par la commission qu'il présidait et les congressistes se livrèrent, dès lors, avec un enthousiasme sans mélange, aux controverses et aux joutes oratoires qui semblaient être devenues le primordial objet de leurs activités. Il n'y avait pourtant pas que du dogmatisme et de la rhétorique en ces discours. Un sentiment plus élevé animait les patriotes et surtout les Proceres, volontairement oublieux à cette heure des orages amoncelés sur leur noble entreprise. La Constitution, pour eux, c'était le couronnement suprême de l'édifice

1. Journal et Observations de D. José Cortés de Madariaga au cours de son voyage de Santa-Fé à Caracas par la voie du Negro, du Meta et de l'Orénoque, etc. Caracas, octobre 1811. **D**. III, 610.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qu'ils voulaient admirable et parfait afin qu'à le défendre ensuite les peuples apportassent encore plus de courage. Il importait donc d'employer des matériaux épurés et splendides à la construction de cette cité idéale. Ne fallait-il pas aussi que l'esprit des grands réformateurs du passé vînt collaborer à l'œuvre prestigieuse ? L'examen scrupuleux des précédents historiques s'imposait au patriotisme passionné des ouvriers de l'Indépendance. En invoquant, d'autre part, les souvenirs, les épisodes, les noms augustes de la France républicaine, les Proceres entendaient, en même temps, rendre un hommage solennel à des principes qui les avaient soutenus, guidés et conduits au port.

Aussi les doctrines de la Révolution française furent-elles proclamées alors avec une piété qui confinait au fanatisme. Il y eut dans ce Congrès, aussi bien que dans les assemblées similaires occupées à ce moment à l'élaboration des premières chartes des nationalités à peine écloses, un refleurissement merveilleux de la pensée française. Montesquieu, Voltaire, Rousseau et leurs disciples ne furent jamais, nulle part, autant cités, commentés et portés au pinacle, que sur cette terre d'Amérique où l'on pouvait voir revivre, en une éblouissante pléiade de touchants visionnaires, les apôtres de 1789. La fascination s'empara du peuple lui-même. Il entonna les refrains de l'hymne d'allégresse et de reconnaissance aux accents duquel se retrempait la vertu des Proceres, au seuil des catastrophes certaines. La Constitution fut enfin promulguée le 21 décembre 1811 et, ce jour-là, les députés furent solennellement reconduits jusques à leurs demeures, au milieu d'un cortège immense de citoyens rayonnants dont les acclamations alternaient avec le fracas joyeux des salves et des cloches.

La première Constitution du Vénézuéla [1] qui, par la solennité, la clarté, la logique et la perfection de son texte, mérite d'être citée comme un modèle du genre, érigeait les sept provinces de l'ancienne capitainerie

1. **D.** III, 631.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

générale en autant de corps politiques souverains, liés par des garanties réciproques et dont l'ensemble formait une république fédérative. Le pouvoir législatif, le droit de paix ou de guerre sont confiés à une chambre des représentants et à un sénat qui devront se réunir, le 15 janvier de chaque année, dans la ville qui sera choisie pour capitale de la confédération. « Celle-ci ne pourra, en aucun cas, être une capitale de province. » Trois ministres responsables, désignés par les collèges électoraux, exercent, à temps, le pouvoir exécutif et nomment aux emplois de l'administration et de l'armée. Le pouvoir judiciaire est délégué à une cour suprême, à des cours d'appel et à des tribunaux. Les Droits de l'Homme, l'égalité de tous et la religion catholique forment les bases morales de cet acte d'union [1]. Il se terminait par cette apostrophe caractéristique : « Peuple souverain, réponds à la voix de tes mandataires : le seul souci de ta félicité leur a suggéré le projet de contrat social qu'ils présentent à tes suffrages : toi seul peux lui donner une sanction définitive [2]. Évoque, pour la décision que tu vas adopter, les souvenirs du passé et les aspects de l'avenir. Consulte ton intérêt et ne compromets pas ta gloire. »

Tel était en ses grandes lignes ce code de 280 articles où les rêveries du *Contrat Social* et les leçons de l'*Esprit des lois* se mêlaient aux doctrines des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, aboutissant à consacrer, du jour au lendemain, la garantie de toutes les libertés en faveur d'une population incapable de se les assimiler sans apprentissage et, à plus forte raison, de les mettre en pratique.

Sans doute le *fédéralisme* en tant qu'agglomération de pouvoirs indépendants mais harmonieusement échelonnés, collaborant à l'accomplissement d'aspirations

1. V. Gil Fortoul, *op. cit.*, t. I, *Constitucion Fédéral de* 1811, pp. 157-171.

2. Cf. Rousseau : « Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants ; ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi ». *Contrat Social*, liv. III, ch. XV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

unanimes, doit-il être considéré comme l'expression la plus haute, la synthèse parfaite et le terme de toute évolution politique. Et c'est aussi le privilège admirable du Sud-Amérique que tout s'y trouve classifié et groupé séparément par la nature, en même temps qu'en corrélation de réciprocité et d'harmonie. La nature est fédéraliste dans le Nouveau Monde plus qu'en aucune autre région du globe : la confédération (séparation et union tout ensemble) est dans les Andes et les pampas, dans les fleuves et les hauts plateaux, dans les zones climatériques, dans la composition et la distribution des races et des castes, dans les éléments de toute production, dans tout ce qui peut servir de base à la constitution et à la durée d'une société[1].

Au lendemain, cependant, de la proclamation de l'Indépendance, le corps social, au contraire, était plus éloigné que tout autre de cet ensemble harmonieux ; la société américaine, en plein travail d'évolution sociale et même ethnologique, présentait encore tous les caractères d'incohérence et de diversité propres aux débuts des transformations politiques : pouvoirs contigus, fractionnés et rivaux des races, des subdivisions de races, des classes, des corporations, des familles[2].

Nous avons vu, d'autre part, comment le prestige individuel suffisait presque toujours à provoquer des séditions, combien elles se propageaient facilement, et constaté le parti que les fauteurs de troubles continuaient à tirer de l'hostilité réciproque et coexistante des divers groupements sociaux. Celles mêmes des entités coloniales les plus avancées manquaient des éléments indispensables à l'établissement, au moins superficiel, du nouveau régime. Hors des capitales ou des grandes villes, les hommes capables de remplir des fonctions publiques constituaient une infime minorité. Les provinces n'avaient pas de budget propre

1. Cf. Samper, *op. cit.*, p. 171.
2. Cf. Tarde, *Les Transformations du Pouvoir*, 1 vol. Paris 1899, ch. X.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et les modifications qu'il s'agissait d'introduire, à peine ébauchées d'ailleurs, s'écartaient autant d'une application possible que d'un fonctionnement régulier.

Ces défectibilités apparaissaient surtout au Vénézuéla. Les habitants, à qui la Constitution venait de conférer le titre ambitieux de *citoyens*, disséminés au nombre d'environ 700.000 sur un territoire pouvant aisément contenir le décuple de cette population, allaient se trouver plus divisés encore, isolés politiquement, inaptes de par leur manque d'instruction civique et de ressources matérielles, à pourvoir à la création et à l'entretien de gouvernements autonomes.

Il n'y avait aucune corrélation, quelles que fussent à cet égard les illusions des patriotes, entre les conditions sociales, morales et politiques des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud et celles des possessions anglaises de l'Amérique du Nord. Inférer, comme ils le prétendaient, « l'avenir des unes du passé des autres[1] », était une erreur périlleuse. La révolution de l'Amérique du Nord avait consacré en réalité une situation de fait. « La liberté s'y était acclimatée avant l'indépendance[2]. » Les principes tolérants et habiles de la colonisation anglaise, l'homogénéité de la population, ses origines et ses instincts élevés, la fréquence des communications avec la métropole, l'égale répartition de l'instruction et des fortunes, la bonté du climat, les avantages d'un territoire fertilisé et pourvu de grands fleuves navigables, de voies de communication excellentes, les progrès croissants de l'industrie et du commerce, tout invitait les Américains du Nord à poser du premier coup les bases définitives d'une grande nation.

Dans les Colonies espagnoles au contraire, il y avait à achever tout d'abord la prise des formidables bastilles où les passions, les préjugés, l'ignorance d'une population hétéroclite défendaient obstinément

1. V. Gervinus, *op. cit*, t. VI, p. 138.
2. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

un arsenal d'institutions moyenâgeuses. « Des contrastes extrêmes dans la distribution de la propriété divisaient toute la société ; un despotisme à demi-oriental tenait les classes élevées attachées aux institutions monarchiques par tous les liens de la force, de la vanité et de l'égoïsme. Ces mêmes liens enchaînaient aussi bien les gentilshommes séculiers à qui les créoles les plus orgueilleux avaient coutume de baiser les pieds, que la noblesse cléricale devant laquelle les gentilshommes à leur tour rampaient dans la poussière, ainsi que la grande masse des Espagnols et de leurs partisans qui, unis étroitement et par mille liens divers à la société américaine, minaient la cause nationale et patriotique, même quand ils étaient poursuivis et en faute[1]. » Séparés du monde, enfermés dans d'immenses cordillères, « en sinistre tête-à-tête avec l'ignorance et la superstition, comment, écrivait plus tard un homme d'Etat sud-américain[2], pouvions-nous passer subitement de l'abjection à la liberté, comprendre, en un instant, nos intérêts, et deviner l'art difficile du gouvernement ? »

Miranda fut le premier à percevoir ces différences essentielles, à prendre conscience aussi des obligations et de la tactique qui, dès lors, s'imposaient aux Proceres. Insoucieux d'encourir une fois de plus l'animadversion de ses compatriotes, il dénonça le danger auquel l'application des théories dont il avait été, jusqu'à ce jour, le partisan notoire et convaincu, allait exposer le Sud-Amérique : « L'organisation fédéraliste, déclara-t-il à la tribune du Congrès, ne présente aucune des garanties de clarté et de simplicité nécessaires à une institution durable en ces pays. Elle ne tient pas assez compte des mœurs et des usages que les habitudes séculaires de soumission y ont introduites et, pour ainsi dire, enracinées. Loin de grouper les Américains en un corps social homogène, elle ne servira qu'à les diviser encore pour le malheur du salut

1. Gervinus, *op. cit*, t. VI, p. 140.
2. Carlos Holguin, *Estudios historicos*, Bogota 1878.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

commun et le plus grand dommage de l'Indépendance elle-même. »

Une constatation navrante résultait fatalement de telles considérations : la proclamation de l'Indépendance avait été prématurée. Cette vérité qui n'allait plus cesser de tourmenter secrètement les libérateurs, entraînait pour conséquence la nécessité d'une forte centralisation, d'un gouvernement nettement unitaire. En l'esprit de Miranda, comme cela n'allait pas manquer de se produire du reste, en celui des chefs successifs de la Révolution [1], cette conviction devint un dogme. Ce fut au demeurant, l'origine du grand parti *centraliste* qui subsista jusqu'à nos jours, auquel vinrent se rallier, avec le temps, les éléments conservateurs et qui parut ainsi renier les principes mêmes ayant présidé à sa formation.

Les Proceres, en s'instituant les défenseurs de l'unitarisme, ne méconnaissaient point l'excellence et la légitimité des doctrines fédérales ni l'avenir particulièrement prospère que lui promettaient les *possibilités* essentielles du Nouveau Monde. Ils reconnaissaient seulement que ce qu'ils avaient cru réalisable au premier abord, ne pourrait l'être qu'après une étape intermédiaire ; ils se conformaient ici, d'instinct, aux préceptes historiques érigés depuis par la sociologie en loi générale et d'après lesquels : « les pouvoirs divisés d'abord et hostiles se sont centralisés pour se diviser de nouveau, mais d'accord entre eux [2] ». Que l'antagonisme entre *fédéralistes* et *centralistes* dût servir, par la suite et trop souvent, de prétexte aux ambitions personnelles, aux rivalités de province à province ou de ville à ville, il n'en faut pas moins attribuer, surtout au début de l'Émancipation, au très judicieux et conscient souci du bien public, les tentatives réitérées de dictatures, les projets monarchiques accomplis et maintes fois préconisés par les champions de l'Indépendance.

1. Ustaritz et Peñalver, auteurs de la Constitution fédérale de 1811, deviennent eux-mêmes partisans du centralisme deux ans plus tard.
2. Tarde, *op. cit.*, p. 200.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bolivar, en attendant, s'était rapproché de Miranda dont il partagea dès le premier instant, sur ce point, les idées [1]. Ils collaborèrent ensemble à une ardente campagne de presse et combattirent de tout leur pouvoir les tendances qui s'accréditaient autour d'eux. Aussi bien comprenaient-ils l'importance de la décision qui allait intervenir et en prévoyaient-ils les néfastes résultats. Mais, indépendamment de l'exemple des Etats-Unis et de l'attraction des doctrines de la philosophie française, la conception éminemment particulariste que les créoles avaient de la patrie les vouait en principe aux théories du fédéralisme.

Celles-ci d'ailleurs prévalurent et se généralisèrent aussitôt au point que les efforts de Miranda et Bolivar demeurèrent inutiles. Le Congrès fit imprimer et distribuer, à un nombre énorme d'exemplaires, le texte de la Constitution. Il commença la discussion d'une loi électorale, déclara la torture abolie, l'Inquisition supprimée. Pour gage enfin de la magnanimité de leurs sentiments, les députés firent choix de Valencia comme capitale fédérale et décrétèrent que l'assemblée y ouvrirait la session prochaine à la date du 1er mars suivant. Les meneurs, faits prisonniers lors du siège de la ville rebelle, bénéficièrent de ces dispositions généreuses. Le tribunal de vigilance les renvoya purement et simplement d'accusation.

Cependant, le commissaire royal et ses agents reprenaient l'offensive et la guerre se rallumait partout. Dans la Guyane, les partis espagnols se renforçaient chaque jour. Ils s'étaient emparés, durant les dernières semaines de décembre 1811, des places de Guayana Vieja et d'Angostura sur l'Orénoque, avaient augmenté leur flottille de plusieurs unités et soulevé la région tout entière contre les indépendants. Le gouvernement de Caracas dut procéder en hâte à l'organisation d'un corps expéditionnaire de 1.500 hommes dont le commandement fut confié au colonel Gonzalez Moreno. De leur côté, les gouverneurs de Cumana et de Barcelóna met-

1. V. O'Leary, *Memorias*, t. I, p. 36.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

taient sur pied des troupes et les dirigeaient sur la Guyane.

Elles avaient pour chefs les colonels Manuel Villapol et Félix Solá, officiers distingués de l'armée espagnole passés au service des républicains. Les patriotes de l'île Marguerite armèrent aussi quelques canonnières qui, vers la fin de février 1812, remontèrent l'Orénoque, remportèrent un avantage sérieux sur la flottille espagnole à laquelle ils capturèrent deux bâtiments et rejoignirent à Barrancas les trois divisions indépendantes qui s'y trouvaient réunies. Le 7 mars, les républicains étaient devant Angostura; il leur eût été relativement facile d'en déloger les royalistes, mais ils perdirent un temps précieux en conciliabules avec les officiers espagnols qu'ils voulaient amener à accepter une capitulation et se séparèrent maladroitement de leur petite escadre en l'envoyant surveiller les mouvements de la flottille ennemie. Les quinze à seize goélettes dont celle-ci se composait, surprirent, le 25 mars, l'escadrille indépendante dans la baie de Sorondo à quelque distance de Guayana Vieja. Un premier engagement eut lieu; les républicains, à la suite de plusieurs fausses manœuvres, se virent entourés par les royalistes qui leur enlevèrent trois péniches à l'abordage après un combat meurtrier.

La lutte reprit le lendemain. Fortement mutilée par son précédent combat, l'escadrille républicaine opposa toutefois la plus vive résistance à l'attaque fougueuse et savante des royalistes. Ceux-ci s'étaient fait appuyer par une batterie, qui, de la berge, canonnait vivement leurs adversaires; la déroute des indépendants fut complète. Tous leurs navires détruits ou capturés, près de 400 hommes hors de combat, le reste en fuite. Gonzalez Moreno, Villapol et Solá avaient, pendant ce temps, passé le fleuve pour tenter une attaque de revers sur Angostura. Mais en apprenant le désastre de Sorondo, Moreno et Solá se crurent perdus et ne songèrent qu'à la retraite. Ils finirent quelques jours plus tard par abandonner leurs soldats qui se rendirent misérablement à la cavalerie espagnole envoyée à leur poursuite.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Villapol témoigna seul de l'intrépidité dont ses collègues donnaient si mal l'exemple : il repassa l'Orénoque en aval d'Angostura à la tête de sa division qu'il conduisit saine et sauve jusqu'à la ville de Maturín.

Dans les provinces occidentales, le succès de la réaction royaliste s'était signalé, dès le commencement de l'année, sous des auspices plus malheureux encore pour la cause républicaine. Ceballos, Miyáres avaient reçu quelques nouveaux renforts de Puerto-Rico et s'occupaient avec une grande activité de réorganiser la milice de Coro de manière à en faire une troupe capable de coopérer utilement avec la troupe de ligne, à une expédition projetée sur la province de Caracas. Ceballos manquait cependant d'armes et de munitions. L'adhésion spontanée des habitants de la région indienne de Siquisique, dans la province de Valencia, que le curé Andrés Torrellas vint, au début de février, promettre au gouverneur de Coro, fit concevoir à ce dernier d'immédiats espoirs de réussite. Dans le moment même où les membres du Congrès se réunissaient solennellement à Valencia, le 10 mars, un corps expéditionnaire d'environ 500 hommes, dont une compagnie d'infanterie de marine, un escadron de dragons de la Reine et une compagnie de fusiliers espagnols de la garnison de Maracaïbo formaient les cadres, quittait Coro se dirigeant vers la ville fédérale.

Le capitaine de frégate Domingo de Monteverde[1], originaire des îles Canaries, qui s'était naguère distingué à la défense du Ferrol et que le brigadier Juan Manuel de Cajigal, l'ancien protecteur de Miranda, venait d'envoyer à Coro, prit le commandement de l'expédition. En moins d'une semaine, elle atteignait Siquisique et pendant que les congressistes de Valencia discutaient, à grand renfort de citations philosophiques, sur le point de savoir s'il était légitime et conforme aux préceptes du droit des gens, d'envoyer les soldats de la province ou bien les troupes fédérales contre Monteverde, celui-ci soulevait tout le pays autour

1. Gouverneur et capitaine général du Vénézuéla de 1812 à 1814.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Siquisique, s'emparait, le 23 mars, de Caróra dont la population était passée au fil de l'épée et, comptant à présent sur un effectif presque décuplé, se mettait hardiment en marche vers Barquisemeto.

Les indépendants y avaient cantonné une division supérieure en qualité et en nombre aux troupes de Monteverde et qui s'apprêtait à repousser victorieusement l'invasion, lorsqu'une formidable catastrophe vint inopinément ruiner l'espoir déjà fléchissant de la république vénézuélienne.

IV

Le jeudi saint, 26 mars 1812, à quatre heures d'une après-midi sereine, à Caracas, un fracas soudain retentit, effroyable. La terre, secouée de commotions successives, trembla, se souleva, s'ouvrit, engloutissant le quart des habitants et des maisons. En quelques minutes, cette capitale, l'instant d'avant rieuse et nonchalante, offrait aux regards épouvantés des survivants un spectacle indicible. Les constructions écroulées avaient enseveli plus de dix mille personnes. Six mille autres avaient disparu dans les crevasses à présent refermées du sol. Des gémissements, des sanglots étouffés se faisaient entendre aux carrefours inattendus que l'éventrement des édifices avait tracés par endroits. Couverts de sang et de poussière, les malheureux échappés à la catastrophe se heurtaient en leurs courses folles aux murailles de débris enchevêtrés qui barraient les rues bouleversées, les places devenues des charniers impraticables.

Le désastre s'étendait à la province de Caracas, à celles de Barinas et de Maracaïbo jusqu'aux confins de la Nouvelle-Grenade. A l'exception de Valencia, Maracaïbo et Coro, aucune ville n'y fut épargnée. Les populations égrenées le long de la côte, de Paria à Carthagène, étaient pour la plupart détruites et, par une extraordinaire occurrence, il semblait que le fléau, en exemptant de tout dommage les villes, les provinces

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

restées fidèles à l'Espagne, et, phénomène encore plus incroyable, Monteverde et ses troupes, engagés pourtant dans la région dévastée, eût en chaque lieu choisi ses victimes parmi les défenseurs de la cause indépendante. La garnison presque tout entière de Caracas périt, celle de La Guayra fut aussi cruellement décimée. Dans ce port, le plus florissant du Vénézuéla, les remparts seuls et une unique maison, celle de l'ancienne Compagnie de Guipuzcoa, demeurèrent indemnes. Du gracieux village voisin de Maiquetia il ne resta pierre sur pierre. Six cents miliciens que les patriotes envoyaient renforcer les troupes de cantonnement de San Felipe, arrivèrent à cette ville au moment de la catastrophe et furent anéantis jusqu'au dernier avec toute la division qu'ils venaient seconder. Les 1.200 défenseurs de Barquisemeto, le corps prêt à entrer en campagne à Mérida, les parcs militaires, les magasins d'approvisionnement, disparurent à leur tour dans cet amas de désolations et de ruines.

De toutes les villes de la confédération vénézuélienne, Caracas avait été cependant la plus particulièrement éprouvée. Bien que les édifices du culte s'y trouvassent en majeure partie détruits, le clergé ne manqua point de signaler la catastrophe comme un châtiment du ciel contre l'œuvre des patriotes. Pénétrés d'une sorte de transport mystique, ou plus simplement peut-être, désireux de profiter des circonstances pour recouvrer auprès de la population le prestige dont avait prétendu les dépouiller le nouveau régime, on vit alors les moines exhorter les habitants terrorisés à renoncer à l'indépendance.

Des prêches en plein vent s'établirent et la ville, à ce moment, au dire des contemporains, présenta le plus singulier aspect. Effarée, larmoyante, la foule se pressait, durant la journée, devant le parvis des églises où le prieur des dominicains Lamóta, le Père Ortigosa, d'autres encore, juchés sur des tréteaux improvisés, prononçaient des sermons funèbres et tragiques. Était-ce pas aussi le jeudi-saint, deux ans auparavant, que l'impie Caracas avait levé l'étendard de la révolte ?

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

La colère céleste vengeait l'offense. La révolution était un crime, les révolutionnaires, des sacrilèges. Dieu lui-même ordonnait, par la voix de ses ministres, le repentir et la soumission[1].

La nuit venue, les mêmes discours se répétaient à la lueur fumeuse des cierges propitiatoires devant les autels élevés le long des rues où les cadavres pourrissaient çà et là sous les décombres. Les auditeurs se frappaient la poitrine, demandaient à grands cris, grâce au Seigneur, grâce à Don Ferdinand ! Quelques-uns s'accusaient publiquement de leurs péchés. Les moines évoquaient Sodome et Gomorrhe. Et le rapprochement, pour ce qui du moins concernait les mœurs dissolues du petit peuple, ne manquait point d'à propos. La population témoigna dans son ensemble de remords édifiants : il y eut sans doute à déplorer certains actes de brigandage que favorisait la consternation générale, mais « ceux d'entre les plébéiens de Caracas, et le nombre en était appréciable, qui jusque-là vivaient en d'illicites amours, renoncèrent, dit le mémorialiste O'Leary[2], à leurs coupables errements et se hâtèrent de recourir aux liens indissolubles et sacrés du mariage ». Cet auteur ajoute néanmoins que « si la morale publique s'améliorait de la sorte au Vénézuéla, la cause de l'Indépendance y perdait cependant chaque jour un peu plus de terrain[3] ».

Nous retrouvons alors Bolivar, superbe d'audace, invulnérable, et dont la grande âme planait au-dessus du désespoir de tous. L'étage supérieur de sa maison s'est écroulé, les portes arrachées pourraient livrer passage aux voleurs. Il n'en a cure. Il entraîne quelques amis, il emmène avec lui ses esclaves qu'il transforme en brancardiers, parcourt la ville, réconforte les blessés, fait enterrer les morts, insensible aux murmures qui l'accueillent, luttant, victorieusement parfois, contre la coalition exaspérée du fanatisme, de l'ignorance et de la peur.

1. V. Lallement, *Histoire de la Colombie*, Paris 1826, pp. 90-91.
2. O'Leary, *Memorias*, *op. cit.*, t. I, ch. II, p. 51.
3. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le voici qui traverse la grand'place. Parmi les débris à peine déblayés, tout un peuple ahuri est là qui tressaille aux objurgations frénétiques d'un prédicateur dominicain : « A genoux, malheureux! L'heure est venue de vous repentir. Le bras divin s'est appesanti sur vos têtes, car vous avez insulté à la majesté du Très-Haut, à la puissance du plus vertueux des monarques, votre seigneur Don Ferdinand VII... » Bolivar s'arrache au petit groupe d'amis qui l'accompagne, escalade le tréteau, en déloge le moine et, terrible, l'épée haute, tenant en respect la multitude, l'enveloppant tout entière d'un cri de rage épique : « La nature, clame-t-il, conspire donc avec le despotisme. Elle prétend nous barrer la route. Eh bien, nous saurons aussi la vaincre et la forcer à nous obéir[1] ! »

Si Bolivar parvenait à ranimer ainsi et bien temporairement du reste, la flamme vacillante du patriotisme à Caracas, les foyers s'en éteignaient les uns après les autres dans les provinces. Partout les habitants, et les créoles eux-mêmes, inclinaient à la soumission. Les royalistes, convaincus d'être l'objet d'une protection providentielle, trouvaient dans cette certitude un encouragement nouveau à l'achèvement, désormais facile, de leur tâche. La « nature » les servait au delà de toute espérance : elle fournissait même des armes à Monteverde qui, des ruines de Barquisemeto, retirait des canons, des fusils, tout un lot d'obus et de cartouches en excellent état. Les soldats républicains, désertant en masse, vinrent encore grossir les effectifs de leurs ennemis. Malgré l'énergie déployée par le colonel espagnol au service de l'Indépendance, Diego Jalón, pour défendre San Carlos, la trahison d'un officier livra cette ville à Monteverde. Il l'occupa le 25 avril. Il entrait huit jours plus tard à Valencia, salué en libérateur par la population.

Les congressistes, affolés, avaient évacué la capitale fédérale depuis un mois ; le gouvernement s'était

1. D'après J. Diaz, *Recuerdos sobre la Rebelion de Caracas*, etc., *op. cit.*, p. 39.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

transporté à Caracas. Il y constata les progrès accomplis par la réaction. L'archevêque Coll y Prat, sur la collaboration duquel les patriotes avaient toujours cru pouvoir compter, fit paraître un mandement condamnant la cause sud-américaine : le clergé redoubla de zèle à la combattre ; les haines, les divisions vinrent ajouter aux malheurs de la république. Les caisses du trésor étaient vides. Près de trois millions de piastres s'y trouvaient en réserve au moment du départ des Espagnols. Les dépenses inconsidérées que l'on avait faites pour magnifier le prestige du régime avaient diminué ce budget de moitié, la guerre emporta le reste. Afin de parer au déficit, le gouvernement commença par établir de nouveaux impôts ; il émit ensuite un million de piastres en assignats à cours forcé. Frappé de discrédit, ce papier-monnaie paralysait le commerce qu'il devait, au contraire, pensait-on, favoriser. L'abandon de l'agriculture, la perte des récoltes, le tremblement de terre enfin, achevaient la misère et la ruine du pays.

En présence de l'extrême péril auquel se trouvaient exposées les destinées nationales, l'exécutif, invoquant l'exemple de la République Romaine, décida d'investir un dictateur de l'autorité suprême. Le marquis del Toro, tout d'abord désigné, eut le bon goût de décliner cet honneur. Miranda n'osa pas s'y soustraire. On lui conféra, le 26 avril, le titre de « dictateur et généralissime des armées de terre et de mer du Vénézuéla ». Il promit, ainsi que le lui demandaient les citoyens membres du pouvoir exécutif, Fernando del Toro et Francisco Xavier Ustaritz, résignant entre ses mains leurs pouvoirs, de « prendre toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires au salut commun ».

Miranda reçut à Valencia la nouvelle de sa nomination : son mandat de député l'avait appelé dans la ville fédérale au commencement de mars ; il y était resté après la dissolution du Congrès afin d'organiser la défense de la place menacée de l'attaque prochaine de Monteverde. Les principales ressources en argent et en hommes, sur lesquelles eût à compter le généra-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lissime, étaient cependant à Caracas. Le colonel Pablo Ayala, qui avait remplacé Fernando del Toro dans les fonctions d'inspecteur général de l'armée, parvenait, grâce à la précieuse collaboration de Bolivar, à concentrer quatre à cinq mille hommes de recrues dans la capitale. Des volontaires étrangers, français et anglais pour la plupart, y étaient en outre récemment arrivés. Miranda confia le commandement de Valencia au meilleur de ses officiers, le colonel Ustaritz, et partit en toute hâte. Il était à Caracas le 29 avril.

Son premier soin fut de préparer une loi martiale convoquant aux armes tous les Vénézuéliens sans distinction de caste ou de couleur. Un millier d'hommes allaient répondre à cet appel que le dictateur ne put d'ailleurs faire publier que le 20 mai suivant. C'était un glorieux effort, car ces citoyens appartenaient tous à la région caraquenaise et l'on ne pouvait assurément exiger davantage de populations aussi affreusement éprouvées. Depuis la proclamation de l'Indépendance la circonscription de Caracas supportait exclusivement, pour ainsi dire, le poids de la guerre. Les provinces de Barcelóna, de Cumana et l'île de la Marguerite avaient borné leur concours à l'envoi de quelques détachements en Guyane, pendant qu'à l'ouest, Trujillo et Mérida mettaient sur pied un nombre restreint de recrues à peine équipées. Tout le gros des troupes fédérales, l'artillerie, les armes et les munitions avaient été fournis par la province métropolitaine.

Bien que relativement nombreuse, l'armée qu'elle venait encore de donner à Miranda laissait toutefois singulièrement à désirer sous le rapport de la vigueur, de l'instruction et de la discipline. Le recrutement auquel avait d'abord procédé le colonel Ayala s'était effectué dans les conditions les moins favorables à une saine reconstitution des cadres. La majeure partie des nouveaux défenseurs de la liberté, arrachés de force à leurs occupations agricoles, avaient été conduits à Caracas, les menottes aux mains. Quelques jours de caserne et surtout de service en campagne, suffisaient en général, à transformer ces soldats involontaires en

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

passables combattants. Mais il était plus aisé d'exalter en eux l'enthousiasme que l'obéissance. Mal vêtus, mal nourris, plus mal payés encore, il étaient toujours prêts à déserter au moindre prétexte.

L'esprit de ces troupes, pour peu que le hasard ou l'habileté de leurs chefs sût les retenir un temps sous les drapeaux, promettait cependant d'excellents espoirs. Elles s'assimilaient vite les vertus militaires les plus élevées : naturellement vaillantes, l'opiniâtreté, l'endurance, enfin le patriotisme, leur pouvaient venir et leur vinrent aussi bien, par le seul effet de la durée et des nécessités de la guerre.

Il en faut dire autant du corps des officiers. Nés gentilshommes, issus des carrières libérales, anciens cadets ou gradés dans les milices, leur qualité commune est l'entrain hardi de la jeunesse et le courage. A l'exception de Mariano Montilla, âgé alors de vingt-huit ans, et de Manuel Cortés Campomanes[1], n'en comptant guère beaucoup plus de trente, qui l'un et l'autre avaient fait, dans les instituts militaires et sur les champs de bataille d'Europe, leur apprentissage guerrier, aucun des officiers créoles ne possédait de connaissances techniques. Parmi ceux qui, durant les mois précédents, avaient pris part à la campagne, José Félix Rivas, Juan Escalona, Domingo Meza, se signalaient déjà cependant par le sang-froid, l'habileté, la maîtrise stratégique dont ils allaient fournir plus tard d'épiques témoignages. Comme eux, le jeune et chevaleresque sous-lieutenant Antonio José de Súcre, né en 1793, à Cumana, d'une ancienne famille d'origine flamande et que nous verrons atteindre aux destinées les plus hautes et les plus pures, s'y préparait à l'école des combats.

1. Campomanes (Manuel-Andrés-Cortés), né en Espagne vers 1770. Officier dans l'armée royale, il faisait partie des troupes espagnoles mises en 1807 sous le commandement de Bernadotte ; il se distingua au siège de Stralsund. Venu en 1810 au Vénézuéla, Campomanes s'engagea dans l'armée républicaine. En 1813 il rejoignit Nariño en Nouvelle-Grenade et fut son premier aide de camp dans la campagne du Sud. Il fut au siège de Carthagène en 1815, se réfugia ensuite à la Jamaïque d'où il revint, avec Bolivar, combattre au Vénézuéla. Il prit part aux combats de Quebrada Honda, Alacrán, San Félix, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Ces dons universels, ces promesses étaient malheureusement gâtés par une vocation trop généralement répandue à l'indiscipline, qui, s'ajoutant aux jalousies de caste toujours prêtes à s'éveiller, devait rendre malaisée à l'extrême la tâche du commandant en chef. Les blancs se faisaient mal obéir des gens de couleur ou des métis et que, d'aventure, l'un de ceux-ci parvînt à s'égaler en grade aux officiers créoles, des rivalités surgissaient aussitôt. La désertion, la trahison même, continuellement entretenues par les agents royalistes, avaient alors beau jeu à s'introduire dans les états-majors tout comme dans les rangs de l'armée républicaine.

Plusieurs officiers espagnols figuraient aussi dans cette armée. Ils y avaient le plus souvent servi d'instructeurs et possédaient seuls, du moins au début, quelques notions précises de la science des armes. Presque tous s'étaient distingués dans les récentes campagnes et l'on citait la conduite des Villapol, des Jalón comme un modèle de loyauté et d'héroïsme. Leur exemple risquait pourtant de ne pas trouver beaucoup d'imitateurs parmi les chefs de naissance espagnole, enviés, soupçonnés par leurs collègues, disposant imparfaitement de la confiance de leurs hommes, et que guettaient les constantes autant qu'insidieuses sollicitations de leurs anciens frères d'armes.

Un petit groupe de volontaires et d'officiers, émigrés d'Europe, des Antilles et des États-Unis, complétait l'ensemble de l'armée républicaine. Les guerres de l'Indépendance réservaient à quelques-uns de ces soldats de fortune la part de gloire et de renom qu'ils étaient venus chercher en Amérique. L'écossais Mac Gregor [1], par exemple, condottiere magnifique, assoiffé

1. Mac Gregor (Sir Gregor). Il se rendit à Caracas en 1811 et prit une part brillante aux différentes campagnes du Vénézuéla et de Nouvelle-Grenade. Il devint général de division. On le voit ensuite engagé dans diverses entreprises de flibusterie. En 1817 il s'empara de l'île Amelia sur la côte de Floride et en 1819, il fit une descente à Porto Belo. En 1821, ayant définitivement quitté le service du Vénézuéla, il s'établit chez les indiens Poyais, sur la côte de Mosquitos, où il prit le titre de cacique et de roi, et fit, les années suivantes,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'ambitions dont il ne sut pas assez peut-être éviter les égarements hasardeux, mais débordant d'ardeur guerrière et de vaillance, forçant l'admiration de ses compagnons d'armes, adoré de ses soldats.

Mac Gregor avait été chargé, en même temps que les français du Cayla, Schombourg et Raphaël Chatillon[1], arrivés comme lui à Caracas à la fin de 1811, d'organiser et d'instruire la cavalerie vénézuélienne. Les quatre officiers s'acquittèrent à souhait de leurs fonctions et Miranda les prit à son état-major. Le capitaine Emmanuel de Serviez en était l'officier le plus estimé du généralissime. D'une excellente famille du midi de la France, descendant du célèbre maréchal de Thémines, fils et petit-fils de soldats, Serviez, après avoir fait toutes les premières campagnes de la Révolution et de l'Empire aux côtés de son père que Napoléon nomma général de brigade en 1806, se trouvait à Pau au moment où allait éclater la guerre d'Espagne. Il avait vingt-six ans, portait fièrement ses galons de capitaine aux dragons de la Garde et fut distingué par la jeune comtesse F..., épouse de l'un des généraux les plus illustres et les plus honorés de l'armée. Serviez, suivant sa propre expression, ne tarda pas à « avoir le malheur d'être heureux ». Il était parti pour l'Espagne vers la fin d'octobre avec le maréchal Lefebvre, mais blessé au combat de Vimeira il revint à Pau, y retrouva sa maîtresse et quelques semaines plus tard, il passait avec elle en Angleterre.

C'est alors un séjour lamentable à Richmond, puis à Londres, la naissance d'un enfant, le départ pour les États-Unis, de vaines requêtes au président Madison pour obtenir un emploi dans l'armée fédérale, enfin

diverses tentatives malheureuses pour y introduire des immigrants écossais. En 1839, il demanda et obtint du gouvernement du Vénézuéla d'être réintégré dans son grade de général. Il mourut à Caracas le 4 décembre 1845. V. entre autres l'étude que lui a consacrée C. Rodriguez Maldonado dans *Bol. de Hist. y Antig. op. cit.* Año V. nº 53.

1. Ex-capitaine dans l'armée française; après la chute de Miranda, il suivit Bolivar à Curaçao et Carthagène où il entra au service du gouvernement de cette province. Le président Torices lui confia le commandement de l'expédition que Carthagène envoyait en 1813 contre Sainte-Marthe. Chatillon fut tué au combat de Sainte-Marthe le 11 mai 1813.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'annonce de l'insurrection du Vénézuéla et de la présence de Miranda dans ce pays. Serviez avait autrefois connu Miranda; il s'embarqua pour La Guayra, rejoignit le généralissime à Valencia, lui offrit ses services et fut incontinent accueilli en qualité de commandant en chef du corps de cavalerie et d'aide de camp général du dictateur.

Les fonctions de premier aide de camp étaient remplies auprès de Miranda, depuis l'année précédente, par le lieutenant Carlos Soublette[1], âgé de vingt-trois ans, beau cavalier, à la mine hautaine, d'une froideur et d'une circonspection qui contrastaient avec sa physionomie parfaitement aimable, la douceur gracieuse de ses traits et l'aménité de ses manières. Soublette, qui ne semblait pas s'être autrement distingué jusqu'alors, avait dû son avancement singulier à ses origines mi-françaises : « Vous n'avez à mes yeux d'autre défaut, lui disait un jour Miranda, que d'être caraquenais de naissance et d'avoir une mère créole. »

Le généralissime tenait, en effet, plus que jamais à ce moment les Américains à l'écart de ses sympathies, voire même de son estime. Et sans prendre souci du déplaisir qu'en éprouvaient les patriotes, il s'entourait presque exclusivement d'étrangers. Cette préférence s'étendait aux Français surtout. S'il n'est pas douteux qu'elle fût inspirée à Miranda par sa constante prédilection pour « la grande nation, patrie de la liberté dans l'Ancien Monde » — c'est en ces termes qu'il désignait toujours la France [2] — il est à croire aussi que l'attitude récemment adoptée par le gouvernement impérial à l'égard du Sud-Amérique n'était pas étrangère à celle qu'affectait le dictateur du Vénézuéla.

Napoléon avait atteint, en 1810 et 1811, « le faîte des choses humaines et la France l'apogée de sa puissance[3] ». Le renom français emplissait l'univers. De quelle gri-

1. Né à Caracas, prit part à presque toutes les campagnes de Nouvelle-Grenade et du Vénézuéla. Il fut président de la République vénézuélienne en 1837 et 1838. Mort à Caracas le 11 février 1870.
2. Serviez, *op. cit.*, ch. X.
3. Sorel, t. VII, liv. II, ch. II.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

serie d'espoir n'avaient dès lors pas dû se sentir pénétrés les libéraux du Nouveau Monde en apprenant que l'Empereur avait déclaré formellement dans l'exposé de la situation de l'empire, lu au Corps législatif le 12 décembre 1809, qu'il ne s'opposerait jamais à l'indépendance des nations continentales de l'Amérique, que « cette indépendance est dans l'ordre nécessaire des événements », que « la France qui a établi l'indépendance des États-Unis de l'Amérique Septentrionale et contribué à les accroître de plusieurs provinces, sera toujours prête à défendre son ouvrage ».

Si malaisé qu'il fût au gouvernement vénézuélien d'apporter, dans les circonstances critiques auxquelles se trouvait livré le pays, toute l'attention désirable aux intérêts de la politique extérieure, le pouvoir exécutif s'était empressé, à l'annonce des heureuses dispositions de Napoléon, de faire repartir Telésforo de Oréa pour New-York, en le chargeant de s'entendre avec le représentant de l'Empereur aux États-Unis. Miranda attendait à son tour, une occasion favorable pour accréditer d'autres missions auprès de la cour impériale. Il s'appliquait entre temps, à combler de faveurs tout ce qui pouvait, autour de lui, se rattacher à la France : c'était un excellent moyen, sans doute, de préparer les voies aux négociations éventuelles.

De plus urgentes mesures, cependant, s'imposaient. Après avoir achevé la mobilisation des troupes disponibles, complété son état-major, confié au lieutenant colonel Carabaño le commandement de Caracas, au colonel de Las Cásas celui de La Guayra, le généralissime se mit, le 1er mai, en marche sur Valencia. Il entendait faire de cette ville la base principale de sa ligne d'opérations que Puerto-Cabello devait couvrir à l'est. Puerto-Cabello était devenu la place la plus forte du Vénézuéla. Sa possession permettait aux républicains de conserver quelque illusion de succès dans l'issue d'une campagne s'annonçant d'autre part sous tant de fâcheux auspices. Miranda n'avait guère à sa disposition d'officiers capables d'assumer utilement le commandement de ce poste stratégique, d'importance capi-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tale à l'heure où le théâtre des opérations décisives se circonscrivait à la région occidentale de la province de Caracas. Il arrêta son choix sur Bolivar, témoignant en ceci d'une incontestable imprévoyance.

Le caractère aventureux et bouillant de Bolivar pouvait-il, en effet, s'accommoder au labeur méthodique et sans horizon qui l'attendait à Puerto-Cabello ? La garnison, fort restreinte, était composée des plus mauvais éléments qu'il fût possible d'imaginer. Il semblait qu'on y eût réuni la lie des basses classes de la contrée. Le recrutement était d'ailleurs impraticable. Des factions se déchiraient en ville et les paysans d'alentour avaient en masse émigré vers la province de Coro. Enfin, dans la forteresse où se trouvaient les magasins, les dépôts d'armes et de munitions, de nombreux prisonniers royalistes gardés par quelques soldats indociles et nonchalants, constituaient un voisinage éminemment dangereux. Toutes ces difficultés étaient connues du généralissime et son intention, en commettant Bolivar au soin de les résoudre, fut précisément d'infliger à l'impétuosité du jeune colonel une épreuve salutaire.

Miranda professait une inexorable antipathie à l'égard de la conduite militaire de Bolivar. Nourri de lectures stratégiques, au point, disait-on de lui dès 1792, « qu'il était impossible d'entendre personne raisonner sur la science de la guerre avec autant de profondeur et de solidité[1] », Miranda, féru des principes de l'ancienne tactique, considérait non sans dédain et presque avec colère, les audaces de théorie et de pratique de son plus remarquable lieutenant. Un incident, rapporté par

1. Champagneux dans *Mémoires particuliers de Madame Roland*, *op. cit.*, p. 494. « Mais, ajoute Champagneux qui, nous l'avons vu, partagea durant de longs mois la captivité de Miranda à la Force, plus il se remplissait des systèmes d'attaque et de défense connus jusqu'à ce jour, plus il se trouvait en opposition avec la méthode de nos généraux modernes qui gagnaient des batailles et prenaient des villes en s'écartant des règles avec lesquelles les Turenne, les Condé, les Catinat et tant d'autres héros français et étrangers avaient su enchaîner la fortune et fixer la victoire.... Je crois que Miranda n'aurait pas consenti volontiers à gagner une bataille, à prendre une ville contre les règles de l'art..... »

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'un des biographes du Précurseur[1], est, à cet égard, caractéristique. Certain jour qu'il passait une revue avant le siège de Valencia, Miranda, du terre-plein où il se tenait entouré de son état-major, aperçut au loin un officier qui, s'étant détaché des rangs, faisait caracoler son cheval devant le front des troupes et les haranguait avec de grands gestes. Plaçant alors sa main en manière de visière, suivant un mouvement familier, le général reconnut Bolivar. Il l'avait tout récemment complimenté au sujet de son courage lors de la première attaque de la ville, mais il avait aussi saisi ce prétexte pour lui démontrer que la circonspection et le sang-froid étaient les qualités maîtresses d'un bon officier en campagne. Il le fit donc appeler et le tança sur son manque de discipline et l'inconvenance de ses procédés.

Ceux-ci dénotaient pourtant un sens approfondi des nécessités locales et du caractère des hommes qu'il s'agissait de commander. L'ivresse des multitudes américaines, la mobilité, la fougue, l'initiative personnelle du soldat, impossible à soumettre à la discipline compassée des règles de l'art militaire telles que les entendait Miranda, étaient exploitées au contraire par Bolivar qui, d'instinct, s'efforçait d'agir à la manière d'un chef de partisans. Turenne, Condé, Catinat, Frédéric et leurs méthodes n'avaient rien de commun avec la guerre vénézuélienne. Le généralissime n'en voulait point convenir. Il faisait instruire les recrues à la prussienne, recommandait aux officiers de lire Montecucolli, Feuquières ou du Puget, et dotait sa petite armée de 30 grosses pièces d'artillerie dont l'emploi ne pouvait d'ailleurs qu'être chimérique dans un pays presque dépourvu de routes et contre un ennemi morcelé.

1. Becerra, *op. cit.*, t. II, ch. XVIII, p. 136.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

V

Pendant que Bolivar rejoignait à contre-cœur ce poste de Puerto-Cabello qu'il envisageait à l'égal d'une disgrâce, Miranda se hâtait pour gagner Valencia. Avant de quitter la ville fédérale, il avait pris, nous l'avons constaté, les précautions nécessaires et pourvu le colonel Ustaritz d'instructions précises : la place paraissait à l'abri de toute surprise. Cependant les récents progrès de Monteverde, ce que l'on savait de sa hardiesse et ce que l'on disait surtout de l'état d'esprit de la population, alarmaient le généralissime. Il lui tardait de concentrer au plus tôt ses forces dans Valencia et d'y pouvoir attendre le commandant espagnol de pied ferme. Du hameau de Las Lajas que l'état-major et l'avant-garde des républicains atteignirent dans la soirée du 1er mai, Miranda expédia un courrier à Ustaritz lui prescrivant de tenir jusqu'à son arrivée. Le bruit s'étant répandu de la retraite des défenseurs de Valencia à l'annonce de l'approche des Espagnols : « Faites savoir au colonel Ustaritz, insista Miranda, qu'il me répond de la place, sur sa tête. Si Monteverde est à Valencia, il faut l'en déloger à tout prix. »

Quatre jours plus tard, le 5 mai, Miranda rejoignait, au village de Guácara, à environ six lieues de la capitale fédérale, les débris de la petite colonne du vaillant Ustaritz. Il apprenait comment le 30 avril, la garnison indépendante, réduite par la désertion à une poignée d'hommes, avait dû se retirer devant l'envahisseur, comment Monteverde avait pris possession de Valencia parmi les transports de joie des habitants, comment enfin Ustaritz, recevant à La Cabrera les derniers ordres envoyés, venait de tenter un suprême effort pour disputer inutilement aux Espagnols une victoire qu'il semblait désormais presque impossible de leur arracher. L'armée républicaine s'assemblait toutefois. Le 8 mai, deux bataillons d'infanterie de ligne et sept de

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

milices, 14 pièces d'artillerie, deux escadrons de cavalerie et plusieurs compagnies franches dont un piquet d'émigrés français commandés par le capitaine Lemerre, formant un effectif total de près de 5.000 hommes, campaient dans les plaines broussailleuses de Guácara.

L'importance des contingents aurait dû, semble-t-il, rassurer Miranda sur l'issue de la campagne. Malheureusement le moral des soldats laissait tellement à désirer que le généralissime en était à craindre leur nombre même, tant les conseils de désertion que les Espagnols faisaient répandre dans les rangs y trouvaient de propagateurs bénévoles. Le voisinage de l'ennemi devenait encore à cet égard un péril; l'indiscipline rendait impraticable toute manœuvre d'ensemble. Une attaque partielle sur les avant-postes de Monteverde, ordonnée le 9 mai et à laquelle furent destinés 500 des meilleurs soldats de l'armée, confirma cruellement les craintes de Miranda. Dès le début de l'action qui s'engagea sous les hauteurs du bourg de Los Guayos, la moitié des combattants passa à l'ennemi, le reste fut écrasé.

Miranda recule alors jusqu'à Maracaï (12 mai), y installe son quartier général, s'y fait entourer de retranchements et d'ouvrages que les sapeurs vénézuéliens construisent sous la direction d'un ancien officier français du génie, le lieutenant Jacot, fortifie également le petit port de Guaïca sur la rive opposée du lac de Valencia, organise une flottille qui en assurera la défense et les communications avec le quartier général et semble désormais se tenir sur une stricte défensive. Il compte avoir, dans ce camp retranché, le loisir d'instruire et de discipliner les troupes, il s'illusionne sur la fidélité républicaine des provinces, il se persuade que le temps va permettre aux patriotes d'y poursuivre heureusement leur propagande. Il attend des volontaires, des armes, des munitions que le français Delpech est allé demander à la Guadeloupe. Monteverde, par contre, ne peut espérer de renforts utiles que de Coro, éloigné de plus de cent lieues du théâtre de la guerre. Le généralissime est plein de confiance et rudoie ses officiers mécontents

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qui l'accusent secrètement de présomption et d'incapacité.

La fortune cependant continuait à seconder les Espagnols et leur chef dont l'infatigable audace trouvait ainsi sa récompense. Les ouvrages de Guaïca étaient à peine achevés que Monteverde les attaquait avec vigueur le 19, puis le 26 mai. Repoussé sans pertes appréciables, il s'apprêtait à renouveler en force sa tentative et recevait de rassurantes nouvelles : la province de Barinas proclamait Ferdinand VII, celles de Trujillo et de Mérida se préparaient à l'imiter. Une expédition, partie de Maracaïbo sous les ordres de D. Ramon Correa, poursuivait victorieusement les guerrillas patriotes de Mérida qui s'étaient réunies aux milices républicaines de Pamplona, en Nouvelle-Grenade. Correa ne pouvait plus tarder à s'emparer des vallées de Cúcuta. D'autre part, le colonel Antoñanzas, que Monteverde avait envoyé quelques semaines plus tôt pacifier la région des llanos de Calabozo, revenait joindre son chef après une randonnée sanglante au cours de laquelle il avait pris possession de Calabozo et de San Juan de los Morros, dont les habitants avaient été massacrés sans pitié. Enfin, trois compagnies de renfort expédiées à Coro par le gouverneur de Puerto-Rico, arrivaient providentiellement à Valencia.

Sans se préoccuper des dangers qui grossissaient de la sorte autour de lui, Miranda continuait à exercer ses troupes, se faisait investir de la dictature absolue par les représentants des corps constitués qu'il mandait au quartier général (le 18 mai), proclamait la loi martiale, l'étendant aux esclaves eux-mêmes, qu'il déclara libres pour prix d'un engagement de dix ans. Cette mesure qui ruinait les grands propriétaires accrut l'inimitié de l'aristocratie créole. La popularité du dictateur ne survécut pas à ce décret dont les conséquences allaient du reste être fatales. Miranda n'acceptait aucun avis et ne voulait rien voir. Il accablait de prévenances ses officiers étrangers, traitait sans ménagement les autres et décourageait leurs meilleures intentions.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il crut utile encore d'envoyer en mission à Londres son secrétaire l'italien Molini [1] et désigna Pedro Gual [2], l'un des avocats les plus distingués du Vénézuéla, pour aller aux États-Unis demander également des secours. Salias s'en fut activer les démarches de Delpech aux Antilles françaises et le grenadin Salazár reçut l'ordre de se mettre en route pour Santa-Fé et d'y solliciter du gouvernement indépendant un envoi de renforts. Toute l'activité de Miranda paraissait absorbée par la préparation de ces diverses missions. Le généralissime semblait près de partager l'opinion de Miguel José Sanz [3] qui lui écrivait alors de Caracas : « Que ne négocions-nous avec le Grand Turc en personne plutôt que de retomber dans les fers ?... [4] », et se refusait à tirer parti des éléments dont il disposait. Les quatre mille hommes qui, derrière leurs retranchements, se rebutaient à de trop savants exercices, les officiers qui s'énervaient privés d'initiative, auraient pu rendre pourtant de précieux services à la patrie.

Ils en donnaient la preuve éclatante peu de jours plus tard, lors de l'attaque que Monteverde tenta sur Guaïca, le 12 juin et surtout au cours des combats acharnés qui se livrèrent le 20 et le 29, aux approches et dans les rues de La Victoria.

1. Miranda au secrétaire d'État au Foreign Office. Quartier général de Maracaï, le 2 juin 1811. R. O. *F. O.* Spain, 171.

2. Né à Caracas le 31 janvier 1784, mort à Guayaquil le 6 mai 1862. — A son retour des États-Unis il ne put demeurer que peu de temps à Carthagène et au Vénézuéla. La restauration espagnole l'obligea à émigrer aux Antilles, puis à Washington où il exerça sa profession d'avocat. Il fut ensuite député au Congrès de Cúcuta puis ministre des relations extérieures et délégué au Congrès de Panamá en 1826. Il vint quelque temps après à Guayaquil où il fut arrêté et emprisonné. Il s'évada et résida à Bogotá jusqu'en 1837. Envoyé à cette époque par le gouvernement équatorien en Europe, il y négocia la reconnaissance de cette république. Il habita derechef Bogotá de 1838 à 1848, puis vint à Caracas où il fut élu président du gouvernement provisoire vénézuélien le 15 mars 1858. Il remplit ensuite les fonctions de président du conseil d'État et de vice-président de la république.

3. Né à Valencia en 1754. Membre du Congrès de 1811 et rédacteur avec Ustaritz de la Constitution de 1813. Il prit part aux dernières campagnes de 1824 au Vénézuéla et fut tué à la bataille d'Urica, le 5 avril de cette année.

4. Lettre à Miranda du 14 juin 1811 dans Rojas, *El General Miranda*, *op. cit.*, Documents : p. 275.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le généralissime, craignant de se voir tourné par une habile manœuvre que les Espagnols avaient commencée l'avant-veille en prenant position sur les hauteurs dominant le lac, avait fini, le 17 juin, par lever le camp de Maracaï. Il établit son quartier général dans cette petite ville de La Victoria devant laquelle il espérait pouvoir attirer l'ennemi qu'une bataille rangée lui permettrait d'anéantir. Monteverde, faisant diligence, se présenta le 20 juin à l'aube, aux portes de La Victoria. Miranda n'avait pas eu le temps de s'y retrancher encore. Les républicains, surpris, se ressaisirent cependant en un clin d'œil. Les cavaliers de Mac Gregor refoulèrent avec furie l'avant-garde espagnole qui, fuyant en désordre, vint semer la panique dans les rangs des colonnes restées en arrière. Monteverde tenta de rallier ses chasseurs, mais l'infanterie patriote arrivait au pas de charge. Les Espagnols, fusillés à bout portant, sabrés, bousculés, semèrent de cadavres le chemin détrempé de Cerro Gordo. Il n'eût tenu qu'à Miranda de profiter jusqu'au bout de l'élan de ses troupes, mais il les rappela et les enferma de nouveau à La Victoria.

Huit jours après, Monteverde, conduisant, cette fois, les soldats d'Antoñanzas et les troupes fraîches de Puerto-Rico, se rejetait encore à l'improviste sur les lignes de défense du généralissime, parvenait à les rompre et pénétrait jusque dans les rues de La Victoria. Le combat, terrible, dura sept heures et s'acheva par la déroute complète des royalistes. Un petit nombre de survivants, parmi lesquels se trouvait Monteverde, ne parvint à gagner le village de San Mateo où les attendait une arrière-garde épuisée de privations et de fatigues, que grâce aux principes temporisateurs de Miranda.

Rassuré, dans une certaine mesure, quant à la valeur de ses soldats, celui-ci doutait malgré tout de leur loyauté. Quelques désertions s'étaient encore produites durant les dernières semaines, et le généralissime trouvait aussi de valables raisons à son attitude expectante dans les scrupules qu'il éprouvait à combattre un ennemi dont l'armée comptait plus de Vénézuéliens que d'Espagnols.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pendant que Miranda s'obstinait à ne point se départir de la défensive, Monteverde, réduit à San Mateo à une situation lamentable, ranimait du mieux qu'il pouvait ses troupes et recourait à tous les moyens pour parer à la précarité de leur armement, allant jusqu'à faire enlever les clous des portes et des meubles pour en charger ses obus. Il avait même ordonné la retraite sur Valencia, quand un nouveau désastre des patriotes vint à point lui redonner courage et décider de la victoire en sa faveur.

Le 2 juillet au soir, on avait vu, des avant-postes républicains, des feux s'allumer tout à coup dans les rues et les places de San Mateo puis sur les hauteurs dominant le village. Des fanfares, des vivats montaient vers la nuit claire, les cloches sonnaient, des fusées s'élevaient joyeuses. Les patriotes crurent à quelque jactance de Monteverde... Ils allaient bientôt apprendre la désolante vérité.

Le récit que Pedro Gual écrivit, trente ans plus tard, de cet épisode et de la façon dont Miranda vit en un instant s'anéantir ses espérances et sombrer sa destinée vaut d'être retenu : « Nous avions célébré, raconte le Procer, le 5 juillet dans la matinée, avec toute la solennité possible, le premier anniversaire de notre indépendance. Je venais d'être désigné par le gouvernement de la république pour aller remplacer à Washington notre agent, M. de Oréa, qui sollicitait son retour à Caracas... L'après-midi, le général avait convié ses officiers à un déjeuner frugal d'une centaine de couverts. Le repas terminé, Miranda se retira à l'une des extrémités de la salle, me fit venir auprès de lui et m'entretint de mon prochain voyage. Il me parla des États-Unis, de Jefferson, d'Adams et des autres hommes éminents de ce pays, du fort et du faible de chacun, des impressions que j'en rapporterais...Nous prenions le café lorsque le colonel Sata y Bussy, aide de camp du général, apparut à la porte d'entrée voisine de l'endroit où nous nous trouvions et annonça l'arrivée d'une estafette. Miranda se leva, disant qu'il revenait à l'instant même et sortit devant l'officier qui s'effaçait pour lui

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

faire place. Je continuai de causer avec le colonel Plaza. Le général tardait à revenir. Je sortis à mon tour, me dirigeant vers la secrétairerie.

« En entrant dans cette pièce, j'aperçus Miranda qui se promenait de long en large et paraissait en proie à la plus vive agitation. Roscio, debout, dans une embrasure de porte, battait nerveusement des doigts de sa main droite dans la paume ouverte de sa main gauche, M. Espejo, affalé sur un banc, paraissait figé dans une méditation profonde. Pressentant un malheur, j'interrogeai Miranda : « Eh bien, général, que se passe-t-il donc ? » Il ne répondit rien à cette question que je dus renouveler une seconde fois, puis une troisième. Rompant alors un silence qui me parut interminable, Miranda prit une lettre qui dépassait la poche de son gilet, la déplia et me la tendit avec cette phrase qu'il prononça en français : « Tenez, le Vénézuéla est blessé au cœur ! » La physionomie, poignante à cette minute, de ces patriarches vénérables de l'Émancipation américaine, pénétrés par la douleur du présent et la prescience des infortunes qui devaient affliger notre malheureux pays, ne s'effacera jamais de ma mémoire. La teneur de la lettre que venait de me remettre le général Miranda m'est restée si profondément gravée dans l'esprit, qu'à la distance des trente années qui se sont écoulées depuis cette époque, je puis assurer que cette lettre contenait, en substance et même en propres termes, les lignes suivantes :

« 1er juillet 1812.

« Mon général, un officier indigne du nom vénézuélien s'est emparé, avec l'assistance des prisonniers qui s'y trouvaient détenus, du fort de San Felipe et fait en ce moment un feu terrible sur la ville. Si Votre Excellence n'attaque pas immédiatement l'ennemi par l'arrière-garde, cette place est perdue. Je la soutiendrai jusque-là de tous mes efforts.

« Simon Bolivar[1]. »

1. Pedro Gual, *Souvenirs* publiés à Bogotá en 1843 et reproduits dans **D**. III, 690.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

L'officier que désignait Bolivar s'appelait François Vinoni[1]. Il était de garde à la forteresse le 30 juin. Séduit par la promesse d'une forte somme d'argent, d'accord avec la garnison et profitant de l'absence momentanée du commandant qui s'était vu ce jour-là appelé en ville, Vinoni avait, à 3 heures après-midi, délivré les détenus, arboré le pavillon royal et commencé le bombardement de Puerto-Cabello.

Bien que tenter de défendre la ville fût proprement insensé, car les casernes offraient un point de mire tout indiqué aux obusiers de la forteresse, Bolivar ne négligea rien pour atténuer le désastre. Il réunit les survivants, les mit à l'abri dans les faubourgs voisins de la vallée de San Esteban, puis il attendit les renforts demandés à Miranda. Ce fut Monteverde qui arriva le 5 juillet. Bolivar envoya contre les premières colonnes ennemies un détachement de 200 cavaliers commandés par Mires[2] et Jalón, gardant auprès de lui une réserve de 50 combattants. Les républicains rencontrèrent l'avant-garde espagnole à San Esteban. L'action s'engagea : les trois quarts des soldats indépendants passèrent à l'ennemi, Jalón fut fait prisonnier, Mires ramenant avec lui sept hommes, vint rejoindre Bolivar. L'infortuné commandant de Puerto-Cabello voulut essayer de résister encore. Mais abandonné par sa réserve, il dut s'embarquer le 6 juillet à Burburáta sur le brick le *Zelóso* qui fit voile vers La Guayra. Cinq officiers et trois soldats l'accompagnaient : c'était tout ce qui restait de la garnison de Puerto-Cabello.

Miranda ne s'était point trompé : la république vénézuélienne agonisait. Les régions occidentales, les

1. Vinoni étant passé aux Espagnols, fit dans leurs rangs les campagnes de 1814 à 1819. Il était parmi les prisonniers de la bataille de Boyacá. Bolivar le fit alors exécuter.

2. Mires (José), né en Espagne vers 1780, prit parti pour les indépendants dès 1811. Il fut de ceux qui décidèrent, le 31 juillet 1812, l'arrestation de Miranda. Envoyé aux présides d'Afrique en même temps que Roscio, Madariaga, etc., il s'évada, revint au Vénézuéla et combattit dans les rangs républicains jusqu'en 1824, époque à laquelle il fut assassiné. Mires fut l'un des héros du combat de Pichincha, le 24 mai 1822. Il avait été promu général quelque temps auparavant.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

llanos, les rives de l'Orénoque, le littoral tout entier étaient au pouvoir des Espagnols. Monteverde trouvait dans la forteresse de Puerto-Cabello 400 quintaux de poudre, du plomb en abondance, 3.000 fusils. Dans les vallées au sud-est de Caracas, les esclaves s'étaient insurgés, incendiaient les haciendas et massacraient leurs maîtres. Les désertions se multipliaient dans le camp du généralissime. Des complots même s'ourdirent dans son entourage. Au moment où Miranda se disposait à entrer à Caracas, il faillit être poignardé par des officiers de l'escorte.

Le dictateur témoigna durant ces heures tragiques, d'une énergie, d'un sang-froid et d'une activité surtout que l'on ne lui connaissait plus. Il rassura la population, la sauva du pillage en envoyant à la rencontre des nègres révoltés les seuls bataillons dont il fût sûr. Il revint ensuite à La Victoria, sut en imposer à tous, déjoua les trahisons, ranima les courages et lança ses troupes contre les lignes ennemies (11 juillet).

C'était un suprême effort pour améliorer les conditions de la capitulation que Miranda se résignait à proposer à Monteverde. Le dictateur avait, en effet, réuni trois jours auparavant, dans la maison qu'il occupait à La Victoria, un conseil dont faisaient partie Francisco Espejo et Juan German Roscio, membres de l'exécutif fédéral, José de Sata y Bussy, secrétaire du département de la guerre, le marquis de Casa Léon, directeur des rentes et Francisco Antonio Paúl, secrétaire d'État à la justice. On avait examiné la situation, constaté l'impossibilité matérielle de continuer la guerre et l'on était tombé d'accord pour négocier avec l'ennemi.

Les pourparlers s'engagèrent à Valencia le 12 juillet. Sata y Bussy et le lieutenant-colonel Manuel Aldao [1], au nom du dictateur, obtinrent de Monteverde une suspension d'armes, mais le chef espagnol n'entendait

1. Aldao (Juan-Manuel), né à Caracas, fit avec Bolivar la campagne de Nouvelle-Grenade en 1813. Il fut tué à la bataille de La Puerta l'année suivante.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

accepter aucune autre condition et refusait, ainsi que le demandait Miranda, de permettre aux républicains de récupérer les points qu'ils occupaient avant la retraite de Maracaï vers La Victoria. Sata y Bussy et Aldao vinrent apporter le 17 juillet à Miranda, revenu à Caracas, la réponse de Monteverde. Le dictateur les chargea d'obtenir du moins que la constitution récemment votée par les Cortès régit le Vénézuéla, que les propriétés fussent respectées, que personne ne vînt à être inquiété pour ses opinions ou sa conduite, qu'enfin chacun restât libre d'émigrer. Monteverde accepta, le 20 juillet, de souscrire à ces stipulations, mais il exigea la remise de toutes les places. Il donna pour ratifier le traité, quarante-huit heures à Miranda. Celui-ci ne parvint pas à réunir le conseil auquel il voulait soumettre les propositions espagnoles : l'affolement s'était emparé de tous. Sata y Bussy, Aldao, et Casa Léon que leur avait adjoint Miranda, repartirent pour Valencia, trouvèrent Monteverde à San Mateo le 25 juillet, et signèrent la capitulation. Leur trouble et la crainte que leur inspirait le vainqueur étaient tels qu'ils acceptèrent par un article additionnel de s'en remettre à lui du soin d'appliquer les clauses du traité à sa convenance [1].

Dès que la signature du traité fut connue à Caracas, l'entourage de Miranda, les officiers et les principaux fonctionnaires du gouvernement témoignèrent d'une indignation d'autant plus bruyante qu'ils étaient certains de pouvoir l'exprimer impunément. Comment, disaient-ils, le généralissime ne préférait-il pas la guerre à outrance à cette humiliation ? Comment, avec une armée de cinq mille hommes, ne pas tenter encore un coup vigoureux ? Puisque la république était perdue, ne valait-il pas mieux qu'elle périt dignement ? Les conséquences d'une défaite ne pourraient être pires que celles de la capitulation. Miranda devenait le bouc émissaire du désastre. On ignorait généralement qu'il n'avait pas été seul à se résoudre à capituler et

1. Capitulation dite de San Mateo, **D**. III, 672.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qu'il n'était pour rien dans la décision dernière qui confiait les destinées du pays au redoutable Monteverde. Ceux qui savaient où finissait la responsabilité du généralissime se gardaient d'en rien révéler à l'égarement du peuple. Les autres continuaient à répandre les invectives et les injures perfides contre le dictateur, tout en avisant aux moyens de se mettre en sûreté ou même de rentrer en grâce auprès de Monteverde...

Dans les circonstances que traversait le Vénézuéla, Miranda était, à vrai dire, le seul à avoir conservé le sentiment exact de la situation et la terrible qualité d'âme qu'il fallait pour n'y point être inférieur. Les vicissitudes de sa vie semblaient avoir mieux trempé le cœur de Miranda pour l'infortune que pour le succès. Autant il avait, alors que celui-ci paraissait accessible, montré d'insuffisance et presque d'embarras, autant il se retrouvait inspiré, résolu et grandi devant le malheur, son élément véritable. Il domina sans peine l'agitation factice de la dernière heure, en imposant une paix qui se trouvait être en réalité l'objet des aspirations unanimes. Il prit toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'émigration des patriotes qui devenait la conséquence inévitable des stipulations de San Mateo. Il fit fermer le port de La Guayra afin d'en empêcher la sortie des bâtiments neutres qui y constituaient le seul refuge possible. Les nègres insurgés déposèrent les armes. Le généralissime ordonna l'évacuation de La Victoria. La moitié de l'armée qui l'occupait avait passé aux troupes espagnoles, le reste déserta durant la marche de retour vers la capitale.

Monteverde arrivait d'ailleurs aux portes de Caracas, le 29 juillet. Partout sur leur passage les Espagnols s'étaient signalés par le meurtre et la violence. Il n'était pas douteux que le traité ne fût considéré par eux comme un moyen de guerre. Déjà les exécutions impitoyables commençaient. Le 30 au matin, les anciens chefs de la révolution, les patriotes les plus compromis partirent pour La Guayra. Miranda les y rejoignit vers 7 heures après-midi.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

L'aspect que présentait La Guayra ce soir-là présageait de sinistres événements. La nuit enveloppait les groupes tumultueux qui circulaient à travers les rues et les places jonchées des décombres du tremblemen de terre. Dans l'étouffante chaleur, devant les portes entr'ouvertes et faiblement illuminées des hôtelleries de fortune, c'était l'arrivée continuelle des caravanes, les officiers descendant de cheval parmi l'ébrouement des montures, la foule des soldats sans armes, des femmes gémissantes, des portefaix se hâtant vers le port. La mer houleuse roulait les embarcations et les bâtiments dont les feux étoilaient seuls l'horizon drapé de ténèbres.

Plusieurs navires américains et anglais étaient là. L'un d'eux, la *Sapphire*, cette même corvette qui, dix-huit mois plus tôt, avait ramené Bolivar, était arrivée la veille afin de recueillir à son bord les sujets anglais qui voudraient y prendre passage [1]. En apprenant que Miranda se trouvait à La Guayra, le commandant Haynes descendit à terre, se mit à sa recherche et le trouva installé dans la propre maison du commandant de la place, le colonel Manuel Maria de Las Casas.

L'officier britannique avait d'autant plus de hâte d'obtenir du généralissime l'assurance que l'embargo provisoire ordonné par lui sur les bâtiments serait prochainement levé, que les commerçants anglais de la région avaient fait embarquer dans la journée sur la *Sapphire*, un certain nombre de marchandises de prix. Le négociant George Robertson, entre autres, avait remis en espèces une somme fort importante.

Miranda informa le commandant Haynes de la situation. Il lui déclara cependant être persuadé que Monteverde respecterait du moins les clauses du traité concernant la sécurité des biens et des personnes et le rassura sur le sort des résidents étrangers. Peut-être,

1. Livre de bord du capitaine Haynes, commandant la corvette de S. M. *Sapphire*. *Archives de l'Amirauté britannique. Captain' s Journals.* N° 2057.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Haynes, dont les rapports [1] sont du reste muets sur ce point, offrit-il à Miranda de lui donner asile. Le généralissime, en tous cas, le laissa repartir, et, brisé de fatigue et de chagrin, il pria son aide-de-camp Soublette de le réveiller le lendemain de bonne heure et se coucha tout habillé sur un divan de la chambre qui lui avait été préparée.

Il est fort vraisemblable, ainsi que le rapporte Pedro Gual [2], que Miranda avait résolu de partir pour la Nouvelle-Grenade, où la cause de l'Indépendance semblait mieux assurée. Le brick républicain le *Zeloso*, rentré quelques jours plus tôt avec Bolivar de Puerto-Cabello, était prêt à reprendre la mer et, suivant une tradition locale, le maigre bagage du dictateur, consistant en deux ou trois valises de vêtements et de papiers, avait été transporté dans la soirée sur l'une des chaloupes mouillées devant l'embarcadère [3]. La brise ne se levait qu'à dix heures du matin, ce qui sans doute avait engagé Miranda à remettre au lendemain sa décision.

Ce retard le perdit. Casas, qui, d'ailleurs, devait à Miranda son poste de commandant de la place, d'accord avec Miguel Peña, gouverneur civil, préparait depuis plusieurs jours un complot [4] contre son bienfaiteur. Les bruits de lâcheté, d'abus de pouvoir, enfin de trahison visant le généralissime, dont s'entretenait à cette heure la population de La Guayra, avaient été semés par Casas qui voulait, en livrant le malheureux vieillard à la rage de ses ennemis, se ménager

1. Le commandant Haynes, à l'amiral Stirling, commandant la division navale britannique à la Jamaïque, de Fort Amsterdam (Curaçao) 4 août 1812. R. O. *Admiralty Secretary, in letters*. Jamaïca 262.

2. Dans l'article précédemment cité.

3. Becerra, *op. cit.*, t. II, p. 259.

4. Les menées ténébreuses de Casas durant la semaine qui précéda le 30 juillet 1812, sa connivence avec les Espagnols et sa trahison résultent péremptoirement du rapport de Monteverde au sous-secrétaire d'État à Madrid, daté de Caracas, le 26 août 1812 (*Archivo General de Indias*, Estante 133. Cajon 3, Legajo 12) publié pour la première fois par M. Gil Fortoul dans le *Tiempo*, journal de Caracas, du 16 septembre 1899 et reproduit in extenso dans : *Historia Constitucional, op. cit.*, t. I, ch. V, pp. 189-190. Casas resta du reste au service de l'Espagne jusqu'en 1821.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

leurs bonnes grâces et faire sa propre fortune. Il restait à trouver le moyen d'arrêter Miranda. Les événements favorisèrent à souhait ce projet inique. Casas avait eu soin d'exiger de l'anglais Robertson un acquit des 22.000 dollars dont ce négociant l'avait prié d'autoriser l'embarquement sur la *Sapphire*. C'était une arme terrible entre les mains d'un fourbe et Casas s'en servit en maître[1].

Bolivar était arrivé, le 12 juillet. Meurtri, « l'esprit et le cœur en loques[2] », il avait erré de Caracas à La Guayra, apprenant chaque jour avec un déchirement nouveau et un désespoir extrême, les événements qui précipitaient sa patrie dans une ruine dont il s'accusait d'être le premier coupable. Venu, comme ses compagnons, à La Guayra, il s'y imprégnait à son tour de l'exaltation ambiante, et Casas trouvait en lui presqu'aussitôt, plus qu'un auditeur crédule, un complice ! Ainsi Miranda emportait de l'argent ! Miranda les trahissait, les abandonnait à la merci du vainqueur après une capitulation sans exemple et s'en allait tranquille avec ses amis les Anglais ! C'était cela sans doute qu'il avait convenu tantôt avec ce commandant Haynes qui préparait en ce moment l'appareillage ! Les efforts, les sacrifices, le sang répandu c'était donc en pure perte ! Il fallait aviser sur l'heure, punir ce chef de troupes qui ne s'était point contenté de livrer à l'ennemi le territoire de la république, qui lui livrait même ses hommes ! Cet argent, n'était-ce point le prix de la trahison ?...

Tout ce que peuvent inspirer le désespoir, la rage et la rancune aussi, car il en voulait à Miranda de ses sévérités et de ses remontrances, s'agitait dans l'esprit surchauffé de Bolivar. Il se fait alors le porte-paroles inconscient mais irrésistible de Casas et de Peña, auprès de ses compagnons exaltés jusqu'à la folie, frémissants de fièvre, d'angoisse ou de colère qui, réunis, ils ne savent comment, dans une salle de la maison de Casas, s'instituent les juges de

1. V. le rapport de Monteverde.
2. Lettre de Bolivar à Miranda. La Guayra, 12 juillet 1812. O'Leary, *Documentos*, t. XXIX, p. 12.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Miranda et le décrètent d'accusation. Juan del Castillo [1], José Mires, Cortés Campomanes, Tomás Montilla, Miguel Carabaño, Rafaël Landueta, Juan José Valdez, Raphaël Chatillon prennent la parole à tour de rôle. « Se laisser battre par l'ennemi n'est-ce point déjà criminel ? » « Se rendre est une infamie qui mérite la mort. » « Quelle vengeance ne doit-on point tirer d'un traître ! » Ces exclamations furieuses s'entre-croisent. Les conjurés écourtent la délibération. Le verdict était prononcé d'avance. On décide d'arrêter immédiatement le généralissime.

Il est 3 heures du matin. Casas réunit les hommes de la garnison restés fidèles et fait occuper toutes les issues. Pendant ce temps, les conjurés se dirigent vers l'appartement où repose leur victime. Soublette, réveillé dans la première chambre, est sommé d'appeler le général. Interdit, il obéit sans mot dire : « N'est-il pas trop tôt encore ? » demande à travers la porte, Miranda. Mais percevant les voix de ses officiers : « Voici, dit-il, je suis à vous ». L'instant d'après il apparaît sur le seuil, vêtu, armé, tranquille comme d'habitude. Bolivar s'avance et, d'une voix forte, intime à Miranda l'ordre de se constituer prisonnier. Prenant alors de la main gauche un falot qui pendait au bras pétrifié de Soublette, Miranda l'élève à la hauteur de son regard, dévisage l'un après l'autre les conjurés rangés en cercle autour de lui et profère cette simple phrase : « Du bruit ! Du bruit ! Voilà tout ce dont ces gens sont capables. » Puis, sans ajouter une parole, il va remettre son épée aux soldats postés devant la porte de la maison. Ceux-ci le conduisirent, ainsi qu'ils en avaient été requis, au fort de San Carlos [2].

1. Castillo (Juan Paz del), né au Vénézuéla ; il assistait à la Junte du 19 avril. Envoyé après l'arrestation de Miranda, dans les prisons de Ceuta et de Gibraltar, il s'évada vers 1814, revint en Amérique et s'engagea sous les ordres du général Súcre avec lequel il fit la campagne du Pérou en 1822. Castillo fut nommé intendant de Guayaquil en 1826 et assassiné l'année suivante.

2. D'après le récit de Becerra, *op. cit.*, t. II, ch. XXIII, basé sur les témoignages contrôlés de tous les personnages ayant assisté à cette scène.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

A l'aube, un courrier de Monteverde arrivait à franc étrier de la capitale. Il prescrivit à Casas d'interdire la sortie du port à tous les bâtiments et d'avoir à obéir à un nouveau commandant, D. Juan Antonio Cerveriz. Casas mit un tel zèle à souscrire à ces instructions que ceux d'entre les patriotes qui prétendirent s'embarquer et s'enfuir, furent mitraillés par les canons de la forteresse [1]. Yanes, Gual parvinrent seuls à prendre le large avec un ex-capitaine de la Garde Impériale, au service du Vénézuéla, Pierre Labatut [2], et sur une petite goélette, la *Mathilde*, commandée par l'ancien timonier de la marine française Chataing [3]. Leurs compagnons étaient tous pris au piège. Bolivar regagna la capitale sous un déguisement et dut à l'hospitalité du marquis de Casa Léon d'échapper aux poursuites.

Monteverde s'était empressé, dès son entrée à Caracas, de violer cyniquement ses promesses et de faire massacrer, exécuter ou emprisonner les révolutionnaires. La délation se chargea de grossir la liste des suspects. Une ère de persécutions, de tortures et de mort s'ouvrait pour le Vénézuéla. Miranda devait en être la première victime. Transporté dès le 2 août dans les cachots méphitiques de Puerto-Cabello, puis dans ceux de Puerto-Rico, il fut, deux ans plus tard, enfermé à la prison de Cadix où il mourut le 14 juillet 1816.

Le premier soin du Précurseur, insensible aux afflictions qui couronnaient sa tragique existence, avait été de protester « à la face de l'univers contre la violation de la capitulation » et de rappeler « l'adversaire, qu'il avait toujours loyalement et bravement combattu » au respect de sa parole [4]. Il renouvela, du

1. Les bâtiments étrangers furent également menacés par le commandant Casas, mais ils se trouvaient hors de la portée des batteries de La Guayra et levèrent l'ancre le 31 juillet (Rapports cités du commandant Haynes).

2. V. *infrà*.

3. Larrazabal, *Vida de Bolivar*, *op. cit.*, t. I, ch. VII.

4. Mémoire adressé par le général Miranda à l'Audience royale de Caracas le 8 mars 1813. Dans Rojas, *El General Miranda*, *op. cit.*, Documents : N° 704.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

reste, à plusieurs reprises ses appels en faveur « de ses compatriotes injustement persécutés » sans faire mention jamais de ses propres souffrances. Un jour seulement à Cadix, l'avant-veille de sa mort, l'un de ses compagnons de captivité lui ayant demandé si les fers dont on avait chargé ses poignets et ses chevilles lui faisaient mal : « Ils sont moins lourds, répondit-il simplement, que ceux que je portais naguère à La Guayra ».

Quels que soient les motifs ayant déterminé les conjurés du 30 juillet 1812 à mettre en arrestation le plus digne d'entre leurs compatriotes, l'admirable ouvrier de la liberté sud-américaine, il est cependant impossible de se dissimuler la sombre atrocité d'un pareil acte. Et le rôle qu'on y voit jouer à Bolivar semble tout particulièrement odieux. N'était-ce pas la perte de Puerto-Cabello dont, somme toute, Bolivar était responsable, qui avait réduit le généralissime au désespoir ? N'était-ce pas, lui, Bolivar, qui avait provoqué le retour de Miranda au Vénézuéla ? N'avait-il pas été son confident, son disciple préféré, ne portait-il pas en lui, qu'il le sût ou non, le plus pur de la pensée du Précurseur? *Tu quoque, fili !* Sans doute, l'humiliation de la défaite, la prescience des représailles dont elle serait le prétexte de la part d'un vainqueur implacable, la certitude d'une trahison [1] et surtout l'atmosphère effroyablement tendue de cette époque où la nature et l'homme luttaient à l'envi de férocité, plaident-elles les circonstances atténuantes en faveur du futur Libérateur. L'homme du Mont Sacré en qui l'amour de la patrie

1. Il appert des rapports du commandant Haynes que l'on ignorait, non seulement à La Guayra les conditions dans lesquelles s'était effectuée la capitulation de San Mateo, mais encore les engagements relatifs à la sauvegarde des propriétés et des personnes que Miranda avait exigés et croyait de bonne foi solennellement consentis par Monteverde. Bolivar, au surplus, alléguant cette particularité, assurait plus tard « qu'il avait cru de son devoir de subordonner sa propre mise en sûreté, pourtant facilement réalisable, à l'obligation de châtier la trahison, qui semblait alors avérée, du général Miranda ». Lettre du colonel anglais H. B. Wilson, aide de camp du Libertador, au général O'Leary, auteur des *Mémoires* cités. V. t. I, p. 75.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

bouillonnait, exclusif et passionné comme tous les grands amours, dévastateur, furieux des obstacles et des retards, celui qui venait en quelques mois de lui sacrifier sans hésiter sa fortune et d'exposer cent fois sa vie, celui enfin dont l'énergie surhumaine allait secouer tout un peuple de sa torpeur et le mener à la victoire, est-il, au reste, passible des jugements ordinaires ? Il serait aussi vain de le condamner que de l'absoudre. Ne faut-il pas encore, devant la fin douloureusement déconcertante du Précurseur, faire leur part aux fatalités qui gouvernent le destin des hommes et des nations, et rappeler cette loi mystérieuse des adeptes de la Loge Américaine : « L'initié tuera l'initiateur » ?

Mais l'on ne peut se défendre non plus d'une pitié profonde pour le sort du grand, de l'héroïque, du noble Miranda, dont le génie doit rester digne à jamais de vénération. Il a été le premier à concevoir l'avenir du Sud-Amérique et le premier aussi à porter la hache dans cette forêt ténébreuse qu'il rêvait de transformer en un Jardin des Hespérides. Il ne recula, afin de rendre cet avenir possible, ni devant les dangers ni devant les épreuves, poursuivant son admirable idéal à travers les embûches, les difficultés sans nombre, l'ingratitude et la trahison des siens, acceptant par avance, avec le plus élevé des stoïcismes, les deux grandes expiations inéluctables : souffrir et mourir. « Il n'y a point d'exemple — a écrit Michelet[1], qui ne connut pourtant qu'une partie de la vie de Miranda — d'une existence si complètement dévouée, systématisée tout entière au profit d'une idée, sans qu'un seul moment fût donné jamais à l'intérêt, à l'égoïsme. » Miranda, dit encore le grand historien, « était né malheureux ». Mais ce malheur aussi lui fait une auréole et c'est un titre de plus à sa louange et à sa gloire.

On la lui a cependant bien longtemps refusée. La piété tardive des générations contemporaines s'avise seulement aujourd'hui d'exhumer le souvenir presti-

1. *Histoire de la Révolution française*, Edit. de 1879, t. VI, p. 341.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

gieux de Francisco de Miranda et de déchiffer son nom qui, depuis plus de quatre-vingts ans, se trouve gravé dans la pierre, à Paris,

Sur ce bloc triomphal...
Où l'Histoire dictait ce qu'il fallait écrire[1] *!*

1. On peut voir, en effet, le nom de Miranda inscrit sur le pilier est de l'Arc de Triomphe de l'Étoile parmi ceux des 386 héros jugés par l'empereur Napoléon dignes de cet hommage. Il existe également au musée de Versailles un portrait, d'ailleurs apocryphe, du général Miranda (Salle 145) mentionné sous le N° 2355 dans le *Catalogue Notice du Musée*. Paris, 1860, II^e^ partie.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

LIVRE III

BOLIVAR

CHAPITRE PREMIER

LE MANIFESTE DE CARTHAGÈNE

I

Ceux d'entre les patriotes sud-américains, à qui l'éclat même de 1810 n'avait point enlevé tout espoir d'un accommodement avec la métropole, étaient en droit de le croire encore presque réalisable lors de l'installation des Cortès de Cadix.

Cédant à la pression des libéraux d'Espagne, la Junte Centrale de Séville avait déclaré, quelques semaines avant de résigner ses pouvoirs entre les mains du conseil de régence, que les Cortès, si longtemps délaissées, se réuniraient à nouveau afin d'élaborer une Constitution. Convoquées pour le 1er janvier 1810, les Cortès inaugurèrent seulement leurs sessions le 24 septembre. La représentation restreinte que les provinces d'outremer y avaient obtenue et le système des « députés suppléants », choisis parmi les habitants de Cadix et qui devaient siéger à l'assemblée jusqu'à l'arrivée des

députés d'Amérique, ne semblaient pas présager d'améliorations notables pour le sort des sujets espagnols du Nouveau Monde. Les Cortès témoignèrent cependant, tout au moins durant les semaines qui suivirent leur installation, d'un esprit éminemment conciliateur et libéral. Dès la seconde séance, la question américaine se trouvait soumise aux délibérations de l'assemblée. Le 15 octobre, les décisions, naguère adoptées par la Junte Centrale, quant à l'égalité parfaite des droits de l'Amérique et la légitimité de sa représentation; étaient unanimement confirmées par un décret solennel. On y assurait aux révoltés des Colonies une amnistie générale. On y faisait entrevoir même qu'on romprait tout à fait avec le système colonial et que tout l'ancien ordre de choses serait radicalement réformé. Les Américains présents à la séance, entraînés par l'esprit de sincérité avec lequel les Cortès exprimaient de tels principes, se livrèrent, après le vote, aux transports de la joie la plus touchante [2].

Cette joie ne fut point de longue durée. Les nouvelles que chaque courrier apportait d'Amérique, les progrès qu'y accomplissaient les idées révolutionnaires, l'évidence de plus en plus marquée d'une défection prochaine, aliénèrent rapidement aux députés américains les suffrages de leurs collègues. La générosité des représentants espagnols ne pouvait prévaloir contre la notion traditionnelle de la soumission dans laquelle devaient être tenus les créoles et les *indios*. Les insinuations malveillantes, les propos blessants se donnèrent libre cours. Un député de la Nouvelle-Espagne eut l'idée malencontreuse de proposer que les Cortès fissent les démarches nécessaires pour « préparer l'émigration du gouvernement et son établissement au Mexique qui s'était offert à lui donner un asile [3] ». Cette proposition blessa les Espagnols dont l'orgueil s'était exaspéré déjà dans la lutte qu'ils sou-

1. V. Gervinus, *op. cit.*, t. VI. Liv. IV, 3e partie d'après Arguelles : *Examen historico de la reforma constitucional que hicieron las Cortes generales y extraordinarias*, etc. Londres, 1835, t. I et II.
2. Cf. *Id.*
3. Cf. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tenaient pour sauver leur indépendance. Les demandes que présentèrent les Américains furent dès ce moment repoussées presque sans discussion. On finit par leur accorder, comme une faveur insigne, l'abolition de certaines restrictions ayant entravé l'industrie et l'agriculture; puis des mesures tendant à protéger les Indiens contre les *repartimientos* et la *mita* furent décrétées dans le courant de 1811. Mais les créoles, qui ne voyaient dans ces concessions faites aux basses classes qu'un moyen politique destiné à s'assurer des instruments de domination contre eux-mêmes, n'eurent bientôt plus à conserver d'illusions sur les dispositions des Cortès en ce qui concernait la réforme espérée du système colonial et surtout l'octroi de la liberté du commerce.

Les trois personnages[1] qui, le 27 octobre 1810, avaient remplacé le conseil de régence, n'exerçaient qu'un pouvoir nominal. Quels que fussent donc leurs sentiments à l'égard de l'Amérique, c'étaient des Cortès souveraines que dépendait le règlement de cette question de la liberté économique, objet des véhémentes sollicitations américaines et sur laquelle les négociants de Cadix, aussi puissants à l'assemblée qu'au premier conseil de régence, s'étaient montrés de tout temps intraitables. Ils paraissaient, au demeurant, moins disposés que jamais à se dessaisir du monopole du trafic avec les Colonies resté pour eux une source d'enrichissement considérable : il était naturel de les voir déployer toute leur énergie à le conserver.

Cette attitude allait contrarier singulièrement les efforts que continuait à faire la Grande-Bretagne pour obtenir la reconnaissance officielle de sa prépondérance commerciale au Nouveau Monde et décourager ses tentatives loyales en vue d'imposer au gouvernement espagnol ses bons offices dans le différend avec l'Amérique.

Conformément aux engagements qu'il avait pris vis-à-vis des députés de Caracas, lord Wellesley ne manquait point, en effet, de prescrire à sir Henry

1. Le général Blake, le chef d'escadre Don Gabriel Ciscar, et Don Pedro Agar, directeur de l'académie des gardes-marines.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Wellesley, son frère, ministre britannique à Cadix, de faire accepter par les Cortès la médiation anglaise. C'était d'ailleurs pour l'Angleterre une nécessité primordiale que de demeurer attachée à la politique si heureusement observée par elle jusqu'alors et qui consistait, on le sait, à ménager sa clientèle américaine et à tirer, en même temps, de l'appui consenti à l'Espagne, des avantages et des compensations. Pendant les deux années que durèrent les négociations, le Foreign Office revient sans cesse, dans sa correspondance avec sir Henry, et ce dernier insiste continuellement dans ses notes au ministre d'État espagnol, M. de Bardaxi, sur l'importance des secours, en argent, en armes, en munitions, accordés par l'Angleterre à son alliée. Il signale la nécessité de reconnaître ces sacrifices par la conclusion du traité de commerce et désire que la médiation britannique soit étendue à toutes les Colonies, à la Nouvelle-Espagne surtout, tenue pour la plus riche d'entre elles.

Le cabinet de Londres n'ignorait rien des répugnances de la métropole à cet égard. Dès le mois de juillet 1810, sir Henry avait indiqué à son gouvernement que les négociants de Cadix « et probablement l'Espagne tout entière », s'opposeraient à ce que la liberté commerciale avec le Nouveau Monde fût accordée à d'autres qu'aux Espagnols [1]. Les Anglais savaient aussi que les sentiments de leurs alliés n'étaient point exempts d'arrière-pensées. Peu après le départ du commissaire royal pour la Côte-Ferme, sir Henry se procurait le texte des instructions secrètes remises par le conseil de régence à Cortabarria et les envoyait à Londres [2]. Il

1. Sir. H. Wellesley au marquis Wellesley. Cadix 11 juillet 1810. *F. O.* Spain 96.

2. H. Wellesley au marquis Wellesley. Isla de León, 5 nov. 1810. *F. O.* Spain 98, n° 113. Le texte des instructions de Cortabarria, datées du 31 août 1810, fut remis à Wellesley par le député de Santa-Fé, Mejia. Ce texte était d'ailleurs parfaitement conforme à l'original conservé à Séville. *Archivo de Simáncas.* Estante 133. Cajon 3. Legajo 12, page 124 et dont une copie certifiée se trouve au British Museum (Venezuela. Arbitration transcripts. Vol. XXXIX, 1798-1811. B. Additional 36. 352).

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

y était fait allusion à « la duplicité du rôle joué par la Grande-Bretagne qui, loin de s'opposer aux plans des Américains rebelles, ainsi que l'on était si en droit de l'espérer, les seconde au contraire et n'a pas craint d'accueillir avec estime et bienveillance les insidieuses déclarations des députés de Caracas ». La ténacité britannique ne se laissait point arrêter par ces révélations plus ou moins prévues et Henry Wellesley assaillait, avec une persévérance inlassable, les ministres, les régents et les députés influents des Cortès.

Il sembla même, par instants, que l'on fût près de s'entendre. Le 8 octobre 1810, l'ambassadeur d'Espagne à Londres informait officiellement le secrétaire d'État que son gouvernement acceptait en principe la médiation[1]. Il restait seulement à en déterminer les bases et l'étendue. Sir Henry employa tout son zèle à faire adopter les vues du Foreign Office et crut, après une demi-année de conversations laborieuses, y avoir enfin réussi[2]. Mais l'Espagne précisa ses propositions sous une forme telle que les Anglais refusèrent. M. de Bardaxi ne consentait pas tout d'abord à ce que le Mexique fût compris, ainsi que Buenos-Ayres et la Côte-Ferme, dans la liste des colonies où s'exercerait la médiation. Il suggérait en outre dans un article secret que « l'Angleterre, au cas où la réconciliation de la métropole et des provinces d'outre-mer ne serait pas accomplie après quinze mois, interromprait les relations commerciales que l'Espagne l'autorisait à entretenir pendant cet espace de temps et s'engagerait même à prêter, à ce moment, au gouvernement royal, l'appui de ses forces pour venir à bout de la résistance des Sud-Américains et les faire rentrer dans le devoir[3] ». Ces propositions furent, et pour cause, considérées comme inacceptables, et les négociations ne reprirent avec quelque activité qu'à la fin de l'année 1811.

1. Juan Ruiz de Apodaca au marquis Wellesley. Londres, 8 octobre 1810. *F. O.* Spain 101.
2. Sir H. Wellesley au marquis Wellesley. Cadix, 14 juin 1811. *F. O.* Spain 111.
3. Bardaxi à H. Wellesley. Cadix, 29 juin 1811. *F. O.* Spain 112.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Les Cortès avaient cette fois autorisé le conseil de régence à accorder aux Anglais, en échange d'un emprunt de 10.000.000 de livres sterling, la liberté du commerce avec l'Amérique pendant une période de trois années [1]. L'assemblée d'ailleurs était sur le point d'achever ses travaux. Elle vota, le 18 mars 1812, l'ensemble de la Constitution calquée sur la Constitution française de 1791 mais d'où la liberté de conscience était exclue. A cette concession près, que les constituants étaient obligés de faire aux sentiments de l'immense majorité de leurs concitoyens, l'œuvre qu'ils venaient d'élaborer s'inspirait d'un évident libéralisme. On pouvait croire les circonstances favorables aux réformes sincères, à une réconciliation véritable avec les Colonies. Le gouvernement britannique désigna le 1er avril trois commissaires chargés de se joindre à ceux que désignerait de son côté l'Espagne et qui partiraient pour l'Amérique où ils devraient s'efforcer d'obtenir la prompte cessation des hostilités [2]. Le commodore George Cockburn [3], Thomas Sydenham et Philip Morier [4] quittèrent Londres à la fin d'avril, se rendant à Cadix, mais ils n'y furent point accueillis comme ils l'avaient imaginé.

Le nouveau conseil des cinq régents [5], élu le 20 janvier, inclinait, en effet, beaucoup plus vers le parti de l'ancien régime que vers celui des réformes consacrées par les Cortès. La Chambre de commerce de Cadix s'opposa violemment à toutes les améliorations réclamées par les commissaires anglais en faveur des sujets d'outre-

1. Note de Bardaxi 17 décembre 1811. *F. O.* Spain vol. 115.

2. Instructions pour les commissaires au Sud-Amérique, 2 avril 1812. *F. O.* Spain 156.

3. Né en 1772, mort en 1853. De 1812 à 1815, il servit dans la guerre contre les États-Unis. Ce fut lui qui commanda le *Northumberland* qui conduisit Napoléon à Sainte-Hélène. Vice-amiral en 1819, il devint amiral en 1837.

4. Morier (John-Philip) 1776-1853. Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en août 1815. Envoyé extraordinaire en Saxe de 1816 à 1825.

5. Ce fut le conseil dit *del Quintillo* dont faisaient partie : le duc del Infantado, les conseillers D. Joaquin Mosquera y Figueras et D. Ignacio Rodriguez de Rivas, le lieutenant général de marine D. Juan Maria Villavicencio et le lieutenant général des armées D. Enrique O'Donell, comte del Abisbal.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

mer. Quant à l'autorisation officielle de commercer librement avec l'Amérique que l'Angleterre escomptait toujours, les négociants gaditains n'en voulurent point entendre parler. Ils déclarèrent qu'une pareille concession serait « la ruine de l'Espagne et la destruction de tout ordre, de toute morale, de toute religion et de toute société[1] ». Les nombreux engagements d'officiers et de soldats anglais dans les troupes insurgées, l'appui prêté aux indépendants par les gouverneurs et les commandants des stations britanniques des Antilles et notamment l'offre du vice-amiral sir Francis Laforey de mettre la frégate l'*Orphée* à la disposition des Vénézuéliens, après le tremblement de terre, avaient, d'autre part, indigné le conseil de régence[2]. Sir Henry Wellesley dut renoncer à convaincre les Espagnols[3]. Les commissaires se préparèrent à rentrer en Angleterre et bientôt les négociations furent rompues.

Des persévérantes démarches de leur ministre et des équivoques habilement soulevées par lui, les Anglais retirèrent cependant une série de concessions provisoires : commerce ouvert au Sud-Amérique jusqu'à la fin de la guerre continentale, puis pendant la durée des Cortès, enfin pendant le délai des quinze mois, fixés pour le règlement des difficultés avec les Colonies, décret de mai 1811, accordant pour six mois le droit d'importation des tissus anglais aux Indes Occidentales[4]. Ces concessions, qui devaient en principe n'être appliquées que dans l'hypothèse d'une entente hispano-britannique, reçurent en fait une pleine exécution. Les Anglais trafiquèrent librement avec les Colonies espagnoles jusqu'au moment de l'émancipation définitive. Et lorsque la question de la reconnaissance des nouveaux États vint à se poser dix ans plus tard, le cabinet de Saint-James ne manqua point de proclamer offi

1. Gervinus, *op. loc. cit.*
2. Sir H. Wellesley au marquis Wellesley. Cadix, 30 mars 1811. *F. O.* Spain 110.
3. Sir H. Wellesley au marquis Wellesley. Cadix, 16 février 1813. *F. O.* Spain 143.
4. 17 mai 1811. *F. O.* Spain 111.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ciellement « que l'ancienne prétention de l'Espagne d'interdire tout commerce avec les Colonies était entièrement surannée et en tout cas inapplicable en ce qui concernait l'Angleterre, car la permission de faire le commerce avec les Colonies espagnoles *avait été concédée à la Grande-Bretagne en 1810* lors des négociations relatives à la médiation. Que cette médiation n'avait pas, il est vrai, été employée parce que l'Espagne changea d'avis... mais qu'il a été toujours établi depuis, que le commerce était ouvert aux sujets britanniques et que les anciennes lois des côtes se trouvaient, pour ce qui les regardait du moins, tacitement révoquées [1] ».

Les fins de non recevoir opposées à sir Henry Wellesley dès le milieu de l'année 1812 et la froideur avec laquelle on avait accueilli les commissaires envoyés à Cadix, se fondaient en réalité sur des motifs plus étendus que les sentiments rétrogrades du conseil et l'hostilité intéressée de la Chambre de commerce. Tout, en effet, faisait à ce moment prévoir que Napoléon ne tarderait plus à renoncer à l'Espagne. D'autre part, l'annonce des succès de Monteverde coïncidait avec celle de la prochaine pacification des colonies insurgées. La chute de la république vénézuélienne, la déroute des révolutionnaires à Quito, l'adhésion à la cause royale de presque toutes les provinces maritimes de la Côte-Ferme permettaient, aussi bien, de considérer la rentrée dans l'ordre des rebelles de la Nouvelle-Grenade, comme un événement accompli ou près de s'accomplir. Carthagène, Santa-Fé tenaient encore, mais déchirées par des dissensions intestines, elles paraissaient ne plus devoir réserver une longue résistance à l'effort de la métropole.

Le Mexique et le Pérou ne donnaient point non plus d'inquiétude ; la situation de l'Espagne y semblait si fermement assurée que la Régence en augurait la cer-

1. Memorandum de la conférence du 12 octobre 1823 entre le prince de Polignac et M. Canning dans l'*Annuaire historique Universel* pour 1824 publié par C. L. Lesur. Paris, chez Thoismer, 1825, un vol. in-8, p. 655.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

titude d'une prompte et universelle répression. Le vice-roi Venégas et le général Calleja avaient à leur disposition en Nouvelle-Espagne plus de 70.000 hommes de bonnes troupes. Vera-Cruz, défendue par sa forteresse de San Juan de Ulloa, demeurait inexpugnable; Cuba et Puerto-Rico restaient fidèles. A Lima, le vice-roi Abascal, maître de la population, secondé par Goyenèche et Toribio Montes [1], menaçait, sans que l'on pût croire sa défaite possible, le Haut-Pérou et les Provinces Unies de la Plata. Il semblait en mesure de secourir non moins victorieusement la contre-révolution grenadine.

II

A toutefois en examiner de plus près la situation réelle, les Colonies ne présentaient pas à ce moment un aspect si rassurant pour les intérêts de la métropole.

Sans doute l'élan formidable dont Hidalgo avait été le promoteur dans la Nouvelle-Espagne s'était-il vu après ses premiers succès à Tolúca et à Guadalajára, en octobre 1810, arrêté par le général Calleja à Acúlco le 7 novembre et définitivement brisé, le 17 janvier suivant, à la bataille du pont de Calderon. Les hordes d'indiens, armés de coutelas et de flèches qui se précipitaient sur les canons afin de les boucher avec leurs chapeaux de paille [2], s'étaient dispersées devant les troupes royales; Hidalgo et son premier lieutenant Allende, trahis par un de leurs hommes, avaient été pris et fusillés (27 mars et 27 juillet 1811). Mais les autorités espagnoles, d'abord persuadées que cette défaite et ces exécutions marquaient la fin d'une aventure dont le renouvellement serait impossible, avaient dû constater que l'insurrection ne désarmait point.

Un autre prêtre, José Maria Morelos, curé de Cara-

1. V. *infrà*, § 3.
2. Cf. Zavala, *Ensayo historico de las Revoluciones de Mejico*, t. I, et Gervinus, *op. cit.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cuaro, relevait l'étendard de la révolte arraché des mains d'Hidalgo, son ami d'enfance. L'ascendant considérable de Morelos avait tôt fait de réunir autour de lui un certain nombre de patriotes d'élite recrutés dans toutes les classes de la société mexicaine : les frères Brávo, riches propriétaires de Chichihualco dont l'un, Nicolas, s'immortalisa, dit à juste titre un historien, par un fait que la violence de ces guerres rend encore plus admirable [1]. Ayant appris que son père avait été arrêté par le général Calleja, il offrit, en échange, deux cents Espagnols qu'il venait lui-même de faire prisonniers. Calleja ne voulut rien entendre, fit exécuter le père de Nicolas Brávo, et celui-ci lui renvoya sur l'heure les soldats captifs, « pour n'être point tenté, lui écrivit-il, de succomber au désir de se venger sur eux ». Le digne et probe Galeana, l'avocat Rayón, ancien secrétaire d'Allende, le curé Matamóros, le muletier Vicente Guerrero, le mulâtre Guadalupe Victoria complétaient l'état-major de Morelos.

Tous ces hommes, animés d'autant de patriotisme que d'intelligence et de bravoure, surent tirer des enseignements utiles de la défaite de leurs prédécesseurs. Ils organisèrent, dans le centre et le nord du Mexique, des guerrillas à l'instar de celles qui donnaient à la même époque si fort à faire en Espagne aux armées de Napoléon. Morelos, ayant établi son quartier général dans les provinces méridionales, s'attacha dès lors à coordonner les efforts de ses compagnons et poursuivit avec persévérance un plan fort habile qui consistait à isoler la capitale de ses ressources transatlantiques. Vers la fin de 1811, il tenait en son pouvoir la majeure partie des places depuis Acapúlco jusqu'à Chilpanzingo et, durant les six premiers mois de 1812, ses lieutenants ne livraient pas moins de cinquante-quatre combats aux Espagnols dans la seule région de la Nouvelle-Galice. Galeana s'empara de la ville minière de Tásco, peu distante de Mexico, et le vice-roi se décidait à renvoyer dès février 1812

1. Hubbard, *Histoire contemporaine de l'Espagne*, *op. cit.*, t. I, ch. IV, p. 219.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'indispensable général Calleja, devenu marquis de Calderon, attaquer vigoureusement les factieux.

Assiégé et réduit à merci dans Cuantila, Morelos s'était retiré en juin sur Tehuacan, dans la province de Puebla. Il en fit le centre d'opérations hardies et fructueuses, enlevant un jour le trésor d'Orizava, opposant constamment aux attaques exaspérées des commandants espagnols une résistance invincible. Calleja voyait avec désespoir « se renouveler sans cesse, comme les têtes de l'hydre, les armées des rebelles qu'il croyait anéanties ». Venegas constatait d'autre part dans ses rapports « que la guerre s'entretenait par elle-même, qu'elle instruisait peu à peu les *guerrilleros* dans l'art de la tactique » et malgré les forces importantes dont il disposait et les victoires qu'il leur devait, le vice-roi ne pouvait s'empêcher de craindre « que la détresse et la dévastation ne ruinassent la cause espagnole [1] ».

Les prévisions optimistes du gouvernement de Cadix étaient mieux fondées en ce qui concernait le Pérou. Lima, la belle Lima, « si belle, disait-on, que le Père Éternel a fait ménager, sous le paradis, une fenêtre afin de pouvoir la contempler sans cesse », restait fidèlement soumise à la domination métropolitaine. Ville de luxe et de plaisir, aux rues bordées de jardins chantants et parfumés, aux places ombragées, égayées de statues et de jets d'eau, au ciel pur traversé d'un vol incessant d'hirondelles — les *santarosas*, messagères de sa souriante Patronne — fière de ses églises aux piliers d'argent ou même d'or massif, de ses couvents, de ses palais, de son blason et de ses femmes, Lima se contentait de se dire la cité maîtresse du Nouveau Monde. L'égalité, la douceur épuisante d'un climat que tonifie parfois la brise descendue des montagnes voisines, marquait les êtres à son image. L'aristocratie nombreuse, purement espagnole, originaire en majeure partie de Biscaye, conservait plus qu'ailleurs, à Lima, ses préjugés, son faste et son mé-

1. V. Alaman, *Historia de Mexico*. T. II et III et Gervinus, *op. cit.*, d'après Bustamante. *Cuadro historico de la Revolucion de Mexico*. T. I, ch. IV, suivi en général par tous les historiens.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pris altier des classes inférieures. Sur les 50.000 habitants que comptait en 1812 la capitale péruvienne, près de la moitié était de race péninsulaire ou créole. De mœurs conservatrices, mystiques et rien moins qu'austères, cette élite prépondérante avait su faire partager aux mulâtres, aux indiens, aux noirs, d'ailleurs satisfaits, asservis ou dociles, le respect dont elle entourait le vieux marquis de la Concordia, Don José de Abascal, populaire entre tous les vice-rois sud-américains.

Abascal s'entendait le mieux du monde à donner de brillantes fêtes aux nobles liméniens, à traiter le peuple avec bienveillance. Il possédait une armée, des milices considérables, des vaisseaux : les entreprises timides et rares des patriotes isolés semblaient sans conséquence dans l'ensemble à la fois immuable et puissant que présentait, au milieu du désarroi général de l'Amérique espagnole, la citadelle péruvienne, indemne, redoutable et redoutée.

Ce n'est point à dire que ses tentatives de défense ou d'attaque fussent toujours heureuses et faciles.

La séparation des provinces de la Plata, érigées depuis 1778 en une vice-royauté nouvelle, avait conféré à Buenos-Ayres une importance dont nous avons eu l'occasion de signaler les résultats considérables pour la diffusion et le progrès de l'idée révolutionnaire dans cette partie de l'Amérique. Buenos-Ayres, devenue en moins de trente années presque aussi populeuse que Lima, contrastait avec elle, aussi bien par son aspect monotone et sans grâce que par le caractère sérieux, farouche et fermé des habitants [1]. Construite de maisons plates s'étendant toutes pareilles le long des rues et des avenues courant de l'est à l'ouest et du nord au sud et se coupant à angles droits, la ville formait une sorte d'immense et morne échiquier dominé çà et là par les arcades surélevées de la grand'place, la *Recoba vieja*, les clochers sévères de Santa Catalina, de Santo

1. Cf. D'ORBIGNY, *Voyages*. MIERS, *Travels in Chile and La Plata*. Londres, 1826. S. HAIGH, *Sketches of Buénos-Ayres and Chile*. Londres 1829, etc. V. aussi : SARMIENTO, *Civilizacion y Barbarie*. Trad. française de Giraud. Paris 1853.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Domingo, ceux du couvent des Jésuites et de l'hôpital de la Residencia, la lourde coupole de la cathédrale, les murailles de la forteresse bordant le fleuve et le cirque crénelé de la *Plaza de Toros*.

Les *porteños*, c'est, on s'en souvient, le nom sous lequel étaient désignés les créoles à Buenos-Ayres, uniquement préoccupés de négoce et d'étude, soucieux de mériter effectivement la liberté qu'avaient proclamée leurs Proceres, témoignaient « d'une passion d'atteindre le dernier échelon de la civilisation » qui frappait d'étonnement les étrangers attirés à cette époque sur les rives de la Plata [1]. Des établissements d'intérêt général s'élevaient en grand nombre. Une bibliothèque ouvrait ses portes aux étudiants de l'université transformée.

En même temps que progressait ainsi l'esprit public, les champions de l'émancipation argentine apportaient tous leurs soins à perfectionner l'armée nationale destinée à porter secours aux provinces révoltées contre l'Espagne. L'inspiration généreuse qui les avait amenés à prendre ce parti n'allait pas cependant tarder à se modifier. Buenos-Ayres, prétendant au titre de *Rome américaine*, en possédait tout au moins l'orgueil et les dévorantes ambitions. C'est à son profit seul qu'elle favorisait en réalité la libération des provinces du vice-royaume, cherchant à leur imposer, dès le premier jour, une sujétion économique, dont l'esprit même du mouvement qui venait de s'accomplir, avait condamné le principe. Les provinces percèrent d'instinct la politique égoïste du cabildo de Buenos-Ayres avant même que les membres de ce hautain gouvernement en eussent eu pleinement conscience. En attendant que la Rome américaine donnât le jour à d'inévitables Marius, elle rencontrait dans les régions auxquelles elle envoyait ses généraux et ses armées une hostilité, entretenue d'ailleurs avec soin par les Espagnols, qui envenima la lutte et en retarda singulièrement l'issue [2].

1. Tableau de la République Argentine de 1812 à 1819. *Arch. des Aff. Étr.* Rép. Argentine. Vol. I.
2. Cf. Becerra, *op. cit.* Introduction. §§ 19 et 20.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le premier résultat de la politique de Buenos-Ayres fut l'irréparable morcellement du vice-royaume. Le Paraguay en donna le signal. Les troupes de la Plata, commandées par Belgrano, furent accueillies sans enthousiasme par la population peu soucieuse d'un changement de régime qui ne lui réservait que de médiocres améliorations. La minorité libérale, dont les efforts venaient d'aboutir à l'établissement d'une Junte gouvernante, n'accepta qu'à contre-cœur de négocier avec le général argentin. Mais, sur ces entrefaites, un avocat obscur que son énergie et son étonnante audace rendirent célèbre, José Rodriguez de Francia[1], alors âgé de 53 ans, s'empara du pouvoir, galvanisa ses compatriotes et leur fit acclamer la République. Le délégué de Buenos-Ayres ne fut pas mieux traité par Francia que ne l'avait été le gouverneur espagnol Velásco, contraint, pour avoir la vie sauve, d'abandonner précipitamment L'Assomption. Belgrano dut souscrire aux volontés de Francia qui se proclama dictateur et, par acte signé le 12 octobre 1811, reconnaître au nom de Buenos-Ayres l'indépendance définitive du Paraguay. Francia inaugura, dès le départ des troupes de la Plata, son fameux système d'isolement, gouvernant pendant près de quarante ans le pays en autocrate incontesté, faisant, comme on l'a dit, du Paraguay une « petite Chine chrétienne », maintenue dans un état de blocus absolu.

Les Argentins avaient, tout au moins au début, obtenu plus de succès dans le Haut-Pérou où Castelli et Balcárce avaient conduit les armées les mieux exercées de Buenos-Ayres. Castelli, vainqueur à Suipacha des troupes envoyées, en toute hâte, à sa rencontre par le vice-roi de Lima, s'empara facilement de Potosi et s'établit à Chuquisaca en décembre 1810. Il eut le tort de s'y reposer imprudemment sur ses lauriers et s'aliéna les sympathies des habitants en affectant à leur égard les allures d'un proconsul. Les autorités

1. Né en 1758 à L'Assomption, y mourut en 1840. Il gouvernait le Paraguay depuis 1811.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

espagnoles du Pérou surent exploiter l'animosité que s'attiraient de plus en plus les officiers argentins. La population très religieuse de Chuquisaca s'insurgea contre les « voltairiens » de Buenos-Ayres. Abascal fit appel aux talents de Goyeneche qui partit pour la province de Cuzco et parvint, en quelques semaines, à y organiser une armée de 8.000 hommes, supérieure en nombre et en qualité à celle de Castelli et de Balcárce.

Le 20 juin 1811 la victoire du Desaguadero rendit le Haut-Pérou aux Espagnols. Trois mois après, Goyeneche entrait en vainqueur à Potosi, rétablissait sur tout le pays la domination royale et, sans une insurrection fomentée par les patriotes de La Paz et de Cochabámba et qu'il étouffa du reste aisément, l'échec de l'armée de Buenos-Ayres, hors d'état de tenir la campagne, se fût, à coup sûr, tourné en désastre. Balcárce et Castelli gagnèrent à marches forcées les provinces de Jujuy et Salta et se reconstituèrent de leur mieux en prévision d'une attaque probable de Goyeneche.

Les secours intéressés que le gouvernement de Buenos-Ayres avait envoyés aux patriotes de l'Uruguay ne semblaient pas devoir non plus y être l'objet d'un meilleur accueil ni l'occasion de plus de succès pour la cause de l'Indépendance. La population uruguayenne des campagnes avait répondu à la révolution du 25 mai 1810 par une levée en masse, à la tête de la quelle s'était tout de suite placé le fils d'un propriétaire foncier très estimé à Montevideo, José Artigas[1]. Les combattants improvisés dont Artigas fit ses gardes du corps, étaient recrutés parmi les *gaúchos*. Ces conducteurs de troupeaux de bœufs et de chevaux partageront avec les *llaneros* du Vénézuéla le surnom mérité de « centaures du Nouveau Monde ». Ils étaient rompus à toutes les fatigues, prêts à toutes les entreprises, dévoués jusqu'à la mort à qui savait les con-

1. Artigas (José-Gervasio), fondateur de la République de l'Uruguay. Né vers 1760 à Montevideo, mort le 23 septembre 1850.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vaincre et les dominer. Artigas s'y entendait mieux que tout autre. Il acquit sur ses gaùchos et sur les nombreuses recrues qu'ils lui amenaient, de force ou de gré, le plus entier ascendant.

Au commencement de 1811, il se portait avec deux mille d'entre eux, à l'attaque de Montevideo. Le gouverneur espagnol Elio était pour Artigas un adversaire détesté. Mais le chef de l'insurrection uruguayenne n'éprouvait pas de meilleurs sentiments à l'égard du général Rondeau [1], que Buenos-Ayres lui avait donné pour collaborateur. Les dissentiments qui ne tardèrent pas à éclater entre les deux chefs républicains permirent à Elio d'opposer à l'insurrection une résistance efficace. Entouré d'un fort parti d'Espagnols que les derniers événements avaient accru de nombreux émigrés royalistes venus de Buenos-Ayres, Elio, revêtu par le gouvernement de Cadix du caractère de vice-roi, s'employa avec ardeur à tenir tête aux rebelles. Rondeau et Artigas furent complètement battus aux deux combats décisifs de San José et de Las Piedras. Elio vint avec les bâtiments de la flotte royale, dont il disposait, mettre le siège devant Buenos-Ayres. Il dut pourtant se retirer après un bombardement maladroit et dont le seul résultat fut de porter au paroxysme l'enthousiasme patriotique des Argentins.

Le vice-roi de Montevideo, menacé à ce moment d'une nouvelle insurrection en Uruguay, fit appel aux Portugais du Brésil. Ceux-ci ne cherchaient qu'un prétexte pour se mêler activement aux troubles du Rio de la Plata, soit dans l'intention de créer une nouvelle royauté au profit de la maison de Bragance, soit du moins afin de s'approprier la colonie du Sacramento et tout le pays désigné sous le nom de *Bande Orientale* à l'ouest de l'Uruguay [2]. Une armée portugaise de 4.000 hommes s'établit sur la frontière brésilienne en attitude menaçante. Les

1. Rondeau (José), né à Buenos-Ayres en 1770. En 1814, il commanda en chef l'armée du Haut-Pérou et perdit la bataille de Sipesipe en 1815. Elu directeur suprême des États-Unis de la Plata en 1819-1820, il fut de 1828 à 1839, président de la République de l'Uruguay.

2. V. Hubbard, *op. cit.* T. I, ch. IX.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Buenos-Ayriens consentirent alors à signer un armistice (21 octobre 1811). Elio vint à bout de l'insurrection qu'Artigas continuait d'entretenir et fut bientôt remplacé dans sa charge de vice-roi par D. Gaspar Vigodet[1].

Vigodet reprit activement l'offensive. Dans le Haut-Pérou, Goyeneche, dont le titre de comte de Guaqui avait récompensé les victoires, restait toujours maître de la situation. Il s'était emparé des deux provinces de Jujuy et de Salta et préparait une expédition sur Tucuman. Il y envoya le général Tristán avec lequel Vigodet s'était mis d'accord. Des pourparlers s'engagèrent entre le vice-roi de Montevideo et la cour de Rio de Janeiro. Celle-ci promit encore l'appui de ses troupes. L'escadre maintenait le blocus devant Buenos-Ayres. Cependant, la fortune, qui paraissait de la sorte si contraire aux indépendants, se prononça brusquement en leur faveur. L'expédition de Tristán échoua. Battu le 24 septembre 1812 par Belgrano, qui se couvrit de gloire à la bataille de Tucuman, il dut se replier en désordre vers le Haut-Pérou. Le ministre d'Angleterre à Rio de Janeiro s'opposa au départ des troupes brésiliennes pour la Bande Orientale. Enfin la flotte espagnole fut obligée d'abandonner le blocus pour se porter au secours de Montevideo que Rondeau et Artigas assiégeaient de nouveau.

Les continuelles dissensions qui surgissaient à Buenos-Ayres parmi les membres des gouvernements successifs avaient été pour beaucoup dans les premiers succès de D. Gaspar Vigodet. Moreno, partisan du système unitaire, avait eu, au sein de la première Junte, à lutter avec acharnement contre Saavedra, chef des fédéralistes. Après la mort de Moreno en 1811, au retour de la mission que ce patriote chargé d'aller solliciter les secours de l'Angleterre était allé remplir à Londres, Saavedra fut en lutte ouverte avec les membres de la nouvelle Junte, remplacée dès juin 1812, par un triumvirat qui prit le nom de « gouvernement exé-

1. Général espagnol, gouverneur de Montevideo de 1810 à 1814.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cutif » (Chiclano, Passo et Sarratea) [1]. A la suite du mouvement insurrectionnel du 8 octobre de la même année, un second triumvirat (Passo, Rodriguez Peña [2], Alvarez [3]) assuma le pouvoir. Martin Alzaga, chef du parti espagnol ou *gothique*, avait alors reçu de Montevideo des encouragements pour préparer une contre-révolution qui devait faciliter l'action concertée entre Vigodet, Goyeneche et les Brésiliens. Alzaga expia sur l'échafaud sa téméraire entreprise, mais les destinées de la jeune république semblaient toujours menacées.

C'est à ce moment qu'arrive à Buenos-Ayres José de San Martin. Originaire de Iapeyu, l'un des trente villages du groupe des anciennes Missions des jésuites situées sur les rives du Haut-Paraguay et du Haut-Paraná, où il était né le 25 février 1778, San Martin, après avoir fait de bonnes études au séminaire des Nobles de Madrid, s'était engagé dans l'armée espagnole. Il avait tenu garnison et combattu à Melilla et à Oran en 1791, fait la campagne du Roussillon sous les ordres du général Ricardos en 1794, celle du Portugal en 1801 et venait enfin d'obtenir le grade de lieutenant-colonel en récompense de sa remarquable conduite durant la guerre d'Espagne, notamment au combat d'Arjonilla et à la bataille d'Albuera.

La Révolution sud-américaine, les conseils de lord Macduff, plus tard comte de Fife [4], avec lequel il était lié, l'enthousiasme dont il voyait animés plusieurs jeunes créoles ses compagnons d'armes ou ses amis, déterminèrent San Martin à quitter l'armée espagnole et à venir offrir ses services à sa patrie de naissance. Il vint à Londres en 1811 avec Alvear et Zapiola, se réunit à Bello,

1. Sarratea (Manuel de). Il fut ensuite gouverneur de Buenos-Ayres en 1820, puis ministre plénipotentiaire du gouvernement de Rosas, à Paris où il mourut.

2. Rodriguez Peña (Nicolás), né à Buenos-Ayres en 1766, mort à Santiago en 1853. Il dut en 1818 s'exiler au Chili où il resta jusqu'à sa mort.

3. Alvarez de Jonte (Antonio). Auditeur de guerre lors de l'expédition de San Martin au Pérou, il mourut à Pisco en 1820.

4. Né en 1776, mort en 1857. Il s'engagea comme volontaire en 1808 dans l'armée espagnole où il devint major-général, se trouvait à Cadix pendant le siège de 1810 et retourna en Angleterre en 1811.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Lopez Mendez, Servando Mier, Manuel Moreno et les autres Américains réfugiés en Angleterre, reçut des Maîtres de la Grande Loge de Miranda l'initiation suprême et partit pour la Plata au commencement de 1812. San Martin, qui devait en peu de temps s'acquérir un renom immortel, jusqu'à partager avec Bolivar le titre de Libérateur du Nouveau Monde, était alors considéré, nous dit son biographe, « comme un homme obscur et sans conséquence, n'ayant d'autre réputation que celle d'un vaillant officier et d'un bon tacticien [1] ». Il s'était profondément convaincu de l'importance irrésistible de l'élan populaire dans une guerre nationale et de l'appoint précieux qu'une organisation militaire sérieuse y pouvait ajouter. C'est avec cette pensée qu'il fondait, dès son arrivée à Buenos-Ayres, la *Loge de Lautaro*. Tout ce qu'il y avait alors dans la capitale argentine d'esprits éclairés et de volontés fortes eut bientôt à cœur de faire partie de cette société secrète. San Martin parvint à imprimer de la sorte à l'élan libéral une puissance considérable et décisive.

Grâce à la Loge de Lautaro et dès la fin de 1812, le gouvernement se trouvait raffermi, l'esprit public relevé et la révolution prête à remporter des victoires [2].

Tel était, au reste, dégagé des contingences et des particularités de son ensemble, l'aspect que présentait alors l'état moral et politique de l'Amérique espagnole. Le grand ébranlement de 1810 a dû céder, il est vrai, à la résistance combinée des obstacles qu'il portait en lui-même et de ceux que lui avait opposés la force adverse. On pourrait le comparer à l'un de ces fleuves embrasés et majestueux de la zone équatoriale dont la coulée puissante s'est, aux premiers barrages, déplacée, ramifiée en un infini dédale de ruisseaux, de torrents souterrains, de bayoux tortueux, semblant y avoir à tout jamais perdu sa vigueur native. Le défilé cependant est proche où les eaux vont confluer, sourdre à nouveau du sol, se rejoindre et

1. Mitre, *Historia de San Martin*. T. I, ch. III, § 2.
2. Cf. *Ibid.*, § 9.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

poursuivre en formidable masse, leur course impétueuse. Les rochers imprévus, les précipices, les forêts tendues d'inextricables lianes, les savanes spongieuses l'attendent en aval encore. Bien des régions désolées lui restent à parcourir. Mais il se reforme, le voici redevenu le grand fleuve des premiers jours : certain à présent d'un lit profond, définitif et vaste, nul embarras ne saura plus le détourner ou le vaincre.

Les pays mêmes sur lesquels l'Espagne croyait pouvoir compter le plus comme ayant échappé à ce mouvement unanime y sont cependant engagés.

Au Chili, la Junte avait, dès son installation, à la fin de 1810, convoqué les représentants des provinces à une assemblée constituante qui se réunit à Santiago le 4 juillet 1811. Des dissentiments ne tardèrent pas à se manifester parmi les Proceres également décidés pour la cause de l'Indépendance, mais que le souci du bien public portait, moins souvent que l'ambition personnelle, à se disputer l'autorité exécutive. Un gouvernement fort pouvait seul coordonner les aspirations encore hésitantes de la majorité des patriotes. Ici, comme partout ailleurs, la dictature s'imposait. La pureté d'intentions de Rosas l'eût sans doute rendue supportable et bienfaisante, mais il fut impossible au principal artisan de la liberté chilienne de faire admettre sa suprématie. Le directoire de trois membres nommé par le Congrès et prisonnier du parti gothique, très influent à l'assemblée, écarta Rosas du gouvernement. Rosas essaya d'organiser une contre-junte, mais l'entrée en scène d'un rival plus heureux, José Miguel Carrera, ruina ses espérances.

Carrera, ancien capitaine aux hussards de Galice, fort apprécié depuis longtemps par les compagnons de la Loge Américaine de Cadix dont il faisait partie, était accouru d'Espagne à la première nouvelle du soulèvement de Santiago. Il y fut joyeusement accueilli. Sa brillante jeunesse, son prestige d'officier, son assurance lui rallièrent tous les suffrages. En septembre 1811, il était à la tête du gouvernement. Il s'honora toutefois en offrant à Rosas de partager le pouvoir. Les deux di-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

recteurs adoptèrent de concert d'utiles décisions telles que l'émancipation absolue des indiens et des nègres et négocièrent un traité d'alliance avec Buenos-Ayres. Mais leur collaboration ne résista pas au despotisme fougueux de Carrera. Ce dernier renvoya le Congrès, exila Rosas qui tenta sans succès de se reformer un parti, le força bientôt à se retirer à Mendoza [1] et put dès lors exercer une autorité quasi dictatoriale.

En dépit de la sincérité de son patriotisme, Carrera n'avait pourtant aucune des qualités d'un homme d'État. Le Chili se perdait entre ses mains. Les Espagnols en profitèrent. Le vice-roi du Pérou fit activement pousser, dès juin 1812, les préparatifs d'une expédition dont il confia l'organisation au général Paréja. En moins de six mois, celui-ci se trouva prêt à envahir le Chili : la négligence de Carrera qui, jusqu'à ce moment, ne s'était avisé de prendre aucune mesure de défense sérieuse, promettait aux royalistes les meilleures chances de succès. La notion d'indépendance pénétrait cependant chaque jour davantage dans les rangs populaires, grâce à l'initiative de Carrera et d'un ecclésiastique, Camilo Henriquez [2].

Le 13 février 1813 parut à Santiago le premier journal républicain, *La Aurora de Chile*. Ce fut, rapporte un témoin, une véritable journée de fête. Les gens du peuple se disputaient les numéros de *La Aurora*. Ils parcouraient les rues, arrêtant les passants, lisant à haute voix l'article d'Henriquez, se félicitant les uns les autres du bonheur qui leur était advenu, ne doutant plus que leur libération ne fût désormais prochaine [3]. La masse révolutionnaire se disposait à repousser ainsi l'assaut qu'allait vainement essayer de lui opposer la vigilante citadelle du Pérou.

La Nouvelle-Grenade n'était pas restée hors des at-

1. Il y mourut en mai 1813.

2. Né à Valdivia en 1769, mort à Santiago en 1825. Prêtre de l'ordre de San Camilo de Lelis, il se trouvait au Pérou quand il apprit la révolte du Chili. Il s'y rendit en 1811 et prêta son appui à la cause de l'Indépendance. Après la défaite de Rancagua en 1814, il se retira dans l'Argentine et ne revint au Chili qu'en 1822.

3. Cf. MARTINEZ, *Histoire de l'Indépendance du Chili*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

teintes des autorités liméniennes : elle voyait entraver par elles sa marche vers la liberté.

Mais ici, comme à la Plata et au Chili, l'idéal émancipateur accomplit, malgré les erreurs de ses protagonistes, des progrès continus. Et lorsqu'à l'issue d'une longue série d'arrêts, de heurts et de brisures le flot révolutionnaire aura retrouvé, avec toute sa puissance, la direction primitive de son cours, la citadelle péruvienne enfin s'engloutira, submergée par la crue formidable.

III

Les trois grandes divisions territoriales dont l'ensemble fut désigné jusqu'en 1810 sous le nom de vice-royaume de Nouvelle-Grenade, s'étendaient sur une superficie de plus de 113.000 lieues carrées de 25 au degré et comptaient près de 3.000.000 d'habitants. L'existence politique de chacune d'elles s'était, dès le jour même de l'installation des gouvernements autonomes, développée avec des particularités qui se marquèrent de plus en plus.

Nous avons signalé la suite des événements qui venaient, en moins de trois années, de replacer les populations jacobines et tumultueuses de la capitainerie générale du Vénézuéla sous le joug colonial. Les patriotes, fanatiques, brouillons et influençables de l'ancienne présidence de Quito avaient éprouvé le même sort et la proximité où ce pays se trouvait du Pérou, en même temps que de la province méridionale grenadine de Pasto, dans laquelle le sentiment royaliste se maintenait intact, y avait encore hâté la ruine des aspirations révolutionnaires.

Les commissaires royaux Montúfar et Villavicencio qui, l'on s'en souvient, étaient sur le point d'arriver à Santa-Fé lorsque s'y produisit l'explosion insurrectionnelle du 20 juillet 1810, parvinrent au but de leur voyage dans l'instant précis où le docteur San Miguel, délégué du comte Ruiz et porteur des dossiers

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

relatifs au procès des malheureux qu'un sort cruel attendait à quelques jours de là, se présentait lui-même dans la capitale grenadine. Les nouvelles autorités de Santa-Fé firent brûler par le bourreau, sur la place publique, les dépêches que remettait San Miguel. Celui-ci reprit le chemin de Quito, en compagnie de Montúfar dévoré d'inquiétudes quant au sort de ses amis, de ses parents, de son père enfin, le marquis de Selva Alegre, qui tous faisaient partie du groupe des patriotes.

Montúfar était à Quito au commencement de septembre. D'accord avec son père, il détermina bientôt le comte Ruiz, sur l'esprit duquel les massacres du 2 août avaient produit une douloureuse impression, à rétablir la Junte. La commission conférée à Montúfar par la Régence fut lue devant l'assemblée, convoquée le 19 septembre, dans une salle de l'université de Quito. L'établissement de la nouvelle Junte fut immédiatement accepté. Ruiz en obtint la présidence, le marquis de Selva Alegre fut nommé vice-président.

Désireux de maintenir la tranquillité générale et surtout d'obtenir l'assentiment du vice-roi du Pérou, dont le suffrage demeurait indispensable, Montúfar envoya à D. José de Abascal copie des pleins pouvoirs dont il avait été investi par la Régence. Abascal ne pouvait être dupe des arrière-pensées des patriotes de Quito. Arredonda et ses troupes, qui s'étaient retirés à Guayaquil après le 2 août, reçurent l'ordre de rentrer en campagne et de déclarer la guerre aux autorités nouvellement établies comme trahissant leurs devoirs envers la couronne d'Espagne. Montúfar alors rassembla la force armée de Quito, s'occupa de lever et d'organiser des volontaires et marcha avec eux sur Riobamba. Cependant, les provinces grenadines de Popayan et Pasto, sous l'influence du général Sámano, gouverneur de la première de ces places, se déclarèrent prêtes à faire cause commune avec le vice-roi du Pérou et commencèrent à expédier des troupes qui devaient envahir Quito par le nord pendant qu'Arredonda ferait, au sud, la même tentative.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

La situation de Montúfar était donc des plus critiques. Un événement fortuit vint providentiellement servir ses projets, mais il ne sut pas en tirer avantage. Arredonda s'était avancé jusqu'à Huaranda, lorsqu'un matin, ses sentinelles entendant les glaciers du Chimborazo craquer aux rayons du soleil levant, crurent que Montúfar approchait avec un train nombreux d'artillerie. Le commandant espagnol prit la fuite, abandonnant aux insurgés son quartier général d'Huaranda pourvu de munitions et d'armes en abondance.

Montúfar, que ses anciens rapports avec la Régence obsédaient de scrupules et qui se berçait malgré tout de l'espoir d'une solution pacifique, croyant, d'autre part, avoir réduit Sámano à l'impuissance par l'envoi de forts détachements partis à sa rencontre à Guaitara, négligea de s'avancer vers les frontières du Pérou. Il laissa le général Molina, chargé par Abascal de s'emparer de Cuenca, réaliser cette opération et perdit un temps précieux en pourparlers avec ses ennemis. Pendant l'absence de Montúfar, des émeutes populaires éclatèrent à Quito. Le comte Ruiz, arraché du couvent où il était venu chercher asile, fut assassiné. Don Toribio Montes, nommé, sur ces entrefaites, président de Quito par la Régence, prit aussitôt le commandement des troupes stationnées à Guayaquil et à Cuenca et marcha sur la capitale.

Il battit le 2 septembre 1812 les troupes de Quito à Moácha, tourna leurs positions fortifiées près de Jalupaca et Santa Rosa en effectuant une marche de flanc d'une incroyable hardiesse le long des pentes de la montagne et s'empara enfin de Quito le 4 novembre. Montúfar avait tenté de se réfugier du côté d'Ibarra. Il y fut poursuivi, capturé, envoyé quelques mois plus tard en Espagne en même temps que Nariño qui, vers cette époque, était, nous le verrons bientôt, parti de Santa-Fé combattre Sámano dans les provinces méridionales de la Nouvelle-Grenade[1]. Quito retomba donc

1. Montúfar s'évada en arrivant à Panama. Il fit la campagne du Cauca en 1815, fut fait prisonnier au terrible combat de la Cuchilla del Tambo et fusillé à Popayán le 3 septembre 1816.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

entre les mains des autorités espagnoles qui n'en devaient être délogées que dix ans plus tard [1].

Dans la Nouvelle-Grenade proprement dite, le *Reino*, la cause libérale, triomphante encore en apparence sur les deux tiers du territoire, était à la vérité terriblement compromise à la fin de 1812. Les provinces atlantiques de Rio Hacha, de Panama et de Veragua n'avaient jamais pactisé avec la Révolution. Sainte-Marthe s'en était définitivement détachée, et, redevenus maîtres du Vénézuéla et de Quito, les Espagnols semblaient n'avoir plus de grands efforts à tenter pour achever d'enceindre, d'envahir et de réduire les provinces que l'insurrection leur avait enlevées. L'anarchie s'y était partout installée ; elle y progressait sans cesse, favorisant les menées des représentants du pouvoir absolu dans les régions voisines de Quito, substituant ailleurs le plus néfaste égoïsme au désintéressement patriotique des premiers jours.

Les idées fédéralistes, communes aux Proceres sud-américains, avaient été préconisées plus éloquemment, plus ardemment à Santa-Fé qu'en tout autre centre colonial. Santa-Fé, chef-lieu de la province de Cundinamarca, capitale de l'ancien vice-royaume, orgueilleuse, prospère et consciente de sa supériorité autant que l'était Buenos-Ayres à la Plata, nourrissait, d'égales prétentions à demeurer à la tête du nouvel état. Elle n'était point éloignée même de considérer avec amertume que Caracas se fût soustraite à son autorité. Elle entendait du moins ne rien distraire de celle que sa situation géographique et les traditions coloniales devaient lui conserver sur les autres provinces grenadines. C'est dans cet esprit que la Junte de Santa-Fé invitait dès le 29 juillet 1810, les vingt-deux provinces du royaume à envoyer leurs députés à une Junte générale chargée de convoquer le Congrès constituant [2].

Carthagène, Sainte-Marthe, Antioquia, Chocó, Neiva,

1. D'après Restrepo, et Stevenson, contemporain et témoin de ces événements, dans *Relation d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du Sud, op. cit.*, t. I, ch. II.
2. **D.**, II, 478.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Mariquita, Pamplona, Socorro, Casanare et Tunja annoncèrent l'intention de répondre à l'appel. Elles installèrent des Juntes indépendantes à l'instar de Santa-Fé et procédèrent tout d'abord au choix des citoyens qui les représenteraient au Congrès. Mais la joie d'avoir enfin conquis la liberté tant espérée échauffa bientôt les patriotes. La noble et fière cité de Mompóx (Carthagène) proclama la première son indépendance absolue (16 août 1810). La puissante Carthagène ne voulut point admettre que Santa-Fé gardât l'initiative d'organiser le nouveau gouvernement. Sa Junte publia le 19 septembre un manifeste ouvertement hostile aux desseins de la Junte de Santa-Fé, invitant les provinces à se régir d'après leurs lois propres et à se réunir en Congrès fédéral à Medellin (Antioquia). Les villes du Popayan décidèrent au contraire d'envoyer leurs représentants à Cáli (Cauca). Une Junte régionale s'y tint, en effet, le 1er février 1811, qui dota les habitants du Cauca d'une constitution autonome.

La démarche de Carthagène encouragea singulièrement l'universelle anarchie qui semblait, à la vérité, n'attendre qu'un signal. Partout et jusque dans les moindres provinces et les plus écartées, dans les villages mêmes où quelque démagogue ambitieux parvenait à s'imposer à ses compatriotes, on vit siéger des juntes indépendantes et s'élaborer des constitutions particulières. Il y eut des paroisses misérables, comme celle de Náre, par exemple (dans le Cundinamarca), qui prétendirent prendre rang de provinces souveraines !

Justement alarmés de cette situation, les patriotes de Santa-Fé hâtèrent de tout leur pouvoir la réunion du Congrès projeté. Ils étaient pleins de confiance dans l'efficacité des discours éloquents et persuasifs que chacun préparait et qui, croyaient-ils, remédieraient, à peine transmis et publiés dans les centres provinciaux, à ces malheurs publics. Le 22 décembre 1810, l'assemblée se réunit à Santa-Fé. Bien que les circonscriptions du Socorro, de Pamplona, Mariquita, Neiva et Norita y fussent seules représentées, ce fantôme de congrès prit

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

solennellement le titre d'*Altesse Sérénissime* et se mit en devoir de réglementer avec minutie l'organisation intérieure des diverses provinces de l'État fédéral dont Cundinamarca se réservait la souveraineté. Les allures despotiques des congressistes déplurent cependant au cabildo même de Santa-Fé et l'assemblée, pour échapper à la diminution de prestige que lui valaient les attaques des membres de la municipalité, transporta ses assises à Ibagué et y reprit séance dès la mi-janvier. Les délégués des districts d'alentour qui se présentèrent pour siéger au Congrès, furent admis avec enthousiasme par les députés de Cundinamarca. Ceux-ci pensaient donner à l'assemblée plus d'influence en la grossissant. Cette irrégularité provoqua les protestations de presque tous les représentants des états et le Congrès dut enfin s'ajourner.

Les députés de Santa-Fé crurent alors opportun de prendre les devants sur les autres provinces, d'organiser le Cundinamarca en état autonome, de voter une constitution et de la proposer pour modèle à chacun des états en les invitant à nouveau à accéder à un pacte fédéral. Le 4 avril 1811, l'ancienne province métropolitaine prit le nom d'État de Cundinamarca et publia sa Constitution à la fois monarchique et républicaine, reconnaissant pour souverain Ferdinand VII à condition qu'il consentît à venir résider dans le pays. Le principal auteur de cette constitution, Jorge Tadeo Lozano [1], fut, en attendant, élu président de la république.

Lozano appartenait à la noble maison de San Jorge. Frère du marquis de ce nom à qui nous avons vu jouer un rôle si passionnant lors de l'insurrection des Comuneros, Jorge Tadeo, après de fortes études brillamment achevées au collège du Rosario de Santa-Fé, était passé en Espagne. Il y avait été incorporé dans les gardes du corps et s'était distingué durant la campagne du Roussillon. Ses goûts l'inclinaient cependant beaucoup plus vers la science et la philosophie que vers le métier

1. Né à Santa-Fé le 30 janvier 1771, fusillé pendant la terreur bogotane, le 6 juillet 1816.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

des armes. De retour à Santa-Fé, en 1801, il y était devenu le disciple zélé de Mútis et le collaborateur, avec Cáldas, Joaquin Camacho, Diego Martin Tanco[1], José Manuel Restrepo, José Fernandez Madrid[2], Eloy Valenzuela[3], et tant d'autres, de la revue le *Semanario de Nueva Granada*[4] qui, de 1801 à 1810, vulgarisa dans d'innombrables articles les notions les plus élevées de la science contemporaine. Lozano avait pris part aux derniers travaux de l'*Expédition Botanique*, il avait approfondi l'examen de la faune et de la flore de son pays. En dépit d'un patriotisme insoupçonnable, il n'avait renoncé qu'à contre-cœur, en 1810, aux douces et puissantes consolations de l'étude pour se livrer à la politique. Les événements le portaient à la magistrature suprême: ce lui fut plus une déception qu'une récompense.

1. Né à La Havane, le 6 décembre 1774, mort à Bogotá en 1851. Appartenait par son père à une ancienne famille espagnole et par sa mère aux Fieschi de la noblesse de Gènes. Il fut, en 1810, président de la Junte Indépendante de Mariquita, puis représentant de cette circonscription au Congrès de Tunja en 1813. Incarcéré pendant la terreur bogotane, il fut condamné à 10 ans d'emprisonnement dans les *bóvedas* de Puerto-Cabello. Après un an d'indicibles souffrances, sa peine fut commuée en un exil perpétuel en Espagne. Tanco s'évada, partit pour Paris avec les illustres Espagnols Jovellános et Reinoso, voyagea pendant cinq ans en Europe et revint à Cuba d'où il rentra en Amérique. Il remplit alors des charges importantes, créa l'administration des postes en Colombie et reçut en 1827 le portefeuille de l'Intérieur dans le *grand ministère* que le Libertador composa à cette époque.

2. Né à Carthagène le 19 février 1789, mort à Londres, le 28 juin 1830. Député au Congrès de Nouvelle-Grenade en 1812. Président de la République en 1814 et 1816. Réfugié à La Havane après la terreur bogotane, il y publia d'importants ouvrages scientifiques. Il rentra en Colombie en 1820, fut agent financier de son pays en France, puis ministre plénipotentiaire en Angleterre. Il y passa ses dernières années. Madrid est l'auteur d'un grand nombre de tragédies estimées, de poésies célèbres dont une *Ode à la restauration de la Constitution espagnole*, et de divers travaux philosophiques et politiques importants. V. Martinez Silva, *Biografia de José Fernandez Madrid*. Bogotà, 1 vol. in-12, 1889.

3. Valenzuela y Mantilla de los Rios (Eloy de), né à Girón (Nouvelle-Grenade) en 1756, mort vers 1832. Il fut ordonné prêtre, professa la philosophie à Santa-Fé, jusqu'en 1810. Mútis avait ses talents en si haute estime qu'il le considérait comme devant être son successeur Valenzuela, dont la famille était l'une des plus anciennes et des plus illustres d'Espagne, eut pour frère Miguel et pour cousins Crisanto et José Ignacio qui comptent parmi les Proceres.

4. Réimprimée à Paris en 1849 sous la direction du général Acosta.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il souhaitait cependant de trouver un accommodement entre les idées de centralisation et de fédéralisme autour desquelles et, pour le plus grand malheur de la cause de l'Indépendance, ses compatriotes persistaient à se livrer bataille. Les périls extérieurs commençaient à se faire sentir. Le nouveau gouverneur de Popayan, D. Manuel Tacón, avait, au lendemain de la convocation des provinces au Congrès général par la Junte insurrectionnelle de Santa-Fé, pris la tête d'une contre-révolution royaliste que l'esprit soumis de ses administrés lui permit de provoquer, d'organiser et d'entretenir avec succès. Des bandes en armes parcoururent bientôt la région de Pasto et de Patia, terrorisant les populations, attaquant les milices républicaines à peine improvisées, semant dans leurs rangs la désertion et la crainte ou les massacrant sans pitié. La Junte de Cáli dut mobiliser les quelques troupes dont elle disposait et les envoyer contre le redoutable Tacón.

Santa-Fé pensa devoir imiter cet exemple. Un petit corps de volontaires sous la conduite du capitaine Antonio Baraya[1] partit pour Popayan en décembre 1810. Et lorsque Lozano prit possession de ses fonctions présidentielles, on apprit que les troupes de Cundinamarca venaient de remporter sur Tacón un avantage signalé au combat de Bajo Palacé (28 mars 1811). C'était la première victoire républicaine, mais elle ne promettait guère de lendemains favorables. La réaction faisait des progrès tragiques dans cette région de Pasto, destinée à devenir et à rester, pendant toute la durée des guerres de l'Indépendance, une véritable Vendée grenadine où les habitants, fanatisés par les moines, incendiaient les villages, égorgeaient les paysans inoffensifs, et anéantissaient, les unes après les autres, les expéditions impuissantes à les soumettre.

L'anarchie et la guerre civile s'introduisaient d'ailleurs sur tout le territoire. Les tentatives de Carthagène

1. Né à Girón (Nouvelle-Grenade), en 1768, fusillé durant la terreur bogotane, le 20 juillet 1816.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

n'avaient pas mieux réussi que celles de Santa-Fé. La Junte envoyait des troupes contre Mompóx dont l'opposition rendait impossible la réunion du Congrès projeté de Medellin. Ailleurs, on en était aux combats de ville à ville et de village à village. Pamplona avait déclaré la guerre à Girón, Tunja à Sogamoso, Honda à Ambalema.

Lozano ne se décourageait point. Il croyait toujours possible de constituer une confédération grenadine. La réduisant toutefois à une partie du pays, il fit publier un projet de Constitution pour l'état fédéral que devaient composer les quatre provinces de Quito, Popayan, Carthagène et Cundinamarca; Lozano espérait que les autres provinces adhéreraient ensuite à cette confédération. Camilo Tórres prépara de son côté, sur le modèle de la constitution nord-américaine, un « Acte fédéral des Provinces Unies de la Nouvelle-Grenade [1] ». Le Congrès qui continuait, bien qu'irrégulièrement, à siéger à Santa-Fé et dans lequel se trouvaient représentées, en novembre 1811, les provinces d'Antioquia, de Neiva, de Pamplona, de Tunja et même de Carthagène, vota par acclamation, le 27, l'acte fédéral de Camilo Tórres. Cette constitution marquait du moins un progrès essentiel dans la marche des idées républicaines. Il n'était plus question des « droits » de Ferdinand VII, mais uniquement de « ceux de la patrie [2] ».

Cependant, le désordre continuait à régner dans tout le pays. Il n'y avait nulle part d'organisation politique, pas d'argent, pas d'armée, l'esprit public fléchissait. Les provinces ne savaient pour lequel se prononcer des trois organismes politiques, précaires sans doute mais moins imparfaitement constitués que les autres, représentés par Carthagène, Cundinamarca et le Congrès.

Ce dernier était à présent en lutte ouverte avec l'état de Cundinamarca. Une réaction dans le sens de la centralisation contre les idées fédérales représentées par l'assemblée, avait pris corps à Santa-Fé

1. **D.**, III, 620.
2. J.-M. Samper, *Derecho publico interno de Colombia*. Bogotà, 1886, t. I, ch. I.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

depuis quelques mois et le vote de l'acte fédéral constituait en réalité une déclaration d'hostilités contre le gouvernement que venaient d'y installer les patriotes, avec Antonio Nariño pour président.

L'illustre Procer, détenu depuis 1809 dans les prisons de l'Inquisition à Carthagène, avait vu sa mise en liberté retardée, même après la révolution de 1810, par la jalousie du cabildo désireux de faire pièce à la cité rivale. Rentré enfin dans Santa-Fé, Nariño, convaincu, au même titre que Miranda, de la nécessité pour les jeunes états sud-américains d'un gouvernement centraliste, avait commencé dans son journal *La Bagatela* une campagne ardente contre le système fédéral.

Le déplorable état où se trouvait le pays, les nouvelles désastreuses que l'on recevait de Popayan fournirent, vers la fin de septembre 1811, des arguments décisifs au doyen des patriotes : « Nous voici menacés de tous côtés, écrivait-il. Les Espagnols font des efforts pour reconquérir leurs provinces perdues. Où en sommes-nous pourtant ? Nos gloussements prétendent ameuter l'univers pour un œuf péniblement pondu. Quelles mesures comptez-vous prendre dans le péril auquel la patrie est exposée ? Assez de vains discours, assez d'espoirs chimériques issus de la nonchalance et de la paresse et de ce don d'illusion ridicule qui va nous replonger dans la servitude... Nous avons proclamé la justice et la bonté de notre cause. Le moment est venu de vaincre ou de mourir et de remplacer les arguments par les baïonnettes... Que l'on ne s'y trompe point. Nous sommes des insurgés, des rebelles, des traîtres, et nous serons châtiés comme tels. Les hypocrites n'ont point à se leurrer. Ils tomberont sans miséricorde sous l'épée de nos Conquistadors qui ne s'attarderont point à séparer le bon grain de l'ivraie. La victoire nous peut, seule, épargner un trépas certain et celui-là même qui survivrait ne conservera sa misérable existence que pour pleurer ses parents, ses enfants, sa femme ou son mari [1]. »

1. *La Bagatela*, n° du 19 septembre, dans Posada, *El Precursor*, *op. cit.*, XXII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Cet article valut à son auteur la présidence de la république. L'éloquent et noble Nariño ne devait pourtant point tarder à juger par lui-même des difficultés qu'il y avait à pourvoir utilement aux exigences de la situation. Animé du désir profond de rétablir l'ordre et la paix dans sa patrie et de l'acheminer vers une prospérité sans menaces, Nariño n'était pas au pouvoir depuis un an que les circonstances l'engageaient dans une guerre fratricide. Afin de mettre Pamplona à couvert d'une attaque des royalistes redevenus alors maîtres des provinces voisines du Vénézuéla, le nouveau président confia, au commencement de 1812, deux petites expéditions de volontaires au colonel Baraya, qu'il avait tout exprès fait revenir de Popayan et au jeune capitaine Antonio Ricaurte[1]. Nariño délégua en même temps des commissaires auprès des membres du Congrès qui siégeait derechef à Ibagué, afin de conclure alliance avec ses représentants.

Mais Baraya et Ricaurte offrirent leurs services à l'assemblée, levèrent des milices pour son compte et battirent les nouvelles troupes que Nariño avait dû envoyer contre eux. Une trêve, conclue le 30 juillet, à Santa Rosa, entre le président et les confédérés (c'est le nom qu'avaient pris les partisans du Congrès), l'offre même de sa démission que fit alors Nariño, n'apaisèrent ni les rancunes exaspérées des politiciens de Santa-Fé, ni celles des officiers sans scrupules qui, sous prétexte de défendre la légitimité des décisions de l'assemblée, cherchaient à satisfaire les moins avouables ambitions.

Le Congrès, sur ces entrefaites, s'était transféré à Leiva. Antioquia, Casanare, Pamplona, Popayan, Tunja y avaient leurs députés. Cundinamarca, à l'instigation de Nariño qui se flattait encore de mettre fin aux dissidences par un témoignage de générosité, désigna à son tour des représentants. Le 8 octobre, l'assemblée fédérale ayant ouvert à nouveau ses séances, conféra au plus distingué de ses membres, Camilo Tórres dé-

1. V. *infrà*. ch. II, § 1 et ch. III, § 3.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

puté de Pamplona, le titre de président des Provinces Unies de la Nouvelle-Grenade.

Inflexible dans ses convictions fédéralistes, Tórres ne s'opposa pas à ce que le Congrès, sous une forme d'ailleurs outrageante, fît intimation au gouvernement de Cundinamarca d'avoir à adhérer sans retard à l'union fédérale. L'assemblée des notables, réunie alors à Santa-Fé, s'éleva avec indignation contre « l'inadmissible injure » du Congrès. Nariño ne put que se faire l'exécuteur des volontés générales. Il dut renoncer à l'espoir même de démissionner, car le peuple, ameuté sous les fenêtres du palais présidentiel, exigeait que son premier magistrat se mît en personne à la tête des troupes.

L'armée de Santa-Fé, comptant 1.500 hommes, se porta sur Tunja où s'étaient réfugiés les congressistes; mais Baraya, parti à sa rencontre avec des forces supérieures, la mit en déroute à Paloblanco (dans le Socorro) et à Ventaquemada près de Boyaca. Nariño battit en retraite et quelques jours plus tard, le 5 janvier 1813, Baraya, à la tête de 4.000 combattants, occupait les hauteurs qui dominent la capitale de Cundinamarca.

Le peu de ressources dont disposait Santa-Fé ne lui permettait point de soutenir un siège. Désolé de voir la tournure que prenaient les événements, Nariño proposa, à diverses reprises, de capituler pourvu que les personnes et les biens fussent respectés. Mais le désir d'humilier l'ancienne capitale du royaume détermina Baraya à repousser ces offres: il exigea que l'on se rendît à discrétion. Nariño n'eut aucune peine à faire partager à ses concitoyens le ressentiment que lui inspirait une telle réponse. On courut aux armes et le 9 janvier, les soldats de Nariño, au nombre de 2.000, attaquèrent les troupes du Congrès à la sortie des faubourgs et leur infligèrent une défaite aussi sanglante que définitive.

La paix aussitôt conclue entre l'assemblée de Tunja et l'état de Cundinamarca, n'amena pourtant point le rapprochement des provinces. Elles restaient ennemies sans combattre, obstinément occupées de leur organi-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sation ou de leurs débats intérieurs[1], aveugles aux dangers qui les menaçaient à présent de toutes les frontières du pays. Toribio Montes avançait au sud et il n'y avait à Popayan que quatre ou cinq cents hommes pour s'opposer à une invasion dont les résultats annonçaient d'incalculables catastrophes. Vers le nord, les Espagnols occupaient les vallées de Cúcuta à huit journées de marche de Santa-Fé. Carthagène enfin était bloquée par les troupes de Sainte-Marthe devenue, à l'égal de Coro au Vénézuéla, le foyer de plus en plus actif de la contre-révolution.

La politique suivie, durant les derniers mois, par la Junte de Carthagène, avait puissamment contribué aux dissensions et aux désordres dont souffrait l'ensemble de la Nouvelle-Grenade. C'est aux intrigues des députés de Carthagène aux congrès, qu'étaient dues les résistances et les menées agressives contre Santa-Fé. Un vent de vertige soufflait sur la cité, oublieuse à ce moment de ses traditions héroïques : ses habitants, divisés en partis hostiles, s'entre-déchiraient à plaisir et ne se trouvaient unis que dans un sentiment de jalousie stérile à l'égard de la capitale à l'autorité de laquelle le régime colonial les avait autrefois soumis.

Ville en même temps essentiellement marchande et partant animée de l'égoïsme politique[2], Carthagène, après avoir salué l'avènement de la Révolution et proclamé même, en un élan d'orgueilleux enthousiasme, son indépendance absolue de toutes les nations du monde (le 11 novembre 1811), s'était laissé séduire à l'idée d'une transaction fructueuse avec la métropole. Une frégate anglaise arrivée de la Jamaïque apportait la proposition et le conseil de négocier avec le nouveau vice-roi, Don José Domingo Pérez, que les Cortès venaient d'envoyer à la Nouvelle-Grenade. Le jeune président de la république de Carthagène, Manuel Rodriguez Torices[3], intelligent, actif et résolu mais sans

1. Cf. LALLEMENT, *Histoire de la Colombie, op. cit.*, ch. III.
2. *Id.*, p. 104.
3. Né à Carthagène en 1788; fusillé durant la terreur à Santa-Fé le 5 octobre 1816.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

expérience, fit partir deux commissaires pour Panama où se trouvait Pérez.

A peine arrivés, ceux-ci furent maltraités, arrêtés et jetés au cachot. Ils y restèrent deux mois et n'en seraient probablement jamais sortis sans les violentes protestations du commandant du navire anglais qui les avait amenés et pris sous sa protection. L'imprudente conduite des autorités espagnoles exaspéra la population de Carthagène, éclaira le président Torices et lui fit adopter d'énergiques mesures de défense. Elles étaient plus qu'opportunes. Le gouverneur de Cuba venait d'expédier à Sainte-Marthe un détachement de miliciens et trois bâtiments de guerre. La province donnait asile à tous les Espagnols émigrés de Nouvelle-Grenade. Les succès de Monteverde au Vénézuéla assuraient toute la Côte-Ferme aux royalistes. Une expédition que Torices avait dirigée sur le port fluvial de Ténérife, situé sur le Magdaléna au centre des lignes ennemies, avait été détruite au commencement de 1812. Enhardis, par cette victoire, les Espagnols traversaient le fleuve, se répandaient dans les vallées du sud-ouest de Carthagène, isolant ainsi la ville de toute communication avec l'intérieur du pays.

On était au mois de septembre 1812. A ce moment, bon nombre des patriotes échappés à la fureur de Monteverde commencèrent d'arriver à Carthagène. Le capitaine français au service de Miranda, Pierre Labatut, que nous avons vu s'échapper de La Guayra, le 31 juillet précédent, en compagnie de Gual et de Yanes, proposa au gouvernement de Carthagène de prendre le commandement des milices de la ville. Torices le lui confia. Labatut organisa en quelques jours une flottille de galiotes canonnières, partit à la rencontre des Espagnols échelonnés le long du fleuve, les délogea, les battit et se rendit maître en trois semaines de la navigation du bas Magdaléna (novembre 1812).

Malgré ce succès inattendu, la situation de Carthagène, toujours menacée sur ses deux flancs par Panama et Sainte-Marthe, demeurait critique ; les espérances républicaines de la Nouvelle-Grenade paraissaient à

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tout jamais compromises. Bolivar, qui va désormais occuper le premier rôle sur le théâtre de la guerre d'Amérique, allait cependant, par un coup de géniale audace, modifier de fond en comble la face des événements, affranchir pour un temps la Nouvelle-Grenade et inaugurer la série des exploits dont l'Indépendance du Nouveau Monde sera le but et l'aboutissement.

IV

Réfugié dans la maison du marquis de Casa Léon, Bolivar, durant les jours qui suivirent l'entrée de Monteverde à Caracas, avait assisté, le désespoir dans l'âme, aux sanglantes représailles de ses ennemis. Les Espagnols, les *isleños* et les partisans de la cause royale désignés alors sous le nom de *godos* (les goths), entourèrent le vainqueur de Miranda, dès qu'il eut pris possession des fonctions de gouverneur intérimaire de la province, et le persuadèrent de tirer une éclatante vengeance de tous ceux qui s'étaient compromis dans la rébellion. Monteverde, esprit faible et d'ailleurs soupçonneux et cruel par nature, se laissa convaincre.

Il avait solennellement, et à deux reprises par des proclamations datées des 3 et 5 août 1812, promis de ne point user de violence à l'égard des patriotes, mais la crainte de voir la population s'insurger à nouveau contre son autorité lui fit adopter les mesures que son entourage lui signalait comme indispensables à la sécurité et à l'existence même du régime restauré. Un comité secret, réunissant les *godos* les plus exaltés, fut chargé de dresser journellement des listes de suspects. Monteverde n'avait garde d'en modifier la teneur, et de sinistres policiers, les *prendedóres*, y ajoutaient même à loisir les noms des créoles, innocents ou coupables, qui refusaient de payer les rançons exigées par leurs persécuteurs.

Le 15 août, ordre fut transmis aux commandants militaires des villes de province d'arrêter les indi-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vidus soupçonnés de libéralisme et de les acheminer vers la capitale. Les prisons bientôt regorgèrent de malheureux que l'on exécutait sans distinction d'âge ni de sexe. Les bourreaux ne suffisant plus à la besogne, on fit remplir leur office par la troupe. Des fusillades en masse commencèrent : « Les bons Espagnols, écrit un témoin des événements, le régent Heredia, frémissaient d'indignation et d'horreur à la vue des attentats que l'on ne craignait pas de commettre ainsi au nom de la nation la plus généreuse de l'univers [1] ».

L'un de ces Espagnols, Don Francisco Iturbe, tenu par Monteverde en haute estime pour la dignité de son caractère, s'interposa, sur ces entrefaites, auprès du gouverneur afin d'obtenir un sauf-conduit en faveur de Bolivar auquel le liait une ancienne et profonde amitié. Monteverde se prêta de bonne grâce à cette sollicitation. Le rôle joué par Bolivar lors de l'arrestation de Miranda lui créait des titres à une reconnaissance dont le capitaine espagnol tenait d'autant plus à paraître pénétré, qu'elle lui semblait de bonne politique à l'égard du créole le plus influent et le plus résolu de Caracas. Le gouverneur eût toutefois souhaité de s'attacher Bolivar, mais s'étant déclaré prêt à lui accorder un témoignage de bienveillance, il ne voulut point se dédire lorsqu'il apprit que le jeune officier demandait à quitter le pays.

Il le fit donc mander au palais où Bolivar se présenta le 26 août accompagné d'Iturbe : « Voici Don Simon de Bolivar, dit noblement celui-ci en le désignant à Monteverde; si quelque disgrâce devait l'atteindre, je suis prêt à l'endurer à sa place. J'offre ma vie pour celle de mon ami. » — « Qu'il soit fait ainsi que vous l'aviez désiré, Monsieur, répondit le gouverneur. J'accorde un sauf-conduit à Don Simon de Bolivar, pour prix du service qu'il a rendu à Sa Majesté en arrêtant le traître Miranda. » Bolivar qui, jusqu'alors, avait gardé le silence, répliqua tout aussitôt avec vivacité : — « Ce

1. J.-F. Heredia, *Memorias sobre las Revoluciones de Venezuela*, *op. cit.*, Première époque, pp. 59-62.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

n'est point pour servir le roi que j'ai pris part à l'arrestation du général Miranda, mais parce que je le considérais comme traître à la patrie. »

Cette réponse faillit tout compromettre. Monteverde, furieux, arrêtait déjà la main du secrétaire Bernardo Múro qui tendait à ce moment le passeport tout préparé.... — « Allons, allons, fit Iturbe, ne faites pas attention, Excellence, aux propos de ce mauvais sujet. Donnez-lui ce papier et qu'il s'en aille ! » — « Soit, conclut sèchement le gouverneur, je ne puis avoir qu'une parole[1]. »

Il est vraisemblable, si le capitaine espagnol s'était montré moins chevaleresque, que Bolivar aurait éprouvé ce jour-là le prix des courageuses mais imprudentes paroles[2] qu'il se devait pourtant de prononcer. Monteverde comprit du reste à quels reproches il s'exposait en laissant échapper son redoutable ennemi et jugea nécessaire de s'en justifier à Madrid : « Je ne pouvais oublier, écrivait-il le soir même au secré-

1. D'après le récit, fait par D. Francisco Iturbe lui-même à l'historien Larrazabal, *op. cit.*, t. I, ch. VII, p. 137, confirmé par celui du colonel Wilson, aide de camp du Libertador, dans une lettre à O'Leary, *Memorias*, t. I, ch. IV, note pp. 80-81. Bolivar rappela d'ailleurs personnellement cet épisode, tel que nous venons de le rapporter, dans une lettre au président du Congrès général de Trujillo, le 23 août 1821. Il eut alors l'occasion de payer à D. Francisco Iturbe, que l'on voulait dépouiller de ses biens pour être resté fidèle à la cause espagnole, sa dette de reconnaissance : « Si les biens de Francisco Iturbe doivent être confisqués, dit Bolivar, prenez les miens. Je les offre comme il a naguère offert sa vie pour la mienne. Si le Congrès souverain fait grâce à Francisco Iturbe, c'est en réalité moi-même qu'il graciera ». Lettre au Président du Congrès de Trujillo, 23 août 1821. **D.**, IV, pp. 42-43.

2. Le sort de ses compagnons, Roscio, Madariaga, Ayala, del Castillo, Iznardi, Manuel Ruiz, Mires et Barona méritait en effet réflexion. Ces patriotes avaient été envoyés quelques jours plus tôt en Espagne, les fers aux pieds, par Monteverde. Le commandant du navire chargé de les conduire à Cadix était porteur d'une lettre pour la Régence dans laquelle Monteverde s'exprimait en ces termes : « Je présente à V. M. ces huit monstres, cause de tous les malheurs de l'Amérique. Puissent-ils tomber confondus au pied du trône de V. M. et recevoir le juste châtiment de leurs crimes ». Caracas, 14 août 1822. **D.**, III, 679.

Roscio, Madariaga, Ayala, Mires et Barona s'échappèrent plus tard des présides de Ceuta et revinrent combattre pour la cause républicaine.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

taire d'État, les services que nous devons à Casas ainsi qu'à Peña et Bolivar : aussi leur personne a-t-elle été respectée. J'ai seulement accordé au dernier des passeports pour l'étranger, car son influence et ses relations pouvaient être dangereuses dans les circonstances présentes[1]. »

Bolivar s'embarqua le lendemain à La Guayra en compagnie de son cousin José Félix Rivas, sur la goélette espagnole, *Jesus Maria José*, qui faisait voile pour Curaçao[2]. Arrivé le 2 septembre à Santa-Ana, il y connut de tristes journées de soucis et de détresse. Les papiers de la goélette n'étaient pas en règle. Les autorités de Curaçao firent mettre l'embargo sur les bagages de Bolivar qui contenaient pour une dizaine de mille dollars de valeurs. C'était alors toute sa fortune. Le procès qu'il entama pour rentrer en possession de ses biens traînait en longueur, tant que le brillant créole dont les prodigalités émerveillaient naguère les habitués du Palais-Royal, eut bientôt à peine de quoi ne pas mourir de faim. Ses propriétés de Caracas et d'Aragua allaient, d'autre part, être confisquées par le gouvernement de Monteverde. C'était une ruine complète et la misère qui s'apprêtaient.

Le futur Libertador ne se laissait cependant point abattre : « Je suis armé de patience, écrit-il à ce moment à Iturbe, je méprise les coups de la mauvaise fortune. Sur le cœur de votre ami, seule la conscience est maîtresse et ma conscience est trop sereine pour s'inquiéter de quoi que ce soit[3]. » Le parti de Bolivar était pris : il entendait plus que jamais « se dévouer à la liberté des peuples », comme il le disait autrefois à son maître Rodriguez, et ne pensait plus qu'il lui fallût pour cela « être riche ».

1. Rapport cité du 26 août 1812, *Archivo General de Indias*. Estante 133. Cajon 3. Legajo 1.

2. Vicente Tejera et les français Chatillon, Chassaing et Janot prirent passage en même temps sur la goélette. Rapport du commandant de La Guayra à Monteverde daté du 28 août 1811, cité par Larrazabal, *op. cit.*, t. I, p. 138.

3. Lettre à D. Francisco de Iturbe. Curaçao, 19 septembre 1812. O'Leary, *Memorias*, t. XXIX, p. 15.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

C'est qu'aussi bien un changement profond s'était opéré en lui. Le malheur, les combats, les catastrophes et les terribles événements aussi auxquels avait été si intimement mêlé le disciple de Miranda, avaient trempé sa volonté, affermi son jugement. Il discernait aujourd'hui avec une netteté merveilleuse les causes des insuccès de la tâche entreprise par les premiers champions de la liberté américaine. Il démêlait les défauts et les qualités de ces hommes, les particularités des masses qu'il s'agissait d'entraîner. Par une sorte de vision antérieure qui sera, dès ce moment, l'une des caractérisques de son génie multiple, Bolivar apercevait, par delà le temps, les événements, les défaites, les victoires, le résultat qu'il fallait atteindre et qu'il atteindrait. Car il ne doutait plus que ce ne fût à lui que revînt la tâche suprême.

Au commencement de novembre, abandonnant tout souci d'intérêts, impatient d'entreprendre son œuvre, il réalise quelques bijoux qui lui restent, s'embarque avec Rivas, Pedro Briceño Mendez[1] et quelques autres vénézuéliens, sur un brick en partance pour Carthagène où flotte encore le pavillon de l'Indépendance. Il est reçu par le président Torices qui, séance tenante, lui confirme son grade de colonel et prescrit au commandant en chef Labatut d'employer ses services. Bolivar est désigné, le 1er décembre, pour occuper le poste avancé de Barranca[2] sur le Magdaléna et confie à ses compatriotes Salazar et Vicente Tejéra le soin de faire publier un mémoire qu'il a préparé durant ses longues heures de misère et d'exil à Curaçao. Le document, sorti des presses du « citoyen Domingo Espinósa », paraît, quinze jours plus tard, sous le titre de *Mani-*

1. Né à Caracas en 1794. Premier aide de camp de Bolivar, fit avec lui les campagnes de 1813 et 1814, puis celle de Nouvelle-Grenade en 1819. Il négocia l'armistice signé à Trujillo le 25 novembre 1820 par le Libertador et le général Morillo. Briceño fut ensuite député au Congrès de Cúcuta en 1821, à la Convention d'Ocaña en 1828. Mort à Caracas en 1836.

2. Aujourd'hui Calamar.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

feste du colonel vénézuélien Simon Bolivar aux habitants de la Nouvelle-Grenade [1].

C'est une véritable satisfaction pour l'esprit que d'entendre, à cette époque de tâtonnements, d'imprécision et de désordres, une voix claire, éloquente et sonore parler enfin le langage de la vérité et de la raison. « Si le Vénézuéla a si malheureusement succombé, c'est tout d'abord, dit Bolivar, par suite de l'extrême longanimité dont ses gouvernants n'ont pas cru devoir se départir. Nos magistrats sont allés chercher leurs inspirations dans des codes élaborés par de doux idéologues, persuadés d'avoir atteint du premier coup à la perfection politique en faisant de la perfectibilité du genre humain la base de leur république de chimère. Ainsi nous avons eu des philosophes pour chefs, la philanthropie pour législation, la dialectique pour tactique et des sophistes pour soldats... »

« La seconde cause de nos malheurs, ajoute Bolivar, réside dans notre défaut d'organisation militaire : les principes de nos hommes d'Etat s'opposaient à l'institution de troupes régulières. Qu'avons-nous besoin, proclamaient-ils, de soldats mercenaires pour défendre la liberté ! Tous les citoyens ne prendront-ils pas les armes si l'ennemi nous attaque ? C'est à de tels raisonnements que nous dûmes les innombrables corps de milices, d'ailleurs ignorants et sans discipline, dont l'entretien ne tarda pas non plus à mettre à sec le trésor national... La dissipation des rentes publiques en dépenses inconsidérées et frivoles, et notamment en traitements alloués aux innombrables fonctionnaires, secrétaires, juges, magistrats, députés fédéraux et provinciaux, a porté, d'autre part, un coup funeste au Vénézuéla, par l'obligation où s'est trouvé son gouvernement de recourir à l'expédient des assignats.....

« L'établissement du système fédéral, le plus opposé sans conteste aux intérêts de nos nationalités naissantes, acheva de nous ruiner... Sans doute, le tremblement de terre du 26 mars bouleversa-t-il physiquement et

1. **D.**, IV, 724.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

moralement notre pays, mais ses conséquences n'auraient pas été aussi désastreuses si Caracas eût alors été soumise à un gouvernement puissant : ce gouvernement aurait pu, en agissant avec vigueur et célérité, remédier aux malheurs de la république sans se heurter aux obstacles, aux compétitions qui se manifestèrent à ce moment et qui rendirent incurables les maux dont nous étions atteints. La néfaste influence d'un clergé sacrilège se donna dès lors impunément carrière... »

« Puissent ces considérations, dit encore l'auteur du manifeste, servir d'exemple à tous les peuples de l'Amérique méridionale qui aspirent à la liberté et à l'indépendance. »

Les moyens de remédier à une telle situation se déduisent d'eux-mêmes de ce que vient d'exposer Bolivar : « Il faut que nos institutions s'identifient, pour ainsi dire, à la nature des événements, des circonstances et des hommes qui l'entourent. Si ceux-ci se trouvent être paisibles et calmes, les institutions seront sereines et protectrices, mais s'ils affectent un caractère turbulent et subversif, le gouvernement devra se montrer terrible et s'armer d'une fermeté capable de conjurer les périls, sans se laisser arrêter par des constitutions ou des lois, tant que la paix ne sera pas rétablie..... L'éducation et la pratique militaires nous sont indispensables..... Quant aux doctrines politiques ayant prévalu jusqu'à ce jour, elles sont incompatibles avec notre mentalité sociale actuelle. Nos concitoyens n'ont pas encore fait l'apprentissage des vertus qui caractérisent les véritables républicains. »

« La Nouvelle-Grenade a vu les écueils sur lesquels s'est échoué le Vénézuéla : elle doit les éviter. Je lui en offre le moyen : il faut opérer la *reconquête* de Caracas. Ce projet peut, à première vue, sembler insensé, coûteux, voire même impossible, mais en l'examinant avec attention, il apparaîtra dans toute sa lumineuse évidence... Le premier argument que l'on puisse invoquer en faveur de l'opération que je propose est fourni par un fait qui fut aussi l'une des causes originaires de

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

la chute du Vénézuéla, à savoir l'indifférence avec laquelle Caracas envisagea toujours l'hostilité qu'elle trouvait dans la province de Coro. »

« Coro ne pouvait, certes, entrer en concurrence avec Caracas au point de vue de la puissance intrinsèque, mais dans l'ordre des vicissitudes humaines, la force matérielle doit céder à la force morale... Le gouvernement du Vénézuéla n'aurait pas dû négliger de poursuivre l'anéantissement d'un adversaire qui, faible en apparence, disposait pourtant de toutes les provinces demeurées fidèles à la cause royale, comptait en principe sur le concours personnel et financier de nos éternels ennemis les Espagnols d'Europe qui vivent parmi nous, sur l'appui du parti clérical, associé d'instinct au despotisme, sur l'adhésion enfin de tous les éléments de superstition et d'ignorance que renferment nos états... En appliquant l'exemple du Vénézuéla à la Nouvelle-Grenade et en usant d'une formule mathématique je dirai que Coro est à Caracas comme Caracas est à l'Amérique tout entière. »

Cette façon de poser le problème était aussi logique que possible et il ne pouvait sembler douteux, ainsi que le démontrait ensuite compendieusement Bolivar, que « si l'on les laissait maîtres du territoire vénézuélien, les Espagnols, après en avoir fait un réservoir d'hommes et de ressources de toute espèce, seraient promptement en mesure de se répandre, par Barinas et Maracaïbo, jusqu'aux confins de l'Amérique ».

L'auteur du mémoire prévoyait au surplus les expéditions que la Péninsule, une fois délivrée de l'invasion étrangère, allait sans nul doute diriger sur le Nouveau Monde. Il faut, concluait-il, prévenir ses desseins. « Il faut que les provinces grenadines soient pacifiées sans retard. Il faut que nous dirigions ensuite nos armes contre les ennemis qui détiennent une portion de la terre américaine. C'est ainsi que nous formerons des officiers et des soldats dignes d'être appelés les piliers de la patrie. La Nouvelle-Grenade doit à son honneur de poursuivre ses envahisseurs jusque dans leurs derniers retranchements. Elle doit à sa gloire de libérer le Vé-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

nézula, berceau de l'indépendance colombienne. Grenadins, ne restez pas insensibles aux lamentations de vos frères. Courez venger les morts et rendre la vie aux mourants, délivrez les opprimés et vous donnerez ainsi la liberté à tous ! »

Ces remarques et ces commentaires, et surtout le plan général d'opérations qu'en induit le futur Libertador, sont d'une justesse et d'une précision que l'on ne peut admirer assez. Bolivar a, du premier coup, jugé le théâtre et les acteurs du drame dont il s'institue le protagoniste. Il nous livre par avance le schéma du programme qu'il exécutera jusqu'au bout, au travers des obstacles les plus ardus qu'il ait été donné à un être humain de rencontrer sur sa route et de surmonter sans défaillances. Pacifier, comme il le dit, les états contaminés par l'anarchie et l'inexpérience politique, utiliser les forces qu'il y met à jour pour délivrer les régions tombées sous le joug de l'ancien régime, concentrer ensuite les énergies réveillées des provinces successivement affranchies et se lancer alors à des conquêtes toujours plus vastes à mesure que s'augmente l'intensité des ressources libératrices, commencer et recommencer cent fois cet ouvrage avec toute la sublime persévérance d'un missionné, donner enfin la liberté à la moitié d'un monde, tel est le projet surhumain qu'accomplira Bolivar et dont le manifeste de Carthagène prévoit d'ores et déjà les lignes définitives.

Bolivar, au surplus, a pleine conscience à ce moment des difficultés qui l'attendent. Il sait qu'il n'aura pas à compter seulement avec l'opposition, incomparablement supérieure en nombre, des armées ennemies, mais avec la résistance, cent fois plus redoutable, que lui réservent et la nature et l'homme d'Amérique. L'un et l'autre apparaissent également mouvants, également hostiles. La traîtrise des climats, l'agressive exubérance d'une flore tumultueuse, la sournoiserie vigilante d'une faune cruelle répondent à l'incertitude des caractères, à l'exaltation généreuse mais envahissante des passions, à la malignité des égoïsmes.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Arracher à ses champs, à ses foyers la masse indispensable des paysans, des travailleurs, dont les aspirations libérales, engourdies et paresseuses, répugnaient à l'action personnelle, dompter, assagir les volontaires indisciplinés et turbulents, traîner tout un peuple après soi n'était rien auprès de ce qu'il y avait à accomplir encore. Que d'énergie, de persuasion, de constance ne faudrait-il pas pour exposer ces populations, sans défections ni reniements de leur part, à la température torride et fiévreuse des régions maritimes et des basses vallées, meurtrière pour les hommes des hauts plateaux ou des plaines, aux pluies glacées de la montagne, fatales au contraire aux gens des côtes !

Il faudrait aussi, dès que l'on se serait engagé dans l'intérieur du pays, rencontrer les forêts vierges ou les chemins affreux, sentiers à peine dessinés sur le flanc des montagnes, bordés de précipices, entrecoupés de fondrières aux enlisements terribles, de cours d'eau débordés : « routes, écrit un explorateur[1], incompréhensibles à qui ne les a point parcourues, où il faut s'ouvrir un passage à la boussole et *machéte* en main : escalades continuelles, avalanches sur des déclivités proches de la verticale, tapissées de pourriture et de plantes ». La marche à travers tout cela est plutôt « une gymnastique incessante où les mains jouent plus que les jambes[2] ». L'on risque, à chaque instant, de se heurter aux serpents de toute sorte, aux millepieds, à ce *caracól soldádo*, le limaçon soldat à la piqûre mortelle, aux tarentules, aux *arañas brávas*, immenses araignées violettes et plates dont la morsure peut tuer un cheval, aux nuées enfin des sauterelles et des moustiques. La nuit, cela s'aggrave des vampires, des chauves-souris communes aux régions du bord de mer, des insectes innombrables et féroces qu'attirent les feux allumés pour écarter les tigres...

Hors des villes ou des centres d'habitations disséminés le plus souvent à d'énormes distances, ces obs-

1. D'Espagnat, *Souvenirs de la Nouvelle-Grenade*, *op. cit.*
2. *Id.*

tacles, ces dangers étaient, somme toute, les mêmes qui, jadis, avaient surgi sous les pas intrépides des aventuriers de la Conquête. A l'épopée semblable qu'il va falloir revivre, il faut donc des âmes de Conquistadors. Bolivar entreprend l'incroyable tâche de les façonner. Il émane de lui tant d'audace et d'enthousiasme que son peuple, électrisé, se haussera à la plus frénétique expression du courage. Mais — et c'est ici qu'apparaît le prodigieux génie politique du Libérateur — en même temps qu'il ressuscite et qu'il exalte les instincts belliqueux de la race, il s'attache à lui rappeler sans cesse l'idéal pour lequel il la mène au combat. Il possède l'éloquence entraînante que le cœur, à défaut de l'esprit du peuple, admire et comprend sans étude. Il exprime les pensées magnifiques qui vibrent consciemment dans toutes les âmes et qu'il incarne en sa personne. Il sait inspirer l'héroïsme, le dévouement sans bornes à ses soldats, il devient l'idole de tous.

Les leçons patiemment répétées dont il contraint les circonstances à lui fournir l'occasion, s'impriment en traits féconds dans son entourage qui les vulgarise à son tour. A côté de l'instinct guerrier, l'instinct militaire apparaît. L'influence moralisatrice d'une lutte que le plus noble des sentiments inspire, avive et peu à peu discipline, pénètre les masses. Elles acquièrent la notion profonde du véritable patriotisme et se familiarisent avec ses vertus.

Sans doute ce résultat ne devait-il être atteint que partiellement, au prix d'efforts, de sacrifices, renouvelés au cours de campagnes sans nombre et d'années marquées de jours funestes. Sans doute l'ancestrale vocation des aventures et de la guerre, universellement déchaînée, grisée au jeu des batailles, qui lui était donné pour aliment, dépassa-t-elle le but que se proposait l'Affranchisseur. La cruauté, l'ambition, l'esprit de dissidence, inévitable rançon des qualités natives des Sud-Américains, se firent jour et préparerent la voie aux déchirements intérieurs, aux séditions, aux *pronunciamientos* qui devaient finalement entraîner la ruine des projets organiques de Bolivar. Sans doute enfin, l'éducation

civique du peuple ne se trouva-t-elle accomplie, à l'issue de la période de l'Indépendance, que dans une mesure incertaine et précaire. Cependant, l'œuvre libératrice alors est achevée, définitive, et la conception titanesque du Libertador, rêvant, dans l'enivrement de son triomphe, de faire de l'ancien continent espagnol tout entier un colossal état, impérissable, omnipotent et fraternel, sera même bien près de se voir réalisée.

L'heure présente offre toutefois, avec ces radieuses et lointaines perspectives, un contraste fait pour décourager le plus confiant, le mieux armé des héros. Les Proceres décimés usent partout en compétitions mesquines leurs aspirations hésitantes. Beaucoup de créoles, atteints dans leurs intérêts par la Révolution, ont abandonné la lutte. Le peuple, profondément influencé par le clergé qui voit dans les mots de Patrie, de Liberté, d'Indépendance, autant de synonymes des plus coupables hérésies, se montre, dans son ensemble, hostile ou pour le moins inerte. La barbarie, l'ignorance, l'anarchie sont partout. Les recrutements paraissent impossibles. Seuls quelques métis de sac et de corde, des paysans ruinés ou des indiens à demi sauvages se laissent enrôler volontairement sous les bannières déconsidérées de la Révolution; troupes sans ordre et presque sans armes, pieds-nus, vêtues à peine d'un pantalon rapiécé, d'un carré de couverture minable, par lequel passe la tête coiffée d'un large chapeau dont les bords s'effilochent. Tels sont les humbles soldats que Bolivar ne dédaignera pas de commander.

Car c'est la plus extraordinaire et peut-être la plus émouvante manifestation du génie du Libertador que de s'être contraint à ces débuts ingrats, tourmentés et pourtant indispensables de chef de bandes. Patricien raffiné, accoutumé à toutes les délicatesses du bien-être et du luxe, porté d'instinct aux grandes et retentissantes actions, il se livre corps et âme à l'effroyable vie du guerrillero. Marches et chevauchées interminables; alertes de tous les instants; palpitantes embuscades; combats sans merci; supplices déshonorants — de part et d'autre, au reste — et que, si même

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

il les réprouve, le chef se doit d'encourager; débandades éperdues qui semblent tout compromettre, alternant, dans la poussière rougeâtre des soirs de victoire, avec les acclamations brutales des foules délirantes. Existence de sauvageries obscures et forcenées, qu'avec le seul souci d'y tremper encore sa volonté farouche et d'atteindre son rêve, accepte et glorifie le grand homme, soutenu par le sentiment inébranlable de ses immenses destinées.

V

Bolivar, qui, vers la seconde semaine de décembre, était arrivé à Barranca, s'y trouvait à peine installé qu'il songeait aux moyens de prendre immédiatement l'offensive. La région du bas Magdaléna, dont le poste de Barranca occupait à peu près le centre, était au pouvoir des Espagnols: les détachements qu'ils avaient échelonnés le long du fleuve rendaient toute communication impossible avec l'intérieur de la Nouvelle-Grenade. Bolivar estimait néanmoins qu'une attaque hardie et rapide lui fournirait le moyen de déloger l'ennemi; il entreprit de la préparer. Mais Labatut se refusait à toute discussion. Il avait prescrit à son nouveau lieutenant d'attendre des ordres à Barranca et venait de partir en expédition pour Sainte-Marthe. Bolivar résolut alors de s'entendre directement avec le président Torices [1], obtint son suffrage et, dès le 21 décembre, fut prêt à s'engager dans l'aventure qu'il était pourtant seul à croire réalisable.

Le lendemain, à la nuit tombante, les 200 hommes que Bolivar a réunis, équipés et décidés à le suivre, s'embarquent sur une dizaine de ces *champánes*, longs radeaux plats à toit de chaume, halés par les robustes bateliers du pays, les *bógas* qui, debout et rangés sur chaque côté du bateau, le poussent, infatigablement, sous eux, au moyen de perches fortement appuyées

1. O'Leary, *Memorias*, t. I, ch. V, p. 101.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sur leurs poitrines... Le 23 décembre, les républicains sont à quelques brasses au-dessous de Ténérife. C'est le premier poste ennemi. Un détachement de 500 hommes y tient garnison. Bolivar envoie l'un de ses officiers sommer le commandant espagnol de se rendre. La réponse négative est à peine donnée que les *champánes* apparaissent devant Ténérife. Les républicains sautent à terre, fusillent les soldats surpris qui fuient bientôt en désordre, abandonnant la place à un ennemi qu'ils croient supérieur. La prise de Ténérife, ville alors prospère et riche, où se trouvait un petit arsenal fort bien pourvu, permettait à Bolivar de compléter son armement. Il s'adjoignit quelques recrues, compléta sa flottille et le soir même repartit pour Mompóx.

C'est alors une série de succès fulgurants. Mompóx, où l'expédition débarque le 26 décembre, accueille avec joie ses libérateurs. Une vingtaine de jeunes gens appartenant aux meilleures familles, et près de trois cents volontaires se présentent. Quinze bâtiments armés en guerre précèdent à présent les *champánes* chargés d'armes et de munitions. Bolivar est à la tête de 500 hommes. Deux jours plus tard, il arrive à El Banco d'où le chef espagnol Capdevila, à la nouvelle de son approche, s'est enfui dans l'intérieur des terres vers Chiriguaná. Bolivar l'y poursuit, l'atteint le 1er janvier 1813, le bat, se retourne contre le capitaine Capmani, commandant la place voisine de Tamalaméque : nouvelle victoire. Le 6 janvier, les républicains occupent, sans résistance, le village de Puerto-Real et, le surlendemain, pénètrent enfin dans l'importante cité d'Ocaña qui les reçoit au milieu des transports et des vivats de sa population. En quinze jours, c'est-à-dire en moins de temps que n'eût mis un courrier pour venir de Carthagène à Ocaña, Bolivar avait détruit ou dispersé sur sa route, dix fois plus d'ennemis qu'il n'avait de combattants et délivré toute une province.

Le gouvernement de Carthagène, raffermi par cette brillante campagne, voyait du reste, à ce moment, la prospérité lui revenir. Le général Labatut était par-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

venu à se rendre maître de la ville de Sainte-Marthe. Celle-ci, sans grand enthousiasme il est vrai, s'étant déclarée pour l'Indépendance, Torices y faisait aussitôt proclamer la constitution de Carthagène par le cabildo auquel il donnait Labatut pour président. Torices avait, d'autre part, envoyé des lettres de marque aux nombreux corsaires du golfe des Antilles qui firent éprouver aux convois espagnols des dommages considérables et singulièrement fructueux pour Carthagène. Cependant, les erreurs dont ne tardait pas à se rendre coupable ce gouvernement imprévoyant lui préparaient de funestes vicissitudes. Alors que la persuasion et la douceur eussent été seules capables de rendre populaires à Sainte-Marthe les institutions qu'avait imposées le président Torices, Labatut se conduisit en dictateur brutal et cupide. Il fit arrêter et maltraiter les principaux habitants de la ville, créoles pour la plupart et seuls partisans sincères de la cause libérale, qui s'étaient permis de réclamer un régime moins oppressif. Il les contraignit à lui céder, contre les assignats que Carthagène avait introduits à Sainte-Marthe, des terrains, des marchandises, des valeurs de toute sorte dont, prétendait-il, son gouvernement avait besoin.

Cette politique fit naître les plus graves mécontentements. Les Espagnols qui occupaient encore les trois-quarts de la province entretinrent avec soin l'opposition que le cabildo et les habitants de Sainte-Marthe faisaient à leur gouverneur, si bien que moins de trois mois après son retour à l'indépendance, Sainte-Marthe relevait l'autorité de la métropole (mars 1813).

L'activité que déployaient ainsi les Espagnols ne se bornait pas aux provinces côtières, dans lesquelles ils n'avaient, somme toute, jamais cessé de conserver la prééminence. Monteverde, étant parvenu à assurer son autorité sur presque tout le Vénézuéla, méditait aussi, suivant les justes prévisions de Bolivar, d'envahir la Nouvelle-Grenade. Près de cinq mille hommes d'excellentes troupes se trouvaient, dès la fin de l'année 1812, répartis dans la région de Barinas et les vallées de Cúcuta, menaçant de très près les frontières des pro-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vinces grenadines du Socorro et de Pamplóna. L'ancien capitaine de frégate, D. Antonio Tizcar, que Monteverde s'était engagé à faire nommer, en cas de succès, vice-roi de Nouvelle-Grenade, dirigeait, de son quartier général de Barinas, les mouvements de l'armée. Le colonel D. Ramon Correa commandait un fort détachement de plus de 1.000 hommes qui, dans les premiers jours de janvier 1813, avait pris ses cantonnements à Rosario de Cúcuta.

Pour s'opposer à l'imminente invasion de cet ensemble redoutable de forces aussi parfaitement armées et entraînées que possible, les confédérés ne disposaient que des faibles garnisons de Tunja et Pamplóna, renfermant, l'une, un peu plus de 500 hommes, l'autre, 300 à peine. Le contingent des troupes de Cundinamarca que Nariño, menacé l'on s'en souvient du côté de Pásto, devait garder en réserve, s'élevait à moins de 1.500 soldats.

Il est dès lors aisé de comprendre la joie que témoigna le colonel Manuel Castillo [1], commandant la place de Pamplóna, en apprenant l'arrivée de Bolivar dans Ocaña. Il lui fit sans retard parvenir un message lui demandant de se porter à son secours. Bolivar accueillit ce projet avec d'autant plus de satisfaction qu'il y voyait un moyen de consolider l'alliance, si nécessaire à ses yeux, des diverses provinces grenadines. Aussi ne manqua-t-il point de réclamer officiellement du président Torices, dont il affectait de se considérer comme le délégué militaire, l'autorisation de faire coopérer les troupes de Carthagène à la défense du territoire de la Confédération. Il avertit en même temps le président des Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade et se mit incontinent à préparer la nouvelle campagne.

A la tête de 500 hommes pourvus de bonnes armes et de munitions en abondance, Bolivar quitta Ocaña, le 9 février, une heure après avoir reçu la réponse qu'il attendait du gouvernement de Carthagène. La co-

1. Castillo Rada (Manuel del), né à Carthagène, y fut fusillé par ordre du général Morillo le 24 février 1816.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lonne, traversant les douze lieues de plaine désertique entrecoupée de ravins profonds, qui rejoint la cordillère, s'engageait bientôt sur le chemin escarpé de Salazar de las Palmas. « Il faut, dit le général O'Leary [1], avoir parcouru cette terrible route, pour pouvoir juger de tous les périls, de toutes les fatigues d'une pareille entreprise. » Sur les flancs de cette interminable cordillère, où, à l'exception de quelques misérables huttes d'indiens, aucune trace humaine ne se rencontre, les pluies incessantes ont creusé d'énormes excavations. Les rayons du soleil ne parviennent jamais à percer les brumes épaisses qui flottent au-dessus des arbres gigantesques, dont les branches entremêlées obscurcissent encore le sentier détrempé qui semble à tout instant se perdre. Que l'on parvienne aux crêtes de la montagne, ce sont alors des précipices effroyables, au fond desquels mugissent les torrents. Le moindre faux pas est mortel. Et les étapes se poursuivent ainsi durant les jours et les nuits également ténébreux, sous les orages perpétuels et le fracas du tonnerre [2].

La plupart des soldats de Bolivar, habitués à la température tropicale de Mompóx et de Carthagène, souffraient cruellement de l'air glacé de la cordillère, et l'attachement seul qu'avait su leur inspirer leur chef les empêchait de succomber au poids de leurs misères. On avançait cependant à marches forcées. Dès la sortie des montagnes, les détachements embusqués par le colonel Correa s'essayèrent à décimer la petite expédition. Mais Bolivar parvint, sans être découvert, à surprendre à son tour, au défilé de l'Aguada, un avant-poste espagnol. Il dissimula ses hommes et par de faux espions fit avertir l'ennemi qu'il arrivait avec une véritable armée.

Cette ruse eut un succès complet. Les Espagnols évacuèrent successivement l'Aguada et tous les points qu'ils occupaient sur la route de Pamplóna. Pendant que Correa, en prévision d'une attaque sérieuse, con-

1. *Memorias*, I, p. 103.
2. Cf. O'Leary, *Memorias*, *ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

centrait ses forces à San José de Cúcuta, Bolivar rejoignait Castillo, traversait précipitamment le Zulia, sur un point que l'on réputait infranchissable, avançait jusqu'au village de San Cayetano, à dix lieues du camp ennemi, et l'attaquait brusquement le 28 février. Le combat fut terrible. Après quatre heures d'un feu soutenu de part et d'autre avec intrépidité, une charge furieuse à la baïonnette décida de la victoire en faveur des républicains. Les royalistes leur abandonnèrent plusieurs pièces de canon et une grande quantité d'armes. Correa parvint à s'enfuir vers La Grita.

Cette campagne devait avoir, en même temps qu'un immense retentissement en Nouvelle-Grenade, des conséquences beaucoup plus étendues que celle qui l'avait précédée. Le jeune colonel vénézuélien, malgré tant de peines et d'obstacles, atteint, durant tout le trajet de la cordillère, de déprimants accès de fièvre, n'en était pas moins parvenu à remporter sur les Espagnols un succès aussi inespéré qu'essentiel. C'était une surprenante et suggestive leçon d'énergie, un encouragement d'une portée considérable. Délivrés du cauchemar de l'invasion, les Grenadins reprenaient conscience de leurs aspirations premières. Le patriotisme enlisé dans les luttes civiles, se relevait. Le Congrès des Provinces-Unies s'était enrichi de plus d'un million de piastres en marchandises rassemblé par les négociants espagnols de Cúcuta, persuadés d'un retour prochain à l'ancien régime. La victoire de Bolivar et de Castillo conférait en outre à l'assemblée de Tunja un prestige qui lui permettait désormais de consolider l'union des provinces confédérées.

Bolivar avait aussi trouvé en Camilo Tórres, sous l'intelligente direction duquel les dispositions du Congrès inclinaient chaque jour davantage à une plus saine appréciation des nécessités nationales, un admirateur convaincu. Tórres, partisan décidé du fédéralisme dont Bolivar s'était déclaré l'adversaire, avait été pourtant frappé par la clarté, la supériorité de pensée qui s'exprimaient dans le manifeste de Carthagène. Les prouesses de son auteur, capable de mener à bien les

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

entreprises qu'il préconisait, enthousiasmèrent le président de l'Union. Il devint, dès ce moment, le protecteur de Bolivar et son avocat auprès de l'opinion grenadine. En recevant le rapport daté de « Cúcuta délivrée [1] », qui l'informait de la victoire obtenue sur Correa, Tórres s'empressa d'aviser Nariño de l'heureuse nouvelle : « Quel que soit l'état de nos querelles — lui mandait-il en lui faisant parvenir une copie du Bulletin de Bolivar — l'intéressant document, que j'ai l'honneur et le plaisir de transmettre ci-joint à Votre Excellence, ne saura manquer d'émouvoir Ses sentiments non plus que ceux de la population éclairée de Santa-Fé [2]. »

La campagne de Bolivar exerçait de la sorte la plus salutaire influence sur les dissentiments du Congrès et du gouvernement de Cundinamarca. Des conférences, où les délégués de Tunja et de Santa-Fé siégèrent animés d'un égal et sincère désir d'entente, s'ouvrirent quelques mois plus tard. Le Cundinamarca alors proclama solennellement son indépendance absolue de l'Espagne [3] et, l'ère des discordes civiles parut terminée.

Bolivar, cependant, estimait n'avoir rien fait puisqu'il lui restait encore à faire. Les contingents de plus en plus nombreux que le président Montes mobilisait à Quito et dirigeait sur la frontière grenadine continuaient à menacer les confédérés d'une invasion par les vallées du Cauca. D. Juan Sámano, officier de grand mérite, alors âgé de près de soixante ans, mais n'ayant rien perdu d'une énergie et d'une valeur qui faisaient de lui un dangereux adversaire, avait pris le commandement des troupes royales cantonnées dans la région de Popayan. Il n'attendait que d'avoir complété ses effectifs pour marcher sur Santa-Fé. On pouvait espérer

1. Le colonel Bolivar au citoyen président du Congrès grenadin. Quartier général de Cúcuta délivrée, 28 février 1813, 3 heures après-midi. **D.**, IV, 768.

2. Dans Groot, *Historia de Nueva-Granada, op. cit.*, t. III, ch. LIII, p. 232.

3. Décret des représentants de Cundinamarca réunis en Assemblée extraordinaire à Santa-Fé, le 16 juillet 1813. **D.** IV, 847. — La province d'Antioquia se déclara également, le 11 août suivant, complètement indépendante de la couronne et du gouvernement espagnols.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

toutefois que le relèvement moral des provinces de la Nouvelle-Grenade faciliterait, d'ici là, la tâche défensive que Nariño et le Congrès auraient à cœur d'entreprendre de concert. Leur collaboration, dorénavant certaine, aurait tôt fait, sans doute, d'anéantir de ce côté les forces royalistes. Mais il demeurait indispensable de mettre les confédérés à l'abri de toute attaque vers le nord. Et D. Antonio Tizcar occupait la province de Barinas avec un ensemble de forces, grièvement entamé certes par la défaite de Correa, mais encore redoutable. Aussi Bolivar ambitionnait-il d'achever au plus tôt l'exécution du vaste projet dont les deux récentes campagnes ne représentaient à ses yeux que le prélude.

Poursuivre son ennemi, achever de le disperser, délivrer ensuite le Vénézuéla, telles étaient les résolutions progressives, arrêtées d'ailleurs dans le programme de Carthagène et qu'il fallait à présent accomplir. Bolivar, conformément à la ligne de conduite qu'il s'était tracée, entendait que les divers pouvoirs constitués de la Nouvelle-Grenade, à savoir le Congrès de l'Union, le gouvernement de Carthagène et celui de Santa-Fé se rendissent chacun solidaire de l'entreprise. Or, s'il était assuré de l'appui du président de la confédération grenadine, Bolivar doutait que la Junte dirigée par Torices lui conservât le sien sans réserves. Enfin, le Cundinamarca ne s'était pas prononcé.

C'est qu'à vrai dire, les patriotes qui, tant à Tunja qu'à Carthagène et à Santa-Fé, partageaient le pouvoir avec Tórres, Torices ou Nariño, ne se montraient point aussi persuadés que leurs présidents de la valeur et de l'efficacité des projets du jeune colonel Bolivar. Ses conceptions à grande envergure dépassaient sinon leur entendement, du moins leurs ambitions présentes. Carthagène et Santa-Fé se sentaient en outre immédiatement menacées, l'une par les royalistes de Sainte-Marthe, l'autre par les troupes du brigadier Sámano. Elles jugeaient imprudent de se dégarnir et les sollicitations dont elles étaient l'objet de la part de Bolivar les laissaient indifférentes.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

A défaut d'un concours matériel, qui pourtant sem blait indispensable, le futur Libertador s'obstina à amener du moins les gouvernements de la Nouvelle-Grenade à sanctionner formellement la délivrance du Vénézuéla. Les débordantes énergies qui animaient Bolivar, la foi sans bornes qu'il avait en sa victoire la lui faisaient estimer réalisable, quels que fussent les moyens d'action dont il disposât. Mais l'ouvrage qu'il s'est proposé de mener à bout ne s'arrête pas à la lutte, si démesurée soit-elle, contre l'Espagnol, à l'affranchissement même de toute une région de la terre d'Amérique. Ce ne sont là que les bases du monument qu'il prétend d'ores et déjà commencer d'élever. La résistance, la vigueur de ces assises est au prix de la participation commune et primordiale des éléments devant constituer l'édifice futur.

Aussi, tout en ne négligeant pas de demander au président Torices l'autorisation de conduire les soldats de Carthagène à la conquête du Vénézuéla, c'est surtout un mandat officiel que réclame Bolivar. Ses instances auprès du Congrès de l'Union, qui représente l'ensemble le plus important des provinces grenadines, sont plus pressantes encore. José Félix Rivas part, dès le 1er mars, pour Tunja, porteur de divers messages pour Camilo Tórres et chacun des députés à l'assemblée. Il devra se rendre ensuite à Santa-Fé, afin de persuader Nariño.

Bolivar a traversé en même temps la frontière vénézuélienne. Il est à Táchira où il établit son quartier général. Le butin qu'il vient de faire à Cúcuta lui permet de distribuer quelque argent à ses soldats, d'améliorer ainsi parmi eux la discipline. Il les arme, les instruit, les exerce, les harangue.

« Soldats !... Vos armes libératrices sont parvenues jusqu'au seuil du Vénézuéla qui voit déjà sous votre égide l'une de ses cités renaître à l'existence. En moins de deux mois, vous avez achevé deux campagnes et vous en commencez une troisième dont c'est ici le point de départ et qui se terminera dans le pays auquel je dois la vie. Républicains fidèles, vous irez délivrer le berceau de l'indépendance colombienne comme les Croisés délivrèrent autrefois Jérusalem, berceau du christianisme.

« Au seul éclat de vos armes les légions espagnoles disparaîtront des champs vénézuéliens comme se dissipent les ténèbres aux rayons du soleil.

« Vaillants soldats de Carthagène et de l'Union, c'est de vous que l'Amérique tout entière attend son salut et son affranchissement. Courez achever de combler votre gloire en méritant le sublime renom de Libérateurs du Vénézuéla[1] ! »

Ce lyrisme expressif et coloré, si judicieusement conçu pour frapper les sentiments et l'imagination de ses auditeurs, s'adressait en même temps aux peuples et aux gouvernants de la Nouvelle-Grenade et de l'Amérique. Il devait, en achevant de conquérir la fidélité des soldats de Bolivar, enchanter aussi, par son allure classique et ses allusions religieuses, l'esprit des créoles, nourri de ces traditions mêmes.

On ne peut s'empêcher d'établir un indéniable rapprochement entre l'attitude alors de Bolivar, les arguments auxquels il a recours, sa compréhension des aspirations confuses de ses compatriotes, son désir brûlant de gagner l'opinion nationale, et la conduite de Bonaparte, général à l'armée d'Italie, « parlant aux soldats et aux peuples, mais, par-dessus les uns et les autres, à Paris et à la France entière... s'élevant au-dessus du Directoire de toute la hauteur dont celui qui ne parle qu'après avoir agi surpasse celui qui déclame sans agir[2]. »

1. Proclamation de Bolivar à ses soldats, le 1er mars 1813. Quartier général de San Antonio du Vénézuéla. **D.**, IV, 770.

2. V. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, etc., t. V, ch. II, § 1.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE II

LE LIBERTADOR

I

Pendant que Bolivar poussait activement à Táchira les préparatifs de l'expédition, le colonel Castillo était retourné à Pamplóna. Il y mobilisait des recrues nouvelles et les ramenait à Cúcuta quelques jours plus tard. La petite armée républicaine atteignit de la sorte, à ce moment, un millier d'hommes. C'était plus que n'eût demandé Bolivar qui se sentait capable de décupler le courage de chacun d'eux. Mais il fallait que l'assemblée de Tunja dont dépendaient les trois quarts de ces soldats, accordât à Bolivar, commandant en chef les seules troupes de Carthagène, l'autorisation de disposer à sa convenance des contingents de l'Union. Or cette autorisation se faisait attendre et des difficultés imprévues allaient en retarder encore l'arrivée, si impatiemment espérée par Bolivar.

Sur les instances de Camilo Tórres, le Congrès, reconnaissant les services du colonel vénézuélien, venait de lui conférer le titre de citoyen de la Nouvelle-Grenade et le grade de brigadier général au service de l'Union (12 mars). Castillo avait personnellement insisté pour que ces dignités fussent accordées à Bolivar, et les félicitations affectueuses qu'il lui prodiguait semblaient du meilleur augure. Tout à coup, les deux

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

chefs, aux relations desquels avait jusqu'alors présidé la plus complète harmonie, se brouillèrent. En sa qualité de commandant de la place et de la province, Castillo prétendait avoir la haute main sur les troupes, il n'approuvait pas les projets de Bolivar quant à l'expédition au Vénézuéla et, s'étant convaincu qu'il ne l'en pourrait pas dissuader, il mit tout en œuvre pour entraver les efforts de son compagnon d'armes.

Chacune des dispositions que prenait Bolivar fut dès lors violemment critiquée par Castillo. Il l'accusa d'inexpérience, voire même de folie. Il fit parvenir au Congrès de longs rapports, peignant sous le jour le plus défavorable l'état des troupes de Carthagène, assurant que l'entreprise était insensée, le Vénézuéla inattaquable, qu'il serait criminel de sacrifier les défenseurs de la Nouvelle-Grenade « aux irréalisables ambitions d'une cervelle en délire[1] ». Le Congrès, sans trop s'émouvoir de ces attaques, nomma Bolivar commandant en chef des armées de l'Union et gouverneur militaire de Pamplóna (30 mars)[2]. Cette décision acheva d'exaspérer la haine de Castillo, qui passait ainsi sous les ordres d'un rival dont il jura désormais la perte. Castillo avait au Congrès des amis influents. Leurs intrigues finirent par prévaloir contre les dispositions de Camilo Tórres et, malgré les instances réitérées de Bolivar, les journées, les semaines s'écoulèrent sans réponse.

Les nouvelles que l'on recevait cependant de Caracas et de la situation au Vénézuéla étaient aussi troublantes que désespérées. Les persécutions, les atrocités continuaient dans la capitale terrorisée par les *godos*. Les récits circonstanciés des mémorialistes espagnols[3],

1. V. Documents relatifs aux dissensions qui s'élevèrent entre le général Bolivar et le colonel Castillo. **D.**, IV, 787, 790, 793, 804, etc.

2. **D.**, IV, 788.

3. V. Heredia, *Revoluciones*, etc. Deuxième époque. Montenegro, *Geografia general*, t. IV, pp. 140 et ss. Urquiniona, *Relacion documentada del origen y progreso de los trastornos de las provincias de Venezuela*. Madrid, 1820. Diaz, *Recuerdos*, op. cit., pp. 120-130. José de Costa y Galli, procureur de l'Audience de Caracas, *Recuerdos*, qui écrit :

témoins de cette époque de sang et d'abominations, font véritablement frémir. On arrêtait à Caracas et dans les villes de province les vieillards, les femmes, les enfants qui s'aventuraient dans les rues. Des supplices sans nom attendaient ceux que l'on n'égorgeait pas sur place. Les tombereaux chargés de cadavres mutilés, sortaient à la tombée de la nuit, transformant les faubourgs en morgues pestilentielles. Ceux des prisonniers que l'obscurité des cachots souterrains avait dissimulés aux perquisitions des bourreaux, étaient asphyxiés ou brûlés vifs à travers le soupirail par les tonneaux d'ammoniaque ou d'huile bouillante qu'on y faisait couler.

Sur ces entrefaites, la Régence avait prescrit aux autorités de Caracas de proclamer la Constitution de Cadix au Vénézuéla. Mais Monteverde, qui avait longtemps différé la publication de ce document jugé par lui trop libéral, n'en parut reconnaître officiellement les dispositions que pour les appliquer à sa guise. Les violences reprirent de plus belle et il n'y eut bientôt plus au Vénézuéla que deux catégories de « citoyens » : les opprimés et les oppresseurs [1]. Ceux-ci se livrèrent, surtout en province, à toute leur rage de tourments et de supplices. Le colonel Francisco Cerveriz, envoyé par Monteverde à Cumana, en qualité de gouverneur, lui écrivait, dès son arrivée dans cette ville : « Il n'y a d'autre ressource avec ces coquins de créoles que de les massacrer jusqu'au dernier. En ce qui me concerne, de tous ceux qui me tomberont sous la main, pas un n'aura la vie sauve [2]. »

Saisis d'épouvante, les libéraux survivants ne songeaient plus qu'à échapper aux massacres. La cause républicaine semblait perdue et il est hors de doute que ce sort lui aurait été réservé à brève échéance,

« Dans le pays des cafres, les humains ne sauraient être traités avec plus de mépris ni de cruauté ». **D.**, IV, 851. Enfin TORRENTE, *Historia de las Revoluciones*, etc., *op. cit.*, t. I, *passim*.

1. Cf. O'LEARY, I, ch. VI.

2. Lettre trouvée dans les archives du gouvernement de Monteverde et publiée dans la *Gazette de Caracas* en août 1813.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sans l'entreprise qu'un petit groupe de patriotes au courage indomptable, décida de réaliser.

Une dizaine de jeunes gens, parmi lesquels Manuel Piar[1], colosse aventureux aux inspirations brillantes, le fougueux José Francisco Bermúdez[2] et son frère Bernardo, l'infatigable et superbe Manuel Valdez[3], le chevaleresque Francisco Azcue[4], destinés à jouer, par la suite, un rôle important dans l'histoire de leur pays, avaient, en décembre 1812, lors de l'arrivée de Cerveriz à Cumana, quitté cette province où leur vie se trouvait en péril. Ils s'étaient refugiés sur l'îlot de Chacachacáre, situé à l'entrée du golfe Triste à une distance à peu près égale de la presqu'île de Pária et de la pointe de Corosál à l'extrémité orientale de la Trinidad. Ils s'y joignaient à quelques-uns de leurs compatriotes émigrés, dont Santiago Mariño[5], intrépide et bouillant créole, appartenant à une famille illustre de la région, âgé alors de vingt-cinq ans, et qui s'était déjà fort distingué au service de l'Indépendance. Mariño avait pris part à l'expédition de Villapol en

1. Né à Curaçao en 1782, s'engagea dès 1811 dans l'armée de Miranda prit part à toutes les campagnes du Vénézuéla jusqu'à la fin de 1815. Il était avec Bolivar aux Cayes (Haïti) d'où partit l'expédition libératrice de 1816. Piar fit ensuite la célèbre campagne de Guyane durant laquelle il fut vainqueur du général Morales à la bataille de San Félix, le 11 avril 1817. S'étant révolté contre le Libertador, il fut fusillé à Angostura le 15 octobre suivant.

2. Né dans la province de Cumana le 23 janvier 1782, mort assassiné le 15 décembre 1831. Fit les campagnes du Vénézuéla de 1813 à 1815, émigra ensuite à la Marguerite, prit part au siège de Carthagène en 1815 puis à la campagne de Guyane. En juin 1819, il obtint le commandement en chef de l'armée d'Orient à la place de Mariño et se distingua durant la nouvelle campagne du Vénézuéla en 1821. En 1828, Bolivar le nomma conseiller d'Etat.

3. Né à Caracas en 1785. Après la chute de la seconde république vénézuélienne, Valdez vint en Nouvelle-Grenade et fit les campagnes de l'Equateur et du Pérou. Exilé en 1831 à Carthagène, il ne put rentrer au Vénézuéla que six ans plus tard. Il mourut le 31 juillet 1845 à Angostura.

4. Né dans la province de Cumana vers 1782. Il fit toutes les campagnes du Vénézuéla, de Guyane de 1813 à 1819, puis celles du Pérou et du Haut-Pérou. Il combattit vaillamment à Junin, Matará, Ayacucho et prit sa retraite après la prise de Páz en 1826.

5. Né dans l'île Marguerite en 1788, mort à La Victoria (Vénézuéla) le 4 septembre 1854.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Guyane et vaillamment défendu, à l'issue de cette campagne, la côte de Guïria contre les attaques des royalistes. La chute de la république vénézuélienne venait de le contraindre à chercher asile dans cet îlot perdu de Chacachacáre où l'une de ses sœurs possédait une propriété.

Le 11 janvier 1813, les compagnons de Mariño se réunissent et l'élisent pour chef. Ils sont en tout quarante-cinq, n'ayant pour ressources, en dehors de leur bravoure, que quelques épées, des pistolets de poche et *six* mauvais fusils. Ces jeunes héros, enflammés d'une audace qui pourrait sembler risible, si les exploits qui la justifièrent ne commandaient l'admiration, rédigent alors et signent le manifeste suivant : « Assemblés dans le domaine de Chacachacáre, sous les auspices de Doña Concepcion Mariño sa propriétaire, et poussés par l'attachement profond que nous inspire notre pays, nous décidons de partir en expédition, afin d'affranchir cette patrie chérie du joug espagnol et de restituer au Vénézuéla la dignité de nation indépendante que lui ont arrachée le tyran Monteverde et ses atrocités. Nous nous engageons sur notre foi de gentilshommes à vaincre ou à mourir dans cette glorieuse entreprise et de ce serment nous prenons Dieu et nos épées à témoins [1]. »

Le lendemain, à la faveur des ténèbres, l'expédition, montée sur une barque légère, accoste au nord de Guïria, dans l'une des haciendas de Mariño. Les cinquante esclaves qui s'y trouvent sont rendus à la liberté, à condition de se joindre à la colonne qui se met immédiatement en marche à travers la campagne. Un parti ennemi, posté sur le bord d'une rivière coupant le chemin de Guïria, apparaît tout à coup. Mariño donne l'ordre d'attaque et les soldats espagnols sont massacrés sans avoir eu le temps de se reconnaître. On dépouille les morts de leurs armes et de leur munitions ; des paysans rencontrés sur la route grossissent encore les rangs de la petite troupe résolue à présent à fondre

1. **D.**, IV, 752.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sur la garnison de la citadelle de Guïria forte de trois cents hommes.

C'étaient presque tous des indiens enrôlés de la veille par les sergents de Cerveriz. Ils désertent et s'unissent aux assiégeants. La ville est prise. Mariño a déjà une petite armée devant laquelle les détachements espagnols qui parcouraient en maîtres cette région soumise et dévastée, reculent. L'expédition se partage alors en deux colonnes. Bernardo Bermúdez et Píar se portent vers le sud, traversent le Guarapiche et s'emparent de l'importante place de Maturín. Pendant ce temps, Mariño est retourné sur ses pas : il occupe Yrapa au-dessous de Guïria, l'entoure de retranchements, appelle aux armes les populations d'alentour, organise ses volontaires. Assurés ainsi de deux bases d'opérations, les républicains se préparent enfin à investir et à attaquer Cumana, où le colonel Eusebio Antoñanzas, qui venait de remplacer Cerveriz, continuait d'appliquer en conscience le régime sanguinaire dont s'enorgueillissait son exécrable prédécesseur (mars 1813).

L'impatience de Bolivar fut à son comble à l'annonce de ces succès. Ils auraient pu fournir à ses projets un appoint que, misérablement paralysé à Táchira, il s'exaspérait de ne pouvoir utiliser. Castillo s'entêtait dans son attitude hostile. Il parut un moment qu'il y renoncerait lorsque Bolivar, faisant appel à l'amour-propre du commandant en second des troupes grenadines, lui proposa de diriger une poursuite contre Correa, réfugié à La Grita avec six à sept cents soldats. C'était, en même temps qu'un témoignage de confiance auquel Bolivar espérait que Castillo ne serait pas insensible, une occasion qu'il lui offrait de remporter à son tour un succès personnel. Castillo partit, en effet, dans la première semaine d'avril, mit en déroute le colonel espagnol (le 7), mais, rendu plus intraitable encore par sa victoire, il multiplia dès son retour à Cúcuta les démarches auprès du Congrès pour faire écarter Bolivar du commandement en chef et déterminer le gouvernement de l'Union à refuser définitivement son concours à l'expédition contre le Vénézuéla.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Monteverde avait, aussi parfaitement que possible, achevé la mise en état de défense de l'ancienne capitainerie générale. Correa, échappé, par miracle encore, à la tuerie qui suivit la défaite de La Grita, concentrait les restes de sa division dans les vallées du versant occidental de la sierra de Mérida. Il couvrait ainsi Maracaïbo, où Miyáres disposait d'une forte garnison et pouvait à loisir procéder à des levées presque inépuisables de volontaires. Le voisinage de la province royaliste de Sainte-Marthe améliorait encore sa situation. Le capitaine Cañas occupait Trujillo avec 500 hommes, Córo était convenablement pourvue de troupes. A Barquisemeto, le vaillant colonel Oberto et ses 1.000 hommes de milices régulières protégeaient Valencia. Tizcar, soutenu par une colonne de 900 hommes postée aux environs de Guadualito, campait toujours à Barinas avec un corps de près de 1.500 soldats. Une autre colonne de 1.200 hommes, commandée par le capitaine Izquierdo, à San Carlos, au nord du fleuve Portuguesa, couvrait les abords de la capitale. Dans la province, enfin, de Caracas, Monteverde, ayant sous ses ordres un nombreux corps de troupes encadré par 700 soldats d'élite, était appuyé par les garnisons de Puerto-Cabello.

Il était facile, dans ces conditions, de taxer de démence l'entreprise pour laquelle Bolivar ne cessait néanmoins de réclamer l'appui des gouvernements grenadins. Castillo ne s'en faisait point faute et Camilo Tórres, en dépit de l'obstination qu'il apportait à plaider la cause de Bolivar, ne parvenait pas à décider les confédérés en sa faveur.

Bolivar redouble d'arguments persuasifs : « Le sort de la Nouvelle-Grenade, écrit-il, est intimement lié aux destinées du Vénézuéla. Si le premier de ces deux pays ne parvient pas à s'affranchir, l'autre retombera dans la servitude. Car l'esclavage est comme la gangrène : faute de l'extirper à temps, le corps dont elle dévore un membre est vite atteint tout entier. Je ne veux pas admettre que le Congrès national représentant la souveraineté des peuples de la Nouvelle-Grenade, puisse envisager de sang-froid le déshonneur et

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'infortune des habitants de la Côte-Ferme. Il faut que, mettant en action tous les ressorts de son pouvoir et de sa sagesse, il consente à prêter son concours à la croisade que nous brûlons d'entreprendre contre les oppresseurs du Vénézuéla[1]. »

Ce thème, Bolivar le reprend, le développe inlassablement dans les adresses presque quotidiennes qu'il envoie à l'assemblée, à Nariño, à Carthagène, invoquant tour à tour le patriotisme, la générosité, l'amour-propre ou l'intérêt de ceux dont il attend la réalisation de ses espoirs[2]. Mais les résistances qu'il rencontre semblent irréductibles. Camilo Tórres, à la voix duquel s'est jointe celle d'un jeune député de grand talent et de grande vertu, José Fernandez Madrid, est impuissant à convaincre ses collègues. Le président Torices en proie à de nouvelles craintes de la part des royalistes, qui, redevenus maîtres de Sainte-Marthe, ont contraint Labatut à s'enfuir et préparent une expédition contre Carthagène, est absorbé par ses préparatifs de défense. Il sacrifie Labatut, l'exile[3], le remplace par un autre français, le colonel Chatillon, l'ancien aide de camp de Miranda, prend lui-même le commandement d'une petite escadre avec laquelle il va se porter vers Sainte-Marthe.

Le 11 mai, l'attaque combinée des forces de Carthagène sur le village de Toribio, au sud de Sainte-Marthe, échouera lamentablement. Cinq cents hommes, la moitié de l'effectif de Chatillon, et cet officier lui-même trouveront la mort dans ce combat et, loin de favoriser les projets de Bolivar, Torices le sommera de lui renvoyer les hommes avec lesquels il a quitté, quelques mois plus tôt, Barranca.

Le sort paraît décidément trahir Bolivar. Une épidémie de fièvre maligne s'est déclarée parmi ses

1. Bolivar au président du Congrès de l'Union, mars 1813. **D.**, IV, 773.

2. Adresses de Bolivar aux présidents de l'Union et de l'État de Carthagène, mars, avril, 1813. **D.**, IV, 775, 777, 778, 779, etc.

3. Labatut résida trois ou quatre ans aux Antilles, puis il revint en France, chercha vainement à y reprendre du service et partit pour le Brésil où il mourut vers 1830.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

troupes. La désertion risque de s'y introduire. La rivalité des deux chefs gagne les officiers : des querelles éclatent. Bolivar retourne à Cúcuta, essaye une dernière fois de fléchir Castillo, lui offre de renoncer en sa faveur au commandement suprême pourvu qu'il consente à coopérer au maintien de la bonne harmonie et de la discipline dans les rangs de l'armée et qu'il cesse de combattre le projet d'expédition au Vénézuéla[1]. Castillo oppose le dédain le plus injurieux à ces avances. Il n'hésite pas à mettre le Congrès en demeure de choisir entre lui et Bolivar. Si ses compatriotes lui préfèrent « le vénézuélien, déclare-t-il, le vainqueur de La Grita quittera l'armée ». Bolivar en est à renoncer au projet si passionnément défendu. Puisque le gouvernement de la Nouvelle-Grenade refuse d'y souscrire, il n'a plus qu'à retourner à Carthagène. Il demandera à faire partie de l'expédition que l'on y organise contre Sainte-Marthe et Maracaïbo ou rejoindra les patriotes que Mariño va conduire à l'assaut de Cumana[2].

En cet instant critique où sa constance et ses efforts subissaient une si rude épreuve, Bolivar avait du moins la consolation de voir accourir auprès de lui les jeunes gens les plus distingués de Nouvelle-Grenade. Rayonnants de jeune et farouche courage, ambitieux d'exploits qui leur valussent une renommée plus haute que celle à espérer des guerres civiles où leur impatience les avait plus ou moins fourvoyés, José Maria Ortega[3]

1. Lettre de Bolivar au brigadier Manuel Castillo, San José, 15 avril 1813. O'Leary, *Documents*, t. XXIX, pp. 16 et 17.

2. Lettre au président de l'Union. San José de Cúcuta, 3 mai 1813. D., IV, 804.

3. Ortega Nariño (José-Maria), né à Santa-Fé en 1792. Descendant du conquistador Pedro de Ortega, et neveu d'Antonio Nariño. Après avoir fait les campagnes du Vénézuéla en 1813 et 1814, il fut incorporé de force dans l'armée royale et embarqué sur l'un des navires qui bloquaient Carthagène durant le siège de 1815. Ortega parvint à s'échapper deux ans plus tard, et reprit du service dès l'entrée du Libertador à Santa-Fé après la bataille de Boyacá en 1819. Il fut député aux Congrès de 1821, 1827 et 1830, puis ministre de la Guerre en 1839. Il occupa divers emplois importants dans l'administration colombienne et mourut à Bogotá le 6 décembre 1860.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Antonio Ricaurte [1], Joaquin Paris [2], Luciano d'Elhuyar [3], Atanasio Girardot [4], l'un et l'autre d'origine française, Rafael Urdaneta [5], Francisco de Paula Velez [6] comptaient depuis quelques jours dans l'état-major de Bolivar. Déjà presque tous, enthousiastes de sa gloire, l'entouraient d'un dévouement plein de promesses : « Mon général, lui écrivait Urdaneta, si pour affranchir la

1. Né à Santa-Fé en 1792, mort héroïquement le 25 mars 1814, à San Mateo (V. *infrà*, ch. III, § 3.)

2. Né à Santa-Fé en 1795, prit part aux combats de Ventaquemada et Monserrate en 1813, puis à celui de La Grita. Il renonça alors à faire partie de l'expédition de Bolivar, retourna auprès de Nariño et fit avec lui la campagne du sud. Il guerroya dans les provinces de Popayán et Pasto en 1815 et 1816 et fut fait prisonnier au combat de La Plata le 1er septembre 1816. Envoyé à Maracaïbo et incarcéré sur un ponton à Puerto-Cabello, il s'évada, rejoignit le Libertador en Guyane en 1818 et devint aide de camp de l'amiral Brion. Paris fit ensuite la campagne de Boyacá, puis celle du sud en 1822. Il fut nommé général en 1827, et prit sa retraite en 1836, fut ensuite ministre de la Guerre en 1843 et 1854. Il mourut à Hónda (Colombie), en mars 1868.

3. Né à Santa-Fé. Il fit la campagne du Vénézuéla. Bolivar le chargea, dès l'entrée de l'expédition dans Caracas, de mettre le siège devant Puerto-Cabello ; d'Elhuyar ne quitta les lignes du siège qu'un an plus tard. Il rejoignit le Libertador à Caracas et l'accompagna durant l'Émigration de 1814. D'Elhuyar se rendit ensuite à Carthagène mais dut, à la suite d'intrigues, quitter cette place que le général Morillo devait bientôt assiéger. De la Jamaïque où il s'était réfugié, d'Elhuyar partit quelques jours après afin de rentrer dans Carthagène bloquée par la flotte royale. Le navire qui le ramenait ainsi en Nouvelle-Grenade fit naufrage et d'Elhuyar périt en mer en septembre 1815.

4. Né à Antioqua (Nouvelle-Grenade), il suivit le colonel Baraya dans la campagne du sud en 1811 et prit part l'année suivante au combat de Ventaquemada. Il fut le héros de toutes les batailles de la campagne du Vénézuéla et fut tué au combat de Las Trincheras le 30 septembre 1813. V. *infrà*.

5. Né à Maracaïbo le 24 octobre 1789, mort à Paris le 23 août 1845. Après avoir fait les campagnes du Vénézuéla en 1813 et 1814, il se joignit en Nouvelle-Grenade à Bolivar, entra avec lui à Santa-Fé le 12 novembre 1814 et partit ensuite combattre aux côtés de Páez. Gouverneur de Caracas en 1818. Au lendemain de la réunion du Congrès d'Angostura, Urdaneta commanda l'armée du nord, assista à la bataille de Carabobo. Ministre de la Guerre de Colombie en 1828. Le gouvernement du Vénézuéla l'envoya en 1840 en qualité de ministre plénipotentiaire en France.

6. Né le 16 août 1795 à Santa-Fé de Bogotá, y mourut le 26 novembre 1857. Velez fit les campagnes du Vénézuéla en 1813 et 1814, fut au siège de Carthagène en 1815. Membre de la cour suprême à Bogotá en 1823. Nommé général par le sénat colombien en 1827. Il défendit le Libertador lors de l'attentat du 25 septembre 1828. Gouverneur de Tunja en 1840.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

patrie, l'invincible ardeur de deux hommes pouvait suffire, je serai le second [1]. » Chacun pensait de même. Ces héros valaient une armée. Ils n'allaient plus tarder à en donner la preuve.

La nouvelle de la réussite de Rivas auprès de Nariño vint, à ce moment, apaiser les angoisses de Bolivar. Rivas amenait avec lui 150 soldats d'élite que le président de Cundinamarca avait distrait lui-même de sa faible mais valeureuse garnison. L'événement semblait d'heureux augure. Il l'était enfin. Le 7 mai, l'autorisation du Congrès de Tunja parvenait au quartier général. Camilo Tórres n'avait surmonté pourtant qu'à demi les perplexités ou le mauvais vouloir des confédérés. Les instructions, rédigées pour le commandant en chef des troupes de l'Union, lui prescrivaient d'envahir le Vénézuéla puisqu'il s'en était déclaré capable. Mais il devait borner ses opérations à l'occupation des provinces de Mérida et de Trujillo et y attendre les nouvelles instructions du Congrès. Il demeurait entendu que, dans le cas où l'affranchissement du Vénézuéla pourrait s'accomplir, Bolivar s'emploierait à faire adopter pour la constitution de la nouvelle république, la forme fédérale. Enfin, le Vénézuéla supporterait les frais de l'expédition [2].

Quelles que fussent les restrictions apportées de la sorte à son entreprise, Bolivar avait trop souhaité d'être mis en mesure de l'exécuter sous les auspices des gouvernements indépendants de cette partie de l'Amérique, pour ne pas exulter de joie : « Le bonheur, la reconnaissance m'inondent le cœur, mande-t-il à Camilo Tórres dans un rapport daté du 8 mai [3] : les armées libératrices de Nouvelle-Grenade vont marcher enfin à la délivrance de ma chère patrie, mais cette liberté que nous allons lui conquérir ne va-t-elle pas être exposée à de graves dangers... du fait de l'extrême

1. O'Leary, *Memorias*, t. I, ch. VI, p. 122.
2. Instructions pour le général Bolivar. Tunja, 27 avril 1813. **D.**, IV, 809.
3. Rapport du brigadier général Bolivar au président du Congrès de l'Union. Quartier général de Cúcuta, le 8 mai 1813. **D.**, IV, 809.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lenteur que mettront vos ordres à me parvenir dès que nous nous serons quelque peu engagés dans le pays voisin ?... N'est-il pas préférable que vous me laissiez maître d'agir, d'après les circonstances ou que vous désigniez une commission dont je prendrais les avis si l'occurrence se présente d'ordonner la marche en avant ou la retraite de nos troupes ?... ». Telles sont les préoccupations dont veut paraître se soucier uniquement Bolivar.

Castillo, persuadé que le Congrès de Tunja n'oserait pas résister à ses arguments s'il venait les faire valoir en personne, avait quitté Cúcuta emmenant avec lui une centaine de soldats. Contrairement à ce qu'il imaginait, le Congrès l'accueillit fort mal et Castillo, se souvenant à propos que des liens de parenté l'unissaient au président Torices partit chercher fortune à Carthagène. En attendant, les hommes qu'il avait enlevés à Bolivar étaient perdus pour l'expédition. C'était un contretemps déplorable, car « l'armée libératrice » ne comprenait, indépendamment du petit contingent des officiers et soldats de Cundinamarca, qu'un effectif de 500 combattants. L'ensemble du matériel de guerre se réduisait exactement à 4 pièces de campagne, 1.400 fusils de rechange, 140.000 cartouches et 5 obus.

C'est avec de si misérables moyens que Bolivar partait à l'attaque d'un pays, soumis presque en totalité à la domination espagnole et, comme nous l'avons vu, défendu aussi redoutablement que pouvait le souhaiter l'ennemi. Les soldats de Bolivar qui, déjà, se plaisaient à le saluer du titre de Libertador, quittèrent cependant, le 15 mai 1813, le village de San Cristobal où les avait concentrés leur chef, au milieu d'un enthousiasme indescriptible. Bolivar partit à son tour, trois jours plus tard. « C'est à Trujillo, avait-il déclaré dans son rapport au président de l'Union, que je vais attendre la réponse de Votre Excellence [1]. »

1. Rapport du brigadier général Bolivar au président du Congrès de l'Union. Quartier général de Cúcuta, le 8 mai 1813. **D.**, IV, 809.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

II

Brûlant les étapes, insensibles aux privations et aux fatigues, les troupes de Bolivar parvinrent le 30 mai sur les hauteurs verdoyantes de Mérida. Les Espagnols, qui en occupaient les abords, avaient été habilement trompés par les renseignements des faux espions dont les républicains se faisaient toujours précéder. Correa, croyant avoir affaire à des forces considérables, avait, depuis plusieurs jours, évacué ses cantonnements et s'était porté vers le nord avec sa division. Pendant qu'il se retranchait à Ponemésa, les patriotes de Mérida, confiant en la prochaine venue de Bolivar, proclamaient l'Indépendance, et ce fut à travers des rues pavoisées et parmi les acclamations, que la colonne libératrice pénétra dans la ville.

Des proclamations enflammées eurent tôt fait de rallier des volontaires à Bolivar. Il disposait, quatre jours après son arrivée à Mérida, de 600 recrues nouvelles dont deux cents cavaliers. L'espagnol Vicente Campo Elias [1] et Francisco Pónce qui avaient embrassé la cause libérale, furent respectivement chargés du commandement de ces troupes dont la qualité ne devait pas être inférieure à celle de leurs compagnons d'armes. Bolivar prit aussitôt ses dispositions. D'Elhuyar, à la tête d'un détachement, partit atteindre Correa, et Girardot, avec l'avant-garde, s'engagea dans la direction de Trujillo dont il reçut l'ordre de déblayer la route.

A la nouvelle de son approche, le capitaine espagnol Manuel de Cañas, se croyant impuissant à défendre Trujillo, abandonnait aussi cette ville et se postait à Caráche sur les contreforts de la sierra Nevada. Correa avait d'autre part refusé le combat. Il avait fui vers Maracaïbo et d'Elhuyar put rejoindre Bolivar qui,

1. Fit les campagnes de 1813 au Vénézuéla, fut, à la bataille du Mosquitero (14 octobre 1813), vainqueur du terrible Bóves et mourut d'un coup de lance au combat du *Calvario* de San Mateo le 17 mars 1814.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

parti le 10 juin de Mérida, après y avoir organisé le gouvernement, venait établir, le 14 au matin, son quartier général à Trujillo.

Le cabildo s'y était empressé, comme à Mérida, de proclamer la République. Bolivar se vit donc accueillir, cette fois encore, avec allégresse. L'esprit public exigeait pourtant d'être raffermi, échauffé, exalté même, car il était plus que jamais indispensable de recourir aux enrôlements, aussi bien pour augmenter l'effectif expéditionnaire que pour assurer l'occupation des territoires reconquis. La voix de Camilo Tórres vint seconder ici celle de Bolivar. Faisant confiance aux promeses hardies du jeune général, le président du Congrès lui avait effectivement expédié à Trujillo le courrier chargé de la réponse sollicitée du gouvernement grenadin. Celle-ci annonçait le départ des trois commissaires chargés de sanctionner, le cas échéant, les décisions du commandant en chef et de se concerter avec lui pour l'organisation politique des provinces rendues à l'indépendance [1]. Camilo Tórres avait fait joindre à ce document officiel, un grand nombre d'exemplaires d'une « Proclamation aux peuples du Vénézuéla [2] ».

Bolivar en donna lecture aux membres de la municipalité, réunie par ses soins, sur la place de Trujillo, qu'une foule immense emplissait : « Assemblez-vous, Vénézuéliens, sous les drapeaux de la Nouvelle-Grenade qui déjà flottent sur vos campagnes et dont l'aspect va terrifier les ennemis de l'Amérique... Levez-vous contre vos oppresseurs... Personne ne doit demeurer inactif... Hommes, femmes et jusqu'aux enfants même, que chacun en appelle à sa juste colère contre les tyrans. Courez aux armes, Vénézuéliens, et rendez-vous dignes des gloires promises aux affranchisseurs de la patrie ! »

Ce langage soutenu par l'éclat d'un organe impérieux, qui savait y ajouter aussi les commentaires les plus capables d'impressionner et de persuader son auditoire, transportait les populations du plus grand enthousiasme.

1. Le président du Congrès de l'Union au général Bolivar. Tunja, 20 mai 1813. **D.**, IV, 816.
2. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

C'était la première fois qu'en dehors des sermons des prédicateurs, les foules entendaient de tels appels, émouvant au fond de leur être une sensibilité toujours prête à s'enflammer pour les causes passionnément défendues. Ignorantes et malléables, ces foules vibraient sans doute encore de même sorte aux accents et à la véhémence des gestes de l'orateur, quelles que fussent les notions qu'il entreprit d'imposer autour de lui. Nous avons vu les moines employer ces moyens à merveille, et tant que le parti royaliste put compter avec le clergé, celui-ci sut incomparablement mettre son prestige traditionnel au service des intérêts politiques.

Peu à peu néanmoins le républicanisme instinctif de la race s'éveillait, s'imprégnait des idées que les Proceres propageaient avec toute l'ardeur communicative d'un sacerdoce. Le peuple s'accoutumait à séparer en son esprit ces deux conceptions primitivement inséparables : la foi religieuse et la patrie. Jamais pourtant les populations américaines n'avaient éprouvé d'impressions aussi profondes que celles dont le langage de la liberté leur apportait la révélation. Un charme n'eût pas opéré plus de prodiges. Les Indiens, inconscients jusqu'alors, les commerçants, les cultivateurs indifférents, les créoles oisifs se pressaient, en une ferveur égale, sous les drapeaux de Bolivar. L'enthousiasme gagnait les pays d'alentour. De la province de Barinas et même de celle de Caracas les volontaires affluaient.

La région de Caráche, où s'était fortifié Cañas, tenait cependant pour le roi. Bolivar, encouragé par les progrès presque inespérés de son entreprise, conçut alors le projet de délivrer en son ensemble la province de Trujillo. Il ordonna à Girardot d'attaquer les Espagnols fortement retranchés sur les hauteurs d'Agua-de-Obispos, voisines de Caráche. L'engagement eut lieu le 19 juin et une victoire complète récompensa l'impétueuse ardeur des républicains : ceux-ci diminuèrent cependant leur gloire en exécutant les prisonniers après le combat : cette horrible pratique devenait commune à chacun des adversaires qu'une guerre, désormais sans merci, mettait aux prises. Le succès de Girardot ajoutait en

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tout cas précieusement au prestige de la cause de l'Indépendance dont Bolivar commençait d'entrevoir la réussite.

Pourtant les instructions du Congrès étaient formelles. Il avait été prescrit, l'on s'en souvient, au commandant des troupes de l'Union, de s'arrêter à Trujillo et de ne poursuivre la campagne qu'après avoir pris l'avis de la commission militaire en route pour le quartier général. D'autre part, les mauvaises nouvelles reçues de Carthagène et la présence, plus que jamais menaçante, de Tízcar dans la région occidentale du Barínas, où Bolivar ne semblait pas avoir l'intention de s'engager, inquiétaient à l'extrême les confédérés. Ils faisaient donc, une fois de plus, enjoindre au chef de l'expédition de ne point s'écarter des frontières de la Nouvelle-Grenade et songeaient même à l'y rappeler.

C'eût été perdre tout le bénéfice de tant d'efforts et de patiences. Bolivar n'avait point mis le Congrès dans le secret de ses combinaisons mais il n'avait point eu garde non plus de négliger la conjecture de l'occupation de Barinas qui se trouvait être précisément l'une des opérations jugées par lui indispensables à la réalisation du plan général de la campagne. Devait-il dès lors obtempérer aux ordres du Congrès ? Fallait-il compromettre, par un excès si évidemment inopportun de scrupules, le succès de l'expédition ? Celui-ci dépendait surtout d'une action rapide que l'empressement manifesté par les populations des régions vénézuéliennes occupées par les troupes grenadines, rendait uniquement possible.

Désireux toutefois de paraître n'agir qu'en conformité de vues avec le gouvernement de Túnja, Bolivar eut à cœur de justifier auprès de ses commettants occasionnels, la ligne de conduite qu'il s'était, à part soi et du premier jour, tracée. Il leur représenta que la commission n'ayant pu quitter encore Cúcuta, un temps relativement considérable s'écoulerait avant son arrivée à Trujillo : « Il importe peu que les royalistes de Sainte-Marthe se soient emparés de quelques villages de la province de Carthagène où, d'ailleurs, ils ne sauraient tenir longtemps, mais il est, par contre, d'un

suprême intérêt que nous n'ayons pas à surseoir à l'invasion de Barinas et à l'anéantissement des ennemis qui s'y trouvent afin de mettre la Nouvelle-Grenade à l'abri de tout danger[1]. »

Bolivar ne s'attarda pas à développer ces arguments. Il avait pris déjà ses mesures : le jour même où le courrier, porteur de son message au Congrès grenadin, partait pour Mérida, un détachement de 400 hommes, sous les ordres de José Félix Rivas et d'Urdâneta, se dirigeait vers Guanáre.

Bolivar quitte lui-même Trujillo le 28 juin avec le gros des troupes. Il escalade les sommets neigeux de la cordillère, surprend, au défilé du Desembocadéro, une colonne envoyée par Tizcar en observation, la met en pièces et arrive à Guanáre. On l'y informe que le colonel Martí, à la tête de 800 hommes de toutes armes, vient d'être détaché du quartier général de Barinas pour lui couper le chemin. Il se porte aussitôt à sa rencontre.

Mais déjà la division de Martí est aux prises avec celle de Rivas et d'Urdaneta. Composées en majeure partie des volontaires récemment incorporés et qui brûlent de signaler leur courage, les troupes républicaines ont assailli l'ennemi sur les hauteurs de Niquitáo. Après un combat meurtrier de deux jours, les Espagnols durent se résigner à la défaite. Ils laissaient près de 300 soldats sur le champ de bataille. Les autres furent faits prisonniers ou périrent de faim et de froid dans les sentiers déserts et glacés de la sierra. Les républicains avaient à peine perdu cinquante hommes. Martí s'était enfui avec un petit nombre d'officiers et de cavaliers vers Barinas. Il n'y précédait Bolivar que de quelques heures.

La stupéfaction de Tizcar en apprenant l'inconcevable désastre de Niquitáo fut telle qu'il décida d'évacuer sans plus tarder Barinas où il disposait cependant d'une garnison, d'une artillerie nombreuses, de munitions et

1. Bolivar au Congrès de l'Union. Quartier général de Trujillo, 25 juin 1813. **D.**, IV, 834.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de vivres en abondance. Il était persuadé, comme tous les chefs royalistes, que l'armée républicaine atteignait un effectif de plus de 10.000 combattants. Comment se serait-on expliqué sans cela qu'elle pût marquer d'une victoire chacune des étapes de sa course vertigineuse ? N'ayant pu mobiliser au moment de son départ que 500 soldats — les recrues indigènes avaient déserté les casernes à l'annonce de l'arrivée de leurs compatriotes — Tízcar s'était donc mis en marche vers le sud. Il espérait rejoindre le corps de Yáñez à Nútrias sur l'Apúre.

Bolivar ne lui en laissa pas le loisir. A peine entré dans Barínas, il envoya Girardot à la poursuite des Espagnols. Tízcar, éperdu, gagna les bords du fleuve en compagnie de cinq ou six officiers, s'embarqua sur un mauvais radeau et parvint, deux mois plus tard, perclus de fièvres, à Angostura. Yañez témoigna d'un meilleur zèle et de plus d'intrépidité. Il sut rallier les restes de la division de Tízcar, saccagea Nútrias, échappant à ses ennemis, et se replia sur l'important carrefour fluvial de San Fernando. Il traversa, pour s'y venir renfermer, les llanos envahis par les crues annuelles et dut à sa fermeté d'âme et à sa constance de pouvoir conduire ses hommes à bon port.

En même temps qu'il prescrivait à Girardot de rester jusqu'à nouvel ordre en observation à Nútrias avec son détachement, Bolivar reprenait à Barínas la politique dont il avait obtenu de si favorables résultats à Trujillo et à Mérida. Il assemblait les notables, les endoctrinait, leur expliquait ce que devait être la nation dont il avait entrepris de reconstituer l'organisme. Ses harangues réfléchies sont de véritables cours de droit public. Le peuple, fanatisé par les bulletins et les brûlants appels du libérateur, ne conçoit plus d'autre ambition que de s'engager dans les rangs de l'armée républicaine. Celle-ci s'accroît d'heure en heure.

Mais le temps presse. Les dix jours que Bolivar s'est donnés pour équiper, instruire et exercer ses volontaires, lui semblent interminables. Il vient d'être informé que Mariño, grâce à l'appui d'une flottille réunie à l'île Mar-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

guerite par les soins du patriote Juan Bautista Arismendi [1] et commandée par un aventurier italien, Bianchi, dont on dit merveille, a bloqué la côte de Cumana et s'apprête à effectuer le siège de cette ville. Piar et Bermúdez ont, d'autre part, accompli des prouesses. Après avoir repoussé victorieusement les attaques successives des chefs espagnols les plus renommés, Zuázola et Fernandez de la Hoz, attaqués devant Maturín par Monteverde en personne, ils ont remporté sur le capitaine général une victoire décisive (25 mai). Les Espagnols se sont repliés en désordre sur Caracas; Monteverde n'a échappé à la mort que par miracle.....

Enflammé d'une magnifique émulation patriotique, Bolivar, après avoir envoyé le capitaine Francisco Pónce avec un escadron de cavalerie, porter ses encouragements aux insurgés de Cumana, décide son propre départ: « Je crains, écrira-t-il quelques jours après à Camilo Tórres, que nos compagons de Cumana et Barcelóna ne nous devancent en délivrant notre capitale et que nous n'arrivions pas à temps pour partager cette gloire avec eux. Mais nous allons comme la foudre et j'espère qu'aucun libérateur ne sera avant nous à Caracas [2] ».

Si renforcé que se trouvât Bolivar par les recrutements opérés au cours de sa route, les obstacles qui lui restaient à surmonter étaient rien moins que négligeables : le capitaine Oberto avec les mille réguliers de la garnison de Barquisemeto et le colonel D. Julian Izquierdo derrière les remparts de San Carlos où se trouvaient réunis 1.200 hommes des meilleures troupes espagnoles, barraient, à l'est et à l'ouest, la route de la capitale. En admettant même

1. Né à Asunción, capitale de l'île Marguerite en 1770. Gouverneur militaire de Caracas en 1814, il y présida à l'exécution de 800 prisonniers espagnols. Il fit ensuite la campagne d'orient, se réfugia à l'île Marguerite après la chute de la seconde république vénézuélienne. En 1817 et 1818, Arismendi combattit en Guyane, dirigea la campagne de Rio Hacha en 1821 et se distingua aux combats du Cármen, de Riofrio et de la Ciénaga en 1823. Il réunit en 1828 la Junte de Caracas qui, le 23 et le 26 novembre, déclara le Vénézuéla séparé de la Nouvelle-Grenade.

2. Lettre à Camilo Tórres. San Carlos, 25 juillet 1813. LARRAZABAL, p. 188.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qu'il lui fût possible de les déloger, Bolivar trouverait encore à Valencia, Monteverde, impatient de prendre sa revanche de Maturín. Le capitaine général était entouré de sept à huit cents soldats d'élite et d'un redoutable état-major de moines qui s'employait ardemment à entretenir parmi les populations de la région de Valencia l'hostilité qui avait été si fatale à la première république vénézuélienne.

Bolivar pressent cependant sa victoire. Il laisse à Barinas le français Santinelli, auquel il confie le commandement des forces destinées à défendre la ville contre une attaque éventuelle de Yáñez et partage son armée en trois corps. Rivas avec l'avant-garde prend le chemin escarpé de Tocuyo afin de surprendre Oberto à Barquiseméto. Urdaneta se porte sur Araure au pied du versant occidental de la cordillère où Bolivar se dirige lui-même par Guanáre. Girardot enfin reçoit l'ordre de quitter Nútrias, non sans y avoir installé une garnison suffisante, de venir se mettre à Barinas à la tête de l'arrière-garde et de rejoindre l'armée qui se trouvera concentrée devant San Carlos.

On a pu critiquer ce plan dont l'exécution eût été certes singulièrement contrariée pour peu que les Espagnols se fussent avisés de tomber avec toutes leurs forces soit sur Rivas, séparé par la cordillère du reste de l'armée, soit sur Urdaneta dont les effectifs étaient très faibles et que les divisions de Bolivar et Girardot ne pouvaient atteindre ensemble.

Mais en adoptant le dessein téméraire que la victoire devait au reste couronner, Bolivar comptait sur la rapidité, l'élan de ses troupes et la valeur de ses officiers avec laquelle contrastait l'impéritie notoire des commandants espagnols. Anciens officiers de marine pour la plupart, les conditions de cette guerre d'embuscades, de ruses et de poursuites effrénées les avaient démoralisés. Le chef de l'expédition libératrice savait aussi qu'on était persuadé partout de l'irrésistible supériorité de ses troupes. Les Espagnols en évaluaient à ce moment l'effectif à 17.000 hommes. Monteverde, batailleur intrépide, mais dénué de connaissances mili-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

taires, tiendrait en outre à conserver la direction d'ensemble des mouvements de son armée. Sa présence à Valencia pourvu que les populations ne se laissassent pas gagner trop complaisamment à la propagande royaliste, était à cet égard et dans une certaine mesure, rassurante. Le commandant de Barquiseméto, ou tout au moins celui de San Carlos, n'étaient autorisés à prendre aucune initiative sans en référer au capitaine général et celui-ci ne pourrait manquer d'entraîner ses lieutenants à des fautes irréparables. Bolivar, enfin et surtout, se confiait en son destin.

Ses prévisions se réalisèrent. Rivas, le 23 juillet au matin, dans la plaine de Los Horcónes,à quelque distance du bourg de Tocuyo qu'il venait de quitter, surprit la division de Barquiseméto. Les 400 républicains trouvaient devant eux un nombre double d'ennemis. Mais ils les chargèrent avec tant de vigueur que les Espagnols durent abandonner le champ de bataille, après avoir éprouvé d'énormes pertes. Le combat se prolongea plusieurs heures. Il s'acheva par un massacre dans lequel périrent tous ceux des soldats d'Oberto qui n'avaient point eu le temps d'assurer leur salut par la fuite. L'artillerie, les équipages, les drapeaux et le trésor de la division de Barquiseméto tombèrent au pouvoir des républicains.

Urdaneta, Bolivar et Girardot étaient arrivés cependant du 25 au 27 juillet à une demi-journée de marche de San Carlos. Rivas les rejoignit le 28, prêt, malgré ses fatigues, à prendre part à l'assaut des retranchements du colonel Izquierdo. Mais San Carlos venait d'être évacué. Monteverde, en apprenant la défaite d'Oberto, avait prescrit au colonel Izquierdo de se replier au nord sur Tinaquillo. Izquierdo n'avait pas osé désobéir. Il savait du reste combien il importait d'empêcher Bolivar de se rendre maître du plateau dont Tinaquillo forme au sud le contrefort le plus avancé. C'est un centre stratégique de premier ordre. On y commande les deux vallées les plus populeuses du Vénézuéla, la capitale et les approches de ses deux

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

grands ports [1]. Les forces combinées de la division de San Carlos et de celle de Valencia pourraient y opposer aux républicains une barrière infranchissable.

Izquierdo toutefois n'était pas plus tôt rentré dans Tinaquillo qu'il y trouvait l'ordre de rétrograder vers San Carlos et d'y reprendre ses positions. Monteverde réclamait au surplus du renfort. L'ineptie de cette tactique n'échappa point à Izquierdo. Il chargea l'officier qu'il envoyait à Monteverde avec le détachement demandé, de représenter au capitaine général tous les dangers auxquels allaient se trouver exposées les divisions isolées de l'armée royaliste et il attendit de nouvelles instructions à Tinaquillo.

Pendant ce temps les troupes républicaines s'étaient mises en marche : elles arrivaient le 30 juillet au soir au village de Las Pálmas à six lieues du camp ennemi. Le lendemain, dès le point du jour, Bolivar se remettait en route, espérant surprendre les royalistes. Ceux-ci cependant avaient été prévenus. Izquierdo fut très étonné d'apprendre que Bolivar songeait à l'attaquer avec un peu moins de 1.800 hommes. Il n'en avait lui-même qu'un millier, mais l'artillerie dont il disposait était beaucoup plus nombreuse que celle de son adversaire : il résolut de se porter à sa rencontre.

Vers quatre heures après-midi, les éclaireurs de l'armée républicaine apercevaient les royalistes rangés en bataille dans la plaine dite de Taguánes. Bolivar donne immédiatement à ses fantassins l'ordre d'attaque. Sous le feu des canons ennemis les républicains se ruent à la baïonnette pendant que la cavalerie des llaneros cherche à prendre les royalistes à revers. La fureur des assaillants, leur mépris de la mort sont tels que les colonnes serrées d'Izquierdo se voient bientôt réduites à battre en retraite. Elles soutiennent néanmoins avec bravoure l'attaque vingt fois renouvelée de l'infanterie républicaine. Les llaneros, décimés par l'artillerie, ne parviennent pas à tourner les Espagnols ;

1. V. Élisée Reclus, *Nouvelle Géographie Universelle*, t. XVIII, p. 170.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ceux-ci se rapprochent peu à peu des pentes touffues d'une colline voisine : s'ils y prennent position, c'est le salut. Les voici à la lisière du bois. Déjà la cavalerie royaliste entoure le pied de la colline sur les flancs de laquelle l'infanterie s'échelonne à l'abri des arbres.

Tout à coup les llaneros se rassemblent et fondent avec une impétuosité terrible sur les cavaliers ennemis. Ils les dispersent, les mettent en fuite vers la plaine où les républicains les fusillent à loisir... Sur un ordre de Bolivar, les llaneros alors prennent chacun en croupe un ou deux fantassins, et pendant que les soldats d'Urdaneta, de Rivas et de Girardot, devenus frénétiques à la voix de leurs chefs, se précipitent à l'assaut de la colline meurtrière, les llaneros, emportés par le galop furieux de leurs montures, tentent de flanc l'escalade de la position ennemie. Izquierdo voit avec angoisse cette étrange et formidable cavalerie, hérissée de fusils, de sabres et de lances, piétiner les broussailles, s'insinuer incompréhensiblement à travers les futaies, arriver jusqu'à mi-côte de la colline. Les cavaliers ont enveloppé la division royaliste et foudroient les Espagnols pris maintenant entre deux feux.

Bientôt c'est un enchevêtrement indicible de chevaux et d'hommes. L'explosion des caissons, la fumée, le crépitement des fusils, le sifflement des balles, les hurlements du massacre, le fracas des arbres brisés semblent les clameurs d'une tempête infernale. Elle ne s'apaisa que vers le milieu de la nuit : deux cents républicains et sept cents royalistes jonchaient le champ de bataille, les blessés furent achevés à coups de lance. Izquierdo, grièvement atteint, enlevé par deux de ses aides de camp qui le transportèrent, jusqu'à San Carlos, y mourut deux jours plus tard[1].

La victoire de Taguánes ouvrait à Bolivar la route de Caracas et terminait la campagne. En apprenant, le 1er août au matin, la destruction de la division d'Izquierdo, Monteverde jugeait, en effet, la partie perdue. Il

1. D'après les récits comparés de Restrepo, Montenegro, Baralt y Diaz, Torrente, etc., etc...

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

s'était porté, la veille au soir, avec 300 hommes, au secours de son premier lieutenant, mais, informé en cours de route, du tour que prenait le combat, il rebroussa précipitamment chemin et fut s'enfermer dans Puerto-Cabello. Bolivar occupa donc Valencia sans résistance. Le 4 août il trouvait à La Victoria les envoyés de Don Miguel Fierro, gouverneur intérimaire de Caracas, qui lui proposaient une capitulation.

Fierro, sur lequel Monteverde s'était déchargé de ses responsabilités, avait habilement choisi les membres de la délégation[1]. Les anciens bienfaiteurs de Bolivar, le marquis de Casa Léon et D. Francisco Iturbe en faisaient partie[2]. Bolivar les accueillit avec tendresse et ratifia sans objection les clauses du traité dont ils étaient porteurs. Moyennant la reddition de toutes les places de la province, il s'engageait à respecter les personnes et les propriétés, concédait un délai d'un mois à tous ceux qui voudraient quitter le Vénézuéla, accordait aux troupes espagnoles le droit d'évacuer leurs garnisons avec armes et bagages, laissait aux officiers leur épée[3] : « Vous pourrez constater, écrivait-il à D. Miguel Fierro[4], que les nobles Américains savent pratiquer le pardon des injures et entendent user de la modération la plus absolue à l'égard d'adversaires qui n'ont point hésité à violer le droit des gens et à fouler aux pieds les engagements les plus sacrés. »

Le gouverneur de Caracas, non plus que Monteverde, ne songeait pourtant à sanctionner cette capitulation. Les traités que les Espagnols se trouvaient obligés de solliciter des créoles ou les promesses que les circonstances les amenaient à leur offrir, continuaient à n'avoir à leurs yeux d'autre valeur que celle de moyens de guerre imposés par les événements. Pour les autorités coloniales les Américains insurgés restaient toujours des traîtres et la pensée ne pouvait venir aux re-

1. V. Heredia, *op. cit.*, p. 155.
2. Ainsi que Felipe-Fermin Paúl, Vicente Galguerra et le prêtre Marcos Rivas.
3. Capitulation de La Victoria, 4 août 1813. **D.**, IV, 859.
4. Dépêche du 4 août 1813 à S. E. le Gouverneur de Caracas. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

présentants du roi de négocier loyalement avec des rebelles.

Si Bolivar avait pu conserver à cet égard quelque illusion, la conduite dont témoignaient en ce moment les Espagnols de Caracas ne devait pas tarder à le désabuser. Lorsque les délégués du gouverneur arrivèrent dans la capitale afin de rendre compte de leur mission, ils constatèrent que D. Miguel Fierro et tous les membres du gouvernement avaient quitté la ville. Ceux-ci n'attendaient de leurs ennemis que des représailles et ne concevaient pas pouvoir être traités par eux d'autre sorte qu'ils ne les eussent eux-mêmes traités. La plus folle terreur s'était emparée de toute la population espagnole : « Il faudrait — raconte un témoin [1] — avoir éprouvé les angoisses dont nous fûmes alors abreuvés, pour imaginer l'affolement et l'horreur de ces heures désastreuses. Les enfants insensibles au sort de leurs parents, ceux-ci oubliant leur progéniture, les époux ne s'inquiétant plus l'un de l'autre, songeaient uniquement à échapper à une mort qui leur paraissait certaine... »

Chacun fuyait. Le chemin du port était couvert de malheureux escaladant, épuisés de fatigue, sous les rayons brûlants du soleil, les pentes abruptes de la montagne. A La Guayra, la foule se précipita dans les embarcations que le poids et la houle firent chavirer en grand nombre. Les navires prirent la mer n'emportant qu'une partie des fugitifs.

Il en resta sur la plage près d'un millier parmi lesquels 400 soldats de la garnison de Caracas dont le gouverneur s'était fait escorter et qu'il avait abandonnés ensuite, faute de pouvoir les embarquer à bord de son bâtiment. Fierro rejoignit Monteverde à Puerto-Cabello mais ses soldats se voyant, quelques jours plus tard, sur le point d'être massacrés par les habitants, se rendirent aux troupes républicaines venues sur ces entrefaites prendre possession de la place. Ils allèrent,

1. José de Costa y Galli, Conseiller à l'Audience de Caracas, cité par Heredia, *op. cit.*, p. 152.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

par la suite, ainsi que les fugitifs demeurés sans secours à La Guayra, remplacer dans les prisons de la forteresse et de Caracas, les patriotes que la fin du régime de Monteverde en faisait sortir. Bolivar ne s'opposa pas, ainsi que nous le verrons, à cette mesure, espérant que l'offre de ces prisonniers déterminerait le capitaine général à ratifier la capitulation.

En attendant, Bolivar s'était mis en route pour la capitale. Sa marche de La Victoria à Caracas s'effectua durant les journées du 5 et du 6 août, au milieu des acclamations de la joie la plus vive. L'entrée dans Caracas allait être pour le général victorieux une journée de bonheur et de gloire inoubliable.

Il pouvait à bon droit s'enorgueillir de la brillante campagne qui s'achevait. Par la sûreté de ses prévisions et de ses calculs, par ce don d'intuition supérieure et cette faculté « d'apprendre en agissant dans la politique comme dans la guerre » qui distinguent les grands capitaines et les grands hommes d'État [1], par son inlassable persévérance, sa fougueuse énergie, qualités qu'il avait su rendre communes à ses officiers et à ses soldats, par son habileté à tirer sur-le-champ parti du fruit de ses victoires, par le prestige irrésistible enfin qu'il exerçait sur l'ennemi, Bolivar s'était élevé du premier coup à la taille des hommes de guerre les plus célèbres de tous les temps. « Les connaisseurs placent les résultats de cette campagne — écrit le seul historien européen qui en ait fait mention [2] — à côté des exploits militaires les plus hardis dont l'Europe était alors le théâtre ; campagne pendant laquelle, et pour nous servir de l'échelle en miniature qu'il faut appliquer à toutes ces guerres en Amérique, l'armée des patriotes avait franchi en trois mois deux cent cinquante lieues depuis Cúcuta jusqu'à Caracas et livré six batailles rangées et un grand nombre de combats importants. »

Les « six batailles rangées » n'étaient, à vrai dire,

1. Albert Sorel.
2. Gervinus, *op. cit.*, t. VI, p. 256.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

que six grands combats, mais ils valaient vingt batailles. Douze cents kilomètres de route parcourus à travers deux chaines de montagne et des régions défendues par d'inconcevables obstacles; cinq divisions atteignant un effectif de près de six mille combattants, anéanties, dispersées, ou forcées à se rendre avec leurs drapeaux, leurs armes et leur artillerie; l'occident du Vénézuéla délivré de la cordillère à la mer, tout cela en 90 jours et avec 650 hommes. Jamais avec moins on ne fit davantage et en si peu de temps [1].

Le 6 août, vers le milieu de l'après-midi, l'armée libératrice franchissait les bords fleuris du Guaïre, et Bolivar pénétrait enfin dans sa ville natale. Il avait souhaité — sans oser l'espérer peut-être — que le triomphe préparé atteignît la grandeur de son rêve et fût comme le premier fleuron de cette couronne prodigieuse qui consacrerait un jour l'œuvre déjà vivante en sa pensée. La reconnaissance de ses compatriotes sut improviser une cérémonie à la fois somptueuse et touchante qui dépassa les aspirations de l'Affranchisseur.

Le jeune général, en grand uniforme, à cheval et tenant à la main le bâton semé d'étoiles d'or du commandement, s'était avancé à la tête de ses troupes vers l'arc de feuillage et de fleurs élevé à l'entrée de la ville. Une multitude frémissante l'y attendait, rangée sur chacun des côtés de la longue avenue qui conduit à la grand'place. Accrochés aux grillages des fenêtres, pressés sur les balcons et les toitures en terrasse, les spectateurs saluaient d'une immense acclamation. L'artillerie, les cloches, les fanfares se mêlaient aux vivats qui montaient dans l'air léger, où s'éployaient çà et là les oriflammes.

Un groupe des notables de la ville entoure Bolivar, le force à descendre de cheval, le pousse sur un char construit à la ressemblance de ceux qui servaient aux triomphateurs de Rome. Douze jeunes filles appartenant à la noblesse de Caracas, jolies et parées à ravir, se

1. V. Mitre, *Historia de San Martin*, etc., *op. cit.*, t. III, ch. XXXVIII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sont attelées à ce char, où Bolivar debout, nu-tête, attendri, resplendissant de jeunesse et de gloire, se laisse emmener par les rues jonchées de lauriers.

Les officiers grenadins suivaient acclamés à leur tour, incapables de dominer l'émotion qui les grise. Les drapeaux enlevés à l'ennemi apparaissent ensuite, portés haut par les soldats qui, depuis Carthagène ou Mompóx, ont conquis le droit d'appartenir à la légion d'élite dont leur général décrétera demain l'institution. Puis défilent les troupes : elles ont quelques mois, quelques semaines, quelques jours à peine de services, mais elles personnifient tant de travaux et tant d'espoirs qu'en dépit de leurs uniformes dépenaillés ou misérables, de leurs pieds nus et de leurs blessures, elles marchent avec la fierté superbe et l'assurance de vétérans chevronnés.

Les jeunes gens contemplent le cortège en un sentiment de généreuse envie, les vieillards versent des larmes d'allégresse, les femmes, souriantes, battent des mains. On avait ouvert les prisons, et les victimes de Monteverde, avec leur figure pâle au milieu de cette foule joyeuse, avaient l'air de spectres qu'on aurait arrachés du tombeau[1]. C'était un contraste de plus à cette fête dont le spectacle prestigieux saisissait tous les cœurs. Bolivar en éprouva profondément l'exaltation charmante, annonciatrice des victoires futures. Mais il percevait, en même temps, combien ces cris d'amour, ces ovations, cet enthousiasme étaient encore superficiels, éphémères et fragiles. Les regards que son esprit portait vers l'avenir lui découvraient un horizon tout assombri de menaçants orages.

III

Des dangers immédiats se faisaient d'ailleurs pressentir. C'était, dans la région de Coro et dans celle

1. V. Ducoudray-Holstein, *Histoire de Bolivar*. Paris, 1831, t. I, ch. VIII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de Maracaïbo, le foyer de la contre-révolution plus ardemment entretenu que jamais par l'émigration des Espagnols du Vénézuéla et de la Nouvelle-Grenade et la concentration des débris des divisions royalistes dispersées au cours de la récente campagne. C'était, à Puerto-Cabello, Monteverde, à qui des secours allaient être assurément envoyés des Antilles espagnoles, Monteverde, qu'entouraient les partisans les plus résolus de la réaction, qui s'employait, avec une activité fiévreuse, à perfectionner ses moyens de défense et se disposait même à reprendre l'offensive dès que ses forces le lui permettraient. Dans les provinces orientales enfin, une situation qui semblait encore plus redoutable.

Enhardis par leur succès sur Monteverde, Piar et Bermúdez s'étaient, à la fin de juin, rapprochés de Cumana, dans l'intention de réunir leurs efforts à ceux de Mariño, qui, l'on s'en souvient, assiégeait depuis un mois cette importante capitale provinciale. Le gouverneur Antoñanzas s'y trouvait fortement retranché. Il disposait d'une garnison de près d'un millier d'hommes et de quarante pièces de canon; huit bâtiments de guerre croisaient sur la côte, assurant le ravitaillement de la place et tenant en respect les quelques pirogues, médiocrement armées, que les patriotes de l'île Marguerite avaient envoyées à Mariño.

Tout paraissait donc s'opposer au succès des républicains, mais les choses ne tardèrent pas à changer de face. Dès la seconde quinzaine de juillet, trois goélettes et plusieurs chaloupes-canonnières, commandées par un aventurier italien, Giuseppe Bianchi, vinrent renforcer la flottille républicaine. A ce moment, les troupes de Piar et de Bermúdez, après avoir battu les détachements royalistes postés sur leur route, parvenaient elles-mêmes au quartier général de Mariño. Celui-ci fut alors en mesure d'activer ces opérations. Il resserra la ligne du siège, consolida ses ouvrages et, le 31 juillet, menaça le gouverneur d'une attaque générale s'il ne rendait les forts dans les vingt-quatre heures.

La flottille républicaine tenait à présent la côte presque

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

en état de blocus. Les vivres commençaient à manquer à Cumana, le découragement s'était emparé de la garnison. Bolivar, assurait-on, était aux portes de Caracas. Antoñanzas s'estima perdu et ne songea plus qu'à se mettre personnellement en sûreté. Il fit croire à ses officiers qu'il allait demander du secours aux Antilles et s'embarqua sur l'un des bricks espagnols, espérant échapper à la surveillance de Bianchi. Cependant les officiers royalistes s'aperçurent que leur chef les abandonnait, firent enclouer les canons, noyèrent les poudres, détruisirent les armes de rechange que contenait l'arsenal et s'embarquèrent à leur tour, avec une partie de leurs hommes, sur les bâtiments disponibles.

Le 2 août, à 4 heures du matin, ces navires parvinrent à prendre la mer. Mais Mariño entrait dans Cumana. Ses canonniers ayant désencloué l'une des pièces de siège, ouvraient le feu sur les bâtiments espagnols, pendant que Bianchi leur donnait la chasse, les rejoignait, en enlevait cinq à l'abordage et les ramenait dans le port avec deux cents prisonniers. Le navire qui portait Antoñanzas put, malgré ses avaries, gagner le large et se réfugier à Curaçao. Antoñanzas n'y survécut toutefois que peu de jours aux blessures qu'il avait reçues durant le combat. Les prisonniers de Bianchi furent, pour la plupart, massacrés sur la plage même de Cumana.

L'occupation de la place allait être pour Mariño le prélude d'une série de succès qui le rendirent, en moins de vingt jours, maître de toute la province L'ancien capitaine général de Cuba, D. Juan Manuel de Cajigal, que la Régence avait envoyé récemment comme adjoint à Monteverde, était parti avec des renforts pour Barcelóna. Il y fut vigoureusement attaqué par Piar et évacua ce dernier rempart royaliste, le 19 août. Bolivar était alors à Caracas et Cajigal se persuadait de l'inutilité de prolonger la résistance contre des forces notoirement supérieures et des populations de plus en plus gagnées à la cause révolutionnaire. La désertion avait d'autre part réduit les troupes royalistes à une poignée d'hommes démoralisés. Cajigal se re-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tira vers la Guyane demeurée soumise aux Espagnols.

Il emmenait avec lui quelques officiers, parmi lesquels José Bóves et Francisco Morales, qui allaient bientôt s'acquérir un renom terrible d'efficace et féroce activité. Parvenue au seuil des plaines de l'Orénoque, la petite expédition se divisa en deux groupes: l'un, d'une cinquantaine d'hommes, avec Cajigal, poursuivit sa route vers Angostura ; l'autre, comprenant cent cavaliers environ, campa sur les rives du fleuve. Bóves et Morales en avaient pris le commandement: ils se firent délivrer par Cajigal toutes les armes et les provisions disponibles et promirent d'organiser des guerrillas afin de reprendre la lutte contre les rebelles.

Nul ne soupçonnait alors la portée de cet engagement. La prise de Barcelóna et la dispersion de Cajigal achevaient, du moins en apparence, l'affranchissement de tout l'orient du Vénézuéla. Mariño, enivré par ses victoires, refusa de se concerter avec Bolivar sur les moyens d'en utiliser les résultats au profit supérieur de la république et n'eut plus d'autre pensée que celle de son intérêt personnel. Les patriotes de Cumana et de Barcelóna se laissèrent aisément persuader par Mariño. Ils l'investirent des pouvoirs extraordinaires qu'il déclarait être nécessaires à l'établissement définitif de l'indépendance de ces provinces. Puis ils le proclamèrent « Chef suprême et Dictateur de l'orient du Vénézuéla », avec Piar pour premier lieutenant. Le vainqueur de Cumana ne voulait pas différer de cueillir les fruits de sa conquête et les lauriers de Bolivar lui étaient insupportables.

De tous les périls qui menaçaient la jeune gloire de Bolivar et grevaient d'incertitudes la réalisation de son œuvre, cette conduite de Mariño devenait le plus angoissant. Les atermoiements, les déconvenues occasionnés naguères par la dissidence de Castillo allaient infailliblement se reproduire, mais avec des variantes que la fragilité de l'édifice à peine relevé de la république et le prestige d'un chef de grande envergure, revêtaient cette fois d'une exceptionnelle gravité. Dans les circonstances critiques où l'organisation d'un gouverne-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ment nouveau et d'une armée capable d'en assurer le fonctionnement et l'existence même, s'imposait aux anxiétés de l'Affranchisseur, c'était un précédent néfaste que créait ce dictateur inattendu, se posant, dès le principe, en concurrent, voire même en adversaire de celui que les événements allaient par ailleurs élever à la magistrature suprême de tout le reste du pays.

Aussi bien, les compagnons de Bolivar n'étaient-ils que trop voués, d'instincts et d'origine, à la manie de l'insubordination. Elle sévissait depuis le début de la Révolution et des guerres de l'Indépendance et nous la retrouverons contrariant sans cesse les projets du Libérateur, les viciant plus d'une fois, les renversant toujours. Castillo, que l'espoir de la vengeance hantait à présent, n'avait pas été le seul, au cours de la campagne du Vénézuéla, à personnifier ces déplorables tendances. Les rapports de Bolivar au président de l'Union mentionnent à chaque page les préoccupations que causaient au général les incartades des ses officiers les mieux doués. Francisco de Paula Santander[1] par exemple, dont il avait dû se séparer en lui confiant le commandement du détachement chargé de veiller, après le départ des troupes, à la sécurité des vallées de Cúcuta et en qui l'avenir ménageait au Libertador le plus dangereux et le plus inexorable ennemi.

Antonio Briceño avait encore été pour Bolivar le sujet de déboires et de perplexités continuelles. Député au premier Congrès vénézuélien, jurisconsulte distingué, Briceño était venu, après l'entrée de Monteverde à Caracas, se réfugier dans Carthagène. Les persécutions que sa famille avait souffertes, la perte de sa fortune et de ses biens exaspérèrent Briceño, citoyen d'allures jusqu'à ce moment paisibles. Animé d'une haine fanatique contre les Espagnols, il jurait de se consacrer à leur extermination, organisait un petit corps

1. Né à Cúcuta en 1792, mort à Santa-Fé de Bogotá le 6 mai 1840, vice-président de Colombie de 1821 à 1828. Impliqué dans la conspiration du 25 septembre 1828 contre le Libertador, il fut quelque temps détenu à Puerto-Cabello et reparut en 1831 sur la scène politique. Il a été président de la République de Nouvelle-Grenade de 1832 à 1839.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de volontaires et courait rejoindre Bolivar à Cúcuta.

Il prétendait cependant n'agir qu'à son compte et les avances persuasives du général des troupes grenadines pour s'attacher ces recrues inespérées ne convainquirent qu'à moitié Briceño. Huit jours après son arrivée au quartier général, il partait à la tête de ses hommes et d'une cinquantaine de soldats qu'il avait forcés à les suivre et pénétrait dans la province de Barinas. Bolivar fut vite informé des étranges conceptions militaires de cet « officier improvisé et véritablement atteint de démence », ainsi le qualifiait-il, qui s'était paré du titre de « commandant en chef de la cavalerie du Vénézuéla » et qui, sans mandat, sans munitions et presque sans armes, marchait à sa propre ruine en massacrant sur son passage les villageois isolés [1]. Briceño tombait bientôt dans une embuscade que lui avait préparée le colonel espagnol José Yañez, aux environs de Guadualito. Il y faisait tuer les trois quarts de ses compagnons et, conduit à Barinas, était fusillé lui-même par ordre du colonel Tízcar.

L'équipée avait été fort préjudiciable aux intérêts de la cause libérale et les doléances de Bolivar se trouvaient pleinement justifiées. Briceño lui avait enlevé des hommes dont la désertion, en des heures aussi décisives que celles de la préparation de la campagne du Vénézuéla, risquait de tout compromettre. Les crimes inutiles commis par « ce parti d'imprudents et de forcenés entraînés à la désobéissance [2] », jetaient en outre un discrédit fâcheux sur les patriotes, appelaient d'inévitables représailles et contribuaient à accréditer des pratiques odieuses de cruauté et d'anarchie parmi les représentants les plus qualifiés de l'Indépendance.

En tant que protagoniste de l'idée républicaine, l'élément militaire s'était, en effet, depuis que la révolution était entrée dans sa phase active, substitué à l'élément intellectuel. Mais, tout en faisant dans leurs proclamations un usage aussi fréquent du mot de *patrie*

1. Rapports de Bolivar au président de l'Union. Cúcuta, 9 mai 1813. Mérida, 30 mai 1813. **D.**, IV, 810, 832, etc.
2. *Id.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

que les membres des juntes et des congrès l'avaient fait dans leurs discours, les *caudillos* possédaient plus imparfaitement encore la notion saine et complète de l'idéal qu'ils préconisaient. De la conception du patriotisme les Américains n'avaient pu se familiariser jusqu'alors qu'avec l'un des principes, le plus essentiel il est vrai, l'attachement au sol natal. Le culte des grands hommes et des grands souvenirs, sommets radieux où doit, à l'occasion, se référer la fierté nationale, enfin le sentiment de la solidarité, demeuraient étrangers non seulement à la masse du peuple mais à ceux qui, dans les circonstances présentes, en étaient devenus les véritables mandataires. Leurs querelles et leur dissidences étaient à cet égard instructives et Bolivar y découvrit le motif d'une entreprise nouvelle : il allait s'instituer auprès de ses compatriotes l'éducateur du patriotisme.

Une terre, une race, une langue, une religion communes ne suffisent pas à créer « cette conscience morale qui s'appelle une patrie[1] ». Il y faut en plus une histoire. Bolivar en écrira les plus féconds et les plus glorieux chapitres. La condition indispensable à la réalisation, à la viabilité de ce nouvel ouvrage, c'est, toutefois, de faire de ces chefs, de ces soldats, en l'âme inquiète desquels se sont, pour ainsi dire, réfugiés les éléments générateurs de la patrie future, des collaborateurs conscients et disciplinés. Ils devront se pénétrer de la nécessité d'un dévouement altruiste; il faut que la pensée seule d'avoir agi, souffert pour le bien de tous les anime et leur serve de récompense, il faut enfin que la masse s'assimile à son tour ces notions généreuses et devienne digne de l'héritage que ses libérateurs lui préparent. Nous verrons avec quelle science et quelle sincérité magnifiques Bolivar s'adaptera désormais à ce rôle d'éducateur et comment, en ses initiatives, ses gestes et ses paroles, la leçon s'est vivifiée.

1. Renan, *Discours et Conférences. Qu'est-ce qu'une Patrie?* (Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882.)

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Des proclamations retentissantes vont tout d'abord exalter les prouesses de l'armée dont Bolivar attend de nouveaux sacrifices et de nouveaux efforts : « Vous voici désormais affranchis — déclare le Libérateur à ses compatriotes[1] — des calamités physiques et politiques qui vous avaient effacés de la scène du monde. Ceux d'entre vos concitoyens que l'écroulement des édifices ou la formation soudaine des affreuses tanières ménagées par la nature avaient épargnés, gémissaient dans les cachots, privés de la lumière du ciel et du secours de leurs semblables.... Les persécutions devenaient terribles. C'est alors qu'une armée, à laquelle les invincibles Grenadins, vos frères, ont tenu à se joindre, une légion de bienfaiteurs est apparue. Partie des bords du Magdaléna la voici parvenue dans les vallées fleuries d'Aragua... Victorieuse toujours, elle a franchi les rivières torrentueuses de Zúlia, Táchira, Boconó, Maspárro, la Portuguésa, Morador et Acarígua; elle a passé les défilés neigeux de Mucuchies, Boconó et Niquitáo, traversé les déserts et les montagnes d'Ocaña, de Mérida et de Trujíllo, livré six batailles rangées... et mis en déroute cinq armées dont les dix mille combattants dévastaient les belles provinces de Sainte-Marthe, Pamplóna, Mérida, Trujillo, Barinas et Caracas ! »

Le régent de l'Audience, Heredia, contemporain de ces événements, et dont nous avons souvent invoqué le témoignage presque toujours impartial, reproduit dans ses *Mémoires*[2], le texte de « cette pompeuse proclamation, dans laquelle — observe-t il — il n'y a de réels que les termes géographiques et le fait qu'à vrai dire la marche des insurgés fut très rapide... Ce n'est pas nous qui étions les auteurs de la fameuse catastrophe de mars à laquelle fait allusion Bolivar. Il devrait s'en prendre plutôt à celui qui *respicit terram et facit eam tremere* et ce n'est point non plus à la venue de Bolivar et de sa troupe de fauves qu'il convient d'attribuer la cessation du tremblement de terre.... Pour le reste, les travaux

1. Proclamation du 8 août 1813. **D.**, IV, 849.
2. *Op. cit.*, p. 163.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de l'Audience avaient déjà commencé à mettre bon ordre aux « calamités » qui n'étaient, somme toute, que le résultat de l'imprudente révolution et de toutes les sottises que commettaient ses auteurs... Quant aux « batailles rangées » il n'y en eut jamais. Tout s'était borné à des combats et à des escarmouches mettant en présence tout au plus cinq à six cents hommes aguerris; les « armées » n'étaient que des assemblages tumultueux de gens sans discipline et le nombre total des « combattants » n'excédait pas la moitié de celui que l'on veut bien indiquer ».

La verve malicieuse d'Heredia aurait beau jeu, sans doute, à s'exercer de la sorte aux dépens de Bolivar si celui-ci n'avait été le premier à discerner dans ses discours la part qu'il donnait aux réalités, de celle qu'il faisait à l'imagination. Soumis à l'idéal de son époque et d'ailleurs entraîné par son tempérament romantique, Bolivar était nécessairement porté au style déclamatoire, mais ici c'était à dessein qu'il employait si complaisamment l'hyperbole. En exagérant les titres de ses soldats à la reconnaissance de la nation vénézuélienne, il savait devoir leur inspirer ce sentiment que le sort du pays rendu à la liberté dépendait à présent d'eux seuls. Il ennoblissait en même temps la nature des exploits de ses compagnons d'armes pour les exciter à en accomplir de plus méritoires. Il voulait enfin que le peuple ne prisât rien au delà des vertus militaires; l'idéal de chacun serait alors de concourir au salut de la patrie en s'enrôlant parmi ceux à qui Bolivar encore décernait le titre glorieux de « défenseurs du sol natal ».

Les premiers moments consacrés à la joie de la victoire, il avait fallu procéder à l'établissement du nouveau gouvernement et Bolivar annonçait, le 13 août, dans une seconde proclamation[1] que « l'armée libératrice n'était pas venue seulement pour venger la dignité américaine injustement outragée, mais afin aussi de rétablir les institutions républicaines ». Une assemblée

1. Proclamation du 13 août 1813 aux Vénézuéliens. **D**. IV, 853.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de notables, solennellement convoquée, discutera et décrétera la forme de gouvernement qui paraîtra la mieux adaptable à l'état du pays. « En ce qui me concerne, ajoutait Bolivar, je désire n'accepter d'autre autorité que celle de conduire nos soldats qui sont prêts à s'exposer à tous les périls pour sauvegarder l'existence de la patrie[1]. »

Tous les soins du jeune général semblent, du reste, se concentrer à ce moment sur l'organisation, l'équipement, l'amélioration matérielle et morale de l'armée. Il dessine lui-même les uniformes qu'il lui destine et qu'un prochain décret va spécifier[2]. Il passe des revues, entouré d'une imposante escorte, rêvant peut-être déjà d'une garde consulaire, découvrant, du moins, autour de lui, parmi ces soldats dont les progrès l'enchantent, beaucoup d'hommes capables de lui en fournir les éléments. A chacun il sait dire les mots dont le souvenir créera des héros au jour de la bataille.

Bolivar eût souhaité de pouvoir prolonger ces journées de répit si nécessaires et si précieuses à la préparation de la campagne qui s'annonçait. Cependant, les Espagnols se reformaient partout et jusque dans les environs immédiats de Caracas. Dès le 16 août Bolivar, investi temporairement par le gouvernement provisoire du pouvoir civil et militaire, décidait d'attaquer Monteverde à Puerto-Cabello et partait lui-même diriger les opérations du siège. Un emprunt forcé de 120.000 piastres, imposé aux quelques négociants espagnols restés à Caracas, avait permis de pourvoir aux dépenses les plus urgentes. La population avait répondu aux appels du Libérateur. En une seule semaine, un millier de volontaires s'étaient présentés. Il fallait malheureusement laisser une garnison à Caracas et ce fut avec une armée fort diminuée, dont les troupes grenadines constituaient le seul contingent appréciable, que Bolivar se remit en campagne.

A peine atteignait-il Valencia que les événements

1. Proclamation du 13 août 1813 aux Vénézuéliens. **D**. IV, 853.
2. Décret du 17 octobre 1813. **D**., IV, 885.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

l'obligeaient à réduire encore ses effectifs. Les royalistes avaient rallumé la contre-révolution dans les vallées du Tuy à quelques lieues au sud-est de Caracas. José Francisco Montilla dut partir en toute hâte à la tête d'un détachement. Il dispersa tout d'abord, sans grand'peine, les bandes d'esclaves enrôlés par les Espagnols et qui se portaient à sa rencontre. Mais ce succès n'était pas définitif. D'innombrables guerrillas s'organisèrent. Montilla réclama bientôt du secours et, malgré les renforts que lui expédia Bolivar, il ne parvint pas à se rendre maître de l'insurrection. Celle-ci se perpétua d'ailleurs, s'aggrava et finit par devenir pour la capitale un danger redoutable et constant.

En attendant, Bolivar, arrêté de la sorte dans sa marche sur Puerto-Cabello, apprenait, coup sur coup, de fâcheuses nouvelles. Bóves, l'ex-lieutenant de Cajigal, avait recruté dans les llanos un grand nombre de partisans. D'autre part, le curé Torréllas, dont le concours avait été, deux ans plus tôt, si précieux à Monteverde, soulevait à nouveau les villages indiens de la région de Coro, s'adjoignait le cacique Reyes Várgas et s'avançait à l'ouest avec un corps franc d'un millier d'hommes. Bolivar détacha contre ces ennemis inopinés deux divisions comptant chacune six cents soldats, sous le commandement de Tomás Montilla, qui partit vers Calabozo et de Ramón Garcia de Sena [1], qui prit la route de l'occident. Ces chefs avaient pour instructions de se réunir ensuite devant San Fernando de Apure où le colonel Yáñez s'était entouré de forces relativement considérables.

Ces dispositions prises et n'ayant plus avec lui que huit cents hommes, Bolivar résolut de commencer sans retard le siège de Puerto-Cabello. Monteverde pouvait recevoir d'un moment à l'autre des renforts, et l'attaque immédiate semblait être la seule chance de succès qui restât de ce côté aux patriotes. Le 25 août, ils

1. Né à Caracas, prit part à la campagne de Nouvelle-Grenade aux côtés de Bolivar en 1812 puis à l'affranchissement du Vénézuéla en 1813. Il se distingua ensuite dans les grands combats de Bocachica, Arado, Carabobo en 1814 et fut tué à celui de La Puerta.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

se présentaient donc devant la ville et, grâce à la vigueur de la première division grenadine, commandée par Girardot, s'emparaient des redoutes avancées de Las Vigias. Bolivar fit garnir aussitôt ces ouvrages avec les pièces d'artillerie qu'il avait amenées de Valencia, et put, le lendemain, ouvrir le feu sur les bâtiments de l'escadrille royaliste embossés devant la forteresse de San Felipe. L'arrivée fort opportune de trois chaloupes canonnières républicaines, qui vinrent occuper l'embouchure du fleuve San Esteban, à l'ouest de Puerto-Cabello, permit à Bolivar d'inquiéter sans relâche la ville et le fort où s'était réfugiée la garnison.

Pendant ce temps les patriotes continuaient leurs travaux. Il y eut, du 26 au 29, plusieurs escarmouches sans conséquences. Enfin, le 31 août, à 10 heures du soir, Bolivar, ayant fait avancer deux divisions de troupes légères jusqu'au pied des bastions de la ligne de défense, tenta l'attaque générale. Les assiégés parvinrent à la repousser. Les pertes furent de part et d'autre considérables, plus importantes cependant pour les patriotes : ils eurent près de cent hommes et bon nombre d'officiers hors de combat. La garnison qui défendait la redoute du Mirador de Solano abandonna toutefois son poste; les républicains en firent prisonniers la plupart des soldats, ainsi que leur commandant Zuázola, dont les abominables crimes durant la récente campagne des provinces orientales avaient épouvanté ses compatriotes eux-mêmes. Bolivar fit proposer à Monteverde d'échanger Zuázola contre l'un des officiers républicains retenus prisonniers dans Puerto-Cabello. Mais le général espagnol refusa, et Zuázola fut alors pendu devant les murs de la ville.

Bien que très éprouvés par l'insuccès de leur tentative, les patriotes n'eussent demandé qu'à prendre une prompte revanche. Cependant les fièvres causées par la saison des pluies commençaient à sévir. On recevait aussi de mauvaises nouvelles des vallées du Tuy, où Francisco Montilla avait beaucoup à souffrir du soulèvement, des llanos où Bóves venait de mettre en déroute une colonne républicaine à La Coróna, près de

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Santa Maria de Ipire, de la contrée de Barquiseméto, en proie aux ravages des bandes armées de Torréllas et de l'indien Reyes Várgas. Mariño, toujours enfermé dans Cumana avec une armée nombreuse dont l'entrée en action aurait pu sauver la République, se refusait à prêter l'oreille aux prières de Bolivar et celui-ci n'avait plus à compter que sur soi-même pour faire face aux périls grandissants qui, de tous côtés, allaient assaillir le Vénézuéla.

Bolivar prit alors le parti de lever le siège de Puerto-Cabello et de retourner à Valencia, où il lui serait loisible de donner quelque repos à ses troupes, de les augmenter peut-être et de recevoir de Caracas des secours indispensables. Pourtant l'enthousiasme fléchissait, la démoralisation commençait à se faire sentir, et les soldats, hier encore si décidés, en semblaient atteints. Les Grenadins, malgré les misères que leur infligeait l'insalubrité du climat, conservaient leur bonne humeur et leur vaillance, mais on n'en pouvait dire autant des recrues vénézuéliennes, insuffisamment entraînées, harcelées aussi par les incitations décourageantes des émissaires espagnols dissimulés dans les rangs de l'armée. Les leçons de patriotisme n'avaient jamais été plus nécessaires. L'occasion allait, heureusement pour Bolivar, s'en retrouver bientôt.

Il apprit, en rentrant à Valencia, le 18 septembre, que l'expédition confiée à Garcia de Sena avait dispersé et anéanti en partie, aux environs de Barquiseméto, à Cerritos Blancos, le corps d'insurgés commandé par le curé Torréllas. Cette victoire donnait à Bolivar le temps de refaire et de renforcer comme il le souhaitait ses propres troupes et de préparer la reprise des hostilités contre Monteverde.

Le capitaine général avait reçu, sur ces entrefaites, les renforts si impatiemment attendus. Une expédition aux frais de laquelle avaient pourvu les négociants de Cadix, composée de la frégate la *Venganza*, de 40 canons, d'un brick armé et de six transports conduisant 1.200 hommes, sous les ordres du colonel José Miguel Salomón, jetait l'ancre le 16 septembre dans les eaux de

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Puerto-Cabello. Encouragé par la retraite des républicains et certain de venir aisément à bout de Bolivar, Monteverde, ayant laissé dans la place une forte garnison, prit, à la tête de 1.600 hommes, le chemin qui longe la rivière d'Aguas Calientes vers Valencia et s'établit, le 25 septembre, sur les défilés de Las Trinchéras avec le gros de son effectif. Il envoya en même temps 500 hommes occuper à Bárbula l'entrée de la vallée de San Esteban au nord-est de Valencia.

Les patriotes, surpris par ces initiatives inattendues, les attribuèrent tout d'abord à quelque savante manœuvre et se préparèrent courageusement à la défensive. Mais Monteverde avait, en réalité, pris ses dispositions au hasard et sans plan préconçu. Bolivar n'eut garde de négliger l'avantage que l'impéritie de son ennemi lui promettait. Il lança sur les hauteurs de Bárbula les divisions de Girardot et de d'Elhuyar, soutenues par une colonne de réserve aux ordres d'Urdaneta. Les Grenadins, escaladant avec une admirable intrépidité, les pentes escarpées où la fusillade des Espagnols pleuvait en grêle de mort, délogèrent l'ennemi de cette position qu'il croyait imprenable. L'avantage fut toutefois chèrement payé par les patriotes. Leurs pertes étaient considérables. La plus cruelle fut celle de Girardot qui tomba frappé d'une balle au front, à l'instant même où, saluant ses soldats d'un grand cri de victoire, il plantait sur les hauteurs conquises l'étendard glorieux de la légion grenadine (30 septembre).

Le surlendemain au soir, Bolivar, avec toutes ses troupes, se mit en marche vers Las Trinchéras. Les Grenadins brûlaient de venger la mort de leur chef. Ils demandèrent à monter seuls à l'assaut des retranchements de Monteverde. Bolivar y consentit, mais soucieux de provoquer parmi les volontaires de Caracas des sentiments de confraternité et d'émulation, il décida qu'une division de soldats vénézuéliens prendrait part avec la division grenadine à la première attaque de Las Trinchéras. Elle eut lieu dans la matinée du 3 octobre. Le combat ne dura que cinq ou six heures et fut terrible. La consigne était de vaincre ou de

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

mourir. Rien ne put arrêter l'élan des patriotes. Les retranchements furent enlevés à la baïonnette. Un acharnement indicible animait les assaillants et les défenseurs. La moitié des soldats espagnols joncha le champ de bataille. Monteverde, grièvement blessé, rallia les débris de ses troupes et battit en retraite sur Puerto-Cabello. Bolivar envoya d'Elhuyar et les Grenadins à sa poursuite avec ordre de remettre le siège devant la ville dont le colonel Salomón prit alors le commandement.

La mort de Girardot fournit à Bolivar le prétexte, depuis longtemps cherché, de raviver l'ardeur patriotique de ses concitoyens. L'impression à la fois douloureuse et réconfortante que cette mort avait produite parmi les compagnons d'armes du valeureux et bienveillant Girardot, éclairait d'un exemple admirable la théorie soutenue par Bolivar, renouvelée des souvenirs de la Révolution française et d'après laquelle « l'armée n'était autre chose que la patrie elle-même combattant et mourant pour les lois [1] ». L'événement reportait le merveilleux éducateur à ces temps épiques où s'étaient formés les soldats incomparables dont les Français, « ces grands maîtres dans l'art de la guerre », disait-il [2], avaient su façonner l'âme à l'image de la bravoure elle-même. Bolivar évoquait les légions fraternelles de la France de 92, ceux que Michelet surnomme les « héros de la patience », soldats du Rhin, de Sambre-et-Meuse et d'Italie, les « marcheurs terribles », ces Basques dont la Tour d'Auvergne avait fait des « titans »... Le cœur du « grenadier mort au champ d'honneur », porté dans une boîte d'argent à la tête de la première compagnie de la quarante-sixième demi-brigade, opérait des prodiges. On pouvait, les circonstances étant semblables, tenter encore ici l'expérience.

Telle fut l'origine de la décision que prit alors Bolivar, décision qui lui valut les railleries de quelques-uns [3],

1. V. Michelet, *Les Soldats de la Révolution*.
2. Manifeste de Carthagène. V. *suprà*.
3. Le journal *El Español*, que publiait à ce moment à Londres l'écrivain espagnol Blanco-White, d'ailleurs favorable aux intérêts

mais dont les effets ne trahirent point assurément les nobles pensées qui l'inspirèrent. Le cœur de Girardot, enfermé dans une urne d'argent, fut ramené en grande pompe par Bolivar et son état-major à Caracas où des ordres furent envoyés pour une réception solennelle [1]. Elle s'effectua le 13 octobre. Bolivar lui fit donner, sous des apparences théâtrales, un cachet de grandeur captivante et réelle. La municipalité, les corps d'états, les notables, les hauts fonctionnaires, les officiers de la garnison et la population tout entière se portèrent à la rencontre de Bolivar, s'inclinant avec une émotion qui n'était point feinte devant la relique prestigieuse. Les Vénézuéliens communièrent ce jour-là dans une même ferveur de patriotisme : ils franchissaient ainsi une étape importante dans la voie où les engageait leur Libérateur.

De nouvelles acclamations, auxquelles il parut d'autant moins insensible qu'elles étaient le vivant témoignage d'une popularité dont la cause libérale devait surtout bénéficier, saluèrent Bolivar. Les cloches, les canons, les fanfares mêlèrent une fois de plus leurs voix triomphales pour célébrer sa gloire. Une délégation de la municipalité présidée par Cristobal de Mendoza [2], gouverneur de la ville, remit, le lendemain, au général, l'acte que venait de rédiger le cabildo [3] et par lequel « l'assemblée décide de conférer au citoyen Simon Bolivar le surnom de *Libertador* que la Patrie lui décerne comme un hommage de la gratitude nationale envers le plus méritant des enfants du Vénézuéla ».

Bolivar, en acceptant ce titre, qu'il porta depuis lors officiellement et sous lequel il a passé à la postérité, répondit que la récompense qui lui était accordée était

sud-américains, critiqua violemment la conduite de Bolivar en cette circonstance.

1. Décret du 6 octobre 1813. **D.**, IV, 876.

2. Né à Trujillo en 1772, mort à Caracas en 1829. Emigré en Nouvelle-Grenade après la chute de Miranda, il fut nommé par Bolivar gouverneur de Mérida, puis de Caracas en 1813. Il se réfugia aux Antilles anglaises en 1815 et rentra à Caracas en 1821. Il combattit avec ardeur les tendances séparatistes de Paéz en 1826.

3. Acte de la Municipalité de Caracas du 14 octobre 1813. **D.**, IV, 884.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

à ses yeux « plus précieuse que le sceptre de tous les empires du monde, mais le colonel Girardot, le général José Félix Rivas, le brigadier Urdaneta, le commandant d'Elhuyar, le commandant Campo Elias, les officiers et les soldats de mon armée, déclara-t-il, sont les véritables libérateurs de ce pays. C'est à eux bien plus qu'à moi-même que revient l'honneur que vous me faites[1] ».

S'inspirant de cette déclaration généreuse, Bolivar institua quelques jours plus tard, par un décret en date du 22 octobre 1813, l'ordre des *Libertadores de Venezuela*[2] « destiné à récompenser les services militaires de tous ceux qui, par une série ininterrompue de victoires, se sont justement acquis des titres au renom d'affranchisseurs de la Patrie ».

Chacun, désormais, pourrait avoir accès aux distinctions honorifiques, dont, jusqu'à ce moment, tous ceux qui ne faisaient point partie de l'aristocratie espagnole ou créole se trouvaient exclus. C'était un moyen supérieur de vulgarisation des sentiments dont Bolivar avait entrepris la mise en œuvre, le stimulant par excellence du patriotisme. « C'est en éveillant l'héroïsme qui sommeille en tout cœur — dit Carlyle[3] — qu'une religion quelconque peut gagner des adhérents. » Celle de la patrie, plus qu'aucune autre, sans doute. Le Libertador savait quel puissant prestige cette autre *Légion d'Honneur* exercerait sur ses concitoyens ; il prévoyait les miracles qui s'accompliraient sous son égide.

IV

Mariño fut l'un des premiers à recevoir le brevet de l'ordre des Libérateurs que Bolivar s'était empressé de

1. Bolivar à l'Illustre Municipalité de Caracas, 18 octobre 1814. **D.**, IV, 884.

2. **D.**, V, 889. La décoration des *Libertadores* consistait en une étoile à sept rayons, symbolisant, dit le décret, « les sept provinces de la République » ; elle portait au centre l'inscription : *Libertador de Venezuela*, au revers le nom de Bolivar. L'ordre des *Libertadores* fut le premier institué dans le Sud-Amérique. San Martin, O'Higgins créèrent plus tard la *Legion de Merito* et l'*Orden del Sol*.

3. *Les Héros*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

lui faire parvenir avec une lettre fort habile[1] dans laquelle il rendait hommage au mérite « du général en chef de l'armée d'orient ». « Je vous prie, lui disait-il, de porter cette décoration, dont la gloire d'avoir affranchi votre patrie du joug espagnol vous donne le droit de faire le précieux ornement d'une poitrine qui s'est vaillamment exposée sur les champs de la liberté vénézuélienne. Je porte moi-même les insignes du nouvel ordre avec fierté, car tout en me considérant comme le plus infime de ceux qui viennent de s'acquérir des titres à cette distinction, j'ai eu toutefois l'honneur de commander les armées libératrices... dont les efforts et la bravoure ont déterminé le rétablissement de la République... »

Les assurances d'amitié sur lesquelles s'achevait cette lettre, l'esprit conciliant dont elle témoignait, pas plus que les sollicitations verbales dont le messager, chargé de la présenter à Mariño, se faisait auprès de lui l'interprète, n'eurent le don d'émouvoir le dictateur des provinces orientales. Il persistait de plus en plus dans son entêtement irréductible, sans paraître se soucier en rien des conséquences funestes de son attitude. Restreinte aux seuls contingents de Bolivar, la défense républicaine ne pouvait, en effet, opposer une résistance suffisante aux efforts de la contre-révolution. Les royalistes gagnaient chaque jour du terrain et reprenaient avec vigueur l'offensive.

Au sud, Bóves et Morales étaient parvenus à rassembler une véritable armée. Nul n'eût attendu de ces officiers obscurs, que l'on avait cru désemparés dans les llanos, une initiative aussi féconde. Un sûr instinct leur avait cependant apporté la révélation des éléments décisifs que la guerre pourrait tirer de la population de ces régions mal explorées jusqu'alors, et dont on méconnaissait les ressources.

Né à Gijon, dans les Asturies, José Tomas Bóves, de son vrai nom Rodriguez, était, vers 1808, employé

1. Bolivar au Général en Chef de l'Armée d'Orient. Valencia, 4 novembre 1814. O' Leary, *Doc.*, V. XIII, p. 405.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

comme pilotin par les frères Jóves, armateurs espagnols de Puerto-Cabello. Il se livrait à la contrebande et avait été, de ce fait, condamné à huit ans de prison; mais, grâce à l'entremise des Jóves, sa peine fut commuée en un exil à Calabozo. Soucieux de s'y faire oublier, Rodriguez prit le nom de ses protecteurs, en en modifiant l'initiale, et dirigea une petite factorerie. La Révolution, dont il embrassa tout d'abord la cause, fit de lui un chef de partisans dont les débuts ne devaient pas être heureux. Les autorités républicaines l'accusèrent de modération et confisquèrent ses biens. On le jeta dans un cachot, d'où le chef royaliste Antoñánzas le délivra quelque temps après l'arrivée de Monteverde à Caracas.

Bóves, irrité de l'injustice dont il avait souffert, jura dès ce moment une haine mortelle aux patriotes. Cajigal, qu'il accompagna dans l'expédition envoyée contre Mariño et Piar, le promut au grade de capitaine. Nous avons vu comment, après la prise de Barcelóna, Bóves s'était engagé à organiser un corps de troupes aussi nombreux qu'il se pourrait et à combattre les ennemis de l'Espagne.

Son compagnon Francisco Morales était originaire des Canaries. Il avait servi dans les milices coloniales, puis s'était retiré dans un village de la province de Caracas, où il exerça le métier chétif de revendeur. Il eut, comme Bóves, maille à partir avec les républicains, pour lesquels il s'était, lui aussi, déclaré au début de la Révolution, et passa bientôt dans l'armée royaliste. Monteverde le nomma sous-lieutenant d'artillerie et le recommanda à Cajigal.

Bóves et Morales suppléaient à leur insuffisance militaire par une bravoure, une persévérance, une activité dont il y eut peu d'exemples à cette époque où de telles qualités n'étaient pourtant pas rares. Ils se signalèrent plus encore par une cruauté en quelque sorte méthodique chez Bóves, instinctive et déconcertante d'horreur chez Morales.

L'un et l'autre possédaient un don prodigieux d'autorité sur les populations semi-barbares des llanos.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Connus sous la dénomination générale de *llaneros*, les habitants des plaines de l'Orénoque et de ses affluents se distinguaient de tous les autres métis par une individualité éminement caractéristique. Ainsi que les *gaûchos* de la pampa argentine, dont Artigas venait de réveiller les instincts guerriers et sanguinaires, les *llaneros* se montraient farouches, ingénieux, infatigables. Accoutumés dès l'enfance à dompter les chevaux sauvages qui peuplent par milliers les savanes, ils s'employaient à la garde des troupeaux de chevaux, de mulets et de bœufs, uniquement préoccupés de les défendre contre les bêtes sauvages et les intempéries du climat, isolés durant des mois entiers sur les parties hautes de la plaine, lorsque la saison des pluies transforme les llanos en une sorte de mer intérieure.

Après l'assèchement, les fonds, les *estéros*, se transforment en merveilleux pâturages. C'est alors que commence la vie typique du llanero. Les traversées des énormes cours d'eaux où le « capitaine de nage », pressant de ses cuisses nues les flancs de sa bête, se précipite dans le fleuve entraînant le troupeau : « en droite ligne on voit la multitude des têtes aux yeux hagards, couper le courant, accompagnée à droite et à gauche, comme par des serre-file, d'un cordon de bateaux dont les rameurs hurlent et frappent l'eau pour empêcher les animaux affolés de s'écarter du chemin et pour éloigner les crocodiles, les gymnotes, les poissons caribes... [1] » Pendant les haltes, le soir venu, s'organisent des danses entremêlées de cantilènes originales. De l'immense poésie des vastes solitudes et des adorables nuits pâmées de l'équateur où le noir transparent de la voûte céleste se parsème de lumière et se raye du feu des étoiles filantes, quelque chose a passé dans l'âme du llanero. Il sent, en cette âme aux horizons imprécis comme ceux mêmes de ses llanos, revivre tour à tour les instincts ancestraux : l'orgueil

1. Elisée Reclus, *Nouvelle Géographie Universelle*, XVIII, ch. III, § 6, d'après Carl Sachs, *Aus den Llanos*.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de l'arabe, la jactance andalouse, la résignation docile et la puérile gaîté du nègre, parfois aussi le ressouvenir de l'indien poursuivi.

Sobre la yerba la palma
Sobre la palma los cielos
Sobre mi caballo, Yo,
Y Sobre Yo mi sombrero [1].

« Sur la prairie le palmier — Au-dessus du palmier le ciel — Sur mon cheval, Moi — Et au-dessus de Moi, mon sombrero. »

C'est un chapeau de paille, en effet, quelquefois une chemise, un large caleçon de toile, qui forment tout l'accoutrement du llanero. Son industrie ne va guère au delà du dépeçage des bêtes et de la préparation du suif et des peaux, qu'il partait vendre sur les côtes en même temps que le bétail. Les troubles, les combats et les pillages avaient, depuis quelque temps, interrompu ce commerce. Bóves trouva dans la colère qu'en éprouvaient les llaneros un puissant argument de persuasion. Il leur représenta les patriotes comme les auteurs de tous leurs maux et leur fit espérer dans la guerre un dédommagement certain. Bon nombre de mécontents se laissèrent convaincre. Alors il parcourut les villages et, de gré ou de force, enrôla des volontaires. Des barreaux arrachés aux fenêtres leur firent des lances, qu'ils surent d'instinct manier avec une adresse inouïe. Bronzés, les muscles saillants sous la peau fine, le torse haut, indomptables comme les coursiers fougueux qu'ils montaient sans mors ni selle, féroces comme leurs taureaux, assoiffés de carnage, les llaneros se ruèrent à la bataille. Forte de 2.500 centaures, la *Légion infernale*, ainsi que la désignèrent les Espagnols eux-mêmes, prit dans les premiers jours de septembre la route de Calabozo.

Les troupes envoyées par Bolivar et commandées par Tomás Montilla l'y attendaient. Elles furent écra-

1. V. Gil Fortoul, *Historia Constitucional*, etc., t. II, liv. IV, ch. VI. M. Ovalles, *El Llanero*. Caracas, 1905, etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sées au premier choc dans la plaine de Santa Catalina, le 20 septembre. A ce moment même, le colonel Yañez envahissait la province de Barinas, avec les 600 fantassins et les 900 llaneros qu'il était parvenu à rallier à San Fernando de Apure. Ses procédés de recrutement étaient ceux de Bóves et Morales. Mais il avait parfaitement équipé et armé son infanterie grâce aux secours que lui faisaient parvenir les autorités royales de la Guyane. Vers la fin de septembre, Yañez occupait en maître les llanos de l'Apure et de Barinas et Bóves ceux de Calabozo et de la province de Caracas.

Bolivar dût alors effectuer en hâte, à Valencia, de nouveaux enrôlements. Il eut bientôt sous les armes un millier de recrues encadrées par deux ou trois cents des meilleurs soldats de la garnison de Valencia et un contingent important de cavaliers. L'espagnol Vicente Campo Elias, qui s'était couvert de gloire depuis le début de l'expédition du Vénézuéla, fut désigné pour prendre le commandement de cette armée, Bolivar avait bien choisi l'adversaire de Bóves. Campo Elias ne le cédait à son terrible compatriote ni en courage ni en cruauté. Il avait abandonné femme et enfants à Mérida pour se livrer, assurait-il, « à la joie de tuer des Espagnols[1] ».

Impatient de se mesurer avec le chef des llaneros, Campo Elias brûla les étapes et se trouva le 14 octobre près de La Puerta devant le hameau du Mosquitero à l'entrée des llanos. Bóves venait d'y concentrer toutes ses troupes : 2.500 llaneros et 500 fantassins que commandait Morales. Campo Elias avait augmenté en chemin son corps de cavalerie qui s'élevait à présent à 1.500 hommes.

Le combat s'engagea de part et d'autre avec une ardeur furieuse. Les llaneros de Bóves enveloppèrent l'aile gauche de l'armée patriote, cherchant à l'entamer par des charges successives. Ils combattaient sans ordre de bataille, fuyaient pour se reformer

1. V. Baralt y Diaz. *Resumen de la Historia de Venezuela, op. cit.*, p. 180.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

et attaquer de nouveau. Campo Elias ne se laissait point déconcerter. Il contenait ses cavaliers et sut profiter de l'instant où les llaneros, entraînés par l'élan de leur charge, s'étaient écartés du champ de bataille, pour tomber, avec l'ensemble de ses forces, sur le gros de l'infanterie et de la cavalerie espagnoles. En moins d'une demi-heure, celle-ci se voyait dispersée, lacérée, anéantie. Les soldats de Morales succombèrent jusqu'au dernier. Bóves et Morales qui, grièvement blessé, faillit tomber aux mains de l'ennemi, s'enfuirent vers le sud et parvinrent, deux jours plus tard, au village de Guayabal, au confluent du Guarico et de l'Apure. Ils avaient avec eux dix-sept hommes. C'était tout ce qui restait de l'armée royaliste.

Campo Elias entrait sur ces entrefaites à Calabozo; il fit passer au fil de l'épée le quart de la population pour la punir de ne pas s'être soulevée contre Bóves. L'affreux massacre acheva de détourner les habitants de cette région de la cause libérale. Ils cherchèrent un vengeur et partirent s'enrôler sous les drapeaux de Bóves que nous verrons bientôt reparaître plus menaçant que jamais.

Yañez, cependant, avait occupé dès le 24 septembre, la ville de Barinas. A l'annonce du soulèvement des llanos, D. José de Cebállos, gouverneur de Coro, avait, de son côté, rassemblé toutes les forces disponibles — 600 miliciens environ — et s'était mis en route afin d'envahir l'occident du Vénézuéla par Siquisique et Caróra. Culbutant à Bobáre le 17 octobre et à Yaritagua le 23, les faibles avant-gardes républicaines envoyées à sa rencontre, Cebállos poursuivit sa marche et vint occuper Barquisemeto.

Le Libertador avait pensé qu'une colonne de 800 hommes suffirait à arrêter ce nouvel ennemi. Urdaneta était parti dans cette intention de Valencia. Mais le succès avait rallié à Cebállos un grand nombre de volontaires; la lutte aurait été par trop inégale. Urdaneta s'arrêta donc à Gamelotal sur les pentes de la chaîne de l'Altar qui domine Barquisemeto et demanda des renforts à Bolivar. Celui-ci s'apprêtait déjà à venir

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

en personne au secours de son lieutenant. Il quitta Caracas dans les premiers jours de novembre avec de nouvelles troupes et deux ou trois pièces de campagne. Plusieurs officiers de valeur faisaient partie de l'état-major de Bolivar, notamment le français du Cayla. Impatient d'en venir aux mains, le Libertador, qui rejoignait Urdaneta le 9 novembre, n'attendit pas l'arrivée d'un corps de cavalerie que devait lui amener le colonel Luis Rivas Dávila[1] et décida de livrer incontinent bataille.

Le 10 novembre au matin, les patriotes se mettaient en marche à travers les fourrés de cactus qui tapissent le flanc du plateau de Barquisemeto sur lequel Cebállos les attendait de pied ferme avec 500 hommes d'infanterie et 300 cavaliers. Les deux cents llaneros dont disposait Bolivar se jetèrent avec impétuosité sur les Espagnols et les dispersèrent en un clin d'œil. L'infanterie royaliste battit à son tour en retraite et le Libertador ayant occupé sans résistance les premiers faubourgs de la ville, fit sonner les cloches en signal de victoire et crut la bataille achevée.

Cebállos cependant avait rallié ses soldats. Les patriotes étaient loin de prévoir une attaque. Elle fut si soudaine et si vigoureuse que, malgré les efforts de Bolivar, d'Urdaneta et des autres officiers, les républicains, pris de panique, abandonnèrent la place. On les vit dévaler en désordre vers Gamelotal, poursuivis par les royalistes qui leur tuèrent près de quatre cents hommes, firent autant de prisonniers et s'emparèrent de deux canons, de trois drapeaux et de six cents fusils. Les cavaliers de Rivas Davila arrivaient à ce moment à Cabudáre. Ils protégèrent la retraite des restes de l'armée de Bolivar que leur chef ramena à Valencia, pendant qu'Urdaneta suivi tout au plus d'une centaine de soldats, allait se retrancher à San Carlos.

Cebállos put, dès lors, opérer sa jonction avec Yáñez qui s'était posté vers le nord, à la tête de 1.500 hommes.

1. Né à Caracas. Il partit avec Bolivar qu'il avait rejoint à Curaçao en 1812, pour la Nouvelle-Grenade, fit la campagne libératrice de 1813 et fut tué au siège de La Victoria le 14 février 1814.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Les deux chefs se rencontrèrent au village d'Araure et firent appel au colonel Salomón, récemment renforcé par l'arrivée à Puerto-Cabello d'un régiment de grenadiers que lui avait envoyé le gouverneur de Puerto-Rico. Les forces réunies des royalistes eussent atteint de la sorte près de 4.000 combattants. Ils auraient attaqué Bolivar à Valencia et l'auraient certainement écrasé. Mais Salomón refusa de souscrire à ce plan judicieux. Il était jaloux de Cebállos et voulait agir pour son compte : il partit donc le 16 novembre de Puerto-Cabello et fut se poster sur les hauteurs de Vijiríma à l'est de Valencia et à mi-chemin de Caracas.

Rien ne pouvait mieux servir les projets du Libertador. Aux premières nouvelles des mouvements du colonel Salomón, il prescrit à José Félix Rivas de mettre sur pied un bataillon et de venir le rejoindre à Valencia. Trois jours après, 300 étudiants de Caracas et 200 paysans des environs accourent sous la conduite de Rivas. Le 22 novembre, Bolivar, à la tête de ces nouvelles forces, est à Naguanagua où d'Elhuyar et les Grenadins se trouvaient en observation. Le lendemain le Libertador ordonne l'attaque du camp retranché de Vijiríma. Repoussés à deux reprises, les patriotes finissent enfin par avoir l'avantage et mettent Salomón en déroute. Il abandonne ses armes, son artillerie aux Grenadins qui se sont encore glorieusement signalés et va s'enfermer de nouveau dans Puerto-Cabello. Le Libertador ne perd pas un instant. Il envoie des courriers à Calabozo où Campo Elias a recruté près de 2.000 llaneros. Sur l'ordre de Bolivar Campo Elias se dirige en toute hâte vers San Carlos. Le 1er décembre, Bolivar y parvenait lui-même et quatre jours plus tard il passait en revue, dans la plaine d'Araure, les 3.000 hommes de toutes armes avec lesquels il allait livrer un combat décisif.

Les maisonnettes d'Araure s'échelonnent aux flancs d'une colline en pente légère au-dessus de laquelle, dominant le village et la vaste plaine adjacente, s'élève le hameau de La Galera. Cebállos et Yañez en avaient fait une position qui semblait imprenable. 10 pièces

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

de campagne s'y trouvaient en batterie. L'armée espagnole, forte de 3.500 fantassins et cavaliers, était rangée sur une large esplanade s'étendant à l'est de La Galera jusqu'au fleuve Acarigua. Des bois touffus l'encadrent sur trois côtés et une lagune la sépare de la plaine d'Araure au travers de laquelle les républicains se mirent en route dès le petit matin du 5 décembre.

500 hommes d'infanterie partis en avant-garde, arrivés sur les bords de la lagune dont ils ne soupçonnaient pas l'existence, la contournèrent aussitôt vers la gauche et s'engagèrent sur l'esplanade. Ils la jonchaient l'instant d'après de leurs cadavres. Les canons et l'infanterie royalistes avaient ouvert sur l'imprudente avant-garde un feu terrible. Les llaneros, accourus à leur tour au nombre de plus de mille, avaient achevé sa destruction totale. Bolivar arrivait entre temps sur le champ de bataille avec ses divisions. Soutenue sur ses deux ailes par la cavalerie, la ligne des patriotes avançait en bon ordre malgré les trouées que la mitraille ouvrait dans ses rangs impassibles. Lorsque les républicains se trouvèrent à portée de fusil de l'infanterie ennemie, Bolivar, recourant à sa manœuvre favorite fit sonner la charge à la baïonnette. Les llaneros de Yañez tentèrent vainement de rompre la double muraille que les cavaliers patriotes formaient autour de leur infanterie. Conduite par Bolivar, celle-ci culbutait en un élan superbe les lignes espagnoles. Un détachement vénézuélien avait au même instant pris à revers les batteries de La Galera. La nombreuse cavalerie de Yañez, imprudemment déployée sur les flancs de l'armée républicaine s'épuisait en charges inutiles. Les états-majors de Cebállos et de Yañez prirent la fuite. Ce fut le signal d'une débandade générale. La cavalerie royaliste abandonna le combat. Les débris de l'infanterie se dispersèrent dans la forêt voisine. Les républicains laissaient sept à huit cents des leurs sur le terrain, mais ils avaient la victoire. 500 morts, 300 blessés, qui furent du reste immédiatement achevés, 10 canons, un millier de fusils, tel était le bilan des pertes espagnoles.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le Libertador, toujours préoccupé d'entretenir ou d'exalter le patriotisme, avait, au cours de la campagne, utilement tiré parti des circonstances. A Vijirima, le colonel Villapol, qui menait une charge, étant tombé sous les balles, Bolivar fit appeler le capitaine Ortéga, à qui revenait dès lors le commandement : « Vous voici, lui dit-il, devenu le chef de la *Division Villapol*. Vous savez ce que cela veut dire ! ». Des hauteurs, à ce moment, la fusillade faisait rage ; la fougue des assaillants semblait paralysée. Les hommes décontenancés par la perte de Villapol qu'ils affectionnaient entre tous leurs officiers, baissaient la tête, attristés, sans courage : « Soldats, leur crie Bolivar, pour avoir le droit de pleurer votre chef, il vous faut d'abord le venger [1]. »

Mais ce fut à Araure que le Libertador trouva la plus heureuse de ses inspirations.

Suivant les traditions militaires espagnoles, les patriotes désignaient sous des noms différents chacun des bataillons de leur armée. Ces noms inscrits sur le drapeau rappelaient communément l'origine, parfois aussi quelque haut fait d'armes, du corps de troupes auquel ils étaient attribués. Bolivar voulait éviter de prodiguer des dénominations glorieuses dont ses soldats et ses lieutenants surtout se montraient fort ambitieux. Les considérant en fait comme un attribut honorifique, soucieux de les faire valoir, il entendait ne les distribuer qu'à bon escient.

C'est ainsi qu'un mois plus tôt, les recrues, hâtivement levées à Caracas et Valencia, ayant fait exprimer le désir de recevoir leur titre, le Libertador ne voulut prendre l'engagement d'y consentir qu'à la condition de voir ce titre mérité. Sur ces entrefaites, la funeste déroute de Barquisemeto, occasionnée par la pusillanimité dont avaient témoigné les troupes, indisposa violemment Bolivar. Il refusa formellement de donner aucun nom, aucun emblème à des « soldats indignes ». Il fit plus encore : le jour où devait se livrer la bataille

1. V. Austria, *Historia militar de Venezuela*, p. 187.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'Araure, il ordonna de les désarmer : « Soldats du *Bataillon Sans Nom*, leur dit-il, si vous voulez des armes et des drapeaux, allez les prendre ! »

L'émulation si savamment provoquée de la sorte suscita l'un des plus admirables exploits de l'épopée de l'Indépendance. Le *Bataillon Sans Nom* eut les honneurs de la journée et son courage décida de la victoire. Brandissant des bâtons et des couteaux, ramassant çà et là sur le champ de bataille, les baïonnettes ou les lances échappées aux morts, effrayants d'héroïsme et de fureur, ces hommes prirent le pas de course et se précipitèrent sur l'ennemi. Bolivar les vit, en ouragan que les balles respectent, s'enfoncer dans les lignes espagnoles y semant l'épouvante et la mort, arracher autour d'eux les fusils, les sabres, les drapeaux, revenir enfin en s'écriant : « Nous les avons retrouvés ! » L'étendard du bataillon royal de Numancia était parmi les trophées qu'ils vinrent jeter devant le Libertador. « Ce sera votre emblème, leur dit Bolivar. Vous êtes à partir de ce jour le *Bataillon des Vainqueurs d'Araure* ! »

Après avoir prescrit au général Urdaneta de regagner San Carlos et d'y prendre les mesures nécessaires pour achever de pacifier les provinces occidentales, Bolivar se mit en route pour Puerto-Cabello le 6 décembre. D'Elhuyar, avec les troupes grenadines, avait rétabli le siège de cette place forte qui semblait à ce moment le dernier rempart des royalistes. La situation générale s'était, en effet, sensiblement améliorée, tout au moins en apparence, pour les patriotes. Yáñez, après sa défaite, avait fui vers les llanos encore inondés de l'Apure. Il lui restait deux cents soldats à peine. Cebállos, qui n'en comptait pas plus d'une cinquantaine, allait se réfugier en Guyane, à Angostura, où le vieux Cajigal, malade et démoralisé, venait d'être nommé capitaine général, *in partibus* pouvait-on dire, en remplacement de Monteverde.

Celui-ci, mal guéri des blessures reçues à Las Trincheras, s'exilait à Curaçao. Le jour même où Bolivar livrait la bataille d'Araure, Salomón quittait à son tour Puerto-Cabello, promettant à la garnison qu'il y lais-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sait, de revenir bientôt, après avoir écrasé les rebelles. Il négligea toutefois d'attaquer d'Elhuyar et prit avec 1.300 hommes la route du sud afin de rejoindre Yañez et Cebállos dont il ignorait les revers. Aussitôt qu'il les connut, il rebroussa chemin, mais au lieu de rentrer à Puerto-Cabello, il s'engagea vers l'ouest, à travers les régions fiévreuses de Salsipuédes et n'atteignit Córo qu'en janvier 1814 ayant perdu les deux tiers de son armée.

Cependant, le Libertador était arrivé devant Puerto-Cabello et tout faisait prévoir la prompte reddition de la place. Les navires de guerre espagnols étaient repartis pour La Havane et Puerto-Rico. La garnison, très réduite, ne semblait guère devoir tenir longtemps. Il eût sans doute suffi de quelques renforts pour venir à bout de toute résistance. Ces renforts, Bolivar continuait à les demander à Mariño. Mais pas plus à cette heure que naguère, Mariño ne voulait entendre raison. Il finit par envoyer, à la fin de décembre, au Libertador, une escadrille commandée par Piar. Elle ne pouvait rendre aucun service utile et Mariño annonçait même l'intention de la rappeler.

L'obstination du dictateur de l'orient devenait criminelle. Yañez et Bóves, unissant leurs efforts, s'employaient avec la plus grande activité à reformer des troupes. Nul n'osait dans les llanos se soustraire à leurs lois implacables. Bóves faisait mettre à mort les récalcitrants ou, à leur défaut, leurs familles. Il eut bientôt 3.000 hommes prêts à reprendre la campagne. Pendant que le Libertador, impuissant à faire front à la nouvelle attaque qui se préparait ainsi, multipliait ses appels à Mariño, Bóves pénétrait dans les basses plaines, détruisait, le 14 décembre, à San Márcos, sur le Guarico, une colonne républicaine commandée par Aldáo et occupait une fois de plus Calabozo. Morales lui avait amené quelques jours plus tôt des renforts de la Guyane; Yañez, de son côté, rétablissait à ce moment la domination espagnole sur la province de Barinas.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

V

Le fragile édifice de la seconde république du Vénézuéla, ébranlé par tant d'assauts dont il devenait de plus en plus malaisé de réprimer les élans successifs, était d'ailleurs menacé en ses fondements mêmes. Il apparaissait en toute certitude aux patriotes que le peuple ne se laissait point gagner profondément à l'idéal révolutionnaire. Bolivar qui mieux que tout autre personnifiait cet idéal était, sans doute, accueilli avec un bruyant enthousiasme dans les villes ou les villages qu'il traversait à la tête de ses légions victorieuses. Mais l'allégresse faisait place à l'indifférence, voire à l'hostilité, aussitôt que disparaissaient les soldats républicains. Les Espagnols, arrivant ensuite, étaient salués par des acclamations beaucoup plus sincères. Ils recouvraient en un instant le prestige que les pénibles efforts de la propagande libérale leur avaient momentanément enlevé; les missions royalistes voyaient accourir au sermon des ouailles repentantes et prêtes à faire cause commune contre « les hérétiques », les « blasphémateurs », « les damnés » qui prétendaient aller à l'encontre des prescriptions divines.

Ces arguments obtenaient d'autant plus de crédit auprès des populations, que le seul espoir d'un sort meilleur les avait détachées de leurs anciens maîtres. Eprouvées par la guerre, les contributions forcées, le recrutement obligatoire, elles se prenaient à maudire les perturbateurs de qui, leur disait-on, provenaient toutes leurs misères. Le libéralisme instinctif si laborieusement réveillé, s'atténuait dans l'esprit public. On n'était plus désireux que de sécurité et de quiétude.

Les Espagnols, pas mieux que les créoles, ne se trouvaient en mesure d'assurer présentement le retour à ces biens négatifs. Confiscations, exils, exécutions, massacres, étaient systématiquement pratiqués par les royalistes aussi bien que par les patriotes, mais du

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

moins ceux-là pouvaient-ils, à raison ou à tort, arguer de représailles et prétendre qu'une prompte soumission en marquerait le terme. Ils appuyaient leurs promesses sur des traditions rassurantes au regard des malheurs présents. Ceux-ci s'aggravaient encore du fait que les autorités républicaines de province commettaient des abus de pouvoir continuels contre lesquels les malheureux habitants n'avaient aucun recours. Les gouverneurs militaires agissaient en toute indépendance d'un pouvoir central entièrement désarmé à leur égard et dont les attributions et le caractère même étaient aussi mal définis que possible.

Lors de son entrée à Caracas, cinq mois auparavant, Bolivar, tenu par ses engagements vis-à-vis du Congrès de Tunja, avait constitué un gouvernement essentiellement provisoire. Ses instructions lui prescrivaient, l'on s'en souvient, de rétablir au Vénézuéla le système fédéral. S'il en était l'adversaire convaincu, Bolivar se souciait pourtant moins que jamais de contrarier, à ce moment surtout, les intentions du Congrès. Il chercha donc un moyen terme : tout en se faisant investir du pouvoir absolu, il proclama ne vouloir le conserver que temporairement et prit soin d'insister auprès du gouvernement de Tunja sur les raisons qui motivaient sa conduite. Suivant les conseils de Francisco Javier Ustaritz, dont les talents de jurisconsulte étaient unanimement reconnus, Bolivar institua en même temps à Caracas trois secrétaireries d'État, confiant celle de l'intérieur et des affaires extérieures à Antonio Muñoz Tebar, la justice à Rafaél Diego Merida, la guerre et la marine au colonel Tomás Montilla.

Les événements amenèrent une désorganisation rapide de ces rouages administratifs. Montilla suivit Bolivar dès la reprise de la campagne et, de fait, le gouvernement ne fut exercé que par le Libertador. Sa prodigieuse activité ne pouvait toutefois répondre aux multiples exigences de la situation. L'urgence d'une direction plus stable et mieux organisée se faisait sentir, et la dictature semblait le seul système compatible avec ce programme.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Bolivar était cependant persuadé que son autorité pourrait seulement acquérir la valeur qu'il lui souhaitait, à condition d'être légalement sanctionnée par les suffrages de ses compatriotes. Il importait aussi de dissiper l'équivoque résultant de l'attitude de Mariño et de mettre fin aux effets toujours plus déplorables qu'elle entraînait. Sans doute, chacun des deux « dictateurs » pouvait-il en apparence invoquer des titres semblables à la légitimité du mandat qu'il s'était fait attribuer. Mais alors que Bolivar, en qui s'incarnait l'âme de la Révolution, représentait le principe de l'alliance avec la Nouvelle-Grenade dont il était le délégué et dont il commandait les troupes, les visées politiques de Mariño n'allaient pas au delà du maintien d'une informe confédération de deux satrapies militaires indépendantes, fatalement vouée à la dissolution [1]. La nouvelle ambition du Libertador était donc aussi patriotique que légitime, et ses concitoyens allaient apporter le plus sincère empressement à la couronner.

Le 2 janvier 1814, Bolivar, arrivé l'avant-veille de Puerto-Cabello, convoquait la municipalité, les fonctionnaires civils et ecclésiastiques et les principaux citoyens de Caracas dans la salle capitulaire du couvent de San Francisco. La réunion d'un Congrès national était, dans les circonstances présentes, impossible. Mais la tradition du *cabildo abierto* permettait au Libertador de considérer l'assemblée municipale comme une émanation de la souveraineté populaire. C'est à ce titre qu'il déclara « vouloir exposer devant elle le compte détaillé de sa conduite et de ses opérations ». « Citoyens, dit-il, je ne suis pas le souverain. Vos représentants vous donneront des lois. Les revenus de l'État ne sont pas la propriété de ceux qui vous gouvernent. Ceux-ci vous doivent des comptes. Les secrétaires d'État vont vous donner lecture des rapports qu'ils ont préparés. Ils vous démontreront que vous avez pris place dans le concert des nations civilisées : elles vous considéraient naguère avec pitié, elles

1. Cf. MITRE, *Historia de San Martin*, III, ch. XXXVIII.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

admirent aujourd'hui les efforts que vous faites pour conserver votre existence. Vous aurez, Citoyens, à vous prononcer sur ma conduite dans l'exercice du pouvoir suprême. Vous direz si les états étrangers peuvent se refuser à présent à protéger et à reconnaître le pavillon national, si nos ennemis ont été repoussés chaque fois qu'ils se sont présentés devant les armées de la République, si, placé à la tête de ces armées, j'ai su m'employer à la défense de vos droits. Vous direz encore si j'ai su gérer les ressources du trésor conformément aux intérêts du pays, si l'unique souci de conserver et d'étendre ces intérêts n'a point inspiré les règlements et les décrets que j'ai promulgués. Vous direz enfin que, même sur le champ de bataille et dans le feu des combats, je n'ai poursuivi d'autre but que celui de jeter les bases de l'édifice qui doit faire de vous une nation libre, heureuse et respectée. »

D'unanimes applaudissements saluèrent cet exorde. On écouta la lecture des rapports et comme Bolivar se levait pour reprendre la parole, le gouverneur de Caracas, Cristobal de Mendóza, remercia le Libertador, au nom de l'assemblée tout entière, de ce qu'il avait entrepris et exécuté et proposa de rendre incontinent « au héros » cette autorité dictatoriale « qui seule pouvait garantir l'union des provinces du Vénézuéla avec celles de la Nouvelle-Grenade ».

Si personne à la vérité ne doutait à ce moment que Bolivar ne fût indispensable à la république, par contre l'alliance avec la Nouvelle-Grenade ne comptait dans l'assemblée que peu de partisans. Aussi l'intervention du gouverneur Mendóza avait-elle été vraisemblablement inspirée par le Libertador. Bolivar entendait que le corps législatif dont il recevrait l'investiture sanctionnât avant tout cette mesure primordiale de sa politique. Il se devait de n'accepter le pouvoir qu'avec la certitude d'être reconnu par les gouvernements grenadins. Il y allait de son honneur et surtout des intérêts de l'Indépendance.

Le Libertador, cependant, doit encore ménager les

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

susceptibilités de l'élément civil, flatter l'amour-propre de ses compagnons d'armes, calmer les appréhensions des compétiteurs et des jaloux, enlever un vote général en marquant avec insistance son respect absolu des volontés parlementaires. Aussi revient-il adroitement, dans sa réponse à la motion de Mendóza, sur les déclarations qu'il a faites au début de la séance. Il rend tout d'abord de vibrants hommages aux mérites des officiers de l'armée, célèbre en traits heureux leur impétuosité, leur valeur, et proclame qu'il est prêt à déposer le pouvoir : « Je ne suis pas venu vous opprimer avec mes armes victorieuses. Le despotisme militaire n'a jamais assuré le bonheur d'une république... Un soldat heureux n'acquiert de ce fait aucun titre à gouverner sa patrie... Votre dignité, votre grandeur me sont très chères, mais le poids de l'autorité m'effraie. Épargnez à mes forces une charge si lourde. Choisissez vos représentants, vos magistrats et soyez certains que les armes qui sauvèrent la République protégeront toujours la liberté et la gloire du Vénézuela. »

Une immense acclamation s'élève à ces paroles rassurantes. Les orateurs se succèdent à la tribune, implorant du Libertador qu'il consente à garder la dictature. Le peuple, massé sur les places et dans les rues d'alentour, joint ses vivats aux clameurs de l'assemblée. Bolivar se déclare vaincu par tant de témoignages d'enthousiasme et d'affection. Il va céder aux vœux de la représentation nationale : « Rendez-vous à nos prières, s'écrie l'avocat Domingo Alzúru ! Proclamons le Libertador chef suprême de la république, afin de lui permettre aussi d'abjurer la tutelle où le réduit sa qualité de délégué du Congrès grenadin ! »

Bolivar feint de n'avoir pas entendu cette motion maladroite qui répondait d'ailleurs au sentiment général [1]. « J'accepte donc, Citoyens, dit-il, l'autorité que vous me conférez. Mais mon vœu le plus cher est de voir luire le jour où il me sera permis d'y renoncer. J'espère que vous me délivrerez alors de toutes les

1. V. Gil Fortoul, *op. cit.*, t. I. ch. VII, p. 223.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

responsabilités que j'assume. Je n'ambitionne que de combattre vos ennemis. D'illustres citoyens sont plus dignes que moi de vos suffrages. Le général Mariño, libérateur de l'orient, est un chef tout désigné pour présider à vos destins [1]. »

Bolivar avait atteint son but. Délivré de ses scrupules constitutionnels, son autorité consacrée, sa popularité grandie, les bases enfin posées de l'indispensable entente avec Mariño, le Libertador allait pouvoir s'employer plus librement à parer aux dangers qui menaçaient son œuvre.

Ces dangers se faisaient imminents. Les Espagnols gagnaient du terrain et la contre-révolution devenait chaque jour plus puissante. Cajigal, confirmé par la Régence dans ses fonctions de capitaine général, venait d'arriver, par mer, à Córo, accompagné de Ceballos, d'un nombreux état-major et d'un fort détachement de la garnison de Puerto-Rico. Le vieux général, réconforté, guéri, semblait avoir retrouvé son activité, sa vigueur et son prestige d'autrefois ! Il prit le commandement en chef, arma de nombreux volontaires, rassembla des chevaux, des munitions considérables et se tint prêt à rentrer en guerre. Les commandants des diverses divisions espagnoles, disséminées sur le territoire vénézuélien, méconnaissaient, il est vrai, l'autorité du nouveau capitaine général, mais ce sentiment d'indiscipline servait pour une fois les intérêts de la cause royale. En effet, l'ambition de se surpasser les uns les autres, l'espoir de contraindre le gouvernement de la métropole à reconnaître, par un brevet de gouverneur ou même de vice-roi, les services de celui qui parviendrait à réduire définitivement l'insurrection, exaltait l'ardeur des officiers espagnols et les poussait, mieux que ne l'eût fait un plan concerté de campagne, à concentrer leurs forces autour de Caracas et de ses défenseurs.

Maître de toute la province de Barinas et de sa capi-

1. Procès-verbal officiel de la séance extraordinaire du 2 janvier 1814. **D.**, V, 906.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tale, Yañez y prenait les dernières mesures pour le départ de l'expédition avec laquelle il comptait, le moment venu, achever, à son profit, l'écrasement des patriotes. Bóves préparait contre eux une attaque décisive. Sa nouvelle *Division infernale*, campée dans les alentours de Calabozo, comptait près de 4.000 hommes de différentes armes. Il avait fait ouvrir les prisons, recruté les bandits de toute espèce, les vagabonds, les esclaves, armé de son mieux cette multitude hétérogène dont les llaneros constituaient toujours l'élément le plus redoutable et le mieux organisé. Deux colonnes, aux ordres de Morales et d'un effroyable bourreau, le capitaine Roséte, partaient déjà vers l'est de la province de Caracas seconder les opérations prochaines du corps principal. Puerto-Cabello enfin tenait toujours.

Les dissensions qui s'y étaient manifestées parmi les habitants, dissensions que Monteverde n'avait pas su réduire et qui s'aggravèrent après son départ, ne purent même pas être exploitées par les assiégeants. Les lieutenants de Bolivar faisaient de vains efforts pour activer les travaux d'investissement de la place : le découragement s'était emparé des troupes républicaines. Le Libertador accourait bientôt devant Puerto-Cabello (16 janvier). Mais les volontaires, péniblement maintenus dans les rangs de l'armée patriote, n'étaient plus assez nombreux pour seconder le courage désormais inutile de leurs chefs.

Les malheurs qui s'étaient abattus sur la république de Miranda reparaissaient. C'était partout la misère, la terreur, le désarroi. L'agriculture, le commerce périclitaient. Les patriotes ne pouvaient s'aventurer hors des villes sans courir le risque d'être massacrés par la population des campagnes soulevée en masse contre ses libérateurs méconnus et détestés. Les armées républicaines ne trouvaient plus un guide pour les conduire et les paysans se refusaient à leur donner la moindre indication sur les mouvements de l'ennemi. Les divisions ne pouvaient communiquer entre elles qu'en faisant accompagner les estafettes par de gros détachements

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

attaqués et décimés en chemin, et dont les hommes n'arrivaient presque jamais au terme de leur voyage[1].

Cependant, le flot de la contre-révolution montait toujours. Les projets traditionnels de recours à l'extérieur redevinrent d'actualité et le Libertador songea, sans doute, à ce moment, à solliciter l'appui de quelque grande puissance en faveur de la liberté américaine. Lors de sa rentrée à Caracas, Bolivar, conscient de la fragilité de son ouvrage, avait déjà préparé les voies à cette politique. Il s'était attaché de son mieux à déraciner dans l'esprit de ses compatriotes la xénophobie séculaire[2]. Celle-ci n'avait fait que s'accroître depuis la proclamation de l'Indépendance. S'étant déclarés maîtres de leur territoire, les Américains éprouvaient plus de jalousie et d'aversion encore à l'égard des étrangers qu'ils considéraient comme uniquement soucieux de les exploiter ou de les asservir. Bolivar combattit ces sentiments avec constance. Il promulgua, le 16 août 1813, un décret d'appel aux étrangers, leur promettant de grands avantages s'ils venaient s'établir dans le pays. Ceux qui s'engageraient dans l'armée nationale seraient « reconnus citoyens du Vénézuéla et leurs services dignement récompensés[3] ».

Les intentions du Libertador s'arrêtèrent toutefois à cette manifestation. Les circonstances ne lui permirent pas de la renouveler sous une forme plus directe et plus effective. Il y avait d'ailleurs, à cette époque, un certain nombre d'émissaires américains occupés à négocier aux États-Unis et en Europe l'obtention de secours ou d'alliances. Bolivar ne se faisait guère d'illusions sur le succès de ces ambassades, mais encore, convenait-il d'être instruit avec précision de leur résultat pour adopter de nouvelles mesures. La situation était, d'autre part, singulièrement troublée dans chacun des états dont le Vénézuéla pourrait espérer quelque appui. Les États-Unis semblaient fermement décidés à ne point se départir, quant à leur politique

1. V. Mitre, *op. cit.*, t. III, ch. XXXVIII, *in fine*.
2. V. O'Leary, *Memorias*, t. I, ch. XI.
3. Décret du 16 août 1813. **D.**, IV, 689.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sud-américaine, de la plus inefficace des neutralités bienveillantes. Il y avait moins encore à attendre de l'Angleterre, fidèle à l'alliance espagnole et pour le moment fermée à toute sollicitation. Les missions périodiques que les insurgés envoyaient aux Antilles anglaises y recevaient un accueil parfaitement décourageant[1]. A Londres, Lopez Méndez n'était plus reçu au Foreign Office et ses lettres demeuraient sans réponse[2]. Les humbles efforts de la diplomatie sud-américaine paraissaient cependant mieux appréciés en France et de ce côté, du moins, Bolivar n'avait pas encore à désespérer d'un accueil favorable.

En janvier 1814, on n'était guère instruit en Amérique des événements européens postérieurs à la première moitié de l'année précédente. On savait tout au plus que les armées françaises avaient définitivement évacué l'Espagne, qu'une nouvelle et redoutable coalition s'était reformée contre l'Empereur et que les destinées de la France se jouaient présentement sur de gigantesques champs de bataille. Le prestige de Napoléon était pourtant si colossal que les Américains jugeaient sa défaite impossible. Un retour heureux de la fortune en faveur de l'Empereur pouvait décider aussi du sort de l'indépendance du Nouveau Monde. Bolivar n'avait eu garde d'oublier les suggestives déclarations de Napoléon, en décembre 1809, à la séance du corps législatif[3]. Il savait encore que l'Empereur, renchérissant sur la proclamation solennelle de ces intentions, avait prescrit d'en instruire tous ceux qui se trouvaient en relations officielles ou privées avec les créoles.

La neutralité que sa politique imposait à l'Angleterre à l'égard de l'Amérique espagnole déterminait par contre-coup en France un courant favorable aux intérêts des colons insurgés. Napoléon rêva peut-être d'en tirer avantage, et les vastes desseins dont on lui voit à ce

1. V. *Vida de D. Ignacio Gutierrez*, *op. cit.*, ch. V, p. 75.
2. Lettres des 5, 12, 19 octobre, 5 novembre 1811, etc. *Archives du F. O.* Spain, 125.
3. V. *suprà*, liv. II, ch. IV.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

moment ébaucher la préface, pour n'avoir point porté d'effets, n'en constituent pas moins l'une des combinaisons les plus intéressantes de son génie. L'accueil reçu par les missions chargées de notifier l'avènement du roi Joseph, l'explosion de 1810, les débuts de la guerre de l'Indépendance, révélèrent à l'Empereur les sentiments véritables et les ressources morales que pouvait offrir le Nouveau Monde.

Dès la fin de 1809, il entreprenait donc de gagner les sympathies du Sud-Amérique et, parmi les obsédantes préoccupations de la politique européenne, cette pensée ne le quittera plus : « Vous témoignerez — écrit Napoléon, le 13 décembre 1810, à son ministre des relations extérieures [1] — dans votre prochaine lettre à notre plénipotentiaire aux États-Unis, la satisfaction que j'ai éprouvée à la lecture des dernières lettres d'Amérique... Vous y ferez connaître... que je désire en général tout ce qui peut favoriser l'indépendance de l'Amérique espagnole. Vous ferez la même communication au chargé d'affaires d'Amérique qui écrira en chiffres à son gouvernement que je suis favorable à la cause de l'indépendance des Américains, que nous n'avons eu qu'à nous louer de l'indépendance des États-Unis et que, ne fondant pas notre commerce sur des prétentions exclusives, je verrai avec plaisir l'indépendance d'une grande nation pourvu qu'elle ne soit pas sous l'influence de l'Angleterre. »

M. Serrurier, ministre de France à Washington, reçut, en effet, de Paris la notification prescrite [2]. L'année suivante, le 16 septembre 1811, les intentions de Napoléon se précisaient et Serrurier était cette fois informé [3] que « le gouvernement impérial ne se borne plus à approuver le principe de l'indépendance des Colonies

1. Napoléon à M. de Champagny, ministre des relations extérieures, 13 décembre 1810. *Correspondance de Napoléon Ier, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III*. 32 vol. in-8°. Plon, t. XXI.

2. M. de Champagny à M. Serrurier, 29 décembre 1810. *Archives des Affaires Etrangères*. Nouvelle-Grenade, Vénézuéla, Colombie, 1806 à 1821, f° 32.

3. Le duc de Bassano à M. Serrurier, 16 septembre 1811. *Ibid.* f° 36.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

espagnoles, mais se propose d'aider à le mettre à exécution par des envois d'armes et par tous les secours qui dépendraient de lui, pourvu que l'indépendance de ces colonies soit pure et simple et qu'elles ne contractent avec les Anglais aucun engagement particulier ».

Lorsque cette dépêche parvint à Washington, Serrurier avait eu déjà un entretien avec Telésforo de Oréa, parti, l'on s'en souvient, de Caracas quelques mois auparavant[1]. Bienveillamment accueilli à la légation de France, le délégué du gouvernement du Vénézuela ne le fut pas moins au secrétariat d'Etat fédéral. Les États-Unis avaient à cœur de témoigner des plus amicales dispositions envers la France prête à reconnaître les Florides comme possession américaine. Les relations du gouvernement de l'Union avec la Grande-Bretagne étaient d'ailleurs aussi tendues que possible à cette époque. Le président Madison et le parti républicain préparaient le pays à une « seconde guerre d'Indépendance » contre l'Angleterre. Les débuts en étaient proches (18 juin 1812) et l'influence française prédominait alors à Washington.

Oréa reçut donc l'assurance formelle que les États-Unis, « animés à l'égard du Vénézuéla des sentiments les plus conciliants, étaient disposés à reconnaître son indépendance. Les ministres américains en Europe seront chargés de profiter des occasions favorables pour obtenir que les autres puissances donnent également leur adhésion à cette reconnaissance[2] ». Serrurier engagea de son côté l'ambassadeur vénézuélien à se faire délivrer par son gouvernement les pleins pouvoirs qui devaient lui permettre « de négocier avec la France un traité où serait reconnue l'indépendance du nouvel état[3] ».

1. V. *suprà*, liv. II, ch. IV.
2. Note de M. Barlow, ministre plénipotentiaire des États-Unis à Paris, à S. E. le duc de Bassano, 8 janvier 1812, *Archives des Affaires Étrangères* Nouvelle-Grenade, etc., f° 38.
3. Rapport du duc de Bassano à l'Empereur, 18 janvier 1812, *ibid.*, f° 26.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le gouvernement impérial avait appris avec satisfaction l'arrivée au pouvoir de Miranda[1] et Napoléon ne doutait pas de trouver « un allié tout désigné[2] » en ce général autrefois au service de la France. Celui-ci s'apprêtait, d'autre part, à envoyer Pedro Gual rejoindre Oréa[3]. Tout ainsi semblait aller à souhait pour le Vénézuéla lorsque la chute de Miranda interrompit brusquement la négociation.

Elle allait être presque aussitôt renouée. D'accord avec Bolivar, Toríces, président de l'état de Carthagène, chargeait au mois d'octobre 1812 le vénézuélien Manuel Palácio Fajardo[4] de se rendre aux Etats-Unis et de pressentir le gouvernement fédéral ainsi que le ministre de l'Empereur au sujet de la reconnaissance des états sud-américains. Ancien membre de la Société Patriotique, député au Congrès de Caracas, signataire de l'Acte d'Indépendance, enfin officier à l'armée de Miranda, Palácio, intrigant, instruit et plein de zèle politique, semblait tout qualifié pour réussir. Le président Torices lui fit préparer des lettres de créance en bonne et due forme[5], que Bolivar promit de faire encore ratifier par le Congrès de la Nouvelle-Grenade, ce qui du reste fut obtenu[6], et vers la fin d'octobre 1812, le nouvel ambassadeur se mettait en route pour Washington.

1. Rapport du duc de Bassano à l'Empereur, 18 janvier 1812, *ibid.*, f° 26.

2. *Ibid.*

3. V. *suprà*, liv. II, ch. IV, § 5.

4. Né à Miragual (Vénézuéla) en 1784. Député au Congrès de 1811 et l'un des orateurs les plus brillants de la Société Patriotique. Au retour de sa mission aux États-Unis et en Europe, il assista au Congrès d'Angostura en 1818, fut nommé secrétaire d'État de l'intérieur et mourut à Angostura, le 8 mars 1819.

5. Lettres de créance de D. Manuel Palácio datées du palais du Pouvoir exécutif à Carthagène, le 5 octobre 1812, signées de Manuel Rodriguez Torices, président gouverneur de l'État de Carthagène des Indes, contresignées par José Maria Salazár, secrétaire aux relations extérieures. *Archives des Affaires Étrangères. Ibid.*, f° 53.

6. Gil Fortoul, qui fait allusion à l'envoi de cette ambassade, indique que Manuel Palácio serait parti de Barinas pour Santa-Fé afin d'obtenir lui-même le consentement du gouvernement grenadin à la mission dont il était chargé. *Historia Constitucional de Venezuela*, *op. cit.*, t. I, p. 373.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le 25 décembre suivant, Palácio, accompagné de Pedro Gual, se présentait à Serrurier. Il lui demandait de le recommander auprès du gouvernement des États-Unis et sollicitait, par note verbale, « l'appui de l'empereur des Français en faveur de sa patrie[1] ». Le ministre de France engageait aussitôt Palácio à partir pour Paris. Il lui confiait son courrier officiel et s'exprimait en ces termes dans le rapport qu'il adressait au duc de Bassano[2] : « Carthagène est un état qui jusqu'à présent s'est défendu avec succès. Il a osé aller plus vite que les autres et, dès le mois de novembre 1811, a proclamé son absolue indépendance. Mais, depuis les désastres du Vénézuéla, ces dangers se sont accrus... Elle craint avec raison l'arrivée de nouveaux renforts à Sainte-Marthe et l'assistance que les gouverneurs anglais sont disposés à donner à ses ennemis. » Serrurier ajoutait que Palácio avait eu plusieurs entrevues avec le secrétaire d'État James Monroe : « il n'en a obtenu que des vœux[3]. Cette république a encore en politique la timidité attachée à la faiblesse et elle craint toujours de se compromettre avant le temps avec l'Espagne. Elle perdra plus tard ces scrupules en devenant plus forte et c'est une raison de plus de traiter dès à présent avec Carthagène. »

Palácio était à Paris le 13 mars suivant. Un français, Louis Delpech, précédemment établi à Caracas[4] et que Mariño et Bermúdez avaient chargé, peu de temps auparavant, d'aller se procurer des armes pour leur compte à l'étranger, se mit aussitôt en rapports avec le délégué de Carthagène. Ils adressèrent ensemble un

1. Note de Manuel Palácio, député de l'État Indépendant de Carthagène des Indes à M. le Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. et R. près les États-Unis, le 25 décembre 1812. *Arch. des Aff. Étr.* Colombie, Vénézuéla, Nouvelle-Grenade, N° 1, f° 36.

2. 1er janvier 1813, *ibid.*, f° 39.

3. C'est en effet ce que déclarait Palácio dans le rapport général qu'il adressa de Londres, le 7 février 1815 pour rendre compte au président de Carthagène des résultats de sa mission. V. ce rapport dans O'Leary, *Documentos*, t. IX, p. 403.

4. Il aurait été le fondateur de la première imprimerie au Vénézuéla, **D.**, II, 402.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

memorandum au duc de Bassano[1], protestant « de leur attachement à la France et de leur haine contre les Espagnols, les Portugais et les Anglais, coupables de toutes les intrigues imaginables pour subjuguer et dominer leurs pays », et sollicitant des secours en armes et munitions. Ils demandaient en même temps l'autorisation d'engager des officiers d'artillerie, des ingénieurs, des chefs d'atelier et des ouvriers de toute sorte.

Les propositions des délégués américains furent écoutées avec sollicitude au ministère des relations extérieures. Le duc de Bassano fit, sur les instructions de l'Empereur, adresser des notes au ministère de la guerre. Pendant quelques semaines, Palácio et Delpech se crurent sur le point de réaliser l'objet de leur mission. On leur avait fait obtenir audience du pape Pie VII à Fontainebleau et Napoléon paraissait de plus en plus enclin à donner suite aux projets d'intervention en faveur de l'Indépendance, en y intéressant le Souverain Pontife[2]. Celui-ci devait ratifier les nominations de plusieurs évêques qui seraient désignés par les autorités républicaines[3]. Malheureusement, les événements vinrent une fois de plus réduire à néant les espérances des gouvernements américains et de leurs ambassadeurs. La coalition redoublait d'efforts contre la France. C'étaient les suprêmes batailles, la chute de l'Empereur, le retour des Bourbons. Delpech disparut. Palácio qui, sous un nom d'emprunt[4], était entré en pourparlers avec divers officiers licenciés qu'il voulait emmener au Vénézuéla, fut soupçonné de conspiration, arrêté le 22 octobre 1814 et mis en demeure de quitter le territoire[5].

Bolivar n'avait donc plus à compter que sur lui-même pour tenter l'entreprise à présent impossible de résister à ses ennemis. Dès le milieu de janvier 1814, le

1. Le 15 avril 1813. *Arch. des Aff. Étr.* Colombie, I, f° 57.
2. Rapport cité de Palácio au président de Carthagène.
3. Note de Delpech et Palácio, au duc de Bassano. *Arch. des Aff Étr.*, Colombie, I, f°s 58 et ss.
4. Celui de Diego O'Liber, Archives Nationales, F⁷ 6344.
5. *Ibid.*

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Libertador a scellé sa réconciliation avec Mariño. Mais il est trop tard. Yañez a quitté Barinas et se porte à marches forcées vers Caracas. La population des campagnes lie partie avec les royalistes. Bóves et ses llaneros ont envahi les plaines au sud de la capitale. Pour y apaiser la formidable insurrection qui se prépare, Bolivar recourt au moyen même que les Espagnols ont mis en œuvre pour la déchaîner. Il décide l'archevêque de Caracas, Coll y Prat, à se mettre en route pour Calabozo avec un certain nombre d'ecclésiastiques gagnés à la cause républicaine. Leurs efforts, d'ailleurs plus ou moins sincères [1], restent sans effet. Il n'y a plus d'autre recours que les armes.

A la nouvelle des mouvements de Yañez, Urdaneta, qu'après la bataille d'Araure le Libertador avait acheminé vers San Carlos où il devait préparer une expédition contre Coro, dut modifier ses projets; voulant arrêter la marche victorieuse de la division royaliste de Barinas, il fut se poster avec 800 hommes à Ospino, non loin d'Araure. Yañez vint l'y attaquer le 2 février. L'infanterie républicaine formée en carrés soutint vaillamment les assauts furieux des llaneros. Au plus fort de l'action, Yañez, qui commandait les charges, tomba frappé de deux balles. Ce fut pour ses cavaliers décontenancés par la résistance des patriotes, le signal de la débandade. La victoire serait restée à Urdaneta si le capitaine Sébastian de la Calzáda n'avait pris, après la mort de son chef, le commandement des fugitifs et n'était entré dans Ospino que les républicains avaient abandonné. Le cadavre de Yañez fut dépecé et ses membres envoyés dans les différents villages dont on espérait par cet exemple empêcher l'adhésion à la cause royaliste. Calzáda vengeait aussitôt l'outrage en passant au fil de l'épée la population d'Ospino.

Cependant Bóves avançait toujours. Il n'était plus qu'à quelques étapes de Valencia. Ses lieutenants Morales et Roséte pénétraient d'autre part dans les vallées

1. V. A. Rojas, *Estudio historico sobre el arzobispo Coll y Prat.* 1873, dans **D.**, V. 1151.

du Tuy au sud de Caracas, semant la terreur et la mort sur leur passage. Bolivar, qui prenait les mesures les plus actives pour résister à l'investissement dont était menacé le centre du pays, obtint de Mariño la promesse qu'il se porterait en toute hâte avec ses troupes sur la ville de Cúra. Campo Elias, à la tête de 1.300 fantassins et de 300 cavaliers, vint y attendre ce renfort depuis si longtemps souhaité et qui permettrait peut-être de barrer le chemin à Bóves. Mais Mariño déçut une fois de plus l'espoir des patriotes. Campo Elias dut soutenir seul l'attaque impétueuse des terribles lanciers de Bóves.

Le combat eut pour théâtre la vaste savane de La Puerta, à trois lieues au sud de Cúra. Il fut l'un des plus meurtriers de cette guerre. Enfoncée, détruite aux trois quarts par les charges successives des llaneros, l'infanterie républicaine joncha la plaine de ses cadavres. Près de mille hommes périrent. Bóves, atteint de plusieurs blessures, trouva cependant des forces pour ordonner l'égorgement immédiat des prisonniers. La division de Campo Elias, réduite à deux cents cavaliers, partit à toute bride se retrancher dans le défilé de La Cabrera près de Valencia.

Les habitants de Caracas se préparèrent alors à une défense désespérée. Rivas, qui commandait la garnison, assembla mille hommes, prit cinq pièces de campagne et partit le 7 février au secours de Campo Elias. Morales le surprit trois jours après à La Victoria, lui livra bataille et fut sur le point de l'anéantir. Malgré les prodiges de valeur accomplis par Rivas, les recrues intimidées perdaient contenance, reculaient, se laissaient envelopper, disperser, massacrer par les cavaliers espagnols. Les républicains semblaient perdus lorsque tout à coup un nuage de poussière s'éleva sur la route de Valencia; le galop précipité d'une cavalerie lancée à toute allure, se fit entendre. C'était Campo Elias conduisant les escadrons échappés au désastre de La Puerta. Les soldats de Rivas reprirent courage à ce renfort inattendu et, revenant à l'offensive contraignirent l'ennemi à leur céder le terrain.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Morales battit en retraite vers Cúra pendant que Rivas, sans perdre un instant, se portait avec 800 hommes à la rencontre de Roséte dont on signalait la présence à Charayave à sept heures de Caracas. Il le battit complètement le 20 février et poursuivit sa marche sur le village d'Ocumare, occupé dix jours plus tôt par les troupes de Roséte.

Un spectacle terrifiant y attendait les patriotes. Les rues étaient littéralement pavées de bras, de jambes, de troncs et de tête coupés. La population tout entière avait péri dans cette épouvantable hécatombe dont la vue transporta Rivas d'horreur et de rage : « Le sang américain crie vengeance — écrivait-il à la fin de son rapport officiel à Caracas[1] — les mânes des victimes d'Ocumare exigent de tous ceux qui ont l'honneur de gouverner les pays libres d'Amérique d'inexorables représailles. Je jure, quant à moi, de venger mes frères martyrisés et d'exterminer en ce pays la race maudite des Espagnols ! »

Le colonel Juan Bautista Arismendi, originaire de l'île Marguerite, que nous avons vu collaborer naguère avec Mariño au siège de Cumana et qui commandait provisoirement la place de Caracas, fit afficher sur les murs de la ville le rapport que Rivas venait de lui faire parvenir. Il en faisait suivre le texte de cette proclamation : « Citoyens, je fais à mon tour, le serment de n'accorder de grâce à aucun Espagnol. Le sang de ces mécréants sera versé par mes ordres, car je suis certain qu'un tel sacrifice remplira de joie les ombres frémissantes des victimes américaines immolées à l'atroce fureur de leurs bourreaux. Je ne puis douter non plus que le Libertador ne soit animé d'intentions semblables. »

1. 2 février 1814, **D.**, V. 915.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE III

LA GUERRE A MORT

I

Pendant que ses lieutenants accouraient ainsi sur les points successivement menacés par les divisions espagnoles, Bolivar était, dès le milieu de janvier, revenu devant Puerto-Cabello afin d'y activer, une fois de plus, les travaux du siège. L'occupation de cette place devenait, en effet, indispensable dans la situation, chaque jour plus critique, où se trouvaient les patriotes. Privés de toute base d'opération sérieuse, réduits aux régions centrales de la province de Caracas où les royalistes étaient à la veille de pénétrer, les derniers champions de la République ne pouvaient envisager d'espoir qu'à la condition de s'emparer de Puerto-Cabello. Maîtres des arsenaux et des forteresses, à l'abri des murailles et groupés autour du Libertador, il leur serait seulement loisible de prolonger la résistance et de braver peut-être les efforts de l'ennemi. Aussi Bolivar s'employait-il, avec toute l'énergie dont il était capable, à ranimer l'esprit et l'ardeur de ses soldats. Il ne désespérait pas de parvenir, par surprise ou par force, à mener à bien son entreprise. Il se croyait assuré de la prochaine venue de Mariño et comptait toujours sur un retour de la fortune.

Malheureusement le dictateur de l'orient n'avait

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pas encore fait son apparition et, par contre, les courriers porteurs de mauvaises nouvelles, affluaient au quartier général. En apprenant la défaite de La Puerta qui livrait à Bóves la route de Caracas, Bolivar, confiant une fois encore à d'Elhuyar le soin de poursuivre les opérations du siège, dut se résigner à prendre le chemin de Valencia et vint s'y enfermer le 5 février. Il fut informé, dès son arrivée, des actes de violence et d'extermination que les bandes de Roséte commettaient dans les vallées du Tuy. Il sut que Rivas allait quitter Caracas, laissant la capitale démunie et presque sans défenseurs : « En un moment de si grand péril — écrivait le commandant de La Guayra — que dois-je faire des prisonniers détenus à la forteresse ? La garnison est fort réduite et ces prisonniers sont très nombreux... » Arismendi faisait aussi parvenir de Caracas une note conçue dans des termes semblables.

Il s'agissait des Espagnols et des Canariens arrêtés six mois auparavant lors de l'entrée des troupes républicaines dans la capitale et qui remplissaient les prisons de Caracas et de La Guayra au nombre d'un millier environ. Bolivar, dans le traité, négocié à La Victoria, le 4 août 1813, avec les délégués du capitaine général intérimaire D. Miguel Fierro, avait, nous l'avons vu, spécifié que les Espagnols habitant le Vénézuéla ne seraient point inquiétés et resteraient libres d'émigrer. Les commissaires n'avaient pu faire ratifier le traité par les autorités espagnoles et Monteverde s'était formellement refusé, pour sa part, à reconnaître une capitulation conclue avec « des rebelles ». Il avait été dès lors impossible à Bolivar de mettre fin à la détention des Espagnols que des représailles, considérées comme légitimes, soumettaient au traitement même subi par les patriotes à l'époque de la prise de possession de Caracas par Monteverde.

Toutefois, le Libertador ne renonçait pas à l'espoir de fléchir l'obstination de son ennemi et continuait à lui proposer la remise de ces prisonniers gardés en otage, en échange de la ratification solennelle du traité. A sept reprises différentes, cette offre fut transmise à

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Monteverde qui la repoussa toujours. Ses successeurs témoignèrent d'une opiniâtreté plus cruelle encore. Don Jacinto Istueta, à qui les assiégés de Puerto-Cabello avaient, après le départ de Monteverde, confié la défense de la place, pressé de nouveau par Bolivar de consentir un cartel, répondit, lors d'une attaque survenue quelques jours plus tard, en exposant des prisonniers vénézuéliens, au feu de leurs compatriotes. Ceux que les balles épargnèrent allèrent périr suffoqués dans les pontons [1].

Cependant les désastres s'accumulaient; les patriotes se sentaient proches d'une catastrophe. Leurs armées étaient dispersées sur tout le territoire. La nécessité où ils se trouvaient à présent de retirer les garnisons de La Guayra et de Caracas pouvait hâter la révolte des prisonniers qui s'annonçait comme un événement aussi probable qu'alarmant. Depuis quelque temps, le bruit circulait, en effet, parmi les patriotes, d'une vaste conspiration, que les Espagnols détenus dans la capitale ourdissaient de connivence avec les chefs royalistes. Cette rumeur, confirmée par les rapports du général Rivas, qui prétendait avoir découvert dans les archives de Roséte les preuves manifestes du complot [2], portait à leur comble les inquiétudes du Libertador.

Quoi qu'il en fût, les prisonniers étaient en majeure partie d'anciens soldats des milices royalistes de Monteverde. S'ils parvenaient à briser les portes de leur cachot, ces quatre ou cinq cents hommes valides et résolus pouvaient constituer un terrible danger dans un moment où les républicains ne parvenaient, qu'au prix des plus grands sacrifices, à rassembler des recrues et où la municipalité de Caracas faisait annoncer par bans que « tous les citoyens, de douze ans jusqu'à soixante, allaient être appelés au service ».

Il est donc aisé d'imaginer ce qu'avaient d'angoissant et de tragique les questions posées au Libertador par les commandants des places de La Guayra et de Cara-

1. LALLEMENT, *Histoire de la Colombie, op. cit.*, ch. IV.
2. Rapport du 20 février 1814 mentionné dans **D.**, V., 922, § 3.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cas. La réponse de Bolivar fut immédiate et décisive :

Au citoyen José Léandro Palacios, commandant de La Guayra.

Votre dépêche du 4 de ce mois, qui me parvient à l'instant, m'informe de la situation critique où se trouve la place que vous commandez, pourvue d'une garnison restreinte et dans laquelle sont renfermés des prisonniers en nombre considérable. En conséquence je vous ordonne de faire passer immédiatement par les armes tous les Espagnols détenus dans les cachots ou dans les bâtiments de l'hôpital, sans aucune exception.

Quartier Général du Libertador à Valencia, 8 février 1814.
8 heures du soir.

SIMON BOLIVAR[1].

Un ordre semblable fut expédié en même temps à Caracas. Il contenait une variante : Bolivar avait dicté « Je vous ordonne de faire passer immédiatement par les armes tous les Espagnols détenus dans les prisons, à l'exception de ceux qui possèdent des lettres de naturalisation ». A la lecture de l'instruction qui lui était destinée, Arismendi eut un accès de colère. « Le secrétaire du Libertador, s'écria-t-il, est un âne, il a écrit : « à l'exception » au lieu de « y compris ! » — *con excepción, en vez de con inclusión*[2] !

Cette réflexion féroce donne la mesure de l'état d'exaspération, voisin de la démence, dont se trouvaient alors possédés les patriotes vénézuéliens. Les exécutions commencèrent le 13 février et ne prirent fin que le 16. A Caracas, sur la grand'place, à La Guayra devant la forteresse de San Carlos, les prisonniers furent amenés par petits groupes et successivement exécutés. Une sonnerie de clairon donnait le signal de la fusillade. Bientôt on jugea la dépense de poudre trop coûteuse ; alors ce fut à coups de sabre et de pique que l'on égorgea les Espagnols. Huit cent soixante-six hommes[3] périrent ainsi froidement, méthodiquement

1. O'LEARY, t. XIII, N° 221.
2. MITRE, *Historia de San Martin*, t. III, ch. XXXIX, p. 376.
3. Chiffres officiels publiés dans les numéros de la *Gacela de Caracas* de l'époque.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

assassinés, avec l'absolue conscience, parmi ces autres *septembriseurs* faisant l'office de bourreaux, d'un devoir patriotique légalement accompli. Parmi les suppliciés se trouvaient des marchands et des bourgeois paisibles, auxquels jamais la pensée n'était venue de prendre les armes contre la Révolution. Il y avait aussi des vieillards, qui, par suite de leurs infirmités ou de leur grand âge, étaient incapables de marcher. On les attacha dans un fauteuil, puis, conduits au lieu du supplice, ils furent impitoyablement massacrés comme les autres.

Peut-être, ainsi que le prétendaient les patriotes, la présence des prisonniers espagnols à La Guayra et à Caracas signalait-elle un péril : une pensée de sollicitude à l'égard du nombre restreint des soldats survivant aux multiples infortunes de la république, serait ainsi le motif immédiat du massacre. Il faut cependant en rechercher plus loin les causes profondes et l'origine. « Les Espagnols qui périrent de la sorte — écrit un historien américain [1] — périrent en réalité victimes du genre de guerre que patriotes et royalistes se faisaient alors au Vénézuéla et qui transformait ces contrées malheureuses en un vaste et sinistre champ de boucherie. » Tel était, en effet, le caractère assumé par cette lutte atroce que la tuerie des journées de février 1814 semble n'être qu'un banal épisode et venir à son rang parmi les abominations innombrables dont les Colonies espagnoles étaient devenues le théâtre.

Sur ce continent, dont les conquérants eux-mêmes avaient apporté tant d'acharnement à s'entre-détruire, la violence et le meurtre s'étaient acclimatés dès le premier jour. Les supplices, écartèlement, torture, écorchement, pendaison, autodafés, s'établirent dans le Nouveau Monde comme la rançon naturelle de toute rébellion et lorsque les colons eurent affiché définitivement leurs aspirations indépendantes, les représailles qui les attendaient ne firent que s'étendre et s'aggraver encore en terrorisme. Les créoles prirent d'ailleurs, en

1. Restrepo, t. II, ch. VI, p. 227.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

maint endroit, l'initiative des barbaries réciproques. Au Mexique, les exécutions en masse ordonnées par les autorités royales après la révolte d'Hidálgo, avaient eu pour prélude les excès et les crimes odieux commis par les officiers et les soldats du curé de Dolores. A La Plata les premiers lauriers de la révolution dans les champs de Suipácha, le 7 novembre 1810, s'étaient souillés du sang d'un grand nombre de déplorables victimes. Après l'exécution de Liniers, le héros de la reconquête et de la défense de Buenos-Ayres, à la Cabéza del Tigre, la réaction avait été réprimée sans pitié dans les provinces de l'intérieur. Le général Castelli, envoyé dans le Haut-Pérou, ordonnait, quelques semaines plus tard, conformément aux instructions de la Junte, l'assassinat dans leurs prisons des chefs militaires et civils de la résistance espagnole, Nieto, Cordoba et Sanz, « voulant ainsi marquer que la guerre entre royalistes et patriotes serait une guerre à mort [1] ».

Tout sentiment de pitié, d'humanité sembla disparaître dès que la Révolution se fut généralisée. Du Mexique, où le caractère sauvage de la guerre s'accusait à partir du moment où le général Calleja eut remporté, au pont de Calderón, sa grande et meurtrière victoire sur Hidálgo, au Pérou, dont les moindres velléités libérales étaient étouffées dans les supplices, du Quito, demeuré frémissant au souvenir des hécatombes de 1810, à la Nouvelle-Grenade, ensanglantée par les guerres civiles et la révolte de ses provinces de Pásto et de Patia qui renouvelait les scènes tragiques de la chouannerie vendéenne, un régime effroyable d'horreurs et de massacres s'instaura. Sur ce point encore le Vénézuéla donna l'exemple et le signal : Espagnols et créoles y rivalisaient de férocité : c'est par le martyre d'España et de ses compagnons que débuta la Révolution. La pratique, alors inaugurée, d'exposer publiquement dans des cages de fer les membres des suppliciés devint par la suite habituelle et nul ne s'étonna de voir les royalistes, à l'époque du premier

1. Mitre, *Historia de Belgrano*, *op. cit.*, t. I, ch. XI, p. 269.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

débarquement de Miranda, ou les patriotes, lors de l'insurrection des Canariens de 1812, recourir au coutumier et sinistre dépeçage.

Bientôt il fut impossible d'empêcher les guerrilleros et les miliciens eux-mêmes d'achever les prisonniers après le combat. La guerre devint une guerre à mort et sans merci. La vue des tortures, l'odeur du sang, semblaient avoir réveillé, parmi la basse population appelée sous les armes, les instincts forcenés du caraïbe, du nègre des forêts africaines, du coupe-jarret des populaces espagnoles transplanté lors de la Conquête. Le fait pourtant que des patriciens de haute culture, comme les Briceño, les Rivas, les Urdaneta, les Mariño, les Arismendi et tant d'autres se soient laissés entraîner aux barbaries qui ternissent leur gloire, ne peut être expliqué que par des raisons empruntées au domaine de la pathologie. La « contagion du meurtre » aussi certaine, faut-il dire avec l'un des plus célèbres criminalistes comtemporains [1], que celle des maladies ordinaires, fut la cause évidente de la participation des hautes classes américaines à l'épopée d'excès et de cruautés qui caractérise les premières guerres de l'Indépendance.

Au début, en effet, aux temps idylliques du marquis del Toro et de la première république vénézuélienne, les chefs patriotes témoignaient à l'envi d'une constante générosité à l'égard de leurs ennemis. Ils épargnaient toujours les prisonniers, et la conduite de Miranda s'opposant à l'exécution des promoteurs de la rébellion de Valencia fut même l'un des griefs que les adversaires du Précurseur invoquèrent plus tard contre lui. Cette bienveillance était d'ailleurs partagée par le gouvernement de la métropole. Aux dispositions conciliantes des Proceres, l'Espagne avait répondu par des démarches de même nature. La Junte Centrale, la Régence avaient nommé ou envoyé dans les Colonies des *Pacificateurs*,

1. Sighele, *La Foule Criminelle*, in-8°, Alcan 1905, p. 32. M. R. Blanco Fombona, dans une étude sur « La Guerre à Mort » publiée dans le *Constitucional de Caracas* en décembre 1906 et janvier 1907, a magistralement exposé ce point de vue.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

en majorité créoles, chargés d'annoncer de promptes réformes.

Mais lorsque la métropole disposa des ressources militaires immobilisées par l'invasion française, elle recourut en Amérique à la force des armes pour réduire l'insurrection. Les véritables motifs du soulèvement lui demeuraient incompréhensibles. Exaspérés par la résistance de ces colons tenus d'instinct en mépris et qu'ils étaient convaincus d'avoir traité avec une clémence exagérée, les Espagnols opposèrent dès lors aux « rebelles » un terrorisme que leurs représentants eurent tôt fait d'ériger en système. Ils proclamèrent le blocus et l'état de siège dans toutes les provinces, prirent à leur tour l'offensive, ourdirent des conspirations, excitèrent les Américains les uns contre les autres et ne reculèrent plus devant aucun moyen pour venir à bout de la résistance. La brutalité féroce qui présida à l'adoption de ces mesures allait rendre irréconciliable la scission entre la mère-patrie et les Colonies[1].

Monteverde fut à Caracas le metteur en œuvre de cette nouvelle politique. Le régime sanguinaire auquel il soumit la colonie affola littéralement les patriotes, les jeta d'un excès dans l'autre et les amena à user d'autant de cruauté qu'ils avaient jusque-là montré de mansuétude. On vit apparaître au surplus sur la scène de la guerre des capitaines improvisés, gens de sac et de corde et bandits de profession, qui surent imposer leurs services aux gouverneurs espagnols débordés par l'insurrection et contraints de prendre, où ils le pouvaient, des défenseurs. La lutte alors acheva de revêtir l'épouvantable caractère qu'elle conserva désormais : « guerre effroyable, en effet, guerre au couteau, guerre pour en finir plus épique et désespérée du côté des rebelles, plus haineuse et furibonde dans les rangs espagnols, guerre inexpiable elle aussi, avec ses splendeurs et ses sauvageries, ses pages à la Florus traversant la concision réaliste des récits de Polybe, ses traits dignes des Olympiens, héros de Troie, et d'autres qui semblent ressusciter

1. V. GERVINUS, t. VI, pp. 135-137.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les horreurs inventives des batailles d'Hamilcar[1] ».

Ici, au hasard, c'est le trio sinistre de Cerveriz, jurant de ne faire grâce de la vie à aucun patriote et qui se vantait à bon titre de n'avoir pas une fois manqué à ce serment; d'Antoñanzas, impitoyable massacreur d'enfants et de vieillards, bourreau sadique aux instincts de chacal, dont la distraction coutumière était de faire éventrer les femmes enceintes; de Zuázola, faisant mutiler les morts et expédier dans les villes des caisses remplies d'oreilles coupées que les royalistes clouaient sur leurs portes ou portaient au chapeau en manière de cocarde. Zuázola se signalait d'ailleurs par d'inimaginables trouvailles. Lorsqu'il s'était rendu maître d'un village, il en faisait défiler devant lui les habitants; on leur coupait alors le nez, les oreilles, les joues, on les cousait deux à deux par les épaules, ou bien encore, après leur avoir scalpé la plante des pieds, on les faisait marcher sur des cailloux pointus ou des tessons de bouteille[2].

Là, c'est Bóves, monstre à face humaine, dont le portrait est du reste révélateur: « Il était, selon l'un de ses biographes occasionnels[3], de taille moyenne, les épaules larges, surmontées d'une énorme tête aux yeux bleus et troubles enchâssés dans des cavités profondes, le front très bas, les pommettes saillantes, le poil rare et roussâtre, le nez et la bouche à la ressemblance du bec d'un oiseau de proie. » Il passait avec ses « soldats-bandits[4] » comme un ouragan dévastateur, renouvelant à trois siècles de distance le souvenir légendaire du terrible López de Aguirre. Longtemps après la fin des guerres de l'Indépendance, on montrait encore aux étrangers les témoignages affreux du passage de la légion infernale et de son capitaine : des calvaires en

1. D'Espagnat, *op. cit.*, p. 350.

2. V. Montenegro, *Geografia*, etc., t. VI, pp. 133 et ss., Heredia, *op. cit.*, liv. II; Gervinus, *op. cit.*, t. VI, p. 142, etc.

3. J. V. Gonzalez, *Rásgos biograficos del Gal José Félix Rivas. Revista literaria.* Caracas, 1865.

4. C'est ainsi que les qualifiaient tous les premiers les gouverneurs espagnols. V. Rapport du général Montalvo, vice-roi de Nouvelle-Grenade, à la secrétairerie de la guerre, 31 octobre 1814, cité par Mitre, t. III, p. 393.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

pyramide, couverts des crânes des combattants et des prisonniers massacrés, s'élevaient un peu partout [1]. Le burin de Goya et le pinceau de Valdès Leal auraient trouvé là matière à de nouvelles et terrifiantes images.

Un fait parmi cent autres caractérisera les procédés habituels de Bóves, dont le drapeau avait été baptisé par lui-même « l'Étendard de la Mort ». Bóves venait d'arriver avec ses hordes dans un village dont tous les habitants avaient fui. Un vieillard, qui, seul n'avait pu s'échapper, est amené devant le capitaine, qui donne aussitôt l'ordre de le tuer. Soudain, un enfant survient, se jette aux pieds de Bóves et lui crie : « Au nom de Dieu et de la Vierge, je vous supplie d'épargner ce pauvre homme, qui est mon père. Sauvez-le et je deviendrai votre esclave. » — « C'est bien, répond Bóves en ricanant, mais, pour sauver ton père, te laisseras-tu, sans proférer une plainte, couper le nez et les oreilles ? — Oui, oui, s'écrie l'héroïque enfant, et stoïquement il subit l'affreux supplice. » — « Tuez le vieillard, dit alors Bóves, il est rebelle au roi et tuez aussi l'enfant, c'est un brave, qui deviendrait un rebelle à son tour, si l'on le laissait vivre [2]. »

Dans la nomenclature des protagonistes de la guerre à mort, il convient de donner une place encore à ce Frère Eusebio de Coronil, dont Monteverde avait fait son chapelain : « Ce boucher tonsuré, capucin dégénéré des missions de l'Apure, qui avait plutôt l'air d'un capitaine de reîtres que d'un religieux de Saint-François et qui, se trouvant à Valencia en 1813 et voyant une compagnie partir pour la guerre, exhortait les soldats à ne laisser en vie personne au-dessus de sept ans [3]. » On ne saurait oublier non plus Roséte et Yañez, qui portaient dans leurs bagages des tiges de fer dont l'extrémité formait les lettres *R* (républicain) ou *P* (patriote) afin d'en marquer au feu le front des insurgés.

1. Gervinus, t. VI, p. 265.
2. V. récit de Schryver dans *Esquisse de la Vie de Bolivar*. Bruxelles, 1899, p. 53, d'après O'Leary, *Memorias*, I, p. 188.
3. Heredia, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 135. V. aussi d'Espagnat, *op. loc. cit.*

La liste est innombrable de ces tortionnaires, dont le courage personnel ne saurait excuser les forfaits.

Du côté des patriotes, les chefs ne le cédaient en rien sous ce rapport aux royalistes. Pendant la campagne d'occident, Bermúdez fit des hécatombes de prisonniers, et Mariño, sans aucune forme de justice, en exécuta, nous l'avons vu, près de deux cents lors de la prise de Cumana. Le margaritain Arismendi, issu d'une famille riche et distinguée, officier de valeur et dont les Espagnols eux-mêmes se plaisaient au début à reconnaître la modération, fit preuve, dans l'accomplissement du massacre de Caracas, d'un zèle et d'une joie tellement effrayants que sa sauvagerie et son inhumanité devinrent proverbiales. Certains officiers européens, venus, par la suite, prendre du service au Vénézuéla, tout en rendant justice aux mérites de leurs compagnons d'armes, ne purent jamais se départir à l'égard d'Arismendi d'une aversion terrorisée. Les uns parlaient de « son rire ricanant comme celui d'une hyène[1] ». « Tout peintre psychologue — écrit un autre — voulant dessiner un scélérat résolu, choisirait pour son portrait ce visage de brigand, ces yeux louches avec leur expression de ruse froide, et ces traits grossiers formés par le nez, la bouche et le menton. »

Arismendi, grand, mince et de façons courtoises, avait tout au contraire le visage assez régulier. Un léger strabisme n'altérait pas l'expression énergique et calme de sa physionomie. La vérité est qu'Arismendi, comme la plupart de ses contemporains, subissait l'entraînement irrésistible d'une époque affolée de violence. José Félix Rivas, oncle par alliance du Libertador, citoyen réfléchi, pondéré et d'une distinction notoire, souillait ses exploits, à Niquitão, Los Horcónes, La Victoria, d'abominables tueries. Le trait le plus significatif de cette démence meurtrière qui semblait s'être emparée de tous les cerveaux sera

1. *Recollections of a service of three years during the war of extermination in the Republics of Venezuela and Colombia by an officer of the Colombian navy.* Londres, 1828, cité par GERVINUS, VI, p. 293.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

donné par le vainqueur du Mosquitéro, l'Espagnol de naissance, Campo Elias. Il avait fait successivement mettre à mort ses parents et l'un de ses oncles, son bienfaiteur, et s'écriait dans un transport furieux : « Il faudra qu'après avoir tué tous les Espagnols, je m'égorge moi-même afin qu'il n'en survive aucun [1] ! »

Le patricien Antonio Briceño, dont nous avons vu l'intervention rien moins qu'opportune durant la campagne du Vénézuéla en 1813, s'était, l'on s'en souvient, lié à Carthagène avec un certain nombre d'exaltés, dont quelques aventuriers français. Le contrat qu'il signait avec eux, à la veille de son départ pour l'intérieur de la Nouvelle-Grenade, doit être cité comme un exemple typique des sentiments devenus naturels aux républicains exaspérés : « L'objet principal de la guerre à laquelle nous allons prendre part étant de détruire au Vénézuéla la race maudite des Espagnols d'Europe sans excepter les insulaires des Canaries, tous les Espagnols sont exclus de cette expédition, quelque bons patriotes qu'ils paraissent, puisqu'aucun d'eux ne doit être laissé vivant... Pour avoir droit à une récompense ou à un grade, il suffira de présenter un certain nombre de têtes d'Espagnols d'Europe ou d'insulaires des Canaries. Le soldat qui présentera *vingt têtes* sera fait enseigne en activité, *trente têtes* vaudront le grade de lieutenant, *cinquante* celui de capitaine, etc....[2] »

1. Baralt y Diaz, *Resúmen*, etc., *op. cit.*, t. I, p. 180.

2. Ce curieux document a été publié pour la première fois dans les *Mémoires du général Morillo*. Paris, 1826 (pp. 3 à 8). Il est daté de Carthagène le 16 janvier 1813, an 3e de l'Indépendance, signé Antonio Nicolas Briceño et suivi de la mention textuelle suivante : « Nous soussignés, ayant lu les dites propositions, acceptons et signons le présent pour se conformer en tout selon ci-dessus écrit; en foi de quoi nous mettons de propre volonté et de notre main nos signatures : Antonio Rodrigo, capitaine de carabiniers; Joseph Debraine ; Luis Marquez, lieutenant de cavalerie ; Georges Delon ; B. Henriquez, lieutenant de chasseurs; Jean Silvestre Chaquea; Francisco de Paula Navas... » Il se trouve reproduit dans **D.**, IV, 837.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

II

Lorsque, décidés à agir par eux-mêmes, Briceño et ses compagnons, après avoir rejoint Bolivar à Cúcuta au mois d'avril 1813, eurent subrepticement quitté le quartier général, ils ne se firent point faute de mettre leur sinistre programme en œuvre. Ils massacrèrent quelques villageois paisibles de San Cristobal et firent parvenir deux têtes coupées à Bolivar et Castillo. L'envoi était accompagné d'une lettre que, s'il faut en croire le mémorialiste Díaz [1], Briceño avait écrite avec du sang.

Bolivar frémit d'horreur en recevant ces répugnants trophées et donna l'ordre de poursuivre, d'arrêter et de lui amener le « satanique halluciné » — ce furent ses propres paroles [2] — qui commettait de tels forfaits et qu'il allait châtier d'importance. L'indigation de Bolivar était sincère. Si résolu qu'il fût à ne reculer devant aucune des mesures capables d'assurer le triomphe de l'Indépendance, le Libérateur avait de sa cause une notion trop haute pour consentir de prime abord à des excès que ses instincts et son éducation réprouvaient également : « Je suis opposé, écrivait-il, à ce moment même, dans un rapport au président de l'Union [3], au système de la cruauté ou de la violence. Et ma conviction à cet égard est si forte que malgré la pratique devenue d'usage courant parmi les populations du Magdaléna, de piller et d'incendier les localités prises sur l'ennemi, je n'ai pas laissé saccager une maison où brûler même une chaumière et les villages qui s'élèvent sur l'une ou l'autre rive du fleuve doivent à ma seule clémence d'y subsister encore. Les troupes de l'expé-

1. *Recuerdos*, etc., p. 73.
2. Larrazabal, I, p. 170.
3. Quartier général de San José de Cúcuta, 7 mai 1813, **D.**, IV, 808.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

dition ont campé près de deux mois dans Ocaña et je n'ai eu à sévir qu'une fois contre un soldat qui, s'étant rendu coupable d'un vol de dix piastres, a été puni de la bastonnade. Aucune autre plainte n'a été formulée contre aucun de mes hommes. »

L'ambiance pourtant agissait sur l'esprit de Bolivar. Les nécessités de la lutte, la volonté de réussir à tout prix, l'exaltation qui s'emparait des officiers, allaient avoir raison des sentiments du Libérateur. La nouvelle des persécutions que Monteverde ordonnait à Caracas porta la colère des chefs de l'entourage de Bolivar au paroxysme. Il n'y avait plus d'indifférents parmi les patriotes. Camilo Tórres, toujours si digne et si maître de soi, se laissait porter lui-même à des conseils implacables : « Sacrifiez, écrivait-il dans sa proclamation du 20 mars, récemment arrivée au quartier général, sacrifiez sans pitié ceux qui s'oppose raient à la liberté proclamée par le Vénézuéla ! » L'armée libératrice comptait alors tout au plus un millier d'hommes que les Espagnols concentrés à Barinas, à Maracaïbo, à Caracas, attendaient en nombre formidable. On ne pouvait espérer le salut de la patrie qu'à la condition d'être héroïquement prêt à vaincre ou à mourir pour elle.

Bolivar qui, sur ces entrefaites, venait d'apprendre, à Mérida, le détail des atrocités qui s'accomplissaient dans sa ville natale, sentit la fureur le gagner à son tour. Il sut encore que Briceño venait de tomber entre les mains des Espagnols et que, non content de l'avoir fait exécuter avec tous ses compagnons, le colonel Tizcar envoyait à l'échafaud un grand nombre des principaux créoles de Barinas. Cette dernière nouvelle, inexacte, il est vrai, parut alors trop vraisemblable pour être mise en doute[1]. Une si cruelle injustice exigeait des représailles : « Notre patience est à bout, proclame Bolivar, et puisque nos oppresseurs nous obligent à une lutte sans pitié, ils disparaîtront de notre territoire. Nous purgerons la patrie des monstres

1. V. Restrepo, II, ch. V, p. 141.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

qui la souillent. Notre haine doit être inexorable et nous devons faire la guerre à mort[1]. »

A Trujillo, quelques jours après, les nouvelles de Caracas se confirment. Des patriotes échappés aux persécutions de Monteverde viennent apporter à Bolivar le témoignage autorisé des supplices infligés à leurs parents, à leurs amis. Ils insistent sur les tortures des prisonniers détenus dans les cachots et les pontons de La Guayra et de Puerto-Cabello. Ils racontent encore d'autres massacres : Calabozo, San Juan de los Morros, Aragua... Ces récits achèvent d'affoler les officiers de Bolivar. L'exaspération du Libérateur se déchaîne et c'est sous la forme solennelle d'une « Proclamation aux Peuples du Vénézuéla » qu'il prononce la sentence irrévocable : « La justice commande la vengeance et la nécessité nous en fait un devoir... Espagnols et Canariens, comptez sur la mort si même vous restez neutres, dès lors que vous n'emploierez pas toutes vos forces à l'affranchissement de l'Amérique; Américains, coupables ou non, comptez sur la vie[2]. »

Cette terrible déclaration reçut l'assentiment unanime du conseil de guerre auquel Bolivar la soumit dans la nuit du 15 juin 1813. Elle était aussi bien la consécration formelle d'un état de fait généralisé à ce moment dans toutes les colonies espagnoles du Nouveau Monde, et les paroles du Libérateur ne faisaient que traduire le sentiment universel.

L'Amérique entière est, en effet, devenue un champ de carnage; les abominations les plus iniques s'y commettent et les protagonistes de l'Indépendance, depuis les grands chefs jusqu'aux plus obscurs d'entre les *caudillos*, sont partout engagés dans cette guerre à mort que l'ennemi pratique pour sa part avec un égal acharnement. Les rapports du vice-roi du Mexique au conseil de Régence mentionnent continuellement des massacres et des pillages. Pas une dépêche du général Calléja où il ne soit question de villages réduits en

1. Proclamation aux Vénézuéliens. Quartier général de Mérida, 8 juin 1813. **D.**, IV, 829.
2. Quartier-général de Trujillo, le 15 juin 1811. **D.**, IV, 831.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cendre ou de prisonniers froidement égorgés : « La guerre en Nouvelle-Espagne était réellement le Monstre Immortel du poète, plein de terreur, effroyable, cruel et indomptable. C'était une guerre de destruction comme ces guerres romaines durant lesquelles les chefs des conquérants civilisés donnaient, comme à l'époque qui nous occupe, les exemples d'une barbarie plus grande que celles des barbares eux-mêmes en violant les traités, en se rendant coupables de trahisons sanglantes et en massacrant les prisonniers[1]. »

A Quito et dans le Haut-Pérou, cinq ans de combats et de supplices avaient accoutumé les gens du pays à envisager avec sérénité les calamités les plus atroces. Personne ne craignait de verser son sang et tous souhaitaient verser le sang de leurs adversaires[2]. Au Chili, la noblesse de cœur et la fermeté du grand patriote O'Higgins, devenu général en chef des troupes indépendantes, ne pouvait rien contre les excès et les vengeances rallumés dès le débarquement de l'expédition envoyée par le vice-roi de Lima (fin de 1812). Partout, c'était de la sorte, et désespérément, que l'on se battait. San Martin, lui-même, le seul parmi les généraux américains qui fût pourvu d'une éducation militaire complète et eût fait, en Europe, l'apprentissage sérieux des armes, le seul aussi qui combattit avec une armée relativement bien instruite, équipée et organisée, San Martin donnait, après une bataille[3], l'ordre d'exécuter un officier espagnol prisonnier et justifiait sa conduite en ces termes auprès du gouvernement de Buenos-Ayres : « Je tiens à assurer Votre Excellence que malgré l'horreur que j'éprouve à verser le sang de mes semblables, je suis profondément convaincu qu'il est devenu d'une absolue nécessité de faire un exemple de ce genre... En nous voyant traiter avec indulgence un homme aussi criminel que l'était le colonel Landivar... nos ennemis croiraient, comme

1. Gervinus, VI, p. 162.
2. Cortés, *Ensayo sobre la Historia de Bolivia*, p. 80, cité par Mitre. *Historia de San Martin*, t. I, ch. V, p. 235.
3. Celle de Santa Cruz de la Sierra, le 15 janvier 1813.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ils le croient du reste, qu'il ne s'agit plus de modération, mais de faiblesse, et que nous en sommes encore à craindre le fouet de nos anciens maîtres[1]. »

C'étaient ces considérations mêmes que faisait valoir la proclamation de Trujillo. On peut y constater une fois de plus à quel point la Révolution sud-américaine se personnifiait en Bolivar. Généreux tout d'abord comme elle avait été généreuse dans ses principes et ses débuts, le Libertador témoignait à présent de l'implacable cruauté qui s'était imposée à tous. Tel est le sens de cet appel officiel à l'extermination. Assurément la grande âme de Bolivar était capable d'aimer et de haïr jusqu'à la fureur[2], la volonté souveraine qui lui commandait de tout subordonner à l'idéal dont il s'était institué l'artisan ne connaissait aucune entrave : que la guerre, la guerre surtout telle qu'on la comprenait alors, fût une chose terrible, cela pouvait être, mais la patrie est une chose sublime et le culte qu'en avait Bolivar tenait pour rien le reste. Il faut voir toutefois, dans le geste de Trujillo, plus qu'un acte représentatif et mieux qu'une explosion de géniale colère. La proclamation impliquait une idée ; elle était une initiative de haute et prévoyante politique.

A ce titre, la déclaration de guerre à mort par Bolivar, isolé parmi des embûches et des ennemis sans nombre, avec une poignée d'aventuriers héroïques, n'a sans doute jamais eu dans l'histoire moderne qu'un précédent. C'est la sublime hardiesse de Fernand Cortéz brûlant ses vaisseaux pour anéantir, dans le cœur de ses compagnons, toute chance de salut autre que celle de la victoire[3].

En proclamant publiquement l'irrémédiable haine

1. Rapport du général San Martin au gouvernement de la Plata, 16 avril 1814. *Archives du Ministère de la Guerre de Buenos-Ayres*, cité par Mitre, *op. cit.*, t. I, ch. V. p. 234.

2. « Vous me connaissez, écrivait Bolivar dans une lettre particulière, vous savez que je suis plus généreux que personne envers mes amis et ceux qui me veulent du bien, vous savez aussi que je suis terrible pour ceux qui m'offensent ». — Lettre de Bolivar à Juan Jurado. Campo de Techo, 8 décembre 1814. *Epistolario*, t. I, p. 30.

3. V. Blanco-Fombona, *art. cit.*, § 6.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

des Américains à l'égard des Espagnols, Bolivar poursuivait un triple dessein. C'était, avant tout, de rendre, pour l'avenir, impraticable une réconciliation. Le Libertador pensait, en outre, que la crainte, à défaut de la persuasion, lui ramènerait ceux de ses compatriotes acquis ou ralliés à la cause royaliste. Il prétendait enfin atténuer, auprès des nations étrangères, en vue de la reconnaissance future des États indépendants, l'impression défavorable provoquée par les atrocités dont le Nouveau Monde était le théâtre et que les Espagnols attribuaient aux seuls Américains.

Bolivar, aussi bien, ne pouvait empêcher que la nature des événements et des hommes en Amérique fût différente de ce qu'elle était en réalité. Il lui était par ailleurs d'autant plus impossible d'arrêter le cours sanglant de la Révolution qu'il s'y trouvait lui-même, soit par conviction, soit par entraînement, engagé. Son clairvoyant génie lui fournissait cependant le moyen de tirer parti de ces fatalités inéluctables et de se les rendre propices. Car en apposant au bas d'une proclamation solennelle sa signature de général en chef commandant les armées d'une république, il conférait, dans une certaine mesure, à ses compatriotes le caractère de combattants, réduits par le jeu des circonstances, à l'emploi des mêmes moyens de guerre dont on usait envers eux. Le « décret » de Trujillo transformait ainsi, les bandes américaines en corps de *belligérants* et leurs vengeances en *représailles* légitimes.

Trois mois plus tard Caracas étant prise et le gouvernement rétabli, Bolivar, s'adressant aux « Nations du Monde [1] », publiait encore un manifeste dans lequel sa pensée précisée se révélait cette fois sans détours. Après avoir longuement détaillé les « forfaits et les crimes » commis par les Espagnols, « il était, déclarait-il, dans nos intentions, et ce fut jusqu'alors notre conduite, de pratiquer la guerre comme elle se pratique entre nations civilisées. Mais instruits de ce

1. Manifeste aux Nations du Monde. Quartier général de Valencia. 20 septembre 1813. **D.**, IV, 873.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

que l'ennemi massacrait les prisonniers, sous le prétexte de les considérer comme des rebelles et sans autre motif que de vouloir priver la cause de la Liberté de ses défenseurs... nous avons, à notre tour, résolu de faire la guerre à mort et de n'épargner que les seuls Américains. C'est l'unique moyen dont nous disposions pour contrebalancer les avantages qui, sans lui, demeureraient le privilège de nos adversaires... »

Ce souci de ménager l'opinion étrangère et de se justifier auprès d'elle apparaît encore quelque temps après, dans une correspondance de Bolivar avec le gouverneur anglais de Curaçao, sir James Hodgson, dont l'intervention venait de se produire en faveur des prisonniers espagnols de Caracas et La Guayra. Le gouverneur demandait à Bolivar d'autoriser le départ de ces prisonniers : « Vous ne vous trompez point, écrit le Libertador, en me supposant des sentiments de compassion qui caractérisent, du reste, mes compatriotes. Nous pourrions être indulgents envers des cafres. Mais les tyrans espagnols, en dépit de notre inépuisable patience, nous contraignent aux *représailles*[1]. »

Rendant compte dans une autre lettre[2] des multiples démarches qu'il a vainement tentées auprès de Monteverde afin d'obtenir l'échange des prisonniers, Bolivar fait observer à sir James qu' « en vertu d'une loi antérieure, inspirée autant par la nécessité que par la justice, les prisonniers auraient dû subir le dernier supplice dès l'entrée de nos troupes dans la capitale ». Il a cependant fait surseoir à l'exécution. Il met tout en œuvre pour l'épargner. N'a-t-il pas été jusqu'à proposer à Monteverde de lui rendre les mille prisonniers dont il s'agit, « si dangereuse que soit cette mesure dans les circonstances où nous nous trouvons », contre un petit nombre des patriotes détenus à Puerto-Cabello ? « L'évêque Ortigosa y a été envoyé par moi en parlementaire, ajoutait le Libertador. On l'a jeté dans un

1. Valencia, 2 octobre 1813. *Epistolário*, t. I, p. 25.
2. Valencia, 20 octobre 1813. *Id.* t. I, p. 27.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

cachot. Je demande après cela à Votre Excellence de me dire quel parti nous reste à l'égard de ces monstres pour lesquels il n'y a ni droit des gens, ni vertu, ni honneur... Je souhaiterais ardemment de pouvoir me montrer généreux, les intérêts de la cause que je défends dussent-ils en souffrir, mais les barbares s'obstinent à exercer leur cruauté même contre leurs propres compatriotes[1]. »

C'était avec un sentiment de pitié profonde et sincère que Bolivar déplorait ainsi les funestes conséquences de la guerre à mort. L'homme que l'amour de sa patrie possédait au point d'en porter la logique aux extrêmes ne voyait pas, sans douloureuse angoisse, disparaître de plus en plus les représentants de la race caucasienne en Amérique. « Car c'était toujours sur eux, dira plus tard le Libertador, que s'acharnait la fureur des royalistes... Et nous, républicains, que l'on forçait à user du talion, c'est hélas aux Espagnols que nous dûmes l'appliquer, aux hommes de cette race qui aurait pu civiliser les déserts de la Colombie[2]. »

Les dommages causés par ces sanglantes hécatombes furent, en effet, incalculables et l'Amérique s'en est ressentie durant plusieurs générations. Bolivar prit, d'ailleurs, dès 1816[3], l'initiative d'abolir les pratiques meurtrières de la lutte qui se poursuivait et rechercha depuis toutes les occasions de réparer le mal[4]. Mais quelle que soit l'horreur que puisse inspirer la guerre à mort

1. Bolivar fit adresser le 24 février 1814 un nouveau « Manifeste aux Nations du Monde » par le secrétaire d'État Muñoz Tébar. Ce document contient une longue énumération des actes de violence que les indépendants reprochaient aux Espagnols ainsi qu'une justification des massacres de Caracas et La Guayra basée sur la nécessité où se trouvaient les républicains de recourir à des représailles exemplaires afin d'assurer leur sécurité. **D.**, V, 916.

2. *Mémoires du Général Mosquera*, *op. cit.*, p. 142.

3. Proclamation d'Ocumáre du 6 juin 1816. **D.**, V, 446.

4. « L'humanité d'accord avec la politique, écrit Bolivar en 1818 à l'un de ses familiers, nous a permis de suspendre la guerre à mort et l'expérience nous montre chaque jour les avantages de cette mesure : plus de deux cents Espagnols viennent de passer dans nos rangs depuis qu'ils sont informés de la clémence avec laquelle on les y accueille. » Lettre du 17 février 1818 citée par Gil Fortoul dans *Historia Constitucional*, etc., t. I, ch. VII, p. 218.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

encore faut-il reconnaitre en elle la flamme, effroyable sans doute mais efficace, où se forgea le glaive de la victoire définitive. Dans le sang, dans les larmes, à travers les terribles épreuves qu'elle traversait, l'idée de patrie, vagissante et fragile, s'est affermie. Une auréole d'abnégation et de splendide vaillance va se lever autour de ces combattants trop souvent hésitants jusqu'alors et qui deviennent des héros d'épopée.

Les quelques mémoires que l'on possède de cette époque [1], placée comme toutes les époques sacrées sous le signe funeste de la Violence [2], portent la trace du chemin parcouru par la notion épurée du patriotisme dans les âmes américaines. Des familles entières se sacrifient, avec un élan admirable, pour une cause que quelques années auparavant, on disait être l'ouvrage de « brigands et de fous ». Des femmes, accoutumées aux sourires, aux douceurs de la vie, à la tendresse, révèlent soudain des sentiments spartiates. Telle la jeune épouse d'Arismendi, emmenée captive en Espagne, accouchée dans sa prison d'un « nouveau monstre », écrivaient ses bourreaux, à laquelle on promettait la liberté pourvu qu'elle conseillât à son mari de déserter la cause républicaine, et qui répondait fermement : « Je suis incapable de déshonorer mon mari ; son devoir est de servir sa patrie et de la délivrer [3]. »

Cette guerre devint aussi l'école de toute une série d'hommes de valeur qui, nés au milieu du peuple, auraient, d'après la marche ordinaire des choses, passé leur vie dans l'apathie, la monotonie et la grossièreté traditionnelles et qui, depuis, suivirent une carrière glorieuse et s'élevèrent au comble des honneurs par les exploits les plus brillants [4]. On peut dès lors se demander s'il ne fallait pas à la religion de la Patrie américaine des martyrs nombreux et magnifiques et si le

1. V. notamment *Biografia del General Joaquin Paris*, dans *Repertorio Colombiano*, t. X, p. 194.
2. Suarès, *Essais sur la vie*, t. II, p. 128.
3. V. Briceño, *Historia de la Isla Margarita*, citée par Gil Fortoul, *op. cit.*, t. I, ch. VII.
4. Gervinus, *op. cit.*, t. VI, p. 465.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

calvaire qu'ils parcoururent n'était point la route indispensable à l'immortalité de leur foi.

III

Bolivar, que nous avons laissé s'enfermant à Valencia le 5 février 1814, s'apprêtait donc à opposer une résistance désespérée au suprême effort de Bóves sur la capitale. Le terrible asturien se remettait rapidement de ses blessures et tout faisait prévoir qu'il ne tarderait pas à reprendre les hostilités. Des partis de llaneros parcouraient les rives du lac de Valencia, saccageant les propriétés, incendiant les villages et portant partout la dévastation et le massacre. Pendant que deux colonnes, commandées par le colonel Escalona et le capitaine Mateo Salcédo, se portaient contre ces bandes avancées de la légion infernale, le Libertador organisait de son mieux la mise en état de défense de la région. Une escadrille fut armée sur le lac ; un détachement de cent hommes, ayant à sa disposition quelques pièces de campagne, occupa le défilé de La Cabréra ; le gros des troupes se rassembla à La Victoria dont les abords furent soigneusement fortifiés.

Des hauteurs de la ville, le regard pouvait s'étendre sur un vaste et riant ensemble de cultures et de plantations prospères couvrant, à perte d'horizon, la plus belle partie de ce jardin du Vénézuéla qu'est la vallée d'Aragua. Vers le nord-ouest, au pied de l'éminence dite du *Calvario*, une petite plaine s'étend sur laquelle est bâti le hameau de San Mateo. Bolivar y vint établir son quartier général le 20 février. Il était là sur son domaine patrimonial. Il apercevait devant lui l'hacienda de l'*Ingénio* où s'était écoulée son enfance et dont les grands arbres avaient ombragé les ardentes mélancolies de sa jeunesse. Ce panorama familier lui rappelait ses plus précieux souvenirs. C'est *pro aris et focis* qu'il allait combattre [1].

1. Cf. Mitre, *Historia de San Martin*, ch. XXXIX, § 3.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Le Libertador avait autour de lui deux mille hommes dont six cents cavaliers. Bóves, moins impatient peut-être d'atteindre Caracas que de se mesurer enfin avec Bolivar, arrivait à la tête de troupes plus de trois fois supérieures en nombre à celles de son adversaire : deux mille fusiliers et cinq mille llaneros, aiguillonnés par l'espoir du riche butin qu'ils allaient faire dans la capitale et qui les dédommagerait de toutes leurs fatigues.

Le 25 février, dans la matinée, les éclaireurs de l'armée royaliste apparurent sur les hauteurs de Cágua au-dessus de San Mateo. Le combat s'engagea presque aussitôt, par une charge effrénée des llaneros que les troupes de Bolivar repoussèrent avec succès. Bóves rallia ses hommes et renouvela trois jours après l'attaque. Cette fois encore le feu des batteries républicaines, commandées par Lino de Clemente, parvint à briser le premier élan des royalistes. Mais, admirable de ténacité et de courage, Bóves continua d'ordonner des charges. On se battit pendant une demi-journée. L'avantage final resta aux patriotes, ils eurent néanmoins à déplorer des pertes cruelles : 300 hommes et 30 officiers tués. Villapol était parmi les morts, Campo Elias ne survécut que peu de jours à ses blessures. Les royalistes n'avaient pas été mieux partagés. Bóves, atteint de plusieurs coup de feu, eut à peine la force de gagner Cúra pendant que son lieutenant Morales ralliait les débris des fusiliers espagnols et les escadrons décimés.

Il y eut alors une suspension d'armes que Bolivar mit à profit pour étendre sa ligne de défense jusqu'à la ferme de l'*Ingenio* dans laquelle il établit son parc. La cavalerie fut cantonnée dans les plantations de canne avoisinantes et qui pouvaient fournir du fourrage en abondance. Le Libertador achevait de prendre ces dispositions lorsqu'il apprit, le 9 mars, que Roséte venait de réoccuper Ocumare avec des forces imposantes. C'était là pour Caracas un péril urgent. Malgré tous ceux qui l'entouraient lui-même, Bolivar confia trois cents de ses meilleurs soldats à Mariano Montilla et l'envoya renforcer ainsi la garnison de la capitale. Le détache-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ment quitta San Mateo le 10 mars après midi, à la vue de l'ennemi. Persuadé que la colonne de Montilla effectuait un mouvement d'attaque contre son aile droite, Morales se tint en expectative, attendant que la manœuvre d'ensemble se précisât. Grâce à cette attitude, escomptée d'ailleurs par Bolivar, la colonne put continuer sa marche sur Caracas. Bóves cependant se rétablissait et ne songeait qu'à reprendre le commandement de l'armée. Les fusiliers espagnols manquaient de munitions et la bravoure des llaneros était impuissante contre l'artillerie républicaine. Ces considérations ne décourageaient point l'ardeur frénétique de Bóves. Le 11 mars, il décidait de revenir à l'offensive.

Le 17, le 20 ce sont de terribles combats encore sans résultat décisif toutefois, car Bolivar a des approvisionnements de guerre considérables et le feu des redoutes de San Mateo arrête toujours les assauts de la cavalerie royaliste. Enfin, Bóves se résout à une attaque générale. Le 25 mars, au petit jour, il distribue à ses soldats les munitions qui lui restent, prend position devant la plaine de San Mateo et fait ouvrir le feu sur toute la ligne. L'action s'engage avec acharnement. Les salves se succèdent entremêlées d'assauts furieux. Les llaneros, dévorant le terrain, viennent tomber au pied des redoutes qui sont autant de volcans en flammes. Bolivar à cheval exhorte les tirailleurs, il croit être sûr de la victoire, la fusillade des royalistes s'espace, les canonniers républicains redoublent de zèle.

A ce moment, une clameur inattendue s'élève derrière les combattants. Huit cents llaneros, achevant un habile mouvement tournant, gravissent au galop l'esplanade de l'*Ingenio*. Il n'y a, pour défendre le parc d'artillerie de l'armée, qu'une cinquantaine de soldats commandés par le jeune grenadin Antonio Ricaurte. Impossible de leur porter secours. Saisis d'une inexprimable angoisse, les chefs républicains entourent Bolivar qui descend de cheval, met l'épée à la main et déclare d'une voix ferme : « Nous ne reculerons point quoi qu'il advienne, et s'il faut mourir, je mourrai avec vous. »... Les llaneros poussant des hourras de ven-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

geance ont atteint cependant l'allée d'arbres qui donne accès à l'*Ingenio*. Ils approchent du bâtiment central de l'hacienda, vaste hangar où sont accumulés les caissons et la poudre. La forteresse républicaine est perdue. Déjà la petite garnison s'enfuit en désordre vers San Mateo. Les royalistes pénètrent dans l'*Ingenio*. Soudain, une gerbe fulgurante surgit dans un nuage immense de fumée. Une explosion formidable éclate : les llaneros ont disparu, anéantis par ce tonnerre. Ricaurte, demeuré le dernier près d'un baril de poudre, un tison à la main, a fait sauter la forteresse et s'est enseveli avec ses ennemis sous les ruines de l'*Ingenio*. Les républicains reprennent aussitôt courage : entraînés par leurs chefs, ils chargent à la baïonnette les soldats de Bóves et couronnent cette glorieuse journée d'une victoire complète.

La fortune semblait vouloir du reste, à cet instant, sourire aux patriotes. Grâce à l'heureuse inspiration qu'avait eue Bolivar d'envoyer Mariano Montilla au secours des habitants de Caracas, la capitale se trouvait momentanément à l'abri d'un coup de main. Cela ne s'était toutefois point accompli sans peine et Roséte avait chèrement vendu sa défaite.

Après le combat de Charayave, Rivas était revenu prendre à Caracas le commandement de la place, convaincu de n'avoir plus de longtemps à redouter d'agression. Le lieutenant de Bóves avait pourtant réussi à rallier ses bandes. Ocumáre était retombée en son pouvoir. Rivas se trouvait alors malade, mais Arismendi partit à sa place à la poursuite de Roséte avec 800 hommes, ou plutôt 800 enfants, car le contingent de ces troupes, improvisées en hâte, avait été fourni par les élèves de l'université. La petite armée se brisa contre la résistance furieuse des Espagnols. Arismendi et une cinquantaine de ses jeunes compagnons survécurent seuls au carnage dont Ocumáre était une fois de plus le théâtre (11 mars). Lorsqu'on reçut cette nouvelle à Caracas, Montilla et le détachement de San Mateo y faisaient leur entrée. Rivas, dans l'entre-temps, avait, malgré la fièvre qui l'accablait, rassemblé encore 900 recrues. Il se fit attacher

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sur une civière et prit, le 17 mars, le chemin d'Ocumare, à la tête de la nouvelle division. Le 20, Roséte était définitivement mis en déroute devant la ville qu'il avait souillée de ses sanglants exploits.

La population de Caracas, accueillit Rivas à son retour au milieu d'acclamations d'autant plus enthousiastes qu'elles avaient à célébrer en même temps la récente victoire de San Mateo. Cette lueur d'espoir et de joie devait être cependant la dernière. Les dangers se multipliaient, la partie était perdue pour les patriotes.

Malgré les pertes infligées à Bóves, durant le combat du 25 mars, la situation de Bolivar, immobilisé derrière ses retranchements délabrés, devenait précaire. Les moyens de défense s'épuisaient, la faim commençait à faire murmurer les troupes et Mariño n'arrivait pas. Pendant ce temps, les royalistes de Coro et de Barinas avaient combiné une manœuvre décisive. Le capitaine général Cajigal ayant achevé l'organisation d'une armée que les débris du régiment royal de Grenade et les milices régulières de Coro lui permettaient de porter à 4.000 hommes, envoyait, dès la fin de février, Ceballos avec 900 fantassins rejoindre, dans le Barinas, l'ancienne division de Yañez, présentement commandée par Sébastian de la Calzáda.

Ceballos surprit, le 9 mars, Urdaneta et son détachement de 700 hommes, cantonnés à Barquiseméto et les repoussa sur San Carlos après une rude bataille. Le chef républicain y fut attaqué presque aussitôt par Calzáda qui marchait de son côté pour s'unir à Ceballos. Le 20 mars, Urdaneta, non sans avoir opposé à l'ennemi la plus ferme attitude, évacuait San Carlos et courait s'enfermer dans Valencia. Une semaine plus tard, les divisions réunies de Coro et de Barinas arrivaient à leur tour devant Valencia et sommaient Urdaneta de rendre la place. Les royalistes étaient au nombre de 3.000. Urdaneta demanda des instructions au Libertador. En réponse il reçut l'ordre de faire partir 200 hommes destinées à renforcer d'Elhuyar qui s'épuisait à maintenir le siège de Puerto-Cabello. Bolivar

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

ajoutait que Valencia devait tenir jusqu'au dernier homme.

Ne disposant plus que de 280 fusiliers pour défendre la ville, Urdaneta répondit aux nouvelles sommations de Ceballos et de Calzáda qu'il résisterait jusqu'à la mort. Il réunit ses officiers en conseil et prit, d'accord avec eux, la résolution, si l'ennemi forçait les derniers retranchements de Valencia, d'imiter l'exemple de Ricaurte en faisant sauter la poudrière. Le siège commença : les royalistes n'avaient point d'artillerie, mais l'écrasante supériorité du nombre les mit en mesure, après quatre jours de combats successifs, de réduire les assiégés à la forteresse centrale. Les conduites d'eau furent coupées. Urdaneta se donna vingt-quatre heures pour mettre à exécution son projet héroïque.

Les secours ne pouvaient plus venir que de Bolivar. Mais, harcelé comme l'était le Libertador par les infatigables assaillants de San Mateo, c'était un espoir impossible. Il se réalisa cependant.

Bóves, dans la journée du 30 mars, abandonnait tout à coup ses positions. Mariño s'était enfin décidé à intervenir. Parti de Barcelóna avec ses 3.500 hommes de troupes fraîches, il avait détruit sur son passage les guerrillas royalistes rencontrées à Tucupido, Aguanégra, Corocito, San Rafael, Altagracia et Lezama, s'était adjoint à Los Pilónes, la colonne qui venait d'anéantir les restes des bandes de Roséte et, pénétrant dans les vallées d'Aragua, s'apprêtait à tomber irrésistiblement sur les lignes de Bóves dont il n'était plus, le 30 mars au matin, qu'à quelques lieues. Averti de ce péril immédiat, Bóves avait alors résolu de se porter au devant de Mariño. La rencontre des deux armées, dont les forces étaient égales, eut lieu le 31 à Bocachica, entre Cúra et La Puerta. Ce fut encore une bataille meurtrière, 200 patriotes restèrent sur le terrain. Bóves perdit 500 hommes et dut battre en retraite sur Valencia dans l'intention d'y rejoindre les divisions de Calzáda et de Ceballos.

Bolivar venait, dès le surlendemain, à La Victoria,

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

s'unir à Mariño. Les deux chefs prenaient aussitôt le chemin de Valencia. En y arrivant, le 3 avril, ils constatèrent que les royalistes avaient prudemment levé le siège. Le grand dépôt de guerre de la république était sauf. Bóves et Calzada s'en allaient avec les llaneros vers l'Apure, Ceballos se réfugiait à San Carlos, d'Elhuyar avait heureusement maintenu et resserré le siège de Puerto-Cabello. Mais une nouvelle campagne, décisive cette fois, allait commencer.

Si la réunion de Bolivar et de Mariño s'était effectuée quelques mois ou même quelques semaines plus tôt, elle aurait vraisemblablement suffi à conjurer les périls qui menaçaient la république. Dans l'état où se trouvait le Vénézuéla, il n'y avait plus à l'espérer. Les forces espagnoles étaient dispersées sans doute, mais il eût fallu pour les atteindre, à Coro, par exemple, où leur nombre constituait la menace la plus pressante, traverser d'immenses régions hostiles, gagnées à la cause royaliste. Le Libertador ne pouvait songer d'autre part à s'éloigner de la province métropolitaine où se concentrait avec raison, depuis trois mois, la résistance des patriotes. Enfin, des renforts était annoncés à Puerto-Cabello. D'Elhuyar bientôt, si l'on ne lui portait secours, ne serait plus en mesure de s'opposer à une sortie des assiégés. D'accord avec Mariño, Bolivar résolut donc de rétablir son quartier général à La Victoria et de tenter, une fois de plus, de forcer le siège de Puerto-Cabello pendant qu'avec une partie de l'armée, Mariño porterait son effort vers San Carlos. S'il parvenait à y faire subir un sérieux échec au colonel Ceballos, avant que Bóves et Calzada n'eussent le temps de rassembler des troupes nouvelles dans les llanos, les grands périls immédiats seraient, pour un temps du moins, détournés.

Mariño quitta La Victoria le 5 avril, à la tête de 2.000 fantassins et de 800 cavaliers. Il emmenait Urdaneta comme chef d'état-major. Dix jours après, les troupes gagnèrent Tinaco. Elles étaient harassées de fatigue, l'artillerie, demeurée en arrière sur la route, ne devait rejoindre l'armée qu'un peu plus tard et

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Mariño ordonnait un repos d'un ou deux jours. Un faux espion, envoyé par Ceballos, se présenta sur ces entrefaites, au général républicain et lui fit croire que les royalistes venaient d'évacuer San Carlos et de prendre la direction de San Fernando de Apure. Mariño craignit de laisser échapper une occasion si favorable de tomber à l'improviste sur l'ennemi. Il fit lever le camp, se remit en marche et parvint, le 16 avril dans la matinée, en vue de San Carlos. Il put alors constater qu'il avait été trompé. Méconnaissant toutefois les avis de ses officiers, le général refusa d'attendre l'arrivée de l'artillerie, voire même de l'arrière-garde que commandait Urdaneta, et prit aussitôt de savantes dispositions de combat. Ceballos en fit autant de son côté. Les deux armées se rangèrent sur la plaine rase de l'Arado: des escadrons de llaneros couvraient chacune des ailes de l'infanterie déployée en ordre de bataille. Une compagnie composait la réserve.

Les lignes républicaines d'avant-garde, vigoureusement attaquées par une charge de la cavalerie royaliste, cédèrent au premier choc. Elles battirent en retraite sur les hauteurs environnantes, livrant passage aux llaneros de Ceballos qui vinrent jeter la panique parmi les divisions de Mariño et lui rendre toute manœuvre impossible. Les indépendants prirent la fuite suivis par Mariño et la plupart des officiers. Urdaneta renforçait à cet instant la réserve avec 600 fusiliers. Il soutint stoïquement les charges ennemies, parvint à rallier une partie de l'arrière-garde commandée par Bermúdez et rétablit la ligne de bataille. Mais la nuit mit fin au combat. Les indépendants eurent à peine une centaine d'hommes tués ou blessés. Ceballos négligea de tirer parti de sa victoire et permit à Urdaneta de se retirer en bon ordre vers Valencia. Presque tous les fuyards furent réincorporés en cours de route. Mariño et son premier aide-de-camp le commandant Cedeño, rejoignirent leurs compagnons au delà de Tinaco.

C'est au moment où il achevait les préparatifs d'une attaque, peut-être décisive, contre Puerto-Cabello que le Libertador reçut la nouvelle de la défaite de l'Arado.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Il apprit également que le capitaine général Cajigal, dont les patriotes appréhendaient depuis longtemps l'intervention, venait enfin de quitter Córo et se dirigeait à marches forcées sur San Carlos avec 3.000 hommes. Revenu en toute hâte à Valencia, Bolivar accomplit encore des prodiges d'activité et d'énergie. Il obtint que Rivas lui envoyât de Caracas un renfort de 800 volontaires, les arma, les exerça, fit approvisionner la place, perfectionner les travaux de défense et se tint prêt à soutenir le terrible assaut qui se préparait.

Cajigal, après avoir détruit un détachement républicain qui gardait Caróra, arrivait, en effet le 30 avril à San Carlos et prenait le commandement de la division de Ceballos. Bóves et Calzada faisaient espérer au capitaine général leur prochaine arrivée à la tête d'une division considérable de llaneros. Cajigal promut les deux chefs au grade de colonels de l'armée espagnole et résolut de les attendre pour en finir avec Bolivar.

Celui-ci voulut prévenir ce dessein. Les forces républicaines étaient égales à celles des royalistes. Une bataille heureuse pouvait encore modifier le sort de la campagne. Le Libertador avança le 17 mai jusqu'à Tocuyito afin d'obliger Cajigal à une action immédiate. Mais le général espagnol était supérieur en cavalerie à Bolivar dont l'infanterie par contre était plus nombreuse. Chacun manœuvra pour attirer l'adversaire sur un terrain défavorable. Il y eut des combats d'avant-garde. Cajigal désirant laisser à Bóves le temps de le rejoindre, se dérobait, Bolivar esquissa un mouvement de retraite vers Valencia. Apprenant alors que Bóves était parti de Calabozo, Cajigal fit marcher ses troupes sur le quartier général du Libertador (21 mai). Les Espagnols parurent renoncer cependant à la bataille que Bolivar était toujours décidé à leur offrir et s'en furent camper aux alentours du village de Carobóbo, à six lieues au sud-ouest de Valencia. C'était le 22 mai. Or Bóves ne devait pas arriver de sitôt. Il savait les provinces orientales dégarnies et s'était proposé, avant de rejoindre Cajigal, de tenter une attaque sur

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Barcelóna. La division qu'il y avait envoyée sous les ordres du lieutenant Benito Martinez fut entièrement détruite par Piar. Alors donc que le capitaine général croyait la légion des llaneros prête à lui fournir son appui formidable, Bóves était à Calabozo occupé à réparer ses pertes.

Cette nouvelle fut pour le Libertador un motif de plus de forcer Cajigal au combat. Les républicains voyaient leurs moyens de ravitaillement s'épuiser. Des guerrillas royalistes battaient partout la campagne. Bolivar ne pouvait songer à prolonger davantage une situation que son impatience à défaut de l'exaspération dont témoignaient les troupes, lui rendait insupportable. D'inquiétantes désertions commençaient d'autre part à se produire dans les rangs de Mariño. Le 26 mai, au lever du soleil, Bolivar fit assembler l'armée et se mit en marche vers Carabóbo.

La plaine de ce nom qui devait être plus tard si fameuse dans les annales de la guerre de l'Indépendance, avait été judicieusement choisie par les Espagnols pour servir de terrain de bataille. Cajigal ayant compris qu'il lui serait impossible d'éviter l'offensive du Libertador, avait voulu s'assurer du moins tous les avantages. L'infanterie royaliste occupant l'extrémité occidentale de la plaine s'y trouvait déployée, le dos à la chaîne des hauteurs de Las Hermanas, sa gauche couverte par le gros de la cavalerie appuyé aux pentes d'un monticule, occupé par deux cents tirailleurs. A droite s'élevait une colline également garnie de troupes. Le régiment de Grenade formait en arrière la réserve. Six pièces d'artillerie étaient disposées sur le front des lignes.

Un ravin boisé, d'ailleurs hors de portée des canons espagnols, coupait dans toute sa largeur la plaine de Carabóbo. Les indépendants durent le traverser avant de prendre eux-mêmes leurs emplacements de combat. Bolivar rangea trois divisions de son infanterie en première ligne. Deux escadrons flanquèrent chacune des ailes. La supériorité de la cavalerie royaliste détermina le Libertador à établir une seconde ligne de ba-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

taille avec les divisions du colonel Leandro Palacios et du colonel Jalón qui faisaient en même temps office de réserves. Le reste de la cavalerie vint se masser au centre. Les divisions étaient soutenues à chaque extrémité par deux bouches à feu.

Ces disposition prises à la vue de l'ennemi et sans qu'il effectuât aucun mouvement pour les contrarier étaient de tous points conformes aux règles en usage dans les grands combats de cette première période des guerres sud-américaines. Les chefs espagnols de l'armée régulière, ainsi que la plupart des officiers républicains, s'appliquaient de leur mieux, à cette époque, à observer les préceptes de tactique enseignés dans les académies militaires de la Péninsule. La nature du terrain choisi à Carabóbo, les dispositions de bataille de Cajigal et Bolivar ainsi que les manœuvres de chacune des armes au cours de l'action, le dénouement de celle-ci et ses conséquences, peuvent être respectivement considérés comme autant d'exemples typiques des doctrines en honneur au Nouveau Monde et qui s'inspiraient surtout de la stratégie prussienne et des ordres de bataille de Frédéric II adaptés, cela va sans dire, aux moyens et aux circonstances [1].

Au commencement de l'après-midi, les avant-lignes républicaines s'avancèrent en bon ordre sous le feu des canons ennemis et sans décharger leurs armes, jusqu'à portée de fusil des royalistes. A ce moment Cajigal renforçait sa cavalerie en portant sur la gauche deux escadrons, dissimulés avec la réserve dans le bois de Las Hermanas. Le Libertador, comprenant que l'Espagnol se dispose à charger le flanc des colonnes en marche, prend le parti de faire attaquer obliquement l'ennemi. A peine la division du colonel Palacios s'est-elle mise en mouvement pour effectuer cette manœuvre que les cavaliers espagnols fondent sur la droite des patriotes, les tournent et cherchent à les précipiter sur le front de l'armée royaliste. Celle-ci ouvre aussitôt le

1. Voir F. J. Vergara y Velasco, *Paginas militares de la Guerra de la Independencia*. Bogotá, 1910.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

feu sur toute la ligne. En même temps plusieurs escadrons de llaneros assaillent successivement la division Jalón. Les républicains ne se laissent pas émouvoir. Ils répliquent à la fusillade par une décharge générale, refoulent les escadrons ennemis, les obligent à se replier en désarroi. La cavalerie républicaine entre alors en action et achève de disperser les llaneros qui, pris de flanc par la division Palacios, vont se rejeter sur leurs propres lignes et les rompre. Cajigal et ses officiers essayent en vain de prendre de nouvelles formations. Seul le régiment de Grenade composant la réserve, n'était pas entamé. La division Palacios arrive au pas de charge sur ces 450 hommes pourtant aguerris et qu'un escadron de llaneros, péniblement rallié par Ceballos, se dispose encore à secourir. Mais une panique soudaine s'empare des Espagnols. Ils prennent la fuite fusillés à bout portant par les fantassins de Palacios. Le dernier escadron royaliste entourant Cajigal disparaissait l'instant d'après dans la direction de Pao.

Le combat n'avait pas duré plus de trois heures. Les républicains, dont les pertes étaient insignifiantes, douze morts et 40 blessés, firent un butin considérable. Trois mille chevaux, cinq cents fusils, le trésor de l'armée, les drapeaux, les caissons, tombèrent en leur pouvoir. Les royalistes laissèrent 300 hommes sur le champ de bataille. Le bois de Las Hermanas était jonché de cadavres [1].

IV

Bien que la victoire de Bolivar fût aussi complète que possible, elle ne pouvait écarter la tempête qui s'annonçait à l'horizon. Le Libertador avait vaincu les

1. Cette énorme différence entre les pertes de deux adversaires se retrouve du reste en chacun des combats livrés durant les campagnes de la seconde république vénézuélienne. On y constate toujours une proportion de 2 à 3 p. 100 du côté vainqueur et de 35 à 40 p. 100 pour le parti vaincu.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

troupes régulières de Cajigal et de Ceballos; il était désarmé contre la levée en masse, dont les hordes de Bóves représentaient l'élément incoercible et devant l'inertie haineuse des populations, désespérées par un état de misère effroyable[1]. Les malades, les blessés mouraient, faute de soins, dans les hôpitaux de Caracas et de Valencia les soldats du Libertador n'avaient ni vêtements ni moyens de se nourrir : les paysans se refusaient aux réquisitions; il eût fallu faire le siège des villages pour obtenir des vivres et Bolivar redoutait d'exaspérer encore les sentiments contre-révolutionnaires qui se généralisaient de plus en plus. Bóves avait quitté Calabozo le 28 mai avec 5 à 6.000 llaneros et près de 3.000 fusiliers parfaitement armés, équipés et munis grâce aux secours amenés de la Guyane. Il se hâtait cette fois vers Valencia. La catastrophe était certaine.

Au lieu de pourvoir à des mesures défensives semblables à celles qu'il avait adoptées lors de la première attaque de Bóves ou tout au moins de se porter avec toute l'armée à la rencontre de son redoutable adversaire, Bolivar envoya contre lui Mariño à la tête de 1.500 fantassins, 700 cavaliers et sept pièces d'artillerie. Le Libertador s'illusionnant sur la valeur de ses troupes et vraisemblablement trompé quant à l'importance réelle des forces de Bóves, prit au surplus des dispositions dont les conséquences funestes allaient bientôt apparaître: Urdaneta et une division de 700 hommes furent lancés sur les traces de Ceballos vers San Carlos pendant que le colonel Jalón partait avec 1.100 soldats à la poursuite de Cajigal.

Le surlendemain de son départ, Jalón apprit que le capitaine général s'était acheminé vers les llanos. Il en avertit Bolivar qui lui donna l'ordre alors de rejoindre Mariño. Ce dernier était à La Puerta. Ses éclaireurs venaient de l'aviser de la proximité de l'armée de Bóves lorsque Jalón arriva. Imprudent à son ordinaire, Mariño, se voyant à la tête de près de 3.500 hommes, décida

1. Cf. Mitre, *op. cit.*, t. III, ch. XXXIX, § 5.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

tout aussitôt de prendre position sur ce terrain déjà fatal aux armes républicaines. Il n'était plus temps de reculer quand Bolivar, informé enfin du nombre des troupes qu'amenait Bóves, accourut à son tour le 14 juin pour prendre part à la bataille.

L'infanterie de Mariño ne découvrit d'abord devant elle que les fantassins ennemis déployés comme de coutume et que nulle cavalerie ne semblait appuyer. On se fusilla de part et d'autre avec rage. La cavalerie républicaine attaqua l'aile droite des royalistes et le bataillon d'Aragua, dévalant au même instant d'une hauteur où il se trouvait posté, prit le pas de charge et, par un mouvement tournant, enveloppa l'aile gauche. Cette manœuvre était à peine achevée, que les llaneros dissimulés dans les bois d'alentour, tombaient en masse écrasante sur les patriotes. Deux charges de ces effrayants escadrons suffirent à Bóves pour anéantir complètement l'armée républicaine. L'artillerie, les fusils, les munitions, les bagages, tout fut pris. Bóves assura n'avoir perdu que 200 hommes tués ou blessés ; les patriotes en comptèrent plus de 1.300 ; le secrétaire d'État, le meilleur ami du Libertador, Antonio Muñoz Tebar, le colonel Manuel Aldao, presque tous les officiers, étaient parmi les morts. Le colonel Jalón, que de longs mois de souffrances dans les prisons de Puerto-Cabello dont il venait à peine d'être délivré, n'avaient pas empêché de faire vaillamment son devoir à Carabóbo, fut pendu le lendemain dans la ville de Cúra. Bolivar, Mariño et José Félix Rivas fuyaient vers Caracas.

La seconde république vénézuélienne ne devait pas survivre à cette journée désastreuse. En passant à Valencia, Bolivar prescrivit au colonel Escalona qui commandait la garnison forte tout au plus de 500 hommes, de tenir jusqu'à la dernière extrémité si, comme tout le faisait supposer, Bóves venait attaquer la place. Un messager du Libertador alla porter à d'Elhuyar l'ordre d'activer les opérations du siège de Puerto-Cabello. Bolivar espérait trouver à Caracas de nouvelles ressources pour venir en aide à ses vaillants lieutenants.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Afin d'y réussir, le Libertador mit en œuvre tout ce que l'amour de sa patrie et le désespoir de la voir périr pouvait lui suggérer d'arguments persuasifs et de dispositions opportunes. Dès son arrivée à Caracas, le 16 juin, il réunit le cabildo, les notables, le peuple, essayant de ranimer dans les cœurs un zèle qui malheureusement résistait à toutes les instances. Un décret parut promettant la liberté aux esclaves qui s'enrôleraient sous les drapeaux de la République. Conformément aux clauses du concordat, signé le 12 février précédent, avec les représentants du clergé et par lequel ceux-ci s'étaient engagés à remettre pour les besoins de l'État, le trésor des églises [1], Bolivar obtint de l'archevêque de Caracas une quantité considérable d'or, d'argent et d'objets précieux. On en fit battre monnaie. Mais les habitants ne se laissaient pas mieux persuader par l'annonce de dispenses d'impôts que par les discours patriotiques ou les objurgations du Libertador. Le découragement et la terreur se partageaient l'esprit public.

Pendant ce temps, comme un fléau dévastateur, Bóves et ses llaneros avaient pénétré dans les vallées d'Aragua, massacré les détachements de Maracaï et de La Cabrera, pillé et incendié tous les villages. Dès le 19 juin, ils étaient venus mettre le siège devant Valencia. La garnison et son valeureux commandant Juan Escalona, témoignèrent d'un superbe héroïsme; exténués par 30 jours de combats et de privations, n'ayant plus une cartouche, ils étaient résolus cependant, puisque c'était la consigne, à tenir jusqu'au dernier homme. Mais Bóves leur fit savoir que s'ils refusaient de se rendre, il exterminerait, après eux, la population entière. Escalona consentit alors à capituler pourvu que Bóves s'engageât, par serment solennel, à respecter la vie des habitants de Valencia. Le serment fut prononcé durant une messe que le chapelain de l'armée royaliste célébra sous les murs de la ville. Les assiégés purent entendre Bóves jurer sur les Évan-

1. D., V., 963.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

giles qu'il épargnerait « tous les êtres humains enfermés dans Valencia et sa citadelle ». A peine les portes s'en étaient-elles ouvertes que les llaneros, sur l'ordre de leur chef, se jetèrent sur les officiers et les soldats républicains. 300 hommes sur les 400 à peine qui survivaient périrent assassinés à coups de lance, Escalona et quelques-uns de ses compagnons se défendirent en un suprême effort, parvinrent à se frayer passage au milieu de la nuée d'ennemis qui les entouraient et gagnèrent la campagne (19 juillet)[1].

Maître de Valencia, Bóves commença par faire égorger tous les notables de la ville. Les massacres accomplis durant les jours suivants furent tellement effroyables que « la postérité — dit l'historien Heredia, contemporain très averti de ces saturnales sanglantes — doutera de la réalité de tels faits. Ils paraissent à vrai dire impossibles, commis ainsi qu'ils le furent, par des chrétiens et sous les plis du drapeau espagnol. J'en douterais moi-même si l'indiscutable véracité des témoignages que j'en recueillis pouvait me le permettre[2] ».

Ces malheurs en annonçaient de plus déplorables encore. D'Elhuyar, à bout de force et de moyens, avait dû abandonner le 25 juin ses positions devant Puerto-Cabello. Il encloua ses canons et prenant passage avec ses troupes sur la flottille qui maintenait le blocus, se fit conduire à La Guayra d'où il rejoignit à Caracas le Libertador. Celui-ci ne tarda pas à se convaincre de l'inutilité des efforts qu'il faisait pour décider les habitants de la capitale à tenir tête aux envahisseurs. Il pensa que le subside fourni par le clergé de Caracas permettrait de se procurer dans les provinces orientales de nouveaux éléments de guerre. Mariño était parti pour Cumana, il assurait que les populations l'avaient bien accueilli, qu'elles tenaient encore pour la cause libérale. Le 6 juillet, Bolivar quitta donc sa ville natale et prit la route de Barcelóna.

Une grande partie de la population suivit les 2.000

1. O'Leary assure toutefois qu'Escalona s'échappa à la faveur d'un déguisement. *Memorias*, I, ch. X, p. 210.
2. Heredia, *Memorias*, *op. cit.*, p. 204.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

hommes de troupes que le Libertador emmenait avec lui. Sur les 40.000 habitants de la capitale, il ne resta dans la ville que les religieuses des couvents de la Concepción et du Cármen, quelques moines, l'archevêque, les membres du haut clergé et quatre à cinq mille personnes environ, « qui, selon Heredia [1], préférèrent attendre la mort dans leurs maisons plutôt que de s'exposer à la trouver plus certaine dans la fuite ». On peut imaginer combien celle-ci fut terrible.

Des femmes, des jeunes filles appartenant aux familles les plus distinguées durent suivre à pied la marche si pénible de l'armée républicaine. Plusieurs d'entre elles périrent sur la route de fatigue, de faim et de soif. Les mères, affolées par les privations, jetèrent dans les précipices leurs enfants quand elles s'aperçurent que leurs seins épuisés ne pouvaient plus les nourrir. Ce tragique exode est connu dans l'histoire du Vénézuéla sous le nom de l'*Émigration de 1814*. Le souvenir en est demeuré ineffaçable et comparable seulement à celui du tremblement de terre de 1812 [2].

L'affreuse marche à travers la région désolée de Capáya dura vingt jours, au bout desquels l'expédition, considérablement réduite, arriva au village de Arágua à 16 lieues de Barcelóna. Cependant Morales, envoyé par Bóves à la poursuite des fugitifs accourait avec une armée de 8.000 llaneros, indiens et nègres recrutés dans les plantations des alentours de Caracas. Les secours apportés de Barcelóna et de Cumana par Piar et Bermúdez, avaient porté les troupes du Libertador à 3.000 combattants tout au plus. La bataille qu'ils livrèrent le 18 août fut une répétition de celle de La Puerta. Morales, eut pourtant, de son propre aveu, 1.100 tués et 823 blessés car les soldats de Bolivar, de d'Elhuyar et de Rivas s'étaient défendus avec désespoir. Tous les prisonniers furent massacrés après le combat. Près de 3.000 républicains restèrent ainsi sur le champ de bataille. Bolivar et les émigrés de Caracas s'enfuirent vers

1. Heredia, *Memorias, op. cit.*, p. 202.
2. Schryver, *op. cit.*, p. 61.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Barcelóna pendant que Bermúdez protégeait courageusement leur retraite avec une division de cavalerie dont l'admirable conduite sauva l'honneur des armes républicaines. L'un des officiers de cette division, Francisco Carbajal, accomplit des prodiges de valeur durant cette dernière phase de la bataille. Il tua de sa main plus de 30 Espagnols avant de céder à la ruée d'un escadron tout entier qui s'écrasait sur lui. Le soir Morales entra dans Arágua, cerna l'église où se trouvaient réfugiées un millier de personnes de tout âge et de tout sexe. Elles furent égorgées toutes jusque sur l'autel où l'on avait exposé le Saint-Sacrement. Les royalistes durent évacuer Arágua le surlendemain. Ils avaient négligé d'ensevelir les cadavres et la chaleur aidant, le village était devenu un épouvantable charnier pestilentiel.

En parvenant le 21 août à Barcelóna, Morales n'y trouva plus Bolivar qui avait continué sa marche jusqu'à Cumana, précédé des malheureux survivants de l'émigration. A peine arrivé, le Libertador s'occupa, d'accord avec Mariño, d'assurer le départ d'une partie des émigrés pour la Marguerite. Arismendi y était rentré depuis plusieurs semaines et l'influence qu'il exerçait sur ses compatriotes lui avait permis de mettre l'île en état de défense. En même temps, Mariño, Bolivar, d'Elhuyar, Piar, Rivas et Bermúdez tenaient conseil afin d'aviser aux dispositions à prendre dans les terribles circonstances que l'on traversait. Mariño proposa de gagner Guïria et de s'y renfermer. Ouvert dans un redan de la péninsule montagneuse de Pária, le port bien abrité de Guïria pouvait constituer une position excellente et très facile à défendre. Sa proximité de la Marguerite et de Trinidad rendrait en outre accessibles les secours que l'on pourrait attendre de l'étranger. Les chefs républicains se rangèrent à l'avis de Mariño. Il fut décidé que l'on partirait aussitôt que possible par la route de terre. L'italien Bianchi, dont les corsaires étaient toujours engagés au service de la république, embarqua sur sa flottille les armes et les munitions que possédaient encore les patriotes. Mariño et Bolivar lui confièrent aussi le fameux trésor apporté

de Caracas et l'on convint de se retrouver à Guïria.

Dans la nuit du 25 au 26 août, le Libertador et ses compagnons s'étaient réunis une dernière fois en conseil. Ils allaient se séparer lorsqu'ils furent avertis que Bianchi avait séduit les soldats de la garnison du fort de San Antonio afin qu'ils ne tirassent pas sur la flottille si par hasard ils en recevaient l'ordre au moment où les bâtiments quitteraient le port. Contrairement, en effet, aux prescriptions de Mariño, d'après lesquelles il ne devait appareiller que le lendemain matin, Bianchi était en train de prendre le large. Il allait donc s'enfuir avec les suprêmes ressources des patriotes ! Bolivar et Mariño s'embarquèrent aussitôt sur l'un des bricks qui se trouvaient encore en rade, rejoignirent l'escadrille et sans paraître avoir découvert la perfidie de l'aventurier, tentèrent de composer avec lui. Bianchi ne se laissa fléchir qu'à demi. Il consentit à relâcher au port de Juan-Griego dans l'île de la Marguerite. Mais il mouilla prudemment hors de portée des canons de la place, déclara que les provinces de Cumana et de la Marguerite lui devaient plus de quarante mille piastres pour les prises qu'il avait amenées dans leurs ports, qu'il restituerait les armes et les munitions et les deux tiers du trésor, mais que le reste lui appartenait en bonne justice et qu'il ne le rendrait pas.

Bolivar et Mariño n'avaient aucun moyen de s'opposer à cet arrêt. Ils laissèrent à Arismendi les provisions de guerre que leur remettait Bianchi et firent voile immédiatement pour la Côte-Ferme. Le 3 septembre ils débarquaient à Carúpano. Quelle ne fut pas leur surprise et leur indignation en y trouvant une population hostile qui les accueillait par des huées et des insultes ! Profitant de leur ascendant sur les habitants de la région, Rivas et Piar s'étaient proclamés « chefs suprêmes du Vénézuéla » au lieu et place de Bolivar et Mariño dont ils avaient prononcé la déchéance pour « abandon de la patrie en danger » ! Rivas arrivé le 6 septembre de Cariaco, fit arrêter et emprisonner Mariño. Il épargna toutefois Bolivar, mais Piar qui accourait à son tour, se montra moins complaisant. Le

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Libertador fut sur le point de subir le même traitement que son compagnon. Le destin vengeur renouvelait ainsi les unes après les autres, à deux ans de distance, les scènes qui avaient marqué le départ de Miranda se retirant devant Monteverde [1].

Une intervention assez inattendue sauva sur ses entrefaites Bolivar et Mariño du sort funeste qui leur était réservé. Bianchi, croisant sur la côte avec sa flottille, aborda dans le port de Carúpano. Instruit des événements, il s'en fut trouver Rivas et lui déclara que s'il ne mettait sur l'heure les prisonniers en liberté, la ville serait immédiatement bombardée. L'italien passait pour tenir des promesses de ce genre. Carúpano, au surplus, n'avait pas de forteresse. Rivas dut se soumettre. Bolivar et Mariño se dessaisirent généreusement en sa faveur des restes du trésor arrachés au caprice de Bianchi. Ces fonds désormais inutiles entre leurs mains pourraient, après tout, servir les desseins, si hasardeux qu'ils parussent, des aveugles défenseurs d'une cause plus que compromise. Les deux anciens dictateurs reprirent la mer le 7 septembre et firent voile vers Curaçao et Carthagène.

Malgré leur désobéisssance et leur conduite inexcusable envers des chefs auxquels ils devaient leur avancement et le meilleur de leur gloire, Rivas et Piar n'étaient certes pas des lâches. La résolution qu'ils avaient prise d'accord avec Bermúdez, de prolonger la résistance témoignait d'un réel héroïsme. Mais ce triumvirat équivoque n'était capable de remplacer ni le Libertador, ni même Mariño. Auraient-ils possédé l'influence dont l'ancien dictateur de l'orient disposait auprès des habitants de ces provinces, qu'il n'eût plus été possible à Rivas et Piar de tenir tête à l'invasion. Le soulèvement en masse qu'ils prétendaient susciter échoua. Leurs efforts ne servirent qu'à provoquer de nouvelles hécatombes et retardèrent à peine l'effondrement de la république.

Après un succès brillant devant Maturin où Morales

1. Cf. Gervinus, VI, p. 272 et Mitre, ch. XXXIX, p. 391.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

était venu l'attaquer (7 au 12 septembre) avec des forces trois fois supérieures, Bermúdez fut rejoint par Rivas qui lui amenait de Cumana un renfort de 400 hommes. Piar de son côté devait arriver bientôt avec 800 soldats. Les républicains voulaient concentrer toutes leurs forces dans Maturin afin de s'y défendre contre Bóves dont on annonçait l'arrivée prochaine à la tête de ses llaneros.

L'infatigable asturien accourait en effet. Sa fureur n'était point apaisée par les abominables vengeances qu'il avait exercées en entrant à Caracas le 26 juillet. Il en était reparti quatre ou cinq jours plus tard, en laissant pour commandant militaire un de ses officiers, Luis Dáto, dont les cruautés sans nombre achevèrent de ruiner la capitale. Bóves avait juré que cette fois Bolivar ne lui échapperait plus et « qu'il l'égorgerait de ses mains, le trouvât-il réfugié dans un tabernacle ! [1] » Il retourna à Calabozo, y leva de nouvelles troupes et marcha vers Barcelóna. Morales avait l'ordre de l'y attendre. Vers le milieu de septembre Bóves était au rendez-vous. Les nouvelles que lui donna son lieutenant, le récit qu'il fit de sa récente défaite à Maturin transportèrent de rage le capitaine de la légion infernale. Sans perdre un instant il prit la route escarpée de Cumana, se proposant d'écraser tout d'abord dans cette ville Piar qu'il y savait enfermé avec le reste des émigrés de Caracas.

Piar se prêta d'ailleurs avec la plus folle imprudence aux projets de son adversaire. Malgré les instructions de Rivas qui l'avait chargé de ramener les émigrés à Maturin, Piar étant parvenu à rassembler 2.000 combattants, alla se poster dans la plaine du Saládo voisine de Cumaná. Bóves fondit sur lui avec sa légion forte à ce moment de 6.000 hommes. La petite armée de Piar fut anéantie presque toute entière (29 septembre). Bóves entra aussitôt dans Cumana, mit la ville à feu et à sang, massacra près de mille personnes et revint d'un trait à Barcelóna rejoindre Morales.

1. Heredia, *Memorias*, p. 202.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

A la tête d'environ 10.000 fantassins et cavaliers les deux chefs royalistes marchèrent quelques jours après sur Maturin. Rivas et Bermúdez, renouvelant l'imprudence de Piar, vinrent attendre les Espagnols dans la savane d'Urica à l'ouest de Maturin. Ce fut encore une résistance héroïque suivie d'un carnage implacable (5 décembre). Au cours de l'une des charges des llaneros, Bóves tomba pourtant la poitrine ouverte d'un coup de lance.

La mort du plus terrible ennemi qu'eurent jamais les patriotes ne pouvait plus rien changer à leur destin. Six jours après la bataille d'Urica, Morales força les remparts de Maturin. Il n'y resta que des cendres et des cadavres atrocement mutilés. Bermúdez parvint à s'échapper avec ses cent derniers soldats et se réfugia plus tard dans l'île Marguerite. Rivas, moins heureux, erra trois jours dans la campagne. Épuisé de fatigue, il vint demander asile à un paysan qui le livra. Sa tête, coiffée du bonnet phrygien qu'il ne quittait jamais, fut rapportée par Morales à Caracas dans une cage de fer. On la plaça à l'entrée de la ville sur le chemin de La Guayra.

C'en était fini du Vénézuéla. L'orient retombait tout entier sous la domination espagnole. Quelques chefs de guerrillas, le vieux Zaráza [1], Manuel Cedeño [2], José Monágas [3] entre autres, tenaient seuls la campagne dans

1. Zaraza (Pedro), né à Chaguarámas (Vénézuéla), vers 1756, combattit aux côtés de Mariño en 1813 et 1814, organisa à la fin de cette année des guerrillas avec lesquelles il tint en échec les Espagnols dans les llanos. Il fut battu le 1er décembre 1817 au sanglant combat d'Hagaza par le général Latorre. Zaraza pacifia les plaines de Caracas en 1822, fut nommé par Bolivar, général de division et mourut à Caracas, le 28 juillet 1825.

2. Né à Apure en 1784, fit les campagnes de Nouvelle-Grenade et du Vénézuéla, 1812-1814. Il ne cessa jamais de combattre les Espagnols jusqu'au Congrès d'Angostura. Nommé à ce moment général et gouverneur de la Guyane, Cedeño commandait la 2e division de l'armée républicaine à la seconde bataille de Carabóbo où il fut tué (24 juin 1821.)

3. Monágas (José-Tadeo) né à Maturin en 1784. Aide de camp de Mariño, il fut de tous les combats qui se livrèrent en 1813 et 1814 dans les provinces orientales du Vénézuéla. Il compta dès 1816 parmi les meilleurs commandants des llaneros, accomplit une foule d'exploits en Guyane et pacifia la province de Barcelóna en 1820. Il prit part en 1825 à la campagne du Pérou, fut député au Congrès de Valencia

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

les plaines du centre. Dans l'ouest, la République ne comptait plus un seul défenseur. Cajigal était à Puerto-Cabello, Calzáda à Barinas. Urdaneta, après avoir vainement essayé d'atteindre Ceballos ainsi que l'en avait chargé le Libertador au lendemain de la bataille de Carabóbo, s'enfonça vers Trujillo et Mérida. Un long cortège d'émigrants le suivait à travers un pays dont les populations témoignaient d'une hostilité de jour en jour accrue. Il fallut combattre sans répit, contre Calzáda (à Mucuchíes, le 7 septembre) et surtout contre les guerrillas rencontrées à chaque détour de la route. Le 1er octobre enfin, au bout de quatre mois de dangers, d'angoisses et de misères de tout genre, Urdaneta parvint à Táchira sur la frontière grenadine.

V

En cette fin de l'an 1814 la métropole semblait être du reste à la veille de rétablir sa domination sur l'ensemble du continent américain.

L'achèvement de la Constitution espagnole de 1812 avait été suivi de la défaite de Napoléon en Russie, de l'abandon définitif de l'Espagne par les armées françaises et de la restauration de Ferdinand VII. Les conséquences de ces grands événements n'avaient point manqué de se faire sentir en Amérique et les effets en avaient été désastreux pour la cause de l'Indépendance.

La seule force morale de la réalité du retour du roi ramena dans l'obéissance les basses classes du peuple et paralysa les créoles[1]. Ceux d'entre eux, qui tremblant toujours pour leur fortune, n'avaient, qu'à demi convaincus, pris parti pour la Révolution et trouvaient depuis longtemps excessifs les sacrifices qu'elle leur imposait, étaient prêts à se rallier à l'ancien régime dont les sécurités, à défaut des avantages, leur parais-

en 1830. Président du Vénézuéla en 1847 et en 1858. Exilé trois ans plus tard, il revint en 1861 à Caracas et y mourut le 18 novembre 1868.

1. Cf. GERVINUS, *op. cit.*, VI, p. 152.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

saient appréciables. Le reste de l'aristocratie coloniale comprenant les chefs du mouvement et les officiers de l'armée républicaine, se sentit d'autant plus porté à renoncer à la lutte qu'il la voyait abandonnée et honnie par les masses populaires.

Celles-ci ne s'étaient laissées entraîner encore que très incomplètement. Au Vénézuéla où l'effort des libérateurs avait eu cependant l'occasion de s'exercer avec le plus de persévérance, Bolivar était parvenu à de certains moments à provoquer de grandes poussées d'enthousiasme, à les étendre, à les généraliser presque dans le pays tout entier. Mais, en réalité, sur les 100.000 hommes en état de porter les armes que pouvaient fournir les provinces, l'Indépendance n'avait enrôlé tout au plus que 20.000 défenseurs. Ces combattants appartenaient d'ailleurs aux classes les plus pauvres et les plus arriérées. Inaccessibles pour la plupart à tout autre sentiment que la cupidité ou la crainte, ils servaient tour à tour, nous l'avons vu, l'une ou l'autre cause avec une indifférence égale. C'est ainsi que les républicains et les royalistes s'étaient disputés en même temps au cours de la guerre, les territoires et les hommes[1]. Tous ceux qui n'avaient pas succombé désertaient à présent un métier qu'ils n'avaient embrassé que par intérêt ou par force. Les autres, c'est-à-dire l'immense majorité des populations, n'étaient sortis de leur apathie habituelle qu'avec une sorte de méfiance. La régénération que prétendaient leur imposer les Proceres leur demeurait communément inexplicable. Il rentraient avec joie dans la servitude car ils en attendaient le repos.

Nulle part cela ne se marqua davantage que dans la Nouvelle-Espagne. L'annonce du rétablissement possible de Ferdinand VII fit plus pour le succès de la répression espagnole que les sévérités intempestives du vice-roi Venegas et les violences impitoyables de Calléja devenu son successeur au commencement de 1813. Tour à tour Matamoros, Miguel Bravo, Rayon,

1. Cf. Lallement, *Histoire de la Colombie, op. cit.*, ch. VI.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Galeana tombèrent aux mains de l'ennemi. Morélos lui-même se vit déchu de l'étonnante popularité qu'il s'était acquise. Il avait été question à Oajáca (décembre 1812) de l'élever à la dignité de monarque. Mais obsédé du pressentiment de sa fin prochaine, considérant déjà son rôle comme achevé, il semblait n'être plus préoccupé que par l'idée de maintenir l'existence du Congrès de Chilpazingo. Cette assemblée, qu'usant de son autorité, Morélos avait convoquée le 1er septembre 1813 et dont le premier acte avait été de proclamer l'indépendance du Mexique, ne put jouer le rôle qu'avait espéré son promoteur. Refoulé plus tard de ville en ville, d'Oajáca à Zitacuaro, d'Atijo à Apanzingan, enfin d'Uruapán à Tezmalaca en novembre 1815, puis à Tehuacán, le Congrès, devenu le théâtre de discussions stériles, n'allait guère survivre à Morélos. Ce grand patriote, fait prisonnier au combat de Tezmalaca, le 5 novembre 1815, fut passé par les armes, le 22 décembre suivant, dans le village de San Cristobal d'Ecatepec. Cependant, dès la fin de 1814, les autorités espagnoles pouvaient prévoir le dénouement de la lutte engagée. Calleja écrivait à Madrid qu'il était en mesure avec ses seules ressources de tenir tête aux insurgés, que « ceux-ci maintenaient encore certaines provinces en un état de désordre et d'anarchie mais qu'ils étaient incapables de mettre sa domination en péril[1] ».

Bien que Lima restât toujours le grand centre politique et militaire de la réaction royaliste, il s'en fallait que les événements eussent été, durant les deux dernières années, au Pérou, aussi favorables qu'au Mexique pour la cause de la métropole. Le vice-roi D. José de Abascal avait eu fort à faire pour s'opposer à la marche du général Belgrano chargé par la Junte de Buenos-Ayres de poursuivre ses opérations victorieuses dans le Haut-Pérou.

Belgrano mit utilement à profit l'assurance que sa récente victoire de Tucuman avait fait naître parmi les

1. V. Hubbard, *Histoire Contemporaine de l'Espagne*, *op. cit.*, t. I, liv. I, ch. II, p. 287.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

troupes. Il sut exalter leur enthousiasme dans une émouvante cérémonie au cours de laquelle, arborant pour la première fois l'étendard bleu et blanc des provinces de la Plata, il fit prêter, aux 3.000 soldats de son armée, le serment de vaincre ou de mourir pour la patrie. Belgrano était ce jour-là, le 13 février 1813, à vingt-six lieues de Sálta sur les bords du fleuve Pasaje que l'on désigna d'ailleurs, depuis, sous le nom de rio *del Juramento*. Il partit aussitôt pour Sálta où se trouvait solidement fortifié le général Tristán avec 4.000 hommes. Le 20 février 1813, jour célèbre dans les fastes de la révolution argentine, Belgrano remportait sa plus grande victoire. Tristán, après un combat soutenu, fut mis en déroute et obligé de capituler.

Les phénomènes qui avaient marqué la première expédition de Castelli et de Balcárce se renouvelèrent alors. Rien ne put arrêter l'élan des troupes de Belgrano. Goyenéche fut abandonné par tous les indigènes : il ne resta auprès des chefs et de l'état-major que les vétérans espagnols. Les forces royalistes se retirèrent jusqu'aux rives du Desaguadero, frontière des Provinces-Unies. Belgrano établit son quartier général à Potosi. L'insurrection se propagea dans les provinces de Chuquisaca et de Cochabamba qui se déclarèrent prêtes à faire cause commune avec Buenos-Ayres. Goyenéche résigna ses fonctions.

Fort alarmé de ces événements, le vice-roi de Lima remplaça Goyenéche par le brigadier d'artillerie Don Joaquin de la Pezuela (1er juillet). Pezuela était un officier dont les talents militaires égalaient la fermeté. Il s'empressa de venir prendre le commandement des troupes au Desaguadero et marcha sur Potosi. Belgrano tint quelque temps son ennemi en échec. Mais s'étant laissé contraindre à livrer bataille avant d'avoir eu le temps de prendre des dispositions favorables dans la pampa de Vilcapújio, il y subit une grave défaite le 30 septembre. Le 11 novembre suivant, Tristán fut vainqueur encore à Ayohuma. Les Espagnols rentrèrent en maîtres à Chuquisaca et à Potosi.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Cependant les Buénos-ayriens ne se jugeaient pas terrassés. José de San Martin, dont le brillant combat de San Lorenzo (3 février 1813) sur les bords du Paraná avait mis en lumière les qualités de stratège et d'organisateur, prit le commandement en chef de l'armée dite du Pérou. San Martin amenait avec lui une division de 1.000 grenadiers à cheval, recrutés parmi les meilleurs cavaliers *gaúchos* et dont la force et l'adresse merveilleusement diciplinées par le nouveau général, allaient s'illustrer plus d'une fois sur les champs de bataille futurs. En attendant, des guerrillas s'organisaient de tous côtés. Les troupes de Pezuela n'étaient en sûreté que sur le point qu'elles occupaient. La propagande, habilement entretenue par le gouvernement de Buenos-Ayres, pénétrait d'ailleurs jusque dans les districts où le vice-roi Abascal recrutait ses soldats. Les provinces de Cúzco, d'Arequipa, de Huamanga dans le Bas-Pérou se laissaient gagner à l'esprit d'émancipation. Elles restèrent pendant toute l'année 1814 un foyer révolutionnaire redoutable. Abascal, dégarni par suite des expéditions qu'il envoyait contre le Chili, dut renoncer à sauver Pezuela, obligé alors de se retirer dans une position fortifiée à Cotagaïta (mai 1814). On craignit même que Lima, toujours si fidèle, ne vînt à suivre le mouvement.

A cet instant critique, le revirement dû à la restauration de Ferdinand VII, se fit sentir. L'aristocratie liménienne, comme celle de Mexico, craignant de voir ses riches propriétés livrées au pillage des nègres et des indiens, lia partie avec le vice-roi pour combattre les progrès de la cause libérale. San Martin, gravement malade, qui, d'ailleurs, désapprouvait la conduite des opérations militaires dans le Haut-Pérou et méditait de nouveaux plans de campagne, demanda à quitter l'armée. Il alla vivre quelque temps dans la retraite à Córdoba puis, se fit nommer gouverneur de la province de Cuyo avec résidence à Mendoza. Le général Rondeau avait pris le commandement des troupes de Buenos-Ayres. Celles-ci restées relativement hors d'atteinte du contre-coup que provoquaient les nouvelles

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

d'Espagne, se sentirent cependant en danger au milieu des populations hostiles. Pezuela offrit sur ces entrefaites une suspension d'armes à Rondeau qui l'accepta avec empressement[1].

Obligé de la sorte à se défendre au sud contre les vigoureuses attaques de la Révolution, le vice-roi Abascal enregistrait toutefois le succès final des entreprises que le président du Quito, Toribio Montes, continuait d'ordonner sur les provinces méridionales de la Nouvelle-Grenade.

Après avoir achevé la pacification de la province de Quito, Montes avait fait rassembler 2.000 hommes à Pásto, sous les ordres du général Sámano. Au mois d'août 1813, Popayan tombait au pouvoir des royalistes. Les vallées du Haut-Cauca, la province d'Antioquia allaient être envahies.

Dans le traité de paix conclu à la fin de l'année précédente entre le général Baraya et Nariño, il avait été, l'on s'en souvient, stipulé que le Cundinamarca contribuerait aux diverses expéditions par lesquelles le Congrès de Tunja, au nom de l'Union des provinces grenadines, devait tenter de conjurer les périls d'une double invasion royaliste. Nariño, après avoir fourni des subsides à l'expédition de Bolivar, offrit au Congrès de prendre lui-même le commandement des troupes, qu'en présence des avantages remportés par Sámano, on rassemblait en toute hâte à Santa-Fé. Nommé lieutenant général de l'Union, Nariño ayant délégué le pouvoir exécutif à son oncle Manuel Bernardo Alvarez[2], se mit donc en marche vers le sud au début d'octobre à la tête de 2.000 combattants.

Les opérations de cette armée débutèrent heureu-

1. Mitre, *Historia de Belgrano*, etc., *op. cit.*, t. II, ch. XX à XXIII, *Historia de San Martin*, t. I, ch. IV, V et VI. Gervinus, *op. cit.*, t. VI. Hubbard, *Histoire Contemporaine de l'Espagne*, t. I. Introduction, ch. IV et liv. I, ch. III.

2. Né à Santa-Fé en 1750. Membre du cabildo en 1810. Député au Congrès de Leiva en 1812. Dictateur de Cundinamarca en 1814, il dut se soumettre à Bolivar et reconnaître l'autorité du Congrès de l'Union. Alvarez mourut en prison le 16 septembre 1816 pendant la terreur bogotane.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

sement. Le 31 décembre, elle forçait Sámano, dont l'avant-garde avait été détruite à Alto-Palacé, à évacuer Popayán. Le général espagnol rassembla de nouveau toutes ses forces près de Bajo-Palacé quelques jours plus tard. Nariño vint l'y attaquer et le battre. Sámano poursuivi et défait encore à Calibio se replia sur Pásto. Au lieu de continuer sa poursuite, Nariño perdit plus de deux mois à Popayán dans une inaction dangereuse qui permit aux royalistes de se refaire complètement. Montes remplaça Sámano par le général Melchior Aymerich et lorsque Nariño se décida à reprendre la campagne, il dut traverser la région de Patia infestée de guerrillas qui, harcelant sans répit les flancs de la petite armée républicaine, la séparèrent de son avant-garde. Nariño, fort maltraité, parvint, enfin, le 12 avril 1814, sur les bords du fleuve impétueux du Juanambú où s'était retranché un fort parti royaliste.

C'est là que, le 29 avril, fut livré celui des combats de la première période des guerres de l'Indépendance où les patriotes se signalèrent peut-être par le plus d'intrépidité. Pour traverser la rivière dont les eaux, en cet endroit, bondissent furieusement entre deux parois abruptes, les soldats de Nariño durent, sous la fusillade incessante, tendre d'une rive à l'autre des lanières de cuir, des cordes et des lianes, y accrocher des paniers ou des sacs et dans cette escarpolette improvisée, passer au-dessus du gouffre. Ce système primitif et scabreux, connu sous le nom de la *tarabita* était d'ailleurs employé communément pour le passage des rapides qui dévalent de la cordillère. Il fut ici tragique. La traille déchiquetée par les balles, il fallait sans cesse rétablir le va-et-vient, se jeter résolument dans les eaux écumeuses au risque de céder au poids du lourd paquet de cordes, et bondir d'un élan désespéré sur le sommet des rochers pour y fixer les amarres. A l'abri de leurs retranchements, les royalistes continuaient à faire un feu terrible et roulaient d'énormes quartiers de granit sur leurs infatigables ennemis. On vit alors les républicains se laisser glisser dans la rivière. Plusieurs d'entre eux portaient des blessés sur

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

leurs épaules et pendant que ceux-ci répondaient à la fusillade, leurs compagnons, « avec de l'eau jusqu'à la poitrine, traversaient le torrent d'un pas tranquille, élevant leurs armes d'une main et se cramponnant de l'autre aux débris pendants des lianes [1] ».

Ayant ainsi forcé le passage du fleuve, Nariño infligea une complète déroute au général Aymerich sur les hauteurs de Cebóllas et de Tacines, aux environs de Pasto. Mais il commit la faute de diviser son armée. Le 11 mai, les habitants de la ville attaquèrent l'avant-garde commandée par Nariño et la mirent en pièces. Nariño parvint à s'échapper et à rejoindre le camp où il avait laissé le gros des troupes. Il y trouvait les canons encloués, les affûts en charbon. Les soldats, pris de panique ou gagnés par la trahison, avaient repris la route de Popayán. Abandonné de la sorte, Nariño, après avoir erré dans les bois pendant trois jours, finit par tomber entre les mains des Espagnols qui l'amenèrent à leur chef. En rentrant dans la ville, une populace en fureur voulut massacrer le malheureux patriote. Il eût alors un geste d'admirable audace, arrêta les hommes de l'escorte et seul, devant la multitude, les bras croisés, la tête haute, cria : « Me voici, je suis le général Nariño ! ». Nul n'osa le frapper. Aymerich, le fit jeter dans un cachot et l'envoya, chargé de fers, à Quito, puis au Callao, enfin à Cadix où quatre années de tortures n'abattirent jamais sa valeur...

En peu de jours, les Espagnols reprirent alors l'avantage. Des dissentiments s'élevèrent pourtant entre Montes qui voulait, avec raison, voir les troupes royales procéder sans retard à l'invasion du territoire grenadin et le général Aymerich. Tout le reste de l'année se passa en récriminations réciproques et ce fut seulement au mois de décembre que, sous la conduite de Sámano, l'armée de Quito se remit en marche et reprit possession de Popayán.

Ainsi menacée à nouveau par le sud, la Nouvelle-

1. Bulletin de la bataille de Juanambú, envoyé par le général Nariño au gouverneur de l'état de Cundinamarca, 29 avril 1814. Documents publiés dans *El Precursor*, par E. Posada, *op. cit.*, p. 424.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Grenade se trouvait donc exposée, à la fin de 1814, aux périls mêmes qui l'entouraient deux ans auparavant, lors de la première décadence de la Révolution sud-américaine. Tout le littoral de Puerto-Cabello à Panama, à l'exception cependant de Carthagène, était aux mains des Espagnols. Cajigal et Ceballos y réorganisaient les milices royales qui pourraient s'unir au premier jour aux forces irrégulières disséminées dans les provinces de l'Apure et de Barinas où commandait Calzáda. C'était pour les confédérés de Tunja et le gouvernement de Santa-Fé, redevenus ennemis depuis le départ de Nariño, l'investissement inévitable et prochain.

Don Francisco de Montalvo, résidant à Panama d'où il était chargé par le gouvernement de la métropole de la direction suprême des opérations dans le Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade, n'avait pris qu'une part toute platonique aux derniers événements. Il ne s'était pourtant point fait faute d'envoyer de fréquentes instructions aux divers commandants royalistes placés officiellement sous ses ordres. Mais Cajigal, Calzáda ou Ceballos étaient mal disposés à se laisser diriger de si loin, considérant, avec raison, que les instructions du « capitaine général en chef » n'avaient plus, au moment où elles leur parvenaient, d'opportunité réelle. En fait, chacun agissait pour son compte, et si les circonstances avaient si favorablement servi la cause royaliste, Montalvo n'était pas en droit de s'en enorgueillir personnellement.

A ce point de vue, le vice-roi du Pérou, que ses fonctions investissaient à l'égard des colonies méridionales du Sud-Amérique de pouvoirs semblables à ceux que Montalvo avait reçus pour la partie du nord, était mieux partagé. D. Toribio Montes s'était aussi bien efforcé à suivre les directions de Lima; Goyenéche, Pezuela leur avaient, d'autre part, constamment obéi. La domination rétablie sur le Quito, le succès des campagnes dans le Haut-Cauca, la pacification presque achevée du Haut-Pérou étaient autant de résultats heureux qu'il fallait attribuer aux talents et à la bonne

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

administration de D. José de Abascal. Il pouvait se faire gloire enfin des avantages éclatants que ses lieutenants venaient de remporter sur les insurgés du Chili.

Le débarquement du brigadier Antonio Pareja dans l'île de Chiloé, au début de l'année 1813, mit en évidence les progrès récemment réalisés au Chili par la cause libérale. Le dictateur Carrera, en qui l'approche du péril réveilla l'activité et l'énergie, parvint sans peine à lever une forte contribution de guerre et à organiser des troupes décidées avec lesquelles il marcha au devant de l'envahisseur afin de l'arrêter au passage du Maule.

Pareja, à la tête de 3.000 hommes, s'était emparé successivement de Talcahuano et de Concepcion (mars 1813) dont l'occupation le rendit maître de tout le Chili méridional. Mais l'arrivée des patriotes interrompit brusquement la série des succès royalistes. Pareja soutint mal le choc d'une armée deux fois supérieure dans les plaines de San Carlos (15 mai 1813). Il était, du reste, mortellement atteint par la fièvre. Juan Francisco Sanchez, qu'il désigna pour successeur dans le commandement des troupes, alla se renfermer dans la ville de Chillan. Carrera put reprendre Talcahuano et Concepcion et capturer dans la première de ces villes un convoi d'approvisionnements de tout genre que le vice-roi de Lima envoyait au corps expéditionnaire du Chili. Trois mois s'écoulèrent de la sorte qui permirent au commandant Sanchez de se fortifier à Chillan. Carréra se décida à l'y venir attaquer, mais ses efforts et l'endurance des soldats républicains furent inutiles. Le dictateur dut lever le siège et se retirer à Concepcion.

Cette opération malheureuse déconsidéra Carrera contre lequel de violentes animosités s'étaient depuis longtemps manifestées. La Junte, qui gouvernait à Santiago en l'absence du dictateur, le releva de ses fonctions et du commandement de l'armée. Bernardo O'Higgins, qui s'était brillamment distingué depuis le début de la révolution, fut nommé général en chef

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

(février 1814). Pendant ce temps, Sanchez s'était avancé jusqu'à la côte, avait trouvé à Arauco un renfort de 800 hommes qu'amenait le brigadier Gavino Gainza nommé par le vice-roi du Pérou, général en chef de l'armée expéditionnaire. Abascal espérait à ce moment que le rétablissement de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne réveillerait au Chili, comme ailleurs, l'esprit de soumission à la métropole. Il ne se trompait pas.

Malgré le courage des Juan Mackenna[1] et des Carlos Spano[2], en dépit de l'appui fraternel que lui prêtait le gouvernement de Buenos-Ayres et des exploits du vaillant général argentin Las Héras[3], la révolution chilienne fut impuissante à soutenir plus longtemps les attaques renouvelées que lui faisait subir le vice-roi de Lima. La guerre civile, allumée par Carrera, vint ajouter aux malheurs des patriotes. Abascal envoya des soldats encore avec un chef éprouvé, le général Manuel Osorio. Ayant sous ses ordres, le régiment royal de

1. Né à Chogher (Irlande) le 26 octobre 1771. Entré au service de l'Espagne, il fit la campagne d'Afrique en 1787, puis celle du Roussillon. Étant passé en Amérique en 1797, il fut nommé gouverneur de la colonie d'Osorno au Pérou. Venu au Chili en 1808, il embrassa le parti de l'Indépendance, fut gouverneur de Valparaiso en 1811, membre de la Junte présidée par Carrera. Après la chute de celui-ci Mackenna fut exilé dans l'hacienda de Catapilco pendant deux ans. Il commanda ensuite les troupes républicaines en 1813 et prit part à tous les combats et batailles de la campagne. En juillet 1814, les Carrera qui lui avaient voué une haine mortelle, l'exilèrent à Mendoza. La bataille de Rancagua survint sur ces entrefaites, Mackenna vint à Buenos-Ayres, Luis Carrera, frère de José Miguel arriva peu après dans cette ville, eut une altercation avec Mackenna, le provoqua et le tua en duel le 21 novembre 1814.

2. Né en Espagne, vint de bonne heure au Chili, opta dès le début de la Révolution pour la cause libérale. Il prit part aux campagnes de 1812 à 1814 et mourut héroïquement à Talca dont il avait assuré la défense.

3. Las Héras (Gregorio de) né à Buenos-Ayres, le 11 juillet 1780, mort à Santiago le 6 février 1866. Chef de la division envoyée au secours du Chili par les Provinces de la Plata en 1813, il se distingua l'année suivante au combat de Cucha-Cucha. En 1817 il contribua à la réussite du célèbre passage des Andes et prit part à la campagne libératrice du Chili. Las Heras commandait l'aile droite de l'armée républicaine à la bataille de Maipu (5 avril 1818). Il fit ensuite la campagne du Pérou avec San Martin, fut nommé gouverneur de Buenos-Ayres en 1824 et en 1825, chef du pouvoir exécutif.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Talavéra qui venait de prendre part à la guerre d'Espagne, Osorio débarqua le 13 août à Talcahuano, le lendemain du jour où O'Higgins était battu à Maipo par Carrera devenu son adversaire! La réconciliation qui devait, quelques jours après, réunir les deux chefs, ne retarda guère la chute de la république. Profitant des avantages que lui fournissaient ces querelles intestines, Osorio s'était avancé vers l'intérieur du pays et réunissait sous ses bannières les partisans de plus en plus nombreux que se découvrait la cause royaliste.

Le 1er octobre, à la tête de 5.000 combattants, Osorio attaquait O'Higgins retranché dans la ville de Rancagua avec 1.700 hommes. Carrera, demeuré à quelque distance, promit d'appuyer les assiégés au moment opportun, mais soit incapacité, soit mollesse, il omit de se porter à leur secours. O'Higgins soutint donc seul, pendant trente-trois heures, le combat le plus cruel et le plus acharné: « Tant qu'il restera quelqu'un pour mourir, criait-il au milieu des balles, la patrie n'est pas perdue! » A 4 heures de l'après-midi, le second jour du siège, les patriotes n'avaient plus ni vivres ni munitions, l'artillerie était entièrement détruite, les deux tiers de la garnison avaient péri. L'ennemi s'apprêtait à forcer les derniers retranchements. O'Higgins rassembla les 300 hommes qui lui restaient, les fit monter à cheval et se plaça à leur tête. Le capitaine Ramon Freyre voulut alors faire entourer son chef par une escouade de dragons. Mais O'Higgins l'écartant du geste: « Vous êtes un brave, capitaine Freyre, lui dit-il, mais il m'appartient de rester au poste le plus périlleux. » Levant alors son sabre et piquant des deux son cheval, O'Higgins, suivi des survivants de Rancagua, se précipita à travers les lignes ennemies en criant à pleine voix: « Nous ne faisons ni ne demandons quartier! » Les royalistes pénétraient l'instant d'après dans Rancagua dont l'incendie dévora bientôt les débris ensanglantés et croulants.

Echappé miraculeusement à la mort, O'Higgins courût d'une seule traite jusqu'à Santiago. Son arrivée y

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

provoqua une véritable panique. Les patriotes comprirent que la cause de la Révolution était perdue. Osorio s'était mis en marche vers la capitale où il entra, du reste, le 9 octobre, salué en libérateur par la population lasse de tant de luttes, de misères et de bouleversements. O'Higgins voulait continuer la guerre, mais Carrera s'était retiré vers le nord avec les restes de sa division en déroute. Le 13 octobre, il franchissait la frontière argentine, bientôt rejoint par O'Higgins qu'accompagnait une nombreuse émigration. Les deux généraux se réfugièrent à Mendoza auprès de San Martin qui songeait plus que jamais à d'invraisemblables revanches [1].

Ainsi, de Mexico au Chili, les Espagnols étaient presque partout victorieux. L'ancienne vice-royauté de la Plata maintenait seule son indépendance. Les partisans de la métropole réduits à Montevideo venaient d'y succomber (23 juin 1814) après un long siège, contre la flotte de Buenos-Ayres sous les ordres de l'amiral Brown. L'influence prépondérante de la Loge de Lautaro avait abouti à la convocation d'une assemblée issue des Juntes provinciales, qui s'était réunie le 31 janvier 1813 en « Congrès Souverain Constituant ». Sous la présidence d'Alvear, l'assemblée proclama l'indépendance définitive des Provinces-Unies du Rio de la Plata et s'employa à jeter les bases d' « un lien fédéral entre toutes les provinces groupées autour de Buenos-Ayres ».

Le Congrès fut vite populaire et, trouvant de fortes oppositions dans les Juntes provinciales, il parvint à les dissoudre sans difficultés. Il avait joint au pouvoir législatif celui du gouvernement. Les défaites de Belgrano dans le Haut-Pérou provoquèrent toutefois dans la population de Buenos-Ayres des dispositions nettement hostiles à l'assemblée. Celle-ci se rendit aux nécessités de la situation et remplaça les Triumvirs qui, depuis deux ans, dirigeaient en principe les af-

1. Gay, *Historia de Chile*, t. V et VI. Mitre, *Historia de San Martin*, t. I, ch. III, etc., etc.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

faires du pays, par un directeur suprême assisté d'un conseil de sept membres. Alvear n'osa pas se faire investir de ce pouvoir mais il s'en prépara les voies en proposant la candidature de Gervasio Posadas [1], son oncle, au suffrage des membres de la Loge de Lautaro. Le récent départ de San Martin pour l'armée du nord le laissait maître d'exercer sur eux un ascendant de plus en plus considérable.

Les premières semaines de l'entrée en fonctions de Posadas allaient être assombries par la nouvelle des préparatifs d'une grande expédition militaire que Ferdinand VII avait décidé de diriger sur Buenos-Ayres. L'horizon se troublait aussi du côté du Brésil dont le gouvernement semblait disposé à coopérer avec le roi d'Espagne dans sa lutte contre les provinces argentines. Les proclamations fastueuses que le vice-roi de Lima fit répandre en Amérique annoncèrent que 15.000 hommes étaient sur le point de quitter Cadix. Si ce projet venait à se réaliser, la cause de l'Indépendance ne pourrait y survivre.

Elle paraissait d'ailleurs, à considérer la situation d'ensemble du continent colonial, irrémédiablement perdue. Domptée en 1812, la Révolution s'était, il est vrai, relevée. Mais cette fois, et tout au moins sur la plus grande partie du territoire, elle était si cruellement atteinte que l'on ne pouvait humainement prévoir sa régénération. Le combat, soutenu depuis quatre années, par les Proceres, s'achève aux lueurs des villes incendiées et parmi les râles des nations qui s'égorgent, sur une vision de massacre et de carnage, sur un tableau désespéré.

Au Vénézuéla, où s'est concentrée toute l'énergie de la répression, le spectacle est à donner l'épouvante. « Ces provinces n'existent plus, écrit dans un rapport officiel l'auditeur D. Manuel de Oropesa [2], les cités où

1. Posadas (Gervasio-Antonio de) né à Buenos-Ayres en 1757, y mourut en 1832. Premier directeur suprême des États-Unis de la Plata de 1814 à 1815.

2. Rapport de D. José Manuel de Oropesa, Auditeur de la capitainerie générale du Vénézuéla à l'intendant D. Dionisio Franco. Caracas 18 juin 1814. **D.**, V., 940.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

vivaient des milliers d'habitants n'en comptent plus qu'une centaine, beaucoup ont disparu. Je viens de parcourir des chemins couverts de mourants, de cadavres et d'ossements sans sépulture. Des amas de cendres marquent l'emplacement des villages. La trace des terres cultivées s'est effacée. Les temples souillés s'écroulent... le sang, de tous côtés, ruisselle... Je n'ose vous décrire tout ce que j'ai vu et tout ce que j'ai pleuré. »

C'est pourtant avec la flamme au cœur et l'inébranlable conscience d'un destin qu'il accomplira jusqu'au bout, que Bolivar a quitté ce théâtre dévasté de ses premières campagnes : « Je vous jure, mes chers compatriotes, que le glorieux titre d'Affranchisseur par lequel vos suffrages reconnaissants ont couronné mes efforts, ne m'a pas été en vain décerné. Je vous fais serment que vivant pour vous affranchir ou mourant à la tâche, je saurai le mériter toujours. Il n'y a pas de puissance au monde capable de m'arrêter sur la route où je suis engagé... Dieu réserve la victoire à la constance [1]. »

Tu ne cede malis, sed contra audentior ito,
Quam tua te fortuna sinet...

1. Proclamation de Carúpano, 7 septembre 1814, D., V., 964.

FIN

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

ORIGINES DE LA RÉVOLUTION SUD-AMÉRICAINE

CHAPITRE PREMIER

LES INDES OCCIDENTALES

Pages

I. Découverte et Conquête. — Grandeur et décadence de l'Espagne du seizième au dix-huitième siècle. — Le paupérisme dans l'Ancien Monde et la découverte de l'Amérique. — Le peuple espagnol entreprend la conquête des Indes Occidentales. — Conséquences. 5

II. Le Nouveau Monde. — Le Continent américain. — Comment l'Espagne envisage la colonisation de ses nouveaux domaines. — Les éléments de la société espagnole prennent part à la colonisation des nouvelles provinces d'outre-mer. — Évolution générale de ces provinces parallèle à celle de la métropole. — Le système colonial. — Vice-Royaumes. — Audiencias. — Capitaineries Générales et Présidences. — Gouverneurs, corregidors, alcades. — Conseil des Indes. — L'exploitation minière, principal objectif des colons. — Indifférence pour les régions agricoles 12

III. Le Régime Colonial. — Les Indiens. — Les nègres. — Les créoles. — Formation de la race sud-américaine. — Particularités ethniques. — Les rivalités de castes. — Influence du clergé. — Missions. L'Église d'Amérique. — Indépendance

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen

Pages

des autorités ecclésiastiques. — Entraves apportées par elles au développement de l'instruction. — Le régime commercial et industriel et ses résultats 19

IV. Premières Insurrections. — Prédispositions originelles des habitants du Nouveau Monde à l'indépendance. — Forme que prend chez eux cet instinct. — Excès des Conquistadors. — Fréquence des insurrections. — Tendance nationaliste qu'elles manifestent. — Les « Comuneros » du Paraguay en 1720. — Soulèvements à Cochabamba, au Vénézuéla, à Quito. — Révolte de Tupac-Amaru. 30

V. Les Comuneros. — Le régime fiscal. — La révolte du Socorro. — Son importance et sa portée. — Comment elle se rattache à celle des Communes d'Espagne au seizième siècle. — Mission à Londres des agents des Comuneros de Nouvelle-Grenade. — Le sentiment national des sud-américains. — Régime militaire. — Les Colonies à la fin du dix-huitième siècle. 38

CHAPITRE II

L'AURORE DE LA LIBERTÉ

I. Les Réformes de Charles III. — Influence du Nouveau Monde sur l'évolution de l'esprit public en Europe du seizième au dix-huitième siècle. — La France « foyer des lumières ». — L'abbé Raynal et le comte d'Aranda. — Régime plus libéral des Colonies dès l'avènement de Charles III. — Leur prospérité matérielle et morale à cette époque. — Les grandes explorations. — Mútis et l'Expédition Botanique. — Résultats de la politique réformatrice de Charles III 49

II. Les Jésuites. — Motif de leur expulsion des domaines de la couronne d'Espagne. — Les richesses de « la Compagnie » en Amérique. — Émotion causée par l'édit royal du 27 février 1767. — Prestige que s'étaient acquis les « Pères » sur l'esprit de toutes les classes de la société sud-américaine. — Esprit progressiste dont ils avaient fait preuve dans les Colonies espagnoles. — Conséquences de l'expulsion des jésuites. — Dépérissement des Missions. — Abaissement moral des classes populaires et exaltation des créoles. — Les jésuites bannis préparent la Révolution sud-américaine. — Le P. Vizcardo et son livre 58

III. L'Indépendance des États-Unis et la Révolution française. — Insurrection des colons anglais de l'Amérique du Nord. — Sympathie avec laquelle les péripéties de la lutte sont suivies dans les Colonies espagnoles. — Le Mémoire du comte d'Aranda. — Projet de réorganisation des Amériques. — Pourquoi il n'a plus aucune chance de réussite. — La Révolution française. — Effet considérable qu'elle produit sur les créoles. — Affinités des Révolutions française et sud-américaine. — Préparation intellectuelle semblable de leurs pré-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

curseurs. — Elle atteint un complet épanouissement en Amérique dans les dernières années du dix-huitième siècle. — « Centres humanistes », clubs, journaux. 70

IV. Antonio Nariño. — Administration de Caballero et d'Ezpeleta en Nouvelle-Grenade. — L'université de Santa-Fé. — Nariño. — La Déclaration des Droits de l'Homme. — L'aurore de la liberté. — Une vie symbolique 78

V. L'Angleterre et les Colonies espagnoles. — Nécessité pour les champions de la liberté sud-américaine d'appuis étrangers. — Nariño en France. — Il décide de partir pour Londres. — La politique sud-américaine de l'Angleterre. — Avantages obtenus par la Grande-Bretagne au traité d'Utrecht. — Recrudescence d'activité de la diplomatie britannique après le traité de 1783. — Nariño et lord Liverpool. — Orientation nouvelle de la politique anglaise. — La prise de la Trinidad et ses conséquences. — Imminence de l'explosion révolutionnaire. — Les Proceres. 89

CHAPITRE III

LE SERMENT DU MONT SACRÉ

I. La Capitainerie Générale du Vénézuéla. — Découverte. — Colonisation. — Rapports du Vénézuéla avec la métropole au seizième siècle. — La Compagnie de Guipuzcoa. — Insurrection de Léon. — L'émigration basque en Amérique. — La famille de Bolivar. — Le Vénézuéla à la fin du dix-huitième siècle. — Vie coloniale 99

II. Simon Rodriguez. — La Société caraquenaise. — L'enfance de Bolivar. — L'instruction publique au Vénézuéla. — Simon Rodriguez. — Rousseau et la Révolution sud-américaine. — Première éducation de Bolivar. — Tentative insurrectionnelle de Gual et España 111

III. La Jeunesse de Bolivar. — Départ de Bolivar pour l'Espagne. — Le Mexique à la fin du dix-huitième siècle. — Bolivar à Madrid. — La Cour de Charles IV. — Fiançailles et mariage de Bolivar. — Mort de sa femme. — Second départ pour l'Europe. — Mme du Villars 123

IV. Bolivar a Paris. — Le Salon de Mme du Villars. — Le baron Alexandre de Humboldt. — Son voyage en Amérique. — Entrevues de Bolivar et de Humboldt. — Le sacre de Napoléon. — L'amour de la patrie 137

V. Le Serment du Mont Sacré. — Départ de Bolivar pour l'Italie. — Séjour à Rome. — Le serment. — Le Romantisme. — L'influence de Jean-Jacques et de Napoléon 146

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

LIVRE II

LE PRÉCURSEUR

CHAPITRE PREMIER

MIRANDA

Pages

I. Les Premières Années. — Départ de Bolivar pour le Vénézuéla. — Miranda; son éducation, ses premières armes. — Séjour en France, 1772; aux États-Unis en 1784. — Sa vocation se révèle. — Le Précurseur 157

II. L'Apostolat Révolutionnaire. — Vues de Miranda. — Accueils qu'il reçoit de Catherine de Russie, de Frédéric le Grand, de Joseph II. — Voyages. — Miranda, maréchal de camp aux armées de la République. — Campagne de Belgique. — Miranda et Dumouriez. — Le tribunal révolutionnaire. — La Convention et l'affranchissement de l'Amérique espagnole. — Captivité. — Conspirations et intrigues de Miranda. — Entrevue avec Bonaparte 162

III. La Politique anglaise. — Développement de la politique américaine de l'Angleterre de 1785 à 1810. Son influence sur les débuts de la Révolution des Colonies espagnoles. — Premier séjour de Miranda à Londres en 1785. — Tentative de 1790. — Projet de constitution pour les colonies hispano-américaines. — Burke et l'orientation nouvelle de la politique anglaise. — Prise de la Trinidad 172

IV. Plans et négociations a Londres. — Miranda et les jésuites. — La « Junte des villes et provinces de l'Amérique » décide de s'assurer la coopération de l'Angleterre et des États-Unis pour affranchir les Colonies et assurer leur indépendance. — La convention du 2 décembre 1797. — Arrivée de Miranda à Londres. Inaction à laquelle le condamne la politique anglaise. — Projets d'expédition. — Miranda en est écarté. — Machinations de Pitt. — Miranda cherche à négocier avec les États-Unis. — Propagande de presse. — Dangers pour Miranda de rester en Angleterre. — Il veut retourner en France 181

V. Diplomaties infructueuses. — Espoirs à l'avènement de Bonaparte. — L'ordre du jour à l'occasion de la mort de Washington. — Déboires qui attendent Miranda à Paris. — Son arrestation et son nouveau départ pour Londres. — Le ministère Addington. — La paix d'Amiens. — Mariage de Miranda. — Sa rentrée en scène en 1804. — Sollicitations dont il est l'objet. — La guerre éclate entre l'Espagne et l'Angleterre. — Les projets contre les Colonies. — Tactique de Mi-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

randa. — Le plan du capitaine Popham. — Miranda souhaite de rentrer en Amérique. — Assistance qu'il espère encore des États-Unis. — Départ 192

CHAPITRE II

LOYALISME COLONIAL

I. Expédition du Leander. — Invasion du Rio de la Plata. — Miranda à New-York. — Attitude du gouvernement fédéral. — L'expédition. — Mesures de défense du capitaine général du Vénézuéla. — Échec d'Ocumáre. — Le commodore Popham se prépare à conquérir la Plata. — Attaque et prise de Buenos-Ayres. — Le chevalier de Liniers. — Délivrance de Buenos-Ayres. — Politique britannique. — Miranda organise une nouvelle expédition. — Accord du 9 juin 1806. — Départ de l'expédition 205

II. Échec de Miranda et Défense de Buenos-Ayres. — Le capitaine général Guevára. — L'esprit public au Vénézuéla. — Secours envoyés de la Guadeloupe. — Miranda à la Vela de Coro. — Prise de Coro. — Déconvenue et départ de Miranda. — Effet produit par l'invasion anglaise du Rio de la Plata. — Seconde tentative contre Buenos-Ayres. — Victoire de Liniers. — Sa popularité. — Les sud-américains se rapprochent de l'Espagne. — Indifférence de la métropole. — Le Projet de Godoy. — Les libéraux reprennent leur propagande 216

III. Revirement de la politique anglaise. — Les libéraux à Caracas. — Bolivar. — Le drapeau de Miranda. — Les Anglais et les Buenos-ayriens. — Mémoire de Castlereagh. — Projet de royaumes en Amérique. — Procès de Popham et Whitelocke. — Miranda aux Antilles anglaises. — Son retour en Angleterre. — Projet d'expédition au Mexique. 227

IV. Napoléon et l'Amérique espagnole. — L'affaire d'Espagne. — Desseins du gouvernement impérial en 1802 et 1806. — Illusions de Napoléon sur les sud-américains. — Il décide l'envoi d'un commissaire à la Plata. — Le marquis de Sassenay. — Instructions aux gouverneurs des Antilles françaises et de la Guyane. — Victor Hugues. — Départ du commandant de Lamanon pour La Guayra. — Ses instructions 236

V. Loyalisme Colonial. — La nouvelle des événements de Bayonne parvient à Caracas. — Arrivée de Lamanon. — Angoisses du capitaine général. — Proclamation de Ferdinand VII. — Les officiers français quittent Caracas. — Prise du *Serpent* par la frégate anglaise l'*Acasta*. — Arrivée de M. de Sassenay à Buenos-Ayres. — Attitude de Liniers. — Sa chute. — Explosion de loyalisme. — Conduite des gouverneurs coloniaux. — Les cabildos. — Instructions de Miranda. — Scission du parti libéral. — Décret de la Junte Centrale

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

d'Aranjuez. — Projets monarchiques. — Les « esprits éclairés ». — Les libéraux vénézuéliens et le sentiment populaire 249

CHAPITRE III

1810

I. L'Esprit de Miranda. — La Révolution des Colonies Espagnoles ne sera ni française, ni anglaise, mais américaine. — De quoi se compose l'élément révolutionnaire. — Ce qu'il faut entendre par *libéraux*. — Les femmes et la Révolution. — Unanimité d'opinion des libéraux quant à l'opportunité de se séparer de l'Espagne. — Moyens qu'ils emploieront pour réaliser leur dessein. — Simultanéité de l'explosion révolutionnaire. — La « Grande Loge Américaine ». — L'Esprit de Miranda 266

II. Le dix-neuf avril a Caracas. — Sentiments de la masse populaire à la veille de la Révolution. — Tactique adoptée par les libéraux. — Explosions révolutionnaires à Charcas et La Paz. — Révolution de Quito. — Influence de Caracas et Buenos-Ayres sur le mouvement général d'émancipation. — Le gouverneur Emparán à Caracas. — Les *patriotes*. — Le chanoine Madariaga. — Arrivée au Vénézuéla des nouvelles d'Espagne. — La Journée du 19 avril. 276

III. La Révolution. — Appel de la Junte de Caracas aux cabildos sud-américains. — Le 25 mai à Buenos-Ayres. — Les patriotes de Nouvelle-Grenade. — Le 20 juillet à Santa-Fé. — Martinez de Rosas. — Le 18 septembre à Santiago du Chili. — Insurrection mexicaine. — Sentiment général des patriotes 288

IV. Les Juntes coloniales. — Les massacres de Quito. — Dangers qu'ils annoncent et dont les Proceres ont le pressentiment. — Premières mesures adoptées par les nouveaux gouvernements. — Comment les Juntes de Buenos-Ayres et de Caracas organisent leur propagande. — Hostilité de certaines provinces vénézuéliennes. — Déconvenue des patriotes de Caracas. — Origine du projet de confédération américaine. — Politique extérieure de la Junte de Caracas. — Attitude des autorités des Antilles anglaises. — Bolivar est choisi comme ambassadeur à Londres. — Instructions données à la mission. — Plan des chefs de la révolution vénézuélienne. 303

V. Mission de Bolivar. — Politique sud-américaine de l'Angleterre en 1810. — Arrivée des députés de Caracas. — Leur première entrevue avec Wellesley. — Prévenances dont ils sont entourés par la société de Londres. — Note verbale du 21 juillet. — Memorandum du gouvernement britannique. — Complaisances anglaises. — Fin des négociations. — Instructions de la Junte concernant Miranda. — Rapports de Boli-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

var et Miranda en août et septembre. — Article du *Morning Chronicle*. — Miranda informe la Junte de son intention de rentrer en Amérique. — Dernières démarches au Foreign Office. — Départ de Miranda. — Sort de López Mendez et Andrés Bello 315

CHAPITRE IV

LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE DU VÉNÉZUÉLA

I. Miranda a Caracas. — Efforts réactionnaires contre la Junte. — Sentiments de la Régence de Cadix à l'égard des Juntes coloniales. — Mesures de rigueur. — Leur contrecoup au Vénézuéla. — Conspiration des Linares. — Expédition décidée contre les provinces dissidentes. — Le marquis del Toro. — Campagne désastreuse. — Arrivée de Bolivar. — Les Proceres se résolvent à accueillir Miranda. — Miranda à La Guayra. — Dispositions des Vénézuéliens à son endroit. — La déception du Précurseur. 333

II. Proclamation de l'Indépendance. — Activité des Proceres. — La « Société Patriotique ». — Les députés arrivent à Caracas et commencent leurs travaux. — Sentiments des congressistes. — Premiers actes de l'assemblée. — Séances tumultueuses à la Société Patriotique. — Discussions vaines au Congrès. — Miranda y est appelé. — Vote du projet de Déclaration des Droits de l'Homme. — Séance du 3 juillet à l'assemblée. — Discours de Bolivar à la Société Patriotique. — Séances du 4 et du 5 juillet. — Proclamation de l'Indépendance. — Accueil que lui font les populations vénézuéliennes. — Les Proceres. — Menées de Cortabarria. — Conspiration de Florez. — L'insurrection éclate à Valencia. — Expédition commandée par le marquis del Toro. — Miranda commandant en chef des armées nationales. 342

III. La Constitution Fédérale de 1811. — Animosité générale contre Miranda. — Dédains qu'il lui oppose. — Campagne de Valencia. — Embarras des patriotes. — Combat dans les rues de Valencia. — Premiers exploits de Bolivar. — Investissement et reddition de Valencia. — Discussion au Congrès du projet de constitution. — Complot contre Miranda. — Efforts contre-révolutionnaires de Cortabarria. — Le bassin de l'Orénoque au pouvoir des royalistes. — Retour de Cortés de Madariaga. — Comment les Proceres conçoivent à ce moment leur devoir. — Promulgation de la Constitution. — Fédéralisme et centralisme au Sud-Amérique. — État politique et social du Vénézuéla. — Idées centralistes de Miranda. — Illusions des Proceres. — Combats en Guyane. — Succès espagnols dans les provinces occidentales. — D. Domingo de Monteverde. 357

IV. Miranda Dictateur. — Tremblement de terre du 26 mars 1812. — Admirable conduite de Bolivar. — Progrès et victoires

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

des royalistes. — Situation au Vénézuéla. — Miranda est nommé généralissime et dictateur. — Premières mesures. — Les armées républicaines. — Les officiers. — Volontaires et officiers étrangers. — Mac-Gregor. — Serviez. — Soublette. — Préférences témoignées par Miranda aux étrangers et surtout aux Français. — Napoléon et le Sud-Amérique. — Telésforo de Oréa part pour les États-Unis où il doit se mettre en rapports avec le représentant de l'Empereur. — Plan de campagne et dispositions du généralissime. — Bolivar est chargé du commandement de Puerto-Cabello. — Dissentiments entre Miranda et Bolivar 374

V. Le Calvaire de Miranda. — Entrée en campagne. — État d'esprit de l'armée. — Miranda se retranche à Maracaï. — Attaques de Monteverde. — Mesures militaires et politiques du dictateur. — Missions à l'étranger. — Nouvelles attaques des Espagnols. — Miranda à La Victoria. — Combats. — Situation critique de Monteverde. — Prise de Puerto-Cabello. — Récit de Pedro Gual. — Conduite de Bolivar. — Insurrection des esclaves. — Situation générale. — Miranda se résigne à capituler. — Négociations. — Traité de San Mateo. — Effet produit à Caracas. — Déchaînement de haine contre Miranda. — Affolement général. — Dispositions prises par le généralissime. — La Guayra le 29 juillet. — Complot de Casas. — Conspiration des officiers de Miranda. — Son arrestation. — Ses détentions. — Sa mort. — Bolivar et l'arrestation de Miranda. — Jugement sur Miranda. 387

LIVRE III

BOLIVAR

CHAPITRE PREMIER

LE MANIFESTE DE CARTHAGÈNE

I. Cortès de Cadix. — Esprit de conciliation et de libéralisme dont elles témoignèrent tout d'abord. — Changement d'attitude. — Les commerçants gaditains. — Politique britannique. — Constitution de 1812. — Échec des négociations hispano-anglaises. — Avantages qu'en retire cependant l'Angleterre. — La Régence est persuadée de la pacification prochaine des colonies insurgées 407

II. Les Colonies en 1812. — Le Mexique de 1810 à 1812. — Le Pérou. — Le Rio de la Plata. — Le Paraguay. — Le Haut-Pérou. — L'Uruguay. — Le Chili 415

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

III. La Nouvelle-Grenade. — Présidence de Quito. — Situation dans la Nouvelle-Grenade proprement dite. — Le fédéralisme. — Les Juntes indépendantes. — Congrès de Santa-Fé du 22 décembre 1810. — Constitution du 4 avril 1811. — Jorge Tadeo Lozano. — Contre-révolution des régions de Pasto et Patia. — Anarchie générale. — Acte fédéral des Provinces Unies. — Réapparition de Nariño. — *La Bagatela*. — Nariño président de Cundinamarca. — Guerre civile. — Menaces extérieures. — Politique de la Junte de Carthagène. — Arrivée dans cette ville de Bolivar 428

IV. Le Manifeste de Carthagène. — Bolivar après l'arrestation de Miranda. — Comment il quitte le Vénézuéla. — Séjour à Curaçao. — Bolivar bien accueilli par le président Torices à Carthagène. — Publication du manifeste. — Analyse de ce document. — Le plan de Bolivar. — Obstacles qu'il lui faudra surmonter. — Comment il les envisage. — Comment il s'en rend maître. — Conséquences qui résultent des efforts du Libertador. — Sacrifices auxquels il se résigne. — La vie du guerrillero 442

V. Campagne de Nouvelle-Grenade. — Bolivar quitte Barranca à la tête de l'expédition libératrice. — Prise de Ténérife. — Arrivée à Mompóx. — Combats de Chiriguaná, Tamalaméque. — Entrée de Bolivar à Ocaña. — Événements à Carthagène. — Le général Labatut à Sainte-Marthe. — Activité déployée par les Espagnols. — Investissement de la Nouvelle-Grenade. — Message de Manuel Castillo à Bolivar. — Départ d'Ocaña. — Traversée de la cordillère. — Victoire de Bolivar à San José de Cúcuta. — Résultats de la campagne. — Appels de Bolivar à l'opinion grenadine. — Résistances qu'il éprouve. — Comment il s'attache à les réduire 454

CHAPITRE II

LE LIBERTADOR

I. La Dissidence de Castillo. — Bolivar sollicite du Congrès l'autorisation de rentrer en campagne. — Opposition de Castillo. — Situation au Vénézuéla. — L'expédition de Santiago Mariño. — Combat de La Grita. — Forces dont disposent les Espagnols au Vénézuéla. — Efforts de Bolivar pour rallier à ses projets l'assemblée de Tunja, les gouvernements de Santa-Fé et de Carthagène. — Motifs de cette conduite. — L'élite de la jeunesse grenadine vient se ranger sous les drapeaux de Bolivar. — Celui-ci reçoit enfin l'ordre d'envahir le Vénézuéla. — Moyens avec lesquels Bolivar entreprend la campagne 464

II. Affranchissement du Vénézuéla. — Occupation de Mérida et de Trujillo. — Appels de Bolivar à ses compatriotes. — Combats d'Agua-de-Obispos, du Desembocadero, de Niquitao. —

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

Pages

Bolivar à Barinas. — Fuite de Tizcar. — Mariño poursuit le cours de ses succès dans les provinces orientales. — Nouveau plan de campagne de Bolivar. — Victoire de Rivas à Los Horcónes. — Occupation de San Carlos. — Bataille de Taguánes. — Capitulation de La Victoria. — Les Espagnols abandonnent la capitale. — Résultats de la campagne du Vénézuéla. — Entrée triomphale de Bolivar à Caracas. . . 476

III. L'Éducation du Patriotisme. — Dangers qui menacent l'œuvre et la gloire naissantes du Libérateur. — Siège et prise de Cumana par Mariño. — Victoire de Piar et Bermudez sur Cajigal à Barcelóna. — Les Espagnols évacuent les provinces orientales dont Mariño se fait proclamer dictateur. — Difficultés résultant pour Bolivar des dissidences continuelles de ses compagnons d'armes. — Origine de ces dissidences. — Antonio Briceño. — Bolivar s'institue l'éducateur du patriotisme. — Proclamations des 8 et 13 août 1813. — Organisation du nouveau gouvernement. — Bolivar et l'armée. — Les hostilités reprennent. — Opérations du siège de Puerto-Cabello. Découragement des soldats de Bolivar. — Combats de Bárbula et Las Trinchéras. — La mort de Girardot. — Bolivar proclamé *Libertador*. — Il fonde l'ordre des *Libertadores de Venezuela* 491

IV. L'Inaction de Mariño. — Comment Mariño demeure indifférent aux sollicitations de Bolivar. — Bóves, Morales et le soulèvement des llaneros. — Dispositions que prend le Libertador pour conjurer ce nouveau péril. — Campo Elias. — Bataille du Mosquitero. — Combats de Bobáre et Yaritagua. — Bolivar part au secours d'Urdaneta. — Combat de Vijirima. — Bataille d'Araure. — Le Libertador s'attache à développer le patriotisme de ses soldats. — Le *Bataillon Sans Nom*. — Expédition du général Salomón. — Les dangers s'accumulent autour des défenseurs de l'Indépendance 507

V. Bolivar Dictateur. — L'esprit public se détache de la cause libérale. — Principes qui motivèrent l'organisation du gouvernement provisoire en août 1813. — La dictature s'impose. — Pourquoi Bolivar en doit être investi de préférence à Mariño. — Assemblée du 2 janvier 1814. — Discours du Libertador. — Tactique des chefs espagnols prêts à reprendre la guerre. — Situation critique des patriotes. — Projets de recours à l'extérieur. — Décret de Bolivar engageant les étrangers à venir s'établir au Vénézuéla. — Ambassades américaines aux États-Unis et en Europe. — Politique sud-américaine de Napoléon. — Oréa, Palacio et M. Serrurier. — Palacio et Delpech à Paris. — Échec de la mission. — Les divisions espagnoles marchent sur Caracas. — Batailles d'Ospino et de La Puerta. — Expédition de Rivas dans les vallées du Tuy. — Le massacre d'Ocumáre. — Serments de vengeance. 520

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

CHAPITRE III

LA GUERRE A MORT

Pages

I. La Folie du Sang. — Bolivar remet le siège devant Puerto-Cabello. — Il l'abandonne à l'annonce du désastre de La Puerta. — Demande d'instructions des commandants militaires de La Guayra et de Caracas au sujet des prisonniers espagnols. — Démarches qu'avait faites précédemment le Libertador pour obtenir la ratification de la capitulation de La Victoria contre la remise de ces prisonniers. — Situation critique des patriotes. — Bolivar donne l'ordre d'exécuter les prisonniers. — Massacres des 13, 14, 15 et 16 février 1814. — Causes profondes qui les expliquent. — La contagion du meurtre. — Comment les principes de violence s'étaient introduits et acclimatés en Amérique. — Caractère atroce assumé par les guerres de l'Indépendance. — Cerveriz, Zuázola, Bóves. — Excès commis par les Espagnols et par les patriotes. — Arismendi, Rivas, Briceño et son *Contrat* de janvier 1813. . . . 537

II. Le Décret de Trujillo. — Premiers sentiments de Bolivar à l'égard des violences qui s'accréditaient autour de lui. — Effet que produisent sur son esprit les persécutions ordonnées par Monteverde. — La proclamation de Mérida. — Le décret de Trujillo. — Comment il traduit le sentiment général des sud-américains. — Jugement sur le décret de Trujillo et la conduite de Bolivar. — Manifeste aux Nations du Monde et correspondance avec le gouverneur de Curaçao. — Conséquences de la guerre à mort 549

III. Résistance désespérée. — En prévision d'une attaque prochaine de Bóves, le Libertador met en état de défense la région de Valencia. — Combats devant San Mateo. — Suspension d'armes. — Nouveaux combats. — Attaque générale. — Héroïsme de Ricaurte. — Victoire de Bolivar. — La situation des républicains paraît s'améliorer. — Expédition d'Arismendi, Rivas et Montilla contre Roséte. — Les divisions royalistes de Coro et de Barinas rentrent en campagne. — Urdaneta à Valencia. — Arrivée de Mariño. — Bataille de Bocachica. — Bolivar et Mariño se réunissent à La Victoria. — Nouveau plan de campagne. — Mariño est battu à l'Arado. — Cajigal quitte Coro et prend à San Carlos le commandement de l'armée. — Bataille de Carabóbo 558

IV. Chute de la Seconde République Vénézuélienne. — Réapparition de Bóves. — Mesures prises par Bolivar. — Bataille de La Puerta. — Le Libertador à Caracas. — Siège de Valencia et violences qui le suivirent. — Bolivar quitte la capitale. — L'Émigration de 1814. — Bataille d'Aragua. — Plan des patriotes. — Fuite de Bianchi et départ de Bolivar et de Mariño. — Leur arrivée à Carúpano. — Dispositions hostiles de la population à leur égard. — Sauvés, grâce à l'intervention de Bianchi, ils quittent le Vénézuéla. — Rivas, Piar et Ber-

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

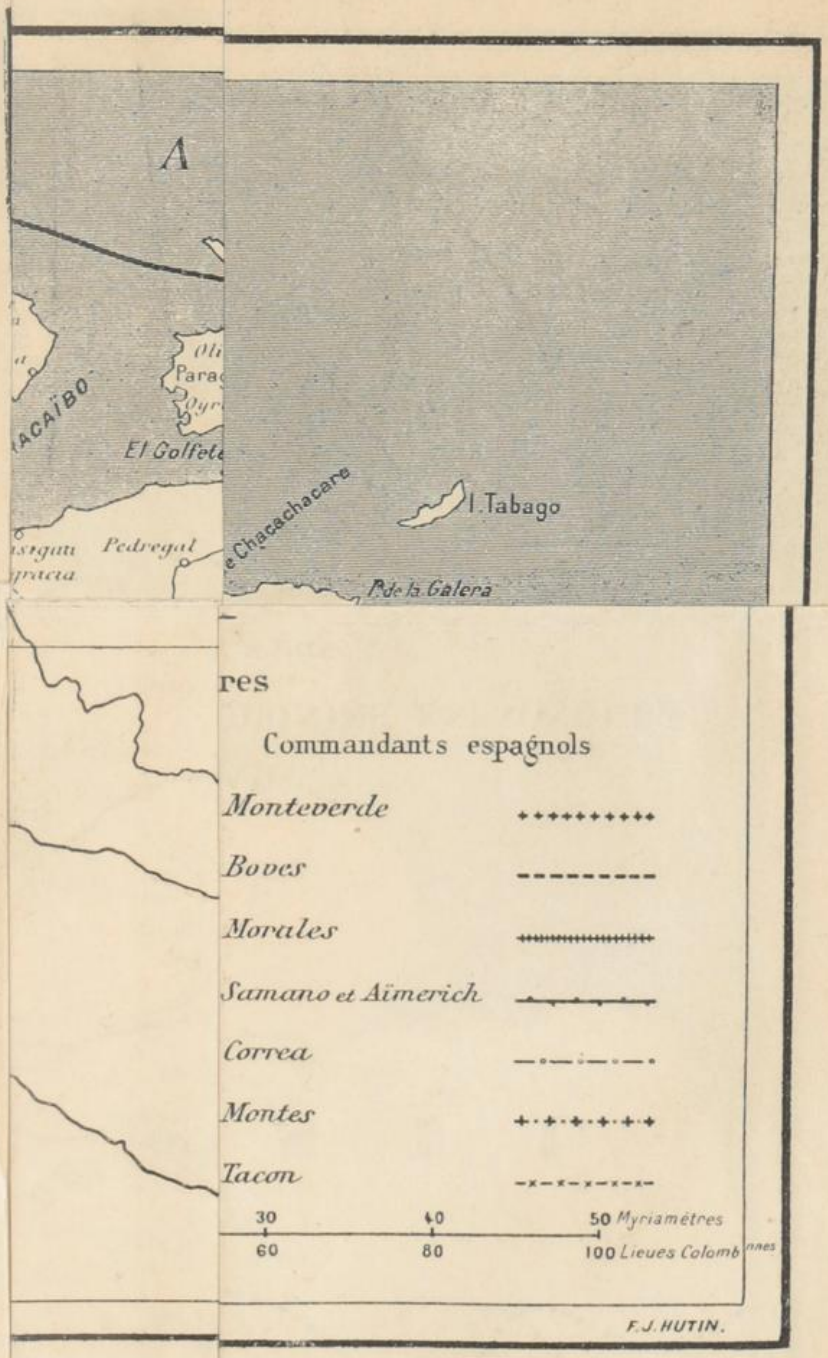
Pages

múdez décident de tenir tête à l'invasion. — Combat de Maturín. — Bóves rejoint Morales à Barcelóna. — Batailles de Salado et d'Urica. — Prise de Maturin. — Chute de la république 569

V. L'Amérique en 1814. — Effet produit en Amérique par la restauration de Ferdinand VII. — Le Mexique de 1812 à 1814. — Le Pérou. — Campagnes de Belgrano. — Batailles de Salta, Vilcapujio et Ayohuma. — San Martin. — Entreprises du vice-roi de Lima contre les provinces méridionales de la Nouvelle-Grenade. — Le Chili. — Expéditions des généraux Pareja, Sanchez, Gainza et Osorio. — Bataille de Rancágua. — Les Provinces Unies du Rio de la Plata. — État de la Révolution à la fin de 1814. — Proclamation de Bolivar à ses compatriotes. 580

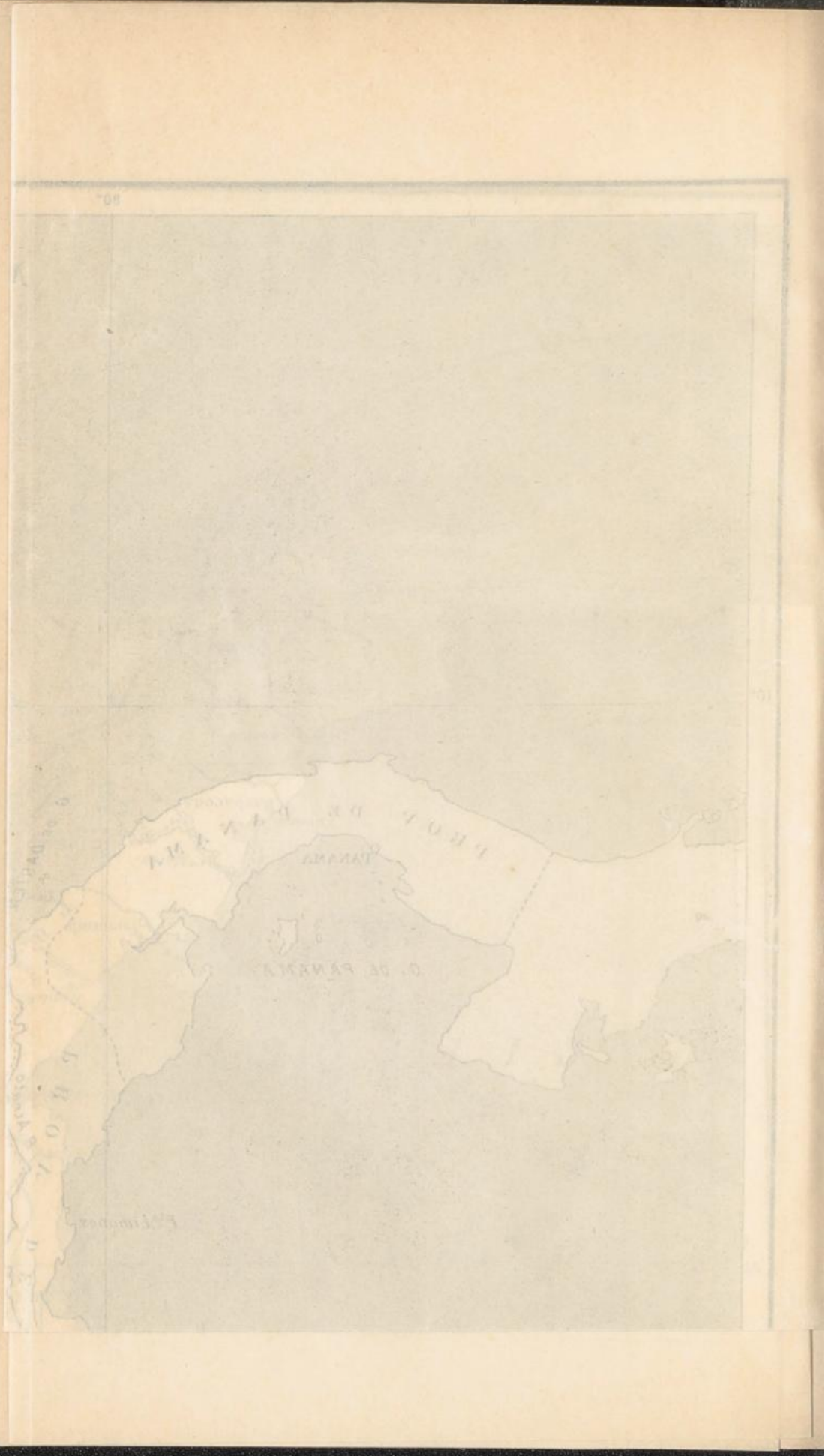
3199. — TOURS. IMPRIMERIE E. ARRAULT ET Cie

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG


A
El Golfete
Pedregal
I. Tabago
Pde la Galera
res
Commandants espagnols
Monteverde
Boves
Morales
Samano et Aimerich
Correa
Montes
Tacon
30
40
50 Myriamétres
60
80
100 Lieues Colomb
F. J. HUTIN.



Staats- und Universitätsbibliothek Bremen
DFG



Staats- und Universitätsbibliothek Bremen
DFG

Staats- und
Universitätsbibliothek Bremen

Un Défenseur des principes traditionnels sous la Révolution. **Nicolas Bergasse**, avocat au Parlement de Paris, député du Tiers-Etat et de la Sénéchaussée de Lyon aux Etats-Généraux (1750-1832). Introduction de M. Étienne Lamy, de l'Académie française. 1 vol. in-8° carré..... **7 50**

BOUTIÉ (LOUIS). — **Paris au temps de saint Louis.** In-8° écu avec gr. **5 »**

ESPITALIER (ALBERT). — **Napoléon et le roi Murat** (1808-1815), d'après de nouveaux documents. 1 vol. in-8° avec portraits..... **7 50**

FAUCHIER-MAGNAN (A.). — **Lady Hamilton**, d'après des documents inédits. 1 vol. in-8° écu avec portraits..... **5 »**

HERPIN (E.). — **Armand de Chateaubriand**, correspondant des Princes entre la France et l'Angleterre (1768-1809), d'après des documents inédits. 1 vol. in-8° écu avec gravures..... **5 »**

HOUSSAYE (HENRY), *de l'Académie française.* — **1814.** 61e édit. In-16 **3 50**

— **1815. La Première Restauration. — Le Retour de l'île d'Elbe. — Les Cent-Jours.** 57e édition. 1 vol. in-16..... **3 50**

— **Waterloo.** 64e édition. 1 vol. in-16..... **3 50**

— **La Seconde abdication. — La Terreur Blanche.** 44e édition. 1 vol. in-16..... **3 50**

Les mêmes, en 4 volumes in-8°. Chaque volume..... **7 50**

LENOTRE (G.) (*couronné par l'Académie française. — Prix Berger*). — **Paris Révolutionnaire.** 22e édition. 1 vol. in-8° écu..... **5 »**

— **Vieilles Maisons, vieux Papiers.** 37e édit. *Quatre séries.* 4 vol. in-8° écu. Chaque volume..... **5 »**

— **Le Drame de Varennes** (juin 1791). 22e édition. 1 vol. in-8° écu.. **5 »**

— **La Captivité et la Mort de Marie-Antoinette.** 16e édit. In-8° écu.. **5 »**

— **Le Marquis de La Rouërie.** 12e édition. 1 vol. in-8° écu..... **5 »**

— **Le Baron de Batz.** 10e édition. 1 vol. in-8° écu..... **5 »**

— **Tournebut** (1804-1809). 13e édition. 1 vol. in-8° écu..... **5 »**

— **Le Vrai Chevalier de Maison-Rouge.** 11e édition. 1 vol. in-8° écu. **5 »**

— **La Guillotine pendant la Révolution.** 12e édition. 1 vol. in-8° écu. **5 »**

LENOTRE (G.). *Mémoires et Souvenirs sur la Révolution et l'Empire, publiés avec des documents inédits :*

— **Les Massacres de Septembre** (1792). 20e édit. 1 vol. in-16 jésus, br. **3 50**

— **Les Fils de Philippe-Égalité pendant la Terreur** (1790-1796). 14e édition. 1 vol. in-16 jésus, broché..... **3 50**

— **La Fille de Louis XVI.** *Marie-Thérèse, Charlotte de France, Duchesse d'Angoulême* (1794-1799). 17e édition. 1 vol. in-16 jésus, broché. **3 50**

— **Le Tribunal Révolutionnaire** (1793-1795). 20e édition. 1 volume in-16 jésus, broché..... **3 50**

LOTH (ARTHUR). — **L'échec de la Restauration monarchique en 1873.** 1 volume in-8°..... **7 50**

MONNIER (PHILIPPE). — **Venise au XVIIIe siècle.** *Ouvrage couronné par l'Académie française.* 4e édition. 1 vol. in-8° écu..... **5 »**

PAILHÈS (G.) — **La Duchesse de Duras et Chateaubriand**, d'après des documents inédits. 1 volume in-8° avec gravures..... **7 50**

VAISSIÈRE (PIERRE DE). — **Gentishommes campagnards de l'Ancienne France.** *Ouvrage couronné par l'Académie française* (*second prix Gobert*). 3e édition. 1 vol. in-8°..... **7 50**

— **Lettres d'Aristocrates.** — *La Révolution racontée par des correspondances privées* (1789-1794). 2e édition. 1 volume in-8° carré orné de gravures..... **7 50**

— **Saint-Domingue.** — La Société et la vie créoles sous l'Ancien Régime (1629-1789). 1 vol. in-8° carré, orné de 14 gravures..... **7 50**

— **La Mort du Roi**, 21 janvier 1793, d'après des documents inédits. 1 volume in-8° écu, avec gravures..... **3 50**

WYZEWA (TEODOR DE). — **Quelques figures de femmes aimantes ou malheureuses.** 3e édition. 1 volume in-8° écu avec portraits.... **5 »**

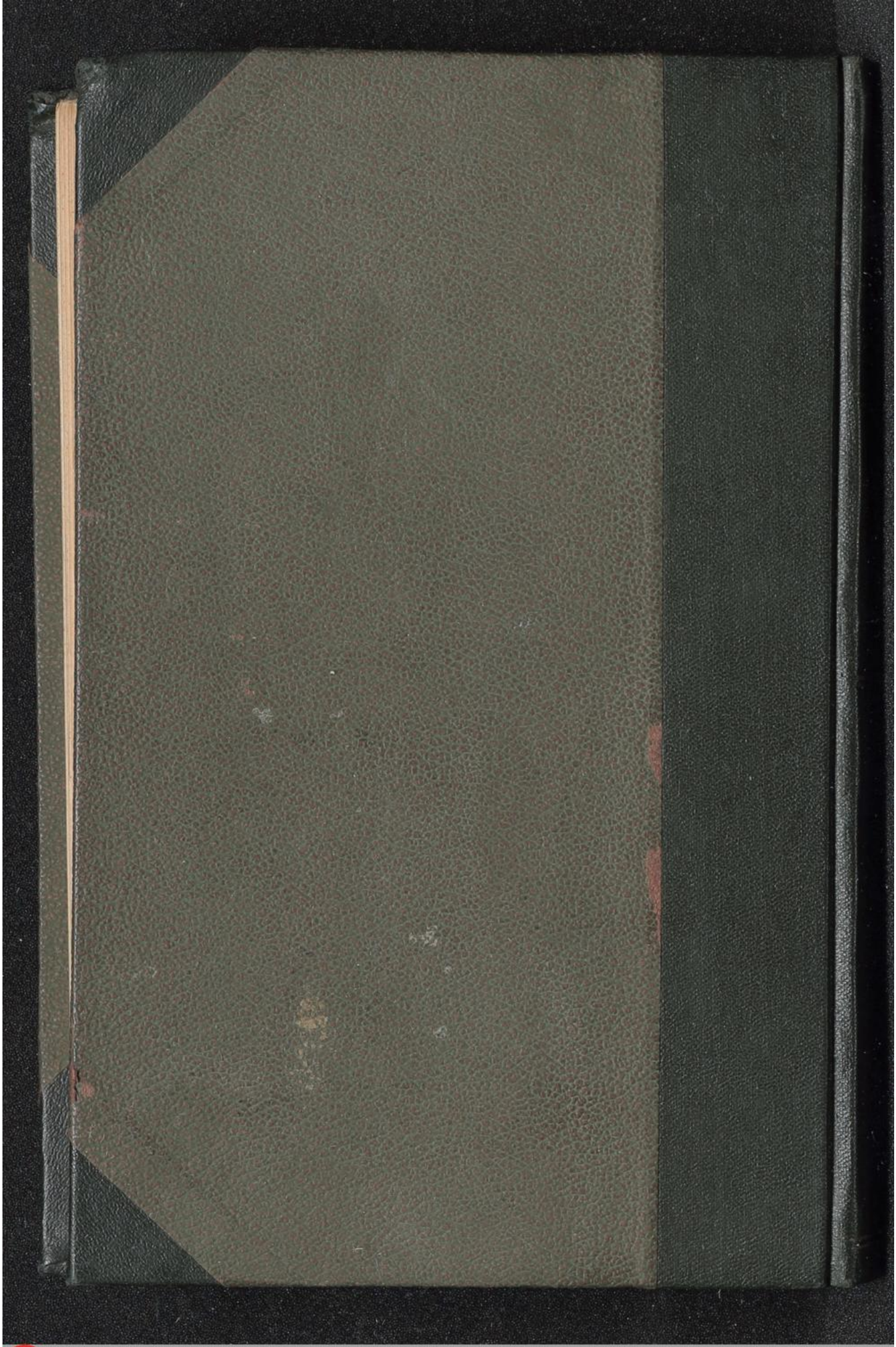
— **Excentriques et Aventuriers de divers pays.** — Essais biographiques d'après des documents nouveaux. 1 vol. in-8° écu avec portraits. **5 »**

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue de Seine, 57.

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG

A. LOCKMANN
Buchbinderei
Bremen.

Staats- und
Universitätsbibliothek Bremen
DFG



Staats- und
Universitätsbibliothek Bremen
DFG

IX
c
3752

MANCINI

BOLIVAR

Staats- und Universitätsbibliothek Bremen DFG